

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

PROCESSUS DE REDÉFINITION IDENTITAIRE ET RECONFIGURATION DES
RAPPORTS INTERÉTATIQUES CHEZ LES SLAVES DE L'EST

THÈSE SOUMISE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
YANN BREault

OCTOBRE 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

À ma famille,

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS	viii
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX	ix
NOTES SUR LA TRANSLITÉRATION	x
RÉSUMÉ	xii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
DE LA FAMILLE COSMOPOLITE SOVIÉTIQUE À LA FAMILLE ETHNOLINGUISTIQUE SLAVO-ORIENTALE	22
1.1) Le pari risqué d’une cinquième génération de communistes	25
1.2) De la réforme soviétique à la révolution russe	32
1.3) La mort inattendue du soviétique ukrainien	39
1.4) La découverte de la Ruthénie blanche	46
1.5) Les Slaves de l’Est comme catégorie analytique	55
CHAPITRE II	
CONSIDÉRATIONS ÉPISTÉMOLOGIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES RELIÉES À L’USAGE DU CONCEPT D’IDENTITÉ	61
2.1) Précisions conceptuelles préliminaires	65
2.2) De la nature indéterminée de l’agence étatique/nationale	69
2.3) Critères d’évaluation pour une approche post-positiviste	72
2.4) Sources juridiques : terminologie, lois et traités	80
2.5) Sources institutionnelles : discours (des) officiels	86
2.6) Sources publiques : analyses et sondages	90

CHAPITRE III	
DE LA TRANSFORMATION IDENTITAIRE AUX RELATIONS	
INTERNATIONALES	96
3.1) Identités et politiques étrangères	99
3.2) Transformations identitaires et systèmes interétatiques	110
3.3) Logique systémique des catalyseurs identitaires	115
CHAPITRE IV	
LA RUSSIE : LA GRANDE PÉRIODE DE TROUBLES	120
4.1) L'émergence d'une superpuissance énergétique	123
4.2) Le péril de la schizophrénie nationale	136
4.3) 1991-1994 : la libéralisation forcée et son échec	148
4.4) 1994-1999 : le gouffre de la revanche impossible	158
4.5) 1999-2008 : le capitalisme d'État et le défi de la postmodernité	169
CHAPITRE V	
L'UKRAÏNE : LE DRAME DE LA MODERNISATION FORCÉE.	182
5.1) La préservation du « bassin génétique ukrainien »	186
5.2) La configuration du champ de bataille	193
5.3) 1991-1994 : les épreuves du romantisme	198
5.4) 1994-2004 : l'équilibrisme de survie	205
5.5) 2004-2008 : la surenchère euro-atlantiste	218
CHAPITRE VI	
LE BELARUS : LE CHEMIN DE CROIX D'UNE AUTOCRATIE ATHÉISTE	
ORTHODOXE	228
6.1) Les stigmates du choc des chrétientés rivales	232
6.2) Le « miracle économique »	243
6.3) 1991-1994 : l'éphémère République blanche-ruthénienne	253
6.4) 1994-2001 : le réunificateur des Slaves de l'Est	262
6.5) 2001-2008 : la forteresse de Brest	272

CHAPITRE VII	
L'ANALYSE COMPARATIVE LONGITUDINALE COMME INSTRUMENT DE MESURE DE LA DYNAMIQUE FAMILLIALE	280
7.1) Le groupe slavo-oriental comme fait idéal et matériel	284
7.2) La comparaison comme mécanisme constitutif des identités	293
7.3) L'analyse d'une trilectique internationale/interétatique	309
CONCLUSION	321
BIBLIOGRAPHIE	337
a) Références sur les aspects théoriques	337
b) Références sur l'ex-URSS et la Russie	342
c) Références sur l'Ukraine	355
d) Références sur le Belarus	366

AVANT-PROPOS

Au cours de ces années d'exploration et de réflexion sur la problématique identitaire dans l'espace post-soviétique, j'en suis venu peu à peu à croire, comme bien d'autres avant moi, que ce que nous voyons et écrivons ne peut être, en définitive, qu'un reflet de ce que nous sommes. Fondamentalement, nous sommes tous prisonniers des langages avec lesquels nous appréhendons notre environnement.

Pour ma part, étant issu de ce que l'ex-ministre des Affaires étrangères canadiennes Pierre Pettigrew avait publiquement nommé « le Québec profond », ma logique première est celle de ces gens accoutumés à manipuler un lexique plutôt restreint, et dont l'esprit ne se manifeste pas tant à travers l'usage d'une grammaire complexe que par la justesse des métaphores avec lesquelles il s'exprime. Or, en conséquence de la matrice universitaire généreusement offerte par la social-démocratie québécoise, j'appartiens simultanément à la catégorie des personnes instruites, condamnées à se questionner avec un éventail d'outils analytiques dont la diversité, apparemment jamais satisfaisante, n'a pour limite que l'imagination humaine.

Ce n'est pas sans douleur que je ressens les effets de la superposition de ces modes d'entendement. Aussi, la pulsion à l'origine de cette thèse provient-elle du désir de réconcilier leurs logiques respectives comme s'il s'agissait, en quelque sorte, d'un exercice dans lequel il me fallait faire dialoguer, sur un pied d'égalité, mes parents et mon directeur de thèse. Vu sous cet angle, la réalisation du présent travail serait une façon de communiquer l'estime que j'ai pour eux.

Comme on disait chez nous qu'il fallait se méfier de la « *belle parlure* » et des « *courbettes de politesse* » (tout en précisant qu'« *on en a gros de ça pour cent piastres* »), je ne souhaite pas m'étendre avec les remerciements usuels, qui ne servent en fait qu'à situer le candidat dans son champ socio-académique. À l'exception des évaluateurs anonymes du Fonds canadien d'aide à la recherche et des contribuables de ce pays, les nombreuses personnes envers qui je suis reconnaissant le savent déjà. Ils se reconnaîtront.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ABM	Missiles antibalistiques (<i>Anti-Ballistic Missiles</i>)
BNF	Front populaire biélorusse (<i>Belarouskii Narodnyi Front</i>)
CEI	Communauté des États indépendants
FCE	Forces conventionnelles en Europe
FMI	Fonds monétaire international
FSB	Service fédéral de sécurité (<i>Federalnaia sloujba bezopasnosti</i>)
KGB	Comité pour la sécurité d'État (<i>Komitet gosoudarstvennoi bezopasnosti</i>)
NKVD	Commissariat populaire aux affaires intérieures (<i>Narodnyi komissariat vnoutrennikh del</i>)
OUN	Organisation des nationalistes ukrainiens (<i>Organizatsiia Oukrainskikh Natsionalistiv</i>)
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations-Unies
OMC	Organisation mondiale du commerce
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PIB	Produit intérieur brut
PC	Parti communiste
PCUS	Parti communiste de l'Union soviétique
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
RSS	République socialiste soviétique
RSSF	République socialiste soviétique fédérative
START	Traité de réduction des armes stratégiques (<i>Strategic Arms Reduction Treaty</i>)
TNP	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
UE	Union Européenne
UPA	Armée insurrectionnelle ukrainienne (<i>Oukrainska Povstanska Armiia</i>)

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Tableau 6.1	Taux de croissance annuelle comparés du Belarus, de l'Ukraine et de la Russie	242
Figure 7.1	Empreinte contemporaine d'appartenance au groupe slavo-oriental	286
Figure 7.2	Empreinte architecturale de l'expansionnisme slavo-oriental.	287
Tableau 7.1	Comparaison démographique et géographique	294
Tableau 7.2	Comparaison économique et militaire	295
Tableau 7.3	Comparaison de l'importance relative des partenaires commerciaux	296
Tableau 7.4	Comparaison de l'autosuffisance pétrolière et gazière	297

NOTES SUR LA TRANSLITÉRATION

En ce qui concerne l'espace linguistique formé par les Slaves de l'Est, la translitération en caractère latin pose deux problèmes majeurs.

Le premier concerne le choix de la langue d'origine à retranscrire, du moins lorsqu'il s'agit d'un nom, d'un titre ou d'un passage provenant d'un document produit au Belarus ou en Ukraine. Or, comme je lis le russe avec plus d'aisance que les deux autres langues slavorientales, j'ai pris l'habitude de retranscrire en caractère latin les versions russes de tous les noms propres et des sources primaires, du moins lorsque celles-ci étaient disponibles dans les deux langues (ce qui est très souvent le cas).

Le deuxième problème concerne le choix du système de translitération. C'est une fois de plus la facilité qui a guidé ma décision. Sauf pour certains noms propres usuels jouissant en français d'une orthographe déjà bien établie, j'ai utilisé un système simplifié qui fait non seulement l'économie de tous les accents et des signes durs et mous, mais qui omet aussi la distinction entre le « e » et le « э », ainsi que celle entre le « i » et le « и (й) » propres à l'ukrainien et au bélarussien.

À force d'être confronté à une multitude de systèmes de translitérations, et ce, tant dans les textes en français qu'en anglais, on finit tous par développer une grande souplesse dans la lecture des langues slaves latinisées. Je mise sur celle du lecteur pour me pardonner ce système simplifié.

RÉSUMÉ

Le présent travail s'intéresse aux processus de redéfinition identitaire et de reconfiguration des rapports interétatiques se manifestant au sein du groupe d'États-nations slavo-oriental depuis le démantèlement de l'URSS.

Fondamentalement, son objectif est double. Il s'agit d'abord de vérifier l'hypothèse d'un groupe d'États-nations slavo-oriental distinct, ayant des propriétés particulières dont les effets s'observent sur les processus de redéfinition identitaire et de reconfiguration des rapports interétatiques entre la Russie, l'Ukraine et le Belarus. Il s'agit ensuite de trouver la clef interprétative permettant de comprendre la dynamique ou la logique interne des interactions qui s'observent au sein d'un tel groupe, à la fois frontalier de l'Europe et de l'Asie.

Bien qu'il s'agisse, en réalité, d'une sorte d'anthropologie de la diplomatie postsoviétique, ce travail s'inscrit entièrement dans le champ disciplinaire des Relations internationales. Les discours des hommes politiques influents, les documents juridiques qu'ils ont fait adopter ainsi que les commentaires et les réactions qu'ils ont suscités auprès des experts et des masses forment le terrain empirique à l'étude.

Reformulée dans le langage théorique de l'approche constructiviste cette thèse aspire, dans un premier temps, à mettre en relief la macrostructure (à la fois matérielle et idéale) constitutive d'un sous-système commun aux trois (et seulement aux trois) États-nations successeurs de l'URSS à majorité slavo-orientale et orthodoxe.

À cet égard, la présente étude vient confirmer que l'histoire militaire, économique, juridique, religieuse et linguistique génère une structure intersubjective commune et particulière aux Slaves de l'Est. Celle-ci se manifeste par cette croyance, constamment débattue, d'appartenir à une seule et même famille, dont le fondement est à la fois ethnolinguistique et historique. Son existence génère une tension dialectique permanente et unique entre, d'une part, le sentiment de fraternité ethnolinguistique et religieuse et, d'autre part, les rivalités liées au partage de l'héritage d'un passé commun, lequel s'étend de la *Rous* à l'URSS.

En second lieu, ce travail propose d'identifier les microstructures (matérielles et idéelles) explicatives des particularités de chacune des unités étatiques-nationales du sous-système. Ce travail démontre, par le biais d'une analyse des facteurs militaire, économique, juridique, religieux et linguistique susceptibles d'affecter la politique étrangère de chacun des États-nations à l'étude, que les comparaisons jouent un rôle constitutif des personnalités postsoviétiques de la Russie, de l'Ukraine et du Belarus. Cette thèse fait ainsi valoir que les dirigeants tentent de définir leur État-nation d'une façon qui soit tant gratifiante que viable, mais que ce processus n'est pas linéaire et prévisible. Le développement de la personnalité simultanément étatique et nationale constitue plutôt un mécanisme d'apprentissage par essais-erreurs dans lequel chacun, à sa manière, se compare aux autres unités du sous-système.

Puisqu'elle oscille entre l'optimisme d'une confédération pacifique et le pessimisme d'une prédation vorace entre ses unités, il appert que la macrostructure sous-systémique à l'étude ne saurait être classée dans l'un des idéaux-types « hobbesien », « lockéen » ou « kantien », tels que décrits par Alexander Wendt. Afin d'expliquer et de mieux comprendre ces passages rapides entre les épisodes de collaboration et les épisodes de confrontation, la présente thèse explore un autre idéal-type de structure intersubjective dont la forme, particulièrement instable, serait de type « familiale ».

En dernière analyse, afin d'évaluer la valeur heuristique du prisme interprétatif que serait la métaphore de la famille, ce travail examine les séquences d'interaction triangulaire entre les États-nations slavo-orientaux au cours des années 1990-2010. Sans prétendre pouvoir surmonter la difficulté consistant à identifier des critères stricts et précis de falsifiabilité (caractéristique de tout modèle théorique parcimonieux), cette thèse fait valoir les mérites d'un cadre analytique comparatif et longitudinal fondé sur la métaphore de la famille et permettant à la fois d'expliquer et de comprendre les rapports politiques postsoviétiques chez les Slaves de l'Est.

Par cette analyse sous-systémique, l'étude permet d'approfondir le débat sur les mérites et les limites de l'approche constructiviste en Relations internationales.

Mots-clés : relations internationales; constructivisme; analyse comparative; Russie; Ukraine; Belarus

INTRODUCTION

Mon livre n'a pas pour ambition de proposer des principes positifs et directeurs concrets. Il ne doit servir qu'à renverser certaines idoles et, après avoir mis le lecteur devant des piédestaux vides, à le forcer à se remuer les méninges à la recherche d'une solution.

Nicolas Troubetskoï¹

Il est toujours désolant de prendre connaissance d'un propos académique sans avoir été préalablement informé des particularités de la perspective de l'auteur. Car si la méthode de recherche se doit d'être la plus rigoureuse et la plus transparente possible, le choix de la question, et bien sûr celui des concepts avec lesquels elle est formulée, ne peut en aucun cas être apprécié sans égard au lieu de parole. Dans les premières pages de cette introduction, je m'efforcerai donc brièvement d'exposer ce lieu. La description de la problématique de ma thèse et celle de la méthode de recherche qu'elle requiert suivront plus loin.

Court examen réflexif

C'est initialement en tant qu'enseignant de la langue française à Riga, dès l'automne 1992, que je commençai concrètement à explorer l'espace postsoviétique. À l'adolescence, la fascination romantique que j'avais éprouvée pour la détermination des peuples baltes à exiger

¹ Le linguiste Nicolas Troubetskoï, figure de proue du mouvement eurasianiste issu des intellectuels russes en exil, introduisait ainsi son essai *L'Europe et l'humanité (Evropa i tchelovetchestvo)*, publié à Sofia en 1920, dans lequel il critiquait les prétentions universalistes de la pensée européenne. Cet extrait est cité par Marlène Laruelle, « La triangulaire "Russie", "exil russe", "culture d'accueil" : le prisme occidental inassumé de l'eurasisme », colloque *Les Premières Rencontres de l'Institut européen Est-Ouest*, Lyon, 2-4 décembre 2004, http://russie-europe.ens-lsh.fr/article.php3?id_article=51.

de Moscou l'indépendance politique avait été à la source de ma curiosité pour cette région, et du désir de m'y aventurer.

À cette époque où je n'avais encore reçu aucune formation universitaire, l'idée de formuler une question de recherche avec les concepts de « processus de redéfinition identitaire » ne m'aurait jamais traversé l'esprit. Alors que j'étudiais la langue lettonne (que l'on disait être, après le lituanien, la plus vieille langue vivante de la famille indo-européenne), l'hypothèse que le sentiment d'appartenance à une communauté de langue puisse correspondre au stade particulier d'une transformation sociale m'était complètement étrangère.

Au moment de la disparition de l'URSS, je considérais sans détour que l'indépendance des groupes ethnolinguistiques était un impératif à la protection de la diversité culturelle planétaire. Malgré l'inconfort de la majorité russophone de Riga, qui avait jusqu'alors démontré peu d'intérêt pour la langue indigène, je me réjouissais pour mes amis nationalistes de voir la langue de l'ex-Empire être retirée de l'affichage public. Sur place, je découvris d'ailleurs que les Lettons étaient souvent bien au fait de la situation linguistique canadienne. Certains d'entre eux me confiaient d'ailleurs que la Charte de la langue française (la Loi 101, adoptée par le Québec en 1977) avait été pour eux un modèle des plus inspirants, ce qui ne manquait pas de consolider ma sympathie à leur égard.

À la même période, la lecture de *L'Empire éclaté : la révolte des nations en URSS*² m'avait conforté dans mon intuition selon laquelle l'identité soviétique n'avait en fait été qu'un déguisement chauviniste du peuple russe. Même si cette révolte éclata finalement dans les pays baltes (et non en Asie centrale, comme l'avait entrevu Hélène Carrère d'Encausse à la fin du règne de Brejnev³), il m'apparaissait raisonnable de croire que cet « *Homo Sovieticus* » était prédestiné à s'écrouler sous le poids des revendications nationalistes. Avant même d'avoir lu ce grand auteur qu'est Alexandre Zinoviev⁴, la dénomination de ce génotype caricatural d'une anthropologie scientifique me semblait relever l'ignominie d'une

² Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté : la révolte des nations en URSS*, Paris, Librairie générale française, 1990, 399 p.

³ La première édition de cet ouvrage notoire date de 1978.

⁴ Alexandre Zinoviev, *Homo Sovieticus*, traduit par J. Michaud, Paris, Julliard, 1983, 238 p.

expérience sociopolitique visant à transformer une mosaïque pluriethnique hétérogène en une entité homogène dénommée « peuple soviétique (*sovietskii narod*) »⁵.

Aujourd'hui, je ne peux que sourire devant la naïveté avec laquelle je tentais alors d'établir, instinctivement, une distinction entre les identités collectives « naturelles » de celles qui ne l'étaient pas. Cette intuition analytique était manifestement inspirée par le désir sous-jacent d'opposer ici, au Québec, la création volontariste d'une nation bilingue canadienne par la revendication d'un foyer politique indépendant pour les gens partageant ma langue maternelle.

Or, le voyage intellectuel que j'entrepris, d'abord comme étudiant d'Histoire puis en tant qu'étudiant au département de Science politique de l'UQÀM, allait bientôt m'amener à poser un regard généalogique sur le processus d'identification à la nation québécoise et, conséquemment, à m'interroger à savoir comment celle-ci avait pu suppléer si abruptement la « race canadienne-française » à laquelle étaient attachés mes aïeux. En questionnant sous cet angle la reconstruction identitaire post-catholique, il apparaissait clairement que cette « Histoire du Québec »⁶ était un récit recomposé par les élites engagées dans ce qu'ils nommèrent la « Révolution tranquille ». Il s'agissait d'une rupture envers la période précédente appelée « grande noirceur ». Si la réalité ethnolinguistique ressentie dans mon village des Cantons-de-l'Est n'était pas artificielle, le cadre institutionnel et la dénomination nationale « québécoise » qu'on lui avait attachés l'étaient assurément.

⁵ L'expression « *sovietskii narod* » fit officiellement son apparition dans les déclarations du 24^e congrès du PCUS en 1971 et sera finalement enchâssée dans la dernière constitution soviétique de 1977, où le « peuple soviétique » y est défini comme « une nouvelle communauté historique de gens » (*novaia istoricheskaia obchtchost lioudei*). Voir le préambule de la Constitution (loi fondamentale) de l'URSS Soviétique (adoptée le 7 octobre 1977), (*Konstitoutsiiia (Osnovnoi Zakon) Soiouza Sovetskykh Sotsialisticheskikh Respublik (priniata na vseotcherednoi sedmoi sessii Verkhovogo Soveta SSSR devyatogo sozyva 7 oktyabrya 1977g.)*),

http://www.constitution.garant.ru/DOC_1491566.htm#sub_para_N_100000.

⁶ Je fais ici indirectement référence à l'œuvre charnière, en deux tomes, de Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain* (Montréal, Boréal, 1979), dont l'intégrale constituait le fondement du cours d'histoire donné par le frère Roger Lamoureux, au niveau collégial, au Séminaire de Sherbrooke, au début des années 1990.

Il s'agit bien sûr là d'un constat banal, tant le caractère imaginé ou construit des nations est aujourd'hui bien admis en sociologie. Depuis la célèbre conférence d'Ernest Renan à la Sorbonne⁷, l'idée que l'appartenance nationale relève de la volition humaine et non des lois de la génétique a fait un grand bout de chemin, à tel point que l'on admet sans réserve que ce soit par « référendum de tous les jours »⁸ que les populations modernes deviennent des nations. C'est d'ailleurs par le truchement de ce consensus que le mot « Québécois » désigne aujourd'hui des gens d'origines fort diverses.

Comment se fait-il qu'une telle évolution, alors unimaginable pour mes grands-parents, puisse maintenant couler de source pour beaucoup de gens de ma génération? Avec un peu de recul, je réalise maintenant qu'il s'agit là du questionnement théorique inconscient ayant stimulé ma curiosité à l'égard des « processus de transformation identitaire » dans l'espace postsoviétique.

Ceux qui ont fait de la distanciation envers leur objet d'analyse une condition nécessaire à l'élaboration du propos académique estimeront possiblement qu'un tel aveu est inutile. Bien que j'appréhende un tel verdict, il m'apparaît tout de même fort improbable (comme aux yeux de tous ceux que l'on associe à la sociologie réflexive bourdieusienne⁹) qu'il soit possible, pour quiconque, de renier l'emprise de son vécu à la fois individuel et collectif sur sa façon d'objectiver l'environnement social. Cette courte analyse réflexive, qui assume l'interdépendance du sujet et de l'objet, révèle au moins les rudiments d'une réflexion épistémologique plus souvent qu'autrement absents des textes produits en Relations internationales.

Je laisserai à d'autres la délicate tâche d'évaluer à quel point il m'est réellement possible d'objectiver mon lieu de parole. J'inviterai néanmoins le lecteur à garder à l'esprit que cette question de recherche (portant sur les processus de redéfinition identitaire chez les Slaves de

⁷ Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation?* (Conférence prononcée à la Sorbonne, le 11 mars 1882), Paris, Éditions Mille et une nuits, 1997, p. 5-37.

⁸ *Ibid.*, p. 32.

⁹ Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Paris, Éditions du Seuil, 1992, 272 p.

l'Est) se pose à une période particulière où, grâce aux progrès réalisés ici en matière d'accessibilité à l'éducation supérieure, il m'est possible de réfléchir aux conséquences épistémologiques de la disparition de l'agriculture préindustrielle et du sociolecte qui lui était associé, et ce, en français académique standardisé.

Du crépuscule des cultures paysannes

Ce dernier paragraphe évoquant les effets de l'exode rural et de la disparition de la culture paysanne canadienne-française sur nos façons de voir et de décrire le monde fera sourciller la plupart de mes collègues, lesquels sont plus à l'aise avec le jargon disciplinaire des Relations internationales. Je concède qu'il s'agisse sciemment là d'une provocation de ma part. Celle-ci me semble néanmoins justifiée par trois raisons.

La première concerne directement les hautes sphères de la diplomatie. Faut-il le rappeler, ce grand « mouton noir »¹⁰ de l'Europe qu'incarne le président du Belarus, Alexandre Loukachenko, clame fièrement sa filiation au monde rural¹¹. Avec son comportement erratique et souvent empreint d'une émotivité déliée qui n'est pas sans rappeler celles d'autres politiciens issus de familles paysannes – on pense tout de suite à Nikita Khrouchtchev ou à Boris Eltsine¹² – il est rapidement devenu la risée de l'élite diplomatique des grands « États bourgeois », comme on dit en langage conceptuel marxiste.

En 1998-99, pendant la rédaction de mon mémoire de maîtrise et alors que ma curiosité intellectuelle m'avait poussé à étudier le russe à l'Université Linguistique d'État de Minsk, mes amis universitaires de toutes orientations idéologiques me confiaient être humiliés de

¹⁰ L'expression est utilisée par David Marples dès 1996 dans « Belarus, the black sheep of Eastern Europe? », *The Ukrainian Weekly*, 13 octobre 1996, vol. 64, n° 41, <http://www.ukrweekly.com/old/archive/1996/419604.shtml>.

¹¹ Cette filiation à la paysannerie est explicitement exposée dans le profil bibliographique publié sur le site officiel du président biélorussien, « Bibliographical Profil of the President », <http://www.president.gov.by/en/press10003.html>.

¹² La proximité de la personnalité et du mode de gestion de Khrouchtchev et Eltsine est notamment soulignée par Georges Breslauer dans *Gorbachev and Yeltsin as Leaders*, New York, Cambridge University Press, 2002, p. 245-246.

constater que l'image de leur peuple soit associée à une telle figure. De leur point de vue, Loukachenko était un homme aux manières beaucoup trop rustres, qui utilisait des raccourcis métaphoriques grotesques pour exposer sa vision des choses, et ce, en employant bien souvent un langage ne relevant ni du russe, ni du biélorussien standardisé, mais de cet idiome syncrétique empruntant librement au deux langues et que l'on nomme péjorativement *trasianka* (mot désignant, jadis, le mélange formé de paille et de foin destiné à nourrir le bétail lorsque les réserves de fourrage s'amenuisaient).

L'attitude de l'élite urbaine à l'égard de la façon de penser et de parler des paysans jouait vraisemblablement un rôle dans la façon dont se structuraient les luttes politiques¹³. La déception ressentie à l'égard des politiciens comme Mikhaïl Gorbatchev et Stanislas Chouchkevitch, qui utilisaient tous deux un langage posé et respectueux des règles grammaticales, pourrait avoir joué en faveur des figures d'opposition s'adressant à une population (encore très majoritairement rurale avant la Grande guerre patriotique) dans le langage cru et coloré de la paysannerie. C'est par ce chemin que j'en suis venu à suspecter que les difficultés caractérisant les rapports entre les Slaves de l'Est et le « monde civilisé » (expression popularisée par l'entourage d'Elsine au tournant des années 1990) puissent être partiellement symptomatiques de la survivance de ce mode de communication déstructuré et impulsif que l'on associe à la paysannerie.

En deuxième lieu, à un niveau conceptuel plus abstrait, le lien entre les Relations internationales et la cosmologie paysanne concerne possiblement la place de la cellule familiale traditionnelle comme source d'inspiration métaphorique pour la compréhension du monde.

Dans la présente thèse, il pourrait être question de trois États-nations formant une sorte de famille. Le rôle de l'aîné, à la fois rempli d'affection et de condescendance envers les membres moins importants du groupe, serait évidemment joué par la Russie postsoviétique,

¹³ Il est significatif, à cet égard, que ce soit dans la capitale que l'on retrouve le plus fort soutien électoral aux groupes d'opposition à Loukachenko. Stephen White et Elena Korosteleva-Polglase, « The parliamentary election and referendum in Belarus, October 2004 », *Electoral Studies*, vol. 25, n° 1, mars 2006, p. 155-160, <http://eprints.gla.ac.uk/6130/1/6130.pdf>.

qui plaide en faveur de la règle de primogéniture pour se faire l'état continuateur de l'URSS. Interprétée par l'Ukraine, la personnalité du cadet se caractériserait quant à elle par un déchirement entre son attachement à la famille et son désir de défier l'attitude paternaliste du plus vieux, dont le comportement rustre indispose. Enfin, inquiet par les querelles des deux autres envers qui il se sent étroitement lié, le benjamin, incarné par le Belarus, chercherait d'abord à œuvrer pour la réunification familiale. De plus en plus dégoûté par la voracité des rapports familiaux, il trouverait cependant bientôt refuge dans la religion, d'abord à Moscou, puis même à Rome¹⁴.

D'une certaine manière, le psychodrame qui prend forme rappelle cette célèbre histoire des frères Karamazov¹⁵. Dans ce roman dont Freud disait qu'il était le plus imposant de l'histoire¹⁶, le benjamin était aussi le seul des trois à ne pas avoir souhaité la mort du père, dont le sens moral était éteint. Bien que le lecteur découvre que le parricide avait été commis par un rejeton illégitime dont on avait sous-estimé le rôle potentiel, c'est tout de même l'aîné de la famille qui prendra, seul sur ses épaules, le poids du verdict de culpabilité. Curieusement, il en sera ainsi de la Russie de Eltsine, qui pardonnera à la Lituanie le coup de couteau porté à l'URSS à l'été 1990, et assumera la responsabilité historique de son assassinat. En liquidant le Parti communiste, à l'automne 1991, il débrancha le corps malade de son respirateur artificiel.

Bien entendu, au regard de la pratique académique en Relations internationales, la pertinence de cette interprétation littéraire permettant de saisir et de décrire la dynamique familiale s'étant installée dans les rapports diplomatiques entre les trois républiques à majorité slavo-orientale depuis le démantèlement de l'État soviétique ne coule pas de source. Ce serait toutefois une erreur, par suspicion pour la simplicité caricaturale d'une telle analyse, de se borner à croire que la métaphore de la famille ne puisse avoir de valeur heuristique pour la compréhension des rapports interétatiques dans cette région. Il se peut que cette image

¹⁴ Je fais ici indirectement allusion à la visite officielle du président biélorussien au Vatican, lequel fut personnellement reçu par le pape Benoît XVI en ce 21 avril 2009.

¹⁵ Fedor Dostoïevski, *Les Frères Karamazov* (vol. 1 et 2), trad. A. Markowicz, Paris, Actes Sud, 2002, (1880), 583 p. et 790 p.

¹⁶ Sigmund Freud, « Dostoïevski et le parricide », dans *Les Frères Karamazov* (vol. 1), Paris, Gallimard, 1973 (1928), p. 9-28.

caricaturale nous aide à comprendre les agissements des dirigeants mieux que toute autre construction théorique, dans la mesure où les principaux acteurs s'imaginent appartenir à un tel système relationnel. Cette hypothèse constitue le cœur du questionnement de la présente thèse.

Enfin, la troisième raison pour laquelle je considère qu'une sensibilité particulière à l'égard du monde agricole préindustriel est liée à mon angle d'approche m'est apparue un peu plus tard, soit vers les années 2002-2003, années au cours desquelles j'ai vécu en Pologne (pays de ma conjointe) dans la région de Podlachie. Les hasards de la vie m'ont alors donné l'occasion de découvrir une minorité singulière composée de paysans orthodoxes, dont le dialecte – qualifié tantôt de bélarussien, tantôt d'ukrainien – appartient à ce même groupe linguistique slavo-oriental.

Contrairement à ce qui s'est passé en URSS, cette région n'a pas fait l'objet d'un projet de modernisation accélérée. L'agriculture d'autosubsistance y constitue encore un mode de vie courant dans les villages. Or, on remarque que l'idée de devoir être associé à une « nation » est plutôt suspecte pour la plupart des paysans. Les outils statistiques contemporains démontrent d'ailleurs que la catégorie analytique « nationale » n'y constitue pas un marqueur identitaire significatif¹⁷. Dans la mesure où cette situation contrastait avec celle que j'étudiais de l'autre côté de la frontière, je fus contraint de poser un regard comparatif sur la façon dont s'étaient construites les identités collectives.

Manifestement, le facteur religieux y est incontournable. Comme on le verra plus loin, c'est parmi la minorité catholique du Belarus et celle des gréco-catholiques d'Ukraine que l'on compte le plus grand nombre de partisans de la cause nationaliste. Cela n'a rien d'étonnant quand on sait que l'adhésion aux idéaux romantiques avait été, au 19^e siècle, un puissant instrument de résistance contre l'assujettissement à la Russie impériale aux yeux de la

¹⁷ Lors du recensement polonais conduit en 2002, moins de 15 % des 300 000 orthodoxes du nord-est de la Pologne ont affirmé appartenir à une « nationalité » (en polonais *narodowość*) distincte, soit 37 000 Bélarussiens et 1 400 Ukrainiens. Jan Maksimiuk, « An Unclaimed Creative Potential or the Belarusians in the Bialystok Region as a Trilingual People », *Annus Albarhutenicus*, n° 6, 2005, p. 97-104, <http://www.kamunikat.fontel.net/czasopisy/annus/2005/index.htm>.

noblesse locale (polonisée et convertie au catholicisme depuis les 17^e et 18^e siècles)¹⁸. Or, dans la Pologne d'aujourd'hui, la situation se présente tout autrement. Contrairement aux paysans orthodoxes de Podlachie, qui disent parler « *po nachemou* » (à la nôtre) et qui admettent volontiers leur parenté linguistique avec les Russes¹⁹, les catholiques-romains (dont la langue maternelle est la même) s'identifient presque fanatiquement à la nationalité polonaise. En voyageant dans les villages situés au nord-est de Bialystok où ceux-ci habitent, je n'ai pu faire admettre à quiconque qu'ils étaient liés, par la langue, aux autres Slaves de l'Est. Tout au plus, certains ont admis du bout des lèvres que je les avais surpris à parler « *po prostou* » (à la simple), un idiome n'étant pas l'objet d'une passion romantique mais éveillant plutôt un sentiment de honte.

Quoique objective, la réalité ethnolinguistique n'est manifestement pas une condition suffisante pour expliquer l'identification collective. Cette identification varie dans le temps et dans l'espace et doit être analysée en tant que processus. Ce constat préliminaire, implacable, a assurément affecté l'orientation théorique de mes recherches.

Problématique

Ces premières observations générales sur la problématique d'identification nationale des deux côtés de l'ex-frontière soviétique nous permettent, d'entrée de jeu, de mettre en relief le rôle crucial que les institutions religieuses et étatiques y ont joué. Posé en marge de mes travaux de recherche en cours, ce regard comparatif m'a amené à convenir, lors de la lecture de *Nationalism Reframed*, de Roger Brubaker²⁰, que la « nationalité (*nationness*) » était non seulement une institution sociopolitique construite mais également une catégorie analytique imaginée dont l'histoire particulière méritait d'être étudiée.

¹⁸ Timothy Snyder, *The Reconstruction on Nations: Poland, Ukraine, Lithuania, Belarus, 1569-1999*, New Haven, Yale University Press, 2003, 367 p.

¹⁹ À la fin des services religieux, plusieurs prêtres orthodoxes choisissent encore de s'adresser en russe aux paroissiens, comme s'il était normal que les locuteurs de ce dialecte slavo-oriental local soient en mesure de comprendre la langue du patriarche de Moscou.

²⁰ Roger Brubaker, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 202 p.

Dans ce vague espace où vécurent nombre d'artisans et commerçants juifs, artistes gitans, notables et hommes de lettres polonais et qui fut occupé par des soldats et des administrateurs, tantôt russes, tantôt allemands) les paysans locaux avaient jadis leur propre mot pour exprimer qu'ils étaient les « gens d'ici ». Au Belarus, le concept de *touteichyia*, immortalisé au début des années 1920 dans l'œuvre d'Ianka Koupala, constitue un exemple d'identification collective à un lieu – *tout* (ici) – n'ayant pas de limites géographiques définies²¹. À l'origine, la construction de frontières n'était pas le corollaire obligé de l'affirmation d'une identité collective particulière.

Or, la situation se présente tout autrement de nos jours. Lorsqu'elles sont appliquées à l'étude de l'espace postsoviétique, les notions de « relations internationales » ou de « rapports interétatiques » contribuent à la banalisation et à la réification des frontières, résultant du divorce politique s'étant opéré en 1991 entre les Slaves de l'Est. Que la littérature en Relations internationales investisse maintenant le champ de la post-soviétologie en utilisant le même langage conceptuel pour parler des relations entre Moscou, Minsk et Kiev que celui qu'elle utilise pour parler des relations entre ces lieux de pouvoir que sont Moscou, Beijing et Washington, révèle de façon éloquente le poids de ces « fictions juridiques » que sont les nations et les États sur nos façons de saisir et de décrire le fonctionnement de l'arène mondiale.

Bien qu'il comporte son propre biais idéologique, ce langage de la diplomatie internationale/interétatique devra pourtant être utilisé pour formuler ma problématique de recherche. Il faudrait être bien téméraire, voire kamikaze, pour oser rejeter les principaux concepts sur lesquels repose la perspective analytique propre au champ académique auquel j'appartiens. En revanche, je soulignerai que les réserves à son endroit sont pleinement justifiées. Il serait en effet absurde de perdre de vue que l'État et la nation ne sont pas des

²¹ J'en profite pour souligner l'excellent travail de traduction effectué par Larrissa Guillemet et Virginie Symianec, grâce auquel l'auditoire francophone peut désormais apprécier la pièce de théâtre de Koupala, *Les Gens d'ici, Scènes tragi-comiques en quatre actes*, Paris, L'espace d'un instant, 2006 (1922), 149 p.

organes autonomes susceptibles d'entretenir des rapports avec « l'étranger », mais bien des institutions sociales créées et administrées par des individus.

Dans le contexte disciplinaire auquel j'appartiens, il demeure certainement opportun d'examiner les changements institutionnels vécus en ex-URSS à travers la loupe d'un langage conceptuel dont la popularité s'est considérablement accrue depuis une vingtaine d'années²². Je parle bien sûr ici de l'approche constructiviste stato-centriste, dont la figure de proue est Alexander Wendt. Même si le choix de ce langage devait être strictement guidé pour des motifs disciplinaires opératoires, il m'offre au moins la chance d'évaluer la portée et les limites de la lecture qu'il génère à l'égard des rapports au sein des populations slavo-orientales de l'ex-URSS et, en définitive, d'interroger sa pertinence générale en Relations internationales.

Il serait toutefois exagéré d'affirmer que mon choix en faveur de ce cadre théorique se justifie principalement par les tendances récentes de la mode académique (occidentale). Par son caractère récent en tant que construction juridique, le système interétatique s'étant formé entre les Slaves de l'Est est prédisposé à être analysé comme processus plutôt que comme donnée fixe de l'histoire. Dans la mesure où mes réflexions théoriques se sont développées simultanément à l'exploration empirique d'une région du monde en pleine mutation, j'ai instinctivement penché pour le langage conceptuel de ceux qui soulignent le caractère historiquement contingent des formations sociales.

Marquant bien plus que cette supposée fin de « l'ordre bipolaire », le démantèlement de l'URSS a été le catalyseur de multiples processus de transformation identitaire dont on peine encore à mesurer l'étendue des conséquences sur le système interétatique international. Est-il nécessaire de le rappeler? Nous habitons un monde où les réponses aux interrogations les

²² L'importance grandissante des approches constructivistes en Relations internationales est confirmée par l'étude de James D. Long, Daniel Maliniak, Susan Peterson, et Michael J. Tierney, « Teaching and Research in International Politics: Surveying Trends in Faculty Opinion and Publishing », Prepared for 46th Annual Convention of the International Studies Association, mars 2005, Honolulu, Hawaï, http://www.allacademic.com/meta/p71444_index.html.

plus fondamentales demeurent entièrement ouvertes. Où se trouvent désormais nos alliés et nos adversaires?

Que l'on affirme que les États « X » ou « Y » représentent des formations sociales partageant des intérêts communs et pour qui la collaboration s'avère la meilleure solution, ou que l'on affirme au contraire que ces États seront toujours des ennemis potentiels devant se préparer au pire on ne parvient, en bout de piste, qu'à partager une croyance à l'égard de l'essence (bonne ou mauvaise) ou de l'existence (amicale ou haineuse) des communautés humaines. En langage mathématique, on se positionne souvent dans ce débat en évoquant l'histoire des prisonniers qui, lorsque interrogés séparément, se trahissent l'un l'autre pour profiter de la réduction de peine promise par la police plutôt que de collaborer pour taire leur crime commun et éviter la prison. On le sait, cette métaphore mettant en scène des criminels est enseignée aux étudiants de Relations internationales pour illustrer le fondement du dilemme de sécurité auquel seraient confrontés tous les États dans un environnement international anarchique²³. Chez les auteurs dits « réalistes », on postule ainsi que « *la source du confort de l'un constitue la source de l'insécurité de l'autre* »²⁴.

Inversement, d'autres experts influents dans la discipline font plutôt valoir qu'il est possible de considérer différemment la logique du jeu²⁵, dans la mesure où les différentes parties peuvent jouer au « dilemme du prisonnier » de façon répétée et se souvenir du comportement de l'autre joueur lors des joutes précédentes. À preuve, lorsque les « prisonniers » détiennent le contrôle d'ogives nucléaires et que l'absence de coopération risque d'être fatale pour toutes

²³ Pour une excellente histoire de la façon dont la métaphore du dilemme du prisonnier a été utilisée comme façon de penser la stratégie militaire américaine à compter des années 1950, voir l'ouvrage de William Poundstone, *Prisoner's Dilemma: John von Neumann, Game Theory and the Puzzle of the Bomb*, New York, Anchor Books, 1992, 294 p.

²⁴ Kenneth Waltz, « The Origin of War in Neorealist Theory », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 18, n° 4, 1988, p. 619.

²⁵ C'est ce que prétend avoir scientifiquement démontré Robert Axelrod dans son ouvrage charnière publié en 1984, *The Evolution of Cooperation*, (New York, Basic Books, 241 p.) dans lequel il démontre à la suite d'une vaste compétition que la meilleure stratégie dans un jeu itératif du dilemme du prisonnier serait d'offrir en premier lieu de coopérer, pour ensuite imiter systématiquement le comportement que l'autre joueur a adopté lors de la joute précédente.

les parties, le comportement rationnel consisterait plutôt à initier une telle coopération²⁶. C'est d'ailleurs là l'essence du raisonnement qui fut explicitement repris et défendu dans l'ouvrage rédigé par Gorbatchev en 1987²⁷.

Lorsqu'appliqué aux faits sociaux, le problème avec ce langage mathématique repose bien entendu sur l'impossibilité d'obtenir un consensus pour déterminer la valeur des variables « X » et « Y ». Si l'on peut s'entendre sur le fait qu'un manque de collaboration entre l'un et l'autre risque de conduire au pire, il n'en demeure pas moins que l'on ne s'entendra jamais pour dire qui est cet « autre », et encore moins pour dire ce qu'est « le pire » : cet « autre » est-il celui qui possède plus de pouvoir que nous, celui qui pense différemment de nous ou celui qui parle un autre langage que nous? Le pire est-il l'assimilation, la soumission ou alors la confrontation?

La réponse à pareilles questions ne peut provenir de la science mais seulement de la sensibilité au monde, ressentie différemment selon le lieu de parole. Et c'est précisément ici que prend fin la quête d'universalisme supposément sous-jacente au propos académique. Ce propos prend la forme d'un récit révélant cette sensibilité au monde dès lors qu'il faut, pour appliquer l'équation à un cas réel, circonscrire la valeur des variables qu'elle contient. En se déployant dans les réseaux d'information, il se joint à la multitude des autres récits qui participent à la construction de nos imaginaires collectifs (plus ou moins stables dans le temps) en vertu desquels sont justement prises nos décisions de collaborer avec « l'autre » ou de se préparer « au pire ».

Comme tous ceux qui cherchent à comprendre ce que signifie vraiment « la fin de la Guerre froide », je tente de décoder les signes de rapprochement et les signes de distanciation envoyés par les pays de l'ancien bloc communiste. Bien que ces vingt années demeurent impossibles à caractériser dans l'absolu, je demeure à la recherche d'un langage convenable

²⁶ Ces conclusions furent notamment celles du rapport de la célèbre Commission indépendante sur le désarmement et les enjeux de sécurité, présidée par l'ex-Premier Ministre suédois Olof Palme, *Common Security: A Program for disarmament*, Londres, PanBook, 1982, 202 p.

²⁷ Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka, Vues neuves sur notre pays et le monde*, traduit par J. Bonnefoy et W. Desmond, Paris, Flammarion, 1987, 374 p.

pour le faire. Voilà peut-être une ambition démesurée et certes vouée à l'échec, mais en ma qualité d'étudiant des Relations internationales il m'est paradoxalement impossible d'y échapper.

Pour ceux qui s'investissent dans la méthode scientifique sans questionner le choix de leur langage ce constat peut, à première vue, sembler décourageant. Pour ma part, je concède que le choix du langage conceptuel révèle d'abord la nature de l'interaction s'étant manifestée entre le sujet et l'objet du propos. Au demeurant, je laisse au lecteur le soin de décider si son usage revêt une quelconque valeur s'étendant hors du lieu de parole, ou s'il ne constitue qu'une trace anthropologique d'un intérêt plutôt limité.

Malgré l'évocation fréquente du scénario-catastrophe d'une nouvelle « guerre froide » entre les deux anciens blocs idéologiques (notamment lors du second mandat présidentiel de Vladimir Poutine) celle-ci n'est pas survenue, du moins pour le moment. À ce stade-ci, l'avenir de la relation entre les deux anciens pôles ne repose sur aucune constante établie. Les processus de redéfinition identitaire en cours ne sont pas fixés dans un système de représentation mutuellement acceptable pour les parties en cause. C'est là le postulat servant de pierre d'assise à l'élaboration de la présente thèse.

Les facteurs qui influencent la construction de la nouvelle architecture européenne de sécurité sont certes nombreux mais il apparaît évident, aux yeux de plusieurs, que l'évolution particulière des rapports entre Ukrainiens et Russes – avec ou sans les Bélarussiens – est l'un des plus importants. Alors que Sherman Garnett parle de l'Ukraine indépendante comme d'une « pierre angulaire » au sein de cette architecture²⁸, Zbigniew Brzezinski ajoute qu'elle constituerait un véritable frein à « l'impérialisme russe » (et donc essentielle à la stabilité du vieux continent²⁹). Dans les deux cas, on convient de l'énorme influence que la relation entre

²⁸ Sherman Garnett, *Keystone in the Arch: Ukraine in the Emerging Security Environment of Central and Eastern Europe*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1997, 145 p.

²⁹ Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard*, New York, Basic Books, 1997, p. 44. Cette idée correspond à la thèse développée quelques années plus tôt dans « The Premature Partnership », *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 2, 1994, p. 67-82.

les États slavo-orientaux de l'ex-URSS aura pour la suite des choses. Voilà le second grand postulat sur lequel repose mon questionnement.

Au moment où l'OTAN et l'UE s'élargissent à l'Est en accueillant de nouveaux États jadis sous la coupe de Moscou, la place de la Russie, de l'Ukraine et du Belarus au sein de l'Europe demeure l'objet de toutes les spéculations. Plusieurs demeurent optimistes quant à l'avenir de la politique européenne de voisinage³⁰ alors que d'autres craignent, au contraire, qu'un nouveau rideau de fer soit en train de s'ériger à la frange orientale de l'UE, particulièrement depuis l'élargissement de la zone de Schengen s'étendant, depuis décembre 2007, jusqu'aux États slaves de l'ex-URSS³¹. De la façon la plus générale qui soit cette question de la redéfinition des relations d'amitié ou d'inimitié est au cœur du questionnement de cette thèse.

Au sein de cette problématique très large, nous l'avons dit, la question plus précise des rapports entre les trois anciennes composantes slaves de l'URSS apparaît fondamentale. Cela est d'autant plus vrai que leur intégration conjointe dans les institutions européenne et transatlantique semble irréalisable pour le moment. Or, nombre de cas de figures sont envisageables entre les deux scénarios suivants (tout aussi extrêmes qu'improbables), à savoir : a) la réunification politique, économique et militaire des Slaves de l'Est, érigée en pôle d'opposition à la civilisation occidentale; b) l'apparition d'une nouvelle fracture entre, d'un côté, une Ukraine intégrée aux institutions européenne et transatlantique et, de l'autre, une Russie isolée et repoussée vers l'Asie (avec ou sans le Belarus).

Afin de pouvoir discuter de ces cas de figures, il faut examiner et analyser le fonctionnement des processus de redéfinition identitaire qui se déroulent dans cet espace sociétal. Or, une telle démarche appelle des réponses aux questions suivantes :

³⁰ Voir les conclusions sur le renforcement de la politique européenne de voisinage adoptées par le Conseil « Affaires générales et relations extérieures » de l'UE, le 18 juin 2007, <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/07/st11/st11016.fr07.pdf>.

³¹ Claire Bigg, « For Schengen Outsiders, A New Isolation », *RFE/RL*, 20 décembre 2007, <http://www.rferl.org/content/article/1079286.html>.

1. En quoi consistent les choix identitaires formulés par les élites dirigeantes des trois États à majorité slavo-orientale?
2. En quoi les débats identitaires au sein de chacun de ces États sont-ils reliés les uns aux autres?
3. Quel type de structure sociale semble vouloir émerger des actions récentes menées par chacun de ces États?
4. En quoi les trois États slaves forment-ils un sous-système ouvert distinct qu'il convient d'étudier séparément?
5. Quelle place occupe l'identité nationale par rapport à la définition d'une politique étrangère?
6. Comment se forment et se transforment les identités collectives au sein des systèmes interétatiques?

Il s'agit là d'une problématique tout aussi théorique qu'empirique qu'il faut aborder de façon holistique. Or, un sujet si vaste impose une bonne dose de modestie quant à la portée des réponses offertes. C'est en tentant d'en élargir les paramètres que cette thèse cherchera à faire évoluer le débat entourant l'avenir de Slaves de l'Est en Europe.

En bout de piste, il est question de la place d'un sous-système interétatique slavo-oriental marqué, sur son flanc ouest, par la rencontre entre le catholicisme et l'orthodoxie et, sur son flanc est, par la rencontre entre la chrétienté et l'islam. À cet égard, la présente thèse pourrait, d'une certaine façon, se réclamer de cette nouvelle « théologie politique internationale » que Vendulka Kubalkova appelait de ses vœux (pour faire contrepoids à l'économie politique internationale) :

If liberalism and capitalism and the early stages of what we now call globalization required that IR scholarship correct its course by incorporating economics into its concerns then yet another corrective may now be in order. What economists were to the first expansion of IR, sociologists, sociologists of religion, cultural historians, and anthropologists are to the present broadening³²

Adoptant comme elle une approche constructiviste stato-centrique, je verrai s'il est possible de soutenir qu'une quête de sens se situant à l'intérieur de la métaphore familiale constitue une clef interprétative pertinente pour comprendre l'évolution des rapports entre ces trois « peuples-frères (*bratskii narod*) » issus de l'ex-URSS. En retraçant sous cet angle analytique le parcours irrégulier et hésitant des stratégies identitaires russe, ukrainienne et biélorussienne depuis la fin des années 1980, j'entends vérifier l'hypothèse suivante : les processus de redéfinition identitaire et de reconfiguration des rapports interétatiques chez les Slaves de l'Est peuvent être décrits comme des mécanismes interactifs d'apprentissage social à travers lesquels les dirigeants cherchent à définir leurs États-nations respectifs d'une façon qui soit à la fois gratifiante et viable.

Notes méthodologiques préliminaires

Lorsque l'on examine le problème de la relation entre le sujet et l'objet, on aboutit invariablement à deux truismes contradictoires : 1) toute étude empirique nécessite, a priori, l'adoption d'un cadre conceptuel à travers lequel est examinée la réalité sociale; 2) le choix d'un cadre conceptuel pertinent requiert une connaissance empirique préalable de cette réalité sociale. Ainsi, contrairement aux thèses dans lesquelles on prétend que la réalité sociale précède l'élaboration du modèle théorique et contrairement à celles qui sous-entendent, inversement, que c'est le modèle théorique qui dévoile la réalité sociale, cette thèse postule que le développement du langage conceptuel et le raffinement de l'observation ne peuvent être séparés l'une de l'autre. Il s'agit, en fait, des deux facettes d'un seul et même mode d'acquisition des connaissances.

³² Vendulka Kubalkova, « Towards an International Political Theology », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, n° 3, 2000, p. 703.

Pour être conséquente avec ce postulat épistémologique, la méthodologie doit pouvoir appréhender ce processus de transformation identitaire de façon simultanément empirique et théorique. Elle doit pouvoir offrir cette liberté d'effectuer un va-et-vient constant entre la réflexion et l'observation. En conséquence, le questionnement à l'origine de cette thèse se prêterait bien mal à une démarche de recherche linéaire classique de type « question-hypothèse-test-conclusion ». C'est pourquoi j'ai privilégié une méthodologie évolutive, dont les paramètres peuvent s'adapter au terrain, à mesure que celui-ci se dévoile.

Ainsi, ce travail repose pour une bonne part (et ce, dans des proportions d'importance comparables) sur des sources secondaires à la fois théoriques et descriptives. Les principaux auteurs de la littérature critique et constructiviste en Relations internationales ont été consultés pour discuter du modèle théorique approprié à l'objet d'étude. De la même façon, les principaux auteurs ayant traité des questions d'identité nationale et de politique étrangère en Russie, en Ukraine et au Belarus ont été mis à contribution pour formuler une lecture empirique académiquement recevable des transformations identitaires et de l'évolution des rapports interétatiques entre ces trois États.

Pour vérifier la justesse du propos, un large éventail de sources primaires a également dû être consulté. Celles-ci comprennent des discours officiels ainsi que des documents juridiques relatifs à la politique étrangère et à certains aspects de la politique intérieure touchant notamment la langue, la religion et la place occupée par les minorités nationales. Ces sources primaires comprennent aussi les textes dans lesquels des analystes locaux les plus influents traitent de ces questions, à la fois dans les médias et les publications académiques. Enfin, elles incluent à l'occasion des sondages d'opinion.

Le défi consiste à accorder à ces sources une importance comparable à celle que les acteurs leur accordent, et à bien comprendre le sens qu'elles recouvrent selon le contexte. La pertinence du choix des sources s'appuie donc sur la connaissance, forcément incomplète, que j'ai acquise des réseaux d'information dans la région. Étant donné qu'il résulte d'une analyse qu'il m'aurait été impossible de faire avant d'avoir procédé à une exploration approfondie des lieux, ce choix devra faire l'objet d'une discussion plus étoffée. C'est ce que

je propose de faire dans le deuxième chapitre, après une mise en contexte plus élaborée de la problématique.

Organisation de la thèse

Fruit d'une première exploration générale des lieux, le premier chapitre traite de l'effondrement du projet sociopolitique soviétique en tant que catalyseur des redéfinitions identitaires nationales chez les Slaves de l'Est. J'y examine entre autres comment la stratégie identitaire soviétique eut le double effet de renforcer l'attachement symbolique à la nationalité (définie sur des bases ethnolinguistiques) et de renforcer le sentiment d'appartenance à la famille slavo-orientale, qui jouait un rôle d'avant-garde dans l'État soviétique. Par ailleurs, en rappelant comment l'émergence des nationalismes ukrainien et biélorussien au 19^e siècle s'était articulée en opposition à l'impérialisme russe, avant de se revirer au début du 20^e siècle contre les aspirations de la Pologne, ce chapitre illustre l'aspect relationnel des processus de constructions identitaires. C'est ainsi que s'y dévoile la pertinence d'étudier les trois États-nations slavo-orientaux comme un sous-système ayant des caractéristiques propres.

Au second chapitre, de façon à situer l'objet d'étude dans son champ disciplinaire, je j'aborderai l'usage du concept d'identité en Relations internationales. En explicitant les postulats épistémologiques d'une approche constructiviste stato-centriste post-positiviste, je préciserai les implications méthodologiques découlant du caractère mutuellement constitutif de l'identité nationale et de la structure intersubjective des rapports interétatiques. Ce faisant, je clarifierai ma neutralité provisoire dans le grand débat disciplinaire opposant les approches dites rationalistes et réflexivistes³³. Éclairé par une réflexion sur la nature de l'agence, en l'occurrence l'État-nation, je présenterai en détail la nature des sources primaires que j'estime devoir être examinées dans le cadre d'une telle recherche.

³³ Alex MacLeod, Isabelle Masson et David Morin, « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales », *Études Internationales*, vol. 35, n° 1, 2004, p. 7-24.

Tout aussi théorique, le troisième chapitre aborde la question un peu plus pointue de la transformation des identités collectives. En décrivant les principaux travaux effectués sur la région qui ont intégré la variable identitaire, ce chapitre montre que les auteurs ont généralement traité l'identité étatique/nationale de deux façons. Certains ont choisi de la prendre comme variable indépendante ayant un effet causal sur la définition de la politique étrangère. D'autres ont plutôt voulu mettre en relief la codétermination de l'identité étatique/nationale et de la politique étrangère. Explorant plus précisément la question du processus de changement identitaire, ce chapitre fait valoir la nécessité d'étudier la dialectique entre les rapports internationaux/interétatiques et la formation des identités collectives.

Le chapitre quatre propose pour sa part une première lecture de l'évolution de la stratégie identitaire russe, en montrant comment elle est étroitement liée à son contexte historique d'émergence – un contexte où la question des rapports avec l'Ukraine et le Belarus joue un rôle important, mais qui demeure tout de même subordonné aux grands défis planétaires auxquels se mesure prioritairement les dirigeants russes. J'examinerai en l'occurrence comment est-ce que les contradictions entre, d'un côté, le sentiment de fraternité qui empêche la Russie de traiter ses voisins slaves en fonction de la même logique stato-centrique qu'envers les autres États et, de l'autre, le sentiment de frustration géopolitique qui l'amène à vouloir exercer sur ses petits frères une domination politique sans partage prédispose la Russie à initier une série de revirements apparemment contradictoires dans l'évolution de ses rapports avec l'Ukraine et la Belarus.

Le cinquième chapitre aborde quant à lui le cas l'Ukraine – lui-même exposé à des tensions identitaires contradictoires, d'un ordre cependant fort différent, relié à l'annexion forcée, par Staline, de régions n'ayant jamais été sous la tutelle de Moscou. D'une part, les difficultés économiques ont durement affaibli les forces désireuses d'affirmer l'indépendance du pays et d'opter pour une orientation euro-atlantique qui aurait donné au pays un autre point d'ancrage. D'autre part, l'attitude cavalière adoptée par la Russie a renforcé la position politique de ceux qui questionnaient la nature fraternelle des liens entretenus avec elle. Condamnée à réagir aux revirements identitaires successifs initiés par la Russie, l'Ukraine

peine à construire le consensus nécessaire à sa stabilité. Ce chapitre illustre notamment comment le tissu social se fragilise à toutes les fois que s'accroît la compétition entre les grands pôles géopolitiques.

Au sixième chapitre, l'objet d'analyse se déplace au Belarus, dont le parcours n'est pas tant la conséquence des changements identitaires survenus en Russie que la conséquence de l'évolution des rapports entre Kiev et Moscou. L'attachement familial de Loukachenko se manifeste dans le contexte bien précis de la dégradation de la relation entre les deux autres « nations-sœurs » : c'est dans un tel contexte qu'il pouvait espérer jouer un rôle important, voire héroïque, dans le processus de réintégration des Slaves de l'Est. Quoique très populaire sur la scène intérieure, ce projet laissait toutefois naïvement supposer que Moscou laisserait une si petite république circonscrire sa liberté d'action d'État souverain. Or, après l'arrivée de Poutine, la froide rationalité avec laquelle Moscou traita le Belarus affecta de plus en plus le sentiment de fraternité indéfectible que l'on attribuait aux Bélarussiens. Loukachenko serait-il sur le point de faire mentir ceux qui croyaient que le Belarus était destiné à établir des liens plus étroits avec Moscou que ne le ferait jamais l'Ukraine³⁴?

Dans une perspective systémique il convient d'examiner, dans un dernier chapitre, la façon dont les transformations identitaires survenant dans chaque pays affectent la macrostructure (intersubjective) des rapports interétatiques. J'étudierai aussi de quelle façon celle-ci peut avoir, inversement, un effet causal sur la quête identitaire des États. Dans le but de tirer des conclusions sur la nature de l'interaction au sein de ce sous-système ouvert, je proposerai une analyse à la fois comparative et longitudinale de la succession des réactions exprimées par les dirigeants lors des changements ayant le plus marqué la région. C'est donc ici que sera formellement vérifiée l'hypothèse générale concernant le processus d'apprentissage social par lequel les dirigeants étatiques/nationaux, en interagissant avec les autres « membres de la famille slavo-orientale », cherchent par essais et erreurs à doter leur État-nation d'une identité qui soit à la fois gratifiante et viable.

³⁴ Stephen Burant, « Foreign Policy and National Identity: A Comparison of Ukraine and Belarus », *East-Asia Studies*, vol. 47, n° 7, 1995, p. 1125-1144.

CHAPITRE PREMIER

DE LA FAMILLE COSMOPOLITE SOVIÉTIQUE À LA FAMILLE ETHNOLINGUISTIQUE SLAVO-ORIENTALE

*Mais devoir s'avouer vaincu par ce qui n'est même
pas un homme, mais une simple fonction sociale
primitive dotée d'une apparence humaine, voilà qui est
impossible*

Alexandre Zinoviev¹

L'URSS n'est pas disparue d'elle-même. Elle a été démantelée par un nombre restreint de personnes, pensant et agissant dans ce qu'elles estimaient être leurs conditions objectives d'existence. À ce titre, Mikhaïl Gorbatchev (dernier secrétaire général du PCUS) et Boris Eltsine (premier président élu de la RSFS de Russie) prirent une place monumentale dans le panthéon politique du 20^e siècle.

Évidemment, ces deux hommes furent entourés de proches collaborateurs dont l'influence fut capitale. On pense tout de suite à Alexandre Iakovlev (membre du politburo et principal allié de Gorbatchev) et à Guénnadi Bourboulis (secrétaire d'État pour le président Eltsine)². Il faudrait aussi certainement mentionner ces artisans de la diplomatie internationale que furent les ministres des affaires étrangères soviétique et russe, Édouard Chevardnadze et Andreï Kozyrev.

¹ Tirée de son roman *Homo Sovieticus*, traduit par J. Michaut, Paris, 1983 (1982), Éd. Julliard, 238 p.

² Ces deux personnalités arrivent en tête de liste d'un sondage effectué auprès d'une sélection de 42 experts de la Russie au milieu des années 1990 et visant à identifier les personnalités les plus influentes ayant gravité autour de Gorbatchev et de Eltsine. Voir David Lane, « L'élite politique sous Gorbatchev et Eltsine au début de la période de transition : étude analytique de réputation », *Cultures et Conflits*, n° 17, 1995, p. 81-110, <http://www.conflits.org/index333.html>.

Or, bien qu'elle fût moins remarquée sur la scène publique internationale, la présence de leaders ayant des assises politiques territorialisées suffisamment fortes pour orchestrer leur propre jeu politique fut tout aussi cruciale dans la mécanique du démantèlement de l'URSS. Comme on le vit le 8 décembre 1991 à l'occasion de la signature des accords de Belovej, la contribution des dirigeants des autres républiques soviétiques à majorité slave et orthodoxe, Léonide Kravtchouk et Stanislas Chouchkevitch, fut un ingrédient indispensable à la disparition de l'URSS.

Malgré la contingence et les imperfections inhérentes à toute représentation historique, la rapidité avec laquelle la construction du peuple soviétique a soudainement pu leur apparaître comme un artefact vétuste demeure, à coup sûr, l'un des épisodes les plus fascinants du 20^e siècle. Sans chercher à me positionner dans les débats académiques entourant l'importance relative des facteurs structurels internes et externes ayant précipité la redéfinition et, ultimement, la disparition du peuple soviétique³, je me suis intéressé à la façon dont ces principaux acteurs avaient vu les choses⁴

De façon très générale, il est possible d'affirmer que la transformation puis l'abandon du projet sociopolitique soviétique trouvèrent leurs origines dans l'évaluation critique que les dirigeants firent de l'infrastructure et de la superstructure de leur pays, pour reprendre leur langage conceptuel marxiste. D'une part, la place de plus en plus périphérique de l'URSS au sein de l'économie-monde n'avait rien de rassurant pour la suite des choses. D'autre part, avec l'avènement de l'âge nucléaire, la superstructure communiste, qui était originellement censée supplanter le capitalisme et le nationalisme petit-bourgeois, devait maintenant trouver

³ Pour un excellent portrait du débat ayant opposé les approches structuralistes aux approches idéationnelles, voir Margarita Petrova, « The End of the Cold War: a Battle or Bridging Ground Between Rationalist and Ideational », *European Journal of International Relations*, 2003, vol. 9, n° 1, p. 115-163.

⁴ À cet égard, ma position se rapproche particulièrement d'auteurs tels que Jeffrey Checkel, *Ideas and International Political Change. Soviet/Russian Behavior and the End of the Cold War*, New Haven, Yale University Press, 1997, 191 p., Robert English, *Russia and the Idea of the West*, New York, Columbia University Press, 2000, 420 p. et, bien entendu, celle de mon directeur de recherche : Jacques Lévesque, *1989 la fin d'un Empire : L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Science Po, 1995, 331 p.

le moyen de coexister de façon permanente auprès de ces idéologies rivales⁵. Or, en abandonnant sa vocation universelle, l'URSS avait ouvert la porte à la valorisation des particularismes culturels locaux.

De plus en plus désillusionnées à l'égard de ce projet cosmopolite qu'elles avaient porté à bout de bras, les élites russes commencèrent à réaffirmer la valeur de leur culture slave et de leur tradition spirituelle orthodoxe, ce qu'avait d'ailleurs noté John Dunlop au milieu des années 1980⁶. Il ne s'agissait toutefois pas d'une manifestation nationaliste similaire à celle que l'on pouvait observer ailleurs en URSS, comme l'a fait remarquer Alexander Motyl⁷, puisque le renouveau identitaire russe conserve une dimension multinationale. Cela se confirme dans le propos de l'écrivain Alexandre Soljenitsyne, qui soutient qu'une Russie « désoviétisée » était appelée à se départir de son visage internationaliste pour former un nouvel ensemble politique avec l'Ukraine et le Belarus, ainsi qu'avec les régions septentrionales à majorité slavo-orthodoxe du Kazakhstan⁸.

La popularité du propos de Soljenitsyne ne permet pas à lui seul de présumer d'une réciprocité dans l'importance accordée à la dimension slave et orthodoxe auprès des dirigeants ukrainiens et biélorussiens. Mais ce propos constitue tout de même une invitation à examiner dans quelle mesure les Slaves de l'Est formèrent, sur les ruines de l'ex-peuple soviétique, un ensemble particulier qu'il convient d'étudier en tant que sous-système interétatique particulier.

⁵ Pour s'en convaincre, on peut lire l'analyse du Programme de PCUS adopté en février-mars 1986 effectuée par Margot Light, « Gorbachev and the New Political Thinking », dans *The Soviet Theory of International Relations*, New York, St. Martin's Press, 1988, p. 294-331.

⁶ John Dunlop, *The New Russian Nationalism*, New York, Praeger, 1985, 106 p.

⁷ Alexander Motyl, « The myth of Russian Nationalism », dans *Sovietology, Rationality, Nationality: Coming to Grips with Nationalism in the USSR*, New York, Columbia University Press, 1990, p. 161-173.

⁸ L'importance de la position publique prise par le célèbre prix Nobel de littérature à l'égard de la question identitaire en URSS à compter des années 1970 a été souligné par de nombreux auteurs. Dans son excellent ouvrage *The Russian Question: nationalism, modernization and post-Communist Russia*, Wayne Allensworth estime même qu'il s'agit du « meilleur point de départ » pour effectuer une revue du nationalisme russe contemporain. Voir le chapitre 3, « Solzhenitsyn and the Russian Questions », p. 57-98.

1.1 Le pari risqué d'une cinquième génération de communistes soviétiques

À coup sûr, l'extraordinaire volontarisme de Gorbatchev et de Eltsine s'explique en grande partie par le fait qu'ils n'étaient pas issus d'un pays guidé par une « main invisible », mais plutôt issus d'un pays conçu pour mettre en chantier le plus ambitieux des projets de société. Ayant débuté leur carrière dans l'enthousiasme qui régnait pendant la conquête du cosmos – que l'Amérique n'a pu imiter ni dépasser sans avoir elle-même eu recours à un interventionnisme étatique de grande envergure – ils avaient été témoins de la puissance surprenante de la volition humaine régnant au sommet d'une structure politique centralisée. Ils étaient naturellement convaincus d'occuper une fonction sociale susceptible d'infléchir le cours de l'Histoire.

Pour bien comprendre ce qui caractérise ces personnages très différents, il est primordial de garder à l'esprit qu'ils appartenaient à cette génération de communistes soviétiques dont l'adolescence avait été captivée par un Staline au sommet de sa gloire⁹. À cet égard, le contexte dans lequel se déroulèrent leur éducation et leur carrière politique les démarquait sensiblement de la génération précédente. Car bien qu'ils aient été « marqués au fer rouge »¹⁰ en bas âge par le traumatisme de la Grande Guerre Patriotique, ils n'avaient pas eu à faire les mêmes sacrifices qu'avaient eu à faire leurs aïeux au nom de la patrie. Ayant joui des moments relativement prospères de la « coexistence pacifique », moments au cours desquels il avait été possible de trouver un certain terrain d'entente avec l'Ouest¹¹, cette génération était moins alarmée par l'inimitié officielle véhiculée par l'Amérique. Cela permet peut-être de comprendre, en partie du moins, pourquoi elle fut plus encline à lui tendre la main qu'à gérer le risque d'un éventuel affrontement nucléaire.

⁹ L'importance du facteur générationnel a déjà été soulignée par plusieurs auteurs dont Lilly Marcou, *Les Héritiers*, 2004, Paris, Pygmalion, 345 p.

¹⁰ L'expression est utilisée par Gorbatchev dans *Mémoires - Une vie et des réformes*, traduit par G. Ackermann, M. Secinski et P. Lorrain, Monaco, Éditions du Rocher, p. 56-57.

¹¹ Cette doctrine politique, officiellement énoncée à l'occasion du 26^e congrès du PCUS en 1956 par Khrouchchev, n'était pas tant dérivée de la logique marxiste de la lutte de classe que de la nécessité d'établir une structure internationale adaptée à l'existence de l'arme nucléaire et de son impact sur l'avenir des conflits armés. Elle fut soutenue à travers un argumentaire juridique inspiré du principe de la non-ingérence dans les affaires internes d'un État. Nikita Khrushchev, « On Peaceful Coexistence », *Foreign Affairs*, vol. 38, n° 1, 1959, p. 1-18.

Dans les années 1970, au moment où elle avait commencé à occuper des postes importants dans l'appareil étatique, cette génération avait par ailleurs rapidement été confrontée à la désillusion idéologique et au cynisme politique qui gagnait alors l'intelligentsia¹². Dans la mesure où le retard économique se creusait, lentement mais sûrement¹³, le constat que l'infrastructure hyper-centralisée ne permettrait finalement pas à l'URSS de dépasser l'Amérique s'imposait. Même si elle se plaisait à souligner l'existence d'inégalités sociales bien plus accentuées dans les pays occidentaux l'élite politique convenait, en privé, que les ouvriers y jouissaient de conditions matérielles souvent bien supérieures à celle des ouvriers soviétiques. C'était là un constat assassin pour le fondement idéologique de la Guerre froide¹⁴. Comme le résumait si bien l'historien Eric Hobsbawm : « par la nature même de son idéologie, le communisme demandait à être jugé à ses réussites et n'avait aucune réserve pour affronter un échec »¹⁵.

Pour renverser une tendance économique que Gorbatchev appelait « stagnation », le dogme devait se montrer à la fois plus souple et plus imagitatif. Cette nouvelle génération qui arrivait alors au pouvoir devait mettre à contribution les énergies créatrices provenant de tous les groupes sociaux. Telles furent, on le sait, les justifications explicites de la glasnost et de la perestroïka¹⁶.

¹² Robert English « The Sociology of New Thinking: Elites Identity Change, and the End of the Cold War », *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 43-80.

¹³ Voir le Tableau 8.2 « Comparison of GNP growth in the Soviet Union and Western Countries, 1961-1985 », dans Alex Dowlah et John Elliott, *The Life and Times of Soviet Socialism*, Oxford, Greenwood, 1997, p. 172.

¹⁴ Le cinéma soviétique de la fin des années 1980 illustre bien l'état d'esprit de plus en plus critique des conditions de vie en URSS. C'est peut-être le film de Stanislav Govoroukhin (1990), *Tak jit nelzia* (*On ne peut vivre ainsi*), qui dépeint le mieux l'ampleur de la désillusion ambiante. À propos de ce thème voir Anna Lawton, *Before the fall: Soviet cinema in the Gorbachev years* (Titre original, *Kinoglasnost: Soviet Cinema of Our Time*), Washington, New Academia Publishing, 2004 (1992), 334 p.

¹⁵ Eric Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes : Histoire du Court XX^e Siècle*, 1994, Paris, Éditions Complexe, p. 640.

¹⁶ On retrouve celles-ci dans l'ouvrage de Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka, vues neuves sur notre pays et le monde*, Paris, Flammarion, 1987, 374 p.

Cette politique révolutionnaire « d'ouverture d'esprit » s'avérait nécessaire, non seulement envers les différents groupes d'activistes œuvrant au sein de l'URSS (auxquels il fallait désormais prêter attention et non plus contraindre au silence), mais aussi envers les formations sociales étrangères dont les systèmes de valeurs n'étaient plus perçus de façon radicalement antinomique. Peu à peu, l'Amérique et l'Europe – qui avaient d'ailleurs fait forte impression sur Gorbatchev lors de ses premiers voyages à l'étranger – avaient cessé d'être perçus comme les territoires d'un véritable ennemi de classe. Après tout, l'Ouest n'était-il pas, à sa manière, imprégné de la même tradition chrétienne et humaniste ayant originellement donné naissance aux idéaux socialistes?¹⁷ La réponse affirmative à cette question permettait de croire qu'il serait possible d'avancer vers une « synthèse dialectique des contraires »¹⁸.

C'est certainement à cet égard que la « nouvelle pensée (*novoe mychlenie*) » véhiculée par Gorbatchev était la plus révolutionnaire par rapport au marxisme-léninisme. En l'occurrence, les thèses de Lénine sur la nature de l'impérialisme et sur les causes de la guerre (qui concluent sur l'impossibilité d'atteindre une ère de paix durable avant l'abolition du capitalisme) devaient faire l'objet d'une reformulation relevant pratiquement de la quadrature du cercle. Mais à l'âge du nucléaire, le maintien de la paix était devenu un enjeu vital qui condamnait les superpuissances à s'engager dans une joute à somme positive, et ce, pour leur sécurité commune.

Bien entendu, cette volonté d'ouverture à l'autre répondait aussi à des nécessités économiques objectives. À mesure qu'augmentaient en direction de l'Europe les exportations de pétrole et de gaz naturel, le besoin de tisser avec elle des liens plus étroits se faisait ressentir. Ces exportations procuraient les devises dont on avait impérativement besoin, non

¹⁷ Dans sa lettre ouverte au pape parue dans le *New York Times* en 1992, intitulée « My Partner, the Pope », traduite par R. Lourie, 9 mars 1992, p. A-15, Gorbatchev ira même jusqu'à souligner le rôle important qu'occupe le Vatican dans la conduite des affaires internationales.

¹⁸ Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka, vues neuves sur notre pays et le monde*, op. cit., p. 196.

seulement pour l'achat d'équipements industriels, mais aussi de plus en plus pour l'importation de denrées alimentaires de base¹⁹.

Dans la mesure où l'économie soviétique s'intégrait de plus en plus à l'économie-monde, on constatait, de surcroît, combien la capacité de l'URSS de résister seule aux fluctuations du système financier international était illusoire. Le contre-choc pétrolier de 1986 l'avait d'ailleurs douloureusement démontré. Pour influencer le jeu international et s'attaquer aux nouveaux enjeux globaux, notamment en matière de sécurité environnementale²⁰, le concours des pays situés au centre de l'économie-monde apparaissait indispensable.

Au demeurant, il était devenu évident que le réinvestissement nécessaire au succès d'un modèle de développement rivalisant avec celui des grands États bourgeois allait nécessiter d'énormes ponctions dans le budget militaire. Dès lors que l'on pouvait faire valoir que la Guerre froide se dénouerait par des moyens politiques et non par des moyens militaires, une telle stratégie devenait envisageable. Cette thèse était d'ailleurs soutenue par de nombreux intellectuels occidentaux opposés à la course américaine aux armements, dont les propos apportaient de l'eau au moulin de la « nouvelle pensée »²¹.

La mise en œuvre d'une stratégie de désarmement allait toutefois s'avérer une tâche des plus complexes pour Gorbatchev. Après l'élection de Ronald Reagan, la peur suscitée par la croisade anti-communiste mise en scène par Washington donnait des munitions aux adversaires de la politique de désarmement de Gorbatchev. Le refus catégorique de Washington de suivre Moscou dans sa décision d'imposer un moratoire sur les essais nucléaires illustre que les mesures pacifistes unilatérales ne pouvaient qu'aggraver le déséquilibre des forces. Malgré le capital de sympathie que ce moratoire avait permis à

¹⁹ Les avantages que l'URSS tirait de ses échanges commerciaux et l'importance que ceux-ci revêtaient pour arriver à maintenir la croissance économique sont décrits dans l'étude de William Liefert, « The Soviet Gain from Trade with the West in Fuel, Grain, and Machinery », *Review of World*, vol. 126, n° 1, 1990, p. 87-96.

²⁰ À ce sujet, voir l'entretien avec Gorbatchev réalisé par Galia Ackernam, « Tchernobyl a changé ma perception de notre planète », dans *Les silences de Tchernobyl*, sous la dir. de G. Ackermann, G. Grandazzi et F. Lemarchand, Paris, Autrement, 2006 (2004), p. 42-50.

²¹ C'est notamment ce qu'affirme l'ancien représentant de l'URSS à la Commission Palme Georgi Arbatov, dans *The system: an insider's life in Soviet politics*, New York, Random House, 1993, p. 323.

Gorbatchev d'accumuler auprès des forces transnationales opposées à la course aux armements, les forces internes en désaccord avec cette stratégie étaient si importantes que le secrétaire général dut momentanément faire marche arrière sur ce qui avait été sa première grande initiative de politique étrangère²².

Dans ce monde bipolaire où la quasi-totalité de l'état major soviétique se croyait engagée dans une joute à somme nulle, nombreux étaient ceux qui croyaient que l'URSS devait plutôt réagir face aux efforts déployés par les États-Unis en vue d'atteindre la suprématie des forces stratégiques, notamment avec leur Initiative de Défense Stratégique. Gorbatchev dut donc se battre contre un puissant courant de pensée « réaliste » selon lequel la stabilité du système international n'est possible qu'en présence d'un équilibre des forces. Pour ce faire, il devait d'abord parvenir à consolider son autorité personnelle.

Dès lors que la logique de la *realpolitik* ne formait plus un dénominateur commun ralliant l'élite politique il fallait bien renouer avec un idéalisme radical, voire un véritable messianisme, et ce, dans le but de commander l'autorité nécessaire à la mise en œuvre d'une telle politique de défense. À compter de 1988-1989, cette autorité cessait de reposer sur un patriotisme s'exprimant par l'étalage de ses réalisations matérielles, sa puissance militaire et l'expansion géographique de sa zone d'influence.

À défaut de pouvoir vaincre l'Amérique en termes matériels, tout se déroula alors comme si le régime avait entrepris de prouver au reste de l'humanité la supériorité morale de sa politique internationale. L'accumulation d'un capital symbolique, gagné à la bourse des idées chrétiennes et humanistes de l'Europe (où l'espoir d'un désarmement nucléaire était un titre à la hausse), permettrait à l'URSS de reprendre le leadership que son armée, alors embourbée en Afghanistan, n'arrivait plus à offrir. Suivant en cela une transformation comparable à celle

²² Sur ce sujet, voir Matthew Evangelista, *Unarmed Forces: The Transnational Movement to End the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 1999, au Chapitre 13 « Silence Reigned on Our Nuclear Test Ranges: Gorbachev and the Moratorium », p. 264-288.

qu'avaient déjà connue d'autres partis communistes européens²³, le régime se montrait maintenant sensible aux thèses développées par Antonio Gramsci, thèses selon lesquelles ce n'est qu'en gagnant le cœur de la population civile que le communisme pourrait réellement voir le jour (et non en ayant recours à la force brute).

Malgré toutes les critiques des forces conservatrices à l'égard du caractère hérétique de la stratégie de Gorbatchev, celui-ci faisait valoir, à juste titre, que la présence non souhaitée de l'armée rouge au sein de certains pays membres du Pacte de Varsovie ne participait aucunement au renforcement des idéaux socialistes. Dans une logique géopolitique réaliste, le pari du retrait des troupes soviétiques et, ultimement, la décision de ne pas s'opposer à la réunification de l'Allemagne, étaient des plus farfelues. Or, face à la pression des populations concernées, ce pari s'avérait nécessaire pour maintenir la cohésion du nouveau discours identitaire soviétique. Pour être à la fois gratifiant et viable, ce discours devait désormais jouir d'une appréciation positive, et ce, tant au sein des démocraties populaires qu'au sein des pays qui étaient ses adversaires idéologiques. En cela, le succès de ce discours dépendait de la réception que lui réserverait l'Ouest²⁴.

Bien que l'ouverture de cette brèche déclençât une fuite géante et rapidement incontrôlable (dans laquelle les républiques baltes allaient être aspirées à toute vitesse), cette politique sembla alors offrir à l'URSS la chance de reprendre l'initiative dans l'établissement d'un monde meilleur, moins dangereux, au sein duquel s'ouvrirait la porte de la maison européenne. Eltsine, Kravtchouk et Chouchkevitch (leaders républicains appartenant à la même génération) tenteront d'ailleurs non seulement de poursuivre mais également de renchérir sur cette politique étrangère d'ouverture à l'Occident, et ce, même s'ils critiqueront sévèrement le Secrétaire général pour le lamentable échec de ses réformes économiques sur la scène intérieure.

²³ Jacques Lévesque, « The Messianic character of "New Thinking": Why and What for? », dans *The last decade of the Cold War: from conflict escalation to conflict transformation*, sous la dir. de Olav Njolstad, 2004, p. 159-176.

²⁴ Le développement de cette idée est certainement l'un des points forts de l'ouvrage d'Andrei Tsygankov, *Russia's Foreign Policy: Change and Continuity in National Identity*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2006, 217 p.

Dans le même ordre d'idées, l'abandon de la dénomination soviétique à Belovej pourrait être vu comme un choix destiné à marquer une rupture définitive avec la Guerre froide. Bien qu'il fût, en l'occurrence, précipité par la désorganisation intérieure de l'URSS ayant fait suite à la tentative de coup d'État contre Gorbatchev, ce choix permettait de lever la dernière barrière psychologique empêchant les Slaves de l'Est d'être admis au sein de la civilisation européenne.

Comme on le sait, cette cinquième génération de communistes ne survivra pas longtemps à la reformulation identitaire occidentaliste qu'elle a initiée. Éventuellement, elle pourra peut-être se consoler en faisant valoir que, dans la longue durée, l'abandon de la résistance à la propagation du capitalisme fut un échec bien moins considérable que ne l'aurait été une dangereuse confrontation qui l'eût isolée et ostracisée pour des lustres des États situés au centre de l'économie-monde. Seulement, compte tenu des énormes difficultés subséquentes qui affligeront ces républiques, la reconnaissance d'une telle « victoire morale » ne sera pas au rendez-vous de sitôt.

1.2 De la réforme soviétique à la révolution russe

Contrairement au père de Gorbatchev, un militant communiste de la première heure ayant dirigé le kolkhoze local et encouragé son fils à poursuivre des études universitaires, celui d'Eltsine avait tenté de conserver son lopin individuel le plus longtemps possible, avant de se résigner à prendre le chemin de la ville pour chercher du travail. Comme tant d'autres en ex-URSS, le premier président élu de la Russie provient d'une famille paysanne déracinée, réduite à une condition ouvrière urbaine des plus difficiles.

Dans ce milieu social, c'est plus souvent à coups de poing qu'avec l'aide de savants discours que l'on parvient à se faire respecter. Aussi, le dynamisme et l'esprit pratique d'Eltsine furent-ils, du moins pour ce qui est de son ascension sociale, bien plus déterminants que la finesse de ses convictions idéologiques²⁵. Ce n'est d'ailleurs pas en élaborant un long exposé théorique sur la marche politique à suivre qu'il fut porté à la présidence de la RSSF de Russie, mais bien en cassant la langue de bois des dirigeants pour dénoncer leur inefficacité et leur manque d'éthique. « Il m'a toujours semblé plus facile de trancher le nœud gordien que d'essayer de le dénouer », écrira-t-il a posteriori²⁶.

En conséquence de l'humiliation subie au Plenum du 27 octobre 1987, Eltsine fut possiblement aminé d'un esprit de vengeance²⁷. Cependant, l'enthousiasme avec lequel il embrassa ce projet de décentralisation voué à affaiblir le Kremlin était sincère. À la fin des

²⁵ Dans son premier ouvrage autobiographique (*Jusqu'au bout*, traduit par A. Stapanoff, Paris, Calman-Lévy, 1990, 282 p.) Eltsine souligne lui-même que son caractère fougueux a compliqué ses rapports avec l'intelligentsia, qui a parfois vu en lui un leader de type stalinien, p. 21.

²⁶ Propos traduit et cité par Hélène Carrère D'Encausse, *La Russie entre deux Mondes*, Paris, Fayard, 2010, p. 17.

²⁷ Ce que Lilly Marcou estime être « une blessure narcissique incurable » (*Les Héritiers*, Paris, Pygmalion, 2004, p. 232) entoure l'exclusion du Politburo, qu'Eltsine a connue après avoir été la cible d'un déluge d'attaques personnelles lors du plenum du comité central du Parti communiste d'octobre 1987 pendant lequel il s'en était pris, sévèrement, au Secrétaire général. Pour ajouter l'insulte à l'injure, c'est Gorbatchev qui s'accapara le rôle du bon prince dans cette querelle, en insistant (contre l'avis de ses collaborateurs) pour permettre à Eltsine de demeurer membre de comité central et d'ainsi poursuivre, à Moscou, sa carrière politique. L'importance de l'inimitié entre les deux hommes en tant que facteur central du démantèlement de l'URSS est notamment mise en relief par Marc Zlotnik, « Yeltsin and Gorbachev: The Politics of Confrontation », *Journal of Cold War Studies*, vol 5, n° 1, 2003, p. 128-164.

années 80, les réformes improvisées par Gorbatchev tardaient non seulement à apporter des résultats, mais elles avaient également plongé le pays dans la décroissance et le chaos administratif²⁸. Pour mettre à profit l'esprit d'initiative des pouvoirs locaux, Eltsine crut alors qu'il fallait casser, au plus tôt, les structures centralisées. Ainsi se montra-t-il prêt à renchérir sur les offres d'autonomie de Gorbatchev²⁹. Au printemps 1990, il avait d'ailleurs invité les leaders des autres républiques soviétiques à prendre, comme il le formula dans son langage rustre, « autant de souveraineté que ce qu'elles pouvaient en avaler »³⁰.

Dès lors que l'on réfléchissait à travers ce prisme de l'autonomie républicaine (comme le faisaient depuis un bon moment déjà les peuples baltes), les écarts de développement économique en URSS constituaient une justification pragmatique à cette décentralisation des pouvoirs. À l'été 1990, au retour de son voyage à Kiev où il venait de parapher un traité d'amitié et de reconnaissance mutuelle de leurs souverainetés et de leurs intégrités territoriales respectives (à l'intérieur des frontières de l'URSS)³¹, Eltsine avait déclaré, devant un parlement enthousiaste, que « la Russie ne souhaiterait plus jamais devenir le centre d'un nouvel Empire car, pour avoir assumé ce rôle pendant longtemps, elle ne connaissait que trop bien les coûts élevés qu'il entraînait »³².

²⁸ Selon les chiffres officiels, la décroissance débuta en 1990 avec un taux de -3,9 %, pour atteindre la vitesse vertigineuse de -15 % pour l'année 1991 (données excluant la Géorgie et les pays baltes). Chiffres cités par David Kotz et Fred Weir dans *Revolution from Above: The Demise of the Soviet System*, Londres, Routledge, 1997, p. 75.

²⁹ Pour une description détaillée des détails entourant les batailles juridictionnelles de cette période, voir Edward Walker, *Dissolution, Sovereignty and the Breakup of the Soviet Union*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2003, 224 p.

³⁰ Cet appel, qui avait été lancé à Kazan (la capitale de la république autonome du Tatarstan), était pour Eltsine une façon de renchérir sur la loi du 23 avril 1990 portant « sur la délimitation des pouvoirs entre l'URSS et les sujets de la Fédération », loi par laquelle Gorbatchev avait consenti aux républiques autonomes des droits de souveraineté comparables à ceux des républiques membres de l'URSS. L'importance de cet épisode de la carrière de Eltsine est soulignée par plusieurs auteurs, dont Gordon Hahn, « The Past, Present, and Future of the Russian Federal State », *Demokratizatsiya*, vol. 11, n° 3, 2003, p. 343-362, p. 344.

³¹ *Treaty between the Ukrainian Soviet Socialist Republic and the Russian Soviet Federative Socialist Republic*, Kiev, 19 novembre 1990, traduit dans *Ukraine in the World*, sous la dir. de L. Hajda, Cambridge, Harvard University Press, p. 291-296.

³² Cette citation est tirée de l'article de John Morrison, « Pereyaslav and After », *International Affairs*, vol. 29, n° 4, 1993, p. 678, traduction libre.

Pour comprendre la faiblesse de la résistance opposée à ce renouveau identitaire en Russie même, il importe certes de rappeler que l'attachement des élites russes à la dimension cosmopolite de l'URSS n'avait cessé, depuis la Révolution, d'être pour le moins paradoxal³³. Lors de la Grande guerre patriotique, Staline avait stratégiquement mis de côté l'internationalisme prolétarien au profit d'une exaltation du sentiment d'appartenance au groupe slave à l'Église orthodoxe, ce qui constitua une véritable force mobilisatrice contre l'Allemagne nazie. En reconnaissant aux Russes un rôle prépondérant parmi les républiques d'URSS, le régime avait permis une superposition relativement harmonieuse entre l'allégeance à une communauté ethnolinguistique et religieuse et l'attachement à la citoyenneté d'une superpuissance multinationale victorieuse³⁴.

Pour avoir précédemment détruit les traditions paysannes et porté un coup terrible à l'Église orthodoxe, la mise en œuvre, par Staline, du projet sociopolitique soviétique, avait également laissé en plan beaucoup de mécontents (dont le père d'Eltsine représente d'ailleurs la figure type). Ceux qui avaient survécu à la guerre civile puis au choc de la collectivisation des terres avaient si bien appris à se taire que leurs propres enfants n'eurent pas vraiment conscience des horreurs qui s'étaient déroulées à cette époque. Voilà qu'avec la glasnost, leur triste histoire était soudainement exposée au grand jour. Le nouvel homme fort de Moscou ne pouvait lui-même demeurer insensible à la vague d'émotion populaire déclenchée par la télédiffusion des reportages relatant ces pages d'histoires oubliées.

En bout de piste, l'exploration libre de ces pages d'histoire allait conduire à une répudiation non pas seulement de Staline, mais également des pères fondateurs de l'URSS. Pareil dénouement n'avait jamais été envisagé par Gorbatchev. Il devenait désormais possible, depuis que le concept de « lutte de classes » n'était plus au cœur du discours officiel soviétique, de regarder d'un œil beaucoup plus critique la moralité de Lénine ou de Trotski (exclusivement fondée sur la défense des intérêts supérieurs de la Révolution). À l'été 1989,

³³ Gregory Guroff et Alexander Guroff, « The Paradox of Russian National Identity », dans *National identity and ethnicity in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de R. Szporluk, Armonk, M. E. Sharpe, 1994, p. 78-100.

³⁴ Roman Szporluk, « History and Russian Nationalism » (première publication dans *Survey*, 1979), reproduit dans *Russia, Ukraine, and the Breakup of the Soviet Union*, Stanford, Hoover Institution Press, 2000, p. 161-182.

le recteur de l'Institut d'État d'Histoire et des Archives de Moscou se sentait libre d'exprimer que « le régime soviétique avait été mis en place à l'aide d'assassinats de masses et de crimes contre l'humanité », et qu'il fallait « convenir que l'histoire soviétique, dans son ensemble, ne pouvait servir de base légale au pouvoir soviétique »³⁵.

Les grandes réalisations modernes et la notion de progrès qui leur était sous-jacente ne suffisaient plus à justifier cette violence, comme cela avait pu être le cas du temps de Khrouchtchev. En visionnant les images de l'accident nucléaire de Tchernobyl et en discutant plus librement des autres catastrophes écologiques (l'assèchement de la mer d'Aral, notamment), on pressentait plutôt que la population avait été victime d'une modernisation technocratique envahissante, constat qui prévalait depuis déjà un bon moment au sein de certains cercles de l'intelligentsia littéraire russe³⁶.

Au cours de cette période de « désenchantement », les grands esprits de l'époque préévolutionnaire, qui avaient jadis acclamé les qualités spirituelles de la paysannerie russe – que l'on pense entre autres à Alexandre Herzen ou Léon Tolstoï³⁷ –, redevinrent des sources d'inspiration intellectuelle cruciales. Fédor Dostoïevski, à qui l'on doit d'ailleurs l'expression « l'idée russe », fut l'une de ces icônes littéraires très influentes. Sous sa plume, la chrétienté orthodoxe demeurait un phare capable de guider le peuple vers des jours meilleurs : « Quant à la Russie, le Seigneur la sauvera comme Il l'a sauvée maintes fois. C'est du peuple que viendra le salut, de sa foi, de son humilité »³⁸.

³⁵ Cité par Léon Aron, « What Glasnost has Destroyed » (1989), dans *Russia's Revolution. Essays 1989-2006*, Washington, AEI Press, 2007, p. 12, traduction libre.

³⁶ On nommait ce groupe d'intellectuels, appartenant pour la plupart au cercle littéraire des *derevenchtchiki*, les amoureux du bois. Ceux-ci, qui avaient établi un large réseau d'appuis politiques vers la fin du règne de Brejnev, furent temporairement condamnés sous Andropov avant de revenir en force pendant la *glasnost*. À ce sujet, voir Ioulia Zaretskaïa-Balsente, *Les intellectuels et la censure en URSS (1965-1985), de la vérité allégorique à l'érosion du système*, Paris, L'Harmattan, 2000, 410 p.

³⁷ Voir, par exemple, le roman portraying les qualités spirituelles d'Anissia, une femme illettrée ayant connu une vie très difficile et que Tolstoï a passé des heures à écouter, dans *Une paysanne russe*, Paris, Autrement, 2005, 121 p.

³⁸ Ce propos était celui que tenait, juste avant sa mort, le *starets* Zosime, vieux sage imaginé par Dostoïevski dans *Les Frères Karamozov*, tome 1, Paris, Gaillmard, 1973, p. 428.

Convaincu qu'il était de la supériorité éthique du projet socialiste, Gorbatchev n'avait perçu aucun danger en permettant aux voix du romantisme ou de l'orthodoxie de s'exprimer. Eltsine, lui, comprit qu'en affichant une certaine ouverture envers ces courants de pensée il attirerait des sympathisants supplémentaires pour s'attaquer à la bureaucratie centrale. C'est même avec la bénédiction du patriarche de Moscou qu'il se fit introniser, le 10 juillet 1991, à la présidence de la RSFS de Russie.

Les pays baltes, où les Russes aimaient tant venir respirer le parfum d'eupéanité qui leur manquait, s'étaient durement dressés contre le projet sociopolitique soviétique en affirmant qu'il n'était que la couverture idéologique d'une occupation militaire. Bien entendu, ce propos heurtait la sensibilité de ces russo-soviétiques, pour qui le récit de la victoire contre le fascisme et celui de la libération des peuples baltes constituaient l'élément central du sentiment de fierté patriotique³⁹. Or, en troquant le discours soviétique contre une ouverture de plus en plus affirmée des valeurs nationalistes et religieuses, les démocrates russes pouvaient soudainement se représenter comme des victimes parmi d'autres de la pensée marxiste-léniniste (comme le faisait depuis longtemps Soljenitsyne, qui connut alors ses plus grandes heures de gloire en Russie). En se montrant solidaires des autres luttes nationales au sein de l'URSS, les élites russes pouvaient espérer qu'elles ne seraient plus abhorrées ni perçues comme des envahisseurs illégitimes.

Il ne fait aucun doute que la motivation première d'Eltsine et de son entourage immédiat était la démocratisation du pays. Au moment où les putschistes prononcèrent l'incapacité de Gorbatchev et que le bras de fer entre le gouvernement central et le pouvoir républicain russe menaçait de prendre une nouvelle tournure, il finit cependant par renouer avec les symboles du

³⁹ D'ailleurs, après plus de 15 années d'indépendance, on a encore pu voir à quel point ce sujet était toujours sensible. Au printemps 2007, la décision de déplacer la tombe du soldat soviétique à Tallinn a provoqué une véritable crise diplomatique entre l'Estonie et la Russie. Voir « FM Lavrov lamblasts Estonia's Soviet war memorial demolition law », *RIA Novosti*, 15 février 2007, <http://en.rian.ru/russia/20070215/60790684.html>; et « Wrap: War memorial dispute continues, Estonia, Russia trade barbs », *RIA Novosti*, 02 mai 2007, <http://en.rian.ru/world/20070502/64791589.html>.

passé prérévolutionnaire de la Russie, notamment en octroyant un statut officiel au tricolore utilisé à l'époque du Tsar Nicolas II⁴⁰.

Dans les derniers mois de l'URSS, le déploiement d'un discours identitaire antisoviétique pouvait difficilement ne pas revêtir le visage slavo-orthodoxe du passé prérévolutionnaire, étant en réalité le seul à offrir la possibilité de légitimer l'appropriation des leviers politiques et économiques qu'Eltsine convoitait. En fait, ces idéologies constituaient une sorte de sortie de secours visant à permettre à cette génération de communistes désillusionnés et inquiets de quitter la cabine de commandement d'un navire en sérieuse difficulté. C'est certainement le cas de ces nombreux militaires désabusés ayant servi en Afghanistan, comme Pavel Gratchev ou Alexandre Lebed, dont le soutien à Boris Eltsine lors du putsch d'août 1991 fut déterminant⁴¹.

Ayant perdu tant la capacité que la volonté de soutenir la solidarité prolétarienne entre les diverses nationalités soviétiques, l'allégeance des élites russes se replia instinctivement sur cette identité slave et orthodoxe, qu'ils partageaient avec leur compatriotes d'Ukraine et du Belarus. L'attachement russe à ce groupe se trouvait facilitée par le fait que les conflits étaient encore inexistantes en son sein, mais il appert que cette inclination était naturellement et intimement liée au fait qu'ils partageaient avec eux l'héritage de cette *Rous* kiévienne. L'espace fondateur de l'Église orthodoxe « de toutes les Russies »⁴² semblait tout indiqué pour être le point de départ d'une nouvelle ère postsoviétique qui marquerait un retour à ses valeurs spirituelles communes.

⁴⁰ *Ob ofitsialnom priznanii i ispolzovanii natsionalnogo flaga RSFSR* (sur la reconnaissance officielle et l'utilisation de drapeau national de la RSFS de Russie), décret du 22 août 1991, <http://www.bestpravo.ru/fed1991/data01/tex11192.htm>.

⁴¹ Les deux hommes seront d'ailleurs récompensés par Eltsine en se voyant accorder des postes de haut-niveau, le premier en tant que ministre de la Défense (1992-1996), le second en tant que secrétaire du Conseil de sécurité (1996).

⁴² Il est intéressant de souligner que le titre officiel du patriarche de Moscou (*Patriarkh Moskovskii i vseia Rousi*) fut réhabilité par Staline en 1943. À l'origine, il avait été consenti en 1589 par le Patriarche de Constantinople, à la demande de Boris Godounov, mais n'avait plus été porté par les métropolitains de Moscou depuis que Pierre le Grand, en 1721, eût remplacé l'institution du Patriarcat par celle du Saint Synode.

D'ailleurs, comment n'aurait-il pas été naturel que cet abandon du projet impérialiste en Asie centrale et au Caucase dût se réaliser conjointement avec ces peuples frères, lesquels, depuis le début du 19^e siècle (que ce soit en tant que colons, stratèges militaires, techniciens ou ingénieurs), y avaient contribué de façon significative? Dans un deuxième ouvrage autobiographique, le ton d'Eltsine à l'égard des Ukrainiens et des Bélarussiens est fort éloquent. Évoquant la fondation de la CEI en décembre 1991, il écrira :

Au lieu de contraindre les Républiques à signer le nouveau document, nous devons montrer que nous, les États slaves, avons déjà mis au point un type d'association qui ne donnait pas aux autres la possibilité de marchander : unissez-vous à nous si vous le souhaitez, sinon, libre à vous⁴³.

Avant que n'émerge concrètement la question des frontières du nouvel imaginaire étatique révélant, du coup, l'attitude insoupçonnée de l'Ukraine à l'égard de ce projet, la main tendue aux autres nations en lutte contre l'URSS comportait un avantage considérable pour les démocrates russes. Au lieu d'être la victime apathique de l'effondrement de l'URSS, la Russie d'Eltsine imaginait pouvoir prendre la tête de la parade des souverainetés et se réapproprier l'initiative de l'évolution politique en cours.

⁴³ Boris Eltsine, *Sur le fil du rasoir*, traduit du russe par B. du Crest, A. Roubichou-Stretz, D. Sesamann et C. Zeytounian-Beloüs, Paris, Albin-Michel, 1994, p. 160.

1.3 La mort inattendue du soviétique ukrainien

Malgré la présence d'une large diaspora qui appelait de ses vœux la préservation d'une communauté ethnolinguistique ukrainienne et qui dénonçait le rôle abject du régime soviétique dans l'érosion de ses particularités culturelles, il est possible d'avancer que la cause nationale en Ukraine était, auprès des masses, une idéologie peu en vogue dans les années 1980⁴⁴.

Ceci s'expliquait en partie par le combat acharné du secrétaire général du PC ukrainien, Vladimir Chtcherbitskii (un acolyte de Brejnev nommé en 1972), qui avait entre autres eu pour mission de bloquer tout renouveau culturel ukrainien. Sous son règne, le pouvoir reposa entre les mains d'Ukrainiens russophiles qui détestaient le nationalisme presque autant que le fascisme. En poste jusqu'en septembre 1989, Chtcherbitskii maintint la république très en retard sur la Russie dans la mise en œuvre de la glasnost et de la perestroïka.

Incorporés de force par Staline à la suite de la signature du pacte secret germano-soviétique de 1939, les petits propriétaires terriens des régions occidentales (n'ayant historiquement jamais fait partie de l'Empire russe) avaient certes conduit, jusque dans les années 1950, une résistance contre l'URSS aussi désespérée que dramatique. Mais grâce à l'image négative suscitée par les récits de leur collaboration avec les Nazis (en partie véridiques), leurs revendications nationalistes avaient fait beaucoup plus d'adversaires que de complices dans le reste de la république. À la fin des années 1980, cette dissidence se fit entendre à travers le parti *Roukh* – qui fit une entrée remarquée dans l'arène politique après la tenue des premières élections multipartites en mars 1990⁴⁵. Si l'on exclut une modeste percée à Kiev, sa popularité demeura toutefois circonscrite à la Galicie.

⁴⁴ Possiblement en réaction contre à la multiplication des ouvrages consacrés à l'Ukraine et rédigés par des universitaires de la diaspora, ouvrages dans lesquels l'indépendance ukrainienne est représentée comme l'aboutissement d'une longue bataille contre la domination de Moscou et l'occupation soviétique, Andrew Wilson a brillamment remis les pendules à l'heure dans *Ukrainian nationalism in the 1990s: a minority faith*, Cambridge, CUP, 1997, 322 p.

⁴⁵ Le *Narodnyi Roukh Ukrainyi* (Mouvement populaire d'Ukraine) fit alors élire 111 représentants sur une possibilité de 450 sièges à la Rada.

Si la rupture politique avec Moscou était assurément une idée marginale dans les années 1980, il en allait tout de même autrement du romantisme encourageant la préservation de la communauté de langue ukrainienne. Comme en Russie, une part significative de l'intelligentsia avait continué à faire l'éloge des poésies provenant d'un passé agricole refoulé par la modernisation soviétique⁴⁶. Les sources de ce mouvement critique étaient encore fraîches; sous Khrouchtchev, le dégel avait permis à une dissidence défenderesse de la culture ukrainienne de s'affirmer. Dans les années 1960, le premier secrétaire du PC ukrainien Piotr Chelest s'était en effet montré plutôt favorable au renforcement de la conscience nationale même s'il avait dû, après l'arrivée de Brejnev, se plier à la volonté de Moscou de procéder à l'arrestation de ses plus ardents défenseurs. Sous son leadership, on avait assisté à une augmentation sensible des productions littéraires ukrainiennes, ce qui avait certainement aidé la cause ethnolinguistique à survivre à un système d'éducation publique où le russe était prépondérant⁴⁷.

Pour les idéalistes enthousiastes de la génération de Khrouchtchev et de Chelest qui avaient connu, dans leur enfance, les affres d'une condition misérable, le romantisme ne constituait certes pas une idéologie dangereuse même si les petits-enfants de la Révolution compareraient avantageusement leur situation à celle de leurs aïeux. Or, comme s'ils pressentaient que le retard économique vis-à-vis de l'Ouest finirait par compromettre la justesse de cette prédiction, Brejnev et Chtcherbitskii se montrèrent beaucoup plus méfiants à l'endroit du nationalisme petit-bourgeois.

Pour les partisans de la planification centralisée de l'URSS, le principal danger lié au romantisme ethnolinguistique en Ukraine reposait sur le fait qu'il ne se limitait pas, comme en Russie, à vouloir renouer avec les vertus spirituelles de la paysannerie prérévolutionnaire.

⁴⁶ On pense à l'œuvre littéraire de Valerii Chevtchouk, notamment *Dim na hori* (*La maison sur la colline*, 1983) et *Tri listki za viknom* (*Trois feuilles de l'autre côté de la fenêtre*, 1986), qui imagine un passé archaïque vertueux en brossant, à la manière de Gogol, une critique de la bureaucratie. Dénigré par le pouvoir dans les années 1970, Chevtchouk sera publié dans les années 1980 et obtiendra même le prix d'État Chevtchenko en 1988, la plus haute distinction littéraire d'Ukraine. Marko Pavlyshyn, « Mythological, Religious, and Philosophical Topoi in the Prose of Valerii Shevchuk », *Slavic Review*, vol. 50, n° 4, 1991, p. 905-913.

⁴⁷ Concernant cette période, voir l'ouvrage de Bohdan Krawchenko, *Social Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine*, 1985, New York, St. Martin's, 333 p.

Traditionnellement, ce romantisme correspondait à une vision du monde qui plaçait l'histoire ukrainienne sur un pied d'égalité avec celle de la Russie. En effet, en élevant l'œuvre de Taras Chevtchenko au même rang littéraire que celle d'Alexandre Pouchkine, que cherchait-on si ce n'était de venger lyriquement une communauté habituée à se faire traiter avec condescendance par les Moscovites⁴⁸?

Ce combat pour l'égalité ukrainienne avait de profondes racines remontant au 19^e siècle. Il avait été au cœur de la carrière de Mikhaïl Grouchevskii, père de l'historiographie ukrainienne moderne et président de l'éphémère Ukraine indépendante de 1918 (puis collaborateur du régime soviétique)⁴⁹. Même sous Khrouchtchev, pendant la période de dégel, on s'était bien gardé d'évoquer la mémoire de cette icône de la cause égalitaire ukrainienne, disparu dans des conditions mystérieuses en 1934.

Depuis la victoire héroïque contre le fascisme, on avait préféré chanter le thème de la fraternité des nationalités slaves. Lui-même ancien secrétaire du PC ukrainien entre 1938 et 1949⁵⁰, Khrouchtchev avait pu constater de près l'ampleur du sacrifice imposé aux Ukrainiens. En 1954, pour marquer le 300^e anniversaire de l'Union de Pereyaslav, il avait offert la Crimée à l'Ukraine en témoignage de « l'amitié éternelle entre les deux peuples ». Y avait-il là un désir secret de dédommager symboliquement l'Ukraine pour l'indescriptible horreur qu'elle avait connue pendant la collectivisation des terres sous Staline? Cela n'est pas complètement impossible.

Quoi qu'il en soit, les Ukrainiens qui survécurent aux guerres et aux terribles famines de la première moitié du 20^e siècle ne s'étaient pas vraiment opposés à l'idée de maîtriser le russe, lequel s'était depuis fort longtemps imposé dans les centres urbains de la république. En réalité, ils étaient peu nombreux à considérer que cette langue, parlée par l'écrivain ukrainien

⁴⁸ Lukasz Chimiak, *Russia and Ukraine: Literature and the Discourse of Empire from Napoleonic to Postcolonial Times*, Montreal, McGill University Press, 2001, 334 p.

⁴⁹ Serhii Plokhy, *Unmaking Imperial Russia, Mykhailo Hrushevsky and the writing of Ukrainian History*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 614 p.

⁵⁰ À l'exception d'une courte période (entre mars et décembre 1947) pendant laquelle Khrouchtchev fut retrogradé d'un rang (pour s'être plaint à Staline que les commandes agricoles formulées à l'Ukraine était trop lourdes à porter pour la paysannerie).

Nicolas Gogol, leur était véritablement étrangère. Comme le russe est proche voisin de l'ukrainien et que les élèves patoisants originaires des campagnes parvenaient sans trop d'efforts à le maîtriser, la russification de l'URSS ne ralentissait pas les perspectives d'ascension sociale des Ukrainiens. Statistiquement, entre 1955 et 1970, leur participation aux structures de pouvoir fut même sensiblement supérieure à leur poids démographique⁵¹. À la lumière de ces données, il eût certes été difficile pour les élites politiques des années 1980 d'éveiller l'indignation du peuple ukrainien en faisant valoir que celui-ci était toujours victime de l'impérialisme russe.

Or, lorsque le chaos économique atteignit son climax à Moscou (contrastant avec la relative stabilité économique que les apparatchiks locaux avaient réussi à maintenir dans la république), les choses changèrent rapidement. La volonté des Ukrainiens de demeurer solidaires de la cause soviétique fut brusquement ébranlée par le fait que la Russie de Eltsine venait elle-même de proclamer sa souveraineté, montrant qu'elle se désolidarisait de la suite des événements en URSS,

Débarassés d'un Chtcherbitskii vieillissant et soudainement en proie à un flot d'informations sur les pages sombres de son histoire soviétique (que les partisans du *Roukh* se faisaient un devoir de disséminer), les dirigeants ukrainiens se montrèrent plus réceptifs au propos nationaliste. Après tout, comme la présence de telles forces améliorerait leurs positions de négociation vis-à-vis du Kremlin, il n'y avait plus lieu de s'opposer à leurs revendications autonomistes.

À cet égard, le virage opéré en 1990 par Léonide Kravtchouk (ancien idéologue du Parti communiste ukrainien) au moment son élection à la présidence du Soviet Suprême d'Ukraine fut spectaculaire⁵². En se repositionnant soudainement comme un ardent défenseur de la

⁵¹ Constituant 74,9 % de la population, les citoyens de nationalité ukrainienne formèrent 93 % des dirigeants communistes seniors, 89 % des ministres et 100 % des membres du comité central de la RSS d'Ukraine. Ces chiffres sont tirés du livre de Paul Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, Londres, Hurst, 1995, p. 177.

⁵² En 1985, Kravtchouk avait signé un pamphlet intitulé *Dans la même famille* et dans lequel il soulignait la chance des Ukrainiens d'avoir les Russes pour grand frère! Mentionné par

langue et de la souveraineté ukrainiennes, il réussit à rassembler autour de lui communistes et nationalistes⁵³.

Certes, l'Ukraine était en cela à la remorque de la tendance lourde d'un égoïsme républicain qui se manifestait encore plus vigoureusement en Russie, mais la révision idéologique qui s'imposait y était passablement plus complexe à conduire. Il ne suffisait pas, dans un élan romantique aux allures magnanimes, de vouloir corriger l'erreur historique impérialiste. Pour se disculper de leur contribution active et volontaire à l'URSS, les dirigeants ukrainiens devaient évoquer leur propre cupidité à l'endroit de Moscou. En d'autres mots il fallait, pour justifier une rupture non souhaitée par la population, dénoncer les agissements d'un grand frère dont l'influence avait entraîné l'Ukraine sur une mauvaise route, soit celle qui l'avait conduit, en 1932-33, à l'une des plus grandes famines artificielles de l'histoire et sur laquelle, un demi-siècle plus tard, tomberaient les poussières radioactives de Tchernobyl. Aux yeux de la majorité de la population, le déferlement de ce nouveau discours, très critique à l'endroit de Moscou, était absolument saisissant.

Bien que cela lui donnât la légitimité d'affirmer sa souveraineté nouvellement autoproclamée, Kravtchouk était néanmoins limité dans son champ d'action sur la scène intérieure par le poids de ces régions occidentales où le nationalisme était un courant de pensée beaucoup trop puissant pour être contenu sans avoir à recourir, une fois de plus, à des méthodes répressives. Une vaste majorité de la population ukrainienne avait bien participé au référendum de mars 1991 visant à soutenir le projet d'une nouvelle union décentralisée proposé par Gorbatchev, mais le maintien de ces régions fort nationalistes à l'intérieur d'un État soviétique, même renouvelé, risquait de poser de sérieux problèmes. Les oblast de Lvov, d'Ivano-Frankivsk et de Ternopil avaient en effet rejeté massivement cette option. Ils avaient même rejeté la question plus nuancée (introduite à l'initiative de Kravtchouk) ayant pour but de déterminer si la participation de l'Ukraine à cette union renouvelée était acceptable « sur

Alexandre Motyl dans *Dilemmas of independence: Ukraine after totalitarianism*, New York, Council on Foreign Relations Press, 1993, p. 150.

⁵³ Alexander Motyl, « The Conceptual President: Leonid Kravchuk and the Politics of Surrealism », dans *Patterns in Post-Soviet Leadership*, sous la dir. de T. Colton et R. Tucker, Boulder, Westview, 1995, p. 103-121.

la base de la déclaration de souveraineté »⁵⁴. Les électeurs de Galicie avaient plutôt répondu positivement, à plus de 85 %, à une troisième question que les autorités locales avaient demandé d'ajouter et qui ne concernait rien de moins que l'indépendance de l'Ukraine.

À Kiev, personne ne voulait alors imaginer comment on aurait pu forcer la région à accepter l'autorité de Moscou. Peu importe si ce fut par prudence ou par lâcheté qu'il n'ait pas ouvertement condamné le putsch d'août 1991, Kravtchouk fut certainement des plus soulagés en apprenant la nouvelle de son échec.

Cet épisode devait néanmoins marquer un tournant, car l'effondrement de l'autorité centrale qui fait suite à la tentative de putsch avait cruellement fait apparaître que l'indépendance politique et économique complète était le seul chemin qui permettrait désormais aux élites du PC ukrainien de se maintenir au pouvoir en évitant d'être balayées par le vent des réformes libérales soufflant de plus en plus fort depuis Moscou. Comme le dira crûment Stanislav Hurenko, alors secrétaire général du PC ukrainien : « Aujourd'hui, nous allons voter pour l'indépendance ukrainienne, parce que si nous ne le faisons pas, nous serons dans la merde »⁵⁵. Le 1^{er} décembre 1991, ce divorce fut donc proposé aux électeurs et légitimé à plus de 90 % par le biais du référendum sur l'indépendance.

Par la même occasion, Kravtchouk se fit élire à la présidence de la république par 62 % des voix, devançant de loin Viatcheslav Tchornovol (candidat du *Roukh*), son plus proche rival, qui n'en récoltait que 23 %. Il est significatif de noter qu'aucun des six candidats en lice n'avait milité contre la question de l'indépendance. Reléguant à plus tard les débats sur le type de gouvernement et le type d'économie souhaitable, la population s'était ralliée sur un point central : une ferme opposition à ce que le destin de la république puisse être encore une fois déterminé à Moscou.

⁵⁴ Voir le tableau des résultats par oblasts du référendum du 17 mars 1991 dans Taras Kuzio et Andrew Wilson, *Ukraine: Perestroika to Independence*, New York, St. Martin's Press, 1994, p. 161.

⁵⁵ Cité par Paul D'Anieri, Robert Kravchuk et Taras Kuzio, dans *Politics and Society in Ukraine*, Boulder, Westview Press, 1999, p. 23, traduction libre.

Le résultat de ce vote provoqua une véritable onde de choc auprès de l'élite politique russe mais aussi au sein de la RSS de Biélorussie, où l'on comprit alors que la configuration des rapports entre les Slaves de l'Est venait de changer. L'Ukraine exigeait, dorénavant, de traiter sur un pied d'égalité avec la Russie.

1.4 La Ruthénie blanche se découvre

Si l'Ukraine fut, selon les mots d'Andrew Wilson, une « *nation inattendue* »⁵⁶, il ne serait pas exagéré de dire du Belarus de 1991 qu'il s'agissait d'une nation inespérée. Non seulement son existence était-elle largement insoupçonnée auprès du public occidental mais la RSS de Biélorussie ne comptait elle-même, à la fin des années 1980, qu'une poignée de personnalités suffisamment nationalistes pour imaginer la possibilité de quitter le giron de Moscou⁵⁷.

Certes, la marginalisation de la langue biélorussienne, la redécouverte de l'histoire des purges stalinienne et la publicité entourant les effets néfastes des poussières radioactives produites par l'accident nucléaire de Tchernobyl (dont la majeure partie était tombée au Belarus) avaient amené certains intellectuels à se faire plus critiques à l'égard des politiques de Moscou⁵⁸. La nature des liens fraternels avec la Russie n'y était aucunement remise en question par la population en général, et ce, malgré les difficultés qu'éprouvait Gorbatchev à insuffler un vent de renouveau au projet soviétique.

L'archéologue catholique Zénon Pozniak, rendu célèbre pour avoir exposé au grand jour les fosses communes de Kouropaty (dans lesquelles seraient enfouies de nombreuses victimes du stalinisme, parmi lesquels ses propres grands-parents) constitue, à cet égard, une figure d'exception. Lors de la première élection multipartite de mars 1990, le Front Populaire Biélorussien – BNF (le nouveau regroupement nationaliste que Pozniak avait fondé) connut un succès électoral beaucoup plus modeste que le *Roukh* en Ukraine⁵⁹. Ce n'est en effet que dans la capitale qu'il réussit à faire quelques candidats. Dans le climat de stabilité sociale

⁵⁶ C'est par cette expression qu'il titrait l'un de ses ouvrages (*The Ukrainians: Unexpected Nation*, New Haven, Yale University Press, 2000, 357 p.).

⁵⁷ L'aspect marginal de la question nationale au Belarus avait convaincu Michael Urban de choisir la république pour y étudier la circulation des élites soviétiques. Selon lui elle n'y était pas, comme ailleurs en URSS, déformée par des considérations de cet ordre. *An algebra of Soviet power: elite circulation in the Belorussian Republic*, Cambridge, CUP, 1989, 183 p.

⁵⁸ David Marples, « Belarus: The Illusion of Stability », *Post-Soviet Affairs*, vol. 12, n° 3, 1993, p. 249-264.

⁵⁹ Alors que les membres du *Roukh* formaient en Ukraine près du quart de la législature, les membres du FPB ne représentaient pour leur part que 37 des 360 sièges du Soviet Suprême du Belarus.

caractérisant la république, le dernier Soviet Suprême de la RSS de Biélorussie demeura donc très majoritairement communiste et fidèle à Moscou. Lorsque l'édifice politique de l'URSS commença à se désintégrer, ce fut surtout par dépit que les députés consentirent à doter leur république d'une nouvelle identité autocentrée.

Dans les circonstances, ce fut la personne de Stanislas Chouchkevitch qui sembla être la mieux indiquée pour rassembler les parlementaires devant la sortie de secours. En tant que physicien et recteur de l'Université d'État de Minsk, Chouchkevitch était un homme respecté qui avait utilisé son siège au Soviet Suprême pour dénoncer la lenteur avec laquelle le régime était intervenu pour protéger la population des retombées radioactives à la suite de l'accident de Tchernobyl en 1986. Issu d'une famille catholique persécutée sous Staline, il se montrait suffisamment ouvert aux revendications mises de l'avant par le BNF pour mériter l'appui de ce groupe peut-être peu nombreux mais néanmoins bruyant. Simultanément, cet orphelin parvenu au sommet d'une carrière académique prestigieuse grâce à un généreux système social n'avait jamais manifesté d'opposition au projet soviétique et ne partageait pas non plus les sentiments anti-russes de Pozniak, ce qui en faisait une figure acceptable pour la majorité communiste⁶⁰. Valorisant la neutralité il suivit, à la fois par prudence et mimétisme, le chemin du renouveau national déjà emprunté par la Russie et l'Ukraine.

Pour se maintenir à niveau vis-à-vis de ses homologues russe et ukrainien, il lui fallait à son tour renouer avec les symboles identitaires associés à la période pré-soviétique, et ce, même si leurs origines et leurs significations ne lui étaient encore pas personnellement familières⁶¹. Suivant en cela les traces des pères fondateurs de cet État aussi fragile qu'éphémère (proclamé en mars 1918 dans le vide laissé par le retrait des troupes prussiennes et la chute

⁶⁰ David Brooker, « Founding Presidents of Soviet Successor States: A Comparative Study », *Demokratizatsiya*, vol. 12, n° 1, 2004, p. 133-145.

⁶¹ Dans une allocution prononcée à Harvard en 2000, Chouchkevitch confiait : « In 1995, I came across a book published by Harvard University Press in 1956 called *The Making of a Nation* by N. Vakar. The book contained some systematic facts, figures, and materials about Belarus and the Belarussian nation, many of which I had begun to become familiar with in 1989, when by chance I got involved in politics ». Stanislav Shushkevich, « Belarus: Statehood and Security », allocution prononcée au Davis Center for Russian Studies, 17 avril 2000.

http://www.daviscenter.fas.harvard.edu/seminars_conferences/shushkevich_04_17_00.pdf.

du régime tsariste) il consentit à réhabiliter des emblèmes étatiques anciens dont l'origine remonte au passé du Grand-duché de Lituanie.

La redécouverte de ce lointain passé lituanien, au sein duquel la Ruthénie blanche aurait préservé pendant le Moyen Âge les traditions spirituelles d'une orthodoxie kiévienne exempte de l'influence du joug mongol, offrait aux Bélarussiens la possibilité de réclamer une place symbolique et prestigieuse au sein de la fratrie slavo-orthodoxe. Frantsisk Skorina, (intellectuel de Polotsk qui fut, en 1515, le premier ruthénien orthodoxe à traduire la Bible en vernaculaire) allait ainsi devenir la nouvelle icône de la nation bélarussienne, comme en témoigne le fait que son nom sera donné à l'ex-perspective Lénine, la principale artère de Minsk⁶².

Par cette politique, on rappelait à la population qu'avant d'être abandonnée au profit du polonais par une noblesse qui avait fait la preuve de son attachement au Commonwealth⁶³ par le biais de son allégeance à Rome, la langue ruthénienne parlée dans cet espace avait été utilisée pour la codification des lois du Grand-duché de Lituanie. Par la magie d'une démonstration ethnolinguistique reliant les siècles entre eux, la langue bélarussienne était rattachée à ce qui avait jadis été le plus grand État européen.

Que s'était-il donc passé pour que cette branche de la famille slave se soit pratiquement éclip­sée de l'histoire pendant plusieurs siècles? La localisation géopolitique de cet espace se trouve bien sûr au cœur de l'explication offerte par les historiens locaux, auxquels on accordait soudainement beaucoup d'intérêt. Fragilisée par la chute de Constantinople, la chrétienté orthodoxe héritée des anciens liens avec Byzance s'était trouvée confinée à la frontière d'un catholicisme polono-lituanien conquérant. Menacé, d'une part, par les sirènes du protestantisme luthérien qui gagnait le pourtour de la mer Baltique, et de l'autre par les prétentions territoriales du régime tyrannique de la lointaine Moscovie, qui aspirait à

⁶² Aléna Lapatiniova et Amandine Regamey, « Biélorussie, Ukraine : La politique des symboles », dans *Les confins de l'OTAN : L'espace mer Baltique, mer Noire*, sous la dir. de J.-C. Lallemand, Paris, Éditions L'Inventaire, 1999, p. 58, note 19.

⁶³ Zigmund Zilenski, « Le mythe du Polonais catholique », dans *Mythologie polonaise*, sous la dir. de A. van Crugten et J. Rubes, Paris, Éditions Complexe, 1998, p. 143-144.

s'imposer comme le nouveau centre religieux des orthodoxes, le clergé local avait fait le pari d'un compromis avec Rome⁶⁴. C'est dans ce contexte qu'était survenue l'Union de Brest, à la fin du 17^e siècle, par laquelle une partie significative des évêques orthodoxes avaient accepté la création de l'Église Uniate, la première Église de rites grecques reconnaissant l'autorité du pape.

Or, avec la consolidation militaire et l'expansion territoriale rapide de la Russie aux 18^e et 19^e siècles, l'image de l'orthodoxie slavo-orientale changea peu à peu, cessant d'être perçue comme un vestige du Moyen-Âge. Dans les régions incorporées à l'Empire russe, les élites restées fidèles à la liturgie byzantine eurent alors le loisir de prendre leur revanche contre l'influence culturelle polonaise grandissante, qui avait déjà considérablement marginalisé l'usage du ruthénien dans la sphère publique. Sous la coupe d'une impératrice rayonnante comme Catherine II, beaucoup d'ecclésiastiques uniates trouvèrent plus attrayant de se retrouver sous la protection d'un « César de la troisième Rome » que de servir les desseins d'une Église catholique en difficulté dans la nouvelle Europe révolutionnaire. L'opération de reconversion à l'orthodoxie imposée par les autorités impériales ne fut pas sans heurt⁶⁵, mais les sources de résistance furent tout de même circonscrites dans les zones urbaines qui étaient les plus fortement influencées par la noblesse polonaise (*szlachta*)⁶⁶.

Ce n'est qu'au milieu du 19^e siècle que les idéaux romantiques, en vogue dans le monde germanophone, éveillèrent chez certains le rêve d'une nation blanche-ruthénienne, à la fois distincte du monde russe et du monde polonais. Ce projet fut initialement porté par une partie de cette noblesse catholique, hostile à la reconversion orthodoxe des Uniates. La reconnaissance de cette nation offrait à la *szlachta* la possibilité de minorer les rivalités

⁶⁴ Daniel Stone, *The Polish-Lithuanian State, 1386-1795*, Washington, University of Washington Press, 2001, p. 137-140.

⁶⁵ Dans la région, ces heurts résonneront encore longtemps dans la rivalité opposant Rome et Moscou. En octobre 1996, le pape Jean-Paul II béatifiera les « 13 martyrs de Podlachie » ayant été exécutés par les troupes tsaristes en 1874 pour avoir résisté à l'interdiction du culte uniate.

⁶⁶ À ce sujet, il est intéressant de noter que le fondateur du NKVD, Felix Dzierzhynski, lui-même issu de la *szlachta* des provinces du Nord-Ouest, aurait été enclin à joindre la résistance révolutionnaire après que sa mère lui eut raconté l'ignominie avec laquelle le régime tsariste avait forcé la reconversion des Uniates. C'est ce que révélerait une correspondance intime destinée à sa femme, *Izvestia*, « Krasnyi Bin Laden » (*Un Ben Laden rouge*), 11 septembre 2002, <http://www.izvestia.ru/community/article23734>.

confessionnelles au sein de l'espace qu'elle dominerait. Lors de cette deuxième révolte polonaise un jeune noble catholique, connu sous le nom de Kastous Kalinovski, fonda un premier journal en vernaculaire ruthénien local – *La vérité des paysans (Mužyckaja praŭda)*⁶⁷ – destiné à rallier la paysannerie à ce projet. Exécuté en 1864, Kalinovski devint le martyr par excellence de la cause nationale blanche-ruthénienne.

Bien entendu, on peut suspecter que la population locale, très largement analphabète et préoccupée qu'elle était par sa survie quotidienne, ne s'intéressait que marginalement à ces polémiques identitaires abstraites. Si ce n'eut été du militantisme de certains maîtres d'école dans les campagnes, la population locale n'aurait sans doute jamais eu l'idée d'établir une distinction sémantique entre les groupes nationaux russe et biélorussien. La langue variait progressivement d'un village à un autre, à mesure qu'on s'éloignait de chez-soi. Dans les régions frontalières, il n'existait aucune division nette entre ces groupes⁶⁸.

Or, vers la fin du 19^e siècle, alors que le nationalisme était devenu dans toute l'Europe une tendance idéologique lourde que la Russie ne pouvait ignorer, le régime tsariste avait fini par se réconcilier avec l'idée de trois peuples ruthéniens distincts, en trouvant une façon de les joindre intimement à un même projet impérial slavo-orthodoxe. Ultérieurement dénoncé en tant que « russisme occidental (*zapadno-roussizm*) »⁶⁹, le récit de ces trois peuples frères (appartenant à la même vieille et glorieuse civilisation kiévienne et participant conjointement à la mission civilisatrice d'un Empire chrétien orthodoxe) fut dès lors propagé avec complaisance.

⁶⁷ Le titre n'est pas translittéré. Le journal utilisait seulement les caractères latins.

⁶⁸ Francine Hirsch, *Empire of nations: ethnographic knowledge and the making of the Soviet Union*, Ithaca, Cornell University Press, 2005, p. 149-150.

⁶⁹ L'utilisation du terme « *zapadno-roussizm* » est caractéristique des milieux intellectuels biélorussiens. Il correspond notamment au titre de l'ouvrage de l'une des figures nationalistes importantes des années 1920. En 1928, après s'être rallié au pouvoir soviétique à Minsk (et avant d'être victime des purges stalinienne), Alexandre Tsvikevitch publia cet ouvrage, réédité en 1993, qui présente un portrait détaillé des propagandes identitaires dans les provinces du Nord-Ouest. *Zapadno-roussizm, Narysi z historyi hramadzai mysl'i na Belarousi ou 19 i patchatku 20 v*, Minsk, Navouka i Tekhnika, 1993, 314 p.

Au tournant du 20^e siècle, on voyait donc apparaître une nouvelle forme de projet identitaire biélorussien, portée cette fois par des élites de confession orthodoxe prussiennes faisant de la protection de particularités culturelles locales une justification pour résister à l'influence idéologique de l'élite polonaise. C'est dans ce nouveau contexte qu'une langue, qualifiée dans les documents de « blanche-russienne », fut officiellement homologuée lors du recensement impérial de 1897⁷⁰.

Ayant peu à peu cessé d'être perçu comme une menace à l'intégrité territoriale de l'Empire, l'usage public de cette langue russe fut à nouveau permis dans les provinces du nord-ouest après les révoltes de 1905. D'ailleurs, au lendemain de la Première Guerre mondiale, au terme d'une campagne militaire ayant permis de récupérer une partie des territoires cédés à la Russie à la fin du 18^e siècle, le maréchal Joseph Pilsudski dut affronter des adversaires nationalistes biélorussiens, hostiles à la nouvelle Pologne. On peut dire de l'outil idéologique utilisé par la noblesse catholique pour tenter de se réappropriier les provinces du nord-ouest qu'il fut, en ce début de 20^e siècle, plutôt efficacement retourné contre elle, ce que Grigory Ioffe décrit comme un « effet de pendule »⁷¹.

Au terme du conflit polono-soviétique, les bolcheviks avaient gagné en prestige auprès des élites nationalistes, elles aussi opposées à l'occupation polonaise. Les bolcheviks n'étaient cependant pas assez bien implantés pour pouvoir courir le risque d'affronter les forces nationalistes. Ils durent alors leur montrer qu'ils jouiraient, au sein de l'État révolutionnaire, d'un bien meilleur statut que du côté polonais. C'est sur la base de ce calcul stratégique que

⁷⁰ Le tableau 12 sur la répartition de la population par langue maternelle (*po rodnomou iazykou*) présente trois variétés du groupe de la « langue russe » (*rousski iazyk*), à savoir la langue « grand-russienne » (*velikorousski*), « petite-russienne » (*malorousski*) et « blanche-russienne » (*belorousski*). Dans *Vseobchtchaia perepis naselenia Rossiiskoi imperi 1897 g* (Recensement pansociétal de la population de l'Empire russe de l'année 1897), Sankt-Peterburg, 1905, http://demoscope.ru/weekly/ssp/rus_lan_97.php.

⁷¹ Grigory Ioffe, *Understanding Belarus and How Western Foreign Policy Misses the Mark*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2008, p. 45.

les Bélarussiens se firent octroyer, en 1922, le droit de fonder leur propre république soviétique⁷².

Dans le contexte instable hérité de la guerre civile, cette politique aida les Bolcheviks à commander le soutien des masses paysannes dont la langue devenait, du moins symboliquement, la langue du pouvoir. Grâce à la politique d'indigénisation (*korenizatsia*) mise en œuvre dans les années 1920, les élites nationalistes bénéficièrent d'une politique de discrimination positive pour l'octroi des postes de direction dans l'appareil du Parti. Ils eurent même l'occasion de lancer une vaste campagne de valorisation du bélarussien⁷³, ce qui ne fut pas sans causer certains heurts auprès des élites urbaines dont la quasi-totalité était russes, polonaises ou ashkénazes⁷⁴.

De ce peuple paysan dont on disait qu'il n'avait pas de bourgeoisie, beaucoup s'étaient retrouvés dans la partie occupée par la Pologne sous le joug du dictateur Pilsudski, partisan d'une république catholique polonisante. Ces citoyens de seconde classe, labourant les confins orientaux de la Pologne et ignorant de la répression dont les nationalistes et les religieux faisaient l'objet de l'autre côté de la frontière (depuis l'arrivée de Staline au pouvoir), accueillirent plutôt favorablement, en 1939, les troupes soviétiques composées de leurs coreligionnaires⁷⁵.

⁷² Richard Pipes, « The Establishment of the Union of Soviet Socialist Republics », in *The Soviet Nationality Reader: The Disintegration in Context*, sous la dir. de R. Denber, Westview Press, 1992, p. 35-86.

⁷³ Curt Woolhiser, « Discours sur la langue, idéologie et 'édification linguistique' dans la RSS de Biélorussie », *Cahiers de l'ILSL*, n° 14, 2003, p. 299-337.

⁷⁴ En 1897, dans les cinq provinces bélarussiennes de la région du Nord-Ouest les Juifs formaient, de loin, le premier groupe (sur une population urbaine totalisant 1 043 000 habitants), comptant pour plus de la moitié de la population (53,1 %). Ils étaient suivis des Russes qui comptaient pour 17,7 % de la population. Les Bélarussiens n'arrivaient pour leur part qu'en troisième position (13,2 %), suivis de près par les Polonais (11,7 %). Chiffres dérivés des calculs de V. N. Petrev *et al.* (dir.), *Dokumenty i materialy po istorii Belorussii, 1900-1917*, vol. 3, Minsk, Academy of Science of the BSSR, 1953, p. 30, cités par Jan Zaprudnik et Micheal Urban, « Belarus: from statehood to empire », dans *New states, new politics: Building the post-Soviet nations*, sous la dir. de I. Bremmer et R. Taras, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 280.

⁷⁵ Mikolaj Iwanow, « The Byelorussians of Eastern Poland under Soviet occupation, 1939-41 », dans *The Soviet takeover of the Polish eastern provinces, 1939-1941*, sous la dir. de K. Sword, Basingstoke, Macmillan, 1991, p. 253-267.

Les Bélarussiens des deux côtés de l'ancienne frontière polono-soviétique de 1922 eurent véritablement l'occasion de souder leur identité collective à la suite de l'invasion nazie, qu'ils subirent de plein fouet en 1941. Traités par Hitler comme des êtres humains de race inférieure⁷⁶, ils offrirent une résistance impressionnante, jouissant d'une large autonomie organisationnelle. Dans ce combat à mort contre le fascisme, les partisans communistes bélarussiens se démarquèrent d'une façon qui sera galvanisée par le régime soviétique. L'octroi symbolique du statut d'État-membre fondateur des Nations Unies consacrait la reconnaissance d'une participation héroïque à la victoire conjointe des nationalités soviétiques.

Comme en Ukraine, la promotion d'une langue associée à la paysannerie locale eut alors ses adeptes et ses défenseurs. Sa valeur fut d'ailleurs formellement reconnue par le régime (même si on continua, parallèlement, à encourager la propagation du russe), en autant qu'elle servait à exprimer un sentiment anti-fasciste, comme c'est le cas dans l'œuvre littéraire de Vassili Bykov⁷⁷. En poste entre 1965 et 1980, le premier secrétaire du PC bélarussien, Piotr Macherov (lui-même héros de la résistance), se faisait un devoir d'employer le bélarussien dans les commémorations officielles, allant même jusqu'à revêtir fièrement, pour l'occasion, les vêtements traditionnels de la paysannerie.

La reconstruction d'après-guerre, généreusement subventionnée par Moscou (qui voulait faire du Belarus une vitrine convaincante des succès économiques soviétiques), offrit à la population des conditions de vie d'une qualité encore inespérée. Réalisée sur les ruines d'une destruction sans précédent, l'industrialisation accélérée des années 1950-60 ne fut pas décriée comme une aliénation culturelle, mais bien ressentie comme un succès économique. D'un statut de peuple acculé à la misère rurale et considéré avec condescendance par les Allemands et les Polonais, les Bélarussiens étaient passés au rang des nations les plus instruites et les

⁷⁶ Quelque 380 000 furent déportés en Allemagne pour y effectuer du travail forcé, un chiffre avancé par Paul Sanders, « Population Policy and Economic Exploitation: The German Occupation of Byelorussia », (1941-1945), dans J. Lund, *Working for the New Order: European Business Under German Domination, 1939-1945*, Copenhague, Copenhagen Business School Press, 2006, p. 157-176.

⁷⁷ Concernant l'œuvre littéraire de Vassili Bykov, voir Zina Gimpelevich, *Vasil Bykau: His Life And Works*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2005, 260 p.

plus avancées de la planète. Malgré la morosité économique qui sévissait à la fin du règne de Gorbatchev, c'est encore largement ainsi qu'on voyait les choses.

En 1991, la volonté de maintenir de bons rapports avec ses deux principaux partenaires économiques obligeait Chouchkevitch à ne pas se porter trop vigoureusement à la défense de Gorbatchev. Les proclamations de souveraineté et, bientôt, d'indépendance, suivirent jour pour jour celles de l'Ukraine. Par prudence, comprenant que le Kremlin n'était plus maître du jeu, les élites locales tentèrent d'être solidaires de l'évolution en cours. De son propre aveu, le rôle joué par Chouchkevitch lors de la célèbre réunion de Belovej fut de s'assurer que la Russie et l'Ukraine parviennent à se mettre d'accord afin que les frontières entre les trois républiques demeurent ouvertes⁷⁸. Il racontera plus tard, dans une entrevue offerte au magazine russe *Novoe Vremia* :

Nous nous sommes rencontrés lors d'une occasion ordinaire. Un dur hiver était attendu au Belarus. Gaïdar avait fait savoir qu'il souhaitait voir la Russie se développer selon les principes du marché. Or, si on commençait à vendre le pétrole et le gaz plutôt que de poursuivre les livraisons, nous aurions gelé pendant l'hiver. Il était nécessaire de convaincre l'homme le plus influent de la Russie, Boris Eltsine, de nous faire une faveur à la manière traditionnelle soviétique. (...) Kravtchouk était dans la même situation, mais il était bien plus expérimenté. Alors que nous parlions, il devenait clair que nous serions incapables de résoudre les problèmes économiques tant que les problèmes politiques ne seraient pas résolus⁷⁹.

Lui-même ne s'attendait pas à ce que sa république socialiste soviétique dût, pour satisfaire à des impératifs énergétiques immédiats, s'associer à une institution vouée à faciliter le divorce. Le référendum sur l'indépendance ukrainienne avait pourtant rendu la chose inéluctable.

⁷⁸ Entrevue offerte au quotidien *Argumenty y fakty*, n° 1, 1992, cité par Jan Zaprudnik, *At the Crossroads in History*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 167.

⁷⁹ Lyubov Tsukanova, « Intervyiu s odnim iz mogilchtchikov - Stanislas Chouchkevitch » *Novoe Vremia*, 2002, n° 1, p. 44-47, traduction libre.

1.5 Les Slaves de l'Est comme catégorie analytique

Considérer à la fois les Russes, les Ukrainiens et les Bélarussiens au sein d'un seul et même groupe n'est pas monnaie courante en post-soviétologie. Lorsqu'ils souhaitent mettre en relief le poids historique de l'expérience soviétique, les analystes traitent plus souvent des États de la CEI ou de l'ex-URSS dans leur ensemble. Autrement, quand ils s'intéressent spécifiquement aux rapports entre les ex-républiques soviétiques telles qu'elles se manifestent plus concrètement dans la haute diplomatie, les analystes préfèrent traiter des dynamiques bilatérales.

On trouve en effet un nombre beaucoup plus restreint d'auteurs ayant tenté d'aborder la question des héritiers de la Ruthénie kiévienne dans son aspect tridimensionnel. Aucun auteur ne traite explicitement de cette problématique dans la littérature académique tant francophone qu'anglophone, à l'exception peut-être de Serhii Plokyh qui, en l'occurrence, se limite à explorer de manière comparative les représentations identitaires ayant émergé avant le début du 19^e siècle⁸⁰. Les rares auteurs à avoir abordé la question sous cet angle l'ont fait par le biais de textes moins substantiels, et n'ont pas cherché à préciser conceptuellement en quoi consistent les particularités de cet ensemble ni à discuter formellement de son utilité en tant que catégorie analytique.

Adrian Karatnycky, par exemple, parle du « plus proche étranger de la Russie (*Russia's nearest abroad*) » non pas en tant que sous-système méritant d'être étudié, mais plutôt comme un fait géopolitique à dénoncer⁸¹. Compte tenu de la proximité culturelle et du bagage historique commun des Ukrainiens et des Bélarussiens, il admet qu'il soit difficile pour les Russes d'accepter que ces nouveaux États soient étrangers. Il souligne toutefois que cette attitude déforme la structure des rapports interétatiques en un « état perpétuel de dangereuses

⁸⁰ Serhii Plokyh, *The Origins of the Slavic Nations: Pre-modern Identities in Russia, Ukraine and Belarus*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 379 p.

⁸¹ Adrian Karatnycky, « The "Nearest Abroad": Russia's Relations with Ukraine and Belarus », dans *Russia: a return to imperialism?*, sous la dir. de U. Ra'anah et K. Martin, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 69-85.

tensions »⁸². Pour contrer les effets déstabilisateurs du rêve de réintégration panslaviste que caresse la Russie, Karatnycky affirme que l'Ouest doit soutenir les efforts de l'Ukraine visant à résister à une telle réintégration, de même qu'à convaincre le Belarus de s'en tenir à sa politique officielle de neutralité⁸³.

Dans la même veine, Taras Kuzio a bien mis en relief l'existence d'une dynamique particulière se manifestant entre les trois nationalités slaves (*the East Slavic conundrum*)⁸⁴. Cette dynamique résiderait, selon lui, dans la propension qu'ont les Russes à vouloir aplanir les distinctions entre ces deux voisins culturellement plus rapprochés. Kuzio souligne par ailleurs que le Belarus et l'Ukraine appartiennent à deux catégories différentes d'États postsoviétiques, à savoir que le Belarus appartient à la catégorie des États possédant une faible conscience nationale (comme ceux d'Asie centrale), tandis que l'Ukraine appartient pour sa part à celle des États possédant une conscience nationale modérément forte (comme le Moldova et l'Azerbaïdjan⁸⁵). Le danger évoqué à la fin des années 1990 réside dans le souhait de la Russie de voir l'Ukraine suivre le même programme de réintégration proposé par Loukachenko. Toujours selon Kuzio, de telles attentes nuisent à l'établissement de rapports constructifs avec l'Ukraine parce qu'elles s'avèrent totalement irréalistes.

Le projet académique visant à comprendre et à mettre en relief les propriétés d'un sous-système formé des trois républiques slaves issues de l'ex-URSS n'a rien d'un exercice légitimant la réintégration de l'Ukraine et du Belarus dans le giron de la Russie. Deux autres auteurs russes, Sergueï Karaganov et Vassili Kremen, ont eux aussi cherché à décrire les particularités d'un « voisinage slave » (*Slav vicinity*)⁸⁶ ou encore celles d'un « triangle slave » (*Slav triangle*)⁸⁷, sans pour autant encourager l'intégration très étroite de ces États. Dans les deux cas, le point de départ analytique repose sur l'existence d'une proximité particulière,

⁸² *Ibid.*, p. 69.

⁸³ *Ibid.*, p. 83-84.

⁸⁴ Taras Kuzio, « National Identity and Foreign Policy: The East Slavic Conundrum », dans *Contemporary Ukraine*, sous la dir. de T. Kuzio, Armonk, M. E. Sharpe, 1998, p. 221-246.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 222-223.

⁸⁶ Sergei Karaganov, « Russia and the Slav vicinity », dans *Russia and Europe: the emerging security agenda*, sous la dir. de V. Baranovsky, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 289-300.

⁸⁷ Vasily Kremen, « The East Slav triangle », dans *Russia and Europe: the emerging security agenda*, sous la dir. de V. Baranovsky, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 271-288.

caractérisée par un passé commun ainsi que par la prépondérance du rôle de la Russie. Pourtant, les deux auteurs convergent pour souligner que les efforts visant à assurer la pérennité de cette prépondérance constituent une source de difficulté.

Kremen aborde la question dans la longue durée. Les hésitations de la Russie à collaborer sur un pied d'égalité avec les deux autres États compliqueraient ses rapports avec la CEI et limiteraient ses perspectives de rapprochement avec l'Europe. La Russie devrait chercher à bâtir des modèles variables de partenariats mutuellement avantageux selon les standards européens. Ce faisant, ceux-ci pourraient démontrer le rôle positif que la Russie peut jouer sur la scène internationale, ce qui faciliterait ses rapports avec l'étranger⁸⁸.

Pour Karaganov, le désavantage des partenariats avec les voisins slaves est avant tout économique, compte tenu des difficultés qui les attendent sur le chemin de la transition. Afin d'éviter de devoir faire les frais d'une déstabilisation intérieure au sein de ces États, la Russie ne doit pas complètement les abandonner à leur sort. Karaganov maintient cependant que tout effort de réintégration serait dévastateur, et ce, tant pour l'avenir économique que pour celui des réformes démocratiques au sein de la Russie⁸⁹.

Bien que ces auteurs s'entendent sur la nécessité de réfléchir aux rapports interétatiques entre les États slaves issus de l'URSS en tant que groupe distinct, ils ne partagent pas les mêmes postulats concernant ses caractéristiques. Pour Karaganov, celles-ci sont surtout caractérisées par l'effondrement d'une infrastructure économique beaucoup plus intégrée qu'avec n'importe quels autres États. Bien que significatives, les questions d'identité nationale ou d'appartenance religieuse n'occuperaient que le second rang dans la dynamique du divorce en cours⁹⁰.

Kremen, en revanche, semble accorder une plus grande importance en ce qui a trait aux proximités culturelles et au bagage historique commun de ce sous-système. Malgré la tendance actuelle à la dissociation (laquelle accompagne la crise identitaire post-impérialiste

⁸⁸ *Ibid.*, p. 285-286.

⁸⁹ Karaganov, *op. cit.*, p. 298.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 300.

de la Russie), ces facteurs seraient voués, à long terme, à influencer positivement la collaboration entre les nouveaux sujets de droit international. Il affirme ainsi : « *L'alliance avec la Russie est naturelle, car ces trois États composent une entité organique qui est en formation depuis des siècles* »⁹¹.

Considérant de telles dissemblances dans la façon d'aborder la dynamique des rapports entre les Slaves de l'Est, il convient de clarifier ce que signifie ici l'idée de traiter ces trois nouveaux pays sein d'une même catégorie analytique en qualité de sous-système sociopolitique. Par sous-système, j'entends donc *un ensemble d'unités sociopolitiques distinctes, interagissant selon des référents communs qui influencent les rapports entre elles et avec le reste du monde*. Je postule ici que les référents communs constituent une structure idéale, dont l'existence s'observe dans les discours. Je concède cependant que ces discours se propagent à travers une certaine structure matérielle, qui influence leurs modes de diffusion ainsi que la qualité de leur réception auprès du public visé.

La définition du concept de sous-système que je propose a deux corollaires, qu'il convient ici d'énoncer. Le premier concerne la dimension externe du sous-système : *ces unités sociopolitiques possèdent des caractéristiques communes qui les différencient des autres sous-systèmes dans l'arène internationale*. Dans le cas qui nous intéresse, il n'existe aucun cadre juridique formalisant le sous-système. Ses caractéristiques communes reposent simplement dans la compréhension, mutuellement partagée, d'appartenir à un groupe dont la parenté linguistique est reconnue et dont le début de son histoire remonte peut-être aussi loin que celui de la Ruthénie kiévienne.

Le deuxième corollaire qu'implique la notion de Slaves de l'Est concerne la dimension interne de cette catégorie analytique : *l'appartenance de ces unités à un même sous-système implique que leurs identités respectives soient reliées à la position qu'elles occupent les unes par rapport aux autres à l'intérieur du sous-système*. Ce corollaire suppose qu'en se redéfinissant, les trois unités sociopolitiques se soient mutuellement comparées, même si l'importance de cette comparaison peut varier considérablement de l'une à l'autre.

⁹¹ Kremen, *op. cit.*, p. 278, traduction libre.

En l'occurrence, en tant qu'héritiers imaginaires de la Ruthénie kiévienne, les trois nouveaux États formés par les Slaves de l'Est se sont disputés les parts d'un héritage linguistique et religieux commun. Quoique purement symbolique (et très souvent de façon plus ou moins consciente), il pourrait s'agir là de l'enjeu central caractérisant la dynamique interne de ce sous-système.

On remarque d'emblée, à cet égard, que les élites russes ont tôt fait de s'approprier le rôle de ceux qui peuvent donner à cette glorieuse civilisation un État capable d'en assurer la survivance à travers les siècles. En repoussant les attaques successives de la Pologne catholique, de la Suède protestante et de la France républicaine, sans oublier celles de l'Allemagne raciste, les Russes se sont arrogés, après chaque victoire, le droit de redéfinir seuls ce que signifiait être l'héritier de la *Rous*. Cela n'a pas été différent lorsqu'ils accompagnèrent Eltsine dans sa victoire contre l'URSS.

Les élites ukrainiennes, quant à elles, ont depuis longtemps contesté cette descendance directe de Kiev à la Moscovie, qu'elles estiment être un stratagème de récupération symbolique et malhonnête. Les principautés de Volhynie et de Galicie, véritables États successeurs de la Ruthénie auraient eu, selon elles, une influence culturelle qui se propagea en Pologne et dans le Grand duché de Lituanie (après leur éclatement, au 14^e siècle). Estimant que les Russes (on les appelle encore parfois les Moscovites) n'ont pas la légitimité pour régner en maîtres absolus sur la fratrie post-soviétique des Slaves de l'Est, les élites ukrainiennes ont préféré le divorce à la perspective de devoir suivre la voie tracée par Moscou.

Enfin, à défaut d'avoir de leur côté des arguments militaires ou encore des arguments économiques suffisamment forts pour soutenir leur point auprès des deux autres États, les élites bélarussiennes ont tout de même tenté de faire valoir qu'elles étaient les uniques descendantes de la Ruthénie kiévienne (dont la pureté spirituelle ne fût pas violée par la destruction et l'occupation mongoles). Comme si elles se sentaient détentrices d'une sagesse

ancienne, elles se sont parfois permis de faire la leçon aux Russes et aux Ukrainiens sur le caractère impromptu et déraisonnable de leur querelle.

De toute évidence, la viabilité et le caractère gratifiant de la transformation identitaire initiée par la Russie ne s'évalua pas en vase clos, à l'intérieur de ses nouvelles frontières. Les réactions des autres descendants de la *Rous* se manifestant dans leurs propres efforts de reformulation identitaire ont rapidement compromis la viabilité du discours identitaire postsoviétique proposé par Eltsine.

Ce processus de reformulation identitaire initié en Russie se poursuivra peut-être jusqu'à ce que la représentation du nouvel État-nation puisse être non seulement gratifiante, mais aussi réifiée par la qualité des relations qu'il développe avec les autres unités sociopolitiques du sous-système. C'est l'hypothèse qui sera examinée dans les chapitres quatrième, cinquième et sixième, où sera décrite, empiriquement, l'évolution simultanée des rapports interétatiques et des redéfinitions identitaires, ainsi que les conditions matérielles et idéelles particulières au sein desquelles elle s'est manifestée. Mais avant d'en arriver à cette étape, il convient préalablement d'examiner de plus près le bien-fondé théorique de cette hypothèse. C'est précisément ce que je propose dans les deux prochains chapitres.

CHAPITRE DEUXIÈME

CONSIDÉRATIONS ÉPISTÉMOLOGIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES RELIÉES À L'USAGE DU CONCEPT D'IDENTITÉ

*A concept is a brick. It can be used to build the
courthouse of Reason. Or it can be thrown through the
window.*

Brian Massumi¹

Au regard du droit international, la nationalité représente un « fait social de rattachement »² entre, d'une part, les membres de la formation sociale à qui elle est octroyée, la nation³, et d'autre part, l'ordre institutionnel légal envers lequel ces personnes ont à la fois des droits et des devoirs, l'État⁴. La nationalité constitue donc ce lien juridique qui assujettit une personne

¹ La citation est tirée de la préface de l'œuvre de Gilles Deleuze et Félix Guattari (Mille plateaux), que Brian Massumi a lui-même traduit en anglais (*A Thousand Plateaus*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1987, p. xii).

² Dans l'arrêt de la Cour Internationale de Justice du 6 avril 1955 concernant l'affaire Nottebohm (Guatemala vs Liechtenstein), on affirme ainsi que « la nationalité est un lien juridique ayant à sa base un fait social de rattachement, une solidarité effective d'existence, d'intérêts, de sentiments, jointe à une réciprocité de droits et de devoirs. Elle est, peut-on dire, l'expression juridique du fait que l'individu auquel elle est conférée, soit directement par la loi, soit par un acte de l'autorité, est, en fait, plus étroitement rattaché à la population de l'État qui la lui confère qu'à celle de tout autre État », <http://www.unhcr.org/refworld/docid/3ae6b71f0.html>.

³ Il n'existe pas de définition juridique admise de la nation. J'utilise opératoirement ce terme pour désigner le groupe formé de toutes les personnes ayant la même nationalité, c'est-à-dire le même lien juridique de rattachement envers un certain État.

⁴ En épousant une définition juridique de l'État, j'en fais ici, à la manière des marxistes, une structure institutionnelle distincte de la société, une (super)structure capable d'influencer son fonctionnement, incluant bien entendu ses rapports de production. Ernest Mandel, *La conception marxiste de l'État*, Bruxelles, Documents Socialistes, 1965, 29 p.

http://www.ernestmandel.org/fr/ecrits/txt/1965/la_conception_marxiste_de_etat.htm.

à un État. Ce rattachement entre individu et État est même un droit reconnu par l'article 15 de la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*⁵.

En langage courant, il est commun de considérer l'État comme acteur central de la scène mondiale. Seulement, pour qu'il puisse être considéré comme un acteur collectif, comme on le fait en Relations internationales, l'État doit être défini de manière à englober autre chose qu'une construction juridique.

C'est donc à juste titre qu'Alex Wendt soulignait qu'il était simultanément : 1) un ordre institutionnel légal ; 2) une organisation réclamant le monopole du recours à la violence légitime ; 3) une entité souveraine ; 4) une société et 5) un territoire⁶. Si l'usage du concept d'État peut être ainsi défini afin de permettre de recouvrir plusieurs dimensions matérielles et idéelles, je préfère tout de même, pour parler d'acteur collectif, utiliser le concept d'État-nation, qui met plus explicitement en relief son aspect humain⁷.

Par leur nationalité, les individus sont donc rattachés à des ensembles circonscrits de ressources dont la qualité, la quantité et le mode de distribution peuvent varier considérablement d'un État à l'autre. Grâce aux frontières internationales, le long desquelles les autorités contrôlent le déplacement des humains et de leurs biens, en fonction de règles qui changent selon leur nationalité, d'importants écarts dans l'accès aux ressources sont maintenus entre les nations. Malgré le caractère flagrant de cette discrimination et des conflits qu'elle engendre, celle-ci est rarement dénoncée en tant que telle⁸. En langage

⁵ Adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948 à Paris, <http://www.un.org/french/aboutun/dudh.htm#a15>.

⁶ Alex Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 202.

⁷ Pour la même raison, il aurait été tout aussi judicieux de définir cet acteur comme un « complexe État-société ». Robert Cox, *Production, Power, and World Order*, New York, Columbia University Press, 1987, 500 p.

⁸ Pour une discussion éclairante des enjeux éthiques sous-jacents au rôle équivoque que jouent actuellement les frontières interétatiques, voir John Agnew, « Borders on the mind, reframing border thinking », *Ethics and Global Politics*, vol. 1, n° 4, 2008, p. 175-191.

<http://www.ethicsandglobalpolitics.net/index.php/egp/article/view/1892/1983>.

conceptuel constructiviste, il s'agit d'un habitus planétaire, du problème d'habitus *par excellence* disait Norbert Elias⁹.

En s'appuyant sur le fait qu'aucune forme alternative d'organisation politique planétaire n'a encore existé, beaucoup considèrent que le système interétatique correspond à la configuration naturelle de l'humanité. Raymond Aron écrivait éloquemment :

Nul besoin, pour expliquer le caractère endémique des guerres, de prêter à l'homme une agressivité supérieure à celle des autres primates : les modalités, constantes à travers l'histoire, de l'organisation politique de l'humanité suffisent à expliquer la précarité de la paix et la fréquence des guerres¹⁰.

Pourtant, lorsque l'on se place du point de vue des Slaves de l'Est, on constate que la subdivision de leur espace en nationalités distinctes ne représente pas une configuration naturelle, mais bien une réalité sociale dont la construction récente est attribuable à des personnes concrètes. Bien qu'ils ne soient pas immunisés contre l'influence d'un habitus planétaire qui octroie à chaque État-nation le prestigieux rôle d'acteur souverain dans le jeu international, les Russes, les Ukrainiens et les Biélorussiens sont d'ailleurs encore nombreux à critiquer le découpage territorial effectué en 1991¹¹.

En conséquence, le système interétatique postsoviétique qui émergea entre les Slaves de l'Est saurait difficilement être décrit comme une réalité naturelle, figée dans le temps. Pour en comprendre le sens, à la manière des gens qui furent affectés par les changements qu'elle

⁹ Norbert Elias, *La société des individus*, traduit par J. Etoré, Paris, Fayard, 1991 (1987), p. 182.

¹⁰ *Les désillusions du progrès*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, p. 201-202.

¹¹ En mars et avril 2008, lorsque interrogés sur le type de relation qu'ils aimeraient entretenir avec leurs voisins, seuls 18,5 % des Russes et 10,2 % des Ukrainiens sondés par l'Institut international de sociologie de Kiev croyaient que l'Ukraine et la Russie devraient entretenir des relations similaires à celles qu'ils ont avec d'autres États, soit avec des frontières fermées, des visas et des douanes. Une proportion plus grande d'entre eux (18,8 % des Russes et 20,3 % des Ukrainiens) estimait plutôt que les deux États devraient se fondre en un seul. En fait, la majorité des Russes (56,5 %) et des Ukrainiens (66,7 %) affirmaient que leur État devrait rester indépendant, mais avec des frontières ouvertes, sans visa ni douane. Voir *Mnenie Naseleniia Oukrainy i Rossii Ob Oukrainsko-Rossiiskikh Otnocheniiakh*, <http://www.kiis.com.ua/txt/doc/25092008/pr1.doc>. Quant à l'attitude des Biélorussiens à l'égard du type de relations politiques qu'ils souhaiteraient avoir avec la Russie, si l'on se fie à un sondage effectué à la même période par l'Institut de recherche socio-économique et politique (Minsk), 35,8 % des électeurs voteraient oui à un référendum sur l'unification (*ob obedinenii*) avec la Russie (contre 41,6 % qui s'y opposeraient). *Natsionalnyi opros v Marte 2008 g*, <http://www.iiseps.org/poll03-08.zip>.

entraîna, l'apparition récente des nationalités russe, ukrainienne et biélorussienne doit être vue comme une étape nouvelle au sein d'un processus d'identification sociopolitique dont on ne connaît pas l'aboutissement.

Comme le soulignent les théoriciens critiques en Relations internationales, les identités collectives constituent fondamentalement des « images de pensée », susceptibles de changer avec le temps¹². En adoptant une ontologie identitaire de l'État-nation, il devient possible de concevoir la nationalité, non plus comme un fait juridique statique, mais comme une structure idéale dont la stabilité n'est pas assurée. Ceci correspond davantage à la vision des choses qu'ont les acteurs de la transformation postsoviétique¹³. C'est principalement la raison pour laquelle j'utilise le concept d'identité étatique-nationale. Avant d'aller plus loin, examinons de plus près de quoi il en retourne.

¹² Paul Saurette, « International relations – Image of Thought : Collective Identity, Desire and Deleuzian Ethology », *International journal of Political Science*, vol. 5, n° 1, http://www.gmu.edu/academic/ijps/vol5_1/saurette.htm.

¹³ Dans une entrevue accordée à l'agence de presse américaine Associated Press en mars 2009, Gorbatchev affirmait entretenir encore l'espoir de voir un jour l'Ukraine, le Belarus et le Kazakhstan rejoindre la Russie au sein d'une même union politique. *BBC News*, « Gorbachev alarm at Soviet echoes », 6 mars 2009, <http://www.bbc.co.uk/go/pr/ft/-/2/hi/europe/7927920.stm>.

2.1 Précisions conceptuelles préliminaires

Dans son acception la plus large, l'État-nation (*Nation State*) peut être défini comme une collectivité humaine juridiquement soumise à une institution territorialisée de pouvoir souverain. Dans ces grandes langues de la diplomatie internationale que sont le français et l'anglais, l'usage très répandu de cette notion a la propriété de fondre le concept de nation et le concept d'État dans une catégorie analytique qui englobe simultanément son aspect matériel (des personnes humaines occupant un territoire) et son aspect idéal (des règles régissant leurs rapports).

En quelque sorte, c'est dans un sens encore plus profond que le respect du principe nationaliste (en tant que recherche d'une congruence entre les frontières politiques et les frontières nationales) est implicite à la notion d'État-nation¹⁴. Car cette congruence n'est pas seulement matérielle, en référence à un ensemble géographiquement circonscrit de ressources attribuées à une collectivité particulière : elle est aussi idéale, en ce sens que le rôle d'acteur est simultanément attribué à la nation, en tant que groupe humain, et à l'État, en tant qu'institution politique.

Or, bien qu'elle soit admise en droit international public par le truchement d'une reconnaissance de la nationalité comme fait juridique, cette agrégation du concept de nation et du concept d'État ne fait pas l'unanimité. Pour preuve, dans la littérature des sciences sociales, les auteurs parleront parfois des États multi- ou pluri- nationaux¹⁵, ainsi parfois que des nations sans État¹⁶.

¹⁴ Ernest Gellner, *Nations et Nationalisme*, Paris, Payot, 1989, p. 11. Cette définition du principe nationaliste est largement utilisée dans la littérature sur le sujet, notamment par John Breuilly, *Nationalism and the State*, Chicago, University of Chicago Press, 1994, p. 3 et Éric Hobsbawm, *Nations et Nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1992, p. 19.

¹⁵ Matthew Hoffman, « Social (De)Construction : The Failure of a Multinational State », dans *Making Sense of International Relations Theory*, sous la dir. de J. Sterling-Folker, Boulder, Lynne Rienner, p. 123-138.

¹⁶ Montserrat Guibernau, *Nations without States: Political communities in a Global Age*, Cambridge, Polity Press, 1999, 216 p.

Évidemment, ce manque d'unanimité sur la congruence entre l'aspect social et l'aspect politique de l'État-nation provient du fait que le sens attribué à l'idée de nation varie dans le temps et dans l'espace. Très judicieuse, la définition offerte par Ron Suny prend en compte cette possible multiplicité de sens qu'elle peut recouvrir. Il est certainement possible de convenir avec lui que :

La nation est un groupe de personnes s'imaginant appartenir à une communauté politique distincte du reste de l'humanité, croyant partager des caractéristiques communes, possiblement des valeurs originales, des expériences historiques, un langage, ou quelque autre élément culturel, sur la base desquels ils méritent le droit à l'autodétermination¹⁷.

Du temps d'Ernest Renan, alors qu'on posait la question « Qu'est-ce qu'une nation? »¹⁸, on présupposait naturellement que celle-ci était une chose réelle, et il s'agissait de dire si elle avait un fondement ethnolinguistique (comme dans le 2^e Reich allemand), ou un fondement civique (comme dans la 3^e République française). Or, un siècle plus tard, Roger Brubaker souligne que la tâche n'est plus de débattre empiriquement pour déterminer ce qui constitue une nation, mais plutôt de réfléchir à la façon dont l'idée de « nation » a influencé les pratiques sociales à différents endroits et à différentes périodes de l'histoire¹⁹. Rodney Bruce Hall interrogera similairement, sous cet angle, comment la « nationalisation » de l'acteur étatique a influencé le fonctionnement du système international²⁰.

Que la nation soit conceptualisée comme un groupe d'individus concrets s'imaginant appartenir à une entité organique, ou simplement comme des individus étant légalement

¹⁷ Traduction libre tirée de Ronald Suny, « The Empire Strikes Out : Imperial Russia, "National" Identity, and Theories of Empire », dans *A State of Nations: Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, sous la dir. de R. Suny et T. Martin, New York, Oxford University Press, 2001, p. 26.

¹⁸ Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation?*, Paris, Éditions Mille et une nuits, 1997 (1882), p. 37-56.

¹⁹ Il écrit ainsi « We should not ask "what is a nation" but rather: how is nationhood as a political and cultural form institutionalized within and among states? How does nation work as practical category, as classificatory scheme, as cognitive frame? », dans *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996. p. 16. Il faut dire que la pensée de Brubaker a été justement très influencée par une étude empirique comparative des cas français et allemand, dans *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

²⁰ *National Collective Identity Social Constructs and International Systems*, New York, Columbia University Press, 1999, p. 4.

assujettis à un État en vertu de leur nationalité, il n'en demeure pas moins que le recours à un concept à deux têtes comme celui d'État-nation soulève nécessairement le problème de l'antériorité de l'une sur l'autre. Dans quelle mesure l'État a-t-il structuré les contours de la nation, ou inversement dans quelle mesure la nation s'est-elle dotée d'une structure institutionnelle étatique? S'il serait pour le moins ambitieux de prétendre solutionner ce problème, il est tout de même possible d'affirmer que cette question de la relation entre la nation et l'État constitue un exemple typique du problème agent-structure, largement discuté dans les sciences sociales²¹.

À ce problème, le concept d'État-nation a l'avantage d'offrir une sorte de « solution provisoire », en ce sens que la juxtaposition des concepts d'État et de nation agit comme si les deux étaient co-constitués. Par définition, l'État-nation est tout autant un agent (une nation s'étant constituée en État) qu'une structure (un État ayant nationalisé sa population). Le recours à ce concept permet donc temporairement d'esquiver la question de la priorité accordée à l'agence ou à la structure.

Cela dit, le recours au concept d'État-nation ne solutionne pas la controverse éthique concernant le bien-fondé de la congruence des deux notions. Il tend plutôt à réifier un monde où un État ne peut abriter qu'une seule nation. C'est le problème évoqué par Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant lorsqu'ils écrivaient que :

Le principal danger du point de vue objectiviste ou structuraliste est qu'il tend à glisser du modèle à la réalité, à réifier les structures qu'il construit en les traitant comme des entités autonomes dotées de la faculté d'agir à la manière d'agents historiques²².

Analytiquement, il serait réducteur de parler d'un processus d'identification sociopolitique, plutôt que de réifier le concept statique d'État-nation, comme on le fait en langage diplomatique courant. Pourtant, il faut reconnaître qu'il s'agit là d'un choix conceptuel tout

²¹ Longtemps ignoré en Relations internationales, ce problème a été explicitement soulevé par Alex Wendt à la fin des années 1980, « The Agent-Structure Problem in International Relations Theory », *International Organization*, vol. 41, n° 3, 1987, p. 335-370.

²² Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Paris, Éditions du Seuil, 1992, p. 12

aussi lourd d'incidences normatives, car il replace implicitement l'État-nation sur le même rang que d'autres formes possibles d'identification sociopolitique, infra ou supra étatique. Parce qu'il permet d'imaginer que l'État-nation n'est qu'un type de formation sociale parmi d'autres où s'articulent les rapports sociaux dans l'arène mondiale, il laisse la porte ouverte à un éventail de possibilités²³.

²³ Il s'agit d'un postulat qui n'est certainement pas contradictoire avec l'enseignement marxiste en Relations internationales. Thierry Hentsch, Daniel Holly et Pierre Yves Souci, « Les fondements marxistes d'une analyse de la société mondiale », *Le système mondial : Rapports internationaux et relations internationales*, sous la dir. de T. Hentsch, D. Holly et P.-Y. Soucy, Montréal, Nouvelle Optique, 1983, p. 13-48.

2.2 De la nature indéterminée de l'agence étatique-nationale

Tel qu'entendu dans cette thèse, le concept d'identité étatique-nationale se réfère donc à la façon dont les nations se positionnent face aux structures étatiques auxquelles elles sont assujetties, volontairement ou non. Quelle est la forme qu'elles doivent prendre, la place qu'elles doivent occuper, et le rôle qu'elles doivent jouer?

L'identité étatique-nationale correspond donc simultanément : 1) à une vue de l'esprit, partiellement mesurable grâce aux sondages d'opinion, 2) à une stratégie politique, notamment appréciable à travers le discours et les agissements des dirigeants, et 3) à une pratique représentationnelle, observable dans les usages conceptuels d'une communauté linguistique, particulièrement au sein de ses institutions juridiques et académiques.

Quoique judicieuse, cette triple définition du concept d'identité étatique-nationale n'est pas facile à instrumentaliser analytiquement. Le problème réside dans le fait que ce concept ne spécifie pas qui sont les « identificateurs », ce qui permet au concept de prendre différents visages et d'être invoqué à plusieurs fins.

Chez les auteurs s'étant éloignés des thèses essentialistes, pour qui la nation est une entité organique dont l'identité particulière ne dépendait pas de la volition humaine²⁴, on remarque ainsi des variations très importantes quant à la nature de l'agence, les contours et le rôle de la nation. Par exemple, chez Ernest Renan, l'existence de la nation est attribuable à la somme des choix identitaires individuels. La nation est un « principe spirituel »²⁵ faisant l'objet d'un « plébiscite de tous les jours »²⁶. L'agence se situerait donc au niveau des masses, qui devraient avoir le droit de choisir l'État auquel elles seront assujetties.

²⁴ On pense tout de suite aux auteurs romantiques allemands du 19^e siècle comme Johann Herder ou Johan Fichte, qui n'ont pratiquement plus aucun adepte dans les milieux universitaires occidentaux. En ex-URSS, toutefois, les thèses primordialistes de l'ethnologue Lev Goumilev sont encore fréquemment invoquées. Cet ethnologue demeure même l'une des figures scientifiques les plus connues du grand public.

²⁵ Ernest Renan, *op. cit.*, p. 54.

²⁶ *Ibid.* p. 55.

Chez Benedict Anderson, un peu plus cynique, la nation prend aussi la forme d'un imaginaire sociopolitique, mais celui-ci est délibérément véhiculé par les élites locales pour légitimer leur emprise sur les institutions étatiques²⁷. Bien qu'ils oeuvrent dans un contexte historique particulier sans lequel un tel imaginaire n'aurait pu être construit, ceux qui propagent l'idéologie nationaliste forment le cœur de l'agence. Cette perspective est partagée par plusieurs auteurs influents comme Ernest Gellner ou Eric Hobsbawm, qui traitent la nation comme un fait social, construit par les dirigeants étatiques, notamment pour stimuler l'enrôlement militaire et la mobilité sociale de la main d'œuvre.

Plus récemment, Roger Brubaker a poussé l'analyse un peu plus loin en faisant valoir, à juste titre, que la nation était également une catégorie analytique institutionnalisée par les appareils juridiques et les discours académiques²⁸. Bien entendu – Anderson l'avait d'ailleurs lui-même souligné – l'homme politique habite un contexte idéal dans lequel la « nationalité (*nationness*) » structure son imaginaire. Mais dès lors que les intellectuels en prennent conscience et qu'ils avalisent ou modifient l'usage du concept de nation (ce qu'a fait l'intelligentsia révolutionnaire soviétique) ceux-ci prennent alors aussi place au cœur de l'agence. D'une manière qui rappelle celle de Siegfried Landshut, lorsqu'il soutenait à la fin des années 1920 que grâce à la perspective qui était la leur, les sociologues étaient en quelque sorte les créateurs de la société²⁹, cette position adoptée par Brubaker problématise la relation sujet-objet et met directement en cause l'influence de l'auteur qui s'efforce de décrire le phénomène national.

Il va sans dire que ces trois niveaux d'analyse ne s'excluent pas mutuellement, mais leur juxtaposition ne révèle pas l'importance relative des différentes agences humaines en cause dans le mécanisme d'identification nationale. Or, pour tenter de déterminer qui sont exactement les personnes concrètes qui participent au processus d'identification sociopolitique, le chercheur pourrait difficilement se fonder sur un raisonnement théorique

²⁷ Benedict Anderson, *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éditions de la découverte, 1996, 212 p.

²⁸ Roger Brubaker, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, CUP, 1996. 213 p.

²⁹ Voir à ce sujet Jürgen Habermas, *Après l'État-nation : Une nouvelle constellation politique*, traduit par R. Rochlitz, Paris, Fayard, 1998, p. 43-44.

déductif. Il doit examiner la question telle qu'elle se présente dans une situation donnée. C'est ce à quoi est consacrée une grande partie de cette thèse. Néanmoins, l'impossibilité de déterminer a priori la latitude des acteurs dans les processus d'identification sociopolitique comporte des incidences à la fois épistémologiques et méthodologiques qu'il convient maintenant de discuter brièvement.

2.3 Critères d'évaluation d'une approche post-positiviste

Ce n'est donc pas un hasard si depuis la disparition de l'URSS et la fin de la guerre froide, le concept d'identité nationale a pris une place de plus en plus importante dans l'étude des Relations internationales. La fin de la guerre froide a obligé les dirigeants des autres États à interroger le rôle qu'ils entendaient jouer dans un monde privé de blocs antagonistes. Il s'agit bien plus qu'une simple transformation dans l'organisation politique, militaire et économique du système international, car la chute du bloc communiste constitue avant tout la disparition d'un ordre représentationnel, d'un référent contingent à partir duquel pouvaient être définis les identités, les attitudes et les comportements, et ce, pour l'ensemble des sociétés contemporaines. C'est ce que notait Patrick Michel en écrivant que « la disparition de l'axe Est-Ouest (avait) fait voler en éclats la fiction de la référence centrale »³⁰.

De façon plus abstraite, mais tout aussi importante, l'occurrence d'un redécoupage territorial modifiant la configuration de l'échiquier mondial a rappelé que l'étude des processus d'identification sociopolitique était nécessaire à la compréhension du jeu interétatique. L'identité nationale, minimalement en tant que « rôle » attribué à l'État-nation, a donc été l'objet d'une attention soutenue, et ce même chez les auteurs ayant continué d'accorder à la distribution des capacités militaires et financières le gros des propriétés de la structure du système interétatique³¹.

Le fait que les dirigeants soviétiques n'aient su empêcher l'émergence des États ayant remplacé l'URSS, a certainement contribué à mettre en cause les idées reçues sur la raison d'État et le principe de survie qui lui est sous-jacent. Ceci a dynamisé la critique des approches rationalistes traditionnelles en Relations internationales, habituées à traiter l'État-nation comme acteur dont la rationalité est universelle.

³⁰ Patrick Michel, « De la nature de la "transition": Remarques épistémologiques », *Cahier internationaux de sociologie*, vol. 94, 1994, p. 214.

³¹ Phillipe Le Prestre (dir.), *Role Quests in the Post-Cold War Era*, Montréal, McGill-Queens' University Press, 1997, 318 p.

À ce titre, l'architecture de sécurité européenne ne s'est donc pas trouvée radicalement transformée que par une nouvelle « distribution de la puissance » entre les États-nations : elle l'a donc aussi été par ce qu'Alexander Wendt et d'autres constructivistes en Relations internationales définissent comme une nouvelle « distribution de la connaissance »³². Ce changement idéal survenant au sein du système interétatique a affecté la sphère académique tout autant que la sphère diplomatique. L'évolution récente des Relations internationales en témoigne.

En effet, dans les années 1980, les deux principales approches qu'étaient le néo-réalisme et le néo-institutionnalisme avaient triomphalement assumé la rationalité de l'État-nation au sein d'un système international dont la structure – définie comme la configuration de la distribution de la puissance entre les agents – était avant tout matérielle. Pour les chercheurs se réclamant de ces approches explicitement positivistes, la tâche était de comparer le pouvoir explicatif respectif de théories causales, en testant empiriquement des hypothèses inférées de celles-ci.

Or, quoique chacune ait pu prétendre être historiquement soutenue par un grand nombre d'évidences empiriques, leur incapacité respective à entrevoir la possibilité d'une décomposition rapide de la structure bipolaire a apporté de l'eau au moulin à ceux qui questionnaient leurs postulats épistémologiques. On écrira à leur sujet qu'elles se sont soldées par « l'exemple le plus frappant d'échec généralisé des experts à anticiper les développements sociaux »³³.

Il faut certes concéder que le néo-réalisme et le néo-institutionnalisme en Relations internationales n'avaient pas eu la prétention d'offrir des prédictions précises, encore moins d'expliquer la politique étrangère d'un État en particulier, se limitant plutôt à décrire l'effet

³² Bien que l'expression ait été popularisée par Alexander Wendt (« Anarchy is what states make of it: the social construction of power politics », *International Organisation*, vol. 46, n° 2, 1992, p. 397), elle fut selon son propre aveu formulée en premier lieu par le sociologue des sciences Barry Barnes (*The Nature of Power*, Cambridge: Polity Press, 1988, 205 p.)

³³ Rita Jalali et Martin Lipset, « Racial and Ethnic Conflicts: A Global Perspective », *Political Science Quarterly*, vol. 107, n° 4, 1993, p. 585, traduction libre.

contraignant de la structure du système³⁴. Il importe tout autant de reconnaître que seuls les partisans d'un falsificationisme strict auraient pu considérer l'échec à prévoir la fin de la guerre froide comme une condition suffisante pour justifier l'abandon de ces cadres d'analyse.

D'ailleurs, dans la mesure où les tenants de ces approches reconnaissent explicitement que des facteurs exogènes au système – l'irrationalité d'un dirigeant par exemple – peuvent contrer l'effet de sa structure, il leur est toujours permis d'y avoir recours après coup pour expliquer pourquoi cet effet ne s'observe pas dans tel ou tel cas. La figure de proue de l'approche réaliste, Kenneth Waltz, soulignait clairement que la structure systémique « fonctionnait comme un facteur causal, mais qu'il ne (s'agissait) pas du seul facteur causal en jeu »³⁵.

Quoique valables, ces considérations ne suffisent tout de même pas à empêcher que soit questionnée la valeur heuristique des théories ne permettant même pas d'entrevoir la possibilité d'une transformation rapide de la structure du système interétatique. C'est essentiellement autour de cet axe que la critique allait croître. Car l'échec des approches positivistes traditionnelles n'était pas de nature empirique – on était en effet relativement bien informé de la situation intérieure en URSS – mais bien de nature conceptuelle. Comme l'écrivaient avec justesse Richard Lebow et Thomas Risse-Kappen :

Parce qu'ils n'ont pas considéré la possibilité d'une transformation pacifique mais radicale du système politique soviétique et de sa politique étrangère, ils n'ont pas saisi la signification des informations dont ils disposaient³⁶.

La critique des approches positivistes va donc bien plus loin que la remise en question du caractère matériel de la structure du système international. Ce qui est directement en cause

³⁴ C'est ce que rappelle explicitement Kenneth Waltz dans *Theory of International Politics*, Reading, Addison-Wesley, 1979, p. 123-125 et Robert Keohane dans *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, PUP, 1984, p. 29.

³⁵ Kenneth Waltz, *op. cit.*, p. 87

³⁶ Richard Lebow et Thomas Risse-Kappen, « Introduction: International Relations Theory and the End of the Cold War », dans *International Relations Theory and the End of the Cold War*, sous la dir de R. Lebow et T. Risse-Kappen, New York, Columbia University Press, 1995, p. 3, traduction libre.

ici, c'est la supposée rationalité universelle de l'agent, du moins lorsque celle-ci est présentée comme la variable indépendante d'un mécanisme causal unidirectionnel pouvant être observé en d'autres temps et lieux. Comme il n'y a pas une, mais plusieurs logiques propres à l'entendement humain, le chercheur doit explorer la logique particulière des acteurs, et possiblement tenter de comprendre les raisons pour lesquelles celle-ci prévaut à un moment ou à un autre.

Qu'elles soient néo-gramsciennes, féministes ou post-structuralistes, de nouvelles approches interprétatives postulant cela se sont progressivement imposées dans l'enseignement des Relations internationales³⁷. Annoncées dès 1989 en tant que nouvelle ère post-positiviste³⁸, elles ont chacune à leur manière contribué à remettre en cause les critères de validation du savoir admis par les approches dominantes.

Les adeptes de ces approches distinctes ont en commun de reconnaître que les perceptions de la réalité et des intérêts de l'agent variaient selon leur identité et que leur identité n'était pas une donnée fixe, mais bien une réalité sociale construite et contingente. Puisque l'identité de l'acteur n'est ni prédéterminée, ni fixée par quelque règle universelle et intemporelle, la connaissance théorique obtenue par observation de corrélations sera obligatoirement contingente. Si elle offre l'avantage de prédire l'effet d'une structure sociale, c'est seulement parce que cette structure s'adonne à être stable, comme c'est le cas lorsque que les acteurs ne remettent pas en cause le bien-fondé de leur identité.

Même si elles s'accordent pour souligner la contingence de toutes les formes de connaissances, les approches dites post-positivistes ont tout de même entre elles d'importants désaccords. À l'évidence, l'un des plus importants d'entre eux concerne la rapidité avec laquelle l'identité de l'agent peut se transformer.

³⁷ James Long, Daniel Maliniak, Susan Peterson, and Michael Tierney, « Teaching and Research in International Politics : Surveying Trends in Faculty Opinion and Publishing », prepared for 2005, 46th Annual Convention of the International Studies Association, mars 2005, Honolulu, Hawaii, <http://www.mjtier.people.wm.edu/TRIP%20ISA05%20Final%20Version.doc>.

³⁸ Yosef Lapid, « The Third Debate: On the Prospects of International Theory in a Post-Positivist Era », *International Studies Quarterly*, vol. 33, n° 3, 1989, p. 235-254.

Les post-structuralistes conçoivent l'identité comme étant presque insaisissable, parce qu'en perpétuelle redéfinition. Ils s'affairent surtout à mettre en relief les luttes de pouvoir qui se jouent derrière les pratiques représentationnelles. L'État est d'abord un objet symbolique d'identification. David Campbell écrivait, par exemple, que dans un monde où la construction d'un État se fait en établissant ce qui lui est étranger, la sécurité de l'État nécessite le recours à des discours selon lesquels ce qui est étranger à l'État est foncièrement dangereux³⁹. En soulignant que c'est en déterminant ce qui est étranger à l'État que l'on définit son identité, on présume que cette identité peut se transformer à la vitesse des changements de la « politique étrangère ». Ici, l'autonomie de l'agence formée par les dirigeants est vue comme étant très large.

En revanche, plusieurs autres auteurs constructivistes⁴⁰, que Ted Hopf appelle « conventionnels »⁴¹, focalisent plutôt leur attention sur l'effet contraignant des structures idéelles qui pèsent sur les dirigeants étatiques. Pour Alexander Wendt notamment, ces structures (l'auteur parle de « cultures de l'anarchie » dont les types idéaux seraient « hobbesiens », « lockéens » et « kantien ») pèseraient très lourd sur la décision de collaborer ou de s'affronter, du moins lorsque ces structures sont bien ancrées dans la compréhension intersubjective des acteurs⁴².

Bien que cet auteur reconnaisse que ces structures, qui émergent de l'interaction des unités, peuvent se transformer dans le temps, l'attention n'est pas dirigée sur le processus de transformation en tant que tel, que l'on conçoit comme un événement qui survient assez

³⁹ David Campbell, *Writing Security: United States Foreign Policy and Politics of Identity*, Manchester, Manchester University Press, 1998, p. 55.

⁴⁰ Bien que la plupart des auteurs liés au post-structuralisme tentent de se démarquer du constructivisme, qui demeure généralement une approche structuraliste, on trouve tout de même certains auteurs pour les caractériser comme « constructivistes radicaux », ce que fait notamment John Hobson, *The State and International Relations*, Cambridge, CUP, 2000, p. 155-165.

⁴¹ Ted Hopf, « The Promise of Constructivism in International Relations Theory », *International Security*, vol. 23, n° 1, 1998, p. 171-200.

⁴² Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, chapitre 6, « Three cultures of anarchy », p. 256-312.

rarement, et dans des circonstances exceptionnelles. Wendt prétend même que les structures sociales auraient une tendance naturelle à l'homéostasie⁴³.

Bien que l'on puisse questionner chez Wendt sa croyance dans l'existence de caractéristiques transhistoriques propres aux structures sociales, il est raisonnable d'admettre avec lui que la marge de manœuvre des dirigeants puisse être limitée par le type d'anarchie qui prévaut dans l'arène mondiale. Postuler que la centralité des États-nations comme acteurs dans l'arène mondiale soit une « image de pensée » ne signifie pas qu'elle soit facilement transformable.

Cela demeure en bout de piste une question empirique dont la réponse varie selon l'état des rapports sociaux dans un contexte historique donné, un contexte influencé par un ensemble de structures matérielles et de structures idéelles. La multiplicité des façons de conceptualiser le degré d'autonomie des dirigeants étatiques constitue à coup sûr une invitation à ne pas spéculer sur la rapidité des transformations identitaires sans d'abord les soumettre à un examen empirique rigoureux.

Dans cette thèse, je me limite à postuler que le cadre conceptuel et la réalité sociale ne peuvent en aucun cas exister indépendamment l'un de l'autre. D'ailleurs, un auteur rationaliste comme Kenneth Waltz reconnaissait explicitement un élément de cette interdépendance en écrivant : « La connaissance, apparemment, doit précéder la théorie, et pourtant la connaissance peut seulement être dérivée de la théorie⁴⁴. » C'est pourquoi j'accorde aux idées que les auteurs se forgent sur le monde une importance aussi grande

⁴³ *Ibid.* p. 315.

⁴⁴ Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, Reading, Addison-Wesley, 1979, p. 8, traduction libre. Il convient de préciser que Waltz n'avance pas vraiment plus loin sur cette piste, refusant de reconnaître que sa théorie est elle-même dépendante d'un certain cadre conceptuel. En fait, la principale divergence avec les approches réflexivistes repose justement sur cet élément : le refus de considérer que le cadre conceptuel (le recours à des concepts tels que « l'anarchie », « l'État » ou « la puissance ») implique déjà forcément une certaine théorie de la réalité sociale. Bien sûr, Kenneth Waltz ne s'intéresse ici qu'au problème de la relation existant entre la réalité matérielle et la découverte théorique des règles qui régissent la société. Mais il eût suffi que K. Waltz pousse la même logique à un niveau plus abstrait, qu'il aurait probablement convenu qu'une logique similaire existe entre, d'une part, notre connaissance des règles régissant les rapports humains et, d'autre part, le langage conceptuel que nous utilisons pour décrire le fonctionnement de ces règles.

qu'au monde lui-même. Cette position me permet en quelque sorte d'esquiver le débat qui fait actuellement rage entre les approches théoriques rationalistes, qui postulent que le cadre conceptuel reflète la réalité sociale, et les approches théoriques réflexivistes⁴⁵, qui insistent plutôt sur le fait que la réalité sociale est façonnée par le cadre conceptuel à travers lequel elle est entendue⁴⁶.

En admettant l'existence d'une tension dialectique co-constitutive entre la conceptualisation théorique et la lecture empirique, il devient impossible de fonder les critères de validation d'un propos académique comme le mien autour d'une corrélation entre variables indépendantes et variables dépendantes, comme l'exige l'approche positiviste. Le processus d'identification sociale doit pouvoir s'observer sous différents angles pour être appréhendé dans sa véritable dimension.

Ainsi, les critères de validation d'un tel propos résident à deux niveaux. Empiriquement, la tâche est de présenter, non pas un portrait, mais plutôt un film retraçant les principaux mouvements de ce processus. C'est ce que j'ai voulu faire succinctement dans le premier chapitre pour la période soviétique et même pré-soviétique. C'est aussi ce que je tenterai de faire de façon plus détaillée au quatrième, cinquième et sixième chapitres pour la période post-soviétique. La valeur de la recherche empirique pourra être évaluée en fonction du degré de correspondance à l'égard de ce que les acteurs ont pensé de leur situation sociopolitique, et ce au moment où ils sont intervenus pour la modifier.

Théoriquement, l'objectif est de faire une analyse des transformations identitaires au sein de ce sous-système, symboliquement rattaché à la Ruthénie ancienne par une filiation linguistique slave et par une filiation religieuse orthodoxe, afin d'y recouvrer la logique sous-systémique des processus d'identification sociopolitique. Cette analyse n'a pas nécessairement été effectuée par les acteurs eux-mêmes. Bien qu'elle se fonde sur

⁴⁵ Certains auteurs comme Emmanuel Adler parlent plutôt des approches relativistes. Voir « Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics », *European Journal of International Relations*, vol. 3, n° 3, 1997, p. 319-363.

⁴⁶ Steve Smith, « Reflectivist and Constructivist Approaches to International Theory », dans *Globalization of World Politics* (deuxième édition), sous la dir. de J. Baylis et S. Smith, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 224-249.

l'exploration de l'imaginaire des principaux acteurs, celle-ci ne pourra être évaluée qu'au mérite de sa structure argumentative et de sa cohérence interne, au terme d'une analyse à la fois comparative et longitudinale des transformations en cours.

Puisque les acteurs pensent et agissent dans un langage qu'il faut avant toute chose chercher à comprendre, la méthode utilisée pour examiner la logique des processus d'identification sociale sera en tout point identique à la méthode d'apprentissage d'une nouvelle langue. Il s'agit d'une opération qui ne se déroule pas de façon linéaire comme la démarche scientifique classique (question, hypothèse, expérience, résultats), mais bien d'un travail qui requiert un va-et-vient incessant entre l'écoute et la réflexion. En l'occurrence, il s'agit d'une part d'identifier et d'analyser le contenu des textes importants qui définissent les nouvelles figurations sociales (la nation et/ou l'État), et d'autre part d'interroger les conditions idéelles et matérielles dans lesquelles ont été produits et diffusés ces textes.

Examinons donc maintenant de plus près la nature des documents auxquels j'ai prêté une attention pour la rédaction des chapitres empiriques. Je les présenterai ici par ordre d'importance, en fonction de ce que j'estime être l'influence qu'ils exercent sur les principaux acteurs. Ces documents peuvent être regroupés en trois catégories : 1) textes juridiques, 2) discours officiels et 3) opinions publiques.

2.4 Sources juridiques : terminologie, lois et traités

Pour étudier l'évolution des imaginaires collectifs au sein de l'espace qui m'intéresse, le point de départ qui s'impose consiste à examiner les documents définissant le cadre légal des formations sociopolitiques qui y furent construites au 20^e siècle. Malgré le cynisme avec lequel les dirigeants ont pu élaborer ces documents comme outils de propagande idéologique, ceux-ci ont tout de même la propriété d'avoir été invoqués pour fixer les frontières séparant les « nations (*natsii*) »⁴⁷ qui composèrent (et décomposèrent) l'URSS. À ce titre, ces documents sont fondamentalement reliés aux transformations identitaires chez les Slaves de l'Est.

Or, en examinant les textes constitutionnels adoptés au 20^e siècle, ce qui est le plus marquant est certainement l'imagination et le volontarisme de leurs auteurs. Les révisions constitutionnelles par lesquelles les orthodoxes assujettis au Tsar « par la volonté divine »⁴⁸ devinrent brusquement une confrérie citoyenne multinationale témoignent en effet d'une transformation identitaire singulière. Entre 1906 et 1924, la relation entre l'agence nationale et la structure étatique subit un revirement spectaculaire.

Il est inutile de rappeler que ces changements radicaux survenaient dans un contexte européen fort instable, où le décalage entre la situation prévalant au sein l'Empire autocratique contrastait rudement avec les expériences sociopolitiques conduites dans les

⁴⁷ Peu commun dans la langue commune russe (tout comme en ukrainien et en biélorusse), le concept de *natsiia* désigne, non pas un groupe d'individus reliés par un lien juridique à un même État, mais plutôt une communauté ethnolinguistique partageant des caractéristiques culturelles objectives, héritées d'une histoire commune. C'est ainsi que l'entendait le camarade Joseph Staline, futur commissaire aux nationalités, qui écrivait peu avant la Révolution : « *Natsiia est istoricheski slojivchaia sia oustoitchivaia obchtchnost lioudei, vznikchaia na baze obchtchnosti iazyka, territorii, ekonomicheskoi jizni i psikhicheskogo sklada, proiavlaiouchtchegosia v obchtchnosti koultoury* », (la nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture), « *Marksizm i natsionalnyi vopros* » (Le Marxisme et la question nationale), dans *Sotchinieniia v 16 tomakh* (*Œuvre en 16 tomes*), Tome 2, (première parution dans le journal *Prosvechtchenie*), n° 3-5, mars-mai 1913, <http://www.hrono.info/libiris/stalin/2-19.html>.

⁴⁸ La personnification du pouvoir étatique suprême en la personne du Tsar était clairement enchâssée dans la constitution de 1906. Voir *Svoda osnovnykh gosudarstvennykh zakonov rossiiskoi imperii* (Code des lois étatiques fondamentales de l'Empire russe), 13 avril 1906, http://www.vivovoco.rsl.ru/VV/LAW/1906_W.HTM.

États voisins⁴⁹. C'était le cas notamment en ce qui concerne les Ukrainiens de l'Ouest, assujettis à l'Empire dyarchique multinational des Habsbourgs, un État dont la structure alambiquée était fondée sur une double stratégie de reconnaissance et de hiérarchisation des groupes nationaux⁵⁰.

Cette expérience est significative dans la mesure où l'éveil de la conscience nationale ukrainienne en Autriche-Hongrie – qui fut un instrument efficace ayant servi de contrepoids aux revendications autonomistes de l'élite politique polonaise de Galicie notamment – allait vraisemblablement inspirer les révolutionnaires en Russie. En effet, le pouvoir central soviétique deviendra bientôt maître dans cet art de jouer les nations les unes contre les autres de façon à asseoir son autorité dans les régions où la composition ethnolinguistique était complexe.

Pour y arriver, les Bolcheviks reconnurent d'une part le droit des nations à l'autodétermination, définissant d'entrée de jeu la nouvelle Russie comme une fédération de républiques soviétiques nationales, fondée sur une « union de nations libres (*soyouz svobodnykh natsii*) »⁵¹. La constitution de 1918 prévoyait même que les représentants de chaque nation auraient les pleins pouvoirs pour déterminer les fondements de leur participation au sein de la fédération⁵².

Certes, il s'agissait là d'une tactique visant à rallier le plus grand nombre dans un contexte de guerre civile. Les textes fondateurs des nouvelles républiques soviétiques ukrainienne et biélorussienne insistaient d'ailleurs davantage sur la libération des « peuples exploités

⁴⁹ Oleg Kharkhordin, « What Is the State? The Russian Concept of Gosudarstvo in the European Context », *History and Theory*, 2001, vol. 40, n° 2, p. 206-240.

⁵⁰ François Fejtö, *Requiem pour un empire défunt*, Paris, Seuil, 1993 (1988), 467 p.

⁵¹ Voir l'article 2, de la section I. *Konstitoutsia (Osnovoi Zakon) Rossiiskoi Sotsialisticheskoi Federativnoi Sovetskoi Respubliki* (Constitution (Loi fondamentale) de la République Socialiste Soviétique Fédérative de Russie), adoptée par le Congrès panrusse des Soviets lors de l'Assemblée du 10 juillet 1918, http://www.constitution.garant.ru/DOC_85478.htm.

⁵² *Ibid.*, article 8.

(*eksplouatirouemi narodi*) », sur l'absence de discrimination entre les nations et sur l'expression d'une solidarité envers le processus révolutionnaire international⁵³.

Néanmoins, l'établissement de ces nouvelles républiques soviétiques comportait une reconnaissance explicite du principe de l'autodétermination des nations⁵⁴. Comme on le sait, ce principe ne sera d'ailleurs jamais remis en cause, du moins formellement. Jusqu'en 1991, les républiques soviétiques unifiées jouiront d'un « droit de sortie volontaire de l'Union (*pravo svobodogo vykhoda iz Soiouza*) »⁵⁵, qui fut confirmé dans les constitutions de 1936 et de 1977.

Cela dit, dans la constitution de 1924, on effectua un changement subtil dans l'appareil conceptuel, préférant désormais parler de « nationalités (*natsionalnosti*) », et non plus de « nations (*natsii*) ». Tout se passe comme si la formalisation légale des groupes ethnolinguistiques leur avait donné une nouvelle forme d'existence. Pour en rendre compte, on prévoyait un appareil législatif bicaméral, le Soviet suprême, qui comportait, parallèlement au « Soviet de l'union (*Soviet soiouza*) », un « Soviet des nationalités (*Soviet natsionalnostei*) », formé par un certain nombre de représentants de toutes les entités ethnoterritoriales reconnues⁵⁶.

⁵³ Voir le préambule des constitutions des républiques soviétiques biélorussienne et ukrainienne. *Konstitoutsiiia sotsialisticheskoi sovetskoi respoubliki beloroussii Deklaratsiia prav troudiachtchegosia i eksplouatirouemovo naroda Beloroussii*, Constitution de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie. Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité de Biélorussie, adoptée lors du premier congrès des Soviets de la BSSS, 19 février 1919, <http://www.pravo.by/lawhistory/konst.htm>; *Konstitoutsiiia Oukrainskoi Sotsialisticheskoi Sovetskoi Respoubliki* (Constitution de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine), approuvée lors du congrès pan-ukrainien des Soviets le 10 mars 1919 et adoptée dans sa version finale par le comité exécutif central pan-ukrainien lors de la rencontre du 14 mars 1919), http://www.osp.iatp.org.ua/3discpln/tema_4/con_ussr19.htm.

⁵⁴ Il est significatif de noter que ce droit n'était en fait originellement octroyé qu'aux nations slaves d'Ukraine et du Belarus. La RSFS de Russie et la RSFS de Transcaucasie n'étaient pas des républiques nationales, mais des républiques multinationales.

⁵⁵ Chapitre 2, article 4, de la *Konstitoutsiiia (Osnovoi Zakon) Soyouza Sovetskikh Sotsialisticheskikh Respoublik* (Constitution (Loi fondamentale) de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques), approuvée par résolution lors du deuxième congrès de l'Union de Soviets du 31 janvier 1924, http://www.constitution.garant.ru/DOC_893226.htm.

⁵⁶ L'article 15 du chapitre 4 de la constitution de 1924 prévoyait que le conseil des nationalités serait composé de 371 membres, représentant chacune des républiques soviétiques unifiées

Or, ce nombre variait justement selon la qualité de leur statut juridique, selon qu'il s'agissait de « républiques unifiées », de « républiques autonomes » ou de « régions autonomes », telles qu'elles étaient constitutionnellement reconnues. Au demeurant, de nombreux groupes ethniques reconnus et dont l'appartenance apparaîtra éventuellement dans les passeports de leur titulaire ne jouirent d'aucune forme autonomie⁵⁷. L'octroi ou l'abolition des droits d'autonomie territoriale constituera une carte majeure que jouera le Kremlin pour asseoir son autorité sur les minorités ethnolinguistiques.

Cet héritage conceptuel (et juridique) délibérément paradoxal allait certainement aider les héritiers de la Révolution à croire que l'on pouvait ré-imaginer à souhait la signification de ces notions d'État et de nation. Dans les derniers mois de l'URSS, Gorbatchev tenta ainsi curieusement de transformer l'URSS en un État confédératif dont les républiques participantes auraient été reconnues comme sujet du droit international⁵⁸.

C'est aussi par la magie des mots d'un texte rédigé à l'improviste par les dirigeants de trois des quinze républiques socialistes que l'URSS s'effondra au profit d'une « Communauté des États indépendants (*Sodroujestvo Nezavisimykh Gosoudarstv*) », et ce même si personne n'avait alors idée de la forme que prendrait cette nouvelle construction juridique dans les années à venir.

Cette tradition de créativité juridique et de déclinaisons sémantiques que la langue française ne traduit qu'imparfaitement, se poursuivra dans la période post-soviétique, notamment en 1996, lorsque l'on verra émerger entre la Russie et le Bélarus, une nouvelle « Communauté »

proportionnellement à leur population respective, parmi lesquels devaient figurer cinq représentants de chacune des républiques autonomes, et un représentant de chacune des régions autonomes.

⁵⁷ Le nombre de nationalités reconnues est passé de 178 en 1926 à 128 en 1989, avec un creux de 101 nationalités reconnues en 1979. Données citées par Christopher Williams, « The National Question and nationalism in the Former USSR, 1917-1991 », dans *Ethnicity and Nationalism in Russia, the CIS and the Baltic States*, sous la dir. de C. Williams et T. Sfikas, Aldershot, Ashgate, 1999, p. 24-44.

⁵⁸ John Russell, « Improbable unions: The draft union treaties in the USSR, 1990-1991 », *Review of Central and East European Law*, vol. 22, n° 4, 1996, p. 389-416.

(*Soobchtchestva*)⁵⁹, qui deviendra à la fin du règne d'Eltsine, un « État Unifié » (*Soiouznoe Gosoudarstvo*)⁶⁰. Que cette charpente juridique ne demeure qu'une organisation intergouvernementale mineure (dont le budget de fonctionnement représente à peu près un dollar par habitant⁶¹) n'empêche pas qu'il représente pour beaucoup de gens, tantôt une menace, tantôt une lueur d'espoir.

Au demeurant, dans cette catégorie de textes témoignant de l'évolution du sens accordé à la « nation » ou à « l'État », il nous restera bien sûr à examiner les multiples ententes de coopération économique ou militaire, les traités de partenariat stratégique et d'amitié, ainsi que ces documents légaux dans lesquels on définit les concepts de politique étrangère et de défense nationale. Dans les chapitres traitant en détails de l'évolution des rapports interétatiques entre 1989 et 2008, c'est essentiellement en objectivant le contenu de ces documents que je prétends pouvoir décrire formellement les processus d'identification sociopolitique s'étant déroulés chez les Slaves de l'Est. Car, quoi que l'on puisse dire de la place du Droit international au sein du système interétatique, il n'en demeure pas moins que ces documents fixent légalement la nature des rapports qui se développeront entre les acteurs du sous-système à l'étude⁶².

Dans la mesure où l'identité comporte nécessairement une dimension externe qui met en cause une forme de relation avec autrui, ces textes juridiques constituent autant de

⁵⁹ *Dogovor ob obrazovanii soobchtchestva Rossii i Belarousi* (Entente sur la formation de la Communauté de Russie et du Belarus), signée à Moscou le 02 avril 1996, <http://www.soyuz.by/ru/?guid=10439>.

⁶⁰ L'article 6 de l'Entente sur la création de l'État unifié (*Dagovor o sozdanii Soiouznoego Gosoudarstvo*), signée à Moscou le 08 décembre 1999, précise explicitement que chaque « État-participant » (*Gosoudarstvo-outchasnik*) conserve sa « pleine souveraineté » (*polnomotchii suverenitet*), son « indépendance » (*nezavisimost*), ses « organes étatiques » (*gosoudarstvennoe oustroistvo*), sa constitution, son drapeau, son emblème et autres attributs étatiques. <http://www.soyuz.by/ru/?guid=10447>.

⁶¹ En 2008, le budget total de l'État unifié totalisait 4,06 milliards de roubles russes, dont près des deux tiers étaient financés par la Russie. Le budget pour l'année 2009 prévoit une hausse de 20 %. « Russia, Belarus approve Union State budget in first reading, *RIA Novosti*, 16 novembre 2008, <http://www.en.rian.ru/russia/20081016/117780530.html>.

⁶² Je suis redevable à mon collègue François Roch du département des Sciences Juridiques de l'UQAM de m'avoir convaincu de l'importance de m'attaquer directement aux sources juridiques primaires, ce qu'omettent très souvent de faire les auteurs ayant traité des questions d'identité nationale dans cette région.

manifestations concrètes des projets identitaires. Or, pour en comprendre la signification, il faudra pousser l'enquête en explorant à la fois ce qu'en disent les dirigeants et ce qu'en pensent les dirigés.

2.5 Sources institutionnelles : discours (des) officiels

Que ce soit en organisant un putsch contre Gorbatchev, en signant sans son aval un accord de démembrement étatique, en bombardant un parlement démocratiquement élu, en truquant des référendums pour accroître des prérogatives présidentielles, ou plus simplement en prenant le contrôle des médias pour orienter idéologiquement les masses, les individus ayant tiré les ficelles du pouvoir exécutif au sein des nations slavo-orientales se sont largement arrogé le droit d'interpréter le sens des textes juridiques. C'est la raison pour laquelle, parmi les documents cruciaux à analyser pour comprendre le phénomène des transformations identitaires, il faut aussi inclure les discours politiques, à travers lesquels les dirigeants donnent un sens à leurs actions.

Cette catégorie inclut les allocutions des dirigeants de haut niveau, souvent rédigées avec grand soin pour être prononcées lors d'événements publics d'envergure. Elle inclut aussi des lettres ouvertes et des entrevues accordées aux médias. À cela s'ajoute possiblement les récits autobiographiques⁶³.

Lorsqu'ils jouissent d'un large auditoire interne, ces discours jouent en quelque sorte le rôle d'un harnais maintenant la charrue derrière les bœufs. Bien entendu, il n'est pas possible de prédire à quel moment les boeufs descendront les côtes, poussés malgré eux par le poids de la charrue, ni à quelle vitesse ils arriveront à les remonter. Mais qu'importe l'inclinaison du sol, ces discours lient gouvernants et gouvernés, de telle façon qu'il est possible de parler opératoirement de l'État-nation comme s'il s'agissait d'un acteur collectif.

Je ne saurais prétendre avoir identifié la méthode de travail optimale pour circonscrire, parmi une très grande quantité de textes, l'échantillon cible qu'il convenait d'examiner. Par souci

⁶³ Je pense notamment aux ouvrages qui ont été publiés alors qu'ils étaient encore au pouvoir, Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka, Vues neuves sur notre pays et le monde*, traduit par J. Bonnefoy et W. Desmond, Paris, Flammarion, 1987, 374 p. Boris Eltsine, *Jusqu'au bout*, traduit par A. Stapanoff, Paris, Calman-Lévy, 1990, 282 p. suivi de *Sur le fil du rasoir*, traduit par D. Sesemann, A. Roubichou-Stretz, C. Zeytounian-Beloûs, et B. du Crest, Paris, Albin Michel, 1994, 435 p. Vladimir Putin, Nataliya Gevorkya, Natalya Timakova et Andrei Kolesnikov, *First Person: An Astonishingly Frank Self-Portrait by Russia's President Vladimir Putin*, New York, Perseus Book Group, 2000, 208 p.

d'honnêteté intellectuelle, je dois confesser avoir exploré ces documents en suivant le chemin qui m'était le plus facilement accessible. Métaphoriquement, je dirais avoir opté pour la méthode d'un coureur des bois, qui explore et étudie le territoire en parcourant le maximum de distance, en empruntant différents sentiers, plutôt qu'en marchant laborieusement de façon rectiligne, les yeux rivés sur une boussole et une calculatrice, comme le fait l'arpenteur forestier. À condition d'être fidèlement décrite, j'estime que cette démarche qui s'adapte au paysage à mesure qu'il se dévoile ne se pose pas comme une contradiction à la rigueur méthodologique d'un scientifique, mais au contraire qu'elle offre un éclairage complémentaire, utile à son travail.

À mes débuts, c'est en empruntant le sentier dégagé par le *Foreign Broadcast Information Service (FBIS)* que je me suis familiarisé avec l'univers discursif de cette région. Pour la période couvrant les années 1989-1997, la sélection de traductions anglaises des discours officiels diffusés par ce service de l'Agence centrale de renseignement américaine a constitué l'essentiel de mes sources primaires. Ces discours ne représentent qu'un échantillon modeste de l'ensemble des allocutions prononcées par la classe dirigeante, mais j'ai alors présumé qu'il devait être représentatif, compte tenu du nombre de soviétologues américains qui s'y fiaient presque exclusivement.

Vers la fin des années 1990, alors que s'amenuisait, en raison d'une coupure budgétaire, la quantité de nouvelles sources traduites par le *FBIS*, les sites Internet des agences gouvernementales locales ont commencé à mettre à la disposition du public en ligne une variété de plus en plus large de documents qui entrent dans cette catégorie de sources. Une partie substantielle de cette documentation a même été traduite en anglais, vraisemblablement de façon à soigner l'image internationale des États. Ces textes venaient s'ajouter aux sources déjà disponibles aux missions permanentes des États aux Nations Unies, où sont notamment répertoriés les discours prononcés devant l'Assemblée Générale, ou dans le cas de la Russie, les positions défendues devant le Conseil de Sécurité⁶⁴.

⁶⁴ <http://www.un.int>.

À ce titre, le site du président de Russie, sous le règne de Poutine, a été un instrument de diffusion de la position officielle d'une clarté exemplaire⁶⁵. L'intégralité des allocutions publiques importantes y fut soigneusement archivée. S'il en va de même du site du ministère russe des Affaires étrangères⁶⁶, on ne peut pas exactement en dire autant des agences gouvernementales ukrainienne et biélorussienne⁶⁷. En ce qui concerne le choix des discours politiques mis en ligne, ceux-ci ont plutôt fait preuve d'une sélectivité qui variera dans le temps, comme s'ils s'étaient arrogé le droit de modifier le choix en fonction de la conjoncture internationale.

J'ai jugé inutilement laborieux de comptabiliser l'ensemble des sources en ligne lues au fil des dix dernières années de recherche. En revanche, il m'est apparu nécessaire d'identifier les principaux types d'événements autour desquels les discours officiels m'ont semblé nécessaires à la compréhension des transformations identitaires dans cette région du monde. Je les regroupe en trois catégories.

La première catégorie concerne la dimension interne de l'identité nationale. Elle concerne essentiellement les commémorations officielles les plus significatives dans chacun des États. Par exemple, que le jour d'indépendance du Belarus ait été déplacé par Loukachenko pour coïncider avec le jour de sa victoire contre l'envahisseur allemand, et non plus avec la proclamation de la république populaire de 1918 comme l'avait souhaité son prédécesseur, résume à lui seul un aspect fondamental de la transformation identitaire qu'il a initié. Le sens de cette transformation peut être exploré par la teneur des discours politiques entourant de telles commémorations, incluant ceux des chefs de l'opposition, auxquels j'ai également porté attention.

⁶⁵ <http://www.kremlin.ru>.

⁶⁶ <http://www.in.mid.ru>.

⁶⁷ Je fais principalement référence aux sites des présidences et des ministères des Affaires étrangères. Pour l'Ukraine, voir : <http://www.president.gov.ua>, <http://www.mfa.gov.ua>. Pour le Belarus, voir : <http://www.president.gov.by>, <http://www.mfa.gov.by>. On pourrait en dire autant des sites des différentes organisations internationales auxquels participent ces États unifiés, <http://www.soyuz.by>, la Communauté des États indépendants, <http://www.cis.minsk.by>, ou encore pour l'Ukraine, le GUAM, <http://www.guam.org.ua>.

La deuxième catégorie touche la dimension externe de l'identité nationale, soit la façon dont chaque État essaie de se positionner par rapport à l'autre. Elle concerne donc les moments clefs de l'actualité internationale touchant les États voisins. Par exemple, les négociations entourant le retrait de l'arsenal nucléaire, l'adhésion au traité de sécurité collective de la CEI et le partage de la flotte de la mer Noire, furent autant de moments forts à travers lesquels se sont définis symboliquement les rapports. Les discours effectués à l'occasion de l'annonce d'accords ou de désaccords liés à l'héritage politique, économique et militaire de l'ex-Empire ont donc aussi été intégrés à l'analyse des transformations identitaires.

Enfin, la troisième catégorie concerne simultanément la dimension interne et la dimension externe de l'identité nationale. Elle est composée des discours politiques traitant des grands enjeux planétaires face auxquels les dirigeants des trois États ont dû se positionner. D'une part, la nature de la position adoptée envers un enjeu particulier reflète la personnalité propre que la nation se donne sur la scène internationale. D'autre part, les distinctions ou les similitudes des positions prises par chacun constituent une façon de se rapprocher ou de se démarquer les uns des autres. Ainsi, en comparant les discours politiques effectués en marge d'événements majeurs tels que les vagues d'élargissement de l'OTAN, l'intervention militaire en Irak, ou la déclaration d'indépendance du Kosovo, on obtient un éclairage supplémentaire essentiel.

2.6 Sources publiques : analyses et sondages

Il y a certes parfois lieu de douter que l'opinion des dirigés ait eu une grande influence sur la définition de la politique étrangère dans les États qui nous intéressent. Ceci a d'ailleurs été mis en relief dans le cas particulier de l'Ukraine⁶⁸. L'influence du point de vue des analystes et des électeurs sur les grands enjeux internationaux varie selon l'importance que lui accordent les dirigeants. Sommes-nous en présence d'un régime qui va à contre-courant de ce que souhaite l'électeur moyen, ou avons-nous affaire à un discours populiste élaboré à des fins électorales? Pour le savoir, on ne peut pas complètement ignorer les opinions publiques. Lorsqu'elles sont examinées en relation avec les discours politiques et les documents juridiques, celles-ci permettent d'éclaircir la solidité des liens qui unissent les élites et les masses. Parce que les éléments de concordance ou de dissonance influencent la stabilité des choix identitaires officiels, un tel examen doit faire partie d'une approche herméneutique visant à comprendre l'acteur sociopolitique dans sa totalité.

Ces opinions exprimées sur la place publique se retrouvent parfois dans une forme simplifiée sur les grandes chaînes de télévision, lorsqu'elles s'adressent aux masses, parfois dans les périodiques spécialisés, lorsqu'elles s'adressent à l'intelligentsia. Entre ces formes discursives opposées, on trouve bien sûr les courts textes publiés dans les journaux ou certains webzines. Parce qu'ils constituent un juste milieu permettant de prendre simultanément le pouls des masses et celui des experts, c'est à ces textes que j'ai accordé le plus d'importance.

Pour la période s'ouvrant avec l'agonie du *FBIS*, le chemin le plus facilement empruntable pour explorer l'évolution du commentariat journalistique et de l'opinion publique locale a été tracé par certains universitaires notoires, dont le plus connu est certainement David Johnson, qui a établi un réseau de partage de documents donnant accès à un large éventail de sources traduites en anglais⁶⁹. Son rayonnement académique et la modération idéologique qu'on lui

⁶⁸ Victor Chudowsky et Taras Kuzio, « Does public opinion matter in Ukraine? The case of Foreign policy », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 36, n° 3, 2003, p. 273-290.

⁶⁹ Une excellente sélection d'archives est accessible sur le site de *JRL*, <http://www.cdi.org/russia/johnson/default.cfm>.

attribue m'a laissé croire que sa sélection quotidienne offrait une image plutôt représentative des différentes tendances interprétatives locales (et étrangères).

Simultanément, et de façon de plus en plus importante à mesure que s'aiguissait ma compréhension du russe, j'ai consulté avec avidité de nombreux sites en ligne conçus dans les États à l'étude, en portant une attention particulière au Belarus, qui de par sa taille et son importance géopolitique plus modestes, n'a pas été l'objet d'un réseau de partage de documents électroniques comme l'ont été la Russie et l'Ukraine.

Avec les années, le nombre de sites d'informations et d'analyses sociopolitiques a tellement augmenté, qu'il est devenu laborieux, voire impossible, de sélectionner adéquatement ceux qui méritaient une attention soutenue. Pour m'aider à discriminer les sites Internet auxquels je devais accorder plus d'importance, j'ai bien souvent utilisé les services de la compagnie *Alexa*, qui permet de générer des statistiques comparées de l'évolution dans le temps de leur achalandage respectif⁷⁰. Mais un tel outil demeure incomplet, car il ne présume pas de l'influence que ces médias peuvent exercer au sein des élites.

Toute approximative qu'elle est, c'est ma familiarisation avec l'évolution du fonctionnement de l'environnement médiatique dans chacun des pays qui m'a guidé dans le processus de sélection de sources. Dans les discussions informelles que j'ai eues avec des hommes politiques et des universitaires de cette région du monde, notamment lors des conférences internationales auxquelles j'ai eu la chance de participer, je n'ai jamais raté l'occasion de demander quels étaient selon eux les meilleurs journaux de leur pays, et bien sûr d'en expliciter les raisons.

Si je devais résumer les résultats de mon enquête, je mentionnerais pour la Russie, par ordre alphabétique, la *Izvestia*⁷¹, le *Kommersant*⁷², le *Novoe Vremia*⁷³, la *Nezavisimaia Gazeta*⁷⁴, la

⁷⁰ <http://www.alexacom.com>.

⁷¹ <http://www.izvestia.ru>.

⁷² <http://www.kommersant.ru>.

⁷³ <http://www.newtimes.ru/magazine>.

⁷⁴ <http://www.ng.ru>.

*Novaia Gazeta*⁷⁵, la *Rossiiskaia Gazeta*⁷⁶, et les *Vedomosti*⁷⁷. Pour l'Ukraine, les plus importants sont probablement le *Den*⁷⁸, le *Korrespondent*⁷⁹, le *Kyiv Post*⁸⁰, la *Oukrainskaia Pravda*⁸¹ et le *Zerkalo Nedeli*⁸², et pour le Bélarus, les *Belarousskie Novosti*⁸³, le *Belarousy i Rynok*⁸⁴, la *Nacha Niva*⁸⁵, la *Narodnaia Gazeta*⁸⁶, le *Respoublika*⁸⁷, la *Sovietskaia Beloroussiia*⁸⁸.

Même s'ils sont très limités dans la profondeur de leur contenu, les grands titres des chaînes nationales de télévision m'ont toujours intéressé pour fureter l'angle avec lequel ils sont abordés et diffusés auprès des masses. Prenant en considération la nature généralement étroite des liens que ces chaînes entretiennent avec le pouvoir⁸⁹, particulièrement dans les moments forts de l'actualité, j'ai consulté les sites des chaînes russes *RTR*⁹⁰, *ORT*⁹¹ et *NTV*⁹², ukrainienne et bélarussienne, comme *I+I*⁹³ et *Belteleradiokompania*⁹⁴.

Dans un même ordre d'idée, j'ai aussi fureté les sites des agences de nouvelles. De façon générale, le ton qui y règne ressemble en tout point à celui des grandes chaînes. Les plus

⁷⁵ <http://www.novayagazeta.ru>.

⁷⁶ <http://www.rg.ru>.

⁷⁷ <http://www.vedomosti.ru>.

⁷⁸ <http://www.day.kiev.ua>.

⁷⁹ <http://korrespondent.net>.

⁸⁰ <http://www.kyivpost.com>.

⁸¹ <http://www.pravda.com.ua>.

⁸² <http://www.zn.ua>.

⁸³ <http://naviny.by>.

⁸⁴ <http://www.br.minsk.by>.

⁸⁵ <http://www.nn.by>.

⁸⁶ <http://www.ng.by>.

⁸⁷ <http://www.respublika.info>.

⁸⁸ <http://sb.by>.

⁸⁹ Cette affirmation ne concerne pas les chaînes *ORT* et *NTV* à l'époque où elles étaient respectivement dirigées par les oligarques Boris Berezovski et Vladimir Gousinski. Il convient de mentionner que la rupture médiatisée entre la direction de la chaîne ukrainienne *I+I* et le gouvernement de Victor Yanoukovitch, pendant la dite « révolution orange », constitue à cet égard une période d'exception remarquable.

⁹⁰ <http://www.vesti.ru>.

⁹¹ <http://www.1tv.ru>.

⁹² <http://news.ntv.ru>.

⁹³ http://www.1plus1.tv/tsn_archive.

⁹⁴ <http://www.tvr.by/rus/allnews.asp>.

importants sont respectivement pour la Russie *RIA Novosti*⁹⁵, *Itar-Tass*⁹⁶ et *Interfax*⁹⁷, pour l'Ukraine *Unian*⁹⁸ et pour le Bélarus *Belta*⁹⁹.

Il est certes intéressant de noter que l'agence *RIA Novosti* a largement dépassé ses concurrentes russes en termes de rayonnement. Son site multilingue de nouvelles internationales, qui s'est considérablement enrichi au fil des ans en offrant des analyses de fond comparables à celles des grands journaux, jouit maintenant d'un achalandage dix fois plus élevé que celui des autres agences de nouvelles. C'est d'ailleurs cette agence qui supervise la nouvelle chaîne internationale russe diffusée en anglais en continu depuis décembre 2005, *Russia Today*¹⁰⁰.

Indépendamment des lignes éditoriales et de leur relation avec les structures de pouvoir, les médias dans lesquels on retrouve les analyses les plus soutenues et les plus rigoureuses ne correspondent pas à ceux qui jouissent de la plus large diffusion. C'est le cas des études produites par les centres de recherche. Ceux qui m'ont le plus intéressé sont certainement ceux qui se spécialisent dans l'évolution de l'opinion publique. Pour la Russie, les sites les plus importants sont le *Levada-Tsentr*¹⁰¹, le *Fond « Obchtchesvennoe Mnenie »*¹⁰² et le *Vserossiiskii Tsentr Izoutchenia Obchtchestvennovo Mneniia*¹⁰³. Pour l'Ukraine et le Bélarus, je soulignerai la qualité des travaux effectués par le *Nezavisimy Institut Sotsialno-Ekonomitcheskikh i Polititcheskikh Issledovanii*¹⁰⁴, le *Kievski Mejdounarodnyi Institut Sotsiologii*¹⁰⁵, sans oublier le centre *Razoumkov*¹⁰⁶.

⁹⁵ <http://www.rian.ru>.

⁹⁶ <http://www.itar-tass.com>.

⁹⁷ <http://www.interfax.com>.

⁹⁸ <http://www.unian.net>.

⁹⁹ <http://www.belta.by>.

¹⁰⁰ En juin 2007, *Russia Today* est devenu la première chaîne russe à conclure une entente pour aller rejoindre *NBC*, *Reuters*, *Al-Jazira* et *BBC* au nombre des chaînes d'informations internationales diffusées sur le site de *Youtube*, <http://www.fr.youtube.com/user/RussiaToday>.

¹⁰¹ <http://www.levada.ru>.

¹⁰² <http://www.fom.ru>.

¹⁰³ <http://www.wciom.ru>.

¹⁰⁴ <http://www.iiseps.org>.

¹⁰⁵ <http://www.kiis.com.ua>.

¹⁰⁶ <http://www.razumkov.org.ua>.

Dans cette longue liste de textes significatifs jouissant d'une diffusion beaucoup plus restreinte, on trouve aussi bien des publications périodiques – je pense spontanément à d'excellentes publications comme les revues *Rossia v Globalnoi Politike*¹⁰⁷ et *Arche*¹⁰⁸, à différents portails d'informations spécialisés comme *Evrasiiskii Dom*¹⁰⁹ et *BelIntellectuals*¹¹⁰ et en complément, à des organisations non gouvernementales idéologiquement alignées comme *Mejdounarodnoe Evrasiiskoe Dvijenie*¹¹¹ ou *Kharta97*¹¹², parmi tant d'autres.

Et que dire de la blogosphère, qui connaît depuis quelques années une croissance spectaculaire¹¹³, sinon que la rapidité de sa transformation la rend insaisissable? Le gratin intellectuel s'y rencontre et y échange, généralement sous couvert d'un pseudonyme, mais aussi parfois de façon très politisée¹¹⁴.

Bien entendu, la diversité des sources permettant de prendre le pouls des tendances présentes dans les expertises locales et l'opinion des populations concernées est telle que la représentation que je m'en suis fait au fil des ans est forcément approximative. J'ai préféré garder une vue d'ensemble, en allant fureter un éventail de sources qualitativement variées, que de m'appliquer à comptabiliser des observations artificiellement ordonnées dans des catégories prédéterminées qui auraient circonscrit mon champ de vision.

¹⁰⁷ <http://www.globalaffairs.ru>.

¹⁰⁸ <http://www.arche.by>.

¹⁰⁹ <http://www.eurasianhome.org>.

¹¹⁰ <http://www.belintellectuals.eu>.

¹¹¹ <http://www.evrazia.info>.

¹¹² <http://www.charter97.org>.

¹¹³ De 2007 et à 2008, la blogosphère en Russie est passé de 2.6 millions à 3,5 millions de blogues. Georgy Bovt (co-président de la branche moscovite du Parti Russie Juste) écrivait à son sujet dans un article de la revue *Russia Profile*; « The Russian Internet is actively creating its own informational reality, one that not only lives its own life, different from the official one, but also periodically throws insolent challenges at the official reality », « The new “Caucasian Captive”, The Informational Picture Painted in the Blogosphere Is Different From the Official One », *Russia Profile*, 26 Mars 2008, <http://www.russiaprofile.org/page.php?pageid=Politics&aticleid=a1206553243>.

¹¹⁴ Le blogue de l'ancien conseiller économique de Poutine, qui est devenu après 2005 l'un de ses plus fervents critiques, Andrei Illarionov, est dans le top 50 de l'indice *Yandex* (le plus gros moteur de recherche en Russie, <http://www.blogs.yandex.ru/top/>). Son blog attire quotidiennement en moyenne plus de 3000 lecteurs (janvier 2008).

Il est d'ailleurs impossible de faire le tour des sources pertinentes à la compréhension de la problématique des identifications sociopolitiques. L'évolution cinématographique, littéraire et musicale dans cette région du monde éclairerait à coup sûr des aspects supplémentaires que j'ai négligés. Si je devais approfondir le présent travail, il est certain que c'est dans cette direction que j'aimerais pouvoir aller, comme l'a déjà fait avec beaucoup d'intelligence Ted Hopf¹¹⁵, dont je reparlerai au prochain chapitre.

Mais avant de m'enliser dans une direction me conduisant de plus en plus en marge de ma discipline académique, il me faut revenir sur cette question identitaire telle qu'elle se pose dans l'absolu, c'est-à-dire de façon théorique. Dans la mesure où les processus d'identification sociopolitique sont l'objet d'une attention croissante en Relations internationales, il convient maintenant de discuter en ces termes de l'éclairage particulier offert par l'étude des Slaves de l'Est au regard de notre compréhension du système international contemporain.

¹¹⁵ Ted Hopf, *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, 299 p.

CHAPITRE TROISIÈME

DE LA TRANSFORMATION IDENTITAIRE AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Lorsque les identités établies deviennent désuètes ou que les identités incomplètes ne semblent pas vouloir se réaliser pleinement, des crises particulières poussent l'homme à lancer des guerres saintes, par les moyens les plus cruels, contre ceux qui semblent questionner ou menacer les fondations fragiles de leur idéologie¹

Erik Erikson

Pour connaître et comprendre ceux qui ont participé aux processus d'identification sociopolitique étatique-nationale s'étant déroulés dans l'espace formé par les Slaves de l'Est, il faut bien sûr pouvoir examiner les particularités du contexte au sein duquel les trois États-nations ont surgi.

D'entrée de jeu, on remarque que chacun des deux grands changements identitaires du 20^e siècle (l'invention de l'URSS et la (ré) invention de la Russie) ont été accompagnés d'un revirement radical dans les rapports internationaux. Au tournant des années 1920, les États capitalistes européens et nord-américains sont brusquement devenus des ennemis de classe, alors qu'au tournant des années 1990, ils ont très soudainement cessé de l'être.

Bien sûr, il ne s'agit pas là d'une coïncidence, car l'identification sociopolitique comporte, fondamentalement, une dimension externe qui met en cause la nature de la relation avec

¹ Erik Erikson, « The problem of Ego Identity », *Journal of American Psychoanalytic Association*, n° 4, 1956, p. 56-121, traduction libre.

l'autre². Comme le résumait si bien Paul Kowert : « La perception de l'autre reflète quelque chose de soi »³. C'est ce que nous avons pu voir brièvement dans le premier chapitre, en décrivant l'existence d'un sous-système interétatique slavo-orthodoxe dont les contours extérieurs sont révélés par la nature du nouveau rapport à l'étranger. L'abandon de l'identité soviétique signifie d'une part un changement d'attitude face à l'Ouest, auquel on souhaite appartenir, et d'autre part vis-à-vis de la périphérie musulmane méridionale et orientale, de laquelle on espère pouvoir se dissocier.

Or, avant d'entrer dans le détail de la nouvelle phase des transformations identitaires qui s'ouvre avec le démembrement de l'URSS, il me reste maintenant à clarifier quel éclairage particulier l'examen et l'analyse de ces processus d'identification sociopolitique pourraient offrir à notre compréhension de leurs rapports interétatiques. Car il ne faut pas perdre de vue que c'est en ce sens que mes recherches sont susceptibles d'intéresser les Relations internationales⁴.

Pour tenter de répondre à la question, j'ai recensé et consulté les travaux universitaires portant sur cette région du monde et ayant explicitement étudié les liens entre la variable identitaire, la formulation de la politique extérieure et la dynamique des rapports interétatiques⁵. Afin d'explicitier comment ces auteurs ont influencé la conduite de ma recherche empirique et montrer en quoi la présente étude pourrait potentiellement enrichir le débat suscité par leurs travaux, il convient maintenant de présenter les résultats de cette recension.

² C'est l'idée centrale de l'oeuvre bien documentée de Iver Neumann, *Uses of the other: "The East" in European identity formation*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 281 p.

³ Paul Kowert, « National Identity: Inside and Out », dans *The Origins of National Interest*, sous la dir. G. Chafetz, M. Spirtas and B. Frankel, p. 29, traduction libre.

⁴ Parmi les principaux auteurs constructivistes des Relations internationales ayant influencé le regard que je pose sur les Slaves de l'Est. D'emblée, je pense à Rodney Hall (*National Collective Identity: Social Constructs and International Systems*, New York, Columbia University Press, 1999, 397 p.), à Bill McSweeney, *Security, Identity and Interest: a Sociology of International Relations*, New York, Cambridge University Press, 1999, 239 p., et à Jutta Weldes (*Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*, 1999, Minneapolis, University of Minnesota Press, 316 p.), qui m'ont beaucoup inspiré par leur capacité à relier avec équilibre l'examen empirique et la formalisation théorique.

⁵ Les travaux ayant été consultés se limitent à ceux de langue française et anglaise faisant partie de mon champ académique.

Dans un premier volet, il s'agira de clarifier quelle place occupe l'identité nationale par rapport à la définition de la politique étrangère des nouveaux États-nations slaves issus de l'ex-URSS. Est-il raisonnable de faire de l'identité nationale la variable indépendante d'une équation causale explicative des politiques étrangères? Ne faudrait-il pas à l'inverse la voir comme un sous-produit engendré par la conduite de la politique étrangère et par des effets sur la structure des rapports interétatiques?

Puisque l'identité est réellement changeante, il me faudra dans un second temps questionner la logique de sa transformation. J'examinerai donc de quelle manière les transformations identitaires sont reliées aux changements qui s'observent au niveau de la macrostructure, c'est-à-dire au niveau de cette « culture commune » prévalant chez les Slaves de l'Est. Pour bien situer mon propos par rapport au courant théorique constructiviste des Relations internationales – et du coup faire valoir l'originalité de mon propos académique – je comparerai ici la logique systémique du catalyseur identitaire postsoviétique, décrite dans le premier chapitre, avec ce que prévoit le modèle transformationnel présenté par Alexander Wendt⁶, la figure de proue du constructivisme en Relations internationales.

⁶ Voir le chapitre 7, « Process and structural change », dans *Social Theory of International Relations*, Cambridge, CUP, 1999, p. 313-369.

3.1 Identités et politiques étrangères

Le caractère spectaculaire des transformations identitaires enclenchées par la révolution gorbatchévienne chez les Slaves de l'Est – à plus forte raison dans la mesure où de telles transformations sont parallèlement survenues chez les Slaves du Sud (en Yougoslavie) et même chez les Slaves de l'Ouest (en Tchécoslovaquie) – a certainement stimulé l'usage, aujourd'hui beaucoup plus fréquent, de la notion d'identité dans les études de politiques étrangères⁷. Un bon nombre de ces études ont spécifiquement interrogé la situation des différents États slaves issus de l'ex-URSS.

Parmi ces études, on peut probablement dégager deux grandes tendances dans la façon d'appréhender l'identité. La première manière confère opératoirement à l'identité un caractère atemporel, de façon à en faire la variable indépendante d'une équation causale explicative⁸. On parlera parfois en termes similaires d'ethnicité⁹ ou de culture¹⁰. À l'instar de ceux qui penchent pour une conception romantique de la nation, on y traite de l'identité comme si celle-ci transcendait naturellement son ossature étatique.

Chez les Slaves de l'ancien monde communiste, ce propos se justifie assez facilement. Compte tenu des redécoupages territoriaux qu'a connus toute l'Europe centrale et orientale

⁷ Pour obtenir une confirmation statistique de mon intuition, j'ai effectué au printemps 2004 un test bibliométrique, à l'aide du moteur de recherche de la bibliothèque de l'Université McGill (MUSE), pour comparer le nombre d'entrées de titres comportant les mots « *national identity* » et « *international relations* ». Or, l'évolution dans les années 1990 est surprenante. Pour les titres datant de 1990, le nombre d'entrées comportant les mots « *national identity* » représentait 2,2 % du nombre d'entrées comportant les mots « *international relations* ». Cinq ans plus tard, ce pourcentage passait à 25,2 % et en l'an 2000, il atteignant les 51,1 %.

⁸ Parmi les plus caractéristiques de ce type d'étude, je mentionnerais probablement celle de Stephen Burant, « Foreign Policy and National Identity : A Comparison of Ukraine and Belarus », *Europe-Asia Studies*, vol. 47, n° 7, 1995, p. 1125-1147, celle de Jan Zaprudnik, « Development of Belarusian national identity and its influence on Belarus's foreign policy orientation », dans *National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia. The International Politics of Eurasia*, sous la dir. de R. Szporluk, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 129-149.

⁹ Algimantas Prazauskas, « The Influence of Ethnicity on the Foreign Policies of the Western Littoral States », dans *National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia: The International Politics of Eurasia*, sous la dir. de R. Szporluk, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 150-184.

¹⁰ Glenn Chafetz, Abramson Hillel et Suzette Grillo, « Culture and National Role Conception: Belarussian and Ukrainian Compliance with the Nuclear Nonproliferation Regime », dans *Culture and Foreign Policy*, sous la dir. de V. Hudson, Londres, Lynne Rienner, 1997, p. 169-200.

au 20^e siècle, il est en effet raisonnable de postuler qu'un fait social de rattachement au groupe ethnolinguistique ou religieux puisse être plus profondément enraciné dans l'imaginaire collectif d'une nation que ne l'est la nationalité à proprement parler, comme fait juridique objectif.

Tout locuteur russophone sait bien que le sens que l'on donne au fait d'être « Russe » n'a rien à voir avec les frontières étatiques actuelles. La langue russe propose bien le concept *rossiianin*¹¹, mais il est rarissime dans la langue parlée¹². Alors que le concept *rousskii* (qui dérive de l'appartenance à la *Rous* (Ruthénie) kiévienne et qui fait référence au groupe ethnolinguistique)¹³ est profondément ancré dans la structure langagière, ce n'est pas le cas du concept de rattachement à la *Rossia* (Russie).

Chez ces auteurs, non seulement l'effet de l'identité nationale comme structure causale rivalise donc parfois en importance avec celui des conditions matérielles¹⁴, mais il pourrait même carrément le supplanter. Pour les plus radicaux d'entre eux, l'examen objectif de ces conditions matérielles est illusoire, parce que c'est l'identité qui donne a priori la signification aux conditions historiques¹⁵. Ne pourrait-on pas en dire ainsi du pauvre, dès lors qu'il s'identifie au christianisme, voyant dans sa misère, non plus un prétexte objectif à la révolte, mais un chemin vers le paradis?

¹¹ Il est intéressant de souligner que c'est un archevêque ukrainien en service à la cour de Pierre 1^{er}, ancien recteur à l'Académie de Kiev-Mohyla, Theofan Prokopovitch, qui a le premier proposé le terme *Rossiianin*, opposé à *Rousskii*, afin de soutenir la vocation impérialiste supranationale de la Russie. Voir Ilya Prizel, *National Identity and Foreign Policy: Nationalism and Leadership in Poland, Russia and Ukraine*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 156.

¹² Le *Dictionnaire russe-français* (160 000 mots et expressions) de L.V. Scerba et M. I. Matoussevitch (Moscou, Éditions « *Rousskii lazyk* », 1997) ne comporte aucune entrée pour le nom « *rossiianin* », seulement une pour l'adjectif « *rossiiskii* » (qui contrairement à l'adjectif « *rousskii* », ne peut être utilisé comme nom pour désigner une personne).

¹³ Cette question fort importante a été l'objet d'une discussion détaillée dans l'ouvrage de Daniel Rancour-Laferrriere, *Russian Nationalism from an Interdisciplinary Perspective: Imagining Russia*, Lewiston, E. Mellen Press, 2000, 349 p. L'auteur, qui aborde l'étude du « flux identitaire » en Russie d'un point de vue surtout psychanalytique, suggère que le terme « *rousskii* » n'a jamais véritablement été utilisé dans le sens ethnique, le sens serait toujours demeuré inconsciemment relié à la civilisation Rous de Kiev.

¹⁴ Suzette Grillot, « Explaining Ukrainian denuclearization: material interests or liberal identity », *International Politics*, vol. 37, n° 2, 2000, p. 185-212.

¹⁵ Michael Williams et Iver Neumann, « From Alliance to Security Community: NATO, Russia, and the Power of Identity », *Millennium*, vol. 29, n° 2, 2000, p. 357-387.

Bien qu'elle ne soit pas dénuée de fondement, une telle analyse omettrait tout de même d'aborder les raisons pour lesquelles les classes moins fortunées devraient en premier lieu accepter si facilement l'opium distribué par les clercs. Car l'acquisition d'une identité qui effectivement peut grandement modifier la signification que l'on accorde au monde extérieur, survient forcément dans des conditions historiques matérielles particulières qui ne sont pas étrangères en l'occurrence au processus de transformation identitaire. La naissance du peuple soviétique en 1917 aurait-elle été possible sans l'humiliation militaire que l'Empire russe connut à cette époque, et sans les souffrances indicibles que le Tsar avait imposées à sa paysannerie pour alimenter en chair à canon son armée sous-équipée?

Dans les études sur la région, on peut ainsi distinguer une deuxième manière d'aborder l'identité étatique-nationale. Celle-ci la traite comme un processus historique contingent qu'il convient d'expliquer. Puisque, fondamentalement, toute identité résulte d'une action d'identification et que toute identité est une réponse offerte aux problèmes posés dans un certain contexte, la tâche consiste alors à identifier les éléments (idéelles ou matérielles) ayant influencé sa formation.

D'importants désaccords sont envisageables quant à l'importance relative des facteurs ayant influencé la construction des identités nationales. Certains spécialistes soutiennent que le poids de l'histoire joue un rôle de première importance¹⁶, qu'il circonscrit sévèrement le choix identitaire disponible. D'autres soulignent que l'histoire peut être ré-imaginée en

¹⁶ Frederick Starr (dir.), *Legacy of History in Russia and the new states of Eurasia*, Armonk, M. E. Sharpe, 1994, 316 p. ; Taras Kuzio, « History, Memory and Nation Building in the Post-Soviet Colonial Space », *Nationalities Papers*, vol. 30, n° 2, 2002, p. 241–264.

fonction des besoins du moment¹⁷, ce qui donnerait une grande liberté d'action aux « identificateurs »¹⁸.

Quoi qu'il en soit, on reconnaît dans les deux cas que les identités sont influencées par les rapports avec l'étranger. En s'attaquant directement à cette question des liens entre les identités nationales et les politiques étrangères en Europe de l'Est, l'ouvrage d'Ilya Prizel, *National Identity and Foreign Policy : Nationalism and Leadership in Poland, Russia and Ukraine*¹⁹, fut une contribution remarquable. La formation des identités nationales de la Pologne, de la Russie et de l'Ukraine y est présentée de telle façon que l'on est amené à reconnaître qu'elles furent tout aussi déterminantes pour l'évolution de la politique étrangère de ces pays, que la poursuite de certaines politiques étrangères l'a elle-même été dans leur formation.

À travers une synthèse historique des discours identitaires et des politiques étrangères ayant caractérisé ces trois États au cours des quatre derniers siècles, Prizel illustre donc la nécessité d'appréhender l'identité nationale et la politique étrangère à *la fois* comme variable indépendante et comme variable dépendante. Comme il le résume on ne peut plus clairement : « Tous ces États utilisent fréquemment leur identité nationale pour articuler leur politique étrangère, et inversement comptent sur leur politique étrangère pour asseoir la fondation de leur légitimité »²⁰. Ainsi propose-t-il d'examiner l'évolution de la dialectique entre les deux.

¹⁷ De bons exemples de telles perspectives sont pour l'Ukraine, Andrew Wilson, *Virtual politics : faking democracy in the post-Soviet world*, New Haven, Yale University Press, 2005, 332 p. ; pour le Belarus, Natalya Leshchenko, « A Fine Instrument: Two Nation-Building Strategies in Post-Soviet Belarus », *Nations and Nationalism*, vol. 10, n° 3, 2004, p. 333-352; et pour la Russie, Valery Tishkov et Martha Olcott, « From Ethnos to Demos : The Quest for Russia's Identity », dans *Russia after Communism*, sous la dir. de A. Aslund, et M. Olcott, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1999, p. 61-90.

¹⁸ Il est significatif que Valery Tishkov, cet anthropologue russe de renommée internationale, cité à la note supra fut personnellement employé pour agir comme conseiller auprès de Eltsine, à titre de président du Comité d'État sur les nationalités. Tishkov s'est toujours battu pour faire éradiquer les concepts « d'ethnie » et de « nationalités » du jargon juridique. Il est de ceux qui ont voulu renouer avec le concept *rossiyanin* pour faire référence à une identité civique.

¹⁹ Ilya Prizel, *National Identity and Foreign Policy: Nationalism and Leadership in Poland, Russia and Ukraine*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 442 p.

²⁰ *Ibid.*, p. 19, traduction libre.

Prizel postule d'emblée qu'aucune entité politique ne peut exister sans identité, car toute entité politique a besoin d'une identité pour lui fournir le cadre psychologique de références dans lequel elle doit fonctionner et interagir avec l'environnement extérieur. L'identité est nationale, dans la mesure où elle concerne à la fois la légitimité et le rôle fondamental de l'État-nation.

On trouverait par exemple des identités nationales – celle des États-Unis ou de la Grande-Bretagne en l'occurrence – dont la légitimité reposerait sur le rationalisme du 18^e siècle. Celles-ci s'accompagneraient généralement de politiques étrangères legalistes, à vocation universaliste²¹.

D'autres identités nationales – notamment celles issues du démembrement des ex-Empires – puiseraient plutôt leur légitimité dans le romantisme du 19^e siècle. Elles entretiendraient des images de peuple victime dont le caractère distinctif est menacé. Elles conduiraient des politiques étrangères chargées d'émotion à l'égard de l'ancienne nation dominante, cherchant à s'en démarquer le plus possible²².

Quant à la Russie, elle appartiendrait à un autre modèle, que Prizel appelle le « nationalisme théocratique ». Il s'agit d'un type d'identité nationale selon lequel l'État n'est rien de moins que le gardien d'une vérité, dont il aurait le devoir moral de protéger et parfois même de répandre. Cette identité lourdement ancrée pourrait continuer de peser lourd sur la formulation de sa politique étrangère²³.

Cette taxinomie des types d'identité nationale laisse certainement place à la discussion. Or, Prizel ne s'en formalise pas, puisqu'il concède que celles-ci peuvent changer avec le temps, de façon à s'adapter à de nouveaux environnements. Pour preuve, l'image généralement positive que les Ukrainiens se font des Polonais était inimaginable il y a à peine cinquante ans. Les deux coups de balais (nazi et soviétique) qu'elle s'est fait donner entre 1939 et 1945,

²¹ *Ibid.*, p. 21-23.

²² *Ibid.*, p. 23-29.

²³ *Ibid.*, p. 32-33.

ont ainsi aidé la Pologne à abandonner ses prétentions messianiques, qui furent la principale source de l'inimitié des Ukrainiens à leur égard. Un changement comparable pourrait-il être en train de se produire en Russie? Pour Prizel, il s'agit d'une question qui demeure entièrement ouverte.

D'une part, il affirme que les identités messianiques seraient un type d'identité nationale de moins en moins populaire auprès des masses et politiquement désillusionnées par les affres des derniers conflits mondiaux, ce qui laisse croire que la Russie pourrait progressivement se voir comme les autres États européens.

D'autre part, il remarque que la Russie, dans ses frontières actuelles, semble encore irréaliste à la population. Dans le mécontentement général d'une grave crise économique, une politique nationaliste restauratrice n'est pas à exclure. Son œuvre est certainement une invitation à suivre de près son évolution présente.

Dans son excellent ouvrage *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999*²⁴, Ted Hopf s'est attaqué directement à cette question de l'évolution récente de l'identité russe et de sa nouvelle politique étrangère. Interrogeant une période historique beaucoup plus récente, à deux moments clefs, il s'y prend d'une tout autre manière pour démontrer l'existence de liens entre la façon d'imaginer la nation (auprès de l'intelligentsia moscovite), l'interprétation de la situation internationale et conséquemment la formulation de la politique étrangère.

Son constat est ferme. La crise financière d'août 1998, la propagation de la guerre tchétchène à Moscou et l'intervention illégale de l'OTAN contre la Yougoslavie ont ensemble sérieusement marginalisé les courants de pensée libérale et pro-occidentale qui avaient été au cœur de la renaissance russe sous Eltsine. La Russie du 21^e siècle se perçoit comme un centre civilisationnel légitime et souffre d'être acculée à la périphérie du monde unipolaire américain. Alors même que Poutine offrait son aide à Bush dans sa lutte contre le terrorisme,

²⁴ Ted Hopf, *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, 299 p.

Hopf annonçait que cette image de pensée prédisposait la Russie à offrir une résistance prudente à la politique étrangère états-unienne.

Pour arriver à ce constat lucide, Hopf postule que le décideur en matière de politique étrangère habite le même univers que la société (particulièrement l'intelligentsia de Moscou), qu'il partage avec elle une même structure cognitive et qu'il pense et agit conséquemment. C'est pourquoi, il estime que le point de départ méthodologique pour expliquer le comportement d'un État devrait être l'étude de l'image qu'une société se fait d'elle-même. Aussi est-il l'un des rares spécialistes en Relations internationales à proposer de s'intéresser aux « sources textuelles de l'identité ». Celles-ci se trouvent dans les grands journaux, les revues spécialisées, les essais philosophiques, ainsi que dans les grandes œuvres littéraires fictives²⁵.

Tout en reconnaissant la diversité des représentations identitaires, il arrive à dégager pour chaque période certains dénominateurs communs, formant les traits dominants de ces représentations. Il cherche ensuite à déduire, pour chacune de ces périodes, quelles représentations de l'étranger doivent logiquement accompagner l'imaginaire identitaire prévalant à Moscou. Ensuite, il examine si la politique étrangère mise en œuvre correspond à cette représentation identitaire, de façon à « tester » son pouvoir explicatif structurel.

Entre autres exemples, il montre comment l'attitude de Khrouchtchev envers la Chine ou l'Inde découlait de cette vision que l'on avait à Moscou de la hiérarchisation entre les nations socialistes avancées et les peuples sous-développés. Hopf soutient que le prisme à travers lequel on percevait cette hiérarchie était fondée sur l'expérience acquise, au sein même de l'URSS, entre un noyau slave « avancé » venant au secours d'une périphérie « arriérée » ayant encore un grand bout de chemin à faire pour rejoindre le monde moderne²⁶. En 1955,

²⁵ Voir le tableau synthèse pour une liste complète. *Ibid.* p. 34.

²⁶ Illustrant bien comment la périphérie de l'économie-monde était perçue comme une version prémoderne de l'URSS, avec son monde rural religieux, son agriculture d'autosubsistance et sa production de matières premières destinée aux pays capitalistes, Hopf raconte que les représentants du Comité soviétique pour la paix voyageant en Inde pour les préparatifs de la conférence Bandung avaient amené avec eux pour montrer aux autres délégués, dont la plupart étaient en provenance des pays nouvellement décolonisés, un film intitulé, *Les jours fériés du peuple Tadjik*, (*Ibid.*, p. 136).

face à ses homologues indiens ou chinois, Khrouchtchev se sentait naturellement habilité à prodiguer de généreux conseils, avec la même condescendance qu'il le faisait aux dirigeants des républiques d'Asie centrale, sans aucun égard pour la façon dont ces civilisations très anciennes se percevaient elles-mêmes.

De la même façon, Hopf nous explique pourquoi 40 ans plus tard, la mission de l'État russe en Tchétchénie (le respect de l'ordre constitutionnel), a été un prisme à travers lequel la société a interprété le conflit au Kosovo. Il soutient, conséquemment, qu'il s'agit d'un facteur ayant structuré la position de la Russie à l'égard de l'intervention militaire de l'OTAN en Yougoslavie²⁷.

En « testant » ainsi la corrélation entre l'identité nationale et la politique étrangère, les travaux de Hopf respectent sans doute les critères de validations scientifiques de la connaissance. De plus, parce qu'il compare deux époques distinctes, il évite habilement le piège de la réification des structures identitaires caractérisant les études abordant l'identité comme facteur explicatif, un piège dans lequel tombe par exemple le politologue américain Samuel Huntington²⁸.

Car en prenant des photos à deux moments précis, Hopf montre plutôt que le nouvel imaginaire national russe, meurtri par sa débandade économique et géopolitique des années 1990, n'a finalement plus grand-chose en commun avec le projet du nouvel homme soviétique qui prévalait à l'ère du communisme triomphant de l'énergie atomique et de l'exploration spatiale. À cet égard, on peut dire de sa démonstration qu'elle nous invite fortement à adopter une approche herméneutique pour comprendre la politique étrangère de la Russie.

²⁷ Cette position concorde exactement avec l'analyse effectuée par Andrei Minatchev et Jacques Lévesque, « L'identité et la sécurité de la Russie : Les crises internationales comme miroir de la guerre de Tchétchénie », *Études internationales*, vol. 35, n° 1, 2004, p. 49-72.

²⁸ Samuel Huntington, *The Clash of Civilization and the Remaking of the World Order*, New York, Simon and Schuster, 1996, 367 p.

En empruntant à une variété éclectique de sources psychologiques, philosophiques et sociologiques, Hopf offre une discussion détaillée du concept d'identité. Nous mettant en garde contre le danger d'accepter quelque postulat théorique avant d'avoir conduit une recherche empirique rigoureuse, il refuse d'emblée de faire sienne l'idée que l'identité serait mécaniquement structurée par l'environnement extérieur, ou inversement qu'elle pourrait être manipulée à souhait par les acteurs²⁹.

À l'instar de Prizel, il postule que les identités collectives ne peuvent se définir qu'en relation avec ce que l'on estime être extérieur au groupe, mais il va toutefois plus loin dans l'articulation théorique de l'aspect relationnel de la construction identitaire. S'inspirant explicitement de la phénoménologie, de l'interactionnisme symbolique et du socioconstructivisme, il affirme l'existence d'une structure cognitive de la constitution mutuelle du « soi » et de « l'autre ». Or, en bout de piste, il démontre aussi que « l'autre » n'a pas besoin d'être un autre État, mais qu'il peut s'agir de tout autre fait social que rejette la nation.

Pour transcender la dichotomie entre ceux qui conçoivent l'identité comme une adaptation mécanique à l'environnement, et ceux qui voient l'identité comme un instrument pouvant être délibérément approprié, Hopf soutient que les dirigeants opèrent instinctivement selon des « logiques de tous les jours » (*everyday logics*)³⁰, qui peuvent donner raison aux deux, selon le cas.

Ces logiques forment ensemble une structure cognitive qui comporterait, nous dit-il, quatre aspects : 1) le désir d'être compris ; 2) la volonté de croire en nos interprétations ; 3) la capacité à imaginer des interprétations différentes ; ainsi que 4) la mémoire de ce qui a été fait³¹. Or, si la mémoire de notre passé dépend de l'environnement dans lequel nous nous trouvons, la capacité d'imaginer de nouvelles interprétations de cet environnement repose en revanche sur les ressources de l'agent. Ainsi, il n'y a donc pas une opposition, mais plutôt une complémentarité entre l'idée que l'identité nationale découle forcément du contexte

²⁹ Ted Hopf, *op. cit.*, p. 3.

³⁰ *Ibid.*, p. 266.

³¹ *Ibid.*, p. 12-16.

historique, et celle voulant que l'identité nationale puisse être imaginée par les dirigeants pour servir les fins d'une nouvelle politique étrangère.

En réalité, lorsque prise seule, cette logique de l'appropriation identitaire relève de la tautologie. Si l'on se contentait de démontrer que la société n'est rien d'autre que ce qu'elle veut faire, donc qu'elle fait précisément ce qu'elle veut être, cela ne nous dirait absolument rien des raisons pour lesquelles il arrive qu'une nation modifie son identité et son comportement dans l'arène internationale³².

Inversement, considérée à elle seule, la logique de la conséquence n'est pas satisfaisante, car elle ne permet pas d'expliquer le caractère parfois surprenant des transformations identitaires. Si la société était toujours ce qu'elle devait être, dans le contexte objectif qui est le sien, elle ne deviendrait jamais autre chose que ce à quoi l'on s'attend. L'identification sociopolitique serait un mécanisme d'adaptation prévisible : l'URSS de Gorbatchev n'aurait alors étonné personne.

Il serait certainement injuste de reprocher à Hopf d'avoir préféré théoriser la logique interne qui s'observe au sein de l'unité étatique. S'adressant à Wendt, avec qui il partage explicitement les postulats constructivistes, il souhaite démontrer que le type de culture prévalant au niveau systémique n'est pas la première structure idéale agissant comme facteur causal dans la définition de la politique étrangère. C'est ce qu'il résume clairement en affirmant que « la réponse à la question de savoir qui sont nos ennemis et qui sont nos amis commence à la maison »³³.

Bien qu'il mette en exergue le changement identitaire étant survenu entre 1955 et 1999, Hopf a toutefois fait l'économie d'une discussion théorique sur le processus de changement étant

³² C'est d'ailleurs certainement la critique la plus sérieuse que l'on peut formuler à l'égard des approches post-structuralistes en relations internationales, comme l'ont unanimement souligné les membres du jury ayant évalué mon mémoire de maîtrise intitulé, *Politique étrangère et (re) construction identitaire : Le cas du Belarus, de l'Ukraine et du Moldova* (UQAM, 1999), un essai critique s'étant pour l'essentiel limité à mettre en exergue l'instrumentalisation des discours identitaires par le pouvoir.

³³ Ted Hopf, *op. cit.*, p. 294, traduction libre.

survenu entre les deux périodes. Or qu'en est-il de ces identités nationales au moment où elles se transforment? Comment comprendre la dynamique de leur transformation? Afin de bien situer mon objet d'étude à l'intérieur de mon champ d'études, il s'agit du dernier aspect qu'il me faudra examiner.

3.2 Transformations identitaires et systèmes interétatiques

À ma connaissance, la question des transformations identitaires post-soviétiques chez les Slaves de l'Est n'a pas encore été pleinement abordée en tant que *processus relationnel*, impliquant une dynamique à trois joueurs, au sein d'un système dont la macrostructure se caractérise par une compréhension intersubjective commune, qui concerne en premier lieu la question des origines. Comme je l'ai mentionné au premier chapitre, les auteurs ayant mentionné l'existence d'un groupe spécial formé des héritiers de la Ruthénie n'ont pas cherché explicitement à définir ce sous-système, ni à décrire conceptuellement sa structure et sa dynamique interne.

Inspiré par le caractère dangereusement houleux des relations entre les deux plus gros États-nations slaves, Anatol Lieven a tout de même proposé une lecture empirique qui situe judicieusement les rapports entre Moscou et Kiev dans leur cadre symbolique « fraternel ».³⁴ Même s'il n'est pas intéressé d'offrir une conceptualisation formelle de cette « dynamique de rivalité fraternelle » s'étant développée au fil des siècles, il décrit l'existence d'un prisme particulier à travers lequel les Russes et les Ukrainiens définissent leurs comportements, les uns par rapports aux autres.

Ce prisme serait composé par une série de disputes interprétatives à l'égard d'un passé commun, au sein duquel les frontières imaginaires entre les « Russes » et les « Ukrainiens » sont l'objet d'un inextricable contentieux. Les fondations fragiles sur lesquelles reposent leurs identités respectives sont donc directement menacées par la teneur du discours identitaire du voisin, dont la proximité est telle qu'il n'y a aucune chance pour qu'il puisse simplement l'ignorer.

Qu'il s'agisse de la dispute sur l'héritage de Kiev, sur l'Union de Pereiaslav de 1654 ou trois siècles plus tard sur le cadeau de la Crimée, les débats d'interprétations sur l'histoire familiale provoquent des réactions beaucoup plus émotives que les autres chicanes de voisins.

³⁴ Anatol Lieven, *Ukraine and Russia: A Fraternal Rivalry*, Washington, United States Institute of Peace, 1999, 182 p.

Pour Lieven, c'est ce qui explique que les Russes aient pu faire preuve de tolérance envers la façon dont les Lettons et les Estoniens ont traité leur population d'origine russe, alors qu'une politique similaire qui aurait été adoptée en Ukraine aurait déclenché une colère sans précédent à Moscou.

Saisissant l'essence de la dialectique entre identité nationale et politique étrangère, il souligne qu'un « développement ethnonationaliste de l'État ukrainien entraînerait non seulement une déstabilisation intérieure de l'Ukraine, mais serait aussi un grand péril pour la Russie, qui se développerait alors dans une direction similaire, soit celle d'une consolidation nationale le long de ces frontières ethniques »³⁵. S'adressant à un lectorat occidental parfois tenté d'encourager l'Ukraine dans cette direction, l'auteur nous met en garde contre les périls d'un tel scénario, qui selon lui déclencherait un processus embrasant toute la région.

Très peu d'auteurs ont ainsi offert simultanément une description de l'évolution de la dynamique des rapports russo-ukrainiens et une description de leur quête identitaire nationale respective, de façon à éclairer la relation entre les deux processus. À ma connaissance, on trouve une seule heureuse exception digne de mention à cet égard, la thèse de Mikhail Molchanov, *Political Culture and National Identity in Russia-Ukrainian Relations*³⁶.

Alors que Hopf écartait, pour des raisons méthodologiques, l'effet des structures idéelles au niveau systémique, Molchanov en a fait son principal objet d'analyse. De mon point de vue, l'intérêt central de son travail repose sur le fait qu'il se soit penché sur ce qu'il appelle « le problème des négociations interculturelles », indiquant d'entrée de jeu qu'il s'inscrit dans le contexte d'une quête identitaire à laquelle participent simultanément les deux plus importants États successeurs de l'URSS.

Comme Lieven, Molchanov n'est pas intéressé d'offrir une conceptualisation respectant les catégories analytiques familières aux auteurs de Relations internationales. Néanmoins, Wendt dirait certainement de sa thèse qu'elle illustre la co-constitution de la macro-structure (la

³⁵ *Ibid.*, p. 137.

³⁶ Mikhail Molchanov, *Political Culture and National Identity in Russia-Ukrainian Relations*, College Station, Texas University Press, 2002, 350 p.

culture de l'anarchie au sein du système) et la micro-structure (l'identité nationale d'ami ou d'ennemi à l'égard des autres États), qui se forme dans un processus relationnel entre les (deux) unités du système (russo-ukrainien).

Le contexte politico-culturel quasi-révolutionnaire dans lequel les deux poids lourds de l'URSS se disputent est en pleine évolution. Cette évolution prend forme dans la dialectique des rapports interétatiques, un processus relationnel, que Molchanov appelle un « syndrome post-impérial »³⁷. La description empirique qu'il en offre recourt fréquemment aux concepts de « crise », « d'apprentissage » et « d'adaptation », à tel point qu'elle ressemble à certains moments à l'analyse psychosociologique des relations entre deux groupes enchevêtrés dans une relation intime.

Comme Lieven, qu'il cite d'ailleurs à plusieurs reprises, Molchanov soutient que le degré de proximité culturelle est tel qu'il est impossible que les processus russe et ukrainien d'adaptation au nouvel environnement international se déroulent indépendamment l'un de l'autre. Comme il le formule habilement : « “Nous” construisons “leur” identité dans une mesure qui n'est pas moins grande à celle qu'ils construisent par eux-mêmes »³⁸. Les besoins de redéfinition identitaire sont très différents, mais ils se manifestent à travers un « dialogue post-soviétique » qui a sa propre dynamique.

Certes, Molchanov reconnaît que ce dialogue se déroule dans l'arène internationale et qu'il demeure très influencé par ce qui s'y passe, mais il n'a pas formellement tenté d'intégrer ce niveau d'analyse susceptible d'intéresser la discipline des Relations internationales.

De toute évidence, la post-soviétologie n'a rien à envier aux Relations internationales en matière de réflexion théorique sur l'identité, car elle fut elle-même à la remorque des travaux de sociologie ou de psychologie. Il en est ainsi en ce qui a trait à la réflexion théorique sur les processus d'identification, qui n'en est encore qu'à ces balbutiements. Cela dit, il serait certainement dommage que de tels travaux demeurent à l'écart du débat théorique sur

³⁷ *Ibid.*, p. 46.

³⁸ *Ibid.*, p. 9.

l'utilisation de la variable identitaire qui se déroule actuellement en Relations internationales. Car l'établissement d'un véritable dialogue entre les études qui portent principalement sur les politiques étrangères et celles qui portent sur les constructions identitaires reste encore à faire. Pour le moment, force est de constater que ce dialogue se limite à un nombre encore plutôt restreint d'auteurs.

À ma connaissance, Paul D'Anieri est le premier à avoir explicitement tenté d'utiliser l'approche constructiviste développée en Relations internationales pour éclairer la problématique des rapports entre les deux plus importantes composantes de l'ex-URSS³⁹. Dans un ouvrage remarquable paru subséquemment, il s'est évertué à illustrer les limites des approches réalistes et libérales et à pouvoir expliquer la politique étrangère ukrainienne, montrant que la clé nécessaire pour saisir le comportement de Kiev se trouvait dans sa façon de résoudre ses dilemmes entre le désir de souveraineté, le désir d'autonomie et le désir de prospérité⁴⁰.

Pourtant, D'Anieri demeure à ce jour l'un des rares auteurs, avec Hopf et quelques autres comme Igor Zevelev⁴¹, à être intervenu en faveur de l'adoption d'un programme de recherche constructiviste pour l'étude des relations au sein de l'ex-URSS⁴². Il écrivait dans un ouvrage paru en 2002 : « Premièrement, en considérant l'Ukraine dans le contexte plus large de la

³⁹ Paul D'Anieri, « Nationalism and international politics: identity and sovereignty in the Russian-Ukrainian conflict », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 3, n° 2, 1997, p. 1-28.

⁴⁰ Paul D'Anieri, *Economic Interdependence in Ukrainian-Russian Relations*, Albany, State University of New York Press, 1999, 278 p.

⁴¹ Igor Zevelev, « The Redefinition of the Russian Nation, International Security, and Stability », dans *Russia in the new century : stability or disorder?*, sous la dir. de V. Bonnell et G. Breslauer, Boulder, Westview Press, 2001, p. 265-289.

⁴² Il convient de citer ici quelques exceptions intéressantes : Andrei Tsygankov, *Pathways After Empire. National Identity and Foreign Economic Policy in the Post-Soviet World*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2001, 236 p. ; Flemming Splidsboel-Hansen, « Russia's Relations with the European Union : A Constructivist Cut », *International Politics*, vol. 39, n° 4, 2002, p. 399-421 ; Jeffrey Checkel, « Institutional Dynamics in Collapsing Empires : Domestic Structural Change in the USSR, Post-Soviet Russia and Independent Ukraine », dans *Altered States : International Relations, Domestic Politics and Institutional Change*, sous la dir. de A. Cortell et S. Peterson, Lanham, Rowman and Littlefield, 2002 ; Natalie Mychajlyszyn, « From Adversaries to partners : NATO and Ukraine in the Post-Cold War Era », *NATO Fellowship Program 2001-2003, Final Report*, June 2003, <http://www.nato.int/acad/fellow/01-03/mychajlyszyn.pdf> ; Flemming Splidsboel-Hansen, « Russia's Relations with the European Union : A Constructivist Cut », *International Politics*, vol. 39, n° 4, 2002, p. 399-421.

théorie des relations internationales, nous sommes susceptibles d'apprendre des choses sur l'Ukraine que nous ne verrions peut-être pas autrement. Ensuite, en illustrant comment l'identité nationale s'insère dans notre théorie des relations internationales, nous pouvons améliorer la théorie »⁴³. Or, dans la mesure où ma thèse souhaite pouvoir répondre à cet appel, il convient de préciser les aspects de la théorie qu'elle pourrait éventuellement améliorer.

Il n'est peut-être pas complètement novateur de recourir aux approches constructivistes et critiques pour parler des rapports interétatiques entre la Russie, l'Ukraine et le Belarus. En revanche, il s'agit d'une tendance plutôt récente qui ouvre sur une multitude de sphères encore inexplorées. Prizel et Hopf ont déjà débroussaillé l'*aspect relationnel* de la construction identitaire. Lieven, Molchanov et D'Anieri se sont attaqués de front à la question du *processus relationnel* à travers lequel la macrostructure (compréhension intersubjective) a pu rapidement se transformer.

Or, si ces derniers auteurs nous ont offert une lecture empirique interprétative des plus intéressantes par sa nouveauté, ils ont tous fait l'économie d'une discussion détaillée sur cette question du *processus*. C'est donc en comblant cette lacune que ma thèse pourrait contribuer à améliorer notre compréhension du *processus de transformation identitaire post-soviétique*. Parce qu'il s'agit du principal élément d'originalité théorique de ma recherche, il mérite d'être discuté plus longuement.

⁴³ Paul D'Anieri, « Constructivist Theory and Ukrainian Foreign Policy », dans *Ukrainian Foreign and Security Policy. Theoretical and Comparative Perspectives*, sous la dir. de J. Moroney, T. Kuzio et M. Molchanov, Westport, Praeger, 2002, p. 38. D'Anieri a réitéré cet appel en précisant qu'il faudrait aussi enrichir nos connaissances empiriques des sphères qui, à cause de nos programmes politiques, ont encore à ce jour été ignorées. « Ukrainian Foreign and Security Studies : Toward a Broadened Agenda? », draft paper presented at the Workshop *Understanding the Transformation of Ukraine : Assessing What Has Been Learned, Devising a Research Agenda*, University of Ottawa, 15-16 octobre 2004, http://www.ukrainianstudies.uottawa.ca/pdf/P_Danieri.pdf.

3.3 Logique systémique des catalyseurs identitaires

D'entrée de jeu, on peut convenir que la reconnaissance du caractère construit des identités nationales doit logiquement être accompagnée d'une reconnaissance de leur transformabilité. Pourtant, ces points tournants de l'histoire pendant lesquels on assiste à un changement rapide des structures identitaires n'ont pas encore été l'objet d'une discussion théorique pour la région qui m'intéresse.

Bien que quelques auteurs comme Molchanov l'utilisent instinctivement pour parler de ces processus de changement rapide de l'image de soi, la notion de « crise identitaire » n'est pas courante en Relations internationales⁴⁴. Dans une excellente thèse (*Personal Identity, National Identity and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 194 p.), William Bloom avait déjà présenté les grands axes conceptuels d'un rapprochement entre les enseignements de Freud et d'Erikson, notamment sur la problématique identitaire et les Relations internationales, mais son propos ne concernait pas directement les périodes de crises ou de changements identitaires rapides.

Sans explicitement se référer à la notion de crise, l'ouvrage de Wendt a fourni un effort de théorisation du processus de transformation identitaire. Dans son ouvrage, il consacre en effet son dernier chapitre à la question « des processus et des changements structurels »⁴⁵. Car bien que les macrostructures (qu'il définit explicitement comme « cultures de l'anarchie ») et les microstructures (qu'il définit comme les identités nationales de « prédateur », de « rival » ou de « collaborateur ») peuvent être décrites comme des « prophéties auto-réalisées », parce qu'elles se réifient et tendent avec le temps à devenir profondément ancrées dans l'entendement collectif des États⁴⁶, l'histoire démontre bien qu'il arrive parfois qu'elles se transforment.

⁴⁴ On trouve bien, dans l'œuvre de Jürgen Habermas (*Legitimation Crisis*, Boston, Beacon Press, 1975, 166 p.) une discussion éclairée sur cette notion de crise, mais celle-ci n'a pas pris pied dans notre discipline. Une seule exception récente a été portée à mon attention: Janice Bially Mattern, *Ordering International Politics: Identity, Crisis, and Representational Force*, New York, Routledge, 2005, 303

⁴⁵ Alexander Wendt, *op. cit.*, p. 313-369.

⁴⁶ *ibid.*, p. 310.

Concrètement, « un changement structurel survient lorsque les acteurs redéfinissent ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent »⁴⁷. Pour Wendt, un tel changement prendrait source dans les éléments de contestation présents au sein d'une culture⁴⁸. Ceux-ci pourraient surgir de cinq sources : 1) des contradictions existant entre différentes logiques internes au sein d'une culture ; 2) de la socialisation imparfaite d'un agent qui choisit d'entreprendre un projet individuel ; 3) des conséquences inattendues émanant des croyances partagées ; 4) d'un choc exogène ; ou 5) de la créativité et de l'émergence de nouvelles idées⁴⁹.

Dans cette perspective, la transformation identitaire d'un acteur étatique pourrait survenir lorsque son rôle, ses normes et ses intérêts apparaissent inappropriés à la situation. Cette transformation pourrait se justifier lorsque la politique étrangère ne génère plus les résultats escomptés au sein d'une culture donnée⁵⁰. Progressivement, dans l'interaction avec les autres États, le nouveau rôle, les nouvelles normes et les nouveaux intérêts peuvent éventuellement affecter l'identité de plusieurs autres acteurs étatiques. Selon Wendt, c'est ce qui entraîne un changement de culture systémique, susceptible inversement d'affecter l'identité de tous les États du système.

De son propre aveu, Wendt reconnaît toutefois que la dynamique non-linéaire par laquelle se transforment mutuellement ces microstructures et macrostructures co-constituées est un élément crucial du changement structurel n'ayant pas été examiné. Sans prétendre enrichir le modèle transformationnel de Wendt, je pense qu'il sera instructif d'utiliser ce prisme conceptuel pour interroger les redéfinitions identitaires et la reconfiguration des rapports interétatiques chez les Slaves de l'Est afin de jeter un éclairage sur le bien-fondé de ce modèle théorique.

⁴⁷ *ibid.*, p. 336.

⁴⁸ Il donne ainsi implicitement raison à Hopf d'insister pour commencer l'analyse en investiguant ce qui se passe à l'intérieur de l'unité étatique.

⁴⁹ *ibid.*, p. 188.

⁵⁰ C'est ce que Wendt appelle le processus de « sélection culturelle », qui résulte de l'imitation et de l'apprentissage social (*ibid.*, p. 324-335). Si ce processus peut s'inscrire dans une logique strictement rationaliste (ce qui correspond au second niveau d'intégration), l'approche constructiviste soutient que les effets de ce changement peuvent être plus profonds en affectant l'identité même de l'agent (ce qui correspond au troisième niveau d'intégration).

En postulant l'existence d'un sous-système semi-ouvert formé des trois États slaves de l'ex-URSS, il devient possible d'éclairer empiriquement et théoriquement un fait social encore peu exploré dans la discipline des Relations internationales : celui d'une dynamique familiale dont l'enjeu est la part d'héritage symbolique distribuée entre ses trois membres. À cet égard, la dynamique que j'entends observer pour la période 1991-2008 au sein de l'espace formé par la Russie, l'Ukraine et le Belarus, doit pouvoir m'aider à répondre empiriquement à deux questions théoriques posées en introduction : premièrement, quelle place occupe l'identité nationale par rapport à la définition d'une politique étrangère? Deuxièmement, comment se forment et se transforment les identités collectives au sein des structures étatiques?

À la première question sur les liens entre l'identité nationale et la politique étrangère, j'ai tenté d'établir, en invoquant des auteurs reconnus, qu'ils étaient de nature dialectique. Non seulement faut-il être capable de les décrire empiriquement comme un processus relationnel, comme l'ont fait Prizel, Lieven et Molchanov, mais afin de pouvoir entrer en communication avec les travaux théoriques constructivistes en Relations internationales, il importe de formaliser conceptuellement les caractéristiques de cette dialectique, comme l'a fait D'Anieri.

C'est pour pouvoir établir un tel dialogue que j'ai posé une deuxième question sur les liens entre la transformation identitaire des dirigeants et le changement structurel au niveau systémique. Ma réponse préliminaire comporte deux volets. D'une part, je concède à Wendt que l'identité des agents est endogène à la compréhension intersubjective qui règne au sein d'un système, et donc que les changements systémiques affectent les identifications sociopolitiques. Mais d'autre part, j'abonde dans la même direction que Hopf pour dire que l'origine des transformations se trouve fondamentalement dans la tête de ceux qui participent aux débats identitaires au sein de chaque nation, et qu'il nous faut donc essayer de recouvrer la logique interne de ceux-ci.

En somme, en me fondant simultanément sur la base d'une connaissance empirique préliminaire de la région et d'une réflexion alimentée par des auteurs constructivistes

reconnus, je propose de porter une attention particulière à la logique systémique des catalyseurs identitaires, que je définis comme les moments du processus pendant lequel l'image prédominante de la nation cesse de lui apparaître gratifiante. Il s'agit à la base d'un sentiment d'échec, qui se mesure à l'aune des critères découlant de l'identité préexistante et pouvant être simultanément matériel et idéal. Dès lors que ce constat d'échec est formellement posé et interprété comme une étape d'apprentissage, il permet à la nation de formuler pour l'avenir de nouvelles images de pensée à l'égard des contours et du rôle de l'État.

La forme de ce nouvel imaginaire peut être multiple, mais elle sera circonscrite par les structures au sein desquelles pensent et agissent les « identificateurs », peut importe selon le cas qu'il s'agisse des dirigeants politiques, (incluant des détenteurs des moyens de productions ou des clercs), des intellectuels ou des masses, chaque groupe devant être examiné séparément selon la configuration des rapports de productions (des biens et des idées) au sein de la nation.

Selon la forme que prendra ce nouvel imaginaire national, la nouvelle politique étrangère qui en découle risque d'affecter les autres États-nations et les amener à adopter un nouveau comportement dans l'arène internationale. Sans être une condition suffisante, il s'agit d'une condition nécessaire à la modification de la macrostructure systémique.

Dès lors qu'un élément important de la macrostructure du système est affecté, il peut jeter une ombre sur l'image que les États-nations se font d'eux-mêmes, ce qui déclenchera de nouvelles remises en question identitaire, générant une dialectique transformationnelle dont l'aboutissement est imprévisible.

Lorsque les États-nations se cherchent sans succès une identité stable dans un environnement systémique où l'on ne trouve pas de compréhension intersubjective, mais bien une situation d'incompréhension généralisée, faisant que personne ne sait plus si le voisin est un ami ou un ennemi, il y aurait probablement lieu de parler alors d'une « crise systémique ». Tel que je les

conceptualise, le processus relationnel entre les Slaves de l'Est pourrait présenter les symptômes d'une telle crise.

Pour tenter de comprendre adéquatement les convulsions caractérisant les redéfinitions identitaires et la reconfiguration des rapports interétatiques enclenchés par l'effacement de l'*Homo Sovieticus*, il me faut maintenant analyser et comparer les types de structures matérielles et idéelles ayant affecté leurs transformations identitaires post-soviétiques. En second lieu, il me faudra analyser et comparer les processus d'identification sociopolitique et d'évolution de la politique étrangère dans chacun des États-Nations.

Au cours des trois prochains chapitres, c'est donc sous cet angle que je compte examiner si les redéfinitions identitaires et la reconfiguration des rapports interétatiques chez les Slaves de l'Est peuvent être conceptualisées et décrites empiriquement comme des processus interactifs d'apprentissage social, où à l'intérieur d'une dynamique familiale slavo-orientale postsoviétique les dirigeants de chaque État tentent de répondre à la question de l'identité collective d'une façon qui soit à la fois viable et gratifiante.

CHAPITRE QUATRIÈME

LA RUSSIE POST-SOVIÉTIQUE AU TEMPS DES TROUBLES

*Je vous demande pardon pour ne pas avoir répondu aux
espoirs de ceux qui croyaient que nous pourrions d'un seul
saut, d'un seul bond, nous propulser du passé gris,
totalitaire, stagnant, vers un avenir dégagé, riche et civilisé.*

Boris Eltsine¹

Par une loi votée en décembre 2004², la Fédération de Russie s'est finalement débarrassée de ce jour férié autrefois consacré aux commémorations de la Grande Révolution d'Octobre. En lieu et place de cette tradition soviétique – qu'Eltsine avait déjà remaquillée en 1996 pour en faire le « Jour de l'accord et de la réconciliation » (*Den primireniia i soglasiia*)³ – les autorités proposent désormais de célébrer le « Jour de l'unité du peuple » (*Den narodnogo edinstva*).

La date du congé n'a reculé que de 72 heures au calendrier, passant du 7 au 4 novembre, mais celle de l'évènement à commémorer a fait un bon arrière de plus de trois siècles, en 1612 précisément, moment de la bataille gagnée par une armée populaire levée à la demande du

¹ Je cite ici la traduction française de l'adresse à la nation, effectuée la veille du nouveau millénaire, pendant laquelle Eltsine annonce sa démission en direct à la télévision, telle que retranscrite dans le dernier ouvrage bibliographique de Boris Eltsine, *Mémoires*, traduit par R. Marcia, Paris, Flammarion, 2000, p. 557.

² *O vnesenii izmenenii v statiou 112 Troudovogo kodeksa Rossiiskoi Federatsii* (Amendement à l'article 112 du code du travail de la Fédération de Russie), Loi fédérale n° 201-F3, Moscou, 29 décembre 2004, <http://wbase.duma.gov.ru/ntc/vdoc.asp?kl=14695>.

³ Kathleen Smith, *Mythmaking in the New Russia: Politics and Memory during the Yeltsin Era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, p. 83-84.

patriarche orthodoxe contre les troupes polono-lituanienues qui s'étaient emparées de la citadelle de Moscou. Cette date correspond au point tournant de ce que les historiens russes ont nommé le Temps des Troubles (*Smoutnoe Vremiia*)⁴ ; une période qui dura une quinzaine d'années et qui fut marquée par une crise de légitimité politique, les tractations de sulfureux prétendants au trône et d'humiliants reculs militaires.

D'emblée, la population ne fut pas gagnée à l'idée de relier la nouvelle fête nationale à ce passé lointain. Un sondage réalisé en novembre 2005 révélait que seulement 22 % approuvaient la décision⁵. Pourtant, celle-ci pourrait être lourde de sens pour l'avenir, car en réhabilitant la commémoration de cette victoire, le régime associe l'unité du peuple au redressement politique et militaire de la Russie. Poutine expliquait ainsi :

Ce fut la cohésion de toute la société, sa responsabilité envers la destinée du pays, qui en ces temps aida à défendre l'indépendance, à raviver l'État russe et à créer les conditions pour la construction d'une grande puissance de la Baltique au Pacifique⁶.

Ce n'est pas un hasard si ce nouveau Jour de l'unité du peuple coïncide avec la fête de l'icône de la mère de Dieu de Kazan. En août 2004, dans un geste qu'il présenta comme un « témoignage d'unité », le pape Jean-Paul II remettait au patriarche Alexeï II cette icône, qu'il s'était lui-même fait offrir quelques années auparavant. Disparue au moment de la Révolution, puis retrouvée dans les années 1960 chez un antiquaire de New York, cette icône, adulée depuis des siècles pour les miracles qu'elle aurait accomplis pour la défense du pays⁷, retrouvait ainsi son chemin jusqu'à Moscou. S'obstinant à refuser d'accueillir en Russie le

⁴ C'est au grand historien russe Sergei Platonov (1860-1933) que l'on doit cette désignation de la période qui débute avec l'ascension politique de Boris Godounov, le principal conseiller du Tsar Théodore, mort sans héritier en 1598, et qui se termine à l'élection de Mikhaïl Romanov à la tête de l'État russe, survenue peu après cette victoire. *The Times of Trouble: A historical Study of the International Crisis and Social Struggle in Sixteenth- and Seventeenth-Century Muscovy*, traduit par J. Alexander, Lawrence, University Press of Kansas, 1970 (1923), 209 p.

⁵ Presque le double (41 %) évaluait défavorablement la décision. Fond Obchestvoe Mnenie, « Den narodovo edinstva (Jour de l'unité de peuple) », 3 novembre 2005, <http://www.fom.ru/topics/989.html>.

⁶ « Russia Celebrates Third People's Unity Day », *Itar-Tass*, 5 novembre 2007, traduction libre.

⁷ Vera Shevzov, « Scripting the Gaze, Liturgy, Homilies, and the Kazan Icon of the Mother of God in Late Imperial Russia », dans *Sacred Stories: Religion and Spirituality in Modern Russia* sous la dir. de M. Steinberg et H. Colman, Indianapolis, Indiana University Press, 2007, p. 61-92.

chef de l'Église catholique, le patriarche de Moscou se contenta de remercier pour cet « acte de restauration de la justice »⁸.

Même symbolique, la collusion entre les pouvoirs politiques et les pouvoirs religieux, déjà bien documentée par certains auteurs⁹, pourrait difficilement ne pas être soulignée ici. En effet, pour les géopoliticiens russes qui ont assisté impuissants aux vagues successives de l'élargissement de l'OTAN, l'évocation de ce symbole de résistance à l'envahisseur étranger constitue une stratégie discursive qui tombe à point. L'image de pensée qui domine est celle d'une Russie affaiblie, victime d'encerclement militaire et même d'ingérence extérieure dans sa sphère d'influence traditionnelle. Alors que la mémoire de la Révolution divise, celle d'une résistance au monde unipolaire est unificatrice.

Après ces années d'humiliations, qui culminent avec les « révolutions de couleurs » pro-américaines en Géorgie et en Ukraine, le temps serait-il venu pour les Russes de commettre « un acte de restauration de la justice »? Il n'existe pas de réponse unanime quant au sens que pourrait prendre une telle revanche, mais les options disponibles sont tout de même circonscrites par des facteurs à la fois matériels et idéels qu'il convient d'examiner. Dans les deux prochaines sections de ce chapitre, j'offrirai un portrait succinct de leurs caractéristiques. Ensuite, afin d'en saisir la logique interne, il restera à examiner comment la quête identitaire russe, qui lui est sous-jacente, a évolué à l'égard de l'étranger, en prêtant une attention particulière à la place qu'y occupent les autres républiques slavo-orthodoxes.

⁸ « Lettre de Sa Sainteté Alexis II au Saint-Père Jean-Paul II à l'occasion du retour de l'icône de la Mère de Dieu de Kazan en Russie », http://www.vatican.va/holy_father/special_features/kazan/documents/kazan_message-alexis-ii_20040831_fr.htm.

⁹ John Garrard et Carol Garrard, *Russian Orthodoxy Resurgent: Faith and Power in the New Russia*, Princeton, PUP, 2008, 348 p.

4.1 L'émergence d'une superpuissance énergétique

Avec les plus grosses réserves d'hydrocarbure de la planète, une industrie pétrolière qui est pour une large part revenue sous contrôle étatique¹⁰, et des prix pour le pétrole et le gaz naturel ayant littéralement décuplé au cours du règne de Poutine, la Russie a réussi à accumuler la troisième réserve en devises fortes au monde¹¹, ce qui lui confère une marge de manœuvre financière qu'elle n'avait jamais eue.

Si cette évolution récente sert d'argument à ceux qui se sont empressés de voir la Russie comme une nouvelle « superpuissance énergétique (*energitchnaia sverkhderjava*) »¹², elle ne permet pas pour autant de surmonter l'incapacité objective (du moins à court et à moyen terme) d'aspirer à toute autre forme de superpuissance, tant militaire qu'économique. Car, même avec un PIB largement à la hausse pendant tout le règne de Poutine, la taille de l'économie du pays n'occupait en 2007 que la 11^e place au monde¹³. Et si le budget de défense a effectivement quadruplé au cours de la même période, il ne correspond tout de même qu'à moins de 10 % de celui des États-Unis¹⁴.

Pour l'heure, la manière dont les revenus tirés de cette richesse permettra au pays de se redresser reste encore à déterminer. Les avis sont très partagés quant à l'avantage que la possession de telles réserves est susceptible d'avoir sur le développement de la Russie. La

¹⁰ Marshall Goldman, *Petrostate: Putin, Power, and the New Russia*, Oxford, Oxford University Press, 2008, 244 p.

¹¹ Au 31 avril 2008, selon les chiffres officiels, la valeur des réserves d'or et de devises étrangères détenues par la Banque centrale russe dépassait les 532 milliards USD, http://www.cbr.ru/eng/statistics/credit_statistics/print.asp?file=inter_res_08_e.htm.

¹² Le très influent vice-premier ministre Sergueï Ivanov avait fait grand bruit en évoquant explicitement ce nouveau statut de superpuissance énergétique lors d'un discours tenu dans le cadre du sommet du G8 à Saint-Petersbourg. Alexandr Latychev, « Triada natsionalnykh tsennoستي » (La triade des valeurs nationales), *Izvestia*, 13 juillet 2006, <http://www.izvestia.ru/archive/13-07-06/>.

¹³ World Development Indicators database, World Bank, données révisées le 24 avril 2009, <http://siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS/Resources/GDP.pdf>.

¹⁴ Les estimations les plus élevées pour la Russie font état en 2008 de 70 milliards USD, ce qui la place loin derrière la Chine, (121,9 milliards USD) et les États-Unis (711 milliards USD), (International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2008*, sous la dir. J. Hackett, Londres, Routledge, 2008, 496 p.), citées par le *Center for Arms Control and Non-Proliferation*, http://www.armscontrolcenter.org/policy/securityspending/articles/fy09_dod_request_global/.

façon dont cette « malédiction des ressources », parfois nommée « maladie hollandaise» (*Dutch disease*), pourra être jugulée demeure l'objet d'un intense débat académique dans le champ de l'économie politique¹⁵.

Quoi qu'il en soit des spéculations théoriques, il est raisonnable de dire que la prédominance du secteur de l'énergie condamne le pays à être vulnérable aux fluctuations abruptes des cours. Selon les chiffres de 2006 de la Banque mondiale, ce secteur génère à lui seul plus de 60 % des revenus d'exportation et attire plus de 30 % des investissements étrangers¹⁶. On ne sera pas été étonné de voir les cours des valeurs mobilières s'effondrer de 75 % pendant la crise économique qui frappera le pays à la fin de l'année 2008, lorsque le prix du brut tombera brusquement au tiers de la valeur atteinte.

Il faut savoir que la Russie produit en moyenne par jour 9,8 millions de barils de pétrole brut et autres produits pétroliers liquides (2007), une production totale qui avoisine en importance celle de l'Arabie Saoudite¹⁷. Pour le gaz naturel, en plus d'assumer le rôle de pays de transit et de marché pour la quasi-totalité des exportations en provenance d'Asie centrale, elle tire de ses gisements plus de 654 milliards de m³ (2007), ce qui en fait, et de loin, le plus gros producteur mondial.

Cette importance n'est pas seulement liée au volume de production. Elle réside avant tout dans le nombre de pays qui, en conséquence de la configuration des infrastructures de transport de gaz naturel, en sont très fortement dépendants pour leurs approvisionnements. Certains d'entre eux se trouvent bien sûr en ex-URSS – la Géorgie (100 %), le Belarus (98 %), les pays Baltes (78 %), sans oublier son plus gros client en termes de volume, l'Ukraine (66 %). Or, la dépendance envers la Russie pour le gaz est également très forte dans les Balkans – notamment en Bulgarie (96 %), en Grèce (82 %) et en Turquie (65 %) –

¹⁵ Kim Younkyoo, *The Resource Curse in a Post-communist Regime: Russia in Comparative Perspective*, Burlington, Ashgate, 2003, 181 p.

¹⁶ Banque Mondiale, *Russian Economic Report*, n° 13, décembre 2006, http://ns.worldbank.org.ru/files/rer/RER_13_eng.pdf.

¹⁷ Energy Information Administration, *Country Analysis Brief: Russia*, mai 2008, <http://www.eia.doe.gov/cabs/Russia/pdf.pdf>.

ainsi que dans plusieurs autres membres de l'UE – dont la Slovaquie (100 %), la République tchèque (79 %) et l'Autriche (74 %) ¹⁸.

En attendant que soient développées des installations de liquéfaction permettant d'envisager des exportations par voie maritime (une première usine ayant une capacité de 9,6 millions de tonnes annuellement sera inaugurée à Sakhaline en février 2009) ¹⁹, les gazoducs continuent d'être le seul moyen d'atteindre les marchés internationaux. Conséquemment, la dépendance des pays consommateurs est partiellement contrebalancée par celle du monopole gazier russe, Gazprom, envers les États voisins qui contrôlent des segments des voies de transport nécessaires à l'exportation ²⁰.

Inutile de dire qu'avec la hausse des cours de l'énergie, la géopolitique des pipelines est devenue un terrain extrêmement sensible sur lequel se mesure les rapports de forces entre pays producteurs, pays transporteurs et pays consommateurs. À ce chapitre, l'Ukraine demeure au cœur de ce champ de bataille, et pour cause. Des 186,9 milliards de m³ de gaz naturel qu'exportait la Russie (incluant du gaz en provenance d'Asie centrale), 128,4 milliards de m³ circulaient dans les gazoducs ukrainiens (2006), une proportion qui dépasse les deux tiers ²¹.

Les efforts que le géant gazier russe a déployés pour tenter d'augmenter sa participation au sein des compagnies étrangères oeuvrant dans le secteur du transport et de la distribution ont suscité beaucoup de résistance dans les pays concernés. Aussi les résultats obtenus furent-ils à ce jour plutôt limités, le plus grand succès étant certainement le contrat, signé en mai 2007, qui prévoit une prise de contrôle par Gazprom de 50 % du transporteur gazier biélorusse *Beltransgaz*.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Information Directorate, OAO Gazprom, « First Russian LNG plant launched in Sakhalin », 18 février 2009, <http://www.gazprom.com/eng/news/2009/02/34304.shtml>.

²⁰ Jonathan Stern, *The Future of Russian Gas and Gazprom*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 298 p.

²¹ Energy Information Administration, *Country Analysis Brief: Ukraine*, août 2007, <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Ukraine/pdf.pdf>.

Cherchant à s'extirper au moins partiellement de ce levier d'influence extraordinaire que détient l'Ukraine depuis 1991, Gazprom a bien fait construire deux nouvelles routes. Une première, en direction de la Pologne via le Belarus, le *Yamal-Europe*, fut mise en service en 1999. Une seconde, le *Blue Stream*, qui traverse le fond marin de la mer Noire pour rejoindre la Turquie, fut complétée en 2005²². Or, à cause de l'augmentation de la consommation européenne, ces routes ayant une capacité annuelle respective de 33 milliards de m³ et de 16 milliards de m³ n'ont pas suffi à réduire significativement la dépendance de Gazprom envers les gazoducs ukrainiens. Aussi deux autres projets d'envergure sont-ils actuellement promus par Moscou.

Développé en partenariat avec deux firmes allemandes et une firme néerlandaise, le *North Stream*, qui aurait une capacité annuelle de 27,5 milliards de m³ de gaz naturel (doublée à 55 milliards de m³ par l'ajout d'une ligne parallèle l'année suivante), devrait rejoindre l'Allemagne en passant sur le fond marin de la Baltique²³. Annoncé plus tardivement, en juillet 2007, le *South Stream* serait construit en partenariat avec la firme italienne ENI et transporterait quelque 30 milliards de m³ à travers la mer Noire pour approvisionner plusieurs États d'Europe méridionale²⁴. Les promoteurs parlent déjà d'une capacité pouvant être doublée à 60 milliards de m³.

Inquiète de sa dépendance énergétique de plus en plus forte envers la Russie, l'UE aimerait bien assister à la construction d'une autre voie, le *Nabucco*, qui permettrait aux ressources gazières d'Asie centrale, et possiblement d'Iran, de gagner le continent en passant par la Turquie, de façon à éviter la Russie. Or, à Moscou, une telle perspective soulève une grande inquiétude. Cette crainte n'est pas étrangère au lancement du projet *South Stream*, dont

²² Information Directorate, OAO Gazprom, « Bleu Stream Project officially inaugurated », 17 novembre 2005, <http://www.gazprom.ru/eng/news/2005/11/18313.shtml>.

²³ Information Directorate, OAO Gazprom, « BASF, E.ON and Gazprom Sign Agreement on North European Gas Pipeline through the Baltic », 8 septembre 2005, <http://www.gazprom.com/eng/news/2005/09/17871.shtml>.

²⁴ Vladimir Socor, « South Stream: Gazprom's New Mega Project », *Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor*, 25 juin 2007, http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=32826.

l'objectif est précisément de prendre l'UE de court en compromettant la viabilité financière du *Nabucco*.

Bien que le secteur pétrolier soit moins dépendant de la configuration des pipelines pour accéder aux marchés internationaux, la concurrence dans la géopolitique des oléoducs n'en est pas moins vive. Le lancement en 2005 de la route Bakou-Tbilissi-Céyan, financé par un consortium international dominé par la *British Petroleum* et très activement soutenu par la diplomatie américaine, fut acclamé par les commentateurs occidentaux comme une grande victoire libérant de la tutelle russe les ex-républiques soviétiques de Géorgie et d'Azerbaïdjan²⁵.

La réalisation de ce projet, qui peut permettre, en principe, l'exportation d'un million de barils par jour²⁶, a encouragé le Kremlin à plancher sur de nouvelles options. À cet égard, la construction d'une voie de 4 857 km, le pipeline Sibérie orientale océan Pacifique, ne manque pas d'ambition²⁷. À compter de décembre 2009, cette voie reliera le système de pipelines sibériens au terminal de Kozmino, près de Vladivostok, décuplant les possibilités d'exportations russes en direction des marchés asiatiques. Avec la mise en place d'une branche supplémentaire en direction de la Chine, celles-ci pourraient atteindre 1,6 millions de barils par jour²⁸.

Cela dit, les défis à relever pour éviter que les hydrocarbures de la Caspienne ne coulent vers des compagnies étrangères rivales demeurent énormes. En plus de devoir faire des offres de partenariats de plus en plus alléchantes aux ex-républiques soviétiques productrices de pétrole, d'importants investissements ont dû être engagés dans la réfection des installations

²⁵ Frederick Starr et Svente Cornell (dir.), *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline : Oil Window to the West*, Washington, Johns Hopkins University, 2005, 152 p.

²⁶ Actuellement, le pipeline ne fonctionne qu'aux deux tiers de sa capacité, dû à l'incapacité de l'Azerbaïdjan de fournir davantage de pétrole, mais il pourrait être bientôt rempli avec du brut produit par le Kazakhstan.

²⁷ Sergei Blagov, « Russia's Pacific Oil Pipeline Seen as Double-Edged Sword », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 2, n° 8, 11 janvier 2005, http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=27365.

²⁸ « Work on second leg of East-Siberian pipeline could start 2015 », *RIA Novosti*, 19 juillet 2007, <http://en.rian.ru/russia/20070719/69246823.html>.

portuaires de Novorossisk sur la mer Noire, par lesquelles est évacuée la majeure partie de la production kazakhe et azérie.

Seulement, le détroit du Bosphore déjà trop achalandé constitue un goulot d'étranglement qu'il faudra contourner pour continuer d'accroître les exportations par cette voie. En mars 2007, en partenariat avec des firmes bulgares et grecques, un consortium contrôlé par trois pétrolières russes était créé pour la mise en service d'un nouvel oléoduc, le Burgas-Alexandroupolis, traversant la Bulgarie et la Grèce, dont la construction – si elle se réalise un jour²⁹ – devrait permettre d'évacuer plus de 700 000 barils de pétrole par jour³⁰.

Plus au nord, afin de ne plus avoir à composer avec ce nouveau membre de l'OTAN qu'est la Lettonie, dont le port de Ventspils jouait jadis un rôle important pour l'exportation du pétrole soviétique, les Russes ont également construit un nouveau terminal à Primorsk, près de Saint-Pétersbourg, vers lequel est redirigé la plupart du brut circulant dans le *Baltic Pipeline System*. En opération depuis 2001, 1,5 millions de barils y sont déversés quotidiennement (2007)³¹. La construction d'une deuxième branche reliée à ce système, ordonnée par le premier ministre Mikhaïl Fradkov en mai 2007, devrait à terme permettre de faire passer la capacité d'exportation de cette route baltique à plus de 3 millions de barils par jour³².

Dans les deux cas, l'objectif est le même : réduire la dépendance envers les républiques voisines du Bélarus et d'Ukraine à travers lesquelles passe l'oléoduc *Droujba* pour rejoindre les marchés européens. Grâce à ces deux terminaux, la Russie peut maintenant évacuer par voie maritime près de la moitié de la production destinée à l'exportation. Tout de même, la

²⁹ Invoquant des « raisons environnementales », le gouvernement bulgare a retiré son appui au projet en juin 2010.

³⁰ « Burgas-Alexandroupolis oil pipeline construction to start in 2010 », *RIA Novosti*, 26 mars 2009, <http://en.rian.ru/world/20090326/120750695.html>.

³¹ Energy Information Administration, *Country Analysis Brief: Russia*, mai 2008, p. 5, <http://www.eia.doe.gov/cabs/Russia/pdf.pdf>.

³² « PM Fradkov orders second leg of Baltic Pipeline System », *RIA Novosti*, 21 mai 2007, <http://en.rian.ru/russia/20070521/65814951.html>.

dépendance envers le *Droujba* est encore forte, comptant en 2007 pour plus du quart des exportations totales de la Russie³³.

La frustration ressentie par les dirigeants russes à l'égard des coûts des investissements énormes devant être effectués pour contourner les ex-républiques sœurs d'Ukraine et du Bélarus est vive. L'analyste français Jérôme Guillet comparait à juste titre la situation avec celle d'un couple qui doit divorcer en négociant la garde partagée de leur enfant³⁴. Alors que l'interdépendance dans le secteur de l'énergie aurait pu théoriquement être un facteur d'intégration économique, les multiples querelles survenues depuis 1991 et dont il sera question dans les prochains chapitres ont eu exactement l'effet inverse. Il s'agit certes d'un constat douloureux.

Pourtant, malgré la survie politique d'un personnage tragi-comique comme Vladimir Jirinovski³⁵, qui propose, non sans ironie, une politique de reconquêtes territoriales qui rendrait caduque cette politique de contournement des nouveaux voisins³⁶, bien rares seraient les Russes qui soutiendraient une telle aventure. Compte tenu de l'instabilité qui règne dans la périphérie méridionale, la quasi-totalité des élites concède que le régime en a encore déjà bien assez sur les bras de prévenir une nouvelle vague de démembrement du pays. Même si elle influence fortement le développement du pays et l'orientation de sa politique étrangère, cette manne gazière et pétrolière n'apaise pas les craintes liées aux troubles qui continuent d'affliger le Caucase. Les élites russes conviennent qu'aucune forme de réintégration avec les autres pays slaves ne sera possible tant et aussi longtemps que la situation intérieure ne sera pas considérablement redressée.

³³ Les chiffres sont ceux de l'année 2007. Energy Information Administration, *Country Analysis Brief: Russia*, mai 2008, p. 7, <http://www.eia.doe.gov/cabs/Russia/pdf.pdf>.

³⁴ Cité par Mark Landler, « Europe Comes to Terms with Need for Russian Gas », *The New York Times*, 8 décembre 2006, <http://www.nytimes.com/2006/01/08/international/europe/08russia.html>.

³⁵ Possiblement à la solde des services de sécurité russe (pour lesquels il travaillait avant le démantèlement de l'URSS) avec pour mission de canaliser vers un parti inoffensif les tendances xénophobes et revanchistes d'une part substantielle de l'électorat, Jirinovski se maintenait dans l'arène avec un score de 9,35 % du vote lors de l'élection présidentielle de mars 2008. Son « Parti Libéral Démocratique de Russie » est représenté à la Douma par 40 députés (8,89 % des sièges).

³⁶ Pour un résumé de son projet politique, voir son « Appel au peuple russe », lancé à la veille des élections législatives de 2007, dans son pamphlet *Rousskaia Vlast*, 09 novembre 2007, 48 p., http://www.ldpr.ru/press/part_press/books/883/.

La mesure des forces stratégiques et conventionnelles

Bien entendu, la Russie conserve la deuxième force de dissuasion nucléaire de la planète, possédant un arsenal beaucoup plus important que toutes les puissances nucléaires réunies à l'exception des États-Unis. En 2005, le pays détenait encore 548 missiles balistiques intercontinentaux (comptant chacun plusieurs têtes nucléaires), 78 bombardiers équipés de missiles de croisière, 12 sous-marins équipés des missiles balistiques à longue portée, sans compter quelque 3 400 armes nucléaires tactiques (missiles de courte et moyenne portée, torpilles, mines, obus et bombes à gravité)³⁷.

Or, avec le retrait des États-Unis du Traité sur les missiles antibalistiques (ABM), effectif depuis juin 2002, et considérant l'expiration, en décembre 2009, du Traité sur la réduction des armes stratégiques (START), il n'existe plus aucune contrainte juridique limitant le développement des forces stratégiques américaines. La Russie se trouve ainsi plus vulnérable que jamais à une frappe préventive, à plus forte raison depuis que le commandement stratégique des États-Unis (STRATCOM) a reçu, en janvier 2003, la mission d'élaborer un plan de frappe globale (*Global Strike*) capable de détruire l'ensemble des installations abritant des armes de destruction massive, où qu'elles se trouvent³⁸.

À cela s'ajoute encore le fait que l'industrie russe est technologiquement dépassée dans le secteur de la défense anti-missile. De surcroît, son réseau de radars de détection hâtive, qui repose pour une bonne part sur une technologie datant des années 1970, dépend encore d'installations situées en dehors de son territoire.

³⁷ Pavel Podvig, « The Russian Nuclear Arsenal », *Columbia International Affairs*, novembre 2005, http://russianforces.org/podvig/2005/11/the_russian_nuclear_arsenal.shtml.

³⁸ Hans Kristensen, *Global Strike: A Chronology of the Pentagon's New Offensive Strike Plan*, Washington, Federation of American Scientists, mars 2006, <http://www.nukestrat.com/us/stratcom/GSchron.htm>.

Certes, l'Ukraine a depuis peu cessé de jouer un rôle à ce niveau. Précipité par son rapprochement avec l'OTAN, Moscou décidait en février 2008 de ne plus recourir aux données transmises par les radars stratégiques de Moukatchevo et de Sébastopol³⁹. Les nouveaux radars Voronej construits en sol russe à Lekhtousi (2006) et Armavir (2009) permettront bientôt à la Russie d'assurer seule la couverture radar jadis dépendante des informations transmises par l'Ukraine⁴⁰. En revanche, le Belarus revêt toujours une importance cruciale. Suite à la perte de la station de radar à Skrunde en Lettonie, qui avait laissé en 1994 un trou béant dans la couverture, Moscou avait choisi de mettre à contribution la région biélorussienne de Baranovitchi, l'une des plus avancées vers l'ouest de l'ex-Empire, pour y faire renaître le projet de radar Volga élaboré à l'époque soviétique. Opérationnel depuis 2003 sous le commandement de l'armée russe, ce radar, le plus puissant d'Europe, constitue, à ce jour, une pièce essentielle du système russe de détection hâtive⁴¹.

Quant aux forces conventionnelles, complètement démoralisées par la guerre d'Afghanistan et le rapatriement des hommes stationnés dans les pays satellites survenu sous Gorbatchev, elles peinent toujours à se remettre des coupures drastiques de financement imposées par Eltsine dans les années 1990. La crise interne fut d'une telle ampleur que l'on assista dans les mois suivant le démantèlement de l'URSS à des ruptures dans les chaînes de commandement, permettant à certaines troupes d'agir à titre de commerçants d'armes et même de mercenaires dans les conflits périphériques⁴². Les insuccès aussi lamentables que dramatiques de la première guerre de Tchétchénie en 1994-1996, qui s'expliquent d'ailleurs en grande partie par la corruption interne, ont dissipé beaucoup d'illusions quant à l'efficacité de l'armée en situation de combat, imposant du coup une certaine humilité à la Russie dans l'affirmation de sa puissance.

³⁹ Vladimir Socor, « Russia Decides to Abandon Ukrainian Strategic Radars », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, n° 21, 4 février 2008, http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=33348.

⁴⁰ « RLS v Armavire zastoupila na boevoe dejourstvo (Le radar à Armavir est mis en état de combat) », *RIA Novosti*, 26 février 2009, http://www.rian.ru/defense_safety/20090226/163309834.html.

⁴¹ Vladimir Dvorkin, « An Outlook for Joint Countering of Security Threats », *Russia in Global Affairs*, n° 4, octobre-décembre 2005, <http://eng.globalaffairs.ru/numbers/13/966.html>.

⁴² Pavel Baev, *The Russian Army in a Time of Troubles*, International Peace Research Institute, Londres, Sage, 1996, 204 p.

Certes, la seconde guerre de Tchétchénie lancée à l'automne 1999 dissipa la plus importante menace immédiate à l'intégrité territoriale de la Russie. Mais elle ne mit pas tant en valeur la puissance des forces conventionnelles, que celle des techniques d'un FSB revigoré par l'accession au pouvoir de Poutine, dont l'infiltration au sein de l'armée et des forces spéciales du ministère de l'Intérieur a permis une gestion mieux coordonnée de la collecte et de la diffusion de l'information⁴³.

Le déploiement surprise d'une petite troupe de parachutistes russes ayant pris d'assaut l'aéroport de Pristina au Kosovo, aux lendemains des accords de cessez-le-feu entre l'OTAN et la Yougoslavie en 1999, fut la plus grosse bravade militaire qu'ait osé commettre la Russie post-soviétique en dehors de ses frontières. Et encore celle-ci ne survint que dans des circonstances exceptionnellement humiliantes, où la position russe à l'égard de cette alliée historique de la Russie et berceau européen de la chrétienté orthodoxe avait été complètement ignorée par les puissances occidentales. Il faudra attendre la guerre de Géorgie en 2008 avant de voir l'armée russe être mise à contribution pour assurer la poursuite d'un objectif de politique étrangère.

La décision de Moscou de suspendre sa participation au Traité sur les forces conventionnelles en Europe, annoncée à l'été 2007, marquait bien une volonté plus ferme d'affirmer son impatience⁴⁴. En ce sens, elle est annonciatrice de l'évolution de la situation en Ossétie du Sud et en Abkhazie à laquelle on assistera après la fin du second mandat de Poutine. Seulement, la latitude plus grande que l'armée russe s'arroge dans sa stratégie de déploiement de troupes ne signifie pas pour autant que les réformes visant à accroître les capacités opérationnelles aient été efficaces. Celles-ci se butent toujours à de profondes

⁴³ Timothy Thomas, « Information Warfare in the Second (1999-) Chechen War: Motivator for Military Reform », dans *Russian Military Reform 1992-2002*, sous la dir. de Ann Aldis et Roger McDermott, Londres, Frank Cass, 2003, p. 209-233.

⁴⁴ La justification offerte par le ministère des Affaires étrangères est explicitement reliée au potentiel acquis par l'OTAN lors de la dernière vague d'élargissement sur le territoire des pays baltes, qui refusent de participer à ce traité négocié alors qu'elles faisaient encore partie de l'URSS. « Statement by Russia's Ministry of Foreign Affairs Regarding Suspension by Russian Federation of Treaty on Conventional Armed Forces in Europe (CFE Treaty) », 12 décembre 2007, http://www.mid.ru/Brp_4.nsf/arh/10DA6DD509E4D164C32573AF004CC4BE?OpenDocument.

résistances internes. Malgré la quantité d'hommes qu'elles comptent⁴⁵, le réinvestissement des dernières années n'a encore que partiellement renversé les effets négatifs de la désorganisation, notamment en ce qui a trait à la corruption interne⁴⁶.

Parallèlement à ces difficultés, les militaires russes ont également dû apprendre à composer avec un voisin immédiat pesant maintenant bien plus lourd qu'eux sur le continent eurasiatique. Avec son économie fondée sur l'exploitation des ressources et non plus sur des technologies de pointe, la Russie n'est plus en mesure de regarder la Chine avec la même condescendance qu'à l'époque de Khrouchtchev. Heureusement, les relations diplomatiques avec Beijing n'ont cessé de s'améliorer depuis l'arrivée de Gorbatchev. En témoigne la collaboration entre les deux pays au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui se développe à compter de 1996 et que le président de la Douma Boris Gryzlov qualifie de « facteur autonome de stabilité et de sécurité dans la grande région d'Asie »⁴⁷. La qualité de cette relation se manifeste par une coopération militaire sans précédent dans l'histoire des deux pays. L'exercice « Mission de paix 2007 » a mis en scène 6 000 hommes et plus de mille véhicules et unités techniques provenant de tous les États membres de l'OCS (la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan).

Pour ne pas compromettre cette relation, les autorités doivent certes surveiller de près les tensions sociales que la présence d'immigrants chinois génère à certains endroits en Sibérie⁴⁸. La pression exercée par ces travailleurs étrangers prêts à accepter des conditions de travail inférieures aux ouvriers russes demeure une source d'inquiétude d'autant plus forte qu'elle se

⁴⁵ Selon une étude norvégienne récente, l'armée de terre de la Russie (incluant les troupes aéroportées) compterait en 2008 quelque 395 000 combattants, dont environ la moitié est composée de professionnels. Au total, le personnel des forces armées russes (incluant les forces navales, aériennes et stratégiques, ainsi que le personnel de commandement et de soutien) comptait (au 1^{er} janvier 2008) un peu plus d'un million d'hommes. Kristin Ven Bruusgaard et Rolf-Inge Vogt Andresen, *Permanent readiness units in the Russian Armed Forces*, Norwegian Defense Research Establishment, 9 février 2009, <http://www.rapporter.ffi.no/rapporter/2009/00605.pdf>.

⁴⁶ Zoltan Barany, *Democratic Breakdown and the Decline of the Russian Military*, Princeton, Princeton University Press, 2007, 264 p.

⁴⁷ « Mission de paix 2007 : l'Organisation de coopération de Shanghai, facteur de sécurité en Asie (Gryzlov) », *RIA Novosti*, 17 août 2007, <http://fr.rian.ru/world/20070817/72114108.html>.

⁴⁸ Mikhail Alekseev, « In the Shadow of the Asian Balkans: Anti-Chinese Alarmism and Hostility in the Russian Far East », in *Immigration Phobia and the Security Dilemma: Russia, Europe, and the United States*, Cambridge, CUP, 2006, p. 85-147.

déroule à une période de grave décroissance démographique⁴⁹. En effet, de 1995 à 2007, la population totale de la Russie a diminué de 6,5 millions, ce qui représente une chute de 4.4 %⁵⁰. Il s'agirait même, dans les mots de Poutine, de la pire catastrophe qui guette le pays⁵¹.

Considérant que les populations musulmanes ont pendant la même période continué de connaître une forte croissance démographique⁵², ces chiffres laissent craindre le pire, du moins auprès de ceux qui souhaitent définir le pays par son héritage religieux. Jetant un coup d'œil aux frontières méridionales de leur pays, les Russes sont terrorisés à l'idée d'un possible débordement de désœuvrés à l'intérieur de leurs frontières. Sur ce plan, ce n'est d'ailleurs pas tant la Chine qui inquiète que les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale et du Caucase, qui connaissent une importante croissance démographique survenant en l'absence d'un développement économique suffisant pour absorber le surplus de main-d'œuvre.

Dans un tel contexte, l'emprise que les organisations religieuses islamiques peuvent exercer sur une jeunesse désemparée représente un défi de taille. Bien avant les attentats du 11 septembre 2001 et le lancement des opérations de l'OTAN en Afghanistan, l'avancée des Talibans jusqu'aux portes des États d'Asie centrale, eux-mêmes aux prises avec des groupuscules religieux de mieux en mieux organisés, laissait craindre le pire pour la suite des choses. L'arrivée des forces américaines dans la région, à l'invitation de la Russie, n'a que momentanément permis de croire à une plus grande stabilité. Au printemps 2005, les

⁴⁹ Galina Vitkovskaya, « Does Chinese Migration Endanger Russian Security? », *Briefing Papers on Migration and Citizenship*, vol. 1, n° 8, août 1999, Carnegie Endowment for International Peace <http://www.carnegie.ru/en/pubs/briefings/48353.htm>.

⁵⁰ Ekatarina Chtcherbakova, « Na natchalo 2007 goda postaiannoje naselenie Rossii nastchityvalo 142,2 milliona tchlovek » (Au début de l'année 2007, la population permanente de la Russie comptait 142,2 millions de personnes), *Demoscope Weekly*, 5-18 mars 2007, n° 279-280, <http://www.demoscope.ru/weekly/2007/0279/barom01.php>.

⁵¹ Dans son allocution annuelle devant l'assemblée fédérale, Poutine parle du problème démographique comme étant le plus grave problème auquel le pays fait face. « Annual Address to the Federal Assembly », 10 mai 2006, http://www.kremlin.ru/eng/speeches/2006/05/10/1823_type70029type82912_105566.shtml.

⁵² Judyth Twigg, « Differential Demographics: Russia's Muslim and Slavic Populations », Center for Strategic and International Studies *PONARS Policy Memo*, n° 388, 5 décembre 2005, www.csis.org/media/isis/pubs/pm_0388.pdf.

violences postélectorales au Kirghizstan, suivies du massacre ouzbek d'Andijan, ont à nouveau attisé les pires craintes concernant la possibilité d'une déstabilisation généralisée de la périphérie méridionale⁵³.

Ce cocktail explosif de grave paupérisation, de corruption administrative, de rivalités interethniques ou claniques et de radicalisation religieuse est critique au sein même de la Fédération de Russie. À elle seule, l'inoubliable tragédie de Beslan en Ossétie du Nord en septembre 2004 a stigmatisé ces inquiétudes pour de très longues années à venir⁵⁴. Le problème n'est d'ailleurs pas circonscrit aux républiques autonomes du Caucase, où les forces de l'ordre sont régulièrement l'objet d'attaques épisodiques de la part de militants. Les irruptions récurrentes d'attentats terroristes à Moscou sont là pour rappeler à la population que l'affirmation du statut de superpuissance énergétique ne marque pas la fin de la période des troubles.

⁵³ Gordon Hahn, *Russia's Islamic Threat*, New Haven, Yale University Press, 2007, p. 368.

⁵⁴ Dov Lynch, « 'The Enemy is at the Gate': Russia after Beslan », *International Affairs*, vol. 81, n° 1, 2005, p. 141-161.

4.2 Le péril de la schizophrénie nationale

Déjà évoqué au deuxième chapitre, l'héritage linguistique particulier autour des concepts reliés à la « nation », qu'il s'agisse de la notion de groupe ethnolinguistique (*natsiia*), d'ethnicité (*natsionalnost*) et/ou plus vaguement de la notion de peuple (*narod*), influence toujours lourdement les façons de concevoir la géopolitique post-soviétique. Dans un excellent ouvrage consacré à la relation entre la Russie et la diaspora russe, Igor Zevelev écrivait :

It is important for the West to be attentive to the perceptions of the Russian elite and the public regarding Russian identity, diasporas, and Eurasia. A newly emerging Russian nation is too easily associated with a new Russian state by American foreign policymakers. The difference between the two is also too often ignored⁵⁵.

À la base du problème réside le fait que deux définitions de l'identité étatique-nationale russe se superposent dans l'esprit des principaux concernés. Tantôt le concept s'applique au peuple de Russie (*rossiskii narod*), ce nouvel ensemble des citoyens réunis dans la (super)puissance multiethnique et multiconfessionnelle ayant succédé à l'URSS, tantôt il désigne ceux qui s'imaginent appartenir au peuple russe (*rousskii narod*), un groupe ethnolinguistique aux racines anciennes, proche parent de l'Ukraine et du Belarus, disséminé bien malgré lui sur le vaste territoire d'un ex-Empire fragmenté.

Or, dans la mesure où la fiction juridique d'un monde post-impérialiste découpé en États-nations s'impose dans la structure du système international, les tensions entre les significations civique et ethnique de l'État-nation russe posent un dilemme que Roman Szporluk décrivait avec beaucoup de justesse dès 1989⁵⁶. Compte tenu du caractère multinational de la RSFS de Russie, comment les Russes pourraient-ils se redécouvrir comme nation sans renouer avec leur tradition impérialiste?

⁵⁵ Igor Zevelev, *Russia and its new Diasporas*, Washington, US Institute of Peace Press, 2001, p. 161.

⁵⁶ Roman Szporluk, « Dilemmas of Russian nationalism », *Problems of Communism*, vol. 38, n° 4, 1989, p. 15-35.

L'importance de cette problématique s'exprime, d'une part, dans le sort de ces Russes (*rousskii*) coincés à l'extérieur de la nouvelle Russie, que Moscou ne peut abandonner à leur sort sans faire violence à l'identité slave et orthodoxe de la nation renaissante, et, d'autre part, dans le sort des autres groupes ethniques de Russie, auquel le nouvel État ne peut accorder de droits particuliers sans risquer de compromettre la construction d'une nation civique unie (*rossiiskaia natsiia*) dont les contours seraient isomorphes à ses nouvelles frontières politiques.

Aspects juridiques et problèmes conceptuels

La constitution de 1993 reflète bel et bien un projet volontariste de nationalisme civique, où l'allégeance à l'État russe est commandée par les garanties qu'il offre à l'égard des libertés individuelles, incluant la liberté d'appartenir, ou non, à un groupe ethnique. Pour preuve, ce paragraphe de l'article 26 qui précise que « chacun a le droit de définir et d'exprimer son appartenance ethnique », mais que « personne ne peut être contraint de déterminer et d'exprimer son appartenance ethnique »⁵⁷. Bien que le statut officiel de la langue russe soit clairement établi, le texte propose une citoyenneté inclusive, ce qui contraste par rapport à ce qu'ont fait d'autres États postsoviétiques comme la Lettonie et l'Estonie⁵⁸.

Parallèlement, la constitution reconnaît l'existence d'entités ethnolinguistiques réunies au sein d'un « peuple multiethnique (*mnogonatsiianalnyi narod*) », seule source de pouvoir de la Fédération de Russie (article 3). Certes, le concept d'ethnicité (*natsionalnost*) n'y revêt aucune signification précise et n'est utilisé que pour stipuler que toute forme de discrimination

⁵⁷ Le paragraphe 1 de l'article 26 se lit ainsi : « Kajdyi vprave opredeliat i oukazivat svoiou natsionalnouiu prinadlejnost. Nikto ne mojet byt prinoujden k opredeleniiu i oukazaniiu vsiei natsionalnoi prinadlejnosti », *Kostitoutsiya rossiiskoi federatsii* (Constitution de la Fédération de Russie), Adoptée par le vote populaire du 12 décembre 1993, <http://www.kremlin.ru/articles/ConstChapter2.shtml>.

⁵⁸ Comme on le sait, ceux-ci ont plutôt entrepris de créer une catégorie sociale de « non-citoyen », généralement unilingue russophone, formée de tous ceux qui ont participé à l'occupation soviétique de leur pays, négociée dans le traité secret Ribbentrop-Molotov. Peter Van Elsuwege, *Russian-Speaking minorities in Estonia and Latvia: Problems of Integration at the Threshold of the European Union*, European Center for Minorities Issues, Working Paper n° 20, avril 2004, www.ecmi.de/download/working_paper_20.pdf.

exercée sur cette base est contraire à la loi (article 19). Tout de même, le texte a recours à l'adjectif *natsionalnyi*, notamment aux articles 71 et 72, pour garantir au sein de la Fédération de Russie le droit au développement ethnique (*natsionalnoe razvitie*), et responsabiliser la Fédération ainsi que ses sujets à la protection des « minorités ethniques (*natsionalnye menchinstva*) ».

Étonnamment, ce peuple multiethnique de Russie n'est pas divisé en ethnies (*natsiia*)⁵⁹, mais plutôt en d'autres peuples (*narody*), un concept qui revient plusieurs fois, mais dont les contours sont tout aussi imprécis. L'article 5 affirme bien « l'égalité et l'autodétermination des peuples au sein de la Fédération de Russie » (*raznopravii i samoopredelenii narodov v Rossiiskoi Federatsii*), mais insiste en tout premier lieu sur l'existence d'un « système unifié de pouvoir étatique »⁶⁰...

En réalité, ce flou conceptuel autour des notions de peuple et de groupe ethnique n'a rien d'impressionnant quand on le compare au flou qui entoure la question des rapports entre la Fédération et ses différents types de sujets. Alors que le texte parle d'une égalité entre les peuples de la Fédération – prenons à titre d'exemple l'article 68 qui « garantit à tous les peuples le droit de préserver leur langue maternelle et de créer les conditions pour sa formation et son développement »⁶¹ – il leur attribue des droits différents selon le type de sujet dans lequel ils se retrouvent⁶². Certains d'entre eux ont ainsi la possibilité de se doter de leur propre constitution (les républiques autonomes) alors que les autres peuples ne disposent pas d'un tel droit (article 65).

Ainsi, la tension entre la hiérarchisation réelle et leur égalité formelle est toujours présente. Prenons pour preuve le quatrième paragraphe de l'article 66, qui affirme que les « relations

⁵⁹ Le concept *natsiia* n'est pas utilisé une seule fois dans le texte constitutionnel.

⁶⁰ Le paragraphe 3 de l'article 5, *Konstitutsiia rossiiskoi federatsii, op cit.*, <http://www.kremlin.ru/articles/ConstChapter1.shtml>.

⁶¹ Le paragraphe 3 de l'article 68 se lit comme suit « Rossiiskaia Federatsiia garantirovet vsem ee narodam pravo na sokhranenie rodnovo iazyka, sozdanie ouslovii dliia ego izoutcheniia i razvitiia. », *Konstitutsiia rossiiskoi federatsii, op cit.*, <http://www.kremlin.ru/articles/ConstChapter3.shtml>.

⁶² Il existe sept types de sujets au sein de la Fédération : République (*Respoublika*), Région autonome (*Avtonomnaya oblast*), District autonome (*Avtonomnii okroug*), Ville fédérale (*Gorod Federalnoi znatchenie*), Territoire (*Krai*), Régions (*Oblast*).

entre les *okrougi* autonomes à l'intérieur des *kraïia* et des *oblasti* peuvent être régulées par une loi fédérale ou par un traité entre les institutions gouvernementales de l'*okroug* autonome, et, selon le cas, les institutions gouvernementales du *kraï* ou de l'*oblast* »⁶³. Forcés de composer avec l'héritage juridique soviétique, les dirigeants russes ont certes vu dans cet échafaudage institutionnel une façon d'éviter que le pays ne se disloque sous le poids de ses rivalités internes à caractère interethnique. Mais si la solution biscornue a initialement permis de calmer le jeu entre les parties, elle porte en elle des potentiels de discordes qui subsisteront pour les années à venir⁶⁴.

Valéry Tichkov, l'un des intellectuels russes les plus respectés en matière de nationalisme dans l'ex-URSS, n'a pas ménagé ses efforts pour parler des périls qu'engendrerait le renforcement des identifications à caractère ethnique au sein de l'État⁶⁵. À titre de conseiller auprès du gouvernement, Tichkov participa directement au projet de réhabilitation du concept de *rossiiane*, cet identificateur destiné à tous les citoyens de la Fédération de Russie, supposé transcender le substantif ethnique *rousskii*. De son propre aveu, l'élimination en juillet 1997 de la référence à l'ethnie (*natsionalnost*) dans les nouveaux documents d'identité de la Russie⁶⁶ – jadis inscrite à la « cinquième ligne (*piataia grafa*) » des passeports soviétiques – constitue l'une de ses grandes victoires⁶⁷.

⁶³ Le paragraphe 4 de l'article 66 se lit comme suit : « Otnochniia avtonomnykh okrougov, vkhodyachtchikh s sostav kraïia ili oblasti mogout regoulirovatsia federalnym zakonom i dogovorom mejdou organami gosouarstvennoi vlasti avtonomnovo okrouga i sootvetstvenno, organami gosouartvenno, organami gosouarstvennoi vlasti kraïia ili oblasti », *Konstitoutsia rossiiskoi federatsii*, *op. cit.*, <http://www.kremlin.ru/articles/ConstChapter3.shtml>.

⁶⁴ Jorge Martinez-Vazquez, « Asymmetric Federalism in Russia: Cure or Poison? », *International Studies Program*, Working Paper n° 3-4, décembre 2002, <http://aysps.gsu.edu/isp/files/ispwp0304.pdf>.

⁶⁵ Valery Tishkov, « An Assembly of Nations or an All-Union Parliament? », *Journal of Soviet Nationalities*, vol. 1, n° 1, 1990, p. 101-127.

⁶⁶ *Ob outverzhdanii polojenia o pasporte grajdanina rossiiskoi federatsii, obratzsa blanka i opisaniia pasporta grajdanina rossiiskoi federatsii* (Sur l'approbation des régulations sur le passeport de citoyenneté de la Fédération de Russie, le modèle de formulaire et les caractéristiques du passeport de citoyenneté de la Fédération de Russie), décision n° 828, 8 juillet 1997, http://www.advokatyr.ru/info/laws/laws/pasport/pasport_08.txt

⁶⁷ Valerii Tichkov, « Prochtchanie s piatym punktom (Adieu à la cinquième ligne) », *Nazavisimaia Gazeta*, 4 novembre 1997, cité par Dominique Arel, « Fixing Ethnicity in Identity Documents: the Rise and Fall of Passport Nationality in Russia », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, vol. 30, n° 1-2, p. 127.

Or, dans la mesure où c'est précisément la menace posée par la diversité ethnique de la Russie qui stimule ce désir d'effacer la catégorie ethnolinguistique russe (*rousskii*) du langage juridique, on peut aisément comprendre qu'il soit difficile pour les minorités de Russie de croire que le gouvernement valorise réellement le visage multiethnique de la fédération⁶⁸. Certaines républiques autonomes ont d'ailleurs fermement résisté aux demandes des autorités fédérales pour éliminer cette cinquième ligne⁶⁹. Comme en témoigne la poursuite du débat sur le droit d'inscrire son ethnicité dans son passeport⁷⁰, la capacité des autorités à juguler les identifications ethnolinguistiques demeure limitée, d'autant plus que celles-ci demeurent en vigueur à maints endroits au sein de l'ex-URSS, notamment en Asie centrale⁷¹.

Discours politiques et rapports à l'étranger

Nombreux sont les citoyens de Russie, libéraux et marxistes confondus, qui avaient cru que le pouvoir transformateur du capital finirait inéluctablement par faire disparaître les distinctions entre les groupes ethnolinguistiques et que la meilleure solution serait simplement de laisser le temps résoudre le problème. Comme on le sait, c'est plutôt l'inverse qui s'est passé. Graham Smith ironisait en soulignant que l'histoire avait donné raison à Lénine qui voyait dans la fédération soviétique une forme transitoire, mais dans une tout autre direction que ce qu'il avait envisagé⁷².

⁶⁸ Anatoly Khazanov, « A State without a Nation? Russia after Empire », dans *The Nation-State in Question*, sous la dir. de T. Paul, J. Ikenberry et J. Hall, Princeton, Princeton University Press, 2002, p. 90.

⁶⁹ C'est le cas notamment du Tatarstan, du Bachkortostan, du Daghestan et de la Kabardino-Balkarie, qui ont cherché à maintenir le marqueur ethnolinguistique en faisant ajouter une page supplémentaire au passeport émis sur leur territoire. Voir Dominique Arel, *op.cit.*, p. 127.

⁷⁰ « Noujna li Rossii piataia grafa? Mneniia parlamentariev (La Russie a-t-elle besoin de la cinquième ligne? Opinions de parlementaires) », *Novosti Federatsii*, 6 septembre 2010, <http://www.regions.ru/news/2311295/>.

⁷¹ Graham Smith, Vivien Law, Andrew Wilson, Annette Bohr et Edward Allworth, *Nation-building in the Post-Soviet Borderlands. The Politics of National Identities*, Cambridge, University of Cambridge Press, 1998, p. 154-158.

⁷² Graham Smith, « The Soviet State and Nationalities », dans *The Nationalities Question in the Post-Soviet States*, sous la dir. de G. Smith, New York, Longman, 1996, p. 2-21.

En réalité, dès lors qu'ils furent eux-mêmes discriminés sur une base linguistique ou religieuse dans plusieurs républiques voisines, et même dans certaines républiques autonomes intérieures, les Russes (*rousskii*) pouvaient difficilement ne pas sentir vibrer leur propre fibre slave et orthodoxe. D'ailleurs, même si les dirigeants soviétiques avaient tenté d'évacuer la dimension religieuse sous-jacente à la formation des groupes ethniques (c'est la raison pour laquelle l'idée d'appartenance « ethnolinguistique » colle encore mieux à la notion officielle de *nationalsnost*), la tradition religieuse fut très rapidement réhabilitée comme une composante essentielle du marqueur identitaire russe (*rousskii*), et ce même auprès des militants communistes qui avaient traditionnellement vu dans l'Église une force réactionnaire. Le phénomène, qui débute assez modestement dans les dernières années de l'URSS, prit rapidement de l'ampleur après 1991. Dans une entrevue accordée en octobre 1995, le chef du Parti communiste, Evgueni Ziouganov, affirmait on ne peut plus explicitement :

The history of the fatherland must be considered as a whole, as played out over the millennium. By Christianizing Rus, Saint Vladimir, a prince coequal with the apostles, laid the foundation for internal unity based on the extremely high morality of Orthodoxy. Without this it would have been impossible to live through all the hardship of our history⁷³.

Comment empêcher l'émergence d'une compassion pour le sort réservé aux ex-concitoyens de l'URSS partageant avec eux une même langue et une même religion, poussés à l'émigration à cause d'une dégradation insoutenable de leur condition de vie⁷⁴? Voilà un thème qu'Eltsine n'allait pas tarder à vouloir exploiter, comme le feront aussi tous les politiciens russes. Candidat à l'élection présidentielle de 1996, le général Lebed, connu pour s'être bravement porté à la défense de la population à majorité slave et orthodoxe dans la région sécessionniste de Transnistrie, marqua des points auprès de l'électorat en déclarant :

⁷³ Entrevue avec O. Nikolskiy, *Pravda Rossi*, 5 octobre 1995, traduction *FBIS-SOV*, reproduite dans Zbigniew Brzezinski et Paige Sullivan, *Russia and the Commonwealth of Independent States: Documents, Data, and Analysis*, Armonk, M. E. Sharpe, 1997, p. 167-170.

⁷⁴ De 1992 à 1996, on estime à 3 millions le nombre de personnes ayant migré en Russie en provenance des autres républiques soviétiques. Constantine Dmitriev, « New Migrations Tests Russian Immigration Policy », *Transition*, 28 juin 1996, p. 56, cité par Charles King et Neil Melvin, « Diaspora Politics Ethnic Linkages, Foreign Policy, and Security in Eurasia », *International Security*, vol. 24, n° 3, 1999, p. 120.

« Je suis un général de Russie (*rossiiskii general*), mais avant tout un homme russe (*rousskii tchelovek*) »⁷⁵.

À coup sûr, les grandes oppositions binaires correspondant aux lignes de fractures idéologiques traditionnelles de la Russie (slavophilisme/universalisme, orthodoxie/athéisme, européanisme/eurasisme) recoupent chacune à leur manière cette dualité *rousskii/rossiiskii*, s'appliquant tantôt à l'État russe (*rousskoe/rossiiskoe gosoudarstvo*), tantôt au peuple russe (*rousskii/rossiiskii narod*). Celles-ci se présentent comme autant de déclinaisons identitaires, ce que démontre Alexandre Sergounin en identifiant pas moins de huit écoles de pensées en matière de politique étrangère, reflétant chacune une image différente de l'acteur national/étatique. On trouverait ainsi une école de pensée atlantiste ; une école eurasiste ; une école slavophile ; une école étatiste ; une école réaliste ; une école de géopolitique ; une école néo-communiste et enfin une école libérale⁷⁶.

Quant à elle, privilégiant l'aspect humain plutôt qu'institutionnel de l'acteur collectif russe, Vera Tolz identifie, dans les débats intellectuels contemporains, cinq positions identitaires distinctes : 1) Les Russes comme peuple ayant pour mission de créer un État supranational ; 2) Les Russes comme union des peuples slaves orientaux ; 3) Les Russes comme une communauté de langue, sans égard à l'ethnie ; 4) Les Russes comme groupe ethnique et 5) les Russes comme nation civique⁷⁷.

Cherchant à simplifier la taxonomie des débats identitaires, d'autres auteurs ont cherché à en saisir l'essence en décrivant des triades. Celle de Mark Sandle est composée d'idéologies nationalistes rivales : 1) le nationalisme civique ; 2) le nationalisme impérial et 3) le

⁷⁵ *Russkiy Vostok*, n° 24, décembre 1995, cité par Wayne Allensworth, *The Russian Question: Nationalism, Modernization, and Post-Communist Russia*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 1998, p. 304.

⁷⁶ Alexander Sergounin, « In Search of National Identity: Foreign Policy Schools of Thought in Post-Communist Russia », *Mejdunarodni problemi*, vol. 49, n° 2-3, 1997, p. 297-336.

⁷⁷ Vera Tolz, « Forging the Nation: National Identity and Nation Building in Post-Communist Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 50, n° 6, 1998, p. 993-1022.

nationalisme hybride⁷⁸. Quant à celle de James Richter, il s'agit plutôt d'une triade formée de groupes politiques rivaux : 1) les libéraux ; 2) les étatistes et 3) les nationalistes ethniques (la coalition gauche-droite)⁷⁹. Pour ma part, en privilégiant l'éclairage sur l'ambiguïté *rousskilrossiiskii*, le modèle analytique proposé ici se rapproche sans doute davantage de la dyade idéologique impérialisme/nationalisme décrite par David Rowley⁸⁰.

Quoi qu'il en soit, l'existence de ces variations taxonomiques ne change rien à la constante, qui demeure le double problème de la place du peuple « russe » (*rousskii/rossiiskii narod*) à l'intérieur et à l'extérieur de l'État « russe » (*rousskoelrossiiskoe gosoudarstvo*). Déchirées par les contradictions entre les intérêts de l'un et de l'autre, les élites et la population peuvent difficilement échapper à un état de dissonance cognitive.

Cette dissonance est d'autant plus profonde que sa source est enracinée à même la langue. Évoquant l'abîme dans laquelle la société se trouve face à son incapacité de transcender ses clivages identitaires, Andrei Vavra, analyste à *RIA Novosti* rappelle ainsi :

Il existe bien cette affirmation maladroite, mais politiquement très correcte : "L'homme de Russie" (*rossiiskii tchelovek*). Le citoyen de Russie (*rossiiskii grajdanin*), oui, mais l'homme de Russie... La grammaire et les règles de la langue russe s'y opposent (*soprotivliaioutsia*)⁸¹.

S'il est vrai que l'usage de ce néologisme qui sert à évoquer la particularité du trait national multiethnique de Russie n'est plus exactement rarissime, il rappelle assez curieusement cette défunte construction sociale, tant linguistique que politique, qu'était l'homme soviétique (*sovietskii tchelovek*).

⁷⁸ Mark Sandle, « Searching for a National Identity: Intellectual Debates in Post-Soviet Russia », dans *Ethnicity and Nationalism in Russia, the CIS and the Baltic States*, sous la dir. de C. Williams et T. Sfikas, Aldershot, Ashgate, 1999, p. 64-90.

⁷⁹ James Richter, « Russian Foreign Policy and the Politics of National Identity », dans *The Source of Russian foreign policy after the Cold War*, sous la dir. de C. Wallander, Boulder, Westview Press, 1996, p. 69-93.

⁸⁰ David Rowley, « Imperial versus national discourse: the case of Russia », *Nations and Nationalism*, vol. 6, n° 1, 2000, p. 23-42.

⁸¹ Andrei Vavra, « Politkorrektnaia definitsiia: rossiiskii tchelovek (définition politiquement correcte : l'homme de Russie) », *RIA Novosti*, 13 décembre 2006, <http://www.rian.ru/analytics/20061213/56880643.html>.

La dualité de la personnalité russe est à la source d'un inconfort qui n'est pas étranger à la rancœur ressentie envers les frontières dont a hérité l'ex-RSFS de Russie. Qu'ils l'aient souhaitée ou non, les citoyens des autres ex-républiques soviétiques ont en commun d'avoir compris que leur indépendance nationale marquait la fin de leur mise sous tutelle par Moscou. Or les Russes (*rousski*), eux, n'eurent jamais cette opportunité. Leur « indépendance » signifiait-elle un simple détachement de la tutelle bureaucratique soviétique? S'agissait-il plutôt de la liberté de diriger le cœur économique d'une superpuissance, sans devoir prendre en considération l'opinion des autres peuples soviétiques? L'absence de consensus sur le sens à accorder à cette notion centrale constitue un autre lieu où se manifeste cette schizophrénie.

Il est significatif que le 12 juin, le « Jour de Russie », ne soit plus désigné le « Jour de l'indépendance de la Russie », comme l'avait originellement souhaité Eltsine. Si l'on se fie à l'explication d'un commentateur local, la raison est que l'idée d'indépendance n'a tout simplement pas de sens pour l'ancienne métropole d'un Empire⁸².

Ces contradictions entre les significations attribuées à l'idée de l'indépendance se sont inéluctablement traduites dans les ambiguïtés du rapport entre la nouvelle Russie et l'ex-URSS. Formulé autrement, la Fédération de Russie devait-elle se considérer comme un État successeur de l'URSS parmi d'autres, qui s'en était libéré en ayant rompu avec son passé impérialiste? S'agissait-il plutôt de l'héritière directe de l'URSS, et conséquemment de son unique État continuateur? Comme l'a bien démontré la thèse d'Hélène Hamant, des réponses affirmatives à ces deux questions ne s'excluent pas mutuellement, mais prennent des formes variables selon les différents champs d'application⁸³.

⁸² Le 12 juin correspond à la date de la proclamation de souveraineté de la RSSF de Russie et avait en premier lieu été désigné « Jour de la déclaration de souveraineté de la RSSF de Russie ». Vsevolod Marinov, « Russia Day: How Ordinary Russians Feel About It », *RUVR Voice of Russia*, 11 juin 2008, <http://www.ruvr.ru/main.php?lng=eng&q=28291&cid=87&p=11.06.2008>.

⁸³ Hélène Hamant, *Démembrement de l'URSS et problèmes de succession d'États*, Bruxelles, Édition Bruylant, 2007, p. 192.

D'une part, il faut bien saisir les impulsions et les lieux qui définissent la Russie comme l'héritière directe et unique de l'URSS. Dans toutes les anciennes ambassades soviétiques, le corps diplomatique est simplement passé du jour au lendemain au service du nouvel État⁸⁴. Au Conseil de Sécurité de l'ONU en première instance, la Russie fut considérée comme le seul et unique État successeur, un traitement qui fut d'ailleurs initialement soutenu par les États membres de la CEI⁸⁵. Malgré les hésitations de quelques pays, c'est toute la diplomatie internationale, désireuse d'assurer la pérennité des grands traités stratégiques, qui s'est empressée d'encourager la Russie à jouer ce rôle, notamment au sein du TNP, des traités américano-soviétiques ABM, INF et START, ainsi que du traité CFE.

D'autre part, paradoxalement, des pressions énormes furent exercées sur la Russie pour qu'elle se résigne à rompre avec cet héritage de superpuissance. Plutôt que d'être acclamée comme un sacrifice nécessaire au maintien de la paix dans les coins chauds de l'ex-URSS, la présence des militaires russes à l'extérieur des nouvelles frontières de la Russie, même lorsqu'elle fut votée par les membres concernés de la CEI, fut largement dénoncée comme une grossière manifestation d'ingérence dans les affaires internes des États voisins⁸⁶. Même la volonté d'établir un régime juridique commun pour gérer les ressources de la mer Caspienne fut décrite comme une « politique néo-impérialiste » que la Russie devait absolument rejeter au profit d'une division du fond marin avec ses voisins immédiats, ce qu'elle allait finalement devoir se résoudre à faire⁸⁷.

La tension générée par les contradictions entre le principe de succession post-impérialiste et le principe de continuité juridique de l'URSS ne s'exprime nulle part avec autant de clarté qu'en Crimée, dans cette « ville héros (*gorod-geroi*) » de l'URSS où était jadis basée l'imposante flotte soviétique de la mer Noire, Sébastopol. Alors que le premier principe

⁸⁴ La prise de contrôle par la Russie du réseau diplomatique soviétique s'est effectuée le 18 décembre 1991 par un oukase présidentiel.

⁸⁵ La décision sur la dévolution du siège de l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU fut prise lors du Sommet d'Alma-Ata du 21 décembre 1991. C'est par une simple lettre adressée au Secrétaire générale de l'ONU le 24 décembre 1991 que le président Eltsine informe que la qualité de l'URSS est continuée par la RSFSR de Russie.

⁸⁶ Dov Lynch, *Russian Peacekeeping Strategies in the CIS : The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan*, New York, St-Martin's Press, 2000, 265 p.

⁸⁷ Stephen Blank, « Russia's Real Drive to the South », *Orbis*, vol. 39, n° 3, 1995, p. 369-386.

admettait que les vaisseaux stationnés à l'extérieur de la Russie revenaient de droit à la république où ceux-ci se trouvaient, le second suggérait que Moscou héritât du contrôle de toutes les forces navales, incluant les installations portuaires, parce que celles-ci étaient essentielles au maintien des forces stratégiques unifiées de la CEI. Dans les semaines qui suivirent la fin de l'URSS, la contradiction entre ces deux principes allait vite dégénérer en conflit ouvert entre Kiev et Moscou.

À terme, les négociations ardues sur le partage de la flotte de la mer Noire et le stationnement de vaisseaux russes révéleront l'existence d'un rapport de force se situant à mi-chemin entre ces deux principes. Ainsi, la souveraineté ukrainienne sur cette péninsule dont la population est majoritairement russe (*rousskii*) ne sera pas remise en cause, mais une manifestation extraterritoriale de la puissance russe (*rossiiskii*) sera tout de même maintenue à Sébastopol, où la majeure partie des installations portuaires demeurera sous le contrôle militaire de Moscou, au grand soulagement de sa population locale. Toutefois, il s'agit d'une situation temporaire et instable, dont le terme, d'abord fixé sous Koutchma à 2017, sera éventuellement prolongé jusqu'en 2042-2047⁸⁸, en vertu d'un accord conclu et rapidement ratifié par les deux parties en avril 2010⁸⁹, peu après l'élection du quatrième président ukrainien, Viktor Ianoukovitch.

Ainsi le sort de Sébastopol pourrait bien longtemps demeurer le symbole par excellence du processus ininterrompu de négociations du rapport de force entre Moscou et Kiev, rapport qui ne porte pas seulement sur les intérêts matériels des parties, mais aussi sur la nature du lien qui relie cet État simultanément successeur et continuateur de l'ex-Empire. Et c'est précisément en cela qu'il revêt une dimension si sensible de la transformation identitaire de la Russie.

⁸⁸ *Soglachenie mejdou Rossiiskoi Federatsiei i Oukrainoi po voprosam prebyvanniiia Tchernomorskogo flota Rossiiskoi Federatsii na territorii Oukrainy* (Accord entre la Fédération du Russie et l'Ukraine sur la question de la présence de la flotte de la mer Noire de la Fédération de Russie sur le territoire de l'Ukraine), Kharkov, 21 avril 2010, <http://ukranews.com/ru/news/ukraine/2010/04/22/17224>.

⁸⁹ La ratification ukrainienne fut votée à la Rada le 27 avril 2010. L'accord fut ratifié à la Douma deux jours plus tard, soit le 29 avril 2010.

Pour tenter de saisir la logique de cette transformation, il faut maintenant aller au-delà d'un portrait des structures matérielles et idéelles qui en définissent de façon relativement constante les paramètres, et chercher à retracer la façon dont les positions identitaires qui lui sont sous-jacentes ont évolué dans le temps.

4.3 1991-1993 : la libéralisation forcée et son échec

On peut possiblement identifier, en Russie, trois changements identitaires, poussant tour à tour le nouvel État dans une direction nouvelle, comme s'il était pourchassé à chaque fois par un ennemi différent qu'il ne pouvait affronter de front, sans revêtir le masque approprié qui l'effraierait. D'un changement à l'autre, la magnitude de la transformation semble toutefois décroître. Aussi, le temps de réaction se fait-il plus long et hésitant, comme si à travers les étapes d'un processus d'apprentissage par essai-erreur, la nécessité d'agir avec modération et prudence s'imposait peu à peu.

Le premier de ces mouvements s'ouvre avec éclat au moment de la mise à mort du Parti communiste et de l'accession au pouvoir des jeunes économistes libéraux à l'automne 1991. Essentiellement, il s'agissait pour Eltsine et ses collaborateurs de faire table rase de cet État totalitaire qui avait menacé de resurgir avec la tentative de putsch contre Gorbatchev. Au lendemain de la liquidation du Comité d'État pour la situation d'urgence en URSS, Eltsine avait non seulement suspendu les activités du PC de la RSFS de Russie⁹⁰, mais il avait également fait geler tous les avoirs du PCUS⁹¹. En donnant à son ministère des Affaires étrangères la mission de chercher à faire appliquer la mesure à l'extérieur du territoire de la RSFS de Russie⁹², il plaçait évidemment les régimes des autres républiques soviétiques dans une situation intenable. Ce fut là, s'il en est un, le véritable catalyseur des processus de transformations identitaires auprès des élites restées jusque-là relativement fidèles à la patrie soviétique.

Tout puissant devant un Gorbatchev humilié – qui avait été forcé de dissoudre le Comité central du PCUS dont les locaux avaient été mis sous verrous – Eltsine franchissait un pas de

⁹⁰ *O priostanovlenii deiatelnosti kommunisticheskoï partii RSFSR* (sur la suspension des activités du Parti communiste de la RSFS de Russie), décret présidentiel n° 79, Moscou, 23 août 1991, http://www.lawrussia.ru/texts/legal_383/doc383a164x390.htm

⁹¹ *Ob imouchtchestve KPSS i Kommunisticheskoï partii RSFSR*, (sur les avoirs du PCUS du Parti communiste de la RSFS de Russie), décret présidentiel n° 90, Moscou, 25 août 1991, http://www.lawrussia.ru/texts/legal_383/doc383a164x849.htm

⁹² *ibid.*, article 6.

plus en novembre en bannissant l'existence même du Parti⁹³. Le premier paragraphe du décret est particulièrement révélateur de la rupture qui s'opérait :

Les évènements du 19-21 août ont offert toutes les preuves que le PCUS n'avait jamais été un parti. Il s'agissait d'un mécanisme particulier de formation et d'exercice du pouvoir politique, qui infiltrait les structures gouvernementales ou assurait leur subordination directe au PCUS. La direction des structures du PCUS a constitué sa propre dictature, dont le pouvoir arbitraire a été établi aux dépens de l'État⁹⁴.

À coup sûr, le moteur de l'abandon de l'*homo sovieticus* était encapsulé dans cette notion aussi vaste qu'imprécise de démocratie, thème central des discours d'Eltsine. Celle-ci était symbolisée par l'image de l'homme de la rue qui grimpe sur le tank, prêt à défendre contre un État tout-puissant sa liberté de parole, ainsi que son droit d'assouvir enfin ses besoins individuels, trop longtemps réprimés.

Or, le démantèlement du pouvoir soviétique survenait dans un contexte exceptionnel où le libéralisme économique comme source du progrès humain était en train de s'imposer comme dogme planétaire dominant⁹⁵. Dans les grandes capitales financières, il était désormais admis que la levée des barrières tarifaires offrirait à l'humanité des jours meilleurs. Même la Chine communiste allait alors se résoudre à instaurer des mécanismes de concurrence, en rejoignant l'OMC notamment. Et cela n'allait pas tarder à donner à cette vague notion de démocratie russe une signification économique beaucoup plus forte et pointue que celle qu'Eltsine lui avait initialement accordée.

S'il s'agissait bien sûr de rejoindre le « monde civilisé » en prenant le visage d'un État-nation pacifique, cette rupture brutale avec le passé socialiste de l'URSS ne supposait aucunement d'abandonner la stature internationale de superpuissance caractérisant ce passé. Peu importe le sort réservé à ses futures frontières politiques, c'est par sa richesse nouvelle que la nation

⁹³ *O deiatelnosti KPSS i KP PSFSP* (Sur les activités du PCUS et PC de la RSFS de Russie), décret présidentiel n° 169, Moscou, 6 novembre 1999, <http://www.jurbase.ru/texts/sector172/tez72245.htm>.

⁹⁴ Traduction libre.

⁹⁵ Comme en témoigne la popularité de la thèse de Francis Fukuyama à l'effet que la démocratie libérale était la dernière forme de gouvernement, celle qui ne sera plus jamais supplantée. *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992, 418 p.

rayonnerait à travers le monde. Le propos du ministre des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, était éloquent à cet égard : « La grandeur d'une nation, particulièrement à l'aube du 21^e siècle, n'est plus déterminée par l'étendue de son empire, mais par le niveau de vie de sa population »⁹⁶.

Pour le reste, on croyait que la sagesse du capital serait garante des rapports pacifiques avec les voisins. Pour rejoindre l'Europe et le monde occidental, la Russie devait simplement se montrer respectueuse du droit international public et reconnaître l'intégrité territoriale des autres républiques postsoviétiques⁹⁷.

La qualité surprenante des rapports subséquents avec un pays comme le Kazakhstan fut d'ailleurs tributaire du respect de ce principe. Les vastes régions septentrionales, riches en hydrocarbure, en nombre d'installations militaires stratégiques, et de surcroît majoritairement peuplées de slavo-orthodoxes⁹⁸, auraient pu être un objet de convoitise et ne l'ont pas été. Favorable à la participation des pays occidentaux à la stabilité et au développement de la région, Moscou s'est plutôt empressé d'encourager le Kazakhstan et les autres républiques de la CEI à rejoindre la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Si l'occidentalisme débridé se conjugait bien avec l'abandon de la périphérie asiatique, il prédisposait cependant fort mal la Russie à faire l'expérience d'une situation conflictuelle avec l'Ukraine. Dans une entrevue accordée à un groupe de journalistes, l'avant-veille du référendum sur l'indépendance, Eltsine affirmait qu'il ne pouvait tout simplement pas concevoir une Union sans l'Ukraine⁹⁹.

⁹⁶ Andreï Kozyrev, « Transformed Russia in a new world », *Izvestiya*, 2 janvier 1992, p. 3 ; *ITAR-TASS*, 25 septembre 1992, reproduit dans *FBIS-SOV*, 28 septembre 1992, p. 7-8.

⁹⁷ Pierre Binette et Jacques Lévesque, « La Russie à la recherche d'un nouveau système international et d'une nouvelle politique extérieure », *Revue québécoise de science politique*, n° 24, 1993, p. 45-73.

⁹⁸ Selon les données du recensement de 1989, les Slaves dépassaient même en nombre les Kazakhs. En effet, Russes, Ukrainiens et Biélorusses confondus formaient 44,3 % de la population alors que les Kazakhs ne comptaient que pour 39,7 %.

⁹⁹ « Yeltsin's Pre-Referendum views », *Itar-Tass*, 30 novembre 1991, traduit par *FBIS*, source sélectionnée par Zbigniew Brzezinski et Paige Sullivan, *Russia and the Commonwealth of Independent States: Documents, Data, and Analysis*, Armonk, M. E. Sharpe, 1997, p. 38.

En fait, tant et aussi longtemps que la renaissance de la Russie signifiait la mort de l'URSS, la question des contours de la nation et du pouvoir étatique russe était simplement reportée à plus tard. Dans un discours prononcé devant le Soviet Suprême à l'automne 1992, Eltsine gardait encore la porte ouverte à toutes les options :

L'état transitoire difficile de la Russie ne nous permet pas encore de discerner son caractère nouveau et permanent, et ne nous permet pas non plus d'obtenir une réponse claire aux questions : De quoi sommes-nous en train de nous détourner? Que voulons-nous garder? Que souhaitons-nous sauver, quels éléments voulons-nous ressusciter, et quels éléments voulons-nous inventer¹⁰⁰?

Naturellement, les dirigeants de la Russie se croyaient destinés à partager avec les autres peuples slavo-orthodoxes, dans un espace économique et sécuritaire unifié, cet avenir qui s'était ouvert avec eux au moment de la création de la CEI. La perspective que la Russie puisse se faire imposer un divorce civilisé par un de ces peuples, dont les liens historiques à l'Europe étaient encore plus forts que les siens, était inconcevable pour une élite dont l'ambition était précisément d'affirmer cette appartenance.

Comme si le vote sur l'indépendance n'avait été que le fruit d'une crise circonstancielle – ce qu'il était en partie – Moscou ne prit pas au sérieux les nouvelles velléités autonomistes des élites ukrainiennes. En témoigne notamment l'absence totale de considération pour la position de Kiev manifestée par Eltsine, en janvier 1992, lorsqu'il déclara publiquement que la Flotte de la mer Noire avait été, était, et serait russe¹⁰¹... Sans l'ombre d'un doute, c'est dans ce mépris pour le sentiment égalitaire ukrainien qu'il allait éveiller à Kiev des forces de résistance insoupçonnées à la politique étrangère de la Russie.

¹⁰⁰ *Rossiskaya gazeta*, 7 octobre 1992, cité par Igor Ivanov, *The New Russian diplomacy*, Washington Brookings Institution Press, 2002, p. 11, traduction libre.

¹⁰¹ Cité par Yann Breault, Pierre Jolicoeur et Jacques Lévesque, dans *La Russie et son ex-empire*, Paris, Sciences po, 2003, p. 33.

Des incidences économiques traumatisantes

Dans le but de jeter par terre cette lourde bureaucratie centralisée qu'Eltsine détestait tant, et en suivant par le fait même les conseils prodigués par des spécialistes du FMI, le pouvoir mit en branle cette expérimentation macroéconomique que l'on nomma la thérapie de choc¹⁰². L'idée centrale était de permettre une accumulation primitive du capital, c'est-à-dire la formation d'une classe de propriétaires capables de contrebalancer la toute puissance de l'État et d'opérer les entreprises en fonction des lois de l'offre et de la demande. Il n'était alors même plus question de social-démocratie, mais simplement d'économie de marché¹⁰³. C'est à cette époque que les Egor Gaïdar et Anatoli Tchoubaïs, par le truchement de leurs relations étroites avec des économistes comme Jeffrey Sach et Anders Aslund, se firent connaître et acclamer par les élites politiques occidentales.

Comme il était impossible de destituer la nomenclature sans recourir à un nouveau pouvoir politique répressif, celle-ci devait être simplement « achetée ». Dans un ouvrage justificateur écrit en 1994, l'ex-premier ministre Egor Gaïdar expliquait :

Whatever else it was, this exchange of official position for private property was a step in the right direction: away from imperialism and toward a free and open market; away from the Asiatic mode of production; away from a system in which the nomenklatura was a permanent, hereditary political elite immune from the law of markets¹⁰⁴.

Presque instantanément, l'ouverture des frontières et la déréglementation du commerce permirent de regarnir les tablettes des magasins et d'enrichir une classe d'importateurs-revendeurs qui tirèrent plutôt bien leurs épingles du jeu. Toutefois, la spirale inflationniste déclenchée par la libéralisation des taux de change et l'émission incontrôlée de crédits

¹⁰² Peter Murrell, « What is Shock Therapy? What Did it Do in Poland and Russia? », *Post-Soviet Affairs*, vol. 9, n° 3, 1993, p. 111-140.

¹⁰³ Anders Aslund, *How Russia Became a Market Economy*, Washington, Brookings, 1995, 378 p.

¹⁰⁴ Egor Gaïdar, *State and evolution: Russia's search for a free market*, traduit par J. Miller, 2003 (1994), Washington, University of Washington Press, p. 83.

dépossédèrent instantanément les familles de toutes les épargnes¹⁰⁵, ce qui ne manqua pas de contribuer à l'instauration d'un climat de tensions sociales explosif, où l'opposition aux réformes était de plus en plus forte.

Évidemment, la crise des liquidités entraînait non seulement un gel des investissements, mais également d'énormes difficultés dans les relations entre fournisseurs et producteurs. Si le dollar américain s'imposa comme valeur de référence dans le prix des marchandises, le règlement des comptes devait se négocier par le troc de marchandises, une pratique qui compliquait les échanges commerciaux dans plusieurs secteurs d'activités. Ce problème était aggravé par l'érection des nouveaux postes frontières, qui donnèrent lieu à toutes sortes de tensions entre les entreprises, condamnées à renégocier les termes des échanges, non seulement en fonction des règles de l'offre et de la demande, mais surtout en fonction du rôle occulte des intermédiaires capables d'assurer le transit et la revente outre-frontière des marchandises¹⁰⁶.

Les conséquences en furent particulièrement lourdes dans le secteur de l'énergie, où il n'était pas facile d'établir la valeur du service de transport d'énergie par rapport à la valeur de l'énergie elle-même. La première guerre de l'énergie entre l'Ukraine et la Russie en 1993, magistralement documentée par Paul D'Anieri¹⁰⁷, constitue l'illustration la plus dramatique de cette désintégration. Les ramifications de ce conflit se sont rapidement étendues aux rapports interétatiques, jusqu'à affecter des enjeux de sécurité les plus cruciaux, soit le retrait de son arsenal nucléaire.

¹⁰⁵ Joseph Stiglitz, « Russian People Paid the Price for Shock Therapy », *The Times*, 22 juin 2002, www.cdi.org/russia/johnsos/6321.cfm.

¹⁰⁶ Evgueniy Spiridonov, « Problems of Transnational Enterprises on CIS discussed », *Segodnya*, 30 octobre 1993, traduit par FBIS, et reproduit par Zbignew Brzezinski et Paige Sullivan, *Russia and the Commonwealth of Independent States: Documents, Data, and Analysis*, Armonk, M. E. Sharpe, 1997, p. 391-392.

¹⁰⁷ Paul D'Anieri, *Economic Interdependence in Ukrainian-Russian Relations*, Albany, State University of New York Press, 1999, 278 p.

Un recul militaire inévitable

Bien que l'érection des postes frontières et l'échec des ententes portant sur la création d'un espace économique unifié ait eu des conséquences néfastes sur l'industrie militaire, l'abrupt déclin économique pourrait expliquer à lui seul les reculs géopolitiques de la Russie post-soviétique. Ne disposant pas des capitaux nécessaires pour assumer les dépenses liées au maintien des forces conventionnelles de l'ex-armée rouge, Moscou n'a pas souhaité garder le contrôle des unités se trouvant à l'extérieur des frontières de la Russie, sauf lorsque cette politique devenait un facteur d'instabilité régionale, comme ce fut le cas en Moldavie. Compte tenu des coûts liés au maintien des troupes conventionnelles de l'ex-URSS, Moscou ne s'opposa pas à ce que certaines républiques, l'Ukraine et l'Ouzbékistan en premier lieu, prennent immédiatement le contrôle des troupes postées sur leur territoire. La Russie en avait déjà bien assez avec les troupes encore postées en Allemagne, en Pologne, à Cuba et en Mongolie, dont elle prit formellement le commandement en mars 1992, au nom du principe d'État continuateur de l'URSS¹⁰⁸. De surcroît, il lui fallait assumer seule l'évacuation et la relocalisation des unités stationnées dans les pays Baltes, dont la présence suscitait une grande hostilité.

Au moment de la création de la CEI, on avait simplement convenu qu'un commandement unifié conjoint serait formé pour assurer la défense commune du territoire¹⁰⁹. Le réaménagement du commandement des « Forces unifiées de la CEI » prévoyait deux regroupements. Le premier, « les Forces stratégiques unifiées », était théoriquement formé de l'ensemble des unités essentielles à l'efficacité de la défense stratégique¹¹⁰. Le second, « les Forces à mission générale », héritait du reste, incluant les forces conventionnelles ayant été

¹⁰⁸ Mark Webber, *The international politics of Russia and the successor states*, Manchester, Manchester University Press, 1996, p. 174-175.

¹⁰⁹ Lors de la rencontre de Belovej, les trois nouveaux États slaves s'étaient engagés à maintenir « sous un commandement unifié, un espace militaire stratégique commun, notamment un contrôle unique des armes nucléaires ». Article 6, paragraphe 3, *Soglasenie o sozdanii Sodroujestva Nezavisimykh Gosoudartv* (Accord sur la formation de la communauté des États indépendants), Minsk, 8 décembre 1991, <http://cis.minsk.by/main.aspx?uid=176>.

¹¹⁰ *Soglasenie mejdou gosoudarstvami-outchastnikami Sodrouzestva Nazavisimykh Gosoudarstv po strategitcheskim silam* (Accord entre les États-membres de la Communauté des États indépendants sur les forces stratégiques), Minsk, 30 décembre 1991, <http://bestpravo.ru/fed1991/data01/tex10051.htm>.

juridiquement placées sous l'autorité des ministères de la Défense des nouvelles républiques¹¹¹. Dans les deux cas, la Russie s'attendait à poursuivre son rôle de joueur central en s'imaginant que les ex-républiques sœurs accepteraient de contribuer financièrement à la sécurité collective, ce qui devait ne jamais se réaliser. Les discussions achoppèrent autour de la structure de financement, mais aussi autour des volontés particulières de certaines républiques concernant l'utilisation de leurs troupes, qui anéantissaient l'effectivité de l'ensemble. Confrontée à cela, la Russie dut se résigner au printemps 1992 à procéder unilatéralement par décret pour former sa propre armée¹¹².

Certes, il n'était pas encore question de vouloir intimider les voisins par la force, mais la dégradation rapide de la situation à plusieurs endroits dans l'ex-URSS annonçait déjà que les forces armées auraient un rôle à jouer en dehors des frontières de la Russie. Dès le mois de mai 1992, une version préliminaire de la doctrine militaire soumise au public pour discussion, mentionnait « le non-respect des droits des citoyens russes et des personnes s'identifiant culturellement et ethniquement à la Russie » comme l'une des principales sources de conflits potentiels, ce qui risquait de compromettre le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États souverains¹¹³.

En ce qui concerne la succession des installations d'importance stratégique, la Russie s'est montrée beaucoup plus déterminée à sauver l'héritage militaire soviétique, exigeant d'en reprendre l'exclusivité du contrôle. Ceci incluait non seulement les armes nucléaires à proprement parler, mais aussi toutes les composantes de soutien dont elles avaient besoin

¹¹¹ *Soglachenie mejdou Respublikoi Armenia, Respublikoi Belarus, Respublika Kazakhstan, Respublikoi Kyrgystan, Rossiiskoi Federatsiei, Respublikoi Tadjikistan, Tourkmenistan i Respublikoi Ouzbekistan o silakh obchtchego naznatchenia na perekhodnyi period* (Accord entre la République d'Arménie, la République du Belarus, la République du Kazakhstan, le Kirghizstan, la Fédération de Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan sur la direction commune des forces générales pendant la période de transition), Minsk, 14 février 1992, <http://pravo.levonevsky.org/bazaby09/sbor89/text89497.htm>

¹¹² *O sozdanii Vooroujennykh Sil Rossiiskoi Federatsii* (Sur la formation des Forces Armées de la Fédération de Russie), décret présidentiel n° 466, 7 mai 1992, <http://www.bestpravo.ru/fed1992/data02/tex13885.htm>

¹¹³ Charles Dick « Initial thoughts on Russia's draft military doctrine », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 5, n° 4, décembre 1992, p. 552-566.

pour être pleinement opérationnelles. La question du partage des unités placées sous le commandement des forces stratégiques fut donc plus problématique.

C'est dans ce contexte qu'émerge rapidement la querelle autour de l'avenir de la Flotte de la mer Noire, qui faisait partie des unités devant être mises à la disposition du commandement stratégique. Techniquement, elle était à ce titre l'une des composantes des forces stratégiques unifiées de la CEI. Il était seulement admis qu'elle ne pourrait être déployée sans le consentement de l'Ukraine, ce qui était déjà pour Moscou une concession importante faite à l'Ukraine.

Or, la tension monta d'un cran lorsque le président Kravtchouk signa le 5 avril 1992 un décret plaçant la Flotte en entier sous la juridiction ukrainienne¹¹⁴. Le commandant en chef de la Flotte, Vladimir Tchernavin, refusa de se plier à la demande du ministère ukrainien, expliquant qu'il avait déjà prêté serment à l'URSS et qu'il ne pouvait servir que le commandement supranational successeur de la CEI¹¹⁵.

En mai 1992, la version préliminaire de la doctrine militaire russe fit explicitement état de cette « menace militaire directe » que représentaient les « actions d'autres États qui nuiraient au fonctionnement des systèmes russes pour le support des forces nucléaires stratégiques »¹¹⁶. Ce passage, qui laissait clairement entendre que la Russie pourrait se justifier d'intervenir militairement contre l'Ukraine, fut conservé dans la version finale de la doctrine militaire, adoptée par décret présidentiel le 2 novembre 1993¹¹⁷.

¹¹⁴ *Pro nevidklani zakhodi po boudivnitsva zbroinikh sil Oukraini* (Sur les mesures urgentes pour la création des forces armées ukrainiennes), décret présidentiel n° 209, Kiev, 5 avril 1992, <http://www.ukrreferat.com/index.php?referat=31096&pg=1>.

¹¹⁵ L'article de Yuri Dubinin, dans lequel il rappelle les faits tels que vus à travers ses fonctions de diplomate, offre une excellente description de l'historique de ces tensions. « Historical Struggle for the Black Sea Fleet », *Russia in Global Affairs*, n° 1, janvier-mars 2007, <http://eng.globalaffairs.ru/numbers/18/1095.html>.

¹¹⁶ Traduction libre, voir note 117.

¹¹⁷ *Ob osnovnykh polozheniyakh voennoi doktriny rossiiskoi federatsii* (Principales dispositions de la doctrine militaire de la Fédération de Russie), décret présidentiel n° 1833, Moscou, 2 novembre 1993, http://www.businesschet.ru/pravo/DocumShow_DocumID_65358.html.

La détérioration rapide des rapports entre Kiev et Moscou autour de cette question sensible a fait l'effet d'un électrochoc chez les optimistes qui croyaient que l'Ukraine était destinée à suivre la voie tracée par la Russie. Afin de ne pas dilapider ses chances d'être accepté dans la famille des États civilisés, Moscou fut contraint de mener des négociations interétatiques en bonne et due forme, mais le constat d'un déclin aussi drastique de son influence internationale était lourd à porter.

À cet égard, l'escalade rapide du conflit avec l'Ukraine n'est pas étrangère à la première crise identitaire postsoviétique. Non seulement l'opposition de Kiev aux réformes libérales russes, qui avait initialement permis de maintenir en Ukraine une situation économique moins catastrophique qu'en Russie, avait donné des munitions à ceux qui en critiquaient le bien-fondé à Moscou, mais la façon dont elle contribuait à exposer l'effondrement de la superpuissance russe ridiculisait la politique étrangère occidentaliste des jeunes libéraux. Ceci était d'autant plus grave qu'en mettant en lumière les vieux réflexes impérialistes de Moscou, l'Ukraine devenait un grain de sable dans l'engrenage supposé rapprocher la Russie de l'Europe.

4.4 1993-1999 : le gouffre de la revanche impossible

Très tôt, les éléments de contestation à l'identité libérale occidentaliste s'étaient ainsi cristallisés autour d'une frustration commune face au recul économique et militaire de la Russie. Le virage révolutionnaire semblait désormais avoir éloigné la Russie d'elle-même, en tant que superpuissance étatique. Seulement, le fossé entre le désir consensuel de puissance et la dégradation objective de la situation était trop large pour être franchi. Dès lors que la fuite apparemment réussie du passé totalitaire cessait d'être le moteur de la transformation identitaire russe, la question béate posée par la faiblesse d'un État-nation, tantôt *rossiskii*, tantôt *rousskii*, devint rapidement problématique pour la définition de l'intérêt collectif. Et c'est précisément ce qui allait faire plonger la quête identitaire de la Russie au fond du gouffre.

L'arrivée de milliers de compatriotes fuyant les troubles ailleurs dans l'ex-URSS sonna rapidement le glas de la politique du laissez-faire. Selon le chef des services d'immigration russe, il y avait déjà à la fin de l'année 1992, sur le territoire de la Fédération de Russie, 470 000 réfugiés qui avaient déserté les multiples conflits armés, et quelque 800 000 immigrants ayant simplement voulu échapper à la pauvreté et la discrimination grandissante¹¹⁸. Sergueï Stankevitch, conseiller auprès du président Eltsine, disait à l'été 1992 que la violence commise à l'égard des russophones en Moldova résultait des « illusions excessivement amiables » du gouvernement russe¹¹⁹.

Puisque les États-Unis se permettaient de s'ingérer dans les affaires intérieures des républiques latino-américaines, pourquoi la Russie ne pourrait-elle pas librement intervenir dans la zone de son ex-Empire? Sans nécessairement remettre en question le désir d'émuler le modèle de développement des puissances occidentales, on pouvait ainsi justifier d'envoyer

¹¹⁸ Chiffres cités par Wynne Russell, « Russian Relations with the "Near Abroad" », dans *Russian foreign policy since 1990*, sous la dir de P. Shearman, Boulder, Colorado, 1995, p. 68, note 13.

¹¹⁹ Sergueï Stankevitch, « Iavlénie Derzhavy (Le phénomène du pouvoir) », *Rossiiskaya Gazeta*, 23 juin 1992, p. 1. cité par Glenn Chafetz, « The Struggle for a National Identity in Post-Soviet Russia », *Political Science Quarterly*, vol. 111, n° 4, 1996-1997, p. 681.

le général Alexandre Lebed prendre le commandement de l'ex-14^e armée soviétique stationnée en Moldavie, ce qui fut interprété à l'été 1992 comme un geste de soutien en faveur des forces sécessionnistes de Transnistrie, majoritairement slavo-orthodoxes¹²⁰. À peine quelques mois après avoir épousé un discours radicalement anti-impérialiste, voilà que Moscou commençait à envoyer des signaux contradictoires, apportant de l'eau au moulin à tous les analystes étrangers qui n'avaient jamais cru à la conversion des Russes à la démocratie libérale¹²¹.

Dans le *Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie*, adopté par décret présidentiel le 23 avril 1993¹²², on affirmait finalement haut et fort le droit de la Russie d'intervenir dans son « proche étranger » (*blijnee zaroubeje*), un concept qui ne revenait pas moins de 12 fois dans le document. La protection des droits des minorités russes devenait même la priorité de la politique étrangère :

The most important foreign policy tasks requiring COORDINATED (*en lettres majuscules dans l'original*) and consistent efforts on the part of all the country's state structure are: eradicating armed clashes, settling conflicts around Russia and preventing them from spilling over into our territory, and ensuring strict observance of individual human rights and minority rights in the countries of the near abroad, particularly the right of ethnic Russians and Russian-speaking populations¹²³.

Ce changement de cap était bien sûr motivé, non seulement par les coûts reliés à l'accueil des réfugiés, mais aussi par l'émotion réelle ressentie à l'égard du drame humain vécu par ces autres Russes (*rousskii*) confinés dans les zones affectés par les guerres civiles. À coup sûr, il aurait été complètement suicidaire pour n'importe quel politicien de demeurer insensible à leur sort. Pourtant, Eltsine n'hésitait pas à donner à cette préoccupation compréhensible

¹²⁰ Selon les chiffres fournis par Pal Kolsto et qui remontent au dernier recensement soviétique, les Russes et les Ukrainiens forment ensemble 50 % de la population, contre 40 % de Moldaves. *Political Construction Sites Nation-Building in Russia and the post-Soviet states*, Boulder, Westview Press, 2000, p. 84.

¹²¹ Michael Cox, « The necessary partnership? The Clinton presidency and post-Soviet Russia », *International Affairs*, vol. 70, n° 4, 1994, p. 635-658.

¹²² Une traduction anglaise du document est disponible dans *Russian foreign policy in transition: concepts and realities*, sous la dir. de A. Melville et T. Shakleina, Budapest, Central European University Press, 2005, p. 27-64.

¹²³ *ibid.*, p. 27.

l'allure d'une bravade destinée à annoncer le retour en force du pays¹²⁴. En contradiction totale avec l'esprit de la lettre de la Charte de la CEI, que la Russie avait signée en janvier 1993¹²⁵, le président affirma dans l'une de ses envolées verbales qu'on lui connaît que les frontières de la CEI étaient « essentiellement les frontières de la Russie »¹²⁶.

En réalité, ce verbiage masquait plutôt mal la perte d'emprise que Moscou subissait, non seulement sur la conduite des affaires internationales, mais également sur l'évolution des relations économiques au sein même de l'ex-URSS. En tant que levier d'influence russe au sein de la CEI, le projet de maintenir une zone rouble avec un seul centre d'émission de monnaie à Moscou avait été cher au premier ministre Viktor Tchernomyrdine, nommé en remplacement de Gaïdar dès décembre 1992. Mais il fut néanmoins contraint de l'abandonner à l'été 1993. L'émission quasi illimitée de crédits que les banques des nouvelles républiques concédaient à leurs entreprises avait accéléré en Russie la spirale inflationniste et entraîné une dévaluation spectaculaire de la devise russe¹²⁷.

Cette perte d'emprise était encore plus inquiétante lorsqu'elle s'observait au sein même de l'ex-armée soviétique stationnée dans le proche étranger. Si le président cherchait à freiner la chute de sa popularité en se montrant déterminé à intervenir dans les conflits périphériques, le contrôle qu'il était à même d'exercer sur la situation dans les autres républiques de la CEI fut bien fragile. Décrivant le déploiement de la force multinationale de maintien de la paix agissant sous l'autorité de la CEI en Abkhazie, pour laquelle la Russie contribuait à la moitié des 10 bataillons, Thomas Adam résumait ainsi la situation : « Cela offrait le spectacle d'une unité russe gardant la paix brisée par une autre unité russe »¹²⁸.

¹²⁴ Alexander Pikayev, « The Russian Domestic Debate on Policy Towards the 'Near Abroad' », dans *Peacekeeping and the Role of Russia*, sous la dir. de L. Jonson et C. Archer, Boulder, Westview Press, 1996, p. 51-66.

¹²⁵ *Oustav sodroujestva nezavisimyykh gosouidarstv* (Chartre de la Communauté des États Indépendants), Minsk, 23 janvier 1993, <http://www.lexed.ru/mpravo/razdel5/?doc1.html>.

¹²⁶ *Segodnia*, 16 septembre 1993, p. 3, cité par Mark Webber dans *CIS Integration Trends: Russia and the former Soviet South*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1997, p. 41.

¹²⁷ Marek Dabrowki, *The Reasons of the Collapse of the Ruble Zone*, Varsovie, CASE Network Studies and Analysis, n° 58, novembre 1995, http://www.case.com.pl/upload/publikacja_plik/3460035_058e.pdf.

¹²⁸ Thomas Adam, « Russian Peacekeeping Policy, Methods and Training », *Low Intensity Conflict and Law Enforcement*, vol. 4, n° 3, 1995, p. 356.

Dans le cas de la Moldavie, la décision d'attaquer la ville de Bendery, sur la rive ouest de Dniestr, fut prise de façon indépendante par le commandement de la 14^e armée¹²⁹, et ce même après qu'Eltsine eût placé par décret cette armée sous sa juridiction personnelle¹³⁰. D'ailleurs, l'envoi médiatisé du général Lebed ne freina pas la défection des ex-soldats de l'armée soviétique en faveur des autorités sécessionnistes. Des 14 000 hommes qu'elle comptait, l'ex-14^e armée n'en comptait plus que 1 200 en 1994. Ceux-ci étaient manifestement trop bien enracinés dans cette région pour prendre le risque d'être délocalisés et de perdre les recettes reliées au trafic d'armes.

Même s'il faut ainsi prendre avec un grain de sel les dénonciations d'un plan machiavélique bien ficelé de Moscou pour réintégrer les États de la CEI, il est certain que le pouvoir ne s'est pas privé d'utiliser le prétexte de ces missions de paix effectuées sous l'égide de la CEI pour tenter de gonfler sa stature internationale. À condition de préciser qu'il n'a eu essentiellement qu'une forme déclaratoire, il n'est pas complètement farfelu de parler d'un discours impérialiste, où l'armée joue à nouveau un rôle dans l'expression de la puissance russe. En cela, il s'agissait bien d'un élément de rupture important avec l'orientation occidentaliste ayant marqué l'abandon du projet soviétique, période pendant laquelle on avait imaginé que l'Amérique et l'Europe volerait au secours de la nouvelle Russie.

Le peu d'influence que la Russie pouvait exercer sur les problèmes du proche étranger découlait en grande partie de la faiblesse de la présidence au sein même de la Russie. C'est ce qui explique que la question initialement si sensible de la réintégration de nations-sœurs d'Ukraine et du Bélarus allait peu à peu être reléguée au second plan. La fragilité extrême de

¹²⁹ La décision avait été prise par le lieutenant général Iouri Netkachev, possiblement avec l'accord d'un haut gradé du ministère russe de la Défense, faisant du coup mentir Eltsine qui avait publiquement promis que la 14^e armée ne se laisserait pas entraîner dans le conflit moldave. Charles King, *The Moldovans, Romania, Russia, and Politics of Culture*, Stanford, Hoover Institution Press, 2000, p. 195.

¹³⁰ *O perehode pod iourisdiksiou Rossiiskoi Federatsii voinskikh tchastei vooroujennykh sil byvchgo SSSR, nakhodyachikhsya na territorii Respubliki Moldova* (sur le transfert des unités militaires des forces armées de l'ex-URSS, se trouvant sur le territoire de la Moldavie, sous la juridiction de la Fédération de Russie), décret présidentiel n° 320, 1^{er} avril 1992, http://lawrussia.ru/texts/legal_555/doc555a314x671.htm.

l'État russe avait éclaté au grand jour en octobre 1993, lorsque le pouvoir d'Eltsine traversa une crise constitutionnelle, pendant laquelle il fallut recourir à l'armée pour maîtriser un parlement qui menaçait son autorité, au prix de plusieurs centaines de victimes¹³¹. Les images d'un parlement en fumée évoquaient bien à quel point on était déjà loin du temps où Eltsine protégeait ce même parlement d'une intervention militaire.

De plus en plus déçu et désenchanté par les effets de sa propre révolution démocratique, Eltsine flirta alors avec le courant de pensée revanchard qui dominait l'opinion publique. Il dut concéder que seule la méthode forte pouvait garantir l'intégrité territoriale de l'État. Ainsi, pour ne plus se laisser narguer par la Tchétchénie, qui entravait le transport du pétrole en provenance d'Azerbaïdjan, le président se laissa convaincre par son ministre de la Défense, Pavel Gratchev, « qu'un seul régiment de parachutistes résoudrait le problème en deux heures »¹³². Frustrée par ses premiers échecs, l'armée s'en prit aux infrastructures de la république autonome. Le bombardement de Groznyï de 1995 offrit le spectacle désolant d'une violence encore plus grande que tout ce à quoi on avait jusqu'alors assisté dans le proche étranger.

Pour empêcher ce qui eût été pour lui le symbole suprême de son échec politique, le retour au pouvoir des communistes, Eltsine songea même à signer un décret pour reporter indéfiniment les élections tant la situation se présentait mal¹³³. Exhorté à ne pas anéantir ce qui restait encore de son image de démocrate, il accepta de remettre les guides de son avenir dans les mains d'une coalition temporaire formée de sept grands banquiers, qui risquaient de tout perdre si le leader communiste, Guennadi Ziouganov, était porté au pouvoir¹³⁴. Sous la

¹³¹ Les chiffres officiels fournis par la police locale font état de 187 morts, incluant 76 non-combattants, et de 437 blessés, cités par Peter Reddaway et Dmitri Glinski, *The tragedy of Russia's reforms: market bolshevism against democracy*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2001, p. 427.

¹³² Propos rapportés par Carlotta Gall et Thomas de Wall, *Chechnya: A Small Victorious War*, Londres, Pan, 1997, p. 157.

¹³³ De son propre aveu, ce sont les exhortations de son premier ministre, Victor Tchernomyrdine, à ne pas verser dans un tel aventurisme qui furent cruciales pour l'en dissuader. Boris Eltsine, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 52.

¹³⁴ On les dénomma les « *semibankirchtchina* », un jeu de mot autour du nom donné au groupe des boyards ayant momentanément dirigé la Russie pendant le temps des troubles.

gouverne personnelle de Tchoubaïs, la campagne électorale d'Eltsine fut miraculeusement reprise en main.

De concert avec les deux principaux groupes médiatiques dirigés par Vladimir Gousinski et Boris Berezovski, respectivement propriétaires des chaînes télévisées nationales ORT et NTV, une propagande anti-communiste farouche fut alors conduite. Même un occidentaliste fervent comme l'ambassadeur Dimitry Ryurikov critiquera sévèrement les gens entourant Eltsine : « Ils ont utilisé les médias d'une façon typiquement bolchevique pour laver le cerveau du peuple de Russie »¹³⁵.

Le grand simulacre de la « Communauté (*Soobchtchestva*) » entre le Bélarus et la Russie, dont il sera plus amplement question dans le chapitre 6, fut mis en scène dans ce contexte préélectoral, en avril 1996. À coup sûr, il comportait pour Eltsine l'avantage de flatter l'orgueil blessé de la nation russe, qui pouvait minimalement se consoler à l'idée qu'il lui restait au moins encore un peuple fidèle prêt à collaborer avec elle. Or, si la collaboration militaire avec Minsk n'était pas dénuée d'intérêt pour les forces conservatrices, qui faisaient preuve de la même hostilité que le régime bélarussien envers l'Occident, elle n'augurait rien de bon pour la nouvelle classe de propriétaires que les libéraux avaient mis tant d'efforts à mettre sur pied¹³⁶. Aussi, la question de cette union retombera-t-elle rapidement dans l'ombre de l'actualité russe après les élections. N'ayant aucune emprise sur l'orientation économique dirigiste du Bélarus, ce qui anéantissait les chances d'établir l'union douanière et monétaire qui était prévue, ce projet demeura « dans les limbes », comme le dénoncera amèrement Loukachenko en 1999¹³⁷.

La question tout aussi gênante de l'établissement d'un partenariat stratégique entre l'Ukraine et l'OTAN ne pouvait qu'engendrer de nouvelles frustrations géopolitiques. Or, comme un prédateur trop affaibli pour retenir sa proie, Eltsine profita des mois d'accalmie qui suivirent

¹³⁵ Dimitri Ryurikov, *Russia Survive*, Washington, The Nixon Center, 1999, p. xii, <http://www.nixoncenter.org/publications/monographs/russia.pdf>.

¹³⁶ Vyacheslav Nikonov, « The Place of Belarus on Russia's Foreign Policy Agenda ». In *Belarus at the Crossroads*, sous la dir. de S. Garnett et R. Legvold, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1999, p. 105-130.

¹³⁷ « Lukashenka Warns Russia: Belarus May Befriend West », *FBIS-SOV-1999-0702*, 02 juillet 1999.

son élection pour lâcher prise sur cette question de la Flotte de la mer Noire et signer avec Kiev un traité d'amitié et de partenariat. Ce fut aussi sans trompette ni fanfare que Moscou accepta de passer l'éponge sur la première vague d'élargissement de l'OTAN en négociant son propre traité de coopération bilatérale avec l'alliance¹³⁸. N'étant même pas venue à bout du problème de son intégrité territoriale, forcée qu'elle avait été de conclure une entente de cessez-le-feu¹³⁹ et un traité de paix bâclée avec les indépendantistes tchéchènes¹⁴⁰, quelle autre carte restait-il à la Russie pour éviter qu'une rupture encore plus profonde et douloureuse ne se creuse avec l'Ukraine?

C'était encore la situation intérieure du pays qui monopolisait l'attention d'Eltsine, et désormais de sa fille Tatiana, en qui le président avait placé toute sa confiance, ce qui montre bien à quel point il était isolé. Les banquiers qui avaient organisé sa réélection exigeaient maintenant leur dû, c'est-à-dire des conditions préférentielles pour l'achat des dernières grandes entreprises d'État. Pour venir à bout des directeurs rouges s'étant opposés à sa réélection, Eltsine dut alors marcher dans ce schème « d'actions contre des prêts » concocté par l'oligarque Vladimir Potanin. De retour au gouvernement en tant que chef de l'administration présidentielle, Anatoli Tchoubaïa pu reprendre la distribution à prix dérisoire des titres des entreprises d'État et ainsi poursuivre la voie de cette « accumulation primitive du capital ».

En réalité, plutôt que d'entraîner la croissance comme les libéraux l'avaient espéré, ces privatisations corrompues accrurent la criminalisation des rapports économiques. Effectuée consciemment en marge de règles juridiques clairement établies, la concentration dans les mains de quelques personnes bien renseignées des joyaux de l'économie soviétique, dans le secteur des ressources naturelles essentiellement, accentua le caractère inégalitaire et violent de la société russe. À lui seul le nombre d'assassinats reliés aux rivalités d'affaires donne un

¹³⁸ Acte Fondateur sur les Relations, la Coopération et la Sécurité Mutuelles entre l'OTAN et la Fédération de Russie, Paris, 27 mai 1997, <http://www.nato.int/docu/fonda/actfnd-a.htm>

¹³⁹ *Khasaviourtskie soglasheniia* (Entente de Khasaviourt), Kasaviourt, 31 août 1996, <http://www.politika.su/doc/hasavurt.html>.

¹⁴⁰ *Dogovor o mire i printsipakh vziamootnochenii mezhdou rossiiskoi federatsiei i tchetchenkoi Respublikoi Itchkeriia* (Traité de paix et les principes des relations entre la Fédération de Russie et la République tchéchène d'Itchkérie), Moscou 12 mai 1997, http://www.jurbase.ru/2006_archive_federal_laws_of_russia/texts/sector134/tez34906.htm

triste aperçu de l'âpreté avec laquelle les nouveaux capitalistes russes se sont disputés le marché des opportunités d'affaires. Au cours des cinq premiers mois de 1999, on dénombrait 567 meurtres par contrat sur le territoire de la Russie¹⁴¹.

Dans ce contexte que l'on associe assez souvent à l'histoire économique du Far West américain, les investisseurs étrangers ne se bousculèrent pas aux portes. En fait, les nouveaux riches eux-mêmes n'eurent tellement pas confiance dans l'avenir de la Russie sous Eltsine, qu'ils se limitèrent à piller la propriété de l'État pour en extraire les richesses et les placer en dehors du pays. Le journaliste David Hoffman évalue de 100 à 150 milliards USD l'argent russe ayant été placé à l'étranger dans les années 1990¹⁴².

La situation intérieure déjà catastrophique dans le premier mandat d'Eltsine toucha le fond du baril peu après la crise ayant frappé de plein fouet l'économie asiatique, entraînant le baril de pétrole sous la barre des 20\$ US. Privé de sa principale source de revenus, Moscou perdit alors le dernier outil d'influence qu'il détenait. Sergueï Zverev, un homme d'affaires connu, proche de Gousinsky, ayant travaillé pour l'administration présidentielle pendant la réélection d'Eltsine en 1996, expliqua à la journaliste canadienne, Chrystia Freeland, en 1999, au sujet du Kremlin : « C'est comme la Cité du Vatican. Cette petite forteresse est devenue la seule partie de Russie qui soit sous la gouverne de Eltsine »¹⁴³.

Cette série d'humiliations semble avoir forcé les dirigeants à faire preuve d'imagination pour retrouver confiance en l'avenir. Comment ne pas avoir été tenté de recourir à la foi du peuple en son Église? Staline lui-même avait fini par admettre que l'Église était un instrument de contrôle social trop utile pour être abandonné¹⁴⁴.

¹⁴¹ Chiffres cité par William Webster, Arnaud De Borchgrave et Frank Cillufoo, *Russian organized crime and corruption : Putin's challenge*, Washington, Center for Strategic and International Studies, 2000, p. 38

¹⁴² David Hoffman, *The Oligarchs: Wealth and Power in the New Russia*, New York, Public Affairs, 2003, p. 447.

¹⁴³ Chrystia Freeland, *Sale of the Century*, Toronto, Doubleday Canada, 2000, p. 19.

¹⁴⁴ Peter Duncan, *Russian Messianism : Third Rome, Holy Revolution, Communism and After*, Londres, Routledge, 2000, p. 58-61

Ne pouvant intervenir sur le cours de la dégénérescence matérielle du pays et du recul de ses positions dans le monde, les élites se sont donc montrées de plus en plus favorables au soutien de ce lieu de pouvoir. Tout se passe comme si l'absence de légitimité démocratique devait être compensée par la bénédiction du plus large patriarcat autocéphale orthodoxe. En échange, d'importants avantages fiscaux furent consentis à l'Église orthodoxe, notamment sur l'importation d'alcool et de cigarettes, de façon à lui permettre de tirer son épingle du jeu face à la concurrence des nouvelles missions protestantes financées par des groupes religieux américains.

Misant sur un consensus à l'effet que l'État devait circonscrire les activités des organisations religieuses étrangères, la Douma allait adopter en 1997 une loi sur le protectionnisme religieux qui, sous un angle différent, montre encore une fois l'ampleur du paradoxe identitaire qui afflige le pays.

D'une part, le patriarche orthodoxe soutient ce projet de loi qui créait :

de solides bases pour protéger les individus et la société des activités destructrices des pseudo religions et des pseudo missionnaires qui causent des dommages évidents à la santé spirituelle et physique de la personne, à l'identité nationale de notre peuple et à la stabilité de la paix civique de la Russie¹⁴⁵.

Or, l'opinion du pape, celle du président Clinton et de plusieurs autres leaders occidentaux était fortement défavorable à ce projet de loi, contraire selon eux à la liberté de religion, supposément garantie par la constitution. En l'ignorant, la Russie risquait d'être définitivement exclue du cercle des « nations civilisées ».

Dans ses mémoires, Eltsine doute encore du bien-fondé de sa position. Il en parle comme l'une des décisions les plus difficiles de sa carrière :

¹⁴⁵ La lettre du patriarche Alexis est citée par Boris Eltsine, *Mémoires*, Paris, Flammarion, 2000, p 187.

Que devais-je faire? Si je signais la loi, tout le monde civilisé se détournerait de la Russie et nous retomberions dans notre isolement. En revanche, mon veto aurait été un coup très dur porté à l'Église orthodoxe de Russie et aux confessions russes traditionnelles, lesquelles manquaient de ressources puisque les religions de l'ouest, avec leurs milliards de dollars, auraient bénéficié d'une base légale pour se ruier dans le pays et anéantir nos cultes traditionnels. »¹⁴⁶

Tirailé par des forces contraires, le président Eltsine formula des propositions d'amendements visant à assouplir la portée de loi, de façon à donner l'impression à l'Ouest qu'il prenait en considération le respect de la constitution. En revanche, la loi conservait l'esprit général d'un protectionnisme religieux suffisamment convainquant pour éviter d'être condamnée trop sévèrement par l'Église orthodoxe¹⁴⁷.

À ce stade-ci, parler du rôle et de l'influence du Kremlin dans l'arène mondiale n'a plus beaucoup de sens. Profondément vexé de ne pas avoir été accueilli avec plus d'enthousiasme au sein du monde civilisé, et résigné au fait que la Russie ne pouvait plus compter que sur ses propres ressources pour reprendre sa place dans l'échiquier mondial, Eltsine s'était résolument tourné vers cette ligne de pensée réaliste, caractéristique des hommes forts du secteur de la défense. La place grandissante qui sera faite à un membre de l'ancienne nomenclature soviétique comme Evgueni Primakov, nommé en janvier 1996 au poste de ministre des Affaires étrangères, et même élevé au rang de premier ministre après la crise financière d'août 1998, montrait bien que l'amour des Russes pour l'Europe et l'Amérique avait ses limites¹⁴⁸. Pourtant, comme le souligne le titre d'un livre récent de ce maître à penser de la politique étrangère russe, ce monde contemporain était désormais caractérisé par l'absence de la Russie¹⁴⁹.

¹⁴⁶ Boris Eltsine, *Mémoires, op. cit.*, p. 188.

¹⁴⁷ Macheal Gordon, « Irking U.S. Yeltsin Signs Law Protecting Orthodox Church », 27 septembre 1997, section 1 page 1, <http://www.nytimes.com/1997/09/27/world/irking-us-yeltsin-signs-law-protecting-orthodox-church.html?pagewanted=all>.

¹⁴⁸ Jeffrey Surovell, « Yevgenii Primakov, hard-liner or casualty of the conventional wisdom? », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 21, n° 2, 2005, p. 223-247.

¹⁴⁹ Evgenii Primakov, *Mir bez Rossii? K tchemou vedet polititcheskaia blizoroukost* (Un monde sans la Russie? Vers quoi conduit la myopie politique), Moscou, Rossisskaia Gazeta, 2009, 238 p.

Ainsi, le gouffre qui sépare les besoins identitaires et les ressources matérielles anéantissait les chances de la Russie de se trouver une identité convenable. Les efforts du président visant à doter la Russie d'une idéologie nationale n'allèrent nulle part¹⁵⁰. Même l'hymne national resta sans mot. Après l'annonce d'une troisième vague d'élargissement de l'OTAN qui s'étalerait cette fois dans les anciennes républiques soviétiques situées sur la rive de la mer Baltique, la perspective revanchiste semblait aussi mal en point que le projet révolutionnaire libéral. En réponse aux frappes de l'OTAN en Yougoslavie, Eltsine évoqua la possibilité de rediriger ses têtes nucléaires en direction de l'Europe, mais sans soulever le moindre remous international¹⁵¹...

Le creux de la crise est certainement le mieux illustré par la popularité des auteurs post-modernes, qui ne voient plus dans les dirigeants étatiques que des figures publicitaires artificielles, conçues par des spécialistes de marketing pour maximiser la circulation des flux monétaires enrichissant un secteur financier, lui-même esclave de la logique de rentabilité de ses actionnaires¹⁵². La Russie méritait-elle après tout d'exister? C'est en laissant à son successeur le soin d'y répondre qu'Eltsine quitta le pouvoir.

¹⁵⁰ Kathleen Smith, « Searching for a New Russian Idea », dans *Myth in the New Russia: Politics and Memory during the Yeltsin Era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, p. 158-184.

¹⁵¹ Phil Reeves, « War in the Balkans: Russian Threat – Do not push us into war, warns Yeltsin », *Independent*, 10 avril 1999, <http://www.independent.co.uk/news/war-in-the-balkans-russian-threat-do-not-push-us-into-war-warns-yeltsin-1086155.html>.

¹⁵² Viktor Pelevin, *Homo Zapiens*, traduit par A. Bromfield, New York, Pinguin, 2002 (1999), 256 p.

4.5 1999-2008 : le capitalisme d'État et le défi de la postmodernité

Le troisième mouvement identitaire qui accompagne l'entrée de la Russie dans le 21^e siècle est marqué par la montée en puissance de ce courant de pensée néo-eurasiste, que Marlène Laruelle estime être « une façon de penser la catastrophe, de redéployer dans l'espace une continuité »¹⁵³. Cette fois, la Russie s'associe plus intimement à l'existence d'une civilisation ancienne, tantôt européenne, tantôt asiatique, qui puise dans ses rapports aux deux mondes les fondements de son unicité¹⁵⁴.

Effectivement, l'idée d'appartenir à un État dont les mérites devraient être évalués à partir des mêmes critères qu'en Europe est de plus en plus contestée. Dans un sondage effectué par VTsIOM en novembre 2001, 71 % des répondants se disaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle la Russie appartenait à une civilisation eurasiennne et que le modèle occidental ne lui convenait pas¹⁵⁵.

En refusant ainsi d'être une annexe périphérique de la modernité européenne, la Russie redécouvre un espace gigantesque et renoue encore plus intimement avec une longue tradition spirituelle, dans laquelle la chrétienté orthodoxe est entrée en contact avec l'islam, le judaïsme, le bouddhisme, sans oublier le chamanisme de ses peuples autochtones. Tout fonctionne comme si cet ultime mouvement identitaire cherchait à s'éloigner des troubles présents en s'inscrivant dans un rapport au temps beaucoup plus long, où la Russie peut retrouver sa gloire perdue.

Poutine débute sa carrière en jouant le rôle d'un candidat de consensus entre les classes possédantes et les principaux lieux de pouvoir du pays, qu'il s'agisse de l'Église orthodoxe, des forces de sécurité, de l'armée, des diverses formations politiques, ainsi que des sujets plus ou moins autonomes de la Fédération. Le principal mérite de cette candidature inattendue,

¹⁵³ Marlène Laruelle, « Le néo-eurasisme russe. L'Empire après L'Empire? », *Cahier du monde russe*, vol. 42, n° 1, janvier-mars, 2001, p. 71.

¹⁵⁴ Le titre du dernier ouvrage d'Hélène Carrère d'Encausse est d'ailleurs assez révélateur de cette tendance. *La Russie entre deux mondes*, Paris, Fayard, 2010, 327 p.

¹⁵⁵ John O'loughlin, Gearoid O Tuathail et Vladimir Kolossov, « A 'Risky Westward Turn' Putin's 9-11 Script and Ordinary Russians », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 1, 2004, p. 5-6.

qu'Eltsine avait sortie de son chapeau dans les derniers mois de son règne, émanait du fait justement que personne ne pouvait savoir quels intérêts il représenterait, hormis ceux de son ancien patron, à qui il avait promis une retraite tranquille. D'emblée, Poutine se dit simplement déterminé à lutter contre la « yougoslavisaiton de la Russie »¹⁵⁶. Pour y parvenir, il compte faire respecter d'une main de fer la « dictature de la loi », expression paradoxale qui n'éclaire absolument pas la nature du rapport entre le cadre législatif en place et la latitude du législateur en chef. Ce n'est là qu'un exemple de ce que Richard Sakwa appelle « le pouvoir de la contradiction »¹⁵⁷.

Curieusement, après s'être méfié de l'ex-KGB pendant toute sa carrière politique, Eltsine avait choisi de remettre les rênes du pouvoir à un ancien colonel des services secrets dont il admirait le patriotisme. Lorsqu'il fit sa première allocution à titre de président devant l'état-major des services de sécurité (qu'il avait lui-même dirigés de juin 1998 à mars 1999, avant d'être nommé secrétaire du Conseil de Sécurité) il annonça que « l'instruction numéro un pour la prise complète du pouvoir avait été réalisée avec succès », ce qui n'aurait fait éclater de rire, dit-on, que les civils présents à la rencontre¹⁵⁸. Comment deviner ce que Poutine avait réellement en tête en restaurant le buste d'Iouri Andropov (qui dirigea le KGB de 1967 à 1982) en face du célèbre bâtiment de la Loubianka?

La technique du double visage, stéréotype du métier d'agent secret, semble l'avoir bien servi. D'un côté, Poutine accorde beaucoup d'importance à ses collègues et amis juristes de Saint-Pétersbourg d'orientation idéologique libérale ayant mené avec lui une carrière civile dans l'administration de l'ex-maire Anatoli Sobtchak. La place importante qu'il accorde dans son cabinet aux économistes libéraux Alexis Koudrin et German Gref ou à un juriste comme Dimitri Medvedev confirme une volonté de prendre avec le plus grand sérieux l'intérêt de la

¹⁵⁶ Vladimir Poutine, *Razgovor s Rossiei : Stenogramma priamogo tele- i radioefira (Priamaia liniia s Prezidentom Rossii) 18 dekabria 2003 goda* (Conversation avec la Russie : Transcription de la télé- et radiodiffusion en direct ("Ligne directe avec le président de la Russie") 18 décembre 2003, Moscou, Olma-Press, 2003, p. 70.

¹⁵⁷ Richard Sakwa, *Putin: Russia's choice*, New York, Routledge, 2008 (2004), p. 299.

¹⁵⁸ L'anecdote est racontée par les journalistes américains Peter Baker et Susan Glasser, *Kremlin rising: Vladimir Putin's Russia and the end of revolution*, New York, Scribner, 2005, p. 62.

nouvelle bourgeoisie russe, dont les capitaux doivent être impérativement rapatriés et investis au pays.

D'autre part, ses collègues des ministères des Affaires internes et de la Défense, dont les liens professionnels furent développés au temps de sa carrière au sein du KGB puis brièvement à la tête du FSB jouiront d'une influence tout aussi importante au sein du gouvernement¹⁵⁹. Pour maintenir la stabilité intérieure, Poutine se fait donc simultanément l'allié de ceux que l'on nomme « les hommes de la force (*silovki*) ». Sergueï Ivanov, Nikolai Patrouchev et Igor Setchin se montrent partisans de méthodes de gestions plus opaques, mais leur collaboration apparaît indispensable pour espérer venir à bout de l'instabilité intérieure, au Caucase notamment, où l'invasion des rebelles tchéchènes au Daghestan a servi de prétexte au lancement de la deuxième guerre de Tchétchénie.

Comme si le recouvrement de la gloire du passé était plus important que la cohérence idéologique de toute nouvelle construction identitaire, Poutine propose un cocktail syncrétique de symboles impériaux, orthodoxes et soviétiques. Ratissant très large de gauche à droite dans ses discours à connotation économique, jouant simultanément sur le tableau européen et asiatique lorsqu'il est question de politique étrangère, Poutine puise son soutien dans tout ce que compte le pays de militants dévoués à la réhabilitation du prestige de la Russie. Le concept « d'unité », utilisé pour nommer la formation politique qu'il fait mettre sur pied et s'assurer de contrôler l'assemblée législative évoque cette volonté de réconcilier les différentes périodes de l'histoire du pays.

La première année du règne de Poutine fut marquée par une mise à jour complète des grands textes d'orientation politique de la Russie. Ceux-ci assurent une certaine continuité par rapport à l'ère de son prédécesseur, mais ils cherchent aussi à offrir des réponses aux questions posées par l'évolution inquiétante de l'arène mondiale. Dès janvier 2000, il signe donc le décret sur l'adoption d'un nouveau concept de sécurité nationale, qui remplace celui

¹⁵⁹ Ian Bremmer et Samuel Charap, « The Siloviki in Putin's Russia: Who They Are and What They Want », *The Washington Quarterly*, vol. 30, n° 1, 2006-2007, p. 83-92.
http://www.twq.com/07winter/docs/07winter_bremmer.pdf.

qui était en vigueur depuis 1997¹⁶⁰. En avril, il adopte une nouvelle doctrine militaire¹⁶¹. Et enfin en juin il approuve la nouvelle version du concept de politique étrangère¹⁶².

En comparant cette nouvelle doctrine militaire et ce nouveau concept de politique étrangère avec les premières versions de 1993, on note d'emblée la disparition de la notion « d'étranger proche ». Non seulement cette notion avait été un irritant inutile dans les rapports avec les ex-républiques soviétiques, mais la distance énorme qu'avaient déjà pris certains pays de cet espace justifiait son abandon. Il se peut également que la volonté d'oublier l'échec des ambitions intégrationnistes que la Russie avait initialement eues à l'égard de cet espace ne soit pas étrangère à ce changement lexical. Quoi qu'il en soit, l'éradication du terme marque la fin de la période transitoire ayant suivi le démantèlement de l'URSS.

Cela dit, de la même façon que le choc des réfugiés russes condamnés à fuir le proche étranger avait amené Moscou à revoir sa politique du laissez-faire en 1992, celui des frappes militaires de l'OTAN contre la Yougoslavie au printemps de 1999 allait fouetter la Russie pour qu'elle sorte de cet état humiliant de marginalisation politique dans laquelle elle se voyait confinée. Malgré des ressources économiques et militaires toujours aussi limitées, la dénonciation des périls associés à la constitution d'un monde unipolaire se fait désormais plus explicite. Le ton donné dans ce nouveau concept de politique étrangère est clairement plus sombre que ce que l'on retrouvait en 1993. Les États-Unis sont maintenant directement pris à partie par le document :

¹⁶⁰ *Kontseptsiia natsionalnoi bezopasnosti Rossiikoi Federatsii* (Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie), Adopté par le décret présidentiel n° 1300, *Ob Outverjdenii Kontseptsii natsionalnoi bezopasnosti Rossiikoi Federatsii* (Sur la confirmation du concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie), Moscou, 10 janvier 2000, publiée dans *Nezavisimaia Gazeta*, 14 janvier 2000, http://nvo.ng.ru/concepts/2000-01-14/6_concept.html.

¹⁶¹ *Voennaia Doktrina Rossiiskoi Federatsii* (Doctrine militaire de la Fédération de Russie), adoptée par le décret présidentiel n° 706 *Ob Outverjdenii Voennoi doktriny Rossiiskoi Federatsii* (Sur la confirmation de la doctrine militaire de la Fédération de Russie, Moscou, 21 avril 2000, publiée dans *Nezavisimaia Gazeta*, 22 avril 2000, http://www.ng.ru/politics/2000-04-22/5_doktrina.html.

¹⁶² *Kontseptsiia vnechnei politiki Rossiiskoi Federatsii* (Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie), approuvée par le président Vladimir Poutine le 28 juin 2000, publiée dans *Nezavisimaia Gazeta*, 11 juillet 2000, http://www.ng.ru/world/2000-07-11/1_concept.html.

A trend is growing toward the establishment of a unipolar world structure that would be dominated by the United States economically and through force. There is a focus on restricted-membership West institutions and forums in addressing fundamental issues of international security, with a weakening role of the UN Security Council. The strategy of unilateral action can destabilize the international situation, provoke tensions and an arms race, and exacerbate the contradictions between states and national and religious strife. The use of force-based methods in circumvention of the existing international legal mechanism is incapable of removing the deep-seated socioeconomic, ethnic, and other contradictions that underlie conflicts, and only undermine the foundations of the rule of law¹⁶³.

Comme s'il fallait stimuler des troupes démoralisées en leur rappelant qu'elles avaient jadis, dans des conditions extrêmement difficiles, réussi à vaincre la plus puissante armée au monde, Poutine ne propose rien de moins que la réhabilitation de la musique de l'hymne national soviétique. En décembre 2000¹⁶⁴, il fait aussi voter l'adoption d'un nouveau texte, composé par nul autre que Alexandre Mikhalkov, le même auteur auquel Staline avait eu recours dans les années 1940, pendant la Grande guerre patriotique : « *Forte volonté, grande gloire / Sont ton héritage à jamais !* »¹⁶⁵.

Tout de même, alors que le régime se montre ainsi prêt à se réconcilier avec l'un des symboles identitaires les plus forts de son histoire soviétique, le nouveau texte se garde bien de verser dans l'athéisme de cette période. Une place est laissée à la présence de Dieu, une mesure fort appréciée par l'Église orthodoxe : « *Unique tu es au monde, Unique tu es comme telle / Terre natale, protégée de Dieu* »¹⁶⁶...

Toujours avec le même sens de la formule paradoxale, Poutine affirmait que celui qui ne regrettait pas l'URSS n'avait pas de cœur, mais que celui qui voulait la faire revivre comme

¹⁶³ Je cite ici la traduction anglaise de concept de politique étrangère de la Fédération de Russie qui se trouve en annexe de l'ouvrage de l'ex-ministre des Affaires étrangères Igor Ivanov, *The New Russian Diplomacy*, Washington, Brooking Institution Press, 2002, p. 168.

¹⁶⁴ « Polnyi text tekst zakona o gimne (texte complet de la loi sur l'hymne) », *Gazeta.ru*, 8 décembre 2000, <http://www.gazeta.ru/2000/12/09/polnyjtekstz.shtml>.

¹⁶⁵ Traduction libre. Le passage original se lit comme suit : « *Mogoutchaia volia, velikaia slava / Tvoe dostoiiane na vse vremena!* ».

¹⁶⁶ Traduction libre. Le passage original se lit comme suit : « *Odna ty na svete! Odna ty takaia / Khranimaia Bogom rodnaia zemlia!* ».

elle était auparavant n'avait pas de tête¹⁶⁷. Par cela, il faisait mine de comprendre les nostalgiques, mais soulignait autant le caractère irréversible des changements économiques opérés depuis 1991 que l'impossibilité d'envisager une réintégration politique avec des voisins récalcitrants.

Manifestement, ceci impliquait qu'il allait falloir vivre avec la réalité d'une Ukraine indépendante. Sa décision de venir à Kiev célébrer le 10^e anniversaire de la proclamation d'indépendance en août 2001 était un signal important à cet égard. Parallèlement, l'intérêt qu'il démontra initialement pour l'ambitieux projet d'État unifié avec le Belarus (qu'Eltsine avait signé le 8 décembre 1999 quelques semaines avant de quitter le pouvoir) donnait à penser qu'il ne raterait aucune occasion de raviver l'union des peuples-frères. C'est d'ailleurs à Minsk qu'il avait choisi, en tant que nouveau président, d'effectuer sa première visite officielle à l'étranger, en avril 2000.

Même si la Chine occupe une place toujours plus grande dans l'agenda russe, que les relations avec l'Iran et la Turquie sont soigneusement ménagées au nom de la construction d'un monde multipolaire, la Russie ne renonce pas à l'option d'une coopération stratégique avec l'Amérique. Le déséquilibre des forces en présence étant ce qu'il est, Poutine préfère encore jouer le jeu d'un aspirant partenaire qui ne dramatise pas les actions hostiles de Washington. Le président russe ne se montre pas trop ému par l'annonce du retrait unilatéral des États-Unis du traité ABM, ni par l'annonce de l'inclusion prochaine des pays Baltes dans l'OTAN, se limitant à dire qu'il s'agissait de choix dommageables pour la sécurité mondiale, mais non d'une menace pour la Russie¹⁶⁸. L'opération de séduction qu'il mène auprès de Georges Bush, qui croit avoir compris son âme, est remarquable en de telles circonstances.

¹⁶⁷ « Stenogramma "Priamoi linii" s tchitateliami gazety "Komsomolskaia Pravda" (Transcription de la "ligne directe" avec les lecteurs du journal "Komsomolskaia Pravda") », Moscou, 9 février 2000, <http://archive.kremlin.ru/text/appears/2000/02/135717.shtml>. La formule aurait été empruntée au politicien ukrainien Alexandre Moroz (chef du Parti socialiste), qui l'aurait employée lors de la campagne présidentielle de 1994. Mentionné par O. Haran'and S. Tolstov, « Does the Slavic Triangle Exist from Kyiv's perspective », *Naoukovi zapiski*, vol. 22, n° 2, 2003, p. 195. http://www.nbu.gov.ua/portal/soc_gum/naukma/Sn/2003_22-2/03_haran_o.pdf

¹⁶⁸ « Putin speech on U.S. withdrawal from ABM treaty », *Reuters*, 14 décembre 2001, <http://www.cdiéorg/russia/johnson/5597-1.cfm>.

Les attentats du 11 septembre aux États-Unis seront même l'occasion pour Poutine de se présenter comme le plus compréhensif des chefs d'États, celui qui connaît le mieux les périls associés au terrorisme des islamistes radicaux. La décision du Kremlin d'encourager les États-Unis à utiliser les bases des républiques d'Asie centrale pour conduire son intervention militaire en Afghanistan laissait croire à certains que la Russie, ayant pleinement reconnu la suprématie américaine mondiale, acceptait de se mettre à la solde de l'Empire pour espérer en tirer quelques dividendes¹⁶⁹.

Or, les avancées états-uniennes qui se poursuivront au Caucase avec l'arrivée en 2002 de quelque 200 officiers chargés de former des unités géorgiennes pour la guerre au terrorisme furent beaucoup plus alarmantes que tout le reste, car elles touchaient cette fois directement la question du nouveau corridor de transport destiné à évacuer les hydrocarbures centra-asiatiques en contournant la Russie. Le soutien politique et même l'aide matérielle apportée au régime pro-américain de Mikhaïl Saakashvili, porté au pouvoir lors de la « révolution des roses » en 2003 et dont l'objectif est de voir la Géorgie rejoindre l'OTAN, fut très mal reçue. Mais à quoi bon brandir quelques menaces? Pour preuve, même lorsque sa voix résonna en cœur avec celle de la France et de l'Allemagne contre l'intervention militaire en Irak, la Russie n'était pas en mesure d'infléchir la volonté de Washington.

Cela dit, le sentiment partagé d'être acculé au coin du mur facilita grandement la tâche consistant à surmonter les déchirements internes qui avaient marqué la transition postsoviétique. La réconciliation des factions idéologiquement éloignées s'organisa autour de l'objectif rassembleur énoncé par Poutine, qui était simplement de tout mettre en œuvre pour doubler le PIB de la Russie en moins de sept années. Avec cette promesse simple, il fut facilement reporté au pouvoir dès le premier tour des élections présidentielles de 2004, et ce avec plus de 71 % des voix. Les principaux leaders des autres formations politiques, Evgueni Ziouganov du Parti Communiste, Dimitri Rogozin du Parti Rodina, et Jirinovski du Parti Libéral-Démocratique, n'osèrent même pas lui opposer leur candidature.

¹⁶⁹ Igor Torbakov, « Putin Faces Domestic Criticism over Russia's central Asia Policy », *Eurasianet*, 12 février 2002, <http://www.eurasia.org/departments/insight/articles/eav021202>.

Ces succès électoraux furent tout de même assombris à l'automne 2004 par le constat que l'Ukraine semblait à son tour dans la sphère d'influence américaine, défaite d'autant plus amère que Poutine avait cru pouvoir miser sur la victoire du Viktor Ianoukovitch, candidat ouvertement favorable à la réintégration économique avec la Russie. Que l'influence réelle des États-Unis dans cette élection ukrainienne ait été surestimée par Moscou ne changeait rien au fait que le nouveau pouvoir orangiste était résolument tourné vers Washington. Cette pierre angulaire du transit d'énergie qu'est l'Ukraine allait devenir, dès lors, l'objet d'une confrontation à demi-ouverte entre la Russie et les États-Unis.

Face à cette menace toujours grandissante d'un système unipolaire, le deuxième mandat présidentiel de Poutine fut fortement marqué par cette notion de « démocratie souveraine (*souverennaia demokratiia*) » déployée par le principal idéologue du Parti Unité et conseiller très proche de Poutine, Vladislav Sourkov. La notion porte deux messages sous-jacents. Premièrement, l'élite politique russe trouve sa légitimité en Russie même, et non plus à l'Ouest comme à l'époque d'Eltsine. Deuxièmement, l'élite politique est garante de la survie de la souveraineté de la Russie¹⁷⁰.

Au-delà, toutefois, rien n'est dit sur les tenants et les aboutissants de cette démocratie unique, dont la seule propriété est de laisser la porte ouverte à tous les scénarios. Exit le temps des projets à vocation universelle. La suprématie du politique sert d'abord à préserver un État « russe », dont la nature et le rôle reste à déterminer. Dans les mots d'Alexei Chadayev, un jeune partisan de Poutine, membre de la Chambre publique et auteur d'un ouvrage très cité sur l'idéologie de Poutine explique :

Nous avons fait face à la question d'être ou ne pas être. La Russie a donné au peuple russe la réponse caractéristique : être. Maintenant, la réponse à la question « qui devenir? » sera laissée à la Russie, qui détient le droit souverain d'en décider démocratiquement¹⁷¹.

¹⁷⁰ Andrei Okara, « Sovereign Democracy: A New Russian Idea or a PR Project? », *Russia in Global Affairs*, n° 2, juillet-septembre 2007, http://eng.globalaffairs.ru/number/n_9123

¹⁷¹ Dmitry Babich, « Putin His Ideology. By Alexei Chadayev », *Russia Profile*, 27 février 2006, http://www.russiaprofile.org/book_reviews/2006/2/27/3320.wbp.

Alors que les questions difficiles s'additionnent à l'Ouest au sujet de la Palestine ou de la Corée du Nord, la Russie mise justement sur cette image d'État désidéologisée pour regagner une position d'interlocuteur crédible. Dans un article publié dans *Rossiiskaya Gazeta*, le ministre des Affaires étrangères Serguei Lavrov explique :

Russia, having resolutely stepped out of the Cold War, ceased to be an ideological, imperial state. The liberation of Russian forces and resources can be only fruitful for the interests of Europe and the whole world. Russia has acquired a freedom to behave in accordance with its historical mission, that is, to be itself and hence, to make its full contribution to the common cause of maintaining international stability and harmony between civilizations at the critical stage of the formation of a new architecture of international relations¹⁷².

L'Eurasisme montant joue sur le mythe d'une compréhension multiculturelle supérieure et du respect de la diversité. Miroir asiatique de l'orthodoxie, l'islam pourrait même cesser d'être une menace pour devenir une composante distincte à laquelle l'État russe accorderait sa protection. Poutine déclare ainsi devant le parlement tchétchène:

Those who are fighting on the other side don't know that Russia has always been the most loyal, reliable and consistent defender of the Islamic interests. By destroying Russia they are destroying one of the major supports for the Islamic world¹⁷³.

S'il y a bien des limites à pouvoir affirmer simultanément une chose et son contraire, celles-ci ne se trouvent pas dans une quelconque logique universelle, mais bien dans le respect suscité par la stature économique du pays. Et c'est principalement sur ce tableau que le régime souhaite renverser la vapeur.

L'avenir incertain du capitalisme d'État

¹⁷² Sergei Lavrov, « 60 Years of Fulton: Lessons of the Cold War and Our Time », *Rossiiskaya Gazeta*, March 6, 2005, http://www.in.mid.ru/brp_4.nsf/e78a48070f128a7b43256999005bcbb3/51338fc17de32a5fc3257129004789b1?OpenDocument.

¹⁷³ Cité par Ivan Shmelov, « Vladimir Putin claims Russia is the major support for the Islamic countries », *Pravda.ru*, 14 décembre 2005, <http://english.pravda.ru/world/asia/9386-0>.

Suivant les grandes lignes défendues dans sa thèse de doctorat présentée en 1997 et résumée dans un court article publié en 1999¹⁷⁴, Poutine s'est affairé à soutenir une accumulation du capital en misant sur les richesses naturelles, dans le but ultime de le rediriger dans les technologies de pointe à fortes valeurs ajoutées, et ainsi aider les entreprises russes à réintégrer le centre de l'économie-monde¹⁷⁵. Il s'agit là d'un projet qui suppose le renforcement de ce qu'il appelle des « corporations avec une guidance étatique »¹⁷⁶. Bien que cette thèse ne soit pas nouvelle en économie¹⁷⁷, elle rassemble les forces militaires et financières du pays, qui soutiennent le président dans son combat pour l'intégrité territoriale et la reconstruction de la « verticale du pouvoir ».

D'entrée de jeu, les poursuites judiciaires pour fraudes fiscales intentées contre ces deux magnats de la presse qu'étaient Vladimir Goussinski et Boris Berezovski marquèrent une reprise de contrôle étatique sur l'environnement médiatique. Poutine disait de la liberté journalistique qu'elle était devenue « l'objet d'une convoitise malsaine chez les politiciens et les grands groupes financiers »¹⁷⁸.

Encore traumatisés par la violence du combat médiatique mené contre l'oligarque Potanine à la fin des années 1990, les grands magnats de Russie en étaient venus à reconnaître l'impératif d'un État fort, capable d'assurer la stabilité intérieure, d'arbitrer les querelles internes entre les groupes financiers, et de soutenir le capitalisme naissant¹⁷⁹, ce qui explique qu'ils ne manifestèrent aucun soutien à ces deux premiers oligarques déchus.

¹⁷⁴ Vladimir Poutine, « Mineralno-syrevye resourcy v strategii razvitiia Rossiiskoi ekonomiki » (Les ressources naturelles minérales dans la stratégie de développement de l'économie russe), *Zapiski Gornogo Institouta*, vol. 144, 1999, p. 3-9.

¹⁷⁵ Mark Katz, « Putin's Economic Assumptions », *United Press International*, 12 février 2006, <http://www.upi.com/InternationalIntelligence/view.php?StoryID=20060211-104028-5038r>.

¹⁷⁶ Harley Balzer, « The Putin Thesis and Russian Energy Policy », *Post-Soviet Affairs*, vol. 21, n° 3, 2005, p. 210–225.

¹⁷⁷ Une accusation publique de plagiat a été publiée dans le *Washington Profile*, « It All Boils Down to Plagiarism : Interview with Clifford Gaddy », 31 mars 2006, reproduit dans *JRL*, n° 78, 31 mars 2006, <http://www.cdi.org/russia/johnson/2006-78-3a.cfm>.

¹⁷⁸ Vladimir Poutine, « Address to the Federal Assembly of the Federation », Moscou, 08 juillet 2001, http://www.president.kremlin.ru/eng/speeches/2000/07/08/0000_type70029_70658.shtml.

¹⁷⁹ Rosaria Puglisi, « The 'normalisation' of Russian foreign policy » dans *Security Dynamics in the Former Soviet Bloc*, sous la dir. H. De Graeme et J. Moroney, Londres, Routledge Curzon, 2003, p. 63-79.

En échange, le régime leur proposa une politique macro-économique conservatrice de stabilisation monétaire, de lutte à l'inflation, et de remboursement des emprunts extérieurs. Après avoir simplifié la loi fiscale et offert un allègement du taux de taxation, on procéda à d'importantes coupures des services gouvernementaux, en s'attaquant aux privilèges des groupes économiquement vulnérables. Mises ensemble, dans un contexte de hausses faramineuses du prix du pétrole, ces mesures louangées par le FMI eurent bientôt l'effet escompté de renforcer considérablement le rouble, et même de renverser les flux de capitaux en faveur de la Russie.

Dans la mesure où l'État doit pouvoir diriger lui-même son redressement économique, il lui faut établir un rapport de force favorable vis-à-vis des oligarques. Pour conserver leurs fortunes accumulées dans des conditions nébuleuses sous Eltsine, ceux-ci doivent dorénavant se montrer plus compréhensifs envers les intérêts supérieurs de l'État. Le projet de Mikhaïl Khodorkovski consistant à remettre le contrôle de la pétrolière *Ioukos* dans les mains de la compagnie américaine *ExxonMobil* correspondait exactement au type de comportement qui ne pouvait plus être toléré¹⁸⁰. L'emprisonnement spectacle du riche homme d'affaires fut la démonstration de force dont l'État avait besoin pour réaffirmer la priorité de la politique sur l'économie¹⁸¹.

Le retour d'un État interventionniste capable d'engager au besoin son appareil judiciaire contre des éléments indésirables de sa bourgeoisie soulève parfois l'effroi d'un retour vers le passé autoritaire, parfois l'espoir d'un avenir plus juste. Cela dit, pour l'immense majorité de la population, ce sont la stabilisation intérieure et la reprise économique qui constituent les préoccupations les plus importantes¹⁸².

¹⁸⁰ Lachlan Johnston et George Trefgarne, « ExxonMobil nears deal with Russians », *Telegraph*, 3 octobre 2003,

<http://www.telegraph.co.uk/finance/2864866/ExxonMobil-nears-deal-with-Russians.html>.

¹⁸¹ Marshall Goldman, *Petrostate: Putin, Power, and the New Russia*, op. cit., p. 111-114.

¹⁸² Cette saga judiciaire autour de la pétrolière *Ioukos*, vue à l'Ouest comme un coup très dur porté contre le libéralisme russe, a été suivie dans l'actualité « sans aucune attention particulière » par 43 % des Russes. Dans ce sondage conduit par la firme Levada en 2004, seuls 11 % affirment être intéressés au conflit. Voir *Obshchestvennoe mnenie 2004*, Table 10.8, « Sledite li Vy za soobchtcheniami o khode soudebnovo protsesssa v otnochenii roukovoditelei neftianoï kompanii "Ioukos"? » (Suivez-vous les

Depuis l'interruption des livraisons de gaz naturel à l'Ukraine en janvier 2006, objet d'un battage médiatique sans précédent, la notion de superpuissance énergétique est sur toutes les lèvres. Même si Poutine s'est bien défendu d'utiliser le terme¹⁸³, et que le ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov ait accusé les puissances étrangères d'avoir délibérément imposé ce qualificatif nuisible à la Russie¹⁸⁴, le Kremlin a clairement fait savoir que la poursuite de ses intérêts dans le secteur de la production et du transport d'énergie était désormais l'enjeu central de sa politique étrangère. Il est significatif à cet égard que le thème de la « sécurité énergétique mondiale » fut prioritaire lors du premier sommet du G8 présidé par la Russie en juillet 2006¹⁸⁵.

Devant lutter contre les contrecoups du démantèlement de l'URSS – que Poutine a caractérisé de « grand désastre géopolitique du 20^e siècle »¹⁸⁶ – les Russes peinent à croire à l'imminence d'un futur glorieux. Malgré les craintes que l'instrumentalisation politique des ressources énergétiques soulève à l'étranger, et les complications que cela implique dans ses rapports diplomatiques¹⁸⁷, la tentation de percevoir la Russie comme une puissance montante est pourtant forte¹⁸⁸. Est-ce que la consolidation du pouvoir autocratique qui l'accompagne permettra d'atteindre ce statut de superpuissance énergétique? C'est la question à laquelle

informations concernant le déroulement du processus judiciaire à l'encontre des dirigeants de la compagnie pétrolière "Ioukos"? »), <http://www.levada.ru/om2004.html>.

¹⁸³ « Transcript of Meeting with Participants in the Third Meeting of the Valdai Discussion Club », 9 septembre 2006,

http://www.kremlin.ru/eng/speeches/2006/09/09/1209_type82917type84779_111165.shtml.

¹⁸⁴ Cité par Lilia Shevtsova, *Russia Lost in Transition: The Yeltsin and Putin Legacies*, Moscow, Carnegie Endowment for International Peace, p. 135.

¹⁸⁵ « Address by Russian President Vladimir Putin to visitors to the official site of Russia's G8 Presidency in 2006 », <http://en.g8russia.ru/agenda/>.

¹⁸⁶ « Annual Address to the Federal Assembly of the Russian Federation », Moscou, 24 avril 2005, http://www.kremlin.ru/eng/speeches/2005/04/25/2031_type70029type82912_87086.shtml.

¹⁸⁷ La célèbre tirade du vice-président Dick Cheney lors d'une allocution chaudement applaudie effectuée dans le cadre d'une conférence sur la sécurité en Europe centrale tenue à Vilnius, dans laquelle il a accusé la Russie d'utiliser l'énergie comme « un outil d'intimidation politique », a bien illustré l'ampleur de l'inquiétude soulevée par l'affirmation plus soutenue des intérêts de la Russie dans ce domaine. *Remarks by vice president Dick Cheney at the 2006 Vilnius Conference*, 4 mai 2006, <http://www.vilniusconference2006.lt/sen/lib/download/15>.

¹⁸⁸ Sergei Kortunov, « Should Russia Claim Great Power Status? » *RIA Novosti*, 25 septembre 2006.

Andrei Tsygankov aboutit sans pouvoir y répondre¹⁸⁹. En prenant pour point de comparaison les années Eltsine, la situation semble s'améliorer, mais la prochaine étape du réinvestissement des capitaux dans les secteurs à la fine pointe de la technologie n'est pas encore franchie, et avec les difficultés à juguler la corruption de la bureaucratie étatique, il n'est pas certain qu'elle le sera avec succès.

Que le politique prenne ainsi le pas sur l'économique n'est certainement pas étranger à la tradition russe. Pour un pays en mal de puissance, la possibilité d'être autre chose que ce que déterminera l'infrastructure économique mondiale ressemble à une forme de thérapie collective contre la renonciation de l'être collectif. L'idée que l'énergie puisse servir de levier d'influence politique mondiale permettant à la Russie de faire entendre sa voix est certainement attrayante. Il reste à voir dans quelle mesure cette influence grandissante pourra être utilisée à l'extérieur de la Russie. En raison du rôle que jouent le Belarus et l'Ukraine dans le transport de l'énergie, on peut déjà entrevoir à l'horizon des difficultés importantes à l'intérieur du sous-système slavo-orthodoxe.

¹⁸⁹ Andrei Tsygankov, *Russia's Foreign Policy, and Continuity in National Identity*, Rowman and Littlefield, 2006, p. 160.

CHAPITRE CINQUIÈME

L'UKRAINE ET LE DRAME DE SA MODERNISATION FORCÉE

The Holodomor was an act of genocide designed to suppress the Ukrainian nation. The fact that it failed and Ukraine today exists as a proud and independent nation does nothing to lessen the gravity of this crime. Nor does it acquit us of the moral responsibility to acknowledge what was done¹.

Viktor Iouchtchenko

Sur une image d'Épinal dessinée à la veille de son départ en octobre 2004, l'ex-président ukrainien, Léonide Koutchma, se tient à la droite de Vladimir Poutine. L'air confiant, ce dernier refuse le bonbon que lui offre à sa gauche Viktor Ianoukovitch, alors premier ministre et favori dans la course présidentielle². Ensemble, ils célèbrent en grande pompe le 60^e anniversaire de la libération de Kiev.

Cette vidéo, reprise en boucle dans la blogosphère orangiste, semble alors confirmer ce que la plupart des analystes affirment : au terme d'une décennie de pouvoir à la tête d'un État

¹ Extrait d'un discours tenu le 24 novembre 2007, à l'occasion de la commémoration du 75^e anniversaire de la grande famine. La traduction officielle fut publiée trois jours plus tard (le 27 novembre) dans le *Washington Post* et mise en ligne sur le site officiel du président d'Ukraine, <http://www.president.gov.ua/en/news/8296.html>.

² Cinq ans plus tard, en visionnant à nouveau cette séquence vidéo bien imprégnée dans ma mémoire (originellement diffusée au *5 Kanal*, le 10 novembre 2004, sous la rubrique « Sans commentaire ») j'ai remarqué, à ma surprise, la présence d'un quatrième personnage auquel je n'avais originellement pas prêté attention : à la droite d'Ianoukovitch se tient le futur président Dmitri Medvedev qui, lui, accepte volontiers le bonbon offert par le premier ministre ukrainien ! « Putin doesn't like candy », <http://www.youtube.com/watch?v=9hHTRiZrwio&hl=fr>.

corrompu, Koutchma n'a pas réussi à démontrer en quoi l'Ukraine se démarque de la Russie. Le fait qu'il ait ressenti le besoin de titrer son livre, publié en russe à Moscou en 2003, *Ukraina ne Rossiia (L'Ukraine n'est pas la Russie)*³, apparaît justement révélateur d'un malaise à cet égard.

Bien entendu, le drame ukrainien ne réside pas en tant que tel dans l'aplanissement des différences vis-à-vis de la Russie, qui résulte pour une bonne part de la modernisation forcée qu'elle a connue pendant toute la période soviétique. En premier lieu, il se trouve dans le destin tragique de la paysannerie ukrainienne des années 1930, réduite à la soumission et à la mort par la famine, ainsi qu'à un silence terrorisé, qui fut subséquemment enseveli sous les décombres de la Grande guerre patriotique.

Le tabou entourant la « zone de la faim » de 1931-1933, qui recouvrait en majeure partie le territoire de l'Ukraine, ne fut rompu sur la scène publique soviétique qu'en 1987. En effet, ce n'est qu'après le déclenchement de la glasnost que seront publiés les premiers témoignages des survivants, et que devinrent accessibles certaines archives et traductions de travaux académiques produits à l'Ouest portant sur cette tragédie⁴, qu'un écrivain ukrainien qualifia alors pour la première fois de Holodomor⁵.

Leonid Kravtchouk, premier président élu d'Ukraine et ancien idéologue du Parti communiste ukrainien, converti tardivement au nationalisme, raconte, dans ses mémoires,

³ Leonid Koutchma, *Ukraina Ne Rossiya*, Moscou, Vremya, 2003, 516 p.

⁴ Le plus notoire de ces travaux est certainement la thèse de doctorat de James Mace sur le mouvement de libération nationale ukrainien en URSS (*Communism and the Dilemmas of National Liberation: National Communism in Soviet Ukraine, 1918-1933*. Cambridge, Harvard University Press, 1983), dans laquelle l'auteur soutient que Staline aurait souhaité s'attaquer directement à la nation ukrainienne lors de la famine artificielle de 1933. Cette idée a été reprise dans son texte « The Man-Made Famine of 1933 in the Soviet Ukraine: What Happened and Why », publié dans *Toward the Understanding and Prevention of Genocide*, sous la dir. de I. Charny, Boulder, Westview Press, 1984, p. 67-83.

⁵ C'est dans un rapport de l'organisation du parti de l'Union des écrivains ukrainiens de Kiev, publié dans *Literaturna Ukraina*, le 18 février 1988, que l'écrivain Oleksa Mousienko aurait proposé ce néologisme formé par la juxtaposition des mots *holod* (faim) et *moryty* (tuer par privation). Mentionnée par Andrea Graziosi, « Les famines soviétiques de 1931-1933 et le Holodomor ukrainien : une nouvelle interprétation est-elle possible et quelles en seraient les conséquences? », *Cahiers du monde russe*, n° 46, vol. 3, 2005, p. 453-472.

comment il se refusait personnellement à croire en la culpabilité flagrante des dirigeants du PC dans l'organisation de la famine, ce que confirmaient pourtant les archives⁶. En fait, sa mise à jour entraînait une douloureuse rupture affective avec l'imaginaire soviétique. Beaucoup auraient souhaité pouvoir éviter cela, en continuant de croire qu'il s'agissait d'une fausse histoire de propagande capitaliste antisoviétique, mais la multiplication des preuves avait rendu la chose impossible.

Si l'on accepte de considérer séparément les Ukrainiens de Galicie, de Transcarpatie et du Bucovine, dont les aïeux n'ont pas été impliqués dans la collectivisation des terres⁷, on peut dire que cette blessure portée à l'estime de soi collectif sera longue à cicatriser. Car même si elle fut plus ou moins volontaire, la participation des anciens membres du PC ukrainien n'était pas facile à admettre pour les enfants et les petits-enfants des bourreaux. Ceux à qui on avait ordonné de fusiller les paysans dépossédés ayant osé subtiliser un épi de blé avaient bien sûr omis de raconter à leur descendance comment ils avaient survécu à cet épisode traumatisant de l'histoire soviétique. Sans minimiser l'ampleur du drame, les présidents Kravtchouk et Koutchma choisirent de commémorer sobrement la mémoire des victimes, sans trompette ni fanfare.

Or, avec l'arrivée d'Youchtchenko, la commémoration du Holodomor se fera beaucoup plus bruyante. Pointant délibérément la responsabilité politique sur Moscou, le régime orangiste œuvrera inlassablement à la reconnaissance internationale de ce crime. En novembre 2006, le président a même fait voter une loi stipulant qu'il est dorénavant illégal de nier l'occurrence de ce « génocide »⁸, un qualificatif juridique contestable, que la Russie rejette explicitement et que même l'Union Européenne évite d'utiliser⁹, préférant parler d'un « crime contre l'humanité »¹⁰.

⁶ Leonid Kravtchouk, *Maemo te, chtcho maemo: spogadi i rozdoui*, Kiev, Stolittia, 2002, p. 44-46.

⁷ De 1918 à 1939, ces régions jadis austro-hongroises faisaient respectivement partie de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie.

⁸ Une traduction anglaise de cette loi fut effectuée par Svitlana Kobzar pour *The Ukraine List* (n° 406, 30 novembre 2006), et reproduite dans *The Ukraine Weekly*, 10 décembre 2006, n° 50, vol. 74, <http://www.ukrweekly.com/old/archive/2006/500616.shtml>.

⁹ La ligne justificatrice de cette position, commune à la France et à l'Allemagne, découle du fait que Staline n'a pas cherché à exterminer physiquement la population ukrainienne dans son ensemble. Il a plutôt souhaité utiliser la famine pour détruire toute résistance, en dépossédant la paysannerie de son

La mise à jour du Holodomor soulève, bien sûr, une épineuse question : l'URSS de Staline incarnait-elle un mal aussi grand que l'Allemagne nazie? En bout de piste, c'est cette interrogation sous-jacente qui confère une charge affective si lourde au rapprochement conceptuel effectué entre les villages affamés des années 1930 et les camps de concentration des années 1940. Car le sens que l'on peut donner à la « libération » de Kiev par l'armée rouge est alors remis en cause, de même que le jugement historique porté envers la résistance de l'OUN et de l'UPA, dont la lutte contre l'occupation soviétique se poursuit encore plusieurs années après la fin de la guerre. En rouvrant ainsi une plaie mal cicatrisée de la société ukrainienne, cette question que le régime orangiste a portée à l'avant-scène politique attire l'attention sur un enjeu identitaire explosif.

Par quel chemin est survenu, non seulement au cœur des rapports russo-ukrainiens, mais également sur la scène européenne et internationale, cette nouvelle lutte symbolique sur la pertinence de recourir ou non au concept de « génocide ukrainien »? Pour y répondre, examinons de plus près les paramètres idéels et matériels dans lesquels s'est déroulé cet affrontement.

économie agricole traditionnelle et en la soumettant à un régime économique centralisé. Ce propos est explicité dans une réponse officielle du ministre français des Affaires étrangères et européennes, 13^e législature, Paris, 15 janvier 2008, <http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-9083QE.htm>.

¹⁰ Voir la *Résolution du Parlement européen du 23 octobre 2008 sur la commémoration de l'Holodomor, la famine artificiellement provoquée en Ukraine (1932-1933)*, 23 octobre 2008, Strasbourg, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2008-0523+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>.

5.1 La préservation du « bassin génétique ukrainien »

Le titre de cette première section m'a été inspiré par la lecture de l'article 16 de la constitution de 1996 qui, à mon grand étonnement, stipule que la « préservation du bassin génétique du peuple ukrainien (*zberejennia genofondou Oukrainskogo narodou*) » constitue une « responsabilité de l'État » (*oboviazkom derjavi*) »¹¹. Il s'agit, certes, d'un article qui aborde plus largement la question de l'écologie et des conséquences de l'accident nucléaire de Tchernobyl, parmi lesquelles on compte une augmentation significative des malformations à la naissance chez les humains¹². Il est tout de même intéressant de s'arrêter sur cette façon de concevoir le peuple ukrainien comme étant une entité possédant un fondement génétique particulier, car ce langage semble complètement anachronique en Europe occidentale, où depuis le combat à mort contre le fascisme, tout ce qui rappelle les dérives de l'eugénisme national est à proscrire.

Auprès d'une population déjà désensibilisée par l'expérience de sa propre famine, il est vraisemblable que la découverte des camps de la mort n'ait pas entraîné le même dégoût qu'en Occident pour la classification des bassins génétiques humains. En URSS, la répugnance pour le nazisme venait en premier lieu du fait qu'il opérât une hiérarchisation des races plaçant les populations slaves dans une catégorie inférieure. Après 1945, tout se passe donc comme si la lutte contre la hiérarchisation des groupes d'une « société sans classes » avait éclipsé le combat éthique contre la classification génétique. C'est probablement la raison pour laquelle la conception primordialiste des nations – portant jugée obsolète par la sociologie contemporaine occidentale – demeure encore si vivante en

¹¹ *Konstitoutsia Oukraini* (Constitution d'Ukraine), adoptée à la cinquième session du Soviet Suprême du 28 juin de l'année 1996), <http://www.rada.gov.ua/const/const1.htm>.

¹² Selon les chiffres fournis par un représentant du Belarus, les malformations multiples dans les zones les plus contaminées atteignent 2,32 % des enfants, contre 1,04 % pour l'ensemble de la population. Chiffres cités par Michel Fernex, « La Santé : État des lieux vingt ans après », *Les Silences de Tchernobyl*, sous la dir. de G. Ackerman, G. Grandazzi et F. Lemarchand, Paris, Éditions Autrement/Frontière, 2006, p. 98.

Ukraine¹³, comme dans bien d'autres pays autrefois occupés par l'Allemagne nazie, au demeurant.

À cet égard, la figure héroïque de Taras Chevtchenko, omniprésente dans l'imaginaire national ukrainien, et cela sans interruption depuis les débuts de l'influence romantique du 19^e siècle, incarne presque à elle seule l'essence de ce génotype ethnolinguistique ukrainien. En Russie, on lui voue à la fois de l'affection pour un sens de l'humour que la population partage, et du mépris pour une singularité et un désir d'indépendance qu'on s'explique difficilement. En effet, si les Russes s'identifient volontiers au caractère festif du paysan petit-russien (*malorousskii*), leur tendresse pour ce génotype n'en demeure pas moins assortie d'une condescendance marquée, notamment à l'égard de la figure emblématique du *kobzar*¹⁴, dont l'originalité linguistique n'est pas entendue comme une altérité, mais bien comme une forme archaïque et rustre de soi-même.

On trouve là le cœur de la frustration de Chevtchenko qui, après avoir fréquenté les cercles de l'élite culturelle russe, parmi lesquels il était admiré pour ses qualités de peintre (ce qui était déjà extraordinaire pour un serf de naissance), décide de rentrer en Ukraine et d'y représenter, non sans mélancolie, ce pays d'anciennes traditions chrétiennes auquel il appartient. Contrairement à son ami Nicolas Gogol, dont les origines ukrainiennes étaient nobles et qui, de son vivant, se laissa hisser au panthéon de la littérature russe, Chevtchenko rompt avec les cercles artistiques de Russie et commet l'acte d'écrire dans son parler local. Dans l'esprit romantique du 19^e siècle, la naissance de cette poésie rurale d'un goût raffiné constituait un argument efficace pour faire valoir la valeur spirituelle du particularisme linguistique

¹³ En marge des travaux socioconstructivistes de Benedict Anderson, Eric Hobsbawm, Ernest Gellner et, plus récemment, de Roger Brubaker (évoqué au second chapitre), l'auteur américain Anthony Smith est l'un des rares à maintenir que la nation n'est pas une création entièrement moderne, mais qu'il y eut bien, à l'origine, une réalité ethnique à la base de certaines d'entre elles. *The Ethnic Origin of Nations*, Oxford, Blackwell, 1986, 312 p. Il est significatif que plusieurs de ses ouvrages (incluant celui-ci) aient été traduits en ukrainien tout en jouissant d'une large diffusion dans les milieux académiques locaux, eux qui sont pourtant introuvables en français.

¹⁴ *Kobzar* est le titre du premier recueil de poèmes publié en ukrainien par Chevtchenko. Ce mot, désignant une sorte de troubadour de l'ère médiévale, deviendra son surnom (un surnom péjoratif) dans les cercles littéraires de Russie.

petit-russien et, éventuellement, dénoncer la subordination politique de la paysannerie ukrainienne.

Il est significatif, à cet égard, que Chevtchenko fut subséquemment assaisonné à toutes les sauces idéologiques dans lesquelles l'Ukraine a baigné. Ainsi, en URSS, le romantique ukrainien fut présenté non seulement comme une figure nationaliste¹⁵, mais aussi comme un véritable socialiste révolutionnaire¹⁶, en raison notamment de sa sensibilité envers le peuple et de sa révolte contre l'élite aristocratique russe. Or, pour les adversaires de l'occupation soviétique en Ukraine, le thème de la liberté qu'il aborde abondamment en fera un ennemi juré du Kremlin et de la centralisation bureaucratique. Tel qu'interprété par les « révolutionnaires orangistes » ayant pris d'assaut les rues de Kiev en novembre 2004, Chevtchenko demeure avant tout un « combattant de la liberté »¹⁷.

Malgré la multiplicité des lectures que l'on peut faire de sa personnalité, une constante fondamentale réside dans l'impact de son œuvre (fondatrice de la langue littéraire ukrainienne moderne) à savoir, bien sûr, l'objectivisation des Ukrainiens en tant que communauté ethnique fondée sur sa particularité linguistique, telle qu'elle est apparue aux ethnologues romantiques du 19^e siècle.

À cet égard, il est étonnant de constater que la nation ukrainienne, grâce à l'institutionnalisation de l'ethnicité (*nationalnost*) comme catégorie juridique discriminant les

¹⁵ Il est intéressant de souligner que la première interprétation cinématographique de Chevtchenko (Pyort Tchardynin, *Taras Chevtchenko*, Odessa Film Studios, 1926) était à ce point nationaliste qu'elle fut dénoncée par Staline en 1937 en tant qu'œuvre « nationaliste, fasciste et contre-révolutionnaire ». À ce sujet, Serhy Yekelchuk, *Stalin's empire of memory: Russian-Ukrainian relations in the Soviet Historical Imagination*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, p. 138-141.

¹⁶ Après la guerre et à la suite d'intenses tergiversations au sein du PC ukrainien et du PCUS, le père de la nation ukrainienne aura droit à un nouveau film (Aleksandr Alov, Vladimir Naumov et Igor Savchenko, *Taras Chevtchenko*, Kiev, Kiev Film Studio, 1951) qui met en valeur la misère paysanne ukrainienne du 19^e siècle et les liens qu'entretenait Chevtchenko avec les révolutionnaires russes.

¹⁷ Ces termes furent employés par l'ex-président américain Eisenhower le 27 juin 1964, à Washington, lors de la cérémonie de dévoilement d'une statue érigée en l'honneur de Chevtchenko. « Address By Gen. Dwight D. Eisenhower At The Unveiling Of The Monument To Taras Shevchenko In Washington », *The Ukrainian Weekly*, 3 juillet 1964, p. 1, http://ukrweekly.com/archive/pdf2/1964/The_Ukrainian_Weekly_1964-25.pdf.

citoyens soviétiques, ait pu survivre à l'érosion presque complète dans certaines régions¹⁸ d'une langue distincte sur laquelle la nation ukrainienne avait originellement fondé sa légitimité. Pour preuve, la catégorie ethnique continue aujourd'hui d'y influencer l'identification auto-déclarée des Ukrainiens (indépendamment de leur langue d'usage), et ce, bien que l'Ukraine ait consenti à éliminer cette classification formelle dans les passeports intérieurs (à l'instar de la Russie et de l'ensemble des États postsoviétiques)¹⁹. C'est notamment ce que Dominique Arel a observé à juste titre, en analysant les résultats du recensement ukrainien de 2001²⁰.

En fait, si on compare cette situation avec l'évolution récente en Russie, on ne peut manquer de souligner que Kiev soit délibérément allé à contre-courant de la direction que Valery Tichkov a tenté de faire prendre à son pays²¹. En l'occurrence, le texte constitutionnel va même jusqu'à renouer avec le concept de *natsiia*²², qui avait été délaissé dans le jargon conceptuel soviétique après la mort de Lénine.

Compte tenu du fait que la catégorisation linguistique ne saurait inclure la majorité des citoyens dans la catégorie ukrainienne – le russe étant encore la première langue d'usage de la majorité – le jeune État-nation n'avait en fait d'autre choix, pour assurer sa légitimité, que d'asseoir juridiquement son fondement ethnique. Et c'est bien là que le bât blesse, car cette classification vient réaffirmer que les Ukrainiens et les Russes constituent objectivement deux groupes distincts alors que, dans certaines régions du moins, l'ethnologie positiviste contemporaine serait bien embarrassée de devoir les départager.

¹⁸ Dominique Arel, « Demography and Politics in the First Post-Soviet Censuses: Mistrusted State, Contested Identities », *Population*, vol. 57, n° 6, 2002, p. 801-828.

¹⁹ À l'exception du Kazakhstan.

²⁰ Dominique Arel, « Interpreting "Nationality" and "Language" in the 2001 Ukrainian Census », *Post-Soviet Affairs*, vol. 18, n° 3, 2002, p. 213-49.

²¹ Voir le chapitre précédent.

²² L'article 11 stipule : « L'État soutient la consolidation et le développement de l'ethnie ukrainienne (*oukrainskoi natsii*), de sa conscience historique, de ses traditions et de sa culture, et aussi du développement de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse de tous les peuples indigènes et minorités nationales d'Ukraine (*korinnikh narodiv i natsionalnikh menchin Oukraini*) ». *Konstitoutsia Oukraini.op. cit.*, <http://www.rada.gov.ua/const/const1.htm>.

Or, malgré le fait que la majorité des régions russophones de l'Est et du Sud du pays souhaitent que la langue russe obtienne la reconnaissance d'un statut officiel, il appert que les Ukrainiens, en général, ne s'opposent pas à la mise en œuvre progressive d'un programme de rééducation publique dans leur langue nationale²³. Ceux-ci éprouvent du respect pour Chevtchenko, et parfois de la désolation pour cette culture qui fut si durement malmenée dans la tourmente de la modernisation soviétique. Sur ce point, la prépondérance du russe dans les affaires publiques ukrainiennes n'a pas vraiment agi comme un facteur facilitant la compréhension mutuelle entre Kiev et Moscou.

En Russie, on cherche rarement à comprendre pourquoi certains Ukrainiens, qui échangent pourtant entre eux en russe, ressentent le besoin de passer à l'ukrainien lorsqu'ils se trouvent en présence d'un étranger²⁴. On préfère déplorer le sort réservé à la diaspora russophone d'Ukraine, en s'indignant qu'au cours des 10 premières années de l'indépendance post-soviétique quelque 1300 écoles aient réhabilité l'ukrainien comme première langue d'enseignement²⁵.

Ce contexte particulier, où l'identification au groupe ethnolinguistique ukrainien est complexifiée par la place toujours prépondérante du russe²⁶, explique assez bien l'adoption d'une politique reflétant un sentiment d'insécurité collective en matière de citoyenneté. En effet, la législation en vigueur vise à éliminer toute confusion d'allégeance que pourrait naturellement ressentir un citoyen ukrainien d'origine russe. Certes, la constitution et les engagements internationaux signés par Kiev garantissent à quiconque le droit de s'identifier à

²³ Alexandra Hrycak, « Institutional Legacies and Language Revival in Ukraine », in *Rebounding Identities: the politics of identity in Russia and Ukraine*, sous la dir. de D. Arel et B. Ruble, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2006, p. 62-88.

²⁴ La situation la plus typique dont je fus témoin, et à maintes reprises, est probablement celle des douaniers ukrainiens interpellant et répondant aux voyageurs russes en ukrainien, pour ensuite échanger entre eux en russe, le temps d'une pause cigarette, amusés du dédain qu'a provoqué leur attitude auprès des « étrangers ».

²⁵ Paul Globe, « Ukraine: Analysis From Washington - Language Policy And National Integration », *RFE/RL*, 11 Septembre 2001, <http://www.rferl.org/content/article/1097361.html>.

²⁶ Le sondage d'opinion mené par Stephen Shulman révèle bien l'ambivalence ressentie par la population ukrainienne à l'égard de son identité ethnique. « The Contours of Civic and Ethnic National Identification in Ukraine », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 1, 2004, p. 35-56.

la minorité nationale russe²⁷. Cependant, en refusant aux Ukrainiens la possibilité d'être titulaires de deux citoyennetés, elle les oblige à devoir choisir leur camp entre Kiev et Moscou, et ce, bien souvent malgré eux.

Pris au dépourvu par la rapidité des changements ayant eu cours en 1991-1992, les militaires post-soviétiques basés en Ukraine furent ainsi rapidement conviés à prêter serment au nouvel État²⁸. Il leur fallut, du coup, résoudre ce dilemme d'allégeance. Contraints de devoir choisir entre retourner en Russie sans salaire ou préserver leur emploi dans l'armée en qualité de citoyens ukrainiens, la majorité fit preuve de la même docilité que le reste de la population face à la politique de Kiev. Pour les fins de la construction étatique ukrainienne, cette manœuvre obtint le succès escompté.

Seulement, une ombre importante demeure au tableau : qu'advient-il des marins russes affectés à la base de Sébastopol, en Crimée, où 67 % de la population se réclame de la minorité nationale russe²⁹? Dans la mesure où Moscou offre la citoyenneté russe à tous les ex-citoyens d'URSS qui en font la demande, et considérant le fait que Kiev n'est pas en mesure de retirer la citoyenneté ukrainienne à tous ceux se procurant secrètement le passeport russe en guise de police d'assurance pour l'avenir, l'enjeu de la frontière politico-juridique entre les bassins génétiques ukrainiens et russes pourrait rebondir à tout moment entre Moscou et Kiev³⁰.

²⁷ Le 10 juin 2003, l'Ukraine a ratifié la Charte européenne des langues minoritaires, reconnaissant ainsi à 13 minorités nationales (biélorussienne, bulgare, gagaouze, grecque, juive, tatare de Crimée, moldave, allemande, polonaise, russe, roumaine, slovaque et hongroise) des droits particuliers visant à assurer leur protection. *On Ratification of European Charter for Regional or Minority Languages*, Loi d'Ukraine n° 802-IV, Kiev, 15 mai 2003, <http://zakon.rada.gov.ua/cgi-bin/laws/anot.cgi?nreg=802-15>.

²⁸ Bohdan Pyskir, « The Silent Coup: The Building of Ukraine's Military », *European Security*, vol. 2, n° 2, 1993, p. 149-155.

²⁹ Selon le recensement de 1989. *Vestnik statistiki*, 1990, n° 10, p. 76, données citées par Bohdan Harasymiw. *Post-Communist Ukraine*, Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 2002, p. 215.

³⁰ En novembre 2008, *Stratfor.com* rapportait que, selon ses sources, entre 10 000 et 100 000 passeports russes auraient été émis à des citoyens d'Ukraine dans les seuls quatre mois ayant suivi le conflit russo-géorgien autour de l'Abkhazie. « Ukraine: Russian Passports and Possible Future Intervention », 14 novembre 2008, http://www.stratfor.com/analysis/20081114_ukraine_russian_passports_and_possible_future_intervention.

Dans la section suivante, je m'attarderai davantage sur ce cas particulier, car il illustre bien que le problème résultant de la superposition des allégeances étatiques n'est pas résolu entre les Slaves de l'Est.

Doit-on s'étonner de constater qu'*Oukraina*, en russe, demeure un concept dont les contours sont sémantiquement imprécis?³¹ En prenant la mesure des enjeux matériels sous-jacents, la réponse semble être négative.

³¹ Il est intéressant de souligner que l'Ukraine est, en langue russe, un des seuls lieux étatiques que l'on évoque en utilisant la préposition *na* (généralement utilisée pour les espaces ouverts indéfinis) plutôt que la préposition *v* (généralement utilisée pour les espaces fermés circonscrits, notamment la quasi-totalité des États).

5.2 La configuration du champ de bataille

Ce qui devait être le symbole ultime de l'amitié éternelle entre les Russes et les Ukrainiens demeurera probablement, et pour longtemps, leur principale pomme de discorde. Car la Crimée demeure une pièce très convoitée sur l'échiquier géopolitique international. Posée par les visées expansionnistes de l'OTAN dans le bassin de la mer Noire, la question de l'appartenance géopolitique de cette presqu'île d'Ukraine s'est à nouveau trouvée au cœur d'une rivalité inquiétante entre Kiev et Moscou.

Dès le départ, le cadeau offert par Nicolas Khrouchtchev à la RSS d'Ukraine en 1954 à l'occasion du 350^e anniversaire de l'Union de Pereiaslav était empoisonné par deux choses³². Premièrement, le geste était compromis par le poids historique de la présence militaire russe en Crimée. La ville-forteresse portuaire de Sébastopol, fondée sous Catherine la Grande à la fin du 18^e siècle représentait un double sanctuaire de la Guerre de Crimée et la Grande guerre patriotique³³, ce qui donnera pour longtemps à la souveraineté ukrainienne sur ce territoire un visage complètement surréaliste.

Deuxièmement, la péninsule est marquée par le destin tragique de son peuple indigène tatar, qui fut historiquement dépossédé de ses terres et déporté en Asie centrale sur ordre de Staline, sous prétexte qu'il avait collaboré avec les Nazis. Bien que les représentants de la minorité nationale russe forme la majorité de la population de Crimée et contrôle à ce jour les institutions politiques locales, environ 250 000 Tatars sont revenus d'exil depuis 1991 et réclament des droits sur leurs terres ancestrales³⁴. Ces demandes affectent l'identité russe du

³² Pour une excellente analyse sur la façon dont le mythique Traité de 1654 a été instrumentalisé par les pouvoirs politiques contemporains, Traité par lequel le chef cosaque Bogdan Khmelnytsky a placé son fief ukrainien sous la protection du Tsar de Russie, voir Serhii Plokhy, « The Ghosts of Pereiaslav: Russo-Ukrainian Historical Debates in the Post-Soviet Era », *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n° 3, 2001, p. 489-506.

³³ Je citerai en exemple le propos intimiste de l'universitaire russe Georgyi Mirsky, *On ruins of empire: ethnicity and nationalism in the former Soviet Union*, 1997, Westport, Greenwood Press, p. 139.

³⁴ Aurélie Campana, « Affrontement politique et systèmes de représentations différenciés : l'ethnisation du champ politique en Crimée depuis 1991 », *Cahiers d'études sur la Méditerranée et le monde turco-iranien*, n° 37, 2004, p. 79-104.

territoire et procure à son glorieux passé militaire un visage beaucoup plus sombre³⁵. Ceci ne déplaît pas à Kiev, certes, mais la présence grandissante des Tatars suscite tout de même des tensions locales qui pourraient croître dans les années à venir.

Dans ce contexte particulier, le gouvernement ukrainien exerce une influence ténue sur la péninsule et la ville de Sébastopol, qui jouissent toutes les deux d'un statut juridique particulier âprement disputé avec Kiev au milieu des années 1990³⁶. Cette influence est essentiellement maintenue par le truchement des approvisionnements énergétiques et des subsides versés aux autorités locales. La capacité d'arbitrer un *modus vivendi* entre les colonisateurs abandonnés à leur sort par Moscou d'un côté et, de l'autre, les indigènes ayant regagné les terres de leurs ancêtres a, jusqu'à maintenant du moins, aidé Kiev à calmer les ardeurs sécessionnistes des élites de la région. Or, rien ne permet d'écarter que cette situation puisse évoluer différemment, à plus forte raison dans l'éventualité où la Russie s'appliquerait à s'immiscer dans les luttes politiques locales³⁷.

Les modalités de partage de la Flotte de la mer Noire et des installations portuaires de la ville de Sébastopol demeurent particulièrement sensibles, puisqu'elles constituent un symbole du rapport de force asymétrique caractérisant les rapports russo-ukrainiens. En l'occurrence, l'égalité spirituelle des communautés de langue, principe qu'incarne la figure de Chevtchenko, demeure ici confrontée à la dure réalité matérielle d'une présence militaire russe largement dominante.

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, les Russes ont contrecarré les plans de l'Ukraine visant à nationaliser unilatéralement la Flotte et sont parvenus, en bout de piste, à garder pour eux 87 % des navires. En vertu des ententes conclues en 1997, l'Ukraine a effectivement accepté de léguer les deux tiers de sa part d'héritage en échange de l'annulation d'une partie

³⁵ Natalia Belitser et Oelg Bodruk, « Conflicting Loyalties in the Crimea », dans *Conflicting loyalties and the state in post-Soviet Russia and Eurasia*, sous la dir. de Michael Waller, Bruno Coppieters et Aleksei Malashenko, Londres, Frank Cass, 1998, p. 53-79.

³⁶ Kataryna Wolczuk *The moulding of Ukraine: the constitutional politics of state formation*, Budapest, Central European University Press, 2002, p. 156-159.

³⁷ Pour une récente étude alarmante à cet égard, voir Stephen Pizer, *Averting Ukraine Crisis*, Council Special Report n° 41, Washington, Council on Foreign Relations Press, 2009, 60 p.

de sa dette énergétique³⁸. Semi-victoire pour les Russes que celle-ci, puisqu'ils n'ont pas réussi à maintenir la Flotte sous le commandement conjoint des forces stratégiques de la CEI comme ils l'avaient souhaité. Il leur fallut consentir au principe d'un partage en deux parts égales, ce qui constituait un précédent dans la répartition de l'héritage militaire soviétique entre les États successeurs.

Le terme du premier traité de location des installations portuaires de Sébastopol, fixé à 2017, a suscité de vives inquiétudes sous la présidence de Viktor Iouchtchenko. Déterminé à faire entrer l'Ukraine au sein de l'OTAN, Kiev affirmait que ce traité ne serait pas renouvelé. Face à la détermination de Moscou de conserver sa mainmise sur cette ville-forteresse, le résultat d'une telle politique aurait pu être explosif. Dans un référendum consultatif organisé le 16 décembre 2006 auquel 58,2 % des électeurs inscrits ont participé, 98,7 % des électeurs de Crimée s'étaient prononcés contre l'inclusion de l'Ukraine au sein de l'OTAN³⁹.

En plus de l'instabilité sévissant au Caucase, laquelle accroît l'intérêt d'une force navale en mer Noire, l'enjeu de cette présence russe concerne principalement la sécurité du transport des hydrocarbures en provenance de Russie et du bassin de la mer Caspienne. Un volume important voyage par tankers à la surface de la mer Noire depuis les terminaux de Novossibirsk (Russie) et de Soudzsa (Géorgie). Depuis 2004, le gaz naturel voyage également sur son fond marin pour aller rejoindre la Turquie et bientôt, l'Europe, par la Bulgarie⁴⁰. Afin de conserver sa mainmise historique sur la mer Noire et de protéger ses exportations d'hydrocarbures, il est hors de question que la superpuissance énergétique abandonne des installations portuaires si bien situées.

³⁸ *Soglashenie mejdou pravitelstvom Rossiikoi Federatsii i Oukrainoi o parametrah razdela Tchenomorskogo flota* (Accord entre la Fédération de Russie et l'Ukraine relatif aux paramètres du partage de la Flotte de la mer Noire), Kiev, 28 mai 1997, http://lawrussia.ru/texts/legal_836/doc836a746x652.htm.

³⁹ *RIA Novosti*, « Crimea Residents Distrustful of NATO, Informal Poll », 17 décembre 2006, <http://en.rian.ru/world/20061217/57047232.html>.

⁴⁰ Complété en 2004, le gazoduc *Blue Stream* achemine aujourd'hui du gaz naturel à la Turquie. Dans les prochaines années, on prévoit d'en installer un autre, le *South Stream*, qui ira rejoindre la Bulgarie pour approvisionner l'Europe.

Car de toutes les compétitions russo-ukrainiennes post-soviétiques, il ne fait aucun doute que c'est dans l'industrie du transport de l'énergie que les batailles sont les plus féroces. Il s'agit bien là d'une constante depuis 1991. En tant que pays transit de la majeure partie des exportations d'hydrocarbures russes⁴¹, l'Ukraine marchandise comme elle peut son pouvoir de nuisance, de façon à obtenir des compensations maximales pour l'utilisation de son réseau de gazoducs et d'oléoducs. Or, dans ce jeu complexe de négociations, l'avenir de la Crimée constitue la pièce sensible d'un casse-tête géopolitique qui touche l'ensemble des aspects reliés au contrôle du transport, vers l'Europe, du pétrole et du gaz. Ces liens seront d'ailleurs confirmés par la nouvelle entente de location des installations portuaires de Sébastopol⁴², qui repousse de 25 ans l'échéance de la présence russe en échange d'une réduction de 30 % du coût des approvisionnements ukrainiens en gaz naturel en provenance de Russie, jusqu'à concurrence de 100 \$ pour un volume de 1000 m³.

Dans la mesure où les ententes conclues entre les États post-soviétiques dans le secteur de l'énergie comportent généralement des clauses secrètes, il est impossible de dresser un portrait précis et bien documenté de la configuration des rapports de forces existant entre les entreprises et/ou leurs actionnaires, pas davantage qu'entre les entreprises et/ou leurs représentants politiques en provenance des pays principalement producteurs (la Russie, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan) et des pays essentiellement transporteurs (l'Ukraine et la Géorgie).

On peut dire toutefois avec certitude que ces schèmes d'exportations d'hydrocarbures sont d'une complexité byzantine et qu'ils possèdent des configurations des plus instables. Primo, ils prennent chaque fois de nouvelles formes sitôt qu'est discutée l'ouverture d'une nouvelle voie de transport d'énergie. Secundo, ils doivent constamment encaisser les contrecoups de la fluctuation des cours. La définition du rapport de force entre les parties, c'est-à-dire les prix

⁴¹ Pour plus de détails, voir le chapitre quatrième.

⁴² *Soglachenie mejdou Rossiiskoi Federatsiei i Oukrainoi po voprosam prebyvanniiia Tchernomorkogo flota Rossiiskoi Federatsii na territorii Oukrainny* (Accord entre la Fédération de Russie et l'Ukraine sur la question de la présence de la Flotte de la mer Noire de la Fédération de Russie sur le territoire de l'Ukraine), Kharkov, 21 avril 2010, <http://ukranews.com/ru/news/ukraine/2010/04/22/17224>.

de vente et les frais de transit, officiels et non officiels, est donc l'objet de négociations perpétuelles⁴³.

Compte tenu de sa dépendance envers les importations d'hydrocarbures russes pour sa consommation intérieure, il faut préciser que le pouvoir d'obstruction de l'Ukraine est limité. Au moment de son indépendance, l'Ukraine importait 90 % du pétrole et 77 % du gaz qu'elle consommait⁴⁴. Or, à mesure que les prix de l'énergie vont croître et que vont se multiplier les voies terrestres et maritimes d'exportation en provenance de Russie, ce rapport de force lui sera de plus en plus défavorable⁴⁵. Même si les importantes capacités de stockage dont elle a héritées de l'industrie gazière soviétique lui permettraient, théoriquement du moins, de tenir quelques mois en cas de blocage majeur dans ses négociations avec la Russie, sa situation budgétaire la contraint à tout faire pour conserver les revenus de transit qu'elle tire de cette industrie.

Matériellement, l'Ukraine ne possède donc pas les ressources pour se permettre une confrontation sérieuse avec la Russie. Comme le résumait il y a déjà plusieurs années Paul D'Anieri : « Russia can still devastate Ukraine's economy at relatively little cost to itself »⁴⁶. Après avoir tenté le tout pour le tout pour éviter d'être confiné dans la sphère d'influence économique russe, le régime d'Iouchtchenko n'a finalement pas réussi à démontrer que le pays avait les ressources et les appuis extérieurs pour tenir tête aux intérêts de Moscou dans le secteur de l'énergie. L'élection en janvier 2010 de Viktor Ianoukovitch semble annonciatrice d'une nouvelle période où cette dépendance envers Moscou sera mieux reconnue et acceptée par les dirigeants ukrainiens.

⁴³ À ma connaissance, le meilleur compte rendu de l'évolution des rapports économiques dans la première moitié des années 1990 est offert par D'Anieri, *Economic Interdependence in Ukrainian-Russian Relations*, Albany, State University of New York Press, 1999, 278 p. Pour la période subséquente, l'analyse la mieux documentée en la matière est celle de Margarita Balmaceda, *Energy Dependency, Politics and Corruption in the Former Soviet Union, Russia's Power, Oligarchs' Profits and Ukraine's Missing Energy Policy, 1995-2006*, Londres, Routledge, 2007, 240 p.

⁴⁴ Calculé d'après les données compilées par Leslie Dienes, Istvan Dobozi et Marian Radetzki, *Energy and Economic Reform in the Former Soviet Union*, New York, St-Martin's Press, 1994, p. 184.

⁴⁵ Janusz Bugajski, Steven Pifer, Keith Smith, Celeste Wallander, *Ukraine: a net assessment of 16 years of independence*, Washington, CSIS Press, 2008, 34 p.

⁴⁶ Paul D'Anieri, *Economic Interdependence (...), op. cit.*, p. 223.

5.3 1991-1994 : les épreuves du romantisme

L'effondrement de l'identité soviétique en Ukraine est différent de ce que l'on a pu voir en Russie, à savoir qu'il ne fut pas déclenché par un quelconque sentiment d'infériorité économique et militaire par rapport à l'Ouest. S'ajoutant au choc provoqué par la catastrophe de Tchernobyl de 1986, la mise à jour du Holodomor avait ébranlé d'une façon bien particulière la confiance des citoyens ukrainiens envers Moscou. Contrairement aux Russes qui, bien malgré eux, devaient porter sur leurs épaules le lourd fardeau des pages noires du communisme, les Ukrainiens, eux, pouvaient jouir de cette possibilité de s'en dissocier en se définissant comme les victimes d'une administration tyrannique. Pour y parvenir, il leur suffisait de réhabiliter le romantisme ethnolinguistique qui prévalait avant que ne survienne le drame de la modernisation forcée.

Cette flambée nationaliste qui avait peu à peu gagné une fraction importante et influente des élites ukrainiennes à la fin des années 1980 avait tout pour irriter l'opinion publique russe. Mais la Russie était beaucoup trop centrée sur sa propre agitation antisoviétique pour porter quelque attention que ce soit à l'Ukraine. Déterminé à faire flèche de tout bois contre Gorbatchev, Eltsine se fit plutôt l'allié des récriminations ukrainiennes en encourageant les demandes d'autonomie vis-à-vis du Kremlin. Dans le traité bilatéral du 19 novembre 1990 (qui formalise la reconnaissance mutuelle des souverainetés étatiques proclamées par la Russie, le 12 juin 1990, et ensuite par l'Ukraine, le 16 juillet 1990), les parties énoncèrent un engagement réciproque de s'abstenir de toute mesure pouvant affaiblir la souveraineté de l'autre⁴⁷.

Ce traité avait de quoi surprendre dans la mesure où, pour une première fois, l'égalité juridique des républiques soviétiques russe et ukrainienne était accompagnée de pouvoirs réels. En l'occurrence, cette souveraineté s'étendait à ce qu'il y avait de plus fondamental d'un point de vue marxiste, c'est-à-dire au « droit de déterminer les types et les formes de

⁴⁷ Article 1, *Treaty on friendship, good neighborliness and cooperation (Between the Russian Soviet Federative Socialist Republic and the Ukrainian Soviet Socialist Republic)*, Kiev, 19 novembre 1990, http://untreaty.un.org/unts/60001_120000/28/15/00054749.pdf.

propriété, et de réguler les relations de propriété sur leurs territoires respectifs »⁴⁸. Au demeurant, l'intégrité du territoire était garantie, du moins « à l'intérieur de leurs frontières existantes au sein de l'URSS »⁴⁹. C'est sur cette base que les parties affirmaient vouloir coordonner leurs activités dans plusieurs sphères comme les affaires étrangères, le développement d'un espace économique commun ou l'administration des systèmes de transport et de communication⁵⁰.

Toutefois, comme elle reposait sur des motivations complètement différentes, cette concordance d'intérêts entre la RSFS de Russie et la RSS d'Ukraine fut de bien courte durée. Après la tentative de coup d'État d'août 1991, Moscou ne ressentit plus le même besoin de coopérer avec Kiev. La Russie avait déjà tracée seule son propre chemin. Cette alliance tomba aussi rapidement que l'autorité du PCUS et de Gorbatchev.

Les premières difficultés eurent un fondement essentiellement idéologique. Contrairement aux jeunes réformateurs libéraux qui entouraient Eltsine, Kravtchouk partageait l'avis de la plupart des députés selon lequel il ne fallait pas procéder au démantèlement des structures économiques par des mesures trop brusques comme la libéralisation générale des prix et des taux de change⁵¹. À mesure que se dessinait à Moscou le projet d'une réforme radicale, la volonté de prendre le contrôle absolu de la république grandissait. Au moment du vote sur l'indépendance, on croyait qu'il suffirait de faire sortir le génie ukrainien de sa vieille lampe soviétique pour qu'il puisse, comme par magie, mettre à contribution les vastes ressources du pays pour offrir à sa population le niveau de vie qu'elle souhaitait.

C'est d'ailleurs dans ce contexte idéaliste pour le moins exceptionnel que la dénucléarisation s'était posée comme un enjeu à la fois symbolique et crucial pour l'Ukraine. Accueillant positivement le projet de maison commune européenne de Gorbatchev, Kiev s'était prononcée sans attendre en faveur du désarmement, notamment lors de la proclamation de

⁴⁸ Article 9, *Treaty on friendship (...), op. cit.*

⁴⁹ Article 6, *Treaty on friendship (...), op. cit.*

⁵⁰ Article 8, *Treaty on friendship (...), op. cit.*

⁵¹ Comme au Belarus et en Russie, l'assemblée législative ukrainienne (Rada) était encore contrôlée par une majorité de députés élus sous la bannière communiste, soit 331 sur 450, ce qui ne les prédisposait pas à voir d'un mauvais œil le maintien d'un contrôle étatique sur l'économie.

souveraineté de 1990⁵². Cette stratégie visant à faciliter l'acceptation d'un nouveau joueur souverain dans l'arène mondiale n'était pas dépourvue de logique, mais l'idéalisme qui prévalait alors était tel que les discussions publiques à ce sujet n'abordaient même pas la question ayant trait à d'éventuelles compensations financières, pas davantage que celle entourant les garanties de sécurité susceptibles d'être exigées en échange de ce désarmement volontaire⁵³.

La ligne directrice de Kravtchouk se résuma à la nationalisation rapide des forces présentes dans la RSS d'Ukraine. Il s'agissait, bien sûr, d'une façon d'empêcher que la désorganisation du pouvoir central soviétique puisse avoir des incidences imprévues qui impliqueraient les militaires postés en Ukraine. Dès septembre 1991, le Parlement constitua un tout nouveau ministère de la Défense et vota pour que l'ensemble des formations déployées sur le territoire ukrainien relève de sa juridiction, devenant du coup la première république soviétique à prendre une telle mesure.

Avec le référendum sur l'indépendance du 1^{er} décembre et la création subséquente de la CEI comme institution postsoviétique transitoire de divorce⁵⁴, la gratification symbolique de la nouvelle identification politique atteignait son comble. La multiplication des relations diplomatiques internationales bilatérales offrait aux Ukrainiens une reconnaissance formelle de leur existence comme État indépendant, indépendance à laquelle ils avaient eux-mêmes encore peine à croire. Il faut bien dire que les expériences antérieures de l'Ukraine lors des deux grands conflits mondiaux, pendant lesquels les indépendances proclamées furent rapidement perdues, n'avaient rien pour rassurer les élites quant à la pérennité du nouveau statut juridique de leur État.

⁵² Article 9, *Declaration of State Sovereignty of Ukraine*, Kiev, 16 juillet 1990, http://gska2.rada.gov.ua:7777/site/postanova_eng/Declaration_of_State_Sovereignty_of_Ukraine_rev1.htm.

⁵³ Suzette Grillot, « Explaining Ukrainian Denuclearization: Material Interests or Liberal Identity? », *International Politics*, vol. 37, n° 2, 2000, p. 185-212.

⁵⁴ En février 1992, le président Kravtchouk parlait de la CEI comme d'un « comité destiné à liquider les anciennes structures », *AFP*, 20 février 1992, cité par Roman Solchannyk, *Ukraine and Russia, The Post-Soviet Transition*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2001, p. 66.

Ces inquiétudes furent rapidement exacerbées par le problème de l'interdépendance, révélé brusquement par la politique économique mise en œuvre par la Russie, et ce, sans aucune concertation avec les républiques voisines. Dès janvier 1992, l'Ukraine prit la mesure de sa vulnérabilité face à la libéralisation des prix en Russie. Celle-ci entraînait instantanément une forte pression inflationniste, ce qui obligeait Kiev à émettre des crédits aux entreprises afin de pallier le manque de liquidité. Or, comme partout ailleurs dans la zone rouble, la libéralisation du change des monnaies en Russie aggravait le problème du manque de liquidités, puisqu'elle drainait les roubles russes là où ils pouvaient être échangés contre des devises fortes. Kiev fut contrainte d'imprimer ses propres coupons de remplacement, créant ainsi une machine inflationniste encore plus puissante qu'en Russie. Lorsque l'Ukraine se retira de la zone rouble en novembre 1992, l'inflation mensuelle était de plus de 100 %. 97 % des roubles russes avaient déjà été remplacés par le *karbonavets* ukrainien⁵⁵.

En quelques mois à peine, le nouvel État avait donc lui-aussi dilapidé l'épargne en rouble de ses citoyens. Kravtchouk réalisait alors qu'il était impossible de demeurer indépendant à l'intérieur d'un espace économique commun avec la Russie. En mai 1992, il déclarait candidement : « l'Ukraine n'a pas pris, en fait n'a pas été capable de prendre aucune décision indépendante sérieuse sur son économie »⁵⁶.

Les limitations à l'autonomie économique ukrainienne étaient posées par le simple fait que la Russie comptait pour plus de 60 % de ses exportations. Kravtchouk en conclut qu'il fallait rapidement réorienter les relations commerciales et les approvisionnements énergétiques du pays. Optimiste, il affirmait que le niveau de coopération avec la Pologne serait bientôt plus élevé qu'avec tout autre État de la CEI, incluant la Russie⁵⁷. Toutefois, cette ambition fondée sur une conception volontariste de l'économie surévaluait largement la capacité d'adaptation des entreprises ukrainiennes. Aussi les résultats de cette stratégie improvisée s'avérèrent-ils bien décevants.

⁵⁵ Paul D'Anieri, *Economic Interdependence (...), op. cit.*, p. 113.

⁵⁶ *Interfax*, 4 mai 1992, traduit dans *FBIS-SOV-92-87*, 5 mai 1992.

⁵⁷ Citation relevée par Tor Bukkvoll, *Ukraine and European Security*, Institute of International Affairs, London, 1997, p. 75, traduction libre.

Privées de capitaux, les entreprises n'étaient absolument pas en mesure d'investir pour se moderniser et devaient recourir à des schèmes de troc pour parvenir à commercer entre elles. Bien que cela fût utile pour contourner les lois fiscales et pour se protéger des flambées d'inflation, il était difficile d'impliquer quelques partenaires européens dans de telles pratiques. En outre, l'érection de barrières tarifaires destinées à protéger les approvisionnements du marché intérieur aggravait le problème⁵⁸. Après les premiers mois de 1992 qui avaient été plus calmes qu'en Russie, la chute du PNB ukrainien atteignit en 1993 des proportions encore plus spectaculaires⁵⁹.

Cette vulnérabilité économique fit alors craindre le pire. En septembre 1993, lors du sommet de Massandra en Crimée, les négociateurs russes et ukrainiens s'étaient rassemblés pour discuter de l'avenir de la Flotte de la mer Noire et des armes stratégiques déployées sur le territoire ukrainien. Ce sommet fut l'occasion, pour la Russie, de montrer comment la dépendance économique ukrainienne pourrait être utilisée pour influencer à son avantage les litiges portant sur l'héritage militaire soviétique. Une semaine avant le début des pourparlers, Gazprom décida de réduire de 215 % les livraisons de gaz pour cause d'arriérées dans le paiement de sa dette. Laissant entendre que l'on pourrait cesser les livraisons d'énergie si l'Ukraine n'était pas en mesure de payer⁶⁰, les négociateurs russes proposèrent d'annuler la dette ukrainienne en échange du transfert des armes stratégiques et d'un règlement rapide du partage de la Flotte de la mer Noire.

Ce sommet pendant lequel Kravtchouk s'était montré vaincu déclencha des forces de résistance insoupçonnées lorsque la Rada, très échaudée par l'arrogance avec laquelle Moscou traitait le dossier, porta le bras de fer à un autre niveau. La stratégie employée fut

⁵⁸ Robert Kravtchuk, *Ukrainian Political economy: the first ten years*, New York, Palgrave, 2002, 353 p.

⁵⁹ Selon les données fournies par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la croissance annuelle du PIB ukrainien (en pourcentage par rapport à l'année précédente), fut de -17 % en 1992, -17 % en 1993 et -23 % en 1994. *Transition Report 1995: Economic Transition in Eastern Europe and Former Soviet Union*, Londres, EBDR, 1995. Chiffres cités par Ilya Prizel, « Ukraine between proto-democracy and "soft" authoritarianism », in *Democratic changes and authoritarian reactions in Russia, Ukraine, Belarus and Moldova*, sous la dir. K. Dawisha et B. Parrot, p. 330-370, p. 348.

⁶⁰ C'est du moins ainsi que Kravtchouk présente la situation lors d'une conférence de presse donnée le 6 septembre 1993, traduite en anglais dans *FBIS-SOV-93-171*, 7 septembre 1993, p. 72.

alors de revoir les accords militaires précédemment consentis par le président. En novembre 1993, la ratification tant attendue du protocole de Lisbonne sur les modalités d'accèsion de l'Ukraine au TNP fut ainsi accompagnée d'une série de réserves qui compromettait la dénucléarisation de l'Ukraine⁶¹.

En ajoutant des conditions à la ratification dudit protocole, le Parlement attirait l'attention de la communauté internationale sur les risques associés à une possible dégradation des rapports entre Moscou et Kiev et réussissait, du coup, à convaincre Washington de s'asseoir avec les parties pour discuter de mesures compensatoires.⁶² Comme prévu, l'Ukraine finit par accepter d'adhérer au TNP en tant qu'État non-nucléaire, reconnaissant à la Russie le monopole de l'héritage stratégique soviétique. Tout de même, elle arracha aux Américains une aide substantielle de 175 millions US \$ et quelques vagues garanties de sécurité conjointes auxquelles s'associaient la Russie⁶³. Kravtchouk ne pouvait que se réjouir du résultat de la démarche du Parlement, lui qui avait tant redouté la catastrophe d'une interruption prolongée des livraisons d'énergie.

Cette petite victoire ne suffisait cependant pas pour renverser, en sa faveur, un rapport de force de plus en plus défavorable. La position de Kiev vis-à-vis de Moscou n'était plus du tout la même, dès lors que le prix des importations était fixé en devises fortes et que la poursuite de livraisons d'énergie se transformait en dette extérieure que seule la Russie acceptait de financer. Ceci ne découragea pas le Parlement d'intervenir pour empêcher que le réseau de transport d'énergie ne tombe aux mains des Russes, car il s'agissait bien de la dernière carte que tenait encore le pays.

⁶¹ « Supreme Council START I Ratification Resolution », *UNIAR*, 18 novembre 1993, traduit dans *FBIS-SOV-93-2222*, 19 novembre 1993, p. 45-47.

⁶² Anatolii Zlenko, « The Foreign Policy of Ukraine: Its Formation and Stages of Development », *Ukrainian Quarterly*, vol. 53, n° 3, 1997, p. 189-220; Nadia Schadlow, « The Denuclearization of Ukraine: Consolidating Ukrainian Security », in Lubomyr Hajda (ed.), *Ukraine in the World: Studies in the International Relations and Security Structure of a Newly Independent State*, Harvard University Press, 1999, p. 271-283; Iury Dubinin, « How Ukraine Became a Nuclear-free State », *International Affairs*, vol. 50, n° 2, 2004, p. 197-225.

⁶³ *Trilateral Statement by the Presidents of the U.S., Russia, and Ukraine Bill Clinton, Boris Yeltsin, Leonid Kravchuk*, Moscou, 14 janvier 1994, www.nti.org/db/nisprofs/russia/fulltext/Trilateral_statement_1994.pdf.

La recherche de l'indépendance économique avait entraîné le pays dans une situation encore plus inquiétante que celle de la Russie⁶⁴. À l'été 1994, tel était le triste bilan de la romantique dérive ukrainienne. Dorénavant, il allait falloir sacrifier les intérêts de la nomenclature au profit d'une politique budgétaire beaucoup plus stricte. Malgré la résistance initiale au libéralisme, le destin du pays reposerait dans les mains de ceux qui avaient réussi à amasser des capitaux pendant cette période chaotique. Aussi, le ton de la politique étrangère allait devoir être beaucoup plus nuancé et conciliant.

⁶⁴ Selon les chiffres du FMI, la chute cumulative du PIB pour la période 1990-1994 est de 55 % pour l'Ukraine et de 48,9 % pour la Russie. Données citées par Marek Dabrowsky et Rafal Antczak, « Economic Transition in Russia, Ukraine, and Belarus : A Comparative Perspective », dans *Economic transition in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de B. Kaminski, Armonk, M.E. Sharpe, 1996, p. 72.

5.4 1994-2004 : l'équilibrisme de survie

La détérioration rapide de la situation économique entre 1991 et 1994 avait fait croître le nombre d'électeurs désapprouvant les tensions croissantes avec la Russie, particulièrement ceux des régions russophones de l'Est et du Sud⁶⁵, soit celles ayant le plus durement été affectées par l'érection des nouveaux postes frontières. Il n'est donc guère étonnant que l'ex-Premier ministre Koutchma ait battu Kravtchouk en misant sur une plateforme de réintégration économique avec la CEI lors de l'élection présidentielle de 1994, et ce, malgré une bureaucratie et une industrie médiatique se trouvant encore largement sous la coupe du président sortant.

Dès lors que l'indépendance et la réorientation des relations vers l'Europe cessaient d'être perçues comme des outils permettant d'améliorer la situation économique intérieure, le romantisme ethnolinguistique porté par la Galicie ne soulevait plus grand enthousiasme. Lui-même un ex-directeur d'entreprise dans un secteur lourdement affecté par la dislocation des liens commerciaux avec la Russie, l'aéronautique, Koutchma se montrait déterminé à lutter contre l'expansionnisme monétaire en resserrant les dépenses de l'État et les crédits octroyés par la Banque centrale. En imitant les réformes mises en œuvre par Moscou, il espérait pouvoir rapiécer l'espace économique commun et remettre ainsi le pays sur le chemin de la croissance.

En se débarrassant de sa dimension romantique, la notion d'indépendance prenait alors une signification différente :

⁶⁵ De 1991 à 1994, le pourcentage de la population qui voterait pour l'indépendance dans les oblasts de l'Est et du Sud (Kharkiv, Dnipropetrovsk, Zaporizhzhya, Donbas, Donestsk, Lkhansk, Mykolaiv, Odesa, Kherson et Crimée) est tombé de 41 % à 24 %, alors que le pourcentage de ceux qui voteraient contre a grimpé de 17 % à 47 %. Données fournies par le *Sotsiologichna sluzhba tsentru « Demokratychni initsiatyvy »*, citées par Roman Solchanyk dans *Ukraine and Russia: The Post-Soviet Transition*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2001, p. 140.

We should get rid of that peculiar complex of isolationism and mistaken treatment of independence, which were born by the long period when our national pride was hurt. We should get rid of that “independenceness” which continues to fence us off from the world with a wall of parochial egoism and spiritual outmodeness. It is necessary to make way for a qualitatively new level of consciousness of a statesman advocating independence. This man should not be afraid of self-realization in the processes of global and regional integration in the sphere of business, social activity, and culture⁶⁶.

Au cours de cette période, on se demandait si l’Ukraine n’était pas finalement sur le point d’effectuer un retour vers la Russie⁶⁷, et plus réalistement à travers une CEI mieux économiquement intégrée⁶⁸. Sous Kravtchouk, les discussions ayant trait à l’accession de l’Ukraine au TNP en tant qu’État non-nucléaire avaient permis de mesurer le faible soutien dont jouirait le pays dans l’éventualité d’une confrontation avec Moscou. Ayant ainsi réalisé combien il était risqué de brûler le drapeau blanc de la fraternité slavo-orthodoxe, Koutchma voulut calmer le jeu en présentant l’Ukraine comme un État désireux de s’engager dans une joute à somme positive avec la Russie. Ce changement de ton fut évidemment bien accueilli dans les capitales occidentales, où les tensions entre ces États qui détenaient les 2^e et 3^e forces nucléaires de la planète avaient semé l’inquiétude.

À l’Ouest, on était d’autant plus satisfait de l’évolution de la situation que la « transition »⁶⁹ s’y déroulant s’inspirait désormais de l’idéologie néolibérale professée par le FMI et la BM. À compter de 1995, l’inflation fut ramenée dans des proportions raisonnables, le cours de la monnaie se stabilisa et le gouvernement donna le coup d’envoi à un ambitieux programme de privatisation.

⁶⁶ « Kuchma Outlines Vision of Ukraine », *FBIS-SOV-94-122*, 17 juin 1994.

⁶⁷ Eugene Rumer, « Will Ukraine return to Russia? », *Foreign Policy*, n° 96, 1994, p. 129-144.

⁶⁸ Dominique Arel et Andrew Wilson, « Ukraine under Kuchma: Back to Eurasia? », *RFE-RL Research Report*, vol. 3, n° 32, 19 août 1994, p. 1-12.

⁶⁹ L’usage du concept de « transition », omniprésent dans les documents gouvernementaux et les textes académiques publiés à l’Ouest, présuppose une croyance dans l’existence d’un but unique vers lequel l’État doit se diriger : le modèle de démocratie représentative et d’économie libérale. Les guillemets visent à souligner le caractère connoté de cette expression, dans l’esprit du texte de Javier Santiso, « De la condition historique des transitologues en Amérique latine et en Europe centrale et orientale », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 3, n° 1, 1996, p. 48.

Le caractère opaque du processus par lequel les directeurs d'entreprises devinrent propriétaires des usines était perçu comme un problème collatéral éphémère, exactement comme ce fut le cas en Russie. Bien que les taux de croissance annuelle du PIB fussent encore négatifs, la chute était déjà moins rapide, ce qui permettait à certains d'être optimistes. L'économiste suédois Anders Aslund écrivait alors : « If Ukraine stays on its current narrow road of virtue, the West will find it difficult to ignore a country of France's size that emerges as a stable democracy and a promising market economy in Europe »⁷⁰.

Koutchma reconnaissait que le pays avait pris du retard sur la voie des réformes lancées à Moscou, mais l'expression d'une volonté de rapprochement n'allait pas suffire à convaincre le Kremlin de se faire plus avenant à l'égard de Kiev. La Russie, alors aux prises avec d'énormes difficultés internes, n'était pas en mesure d'adoucir ses pressions économiques et militaires visant à défendre ses intérêts dans ce qu'elle appelait désormais sa « sphère d'influence exclusive »⁷¹. Koutchma fut contraint d'admettre qu'une hiérarchie serait établie au sein de la famille, et que la Russie entendait bien jouir de tous les privilèges liés à la primauté de son rang.

C'est ainsi que l'on pourrait résumer le processus d'apprentissage que Dominique Arel a habilement décrit comme « le chemin de Damas de Koutchma ».⁷² Même s'il pouvait comprendre que la situation politique intérieure commandait à Eltsine de se montrer intraitable avec l'Ukraine, le président s'avoua publiquement déçu de la Russie : « Il est difficile de progresser lorsque le Parlement russe avance des prétentions territoriales à l'encontre de l'Ukraine ou lorsqu'on tente d'imposer, lors des pourparlers, des conditions inacceptables », expliquera-t-il à la rédaction de *Politique Internationale* au printemps 1996⁷³.

⁷⁰ Anders Aslund, « Ukraine's turnaround », *Foreign Policy*, n° 100, 1995, p. 143.

⁷¹ Le décret présidentiel de septembre 1995 sur la politique stratégique de la Russie à l'égard de la CEI constitue une expression très explicite de cette approche. « Strategitcheskii kurs Rossii gosouudarstvami-outchastnikami SNG (Orientation stratégique de la Russie envers les États-membres de la CEI) », *Rossiiskaia Gazeta*, 23 septembre, 1995, reproduit dans *FBIS-SOV*, 24 octobre 1995.

⁷² Dominique Arel, « Does Culture Matters? », *Paper presented at the 29th Annual AAASS Convention*, Seattle, automne 1997.

⁷³ Voir l'entretien conduit par Jean-Christophe Thiabaud, « Ukraine : Cap à l'Ouest », *Politique Internationale*, n° 74, p. 161-183, p. 165.

Qu'un russophone ayant fait ses classes dans le secteur industriel de Dniepropetrovsk se prête au jeu du nationalisme montrait bien combien il était difficile pour Kiev de se maintenir à niveau dans ses négociations avec la Russie. En cela, rien n'avait changé depuis 1991. Le président exploita le même consensus qui régnait à la Rada autour de la notion d'égalité russo-ukrainienne⁷⁴. En ces temps d'adversité et après plusieurs années d'âpres délibérations, le criant besoin d'unité nationale permit à Koutchma de surmonter les divisions idéologiques internes afin de faire adopter une nouvelle constitution qui renforçait considérablement ses pouvoirs⁷⁵.

On réalisait encore une fois combien il était difficile de s'engager avec la Russie dans une relation mutuellement avantageuse avant d'avoir pu établir les frontières du terrain de jeu et le principe acceptable de répartition des gains entre les joueurs. Le projet de réintégration économique était ainsi miné par la tension constante existant entre le désir de Kiev de développer une collaboration mutuellement consentie d'une part et, d'autre part, le désir de Moscou d'imposer une collaboration reflétant les rapports de forces existants. Signée par l'Ukraine en octobre 1994, cette entente sur la création du Comité économique interétatique de l'Union économique de la CEI qui devait être la première institution supranationale capable d'adopter des décisions juridiquement contraignantes pour les États membres allait rester lettre morte⁷⁶.

De plus en plus inquiété par la faiblesse d'Eltsine et la montée des forces d'opposition désireuses de contester la légalité des frontières postsoviétiques, Koutchma allait bientôt devoir reprendre le flambeau de son prédécesseur dans sa course vers l'Europe. Les nouvelles bases néolibérales de ce rapprochement différaient de celles qu'avait professées Kravtchouk. Elles étaient plus crédibles, et donc plus inquiétantes pour la Russie, qui assistait

⁷⁴ John Mroz et Oleksandr Pavliuk, « Ukraine: Europe's Linchpin », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 3, 1996, p. 52-62.

⁷⁵ Un excellent portrait de la saga constitutionnelle est offert par Bohdan Harasymiw, « Chapter 2: Agreeing on the rules of the game », dans *Post-Communist Ukraine*, Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 2002, p. 35-79. Voir aussi Oliver Vorndran, « Institutional Power and Ideology in the Ukrainian Constitutional Process », dans *State and Institution Building in Ukraine*, sous la dir. de T. Kuzio, R. Kravchuk et P. D'Anieri, New York, Palgrave, 1999, p. 279-298.

⁷⁶ Martha Olcott, « Sovereignty and the "near abroad" », *Orbis*, vol. 39, n° 3, 1995, p. 352-367.

impuissamment à la perte de son influence au sein de la CEI, empêtrée qu'elle était dans le conflit tchéchène.

La période qui s'étend de l'automne 1996 au printemps 1999 correspond à un moment de grâce assez particulier pendant lequel l'Ukraine a semblé pouvoir valser en équilibre entre un pôle géopolitique faible mais situé à proximité (Moscou), et un autre constituant pour sa part un pôle beaucoup plus solide, mais situé à mille lieux (Washington). L'Ukraine donna alors l'impression de pouvoir se rapprocher simultanément de l'OTAN et de la Russie, ce qui réduisit considérablement les divisions internes ayant trait à la question de l'appartenance géopolitique de l'Ukraine.

Bien entendu, cela aurait été impossible sans le concours exceptionnel d'une nouvelle conjoncture internationale. C'est le retour en selle du président Eltsine, qui après une réélection tout aussi surprenante que sa guérison rapide, donna un nouveau souffle aux relations avec Washington. Eltsine avait en effet décidé de surmonter le problème de l'élargissement de l'alliance transatlantique en cessant de s'y opposer futillement, pour accorder une dernière chance aux libéraux de terminer le programme amorcé en 1991. Désormais en mesure de faire fi des forces politiques internes opposées à cet important changement dans l'architecture de sécurité européenne, Eltsine pouvait enfin procéder à la signature maintes fois reportée d'un traité d'amitié et de coopération avec l'Ukraine⁷⁷. Dans les jours suivants, conformément aux dispositions de l'Acte fondateur des relations entre l'OTAN et la Russie, l'intangibilité des frontières russo-ukrainiennes postsoviétiques était enfin formellement reconnue⁷⁸. De toute évidence, Koutchma ne pouvait espérer mieux, puisque le traité satisfaisait même les exigences du parti nationaliste Rukh⁷⁹.

L'avenir de ce traité fondamental succédant formellement au traité signé en 1990 entre la RSFS de Russie et la RSS d'Ukraine était intimement lié à l'avenir de la Flotte de la mer

⁷⁷ *Dogovor o droujbe sotroudnitchestve i partnerstve mejdou Rossiiskoi federatsiei i Oukrainoi* (Traité sur l'amitié, la coopération et le partenariat entre l'Ukraine et la Fédération de Russie), Kiev, 31 mai 1997, http://lawrussia.ru/texts/legal_836/doc836a409x894.htm.

⁷⁸ Article 2 et 3.

⁷⁹ « Rukh Welcomes Accord with Russia », *FBIS-SOV-97-155*, 4 juin 1997.

Noire, laquelle faisait l'objet d'interminables discussions depuis 1991. Depuis le mois d'août 1992, il y avait bien eu entente concernant le principe général du partage de la Flotte⁸⁰, mais la résolution des détails représentait un défi appelant chacun à faire preuve d'une grande dose de bonne volonté. En cette fin de mai 1997, au principal accord relatif aux paramètres du partage⁸¹ s'ajoutèrent deux autres ententes concernant le statut et les conditions de séjour de la Flotte : l'une établissant les modalités financières⁸² et l'autre, le montant de la location des installations⁸³.

Ce moment historique, acclamé dans la presse du monde entier, s'avérait un cuisant revers pour tous ceux qui demeuraient attachés à l'identité russe de la ville de Sébastopol. Pour la Russie, cette « bienveillance » était aussi une façon de sauver la face devant le rapide rapprochement en cours ayant lieu entre l'Ukraine et l'OTAN. Car Kiev menait, à la même période, ses propres pourparlers sur l'établissement d'un partenariat distinct. Faisant suite au retrait complet de l'arsenal nucléaire, ce jalon important dans l'évolution des rapports avec Washington sera finalement signé en juillet 1997⁸⁴.

Le scepticisme d'une importante frange de la population était partiellement contrebalancé par le fait que cette collaboration avec l'OTAN avait déjà grandement facilité la conclusion des

⁸⁰ *Soglachenie mejdou Rossiiskoi federatsie i Oukrainoi o principakh formirovania VMF Rossii i VMS Oukrainou na baze Tchernomorskogo flota byvchego SSSR* (Accord entre la Fédération de Russie et l'Ukraine sur les principes de formation de la marine de guerre de Russie et les forces navales de l'Ukraine sur la base de la Flotte de la mer Noire de l'ex-URSS), Yalta, signé le 3 août 1992, http://lawrussia.ru/texts/legal_310/doc310a558x255.htm.

⁸¹ *Soglachenie mejdou Rossiiskoi federatsie i Oukrainoi o parametrah razdela Tchernomorskogo flota* (Accord entre la Fédération de Russie et l'Ukraine relatif aux paramètres du partage de la Flotte de la mer Noire), Kiev, 28 mai 1997, http://lawrussia.ru/texts/legal_836/doc836a746x652.htm.

⁸² *Soglachenie mejdou Rossiiskoi Federatsie i Oukrainoi o statous i ousloviyakh prebyvaniya Tchernomorskogo flota Rossiiskoi federatsii na territorii Oukrainy*, (Accord entre la Fédération de Russie et l'Ukraine relatif au statut et aux conditions de la présence la Flotte de la mer Noire de la Fédération de Russie sur le territoire de l'Ukraine), Kiev, 28 mai 1997, http://lawrussia.ru/texts/legal_836/doc836a746x159.htm.

⁸³ *Soglachenie mezhdou pravitelstvom Rossiiskoi federatsii i pravitelstvom Oukrainy o vzaimorastchetakh, sviazannykh s razdelom Tchernomorskogo flota i prebyvaniem Tchernomorskogo flota Rossiiskoi federatsii na territorii Oukrainy*, (Accord entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement d'Ukraine relatif aux versements réciproques liés au partage de la Flotte de la mer Noire et à la présence de la Flotte de la mer Noire de la Fédération de Russie sur le territoire de l'Ukraine), Kiev, 28 mai 1998, http://lawrussia.ru/texts/legal_836/doc836a746x867.htm.

⁸⁴ *Charter on a Distinctive Partnership between the North Atlantic Treaty Organization and Ukraine*, Madrid, 9 juillet 1997, <http://www.nato.int/docu/basicxt/ukrchrt.htm>.

traités bilatéraux d'amitié et de reconnaissance des frontières avec ses deux importants voisins occidentaux, la Roumanie⁸⁵ et la Pologne⁸⁶ – deux États qui auraient potentiellement pu exprimer des revendications territoriales envers un voisin jouissant toujours des territoires confisqués par Staline en 1939. À l'automne 1997, dans un élan d'optimisme caractéristique de cette période, le secrétaire du Conseil de la sécurité de la défense, Volodimir Horboulin, expliquait ainsi le sens du rapprochement entre l'Ukraine et l'OTAN :

The experience of Central-East European countries proves that the idea of participating in the EU's expansion, as well as in NATO's expansion, facilitates the stabilization of the domestic political situation and the improved relations with neighboring countries (...). Therefore, in the expansion of cooperation with the EU we see the advantages of Ukraine's foreign policy as a stabilizing factor of regional and continental security. Thus, the EU can obtain additional influence in this strategically important region. This is why we expect political support on the part of the EU for Ukraine's to become a member. In its turn, this would become an essential catalyst in democratic changes taking place in Ukraine⁸⁷.

Cet élan vers la coopération militaire transatlantique fut toutefois dramatiquement freiné en mars 1999, avec la décision de l'OTAN d'attaquer la Yougoslavie. Dans un contexte marqué par une nouvelle dégradation des relations entre Washington et Moscou au sujet de la province serbe du Kosovo⁸⁸, le partenariat avec l'OTAN prenait une dimension fortement antirusse qu'elle n'avait pas à l'été 1997. De plus, il contrevenait à l'idée que les élites

⁸⁵ *Treaty on Relations of Good-Neighborliness and Cooperation between Ukraine and Romania*, Constanta, 2 juin 1997, reproduit dans *Ukraine in the World: Studies in the International Relations and Security Structure of a Newly Independent State*, sous la dir. de L. Hajda, Cambridge, Harvard University Press, p. 330-339.

⁸⁶ Un tel traité avait été conclu avec la Pologne à Varsovie, le 18 mai 1992, mais l'engouement pour le rapprochement prenait, en 1997, la forme d'une déclaration conjointe par laquelle les présidents polonais et ukrainien s'engageaient à s'efforcer « que la conscience des jeunesses polonaises et ukrainiennes ne soit pas alourdie par les mémoires des pages tragiques de l'histoire ». *Joint Declaration of the President of the Polish Republic and Ukraine on Understanding and Unity*, Kiev, 21 mai 1997, reproduite dans *Ukraine in the World: Studies in the International Relations and Security Structure of a Newly Independent State*, sous la dir. de L. Hajda, Cambridge, Harvard University Press, p. 317-318.

⁸⁷ « Ukraine: Horbulin on Relations With EU, Prospects », *FBIS-SOV-97-251*, 8 septembre 1997.

⁸⁸ Le moment le plus fort de cette dégradation est symbolisé par le demi-tour spectaculaire qu'a effectué l'ex-Premier ministre Evgueni Primakov au-dessus de l'océan Atlantique au moment du lancement des opérations armées de l'OTAN contre la Yougoslavie. À ce sujet, on peut lire son témoignage vibrant, extrait de son livre *Gody v bolchoi politike* (Mes années dans la haute politique), Moscou, Soverchenno sekretno, 1999, 448 p., dans « Turning back over the Atlantic », *International Affairs*, vol. 48, n° 6, 2002, p. 65-74.

ukrainiennes se faisaient de la place du droit international dans leurs relations avec les États membres de l'OTAN⁸⁹.

Selon un sondage conduit par le centre Razumkov, 33,6 % de la population y voyait une agression de l'OTAN, 19,3 % un crime de guerre contre les civils, tandis que seulement 8,8 % estimait qu'il s'agissait d'une intervention nécessaire pour stopper le comportement belliqueux de Belgrade⁹⁰. Traduisant l'état d'esprit général qui régnait alors au pays, la Rada fut prompte à voter une résolution (231 pour, 43 contre) visant à dénoncer l'agression de l'OTAN⁹¹.

Cette période difficile coïncidait avec l'approche de nouvelles élections. L'étoile du président pâlisait alors dangereusement au profit des forces communistes, dont l'opposition à l'OTAN fournissait de nouvelles munitions. Les Ukrainiens se montraient aussi beaucoup plus critiques face aux politiques économiques libérales de Koutchma, dans la mesure où la crise monétaire russe d'août 1998 avait fait chuter de moitié le cours de la Hryvnia face aux devises fortes faisant fondre, du coup, leur pouvoir d'achat.

Pour maintenir le cap sur les réformes et calmer le malaise populaire ressenti devant les frappes illégales de l'OTAN en Yougoslavie, Koutchma ne pouvait plus jouer le jeu de la démocratie représentative. En cela, il jouit initialement de la même complaisance offerte à Eltsine par les capitales occidentales lors de sa réélection en 1996. En effet, la manipulation médiatique à laquelle il s'est alors livré n'a pas empêché l'administration Clinton d'énoncer,

⁸⁹ Cette attaque contre la Yougoslavie, outre le fait qu'elle n'ait pas été votée par le Conseil de Sécurité de l'ONU, contrevient aussi directement à la *Charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine*, dont l'article n° 2 précise l'attachement des parties « au refus d'exercer une menace ou de recourir à la force contre tout État et de toute manière qui soit incompatible avec les principes de la Charte des Nations Unies (...) », ainsi qu'« au respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tous les autres États, de l'inviolabilité des frontières ».

⁹⁰ Andriy Bychenko, Leonid Polyakov, « How much of NATO do Ukrainians want », *Dzerkalo Tizhnya*, 01 juillet 2000, reproduit sur le site du centre Razumkov, http://www.uceps.org/eng/article.php?news_id=73.

⁹¹ *Pro situatsiiou, chtcho sklalasia ou zvyazkou z agresivnimi diiami NATO proti Soiouznoi Respubliki Iougoslavii* (Sur les actions agressives de l'OTAN contre l'Union des républiques yougoslaves), Déclaration du Conseil suprême de l'Ukraine n° 456-XIV, Kiev, 24 mars 1999, <http://zakon1.rada.gov.ua/cgi-bin/laws/main.cgi?nreg=546-14&check=4/UMfPEGznhhKhg.ZiBU3PHTH14uss80msh8Ie6>.

au sujet de sa réélection, qu'il s'agissait d'un « important endorsement by the Ukrainian people of a policy direction of continued political and economic reform and Western integration ».⁹²

Les inquiétudes face à l'autoritarisme grandissant d'un régime condamné à arbitrer les querelles oligarchiques tout aussi violentes qu'en Russie furent plus librement exprimées lorsque la menace d'un retour démocratique des forces communistes fut contrée, notamment à l'occasion d'un référendum très controversé, tenu en avril 2000, par lequel le président Koutchma fit substantiellement augmenter ses pouvoirs⁹³. C'est alors que les critiques en provenance de l'Ouest commencèrent à se faire entendre⁹⁴.

On assiste alors au début d'un processus dialectique par lequel la détérioration de la démocratie ukrainienne et la dégradation de ses relations avec l'Europe se renforcèrent mutuellement. La propagation d'une image ternie du président accrut la popularité des groupes d'opposition ce qui força le régime à recourir à des moyens de plus en plus cyniques pour garder le contrôle de la situation.

Ces moyens furent révélés au grand jour en novembre 2000, lorsque le chef du Parti socialiste, Oleksandr Moroz, dévoila, en chambre, l'existence d'enregistrements effectués secrètement par un ancien garde du corps de Koutchma, Mykola Melnychenko⁹⁵. Sur ces

⁹² Déclaration sur l'élection présidentielle ukrainienne transmise le 15 novembre 1999 par James Rubin, porte-parole du secrétaire d'État par *The Ukrainian Weekly*, 21 novembre 1999, vol. 67, n° 47, <http://www.ukrweekly.com/Archive/1999/479912.shtml>.

⁹³ Le 16 avril 2000, les citoyens ukrainiens votèrent à 84,7 % en faveur d'une mesure permettant au président de dissoudre le Parlement s'il ne parvenait pas à former un gouvernement majoritaire et à voter un budget dans les délais prescrits, 89 % votèrent pour une autre mesure levant l'immunité des députés contre des poursuites criminelles, 89,9 % votèrent pour réduire le nombre de députés, tandis que 81,2 % votèrent pour introduire un parlement bicaméral. Bohdan Harasymiv, *Post-Communist Ukraine, op. cit.*, p. 77-78.

⁹⁴ Par exemple, voir la recommandation 1451 votée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 4 avril 2000, <http://assembly.coe.int/Main.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta00/EREC1451.htm>.

⁹⁵ Au printemps 2001, un chercheur de l'Université Harvard, Keith Darden, a fondé un groupe de travail chargé d'étudier puis de retranscrire le contenu de 51 documents audio totalisant plus d'une centaine d'heures d'enregistrements, obtenus par le biais de l'Institut International de la Presse à Vienne. Ces documents audio, qui ne constituent qu'une fraction des 500-600 heures d'enregistrement que Melnychenko affirme avoir effectuées en 1998 et 2000, mettent en cause un grand nombre de

bandes magnétiques, on pouvait entendre le président avaliser indirectement l'assassinat d'un journaliste d'opposition, Georgi Gongadze, dont le corps décapité venait tout juste d'être retrouvé.

L'interminable saga des procédures d'investigation – il faudra attendre jusqu'en mars 2003 avant que les autorités se décident enfin à officialiser l'authentification du corps – mettra une fois de plus en relief la corruption de l'appareil judiciaire⁹⁶. Ce scandale procura de nouvelles munitions aux partis d'opposition – désormais regroupés au sein du mouvement « Ukraine sans Koutchma » – qui coordonnèrent une vague de manifestations publiques sans précédent, et contre lesquelles le régime déploiera toutes sortes de stratagèmes administratifs. Comme le commentait à l'époque Dominique Arel: « This conscious policy of democratic regression blatantly contradicts the mantra like invocation by Ukrainian officials that the country is pursuing the “strategic course” of “European integration” ». ⁹⁷

Dans les mois qui suivirent les attentats du 11 septembre 2001, au moment même où la Russie se montrait mieux disposée envers l'OTAN, le régime ukrainien devenait la cible de critiques de moins en moins subtiles en provenance de Washington, et pour cause. Les enregistrements de Melnychenko, dont l'authenticité de trois segments venait d'être confirmée par un expert américain, mettaient également en lumière la connivence du président dans la vente de systèmes de détection radar Kolchouga à l'Irak⁹⁸, en violation de l'embargo onusien.

personnalités connues. Après avoir été mis en ligne (<http://www.wcfia.harvard.edu/Melnychenko>), ils furent assez rapidement retirés du domaine public. L'histoire derrière ces enregistrements demeure à ce jour fort nébuleuse, mais leur contenu a tout de même inspiré un article percutant mettant en relief le fonctionnement de l'État ukrainien. Keith Darden, « Blackmail as a tool of state domination: Ukraine under Kuchma », *East European Constitutional Review*, vol. 10, n° 3, 2001, p. 67-71.

⁹⁶ Paru en janvier 2003, l'ouvrage du journaliste ukrainien Jaroslav Koshiw, *Behheaded, The killing of a journalist*, (Reading, Artemia Press, 280 p.) offre le portrait le mieux documenté de cette triste histoire qui comporte de multiples facettes n'ayant pas encore été éclaircies.

⁹⁷ Dominique Arel, « Kuchmagate and the Demise of Ukraine's 'Geopolitical Bluff' », *East European Constitutional Review*, vol. 10, n° 2-3, 2001, p. 54-59, http://www.law.nyu.edu/eecr/vol10num2_3/focus/arel.html.

⁹⁸ Dans les mois qui suivirent la diffusion de cette information, une équipe d'experts américains et britanniques fut dépêchée en Ukraine pour faire la lumière sur la vente possible de quatre systèmes de détection radar Kolchouga à l'Irak. Leur rapport conclut que les autorités ukrainiennes n'avaient pu fournir la preuve que la transaction n'avait pas eu lieu. « Report of the Expert team visit to Ukraine,

L'annonce officielle, en mai 2002, de l'adoption d'une stratégie visant à joindre l'OTAN⁹⁹, apparut comme une tentative peu convaincante de ne pas se laisser dépasser par Moscou, qui venait d'avaliser la création, à Rome, du Conseil Russie-OTAN¹⁰⁰. En réalité, les relations s'étaient déjà dégradées à tel point que Washington avait décidé de ne pas reconduire une aide de quelque 54 millions de dollars. Au sommet de l'OTAN de Prague, en novembre 2002, la délégation américaine a même exceptionnellement demandé que le français soit utilisé comme langue d'identification des États-membres, et ce, afin que le président des États-Unis ne se retrouve pas aux côtés du président ukrainien¹⁰¹.

Cette humiliation publique était un message fort à l'effet que l'Ukraine devait faire plus pour réparer ses liens avec Washington. Malgré le scepticisme populaire face au bien-fondé de l'intervention militaire dirigée par les États-Unis contre l'Irak en mars 2003, le régime allait consentir à l'envoi de quelque 1600 hommes. Cette décision permettait d'espérer que le dialogue concernant l'intégration de l'Ukraine dans l'Alliance serait remis sur les rails, à tout le moins que l'Ukraine pourrait briser son isolement¹⁰². Il s'agissait là d'une bien mince consolation, car cette décision n'améliorerait en rien l'image de l'Ukraine à Bruxelles (plus précisément à Paris et à Berlin), où l'on n'était guère impressionné par les genuflexions ukrainiennes devant Washington.

Au cours des dernières années du règne de Koutchma, la croyance voulant que le pays trouve sa place dans la grande famille européenne – perçue comme un groupe de nations démocratiques unies par une certaine solidarité socioéconomique – semblait déjà s'être évanouie même si, de l'avis d'Iouchtchenko, alors dans l'opposition, Dieu lui-même

October 13-20, 2002 », reproduit dans *Ukrainska Pravda*, 26 novembre 2002, <http://pravda.com.ua/en/news/2002/11/26/2220.htm>.

⁹⁹ *Interfax*, 23 mai 2002, reproduit dans « Ukraine to start process for NATO membership », *FBIS-SOV-2002-0523*.

¹⁰⁰ « NATO-Russia Relations: A New Quality Declaration by Heads of State and Government of NATO Member States and the Russian Federation », Rome, 28 mai 2002, http://www.nato-russia-council.info/htm/EN/documents28may02_1.shtml

¹⁰¹ En anglais, le hasard de l'ordre protocolaire alphabétique veut que « Ukraine » et « United States of America » se trouvent côte-à-côte.

¹⁰² Vladimir Kravchenko, « This time choices match », *Zerkalo Nedeli*, vol. 18, n° 443, 17-23 mai 2003, <http://www.mw.ua/1000/1600/38550/>.

souhaitait que l'Ukraine en fasse partie¹⁰³. En déclarant ne pas comprendre pourquoi, dans sa politique européenne de voisinage, l'UE plaçait l'Ukraine sur un pied d'égalité avec la Russie et le Belarus, eux qui n'avaient pourtant jamais exprimé le désir de rejoindre l'UE, le ministre des Affaires étrangères, Boris Tarasiouk, feignait alors d'ignorer le malaise croissant s'étant installé au sein des élites ukrainiennes¹⁰⁴.

Après les élections législatives de 2002, on assiste au grand écart d'un régime ayant perdu pied sur tous les fronts, alors que les deux seuls partis pro-présidentiels ayant passé la barre des 5 % ne récoltèrent ensemble que 18 % du vote¹⁰⁵. La soumission à Washington fut d'ailleurs accompagnée de généreuses offrandes à la Russie, qui semble alors jouer le rôle d'État-refuge pour un régime ostracisé.

Déguisé sous le slogan « Vers l'Europe avec la Russie », Kouchma multiplia les gestes de bienveillance à l'égard de Moscou. Les trois exemples les plus remarquables furent certainement les suivants : 1) la décision, prise en mai 2002, d'accepter de participer en qualité d'observateur au sein de la Communauté économique eurasiennne¹⁰⁶ ; 2) la signature, posée en juin 2002, d'une entente tripartite avec Poutine et le chancelier allemand Schroeder prévoyant la création d'un consortium pour le transport du gaz vers l'Europe¹⁰⁷ et 3)

¹⁰³ Le futur président a tenu un tel propos en Autriche en novembre 2002. Il est cité par Taras Kuzio, « Ukraine's Relations with the West: Disinterest, Partnership, Disillusionment », *European Security*, vol. 12, n° 2, 2003, p. 23.

¹⁰⁴ « Borys Tarasyuk: Our problems in relations with the EU are connected to politics », *Our Ukraine*, 16 juin 2004, <http://www.razom.org.ua/viewnews/news/13823>.

¹⁰⁵ Olexiy Haran, *Ukraine at the Crossroads Velvet Revolution or Belarusification?*, PONARS Policy Memo, n° 261, octobre 2002, http://csis.org/files/media/csis/pubs/pm_0261.pdf.

¹⁰⁶ Razumkov Centre analytical report, « Ukraine and the Eurasian Economic Community: Integration or Co-operation? », *National Security and Defense*, vol. 12, n° 36, 2002, p. 2-41, http://www.razumkov.org.ua/eng/files/category_journal/NSD36_eng.pdf.

¹⁰⁷ La signature, le 10 juin 2002, de cette entente tripartite sur la création du consortium devait permettre d'attirer dans un futur immédiat des investissements de l'ordre de 2,5 milliards US pour la reconstruction du système existant, ainsi que quelque 15 milliards pour le développement de nouvelles lignes de transport. « Press Statement by Russian President Vladimir Putin Following Talks with German Federal Chancellor Gerhard Schroeder and Ukrainian President Leonid Kuchma », Pavlovsk, 10 juin 2002, <http://www.ln.mid.ru/bl.nsf/5d5fc0348b8b2d26c3256def0051fa20/20da9a6cb8d75e5543256bd700402b74?OpenDocument>. Pour une discussion détaillée sur ce projet de consortium qui, en bout de piste, ne se matérialisera jamais, voir Razumkov Centre analytical report, « Ukraine's gas transportation system: Ready for Co-operation? », *National Security and Defense*, n° 1 (49), 2004, p. 2-23,

l'annonce, faite en janvier 2003, à l'effet que Ukraine assumerait la présidence du Conseil des chefs d'État de la CEI¹⁰⁸.

Dans les mois précédents la fin de son second mandat, Koutchma commettait un autre geste lourd de signification. Juste après avoir approuvé le texte de la nouvelle doctrine militaire dans laquelle était confirmé l'ambition de rejoindre les rangs de l'OTAN¹⁰⁹, le président revenait sur ce choix stratégique en signant un nouveau décret, le 16 juillet 2004¹¹⁰, par lequel la doctrine militaire ukrainienne était modifiée de façon à ce que l'ambition de joindre les rangs de l'EU et de l'OTAN ne fasse plus explicitement partie des objectifs poursuivis par l'État.

Ce revirement aussi spectaculaire qu'humiliant révélait sans doute autant le manque d'appui reçu lors du sommet de l'OTAN à Istanbul, où l'on avait présenté la nouvelle doctrine militaire, que la force des pressions exercées ultérieurement par Moscou pour faire changer Kiev d'idée. La situation générale – si bien représentée dans l'image d'un Koutchma épuisé se tenant, l'air résigné, à la droite de Poutine pour les festivités du 60^e anniversaire de la libération de Kiev – soulevait une très vive inquiétude dans les franges nationalistes de la population. Cette crainte allait nourrir le feu orange qui consumera le pays.

http://www.razumkov.org.ua/eng/files/category_journal/NSD49_eng.pdf.

¹⁰⁸ Roman Woronowycz, « Ukraine's president elected chair of CIS Council of Heads of State », *The Ukrainian Weekly*, 2 février 2003, vol. 71, n° 5,

<http://www.ukrweekly.com/old/archive/2003/050301.shtml>.

¹⁰⁹ Le texte de la nouvelle doctrine militaire, qui remplaçait celui qui avait été adopté en 1993, avait été approuvé par décret présidentiel le 15 juin 2004. *Pro voennou doktrinou Oukraini* (sur la doctrine militaire de l'Ukraine), Décret du Président de l'Ukraine, n° 648/2004, 15 juin 2004,

http://www.nbuv.gov.ua/law/04_vdu.html.

¹¹⁰ *Pro dalchii rozvitok vidnosii z NATO z ourakhouvannyam rezoultativ zasidannya Komisii Oukraina - NATO na naivichtchomou rivni 29 tchervnya 2004 rokou* (Sur le développement ultérieur des relations avec l'OTAN, fondé suite à la réunion au sommet de la Commission Ukraine-OTAN du 29 juin 2004),

Décret du Président de l'Ukraine sur la décision Conseil de la défense et de la sécurité nationale de l'Ukraine du 6 juillet 2004, n° 800/2004, Kiev, 16 juillet 2004,

<http://zakon1.rada.gov.ua/cgi-bin/laws/main.cgi?nreg=800%2F2004>.

5.5 2004-2008 : la surenchère euro-atlantiste

Grâce à ces courageux manifestants couverts de décorations orangées préfabriquées, la politique-spectacle présentée à Kiev à la fin de novembre 2004 marqua l'imaginaire de l'Occident¹¹¹. Le concept marketing de « révolution orange » – développé à la suite d'autres changements de régime plus ou moins similaires survenus en Serbie (2000) et en Géorgie (2003) – proposait encore une fois un soulèvement populaire grâce auquel un gouvernement corrompu, bien disposé envers la Russie, était substitué par un gouvernement honnête désireux, lui, de tisser des liens plus étroits avec les vainqueurs de la guerre froide. Sans surprise, la couverture médiatique de cette mobilisation populaire à travers laquelle les Occidentaux pouvaient se forger une image positive d'eux-mêmes s'est bien vendue dans les médias.

Malgré la sincérité des manifestants venus affronter le froid pour dénoncer la fraude électorale, solidement documentée par des experts¹¹², cet éveil de la société civile n'allait avoir aucune incidence sur la qualité de la gouvernance et le respect de la règle de droit au pays, du moins à court et à moyen terme. Le combat mené par le camp orangiste ne modifiait en rien les caractéristiques du pouvoir, et ce, même s'il était formé d'un regroupement

¹¹¹ La quantité d'ouvrages dont le titre reprend la notion de « révolution orange » indique à elle seule l'intérêt, voire la fascination que l'Ouest accorde à ce concept. Pour une compréhension proche de celle que l'on s'en fait à Washington, voir l'ouvrage dirigé par Anders Åslund et Michael McFaul, *Revolution in orange: the origins of Ukraine's democratic breakthrough*, (Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2006, 216 p.), ou celui de James Sherr, *At the crossroads or the precipice?: the fate of Ukraine's Orange Revolution and its implication for Europe*, (Zurich, Advanced Research and Assessment Group, 2006, 21 p.). Pour une lecture à mon avis plus réaliste, voir le travail de recherche d'Andrew Wilson, *Ukraine's orange revolution*, (New Haven, Yale University Press, 2005, 232 p.), qui est à la fois mieux documenté et analytiquement plus profond. Plus récemment, l'évaluation de la transition du pouvoir ukrainien en 2004 donne encore lieu à un certain optimisme pour la suite des choses, du moins selon une équipe de chercheurs norvégiens dirigée par Juliane Besters-Dilger, *Ukraine on Its Way to Europe: Interim Results of the Orange Revolution*, (Oxford, Peter Lang, 2009, 332 p.), qui aborde le problème d'une perspective citoyenne. Pour les partisans d'une approche plus critique, il convient de mentionner les travaux de Stephen White et de Ian McAllister, *Rethinking the « Orange revolution »*, (University of Aberdeen, Centre for the Study of Public Policy, 2009, 36 p.), qui traitent l'événement comme une construction discursive binaire ayant creusé le fossé entre des représentations historiques différentes de l'évènement.

¹¹² Mikhail Myagkov, Peter Ordeshook et Dimitri Shakin, *The Forensics of Election Fraud: Russia and Ukraine*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 304 p.

d'hommes d'affaires moins puissants, provenant d'Ukraine centrale et occidentale, menacés par la perspective d'une consolidation du pouvoir aux mains de l'élite économique des régions beaucoup plus industrialisées de l'Est et du Sud¹¹³.

L'horreur provoquée par l'empoisonnement défigurant à la dioxine le candidat Iouchtchenko avait certes exacerbé la détermination des opposants, mais l'imagerie révolutionnaire demeurait avant tout un instrument créé dans le cadre d'une lutte très intense se déroulant au sein d'une classe sociale peu représentative de la société. Sans prétendre pénétrer le secret des tractations politiques internes – auxquelles se sont joints, au plus fort de la crise, des représentants européens, russes et américains – il convient de rappeler que les rivaux politiques étaient tous issus de l'entourage du Koutchma. Aussi, demeureront-ils tous très influents pour la suite des choses.

À peine trois mois après l'inauguration du nouveau président, les relations avec la presse faisaient déjà l'objet de certaines inquiétudes auprès des experts¹¹⁴. Le leader du Parti socialiste et allié orangiste, Oleksandr Moroz, se dissociait avec fracas du nouveau régime, en déclarant que « les sources de la révolution (avaient) été oubliées »¹¹⁵.

S'agissait-il là de la conséquence d'un accord secret conclu entre Koutchma, Ianoukovitch et Iouchtchenko, juste avant l'annonce d'un verdict de la Cour Suprême annonçant une reprise du deuxième tour de scrutin? L'histoire ne le dit pas encore, mais force est de constater que la promesse « d'envoyer les bandits en prison », maintes fois exprimée par les révolutionnaires, fut complètement reléguée aux oubliettes¹¹⁶. Non seulement les privatisations effectuées dans des conditions irrégulières sous Koutchma ne seront jamais revues, comme l'avait pourtant

¹¹³ Vladimir Zlenko, « The Elections in Ukraine: A Working-Class Viewpoint », 2 décembre 2004, traduit par David Mandel, <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article162>.

¹¹⁴ Jan Maksymiuk, « Analysis: Ukrainian Government sends mixed signals over Media », *RFE/RL Belarus and Ukraine Report*, vol. 7, n° 11, 17 mars 2005, <http://www.rferl.org/reports/pbureport/2005/03/11-170305.asp>.

¹¹⁵ « Leader of Ukrainian Socialists sees no advance toward democracy », *RFE/RL Newslines*, vol. 9, n° 60, 31 mars 2005, <http://www.rferl.org/newslines/2005/03/310305.asp>.

¹¹⁶ Voir la dénonciation tardive de l'un des influents journaux pro-orangistes, « What about the bandits? », *Kyiv Post*, 22 juin 2006, <https://www.kyivpost.com/news/opinion/editorial/detail/24693/>.

promis Iouchtchenko¹¹⁷, mais le scandale entourant la décapitation du journaliste Gongadze fut plutôt suivi d'une « épidémie de suicides »¹¹⁸. Durant les cinq années du règne orangiste, cette triste histoire ne sera jamais élucidée¹¹⁹, pas plus que ne le sera le mystérieux empoisonnement à la dioxine contre le président¹²⁰.

L'arrivée d'Iouchtchenko souleva un véritable espoir auprès de la frange russophobe de la population, fort déçue de la tournure des événements au cours du second mandat de Koutchma. Dès le 21 avril 2005, le président signait un décret présidentiel modifiant à nouveau le paragraphe 9 de la doctrine militaire, afin qu'y soit énoncé que l'Ukraine se préparait pour une pleine appartenance à l'EU et à l'OTAN¹²¹. Le même jour, l'OTAN annonçait qu'elle entrait dans la phase d'un « dialogue intensifié » avec l'Ukraine¹²². Cette marque de confiance permettait un certain optimisme, et ce, même auprès des électeurs plus sceptiques face au bien-fondé d'une politique étrangère trop orientée vers Washington, puisque celle-ci semblait marquer la fin de la soumission à Moscou qui s'était opérée dans les dernières années du règne de Koutchma¹²³.

En tant qu'ancien directeur de la Banque centrale et ex-Premier ministre, la feuille de route d'Iouchtchenko confirmait une orientation idéologique néolibérale lui permettant d'inspirer confiance aux États-Unis – pays de naissance de son épouse en deuxième noce – et d'y puiser

¹¹⁷ Sauf quelques exceptions, dont la plus notable est celle de la firme *Kryvorizhstal*, vendue au gendre de Koutchma, Viktor Pintchouk.

¹¹⁸ Philippe Randrianarimanana, « Une épidémie de suicides protège l'ancien président Koutchma », *Courrier International*, 07 mars 2005, <http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2005/03/07/une-epidemie-de-suicides-protège-l-ancien-president-koutchma>.

¹¹⁹ « Parliament to submit inquiries to president, prosecutor general over investigation into Gongadze case », *Interfax-Ukraine*, 21 janvier 2010, <http://www.interfax.com.ua/eng/main/30356/>.

¹²⁰ « Yuschenko's poisoning case not solved yet, says prosecutor general », *Interfax Ukraine*, Interfax-Ukraine, 12 octobre 200, <http://www.interfax.com.ua/eng/main/21809/>.

¹²¹ *Pitannya voennoi doktrinii Oukriani* (questions de doctrine militaire de l'Ukraine), Décret du Président de l'Ukraine, n° 703/2005, Kiev, 21 avril 2005, <http://zakon1.rada.gov.ua/cgi-bin/laws/main.cgi?nreg=702%2F2005>.

¹²² Taras Kuzio, « Ukraine Moves Closer to NATO Membership », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 2, n° 84, 28 avril 2005, http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=30336.

¹²³ La grande majorité des Ukrainiens étaient défavorables à la collaboration ukrainienne en Irak et souhaitaient le rapatriement des troupes. « Most Ukrainians support Iraq withdrawal », *Kiev Post*, 21 mai 2004, <http://www.kyivpost.com/news/world/detail/21152/>.

un important soutien politique, et voire financier¹²⁴. En l'occurrence, l'administration Bush se montrait prête à encourager une inclusion rapide de l'Ukraine au sein de l'OMC, ce qui offrait l'avantage d'affaiblir la position de la Russie dans ses propres négociations pour adhérer à l'organisation¹²⁵. En effet, une inclusion de l'Ukraine qui précéderait celle de la Russie permettrait à l'Ukraine de participer au Comité de travail de l'OMC sur la Russie. Ceci aurait pour effet de placer Kiev dans une meilleure position au sein des pourparlers sur la libéralisation avec du commerce, incluant dans le secteur sensible de l'énergie¹²⁶.

Dès la fin de l'hiver 2006, Washington avait reconnu à l'Ukraine le statut d'économie de marché et, le mois suivant, leva les restrictions commerciales contenues dans l'amendement Jackson-Vanik. L'Ukraine sera officiellement admise à l'OMC en février 2008, après avoir consenti et formalisé une liste d'engagements libéralisant le commerce de nombreux produits et favorisant les investissements étrangers dans les secteurs des services (incluant les communications, le transport, les finances...)¹²⁷.

Bien entendu, la tâche à accomplir pour tirer l'Ukraine au sein de l'UE était d'une tout autre envergure¹²⁸. Le nouveau régime n'entendait tout de même pas se laisser décourager. Après tout, l'Ukraine avait déjà fait fi des semonces de Georges Bush (père), à l'été 1991, à l'égard des périls liés à l'indépendance. Les discours d'Iouchtchenko ayant trait à la « renaissance de la nation ukrainienne » rappelaient d'ailleurs en substance ceux que l'on avait déjà entendus en décembre 1991, dans lesquels on rejetait la construction d'un modèle économique

¹²⁴ Sans verser dans l'hystérie anti-américaine de certains médias russes ayant suggéré que la défaite électorale d'Ianoukovitch s'expliquait par l'intervention de la CIA, on pourrait difficilement passer sous silence l'aide financière américaine offerte à des ONG locales étroitement reliées aux forces orangistes. Ian Traynor, « US campaign behind the turmoil in Kiev », *The Guardian*, 26 novembre 2004, <http://www.guardian.co.uk/world/2004/nov/26/ukraine.usa>.

¹²⁵ Viktor Yasmann, « Analysis: Moscow and Washington Spar Over WTO Membership », *RFE-RL*, 25 avril 2006, <http://www.rferl.org/content/article/1067926.html>.

¹²⁶ Accession of Ukraine to the WTO, retranscription officielle de la conférence de presse, Genève, 5 février 2007, http://www.wto.org/english/news_e/pres08.../transcript_pc_feb08_e.doc.

¹²⁷ Pour un résumé des mesures consenties par l'Ukraine, voir le communiqué de presse émis par l'OMC à la suite de la décision positive du conseil général. WTO welcomes Ukraine as a new member, Genève, 8 février 2008, http://www.wto.org/english/news_e/pres08_e/pr511_e.htm.

¹²⁸ Le Président de la Commission Européenne Romano Prodi avait même déclaré, à l'été 2004, que l'Ukraine avait les mêmes chances de rejoindre l'UE que la Nouvelle-Zélande! Anthony Browne, « EU rules out Ukraine entry », *The Times*, 10 décembre 2004, <http://www.timesonline.co.uk>.

concocté à Moscou. Après une telle démonstration de courage, « les Ukrainiens (avaient) gagné le droit de choisir leur destinée »¹²⁹.

Toutefois, en contrepartie du soutien de Washington dans le dossier de l'OMC, les représentants du régime devaient prendre les dispositions nécessaires pour accélérer le projet d'adhésion à l'OTAN. Or, ce projet était souhaité par une minorité trois fois moins nombreuse que ses opposants¹³⁰. Sur cet aspect de la politique étrangère, les querelles entre les « capitalistes nationaux », comme les appellent certains¹³¹, allaient rapidement dégénérer, et ce, au sein même de la coalition orangiste.

À peine fut-il acquis qu'Ioulia Timochenko serait nommée au poste de Premier ministre, celle que l'on surnomme la « princesse du gaz » entreprit d'étendre sa base électorale en jouant la carte populaire d'un rapprochement avec Moscou, parlant de « civilisation commune » et de « zone géoéconomique commune »¹³². Dans un texte destiné au lectorat du journal russe *Vedomosti*, elle proposait que les deux États rejoignent ensemble l'Europe, et affirmait que l'Ukraine ne pouvait se joindre à l'OTAN sans que ce ne soit de concert avec la Russie, avec laquelle elle devait unifier son complexe militaro-industriel. Le contrôle des ministères de la Défense et des Affaires étrangères relevant directement de la présidence¹³³, ces déclarations n'avaient aucune incidence sur la politique internationale de l'Ukraine. Elles permettaient cependant de faire porter sur Iouchtchenko la responsabilité de la détérioration des rapports avec la Russie qui s'amorçait, et de se positionner en tant que visage orangiste acceptable pour l'électorat de l'Est.

¹²⁹ Viktor Yushchenko, « Ukrainians have won the right to choose their destiny », Lettre publiée dans le *Financial Times*, 28 décembre 2004, reproduite dans *The Action Report Ukraine*, n° 274, 29 décembre 2004.

¹³⁰ Les données provenant d'une série de sondages effectués entre novembre 2004 et juillet 2009 et offertes par le centre *Razumkov* démontrent qu'un faible pourcentage de la population situé entre 15,1 % et 22,3 % voterait en faveur de l'admission de l'Ukraine au sein de l'OTAN en cas de référendum sur la question, alors que le pourcentage d'opposants oscillerait, lui, entre 52 % et 63,9 %. « How would you vote if the referendum on Ukraine's NATO accession was held the following Sunday? (recurrent, 2002-2009) », http://www.razumkov.org.ua/eng/poll.php?poll_id=46.

¹³¹ Viktor Pinchuk, « We, the national capitalists », *Zerkalo nedeli*, 17-23 décembre 2005, <http://www.mirror-weekly.com/ie/show/577/52113/>.

¹³² Ioulia Timochenko, « Ukraina i Rossiia, Rossiia ne proigrala (Ukraine et Russie, la Russie n'a pas perdu) », *Vedomosti*, 11 janvier 2005, <http://www.vedomosti.ru/newspaper/article/2005/01/11/85465>.

¹³³ En vertu des modifications constitutionnelles négociées en novembre 2004.

En ce qui concerne les aspects économiques, ce changement à la direction du pays signifiait que les schèmes byzantins de transport d'énergie vers l'Europe et de distribution interne devaient être renégociés. Bien entendu, le président n'entendait pas faire profiter sa Première ministre du privilège de contrôler la construction de ces schèmes. Or, compte tenu de la configuration du système politique ukrainien, cette décision signifiait que Timochenko se verrait dépossédée du principal levier d'influence avec lequel elle comptait avoir la poigne nécessaire pour mettre en œuvre son vaste programme de reprivatisation. La rupture entre les deux alliés fut donc aussi hâtive que fracassante¹³⁴.

Désireux de consolider les bases financières de ses appuis politiques, Iouchtchenko poursuivit sa surenchère transatlantique en nommant Iouri Iekhanourov au poste de Premier ministre, lequel se voulait un allié loyal qui poursuivrait le « dialogue intensifié » avec l'OTAN. Descendant des Bouriates, un peuple autochtone de Sibérie, ce technocrate expérimenté pouvait mener des négociations serrées avec Moscou sans risque de sombrer dans l'émotivité fraternelle d'une rivalité de plus en plus acrimonieuse. La tâche n'était toutefois pas mince, car la hausse du prix de l'énergie améliorerait considérablement le rapport de force de la Russie, ce qui plaçait son gouvernement dans une situation difficile. Lors d'une rencontre à Washington, Iekhanourov dévoila l'intensité de cette rivalité en affirmant que si la Russie devait rejoindre l'OMC avant l'Ukraine, jamais Moscou ne la laisserait subséquemment entrer dans l'organisation¹³⁵.

Dans ce contexte, la négociation des schèmes d'importation et de réexportation de gaz par Iekhanourov fut particulièrement pénible. Après une brève interruption des livraisons, qui a maintenu l'Europe en haleine pendant quatre jours, l'entente conclue à l'arrachée, le 4 janvier 2006, envoyait un message peu rassurant quant à la stabilité des approvisionnements européens. Cet accord prévoyait que *Gazprom* obtiendrait 50 % des

¹³⁴ « Tymoshenko on Inter TV: "I Was Set Up By Yushchenko's Entourage" », *Ukrains'ka prava*, 9 septembre 2005, traduction par Lesia Lozowy et Nykolai Bilaniuk pour UKL, http://www.ukrainianstudies.uottawa.ca/ukraine_list/uk1359_1.html.

¹³⁵ Yuriy Yekhanurov, *The Economic Program of the New Ukrainian Government* (retranscription de l'événement), Washington, 1^{er} novembre 2005, <http://www.carnegieendowment.org/files/yekhanurov.pdf>.

actions de *RosUkrEnergo*, et que cette société d'import-export vendrait annuellement, au monopole de distribution gazier ukrainien Naftohaz, un volume de 58 milliards de m³ au prix de 95 US \$ les 1000 m³. En surface, cela semblait être une hausse raisonnable. L'entente reposait cependant sur des bases très fragiles, puisque *RosUkrEnergo* ne détenait aucun engagement contraignant avec les pays producteurs d'Asie centrale, sur qui l'on comptait pour s'approvisionner et fournir à *Naftohaz* à ce prix, très inférieur au 230 US \$ exigibles pour le gaz produit par *Gazprom*. Qui plus est, l'autre 50 % de *RosUkrEnergo* était octroyé à des intérêts privés ukrainiens dont les noms demeuraient secrets¹³⁶, ce qui en disait long sur la transparence du régime¹³⁷.

Sur la scène intérieure, cet accord fut décrié tous azimuts et finit même par faire tomber le gouvernement d'Iekhanourov. Le président fut donc forcé de déclencher des élections législatives anticipées, en mars 2006. Or, aux lendemains de ces élections, le rapport de force existant au sein de la famille orangiste n'était plus du tout le même. Le Parti des régions d'Ianoukovitch était arrivé bon premier (186 sièges), suivi par un Bloc Timochenko considérablement plus fort (129 sièges), alors que la formation d'Iouchtchenko, Notre Ukraine, dut se contenter de 81 sièges, ce qui la rapprochait dangereusement des tiers partis, (le Parti socialiste obtint 33 sièges et le Parti communiste 21 sièges).

Souhaitant ne pas perdre les seuls appuis véritables qui lui restait, c'est-à-dire ceux qu'il détient à Washington, à Londres, et dans les principaux États russophobes d'Europe centrale, et aussi désireux de calmer le mécontentement de l'électorat le plus socialement mobilisable, c'est-à-dire l'électorat nationaliste, Iouchtchenko a continué de pousser la note sur la seule scène qu'il contrôlait encore, à l'international.

¹³⁶ Il fut ultérieurement révélé que *RosUkrEnergo* avait pour actionnaire deux hommes d'affaires connus, Dmitri Fourtash (45 %) et Ivan Foursin (5 %), mais aucune explication formelle ne fut donnée concernant ce choix. Vladimir Bepezhnoi, « Kto vladeet oukrainskim gazom (Qui possède le gaz ukrainien) », *Izvestia*, 26 avril 2006, <http://izvestia.ru/economic/article3092391/>.

¹³⁷ Roman Kupchinsky, « Serious Questions raised about Russia/Ukraine Gas Deal Intermediary Rosukrenergo », *RFE-RL*, 4 janvier 2006, <http://www.rferl.org/featuresarticle/2006/1/A320B03B-185F-4733-B8DF-E9322D7CCF8F.html>.

Sur ce plan, la meilleure carte à jouer demeurait celle de l'inquiétude, très palpable dans les anciens États satellites, de voir la Russie brandir l'arme gazière pour mettre à genoux ses voisins énergétiquement dépendants. C'est dans ce contexte que la question du « génocide ukrainien » fit l'objet d'un projet de loi en vertu duquel il est désormais illégal de nier publiquement son occurrence. En dénonçant l'attitude peu repentante de la Russie à l'égard de son passé stalinien, l'Ukraine contribuait à ternir l'image de la Russie, ce qui servait les fins d'une politique de sécurité énergétique de plus en plus affirmée au sein des États membres de l'OTAN gravitant dans l'orbite de Washington¹³⁸.

Alors que les discussions ayant trait à la formation d'un nouveau gouvernement orangiste s'éternisaient, le président maintenait le cap sur sa collaboration avec l'OTAN, autorisant même des vaisseaux américains à venir accoster sur les côtes de la Crimée¹³⁹. Bien qu'Iouchtchenko fût en bout de piste contraint de soutenir son ancien rival bleu au poste de Premier ministre – faute d'être parvenu à un terrain d'entente avec Timochenko – il entendait bien demeurer seul maître à bord en matière de politique étrangère et de défense. C'était là une bien mince consolation pour ceux qui avaient manifesté leur volonté de changement en matière de gouvernance publique et qui associaient encore Ianoukovitch avec les fraudes électorales de 2004.

Au fil des mois, l'instabilité politique interne causée par les renégociations perpétuelles du rapport de force entre les différents joueurs devint de plus en plus burlesque. Le Parlement, qui glissait sous l'emprise du Parti des régions, se montra déterminé à résister à la politique pro-occidentale d'Iouchtchenko, notamment en organisant un vote de non-confiance contre le ministre des Affaires étrangères Boris Tarasiouk. Au prix de tractations juridiques douteuses,

¹³⁸ Au sommet de l'OTAN à Riga fut décidé de « charger le Conseil en session permanente de procéder à des consultations sur les risques les plus immédiats en matière de sécurité énergétique, afin de définir les domaines dans lesquels l'OTAN pourrait apporter une valeur ajoutée s'agissant de préserver les intérêts des Alliés en matière de sécurité et, sur demande, de contribuer aux efforts nationaux et internationaux », Paragraphe 45, *Déclaration du Sommet de Riga*, publiée par les Chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Riga, 29 novembre 2006, <http://www.nato.int/docu/pr/2006/p06-150f.htm>.

¹³⁹ Jan Maksymiuk, « Ukraine: U.S. Navy Stopover Sparks Anti-NATO Protests », *RFE-RL*, 1^{er} juin 2006, <http://www.rferl.org/content/article/1068836.html>.

le président parvint finalement à faire dissoudre le Parlement et à déclencher de nouvelles élections anticipées.

Les résultats électoraux placèrent cependant son Parti, Notre Ukraine, dans une position encore plus lamentable qu'en 2006. Le Parti des régions remportait encore la palme avec 175 députés mais, cette fois, il se voyait talonné de beaucoup plus près par le Bloc Timochenko, qui récoltait 156 sièges. Le parti Notre Ukraine n'en contrôlait plus que 72, ce qui donnait théoriquement aux tiers partis (le Parti communiste d'Ukraine, avec 27 sièges, et le Bloc Litvine, avec 20 sièges) la possibilité de s'allier avec le Bloc Timochenko pour former le gouvernement.

Pour maintenir l'orientation de sa politique étrangère, Iouchtchenko entreprit de contrebalancer la puissance grandissante d'Janoukoviych en permettant à Timochenko de reprendre son poste de Premier ministre. Il faut dire que celle-ci avait à nouveau changé son fusil d'épaule, notamment en publiant un article très critique sur la politique étrangère de Poutine dans la revue américaine *Foreign Affairs*, dans laquelle elle appelait l'Ouest à contenir la Russie¹⁴⁰.

Sur la base d'une coalition très fragile formée avec le Parti d'Iouchtchenko, elle parvint à former un nouveau gouvernement en décembre 2007. Aussi accepta-t-elle, en janvier 2008 (conjointement avec Iouchtchenko et le président de la chambre Arseni Iatseniouk), de signer une lettre adressée au secrétaire général de l'OTAN et dans laquelle Kiev demandait que soit considérée, au Sommet de l'OTAN de Bucarest d'avril 2008, la mise en œuvre d'un Plan d'action pour l'adhésion de l'Ukraine, et ce, malgré les avertissements formulés par le ministère des Affaires étrangères de la Russie, à l'effet que cela viendrait considérablement compliquer les relations russo-ukrainiennes¹⁴¹.

À la veille de la fin de la présidence de Poutine, c'est avec un certain soulagement que Moscou accueillit l'annonce du report, pour une durée indéterminée, de la candidature de

¹⁴⁰ Yulia Tymoshenko, « Containing Russia », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 3, 2007, p. 69-82.

¹⁴¹ Dariya Orlova, « Moscow warns Kyiv on NATO », *Kiev Post*, 23 janvier 2008, <http://www.kyivpost.com/news/nation/detail/282226/>.

l'Ukraine, occasionné principalement par l'opposition de la France et de l'Allemagne. Or, ce n'est tout de même qu'une demi-victoire pour la Russie, puisque la déclaration du Sommet de Bucarest accepte tout de même l'idée que l'Ukraine se joindra un jour à l'OTAN¹⁴². Poutine fera d'ailleurs bondir de rage le ministre des Affaires étrangères ukrainiennes après avoir tenté d'expliquer à son George Bush que c'était là une erreur de sa part, puisqu'au fond, l'Ukraine n'était même pas un véritable État¹⁴³...

L'irritation de Moscou était d'autant plus forte, que le gouvernement de Timochenko était justement en train de ratifier le protocole d'adhésion de l'Ukraine à l'OMC¹⁴⁴, ce qui théoriquement donne désormais à Kiev un droit de veto sur l'adhésion future de la Russie. La guerre contre la Géorgie n'était pas encore déclenchée, et la Russie n'avait pas encore démontré à l'EU à quel point elle ne redouterait plus de priver de gaz naturel certains de ses membres pour faire plier l'Ukraine, mais déjà se manifestait un désir d'exprimer au grand jour l'équilibre changeant des forces en présence.

¹⁴² Paragraphe 23, *Déclaration du Sommet de Bucarest*, publiée par les Chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Bucarest, 3 avril 2008, http://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_8443.htm.

¹⁴³ « Ukraine Foreign Ministry demands explanations on Russia President's statement », *Ukrinform*, 11 avril 2008, http://www.kmu.gov.ua/control/en/publish/article?art_id=125649736&cat_id=32598.

¹⁴⁴ *On the Ratification of the Protocol on the Accession of Ukraine to the World Trade Organization*, Loi de la République d'Ukraine, n° 250-VI, Kiev, 10 avril 2008, <http://zakon.rada.gov.ua/cgi-bin/laws/annot.cgi?nreg=250-17>.

CHAPITRE SIXIÈME

LE BELARUS ET LE CHEMIN DE CROIX D'UNE AUTOCRATIE ATHÉISTE-ORTHODOXE

*Nous avons tenté de formaliser notre idéologie étatique, mais
jusqu'à maintenant nous n'avons trouvé rien de mieux que
les valeurs chrétiennes¹.*

Alexandre Loukachenko

L'évènement le plus marquant de la politique étrangère biélorussienne des dernières années est vraisemblablement survenu au Vatican. En ce 21 avril 2009, un ancien directeur de ferme « accidentellement »² élevé au rang de « dernier dictateur d'Europe »³ y était solennellement reçu par le pape Benoît XVI.

¹ Alina Grichkevitch, « Loukachenko: Gosoudarstvennouiou ideologiou neobkhodimo stroit na fondamente khristianskikh tsennostei (Loukashenko : l'idéologie étatique doit nécessairement être fondée sur des valeurs chrétiennes) », *Belta*, 25 septembre 2009, <http://news.tut.by/148426.html>, traduction libre.

² Le caractère étonnant de l'ascension politique est mis en relief par l'ouvrage biographique coécrit (en russe) par Pavel Cheremet, ex-correspondant au Belarus et producteur pour la chaîne ORT, et la journaliste d'opposition Svetlana Kalinkina, *Sloutchaini prezident (Le président accidentel)*, Limbus Press, Saint-Pétersbourg, 2004, 236 p.

³ Cette sentence a été prononcée dans un communiqué émis par l'administration Bush à la suite de la réélection de Loukachenko en 2001. *White House Statement on Belarus Presidential Elections*, 17 septembre 2001, <http://minsk.usembassy.gov/policy20010917.html>.

Pour donner un caractère personnalisé et chaleureux à cette rencontre, le président Loukachenko se fit même accompagner de son plus jeune fils, âgé d'à peine cinq ans, à qui il fit découvrir la splendeur de cette ville des premiers Césars. Était-ce là l'idée du faiseur d'images britannique Tim Bell que Loukachenko avait fait embaucher l'année précédente⁴? L'histoire ne le dit pas, mais il s'agissait à coup sûr d'un évènement hors du commun puisque ce voyage en Europe était son tout premier en douze ans, en raison d'un bannissement au sein de l'UE qui sévissait jusqu'alors contre lui.

Cette visite survenait quelques jours avant la tenue d'un important sommet de l'UE à Prague, à l'occasion du lancement de son Partenariat oriental. Les restrictions de voyage imposées aux représentants gouvernementaux biélorussiens avaient été suspendues pour l'occasion. Malgré le dégoût qu'inspire chez certains cet « avant-poste de tyrannie »⁵, des voix influentes s'étaient alors élevées en faveur du rétablissement des ponts entre le Belarus et l'Europe, particulièrement avec la « vieille Europe »⁶.

À coup sûr, l'intervention militaire russe d'août 2008 en Géorgie, conjuguée à l'insécurité énergétique découlant des tensions diplomatiques entre Kiev et Moscou, n'est pas étrangère à la volonté de l'UE de reconsidérer sa stratégie à l'égard du Belarus. Compte tenu des changements majeurs qui s'opèrent dans les équilibres géopolitiques régionaux, le rôle que joue le pays dans le réacheminement des hydrocarbures russes a pris le pas sur les considérations idéologiques ayant jusqu'alors justifié la politique d'ostracisme dirigée contre le régime de Loukachenko.

Objet de pressions économiques de plus en plus fortes de la part de Moscou, le président biélorussien s'est certainement réjoui de cette main tendue par Bruxelles ; en contrepartie, il

⁴ Luke Harding, « Belarus bruise employs British spin for softer image », *Guardian*, 17 mars 2008, <http://www.guardian.co.uk/world/2008/mar/17/politicalnews>.

⁵ Cette désignation outrancière (*outpost of tyranny*) a tout de même un statut formel, puisqu'elle a été formulée à Washington devant le Comité des relations étrangères du Sénat américain par l'ancienne secrétaire d'État Condoleezza Rice le 18 janvier 2005, <http://foreign.senate.gov/testimony/2005/RiceTestimony050118.pdf>.

⁶ C'est ce qu'annonçait, dès 2007, le journaliste biélorussien Yuri Drakokhrust, « Belarus: An Outpost of "Old Europe" », *Russia in Global Affairs*, n° 2 avril-juin 2007, <http://eng.globalaffairs.ru/numbers/19/1113.html>.

accepta de libérer quelques opposants politiques⁷. Pour la première fois, les menaces de réorienter sa politique étrangère vers l'Ouest que Minsk a brandies à chaque fois que surgissaient d'importants désaccords avec Moscou gagnèrent une certaine crédibilité. C'est d'ailleurs tout ce qui intéressait Loukachenko, qui, en bout de piste, n'a pas jugé utile de se rendre à Prague.

Comme on le verra dans le présent chapitre, la visite à Rome revêt beaucoup plus d'importance à ses yeux, car elle représente une occasion en or de remodeler la nature de sa relation avec la minorité catholique de son pays. En reformulant le discours identitaire de façon à faire du catholicisme une composante essentielle de l'État-nation bélarussien, le régime cherche à projeter une nouvelle image du pays et à se repositionner dans l'arène internationale. À cet égard, l'invitation formelle adressée à Benoît XVI à venir fouler le sol du Belarus marque une étape qui change la donne.

D'un discours panslaviste voulant que le Belarus soit l'une des trois nations héritières de l'orthodoxie kiévienne millénaire, voire la nation élue tenant le rôle de réunificateur des Slaves de l'Est, le régime veut désormais présenter le pays comme lieu de rencontre par excellence entre les deux grandes branches de la chrétienté européenne. À son retour du Vatican, Loukachenko affirmait :

J'ai dit à la réunion qu'il existe aujourd'hui une chance unique de rapprocher les positions, pour le Pape et le Patriarche de se rencontrer et de discuter des problèmes communs. Si une telle réunion devait avoir lieu, alors celle-ci devrait se dérouler au Belarus, car le pays n'est pas seulement le centre de l'Europe, mais aussi celui où se rencontrent ces deux confessions que sont l'orthodoxie et le catholicisme⁸.

Est-ce à dire que le « mouton noir » de l'Europe pourrait repositionner son pays à mi-chemin entre Rome et Moscou en se faisant le porte-parole des valeurs communes aux principales

⁷ Le plus connu des opposants libérés est l'ex-candidat à l'élection présidentielle de 2006, Alexandre Kozoulin. À la surprise des commentateurs locaux, il fut relâché en août 2008. Irina Kozlik, Olga Shestakova et Olga Ulevich, « Alexandra Kozoulina vypoustili soverchenno neojidanno v soubbotou 16 avgoustat (Alexandre Kozoulin a été libéré de façon inattendue le samedi 16 août) », *Komsomolskaya Pravda*, 21 août 2008, <http://kp.by/daily/24150.4/366248/>.

⁸ Viktor Lechtchenko, « Politika Otkrytykh Dverei (La politique des portes ouvertes) », *Narodnaya Gazeta*, 30 avril 2009, http://www.ng.by/ru/issues?art_id=31865, traduction libre.

églises chrétiennes? On peut encore en douter. Cependant, la manœuvre de remodelage discursif mérite tout de même que l'on s'y attarde, car elle est révélatrice de la logique sous-jacente à la redéfinition identitaire chez les Slaves de l'Est. Pour comprendre le sens et les aboutissements possibles de ce nouveau discours, il convient maintenant d'examiner les contextes idéal et matériel dans lesquels s'inscrit le projet volontariste postsoviétique d'État-nation biélorusse.

6.1 Les stigmates du choc des chrétientés rivales

Avec son article publié en 1993 et intitulé *The Clash of Civilizations?*⁹, le politologue américain, Samuel Huntington, a suscité de vifs débats sur tous les continents. Son analyse postule l'existence d'unités civilisationnelles dont l'apparition serait bien antérieure au système interétatique westphalien. Ainsi, le phénomène de la guerre ne découlerait plus, comme chez les théories réalistes de Relations internationales, des déséquilibres dans la distribution de la puissance entre les États, mais bien de la coexistence de différents systèmes de valeurs. Les risques de conflits se situent donc dans les zones où se rencontrent les grandes religions¹⁰. Au Belarus, Huntington a suscité des réactions particulièrement fortes¹¹, puisqu'il affirme que la frontière entre la civilisation occidentale et la civilisation orthodoxe scinderait en deux le territoire du jeune État.

Loukachenko a maintes fois réaffirmé l'appartenance de son pays à la civilisation orthodoxe, exprimant sa volonté de jouer un rôle actif dans la réunification des nations qui la composent¹². Les liens existants entre l'État et l'Église orthodoxe seront d'ailleurs consacrés dans la Loi sur la liberté de conscience et les organisations religieuses, votée en octobre 2002, dont le préambule évoque le « rôle déterminant de l'Église orthodoxe dans la formation historique et le développement des valeurs spirituelles, culturelles et des traditions étatiques de la population du Belarus »¹³. Vivement critiquée par Washington, cette loi confère à l'État le droit de liquider les groupes religieux contrevenant à ces traditions. Un partenariat étroit

⁹ Samuel Huntington, « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, 1993, p. 22-49.

¹⁰ Chez Huntington, l'idée de choc civilisationnel est interchangeable avec celle de confrontation interreligieuse, puisque la notion de civilisation se réfère essentiellement aux caractéristiques du système philosophique propre à chaque grande religion. L'Ouest y est synonyme de « chrétienté occidentale ». Samuel Huntington, *The Clash of civilizations and the remaking of world order*, New York, Simon and Schuster, 1996, p. 49-50.

¹¹ Voir, par exemple, les textes d'Oleg Latyszzonek, « Belarusian nationalism and the clash of civilisations », *International Journal of Sociology*, 2001, vol. 31, n° 3, p. 62-77 et de Larissa Titarenko, « Belarus: A Borderland Civilization or Civilization Outskirts? Sociological Reflection », *Limes: Cultural Regionalistics*, n° 1, 2009, p. 64-81.

¹² *Interfax*, 28 mai 1998, reproduit dans « Belarus: Lukashenka Urges Eastern Slavs Not to Become Isolated », *FBIS-SOV-98-143*.

¹³ *O svobode sovesti i religioznykh organizatsiakh* (sur la liberté de conscience et les organisations religieuses), loi de la République du Belarus du 31 octobre 2002, n° 137-3, www.belarusembassy.org/humanitarian/law.pdf.

entre la république du Belarus et l'Église orthodoxe biélorussienne fut formalisé dans un accord général conclu en juin 2003¹⁴.

Jusqu'à récemment, Loukachenko avait surtout contesté l'endroit où Huntington situait la ligne de démarcation entre les deux civilisations, négligeant par le fait même l'implantation historique du catholicisme polonais au pays, dont les traces sont pourtant nombreuses, notamment dans la région de Grodno. À la veille de la révolution orange en Ukraine, il expliquait aux étudiants de l'Université de Brest (située à la frontière de la Pologne) que s'il n'avait pas dirigé le pays vers l'Europe, c'était « principalement parce que le Belarus n'avait jamais fait partie de la culture occidentale, du mode de vie occidental », ne se gênant pas de préciser que « pour les catholiques et les protestants – la civilisation occidentale – les orthodoxes biélorusses qui ont vécu pendant des siècles avec la Russie ne sont pas des parents »¹⁵.

Dans cette société que le pouvoir soviétique a cherché à athéiser, où la pratique religieuse ne constitue plus, pour la plupart des citoyens, le ciment de la vie communautaire¹⁶, se pourrait-il réellement que les rivalités médiévales opposant les chrétientés byzantine et romaine soient toujours d'actualité? Si l'on accepte de considérer la question en tant que symbolique identitaire instrumentalisée à des fins géopolitiques (et non pas sous un angle théologique), il y a tout lieu de le croire.

Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler l'intensité des tensions diplomatiques ayant émergé entre Minsk et Varsovie en lien avec le traitement infligé à la minorité polonaise du Belarus. Les leaders de l'Union des Polonais du Belarus, une organisation très active comptant

¹⁴ *Soglachennie o sotroudnitchestve mejdou Repoublikoi Belarus i Belorousskoi Pravoslavnoi Tserkovyiou* (Entente sur la coopération entre la République du Belarus et l'Église orthodoxe biélorussienne), Minsk, 12 juin 2003, <http://www.church.by/resource/Dir0009/Dir0015/>.

¹⁵ « Glava gosoudarstva Aleksandr Loukachenko vystoupil s lektsei pered stoudentami Brestitchny (Le chef d'État Alexandre Loukashenko présente une conférence devant les étudiants de Brest) », Communiqué de presse officiel émis par le bureau du président, 23 septembre 2004, <http://www.president.gov.by/press17133.html#doc>, traduction libre.

¹⁶ Dans une enquête sociologique menée en 2 000, 46,1 % des Biélorussiens affirmaient ne jamais avoir fréquenté l'Église lorsqu'ils étaient enfants (âgés de 12 ans). Larissa Titarenko, « Religion and politics in neighboring Belarus and Poland: Gender dimensions », *Demokratizatsiya*, 2001, vol. 9, n° 4, p. 603–612.

quelque 20 000 membres, se sont en effet durement frottés au régime de Loukachenko, ce qui a provoqué l'ire du gouvernement de Pologne à un point tel que son ambassadeur fut temporairement rappelé au pays en 2005¹⁷.

Il importe ici de savoir que l'identification nationale n'a aucun fondement ethnolinguistique aux yeux de la plupart des « Polonais » du Belarus, puisque ceux-ci sont largement biélorussophones, et ce, dans des proportions plus élevées même chez les personnes se déclarant ethniquement biélorussiennes¹⁸. Dans les campagnes des régions occidentales où se concentrent ces catholiques, c'est en premier lieu l'appartenance confessionnelle qui opère comme marqueur d'identification à la Pologne.

Dans une excellente étude portant sur le « mythe des confins » dans le théâtre biélorussien, Virginie Symaniec évoque bien les racines sous-jacentes à la polonisation de cette minorité, citant à l'appui le drame de Mikhaïl Hramyka, *Nad Nemana (Par-delà le Niemen)*, écrit en 1926 pour dénoncer la situation en « Biélorussie occidentale », comme on appelait alors à Minsk les « confins orientaux » (*kresach wschodnich*, en polonais) de la Pologne. Lors d'un meeting du Parti socialiste polonais, une jeune femme hystérique s'écria (en biélorussien) :

Nous sommes des Polonais, tous, tous ceux qui sont ici réunis (...) Et si vous ne voulez pas que les bolcheviques viennent écorcher au travers de vos murs nos icônes catholiques, soutenez les églises et considérez-vous comme des Polonais¹⁹!

Issue d'un tel contexte historique, la revigoration post-soviétique du catholicisme biélorussien, à plus forte dans la mesure où elle était inspirée par un pape polonais, fut une source d'inquiétude pour le régime. L'influence des prêtres catholiques (généralement venus en renfort de Pologne) était perçue comme une cinquième colonne, tant par les élites cléricales

¹⁷ Jeremy Bransten, « Poland Recalls Ambassador from Belarus », *RFE-RL*, 28 juillet 2005, <http://www.rferl.org/content/article/1060253.html>.

¹⁸ Selon le recensement de 1999, seulement 16,5 % des 396 000 personnes se déclarant « Polonais » disent être de langue maternelle polonaise. D'autre part, 57,6 % d'entre elles affirment que le biélorussien était « la langue habituellement parlée la maison » (contre 41,3 % chez celles qui se considèrent comme « Biélorussien »). National Statistical Committee of the Republic of Belarus, *Population of the Republic of Belarus by nationality and spoken languages in 1999*, <http://belstat.gov.by/homep/en/census/p6.php>.

¹⁹ La traduction est de Virginie Symaniec, « Le mythe des confins », *Cultures d'Europe centrale*, n° 4, 2004, p. 221.

orthodoxes que par le régime séculier. Il est significatif, à cet égard, que les nationalistes biélorussiens pro-occidentaux se soient portés à la défense des droits de cette communauté²⁰. Sa présence et sa vitalité offrent l'avantage de contester l'identité civilisationnelle orthodoxe ayant servi de prétexte à l'établissement de liens privilégiés avec Moscou.

Compte tenu des divergences d'orientation économique et géopolitique existant entre Minsk et Varsovie, divergences radicales il va sans dire, il appert que le catholicisme au Belarus revêt une plus grande importance que ne le laisse supposer le nombre de fidèles, lesquels représentent environ 14 % de la population²¹. Cette importance est accentuée par le fait que le catholicisme fut traditionnellement pratiqué, non seulement dans les régions rurales limitrophes de la Pologne, mais aussi par une élite urbaine gravitant dans l'orbite des familles influentes issues de la noblesse polonaise.

Visuellement, la fracture confessionnelle s'exprime puissamment dans les distinctions architecturales marquées entre les *kostely* et les *tserkvie*²². Les temples catholiques sont généralement linéaires et élancés, tels des flèches lancées au ciel, alors que les temples orthodoxes sont plus souvent arrondis et massifs, tels des boucliers destinés à protéger le sol. Vue sous cet angle, la rivalité historique entre Rome et Moscou y est plus marquée qu'en Ukraine, où la concurrence religieuse opposant les églises gréco-catholiques et orthodoxes se manifeste plus subtilement²³.

²⁰ Voir l'entrevue accordée par Alexandre Milenkevitch, ex-vice maire de Grodno et futur candidat d'opposition à l'élection présidentielle de 2006. Serguie Pletnev, « Belorousskie natsionalisty borioutsia za natsionalnykh menchinstv (Les nationalistes biélorussiens se battent pour les minorités nationales) », *Nezavisiaia Gazeta*, 27 octobre 1999, <http://www.hrighs.ru/text/belorus/mik/Chapter9.htm>.

²¹ Les recensements officiels ne tiennent pas compte de la pratique religieuse des citoyens. Selon l'Église catholique romaine au Belarus, on dénombrerait 1 402 605 catholiques au pays (sur une population totale que 10,5 millions d'habitants). « Statistiques », mai 2009, <http://catholic.by/2/en/belarus/church-bel-history/101095-stat.html>.

²² Lorsqu'il se réfère au bâtiment, le mot « église » a deux traductions possibles en langues polonaise et russe (ainsi qu'en langues ukrainienne et biélorussienne), selon qu'il s'agisse d'une église de confession catholique-romaine ou d'une église de confession orthodoxe. Quant aux églises gréco-catholiques, on les nomme « *kosciol* » en polonais, mais « *tserkov* » en russe (similairement « *tserkva* » en ukrainien et « *tsarkva* » en biélorussien).

²³ Alfred Mueller, « Constructing Power Architecturally: A Spatial Look At Uniate Catholicism In Kyiv Today », *Ethnologies*, vol. 24, n° 1, 2002, p. 143-160, <http://www.erudit.org/revue/ethno/2002/v24/n1/006534ar.html>.

L’empreinte de l’histoire architecturale locale révèle en fait trois grandes périodes historiques superposées. Dans la mesure où elles sont reliées différemment à ces deux pôles politico-religieux rivaux, chacune de ces périodes éveille des possibilités de représentations identitaires différentes.

La plus ancienne se perpétue notamment à travers l’église du monastère de Sainte-Euphrosyne, construite dans la ville historique de Polotsk au 12^e siècle, au sommet de la gloire de la *Rous*. La mémoire de cette vierge qui refusa la main du prince de Kiev est d’ailleurs célébrée par le régime, qui rattache ainsi le pays à une tradition spirituelle dont les fondements sont d’une certaine façon antérieurs à l’époque du schisme entre Rome et Byzance. Bien qu’il reste à ce jour très peu de bâtiments datant de cette période, l’étymologie du nom de l’État, *Bela/rous*, (littéralement « Ruthénie blanche »), relie toujours le présent à ce passé lointain. L’association entre le blanc et l’espace politique kiévien demeure l’objet des spéculations les plus diverses, mais la compréhension populaire renvoie généralement au mythe d’un héritage religieux slavo-byzantin lequel, contrairement à la Russie et à l’Ukraine, demeura inviolé par l’invasion tatare²⁴.

La seconde épopée, celle d’un royaume lituanien allié de la Pologne catholique, est quant à elle remémorée par les constructions de styles gothique, renaissance et baroque, rappelant cette fois l’attachement du pays aux grands courants de pensée européens. L’architecture unique du château de Mir, que le régime a fait inscrire en l’an 2000 sur la liste des monuments protégés par l’UNESCO, résume à elle seule l’appartenance à l’Europe. Pendant ces deux longs siècles d’existence en territoire bélarussien, l’église Uniate (issue de l’union de Brest en 1596, abolie au synode de Polotsk en 1839) a aussi fortement contribué à donner aux bâtiments religieux une allure occidentale, particulièrement en milieu urbain. On pense notamment à l’ancienne cathédrale Sainte-Sophie de Polotsk, dont le début de la construction remonte à 1044, mais qui devint un emblème du style baroque de Vilnius à la fin du 18^e siècle.

²⁴ Graham Smith, Vivien Law, Andrew Wilson, Annette Bohr et Edward Allworth, *Nation-building in the Post-Soviet Borderlands*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 35.

La troisième dernière grande période historique que révèle l'architecture correspond bien sûr à l'expansion impériale russe, à compter de laquelle la construction de grandes églises de styles néo-byzantin et néo-russe témoignera du renouveau religieux orthodoxe. Plantée au cœur même de Varsovie au tournant du siècle, la cathédrale Alexandre Nevski, qui fut pour un temps le plus haut bâtiment de la ville, résume bien l'arrogance des constructeurs de cette époque²⁵. Comme plusieurs autres *cerkwie*²⁶ situées sur les territoires polonais de l'entre-deux-guerres, celle-ci sera détruite sous le régime Pilsudski. Ses fresques intérieures furent ensuite déplacées dans la modeste cathédrale orthodoxe Pokrovski, sise dans la ville de Baranovitchi (aujourd'hui au Belarus), où elles perpétuent le souvenir de l'intense rivalité confessionnelle de cette époque.

Même si elle est bien réelle, l'opposition binaire constituée par les ambitions expansionnistes russes/orthodoxes et polonaises/catholiques ne permet pas à elle seule de comprendre la perspective biélorussienne sur sa propre histoire. La facilité avec laquelle les commentateurs étrangers tombent dans le piège de ce prisme interprétatif constitue probablement le principal stigmate de cette rivalité.

Par exemple, lorsque le nouvel État proclama, en 1992, le 8 septembre comme étant le « Jour de la gloire militaire des Biélorussiens » (en commémoration de la bataille de Orcha de 1514 au cours de laquelle les troupes moscovites subirent une cuisante défaite aux mains de la cavalerie polono-lituanienne), certains dénoncèrent cette « farce politique, instrumentalisée pour inspirer artificiellement des sentiments antirusse »²⁷. Quelques années plus tard, en 1997, lorsque le pays signa la création de l'Union du Belarus et de la Russie, on y vit un complot de Moscou, qui manipulerait un politicien marionnette : « Lukashenka is typical of a sort of national elite that prefers to play the politics of the imperial metropolis rather than

²⁵ James Cracraft et Daniel Rowland, *Architectures of Russian identity: 1500 to the present*, Ithaca, Cornell University Press, 2003, p. 111-112.

²⁶ J'utilise ici délibérément l'orthographe polonaise.

²⁷ Si l'on se fie aux propos d'un auteur russe réputé pour être l'un des mieux informés, c'est ainsi que l'ambassadeur russe, à Minsk, aurait qualifié l'annonce de ce nouveau jour commémoratif. Nikolai Zenkovitch, *Sobranie Sotchinenii T. 4*, (Travaux réunis, quatrième tome), Moscou, Olma Press, 2000, p. 47.

develop the independence of the home country »²⁸. Dans un cas comme dans l'autre, l'erreur consiste à ne pas considérer la logique interne particulière de cette stratégie identitaire, spectaculairement réversible.

Nulle part ailleurs le poids de ce stigmate n'est-il mieux résumé que dans l'œuvre d'Ianka Koupala, *Les gens d'ici*²⁹ – une pièce de théâtre écrite en 1922 alors que s'achevait la guerre polono-soviétique. Cette œuvre majeure de la littérature biélorussienne ironise la mobilité identitaire d'un biélorussien russophile de Minsk cherchant à assimiler la langue des nouveaux maîtres allemands pour faciliter son avancement social. Koupala oppose à ce personnage la droiture d'esprit d'un maître d'école, issu d'un milieu modeste mais demeuré fidèle à ses origines socioculturelles.

Apparaissent alors deux ethnologues, l'un russe et l'autre polonais, lesquels interrogent inlassablement ces sujets biélorussiens afin de prouver que le génotype local constitue une branche mineure de leur propre arborescence nationale, sans toutefois jamais réaliser à quel point il leur échappe totalement. Car si le Biélorussien est une créature dont les contours extérieurs sont malléables, capable de prendre les apparences du cousin polonais ou du cousin russe – potentiellement du collaborateur allemand, dans des conditions extrêmes –, il demeure profondément attaché à sa terre et fait preuve de ruse dans le choix du déguisement à revêtir.

Il y aurait donc au Belarus une certaine superficialité des revêtements identitaires. L'image d'une sorte de *Zelig* politique émerge. Dans cette plaine sans frontières si souvent balayée par les affres de la guerre, il s'agirait là d'un réflexe de survie très ancien, solidement ancré dans

²⁸ Ariel Cohen et Yevgeny Volk, « Russia's Union With Belarus: Expensive and Troubling », *Heritage Foundation*, Memorandum n° 476, 21 avril 1997, <http://www.heritage.org/Research/RussiaandEurasia/EM476.cfm>.

²⁹ Ianka Koupala, *Les Gens d'ici, Scènes tragi-comiques en quatre actes*, traduit par V. Symianec, Paris, L'espace d'un instant, 2006 (1922), 149 p.

les mentalités et non d'un quelconque signe de « faiblesse de l'identité nationale », comme l'ont affirmé certains³⁰.

L'attitude à l'égard de la langue est certainement le principal lieu d'expression de cette mobilité. Le parcours sinueux de la formalisation du biélorussien et de son élévation au statut de langue littéraire révèle plutôt un volontarisme remarquable visant à tempérer les divisions confessionnelles. Afin que la langue ne soit pas associée à l'une des deux confessions rivales, les journaux *Nacha Niva* et *Nacha Dolia* (ayant vu le jour en 1905 à la suite de la levée de la censure sur les langues) publiaient en langue biélorussienne, tantôt avec des caractères latins, tantôt avec des caractères cyrilliques³¹.

En mars 1918, peu avant la proclamation d'une éphémère République populaire blanche-ruthénienne, l'alphabet cyrillique s'était finalement imposé, mais les stigmates de la fracture civilisationnelle prendront alors la forme d'une lutte entre les partisans de deux grammaires distinctes³². La première, développée par le linguiste Branislav Tarachkevitch pour doter le nouvel État d'un standard uniforme pouvant être enseigné dans les écoles, fut éventuellement jugée trop complexe par les bolcheviks et, surtout, trop inspirée des dialectes « polonisés » de Biélorussie occidentale. En 1933, à l'initiative du Conseil biélorussien des commissaires des peuples³³, elle sera remplacée par une grammaire simplifiée, davantage accessible aux masses et se rapprochant des dialectes « russifiés » de régions de l'Est. Cette nouvelle grammaire fut vite dénoncée par les adversaires du pouvoir centralisateur soviétique, qui y virent une façon

³⁰ Kathleen Mikhalisko, « Belarus Retreat to Authoritarianism », dans *Democratic Changes and Authoritarian Reactions in Russia, Ukraine, Belarus and Moldova*, sous la dir. de K. Dawisha et B. Parrot, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 223-282.

³¹ En tout et pour tout, des 423 publications en biélorussien datant d'avant 1918, 129 furent imprimées en caractères latins. Alexei Miller, *The Romanov Empire and Nationalism: essays in the methodology of historical research*, traduit par S. Dobrynin, Budapest, Central European University Press, 2008 (2006), p. 80.

³² Virginie Symaniec, « L'académisation du biélorussien : une question politique », *Cahiers de l'ILSL*, n° 14, 2003, p. 209-228.

³³ C'est la raison pour laquelle le standard actuel est souvent appelé *narkamavka*, mot tiré du soviétisme *narkam* qui désignait le *narodny kamisaryiat* (commissariat du peuple).

de minimiser les particularités culturelles locales et un instrument devant faciliter la transition vers une éducation supérieure en russe³⁴.

Cette révision grammaticale fut temporairement abolie sous l'occupation nazie. Elle se verra par ailleurs à nouveau critiquée au tournant des années 1990 par les nationalistes antirusse, à la manière de la diaspora établie à l'Ouest, qui depuis son exil d'après-guerre, plaide pour une réhabilitation du biélorusse *tarachkevitsa*. Les nationalistes antirusse l'utilisent d'ailleurs dans certaines publications, comme *Nacha Niva*, et sont particulièrement actifs pour lui donner une visibilité sur la Toile (en particulier sur le site *Wikipedia*, qui compte étonnamment plus d'articles en biélorusse *tarachkevitsa* que le portail en biélorusse académique³⁵).

Il est aujourd'hui commun d'entendre certains jeunes intégrer à leur vocabulaire des éléments lexicaux ou phonétiques du biélorusse d'avant 1933, de façon à témoigner leur sympathie envers le projet de distanciation avec la Russie et de rapprochement avec l'Europe³⁶. Cette tendance pourrait-elle être renversée par cette nouvelle loi qui clarifie la norme grammaticale officielle en enjoignant désormais toutes les publications à s'y conformer³⁷? Si l'on considère la place qu'elle occupe dans les différents forums internet sur lesquels le gouvernement n'exerce aucun contrôle, il y a lieu d'en douter.

Bien qu'ils soient fort intéressants en tant que lieu de négociation identitaire au sein des intellectuels du pays, ces débats agités sur la standardisation du biélorusse apparaissent bien dérisoires au regard de la place réelle que la langue indigène occupe désormais en comparaison de la langue russe. La langue locale semble en effet beaucoup plus fragilisée

³⁴ Grigory Ioffe, « Understanding Belarus: Questions of Languages », *Europe-Asia Studies*, vol. 55, n° 7, 2003, p.1047, note 107.

³⁵ En février 2010, le portail biélorusse *Tarachkevitsa* (<http://be-x-old.wikipedia.org/>) comptait 23 459 articles, contre 18 892 pour celui rédigé en biélorusse académique (<http://be.wikipedia.org/wiki/>).

³⁶ Curt Woolhiser, « Communities of Practice and Linguistic Divergence: Belarusophone Students as Agents of Linguistic Change », à paraître dans un numéro spécial portant sur la philologie et la linguistique ukrainienne-biélorussienne comparée, *Harvard Ukrainian Studies*, version préliminaire remise par l'auteur, juin 2009.

³⁷ « Minister of Education said the using of tarashkevitsa "unlawful" », *Chater97.org*, 24 octobre 2007, <http://charter97.org/en/news/2007/10/24/963/>.

qu'en Ukraine, à plus forte raison depuis que Loukachenko a redonné au russe un statut égal au biélorussien en mai 1995. Depuis, on a pu noter une chute remarquable des publications en biélorussien et du nombre d'établissements scolaires offrant des cours de biélorussien³⁸, du moins si on compare à ce qui avait été initié entre 1990 et 1994.

Le recensement de 1999 révèle que 36,7 % des citoyens du Belarus utilisent habituellement le biélorussien à la maison, tandis que 62,8 % y parlent le russe³⁹. Pour quiconque ayant sillonné le pays, incluant l'auteur de ce texte, ces statistiques apparaissent invraisemblables. D'autres enquêtes indépendantes révèlent pour leur part que seulement 4 % à 12 % de la population totale emploie réellement le biélorussien à la maison⁴⁰.

Plus d'une fois, on m'a expliqué que l'on ne souhaitait vraiment pas que le prêtre parle biélorussien, ni que l'enseignement supérieur ne soit donné en biélorussien, puisqu'il s'agit de la langue que l'on parle à l'école. Dans la même veine, dans un discours prononcé devant le Soviet de la ville de Gomel en décembre 1994, Loukachenko osa déclarer : « Les gens qui parlent biélorussien ne savent rien faire d'autre que de parler biélorussien. On ne peut rien exprimer de grandiose dans cette langue »⁴¹. Cette citation fréquemment reproduite dans les journaux d'opposition ne fut jamais réitérée par le président et Loukachenko a probablement regretté d'avoir spontanément exprimé une telle opinion, mais elle est tout de même révélatrice de la faiblesse du capital symbolique associé à son usage.

La question de la place réelle qu'occupe le « biélorussien » est en réalité inextricable, puisque les frontières entre les langues n'existent que dans leurs formes standardisées, formes pour

³⁸ Entre 1995 et 1998, la proportion des livres publiés en biélorussien a chuté de 20,5 % à 13,2 %. Pour la même période, le nombre d'écoles dont le russe est la seule langue d'instruction a sensiblement augmenté, passant de 594 à 1076. *Statistical Yearbook of the Republic of Belarus*, Minsk, Ministry of Statistic and Analysis, 1999, p. 104 et p. 157, cité par Natalia Leshchenko, « A fine instrument: two nation-building strategies in post-Soviet Belarus », *Nations and Nationalism*, vol. 10, n° 3, p. 333-352, p. 338.

³⁹ National Statistical Committee of the Republic of Belarus, *Population of the Republic of Belarus by nationality and spoken languages in 1999*, <http://belstat.gov.by/homep/en/census/p6.php>.

⁴⁰ Je me réfère ici à trois enquêtes menées entre 1989 et 1999 et citées par Grigory Ioffe, « Understanding Belarus: Questions of Languages », *op. cit.*, p. 1017-1018.

⁴¹ Cité par Grigory Ioffe, *Understanding Belarus and How Western Foreign Policy Misses the Mark*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2008, p. 25.

lesquelles les Bélarussiens semblent éprouver bien peu de sympathie. On se sent en effet souvent plus à l'aise dans le mélange russo-bélarussien, comme si on souhaitait réconcilier la position de ceux qui voient dans la langue russe un symbole d'aliénation culturelle et celle des autres qui la perçoivent comme un instrument utile de modernisation et de progrès. Tout fonctionne comme si les gens résistaient aux efforts de standardisation afin de ne pas circonscrire leurs possibilités de mobilité identitaire.

6.2 Le « miracle économique »

Le « miracle économique » du Belarus est une expression désormais consacrée en post-soviétologie. Elle exprime le scepticisme entourant l'étonnante reprise économique annoncée par le régime de Loukachenko, et ce, dès 1996. Alors que les économies plus réformées de Russie et d'Ukraine continuaient d'éprouver de graves difficultés, le Belarus, lui, affichait un taux de croissance presque invraisemblable de 11,7 %⁴² pour l'année 1997. La plupart des commentateurs furent incrédules⁴³. En 1999, David Marples écrivait à ce sujet : « There was no “economic miracle” in Belarus. On the contrary, government policies were causing an acceleration of the decline »⁴⁴.

Or, de 1997 à 2008 inclusivement, le Belarus est parvenu à maintenir un taux de croissance annuelle moyen de 7,94 %. Ce taux est non seulement supérieur à celui de l'Ukraine pour la même période (4,73 %), mais il s'avère également plus élevé que celui de la Russie (5,49 %)⁴⁵, dont le PIB a pourtant été gonflé par la hausse historique du prix de pétrole au cours de ces 12 années. Ces chiffres constituent un véritable pied de nez aux économistes libéraux, qui en raison des choix alternatifs effectués par le Belarus, ont formulé sans relâche les prédictions les plus sombres concernant son avenir.

⁴² Voir tableau 6.1 ci-après.

⁴³ Lavon Zlotnikau, « Economic growth in Belarus: fact of fiction? », *RFE/RL*, 25 mars 1998, <http://www.rferl.org/content/article/1141622.html>.

⁴⁴ David Marples, *Belarus: a denationalized nation*, Amsterdam, Harwood academic publisher, 1999, p. 43.

⁴⁵ Calculés par l'auteur à partir des données compilées dans le Tableau 6.1.

Tableau 6.1

Taux de croissance annuelle comparés du Belarus, de l'Ukraine et de la Russie
(en pourcentage du PIB)⁴⁶

	Belarus	Ukraine	Russie
1991	-1,2 %	-8,4 %	-5,1 %
1992	-9,6 %	-9,7 %	-14,5 %
1993	-7,6 %	-14,2 %	-8,7 %
1994	-11,7 %	-22,5 %	-12,6 %
1995	-10,4 %	-12,2 %	-4,1 %
1996	2,8 %	-10 %	-3,6 %
1997	11,4 %	-3 %	1,4 %
1998	8,4 %	-1,9 %	-5,3 %
1999	3,4 %	-0,2 %	6,4 %
2000	5,8 %	5,9 %	10 %
2001	4,7 %	9,2 %	5,1 %
2002	5,1 %	5,2 %	4,7 %
2003	7 %	9,4 %	7,3 %
2004	11,5 %	12,1 %	7,1 %
2005	9,4 %	2,7 %	6,4 %
2006	10 %	7,3 %	7,4 %
2007	8,6 %	7,9 %	8,1 %
2008	10 %	2,1 %	7,3 %

⁴⁶ Compilation effectuée selon les données fournies par la Banque mondiale, arrondies à la première décimale, <http://web.worldbank.org>.

Comme ce fut le cas pour toutes les autres ex-républiques soviétiques, le Belarus fut certes durement ébranlé par la thérapie de choc conduite par Moscou. Les problèmes structurels communs à cette zone économique (manque de liquidité, émissions illimitées de crédits, hyperinflation) y furent lourdement ressentis. Au cours des quatre années consécutives à son indépendance, la décroissance fut cependant moins prononcée qu'en Russie, et bien moins forte qu'en Ukraine⁴⁷. En effet, de 1991 à 1995 inclusivement, la décroissance annuelle moyenne du Belarus fut de 8,1 %, comparativement à 9 % pour la Russie et à 14,4 % pour l'Ukraine.

Depuis 1991, en comparant le chemin parcouru par le Belarus avec celui qu'ont emprunté la Russie et l'Ukraine, on constate que le Belarus s'est passablement mieux tiré d'affaire. En 2007, selon l'Index de développement humain de l'ONU de 2007, le pays se classait d'ailleurs au 64^e rang mondial, devant la Russie (67^e) et l'Ukraine (76^e)⁴⁸. En termes de PIB par habitant, le retard s'avère évidemment considérable par rapport à la moyenne de l'UE⁴⁹. Or, si les salaires sont plutôt modestes, le taux de chômage est tout de même demeuré l'un des plus bas au monde⁵⁰. De plus, le niveau d'endettement du pays en pourcentage du PIB (8,2 % en 2006)⁵¹ est très faible si on le compare à d'autres États d'Europe, et ce, sans que les services publics offerts n'aient été réduits.

Ces résultats sont d'autant plus surprenants que le Belarus ne dispose que de peu de ressources naturelles pour financer sa modernisation, le secteur forestier constituant peut-être

⁴⁷ (Selon les données du Tableau 6.1).

⁴⁸ United Nations Development Program, *Human Development Report 2007/2008*, New York, Palgrave MacMillan, 2007, p. 234-235.

http://hdr.undp.org/en/media/HDR_20072008_EN_Complete.pdf.

⁴⁹ Selon un calcul effectué d'après la méthode Atlas de la Banque Mondiale, le revenu national par habitant au Belarus était de 5 380 US \$ en 2008, comparativement à 38 821 US \$ à l'intérieur de la zone euro, <http://web.worldbank.org>.

⁵⁰ Entre 2003 et 2006, le salaire mensuel moyen a été de 192 \$, tandis qu'entre 2002 et 2006 le taux de chômage moyen a été de 2,1 %. *Republic of Belarus: Statistical Appendix*, IMF Country Report, n° 07/311, septembre 2007, p. 14 et p. 17.

⁵¹ Selon les données fournies par le FMI, *Republic of Belarus: Statistical Appendix*, IMF Country Report, n° 07/311, septembre 2007, p. 23.

la seule exception digne de mention. Les terres agricoles sont de moindre qualité qu'en Ukraine, tandis que son sous-sol ne lui procure pratiquement aucun gisement de pétrole, de gaz naturel et de charbon⁵². Le pays ne dispose, de surcroît, que d'un très faible potentiel hydroélectrique en raison de son paysage constitué en majeure partie de plaines, souvent marécageuses.

Dans ce dossier énergétique, il ne faudrait pas omettre de mentionner qu'il n'y a pas d'uranium au Belarus, pas davantage que de centrales nucléaires, bien que le sort ait voulu que le Belarus reçoive 70 % des retombées radioactives du plus gros accident nucléaire de l'histoire (Tchernobyl). Encore à ce jour, le niveau de pollution affecte une partie considérable de la population ayant perdu l'usage de ses terres arables, de même que ses forêts⁵³. Les problèmes de santé publique liés à la radioactivité représentent un fardeau budgétaire lourd à porter. Au moment de l'indépendance, il représentait 20 % des dépenses totales du gouvernement⁵⁴.

Disposant de si piètres conditions, la clef de cette surprenante performance de l'économie biélorussienne réside, en premier lieu, dans les efforts consentis pour préserver les entreprises d'État. En 2005, celles-ci généraient plus de 75 % du PIB⁵⁵. Ces entreprises, qui exécutent des plans d'affaires préalablement élaborés par des fonctionnaires, sont administrées par des directeurs susceptibles d'être destitués sans délais si l'exécution dudit plan s'avère insatisfaisante. Ce choix apparaît plutôt judicieux, comparé aux privatisations expéditives et frauduleuses des entreprises russes et ukrainiennes, lesquelles ont souvent conduit à des liquidations d'actifs et à de douloureuses fermetures. Les emplois et le versement régulier des

⁵² US Energy Information Administration, *Belarus Energy Profile*, 10 janvier 2010, http://tonto.eia.doe.gov/country/country_energy_data.cfm?fips=BO.

⁵³ Selon les données publiées dans un rapport de la Banque mondiale, 23 % du territoire du Belarus occupé par 20 % de sa population a été contaminé par des isotopes radioactifs à longue vie au césium (Cs-137), dans des proportions excédant 1 Ci/km². Quelque 2 650 km² de terres arables ainsi que 1 721 km² de forêts ont été rendus impropres à l'exploitation. *Belarus: Chernobyl Review, Draft for discussion with the Government*, n° 23883-BY, 8 avril 2002, <http://go.worldbank.org/SIYLIW18R0>.

⁵⁴ David Marples, *Belarus: A Denationalized Nation*, *op. cit.*, p. 27-30.

⁵⁵ IMF, *Republic of Belarus: 2005 Article IV Consultation – Staff Report; Public Information Notice on the Executive Board Discussion; and Statements by the Executive Director for the Republic of Belarus*, Country report n° 05/214, juin 2005, p. 10, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2005/cr05214.pdf>.

salaires furent généralement maintenus, ce qui ne fut pas le cas en Russie et en Ukraine au début des années 1990, et cela a grandement contribué à la stabilité sociale du pays.

Bien que son PIB ne représente que 3 % du PIB de la Russie, le régime n'en a pas moins agi à sa guise en ce qui concerne sa politique monétaire et tarifaire. Il a notamment forcé le secteur financier à prêter aux entreprises en difficulté à des taux préférentiels, obligé les entreprises à échanger leurs devises fortes à un taux fixé par la Banque centrale, de même qu'il a érigé des barrières commerciales pour éviter, par exemple, que les produits alimentaires vendus à la population en-deçà du coût de production ne se retrouvent dans les épiceries russes⁵⁶. En refusant de jouer la carte de la confrontation avec Moscou pour affirmer son indépendance, le Belarus a ainsi réussi le tour de force de maintenir des mécanismes de contrôle économique qui contrevenaient à l'esprit général des réformes initiées par Moscou, sans pour autant anéantir ses traditionnels liens commerciaux avec la Russie. Pour y parvenir, le Belarus a pris part à toutes les ententes de la CEI destinées à faciliter les échanges commerciaux entre ses membres.

Si les objectifs ambitieux de ces ententes n'ont été atteints que de façon très fragmentaire, les échanges avec la Russie, eux, ont néanmoins connu une croissance significative après 1996⁵⁷. Profitant du chaos administratif découlant de la décentralisation politique dans la Fédération de Russie, le régime a opté pour une stratégie consistant à intervenir directement auprès des gouverneurs régionaux russes en vue de faciliter les exportations⁵⁸. De nombreuses firmes en difficulté ont ainsi pu écouler, en Russie, des produits dont le rapport qualité/prix n'était pas concurrentiel. Parce que leur survie dépendait de l'intervention à la fois directe et opaque du gouvernement, le régime disposait de puissants leviers d'influence au niveau des administrations locales, ce qui lui a permis d'éliminer toute concurrence électorale et de minimiser, en ces temps difficiles, l'instabilité politique.

⁵⁶ Leonid Zlotnikov, « The Belarusian economic miracle – illusion and reality », dans *Back from the cold? The EU and Belarus*, sous la dir. de S. Fisher, Paris, Institute for Security Studies, Chaillot Paper, n° 119, novembre 2009, p. 65-78, www.iss.europa.eu/uploads/media/cpl119.pdf.

⁵⁷ *ITAR-TASS*, 16 avril 2001, reproduit dans « Trade turnover between Russia, Belarus doubles in 5 years », *FBIS-SOV-2001-0417*.

⁵⁸ En 1998, le Belarus avait établi des relations économiques directes avec 50 régions de Russie. Alex Danilovich, *Russian-Belarusian integration: playing games behind the Kremlin walls*, Burlington, Ashgate, 2006, p. 83.

L'étroite imbrication des relations politiques et des rapports économiques est certes contraire à la conception occidentale de la démocratie. Mais la désapprobation féroce exprimée par l'Ouest à l'égard du régime Loukachenko révèle surtout sa politique de deux poids deux mesures. Que représente une poignée d'agitateurs emprisonnés sous de faux prétextes, en comparaison avec des dizaines de manifestants tués dans les rues de Moscou en octobre 1993 et les dizaines de milliers de civils assassinés en Tchétchénie entre 1994 et 1996? Vu depuis Minsk, le soutien accordé à Eltsine contre le communiste Ziouganov à l'élection de 1996 a simplement dévoilé l'étendue de l'hypocrisie occidentale.

Dès lors, le Belarus se sent injustement puni pour ne pas avoir accepté de remettre le contrôle de son infrastructure économique à des capitaux étrangers. L'alliance militaire avec la Russie semble impérative pour sa sécurité. Il faut dire aussi que le Belarus possédait, dès le début, de fortes motivations économiques dans cette alliance, surtout si l'on considère que quelque 250 000 travailleurs biélorusses étaient employés par l'industrie de la défense⁵⁹ (soit environ 5 % de la masse totale des travailleurs) au début des années 1990. Porte d'entrée des armées ennemies vers la Russie, la République constituait la région la plus militarisée de toute l'URSS, 10 % de son territoire se trouvant alors sous la juridiction des militaires⁶⁰. À elle seule, la RSS de Biélorussie abritait, en 1991, quelque 240 000 soldats. Un habitant sur 43 était donc membre des forces armées, une proportion énorme, deux fois plus élevée qu'en Ukraine et 15 fois plus élevée qu'en Russie⁶¹.

Dans un tel contexte, on comprend aisément combien le récit de la glorieuse résistance de 1941 à 1945 a continué de résonner auprès d'une part importante (mais vieillissante) de la population. Encore amers à la suite de la réduction des effectifs imposée dans les premières années ayant suivi l'indépendance, les militaires ne demandent pas mieux que de résister à la

⁵⁹ Jan Zaprudnik, « Belarusian Identity and Foreign Policy », *op. cit.*, p. 143.

⁶⁰ *ITAR-TASS*, 11 janvier 1992, cité par Jan Zaprudnik, « Development of Belarusian National Identity and Its Influence on Belarus' Foreign Policy Orientation », dans *National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia: The International Politics of Eurasia*, sous la dir. de R. Szporluk, Armonk, M. E. Sharpe. 1995, p. 135.

⁶¹ Calculé à partir des chiffres avancés par le Premier ministre Kébitch, rapportés dans *Zviazda*, 13 février 1992 et cités par Jan Zaprudnik, *Belarus, At the Crossroads in History*, Boulder, Westview Press, 1993, *op. cit.*, p. 207.

politique expansionniste des pays membres de l'OTAN. En réalité, ce secteur fut le seul où les forces centrifuges du démantèlement de l'URSS ne se sont pas fait trop durement ressentir⁶². La participation de la Biélorussie au programme de Partenariat pour la paix de l'OTAN (auquel elle s'était finalement jointe en mai 1996, à la demande de la Russie) conservera pendant tout ce temps un statut strictement nominal⁶³.

Dans ses négociations avec Moscou portant sur les modalités de la coopération dans le secteur de la défense, le Belarus dispose de deux cartes maîtresses : 1) son importance stratégique comme avant-poste majeur sur le front occidental et 2) son importance économique comme pays transit des hydrocarbures et autres marchandises russes exportées en Europe.

D'un point de vue strictement militaire, l'intérêt que le Belarus revêt pour Moscou repose principalement sur la présence de deux stations de détection radar, soit la base de communication longue distance pour sous-marins stratégiques de Vileika, ainsi que la base de détection hâtive de Baranovitchi. En mettant ces sites à la disposition de la Russie et proposant de les entretenir gratuitement pour une période de 25 ans⁶⁴, Loukachenko a attiré des investissements majeurs qui ont accru l'importance stratégique du pays. En 2 000, la

⁶² Ruth Deyermond, « The State of the Union: Military Success, Economic and Political Failure in the Russia-Belarus Union », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 8, 2004, p. 1191-1205.

⁶³ À ce sujet, voir Andreï Fedorov, « Belarus's Relations with NATO and Russia in the context of European security », *Demokratizatsiya*, vol. 8, n° 3, 2000, p. 302-303.

⁶⁴ *Soglachenie mejdou pravitelstvom RF i pravitelstvom Respubliki Belarous o poryadke ispolzovaniia i sodержaniia radiostantsii Vileika, raspolojennoi na territorii Respubliki Belarous* (Accord entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement de la République du Belarus sur les modalités d'utilisation et de maintien de la station-radio de Vileika déployée sur le territoire de la République du Belarus), Minsk, 6 janvier 1995,

http://lawrussia.ru/texts/legal_524/doc524a591x715.htm;

Soglachenie mejdou pravitelstvom RF i pravitelstvom Respubliki Belarous o poriadke Zavercheniia stroitelstva ispolzovaniia i sodержaniia ouzla Baranovitchi sistemy predoupredjenii o raketnom napadenii, raspolojennogo na territorii Respubliki Belarous (Accord entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement de la République du Belarus sur les modalités d'achèvement de la construction, de l'utilisation et du maintien du centre de Baranovitchi du système de prévention d'attaque de missiles déployé sur le territoire de la République du Belarus), Minsk, 6 janvier 1995, http://lawrussia.ru/texts/legal_524/doc524a591x769.htm.

Russie y a construit un nouveau système radar destiné à détecter tout lancement de missile effectué depuis le territoire européen⁶⁵.

Sur le plan économique, la sécurité des réseaux routier et ferroviaire de l'axe Moscou-Berlin est certes un objet de préoccupation majeur. Ce sont cependant les conditions du transit des hydrocarbures qui constituent, en premier lieu, les bases matérielles de l'intérêt stratégique que représente le Belarus aux yeux de Moscou.

Compte tenu de la dégradation des rapports russo-ukrainiens dans le secteur énergétique, la coopération du Belarus revêt pour Moscou une importance cruciale. L'entreprise unitaire d'État *Gomeltransneft "Droujba"* opère en l'occurrence les deux principaux tronçons de l'oléoduc Droujba, réacheminant vers l'est, en direction de la Pologne et de l'Ukraine, pas moins de 67,6 millions de tonnes de pétrole (2009)⁶⁶. Avec la société *Novopolotskoe ROUP po transportou nefty "Droujba"*, une autre entreprise unitaire d'État de moindre envergure qui opère un tronçon secondaire vers le nord en direction des pays baltes, elles sont responsables de près de 30 % des exportations totales de la Russie vers UE⁶⁷. Pour ce qui est du secteur gazier, la société à actions *Beltransgaz* (dont Gazprom devient actionnaire à 50 % à compter de mars 2010 en vertu d'un accord conclu en 2007)⁶⁸ achemine près de 20 % des exportations totales de gaz naturel de la Russie vers l'UE, en grande partie par le biais du gazoduc Yamal-Europe (propriété de Gazprom, mis en service en 1999⁶⁹).

Or, la construction prochaine du gazoduc *North Stream* sous la mer Baltique (avec une capacité annuelle de 27,5 milliards de m³ de gaz naturel, qui sera potentiellement doublée à

⁶⁵ *ITAR-TASS*, 21 juillet 2000, reproduit dans « Russia: New Ballistic Missile Early Warning Radar Being Built in Belarus », *FBIS-SOV-2000-0721*.

⁶⁶ « Obchtchaya Informatsia (Informations générales) », 2009, <http://www.transoil.by/about/general>.

⁶⁷ Valeria Kostiuogova, *The Prospects of Belarus joining in the exploitation of Odessa-Brody pipeline*, Minsk, Belarusian Institute of Strategic Studies, 2008, <http://pdc.ceu.hu/archive/00004954/01/odessabrodyen.pdf>.

⁶⁸ En 2007, Gazprom a signé un contrat prévoyant le transit de 46,7 milliards de m³ à travers le Belarus, dont quelque 30 milliards de m³ à travers le Yamal-Europe (sa capacité est de 33 milliards de m³). Vladimir Socor, « Gazprom taking over the pipelines in Belarus », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 4, n° 99, 20 mai 2007,

http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=32756.

⁶⁹ Jérôme Guillet, « Gazprom as a Predictable Partner. Another Reading of the Russian-Ukrainian and Russian-Belarusian Energy Crises », Paris, IFRJ, 2007, 22 p.

55 milliards grâce à l'ajout d'une ligne parallèle)⁷⁰ pourrait amenuiser l'importance stratégique du Belarus, puisque le gazoduc reliant les gisements de la péninsule du Yamal à l'Europe sera interconnecté avec le *North Stream*. Un détournement du gaz extrait dans la région de Yamal s'avère un scénario très plausible, car le début de l'exploitation du gisement de Shtokman dans la mer de Barents (devant servir de principale source d'approvisionnement au *North Stream*) a été reporté à 2016⁷¹. Signe que l'importance du Belarus n'est plus croissante, le projet visant à ajouter une ligne parallèle au gazoduc Yamal-Europe afin d'en doubler la capacité a été mis sur la glace.

Cela dit, il ne faudrait pas minimiser le rôle des sociétés à actions *Naftan* (Novopolotsk) et *Mozyrskii Neftepererabatyvaïouchtchii zavod* (Mozyr), dont la majorité des actions est contrôlée par des capitaux russes (*Slavneft, Lukoil*). Ces sociétés opèrent deux grosses raffineries absorbant un volume annuel supplémentaire de 22 millions de tonnes, lesquelles réexportent vers l'Europe et la Russie une quantité très importante de produits pétroliers, puisque leurs capacités de raffinement dépassent, par un facteur de trois, la consommation intérieure du pays⁷².

La croissance économique du Belarus demeure à ce jour une énigme, et ce, de l'aveu même des haut-fonctionnaires du FMI et de la Banque mondiale⁷³. De l'avis de plusieurs experts⁷⁴, cette anomalie dans le paradigme de la « transitologie » néolibérale s'expliquerait par la

⁷⁰ Information Directorate, OAO Gazprom, « BASF, E.ON and Gazprom Sign Agreement on North European Gas Pipeline Through the Baltic » 8 septembre 2005, <http://www.gazprom.com/eng/news/2005/09/17871.shtml>.

⁷¹ « Shtokman partners delay production start », *Oil and Gas Journal*, 8 février 2008, <http://www.ogj.com/index/article-display/2119379319/articles/oil-gas-journal/drilling-production-2/2010/02/shtokman-partners.html>.

⁷² Grigory Ioffe, *Understanding Belarus and How Western Foreign Policy Misses the Mark*, op. cit., p. 108.

⁷³ Peter Havlik, « Belarus Between Russia and the European Union – Some Reflections on Belarus' "Economic Miracle" and Future Prospects », dans *Belarus zwischen Russland und der EU*, sous la dir. de W. Feichtinger et M. Malek, Wien, Schriftenreihe der Landesverteidigungsakademie, 2008, p. 53-74.

⁷⁴ Anders Aslund, « Is the Belarusian Economic Model Viable? », dans *The EU and Belarus: Between Moscow and Brussels*, sous la dir. de Ann Lewis, Londres, Federal Trust London, 2002, p. 173-184. Patricia Brukoff, « The Belarusian Economy: Is It Sustainable? », dans *Independent Belarus: Domestic Determinants, Regional Dynamics, and Implications for the West*, sous la dir. de M. Balmaceda, J. Clem et L. Tarlow, Cambridge, Harvard University Press, 2003, 512 p., p. 109-121.

mainmise du régime dans le secteur très opaque de l'énergie. L'exportation des produits pétroliers raffinés vers l'Europe, dont la matière première est importée de Russie à prix d'amis (sans frais de douane), lui a conféré une importante source de devises fortes et, donc, d'influence dans les négociations de différents schèmes commerciaux avec ses partenaires russes⁷⁵. Or, si ce « miracle économique » s'expliquait en effet par des facteurs liés à la structure du secteur de l'énergie, ses bases pourraient alors être ébranlées par l'imposition d'une plus grande transparence dans les échanges.

Ici, il importe de bien comprendre qu'indépendamment des modifications du rapport de force existant entre pays producteurs et pays consommateurs, modifications générées par la hausse des cours du pétrole et du gaz, l'augmentation simultanée du prix des hydrocarbures et des frais de transit (qui se rapproche de plus en plus de ceux du marché) constitue ni plus ni moins une diminution des rétributions mutuelles n'apparaissant pas dans les états financiers des entreprises impliquées. Ceci vient circonscrire les possibilités de marchandages opaques négociés au détriment des actionnaires, incluant le gouvernement de Russie. Dès lors que serait ainsi éliminé le principal levier d'influence utilisé par le régime, sa position pourrait être fragilisée, non seulement sur la scène intérieure, mais également sur la scène internationale.

⁷⁵ Vital Siliski, « Belarus: Anatomy of Preemptive Authoritarianism », dans *The geopolitical place of Belarus in Europe and the world*, sous la dir. de V. Bulhakau, Varsovie, Elipsa, 2006, p. 87.

6.3 1991-1994 : l'éphémère République blanche-ruthénienne

On a vu dans le premier chapitre comment les dirigeants de la RSS de Biélorussie avaient soudainement commencé à s'intéresser au passé polono-lituanien de la république au tournant des années 1990. Tant que rien ne venait compromettre la réalisation du projet sociopolitique soviétique, la réappropriation de cette identité s'harmonisait aisément avec le rêve de la maison commune européenne porté par Gorbatchev. Ce discours permettait de solidifier l'ancrage en Europe de cette république fondatrice de l'URSS.

Dans le contexte où toutes les autres républiques soviétiques réaffirmaient leurs particularités ethnolinguistiques, les élites locales se sentaient bien obligées de suivre le bal pour se maintenir à niveau avec leurs homologues. Le 26 janvier 1990, le Soviet suprême adopta une loi faisant du biélorusse la seule langue officielle de la république⁷⁶, mais cela n'avait rien d'une rebuffade contre Moscou, encore moins d'une mesure prise à l'encontre de la minorité russe. Parmi les républiques occidentales de l'URSS, la RSS de Biélorussie était la dernière à voter une telle loi⁷⁷. Comme si l'on souhaitait s'en excuser, le préambule invoquait le danger d'extinction de la langue de l'ethnie majoritaire :

Au Belarus, depuis longtemps vivent des gens de différentes nationalités, parlant différentes langues. Mais dans les dernières années, la sphère d'usage de la langue du peuple indigène de Biélorussie, qui lui a donné son nom et qui constituait historiquement la majeure partie des habitants de la République, s'est considérablement réduite, au point où l'existence même de cette langue est menacée. L'obligation de défendre la langue bélarussienne sur le territoire ethno-étatique est donc apparue⁷⁸.

⁷⁶ Article 2, *O Iazykakh v Respubliki Belarous* (Sur les langues dans la république du Belarus), Loi de la RSS de Biélorussie n° 3094-XI, Minsk, 26 janvier 1990, <http://www.levonevski.net/pravo/razdel2/num2/2d268.html>.

⁷⁷ L'adoption de la loi bélarussienne sur les langues survenait plus d'un an après celle des bastions nationalistes comme l'Estonie (18 janvier 1989) et la Lituanie (25 janvier 1989), et presque trois mois après celle de l'Ukraine (27 octobre 1989).

⁷⁸ Traduction libre du paragraphe 2 du préambule qui se lit ainsi : « *V Beloroussii izdavna jivout lioudi raznykh natsionalnostei, zvoutchat raznye iazyki. Odnako v poslednie gody sfera oupotrebleniia iazyka korennoho naseleniia Beloroussii, davchego ei imia i istoritcheski sostabliaiouchtchego osnovnouiou tchast jitelei respoubliki, znatchitelno souzilas, pod ougrozoi okazalos samo ego souchtchestvovanie. Voznikla neobkhodimost zachtchity belorousskogo iazyka na gosoudarsvenno-etnitcheskoi territorii.* »

Si elles résonnaient assez bien auprès d'une minorité catholique urbaine et instruite, qui maîtrise bien le biélorussien et qui admire le virage anticommuniste pris par la Pologne, les voies dissidentes antirusses ouvertement portées par les nationalistes du FPB depuis l'avènement de la *glasnost* laissaient de glace la très grande majorité des citoyens orthodoxes. Avec l'entrée en scène des 17 députés de cette nouvelle formation politique au Soviet Suprême lors de l'élection parlementaire libre de mars 1990, on assistait bien au déroulement d'un nouveau débat public sur l'identité nationale et le rôle historique de la Russie. Toutefois, la population en général était encore nostalgique de l'époque du règne de Piotr Macherov (1965-1980), et toujours reconnaissante envers la grande nation-sœur pour le soutien offert lors de la reconstruction d'après-guerre.

Le romantisme exceptionnel caractérisant cette période de l'histoire soviétique se manifestait plutôt par un engagement collectif en faveur de la neutralité et de la dénucléarisation du territoire, des principes qui y furent, de la même façon qu'en Ukraine, inscrits dans la Déclaration de souveraineté, adoptée le 27 juillet 1990⁷⁹. Comme la loi linguistique, cette déclaration était surtout adoptée par mimétisme. Pour être sûr qu'elle n'endommagerait pas les rapports avec le centre, elle avait même été assortie d'une clause mentionnant que la république soutiendrait une union rénovée des États socialistes souverains⁸⁰. Ceci fut confirmé par la décision d'organiser le référendum sur le projet d'union de Gorbatchev, en mars 1991, auquel 82,7 % des Biélorusses répondirent positivement.

Contrairement à l'Ukraine, où les élus du Parti communiste ne commandaient plus tout le territoire, le Belarus était encore sous la coupe d'un contrôle unifié, exercé par les instances du PC biélorussien⁸¹. À la suite du putsch avorté d'août 1991, ce fut tout un défi de maintenir

⁷⁹ Article 10, paragraphe 2, *O gosoudarstvennom suverenitete Respubliki Belarous* (De la souveraineté étatique de la République du Belarus), Déclaration du Soviet Suprême de la RSS de Biélorussie n° 193-XII, Minsk, 27 juillet 1990, <http://pravo.kulichki.com/zak2007/bz63/dcm63406.htm>.

⁸⁰ Ce détail est souligné par Jan Zaprudnik, *Belarus, At the Crossroads in History*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 152-153.

⁸¹ Elena Korosteleva, « The emergence of a party system », dans *Post-communist Belarus*, sous la dir. de, S. White, E. Korosteleva et J. Lowenhardt, Lanham, Rowman and Littlefield Publisher, 2005, p. 35-58.

en place le système politico-économique existant tout en développant de bons rapports avec le nouvel homme fort de Moscou, qui luttait contre l'existence même du PCUS.

Le meilleur moyen de préserver le système fut de se rapprocher un peu plus du discours nationaliste. Ceci permettait de calmer la dissidence bruyante des manifestants qui avaient envahi les rues pour y dénoncer le soutien tacite que le gouvernement de la RSS de Biélorussie avait apporté à la tentative de coup d'État. En ce 25 août 1991, le Soviet Suprême suivit donc l'exemple des autres républiques en votant une résolution visant à protéger l'indépendance politique et économique de la RSS de Biélorussie⁸². Le traumatisme causé par le putsch avait convaincu les élus que « l'indépendance » (il était ici question de *samostoyatel'nost* et non de *nezavisimost*) était nécessaire pour se protéger de la tornade qui faisait rage à Moscou⁸³.

Les députés démissionnèrent alors de ses fonctions le président du Soviet suprême, Nikolai Dementei, dont le nom était associé à celui des putschistes. On élut à sa place Stanislav Chouchkevitch, un physicien de renom, nationaliste modéré et personnage reconnu pour être conciliateur. Peu après, le Parlement vota le changement de nom de la RSS de Biélorussie qui devint, en septembre, dans sa forme courte, « le Belarus »⁸⁴. Exactement comme le réclamait le FPB, les députés adoptèrent par la même occasion l'emblème étatique historiquement relié au Grand-duché lituanien (*pagonia*)⁸⁵, ainsi que le drapeau à trois bandes horizontales

⁸² *Ob obespetchenii polititcheskoi i ekonomitcheskoi samostoiatel'nosti Belarousskoi SSP* (Sur la protection de l'indépendance politique et économique de la RSS de Biélorussie), Résolution du Conseil suprême de la République de Belarus, n° 1019-XII, Minsk, 25 août 1991, <http://www.levonevski.net/pravo/norm2009/num45/d45256.html>.

⁸³ L'Ukraine, en comparaison, n'avait pas eu peur des mots dans son « acte de déclaration d'indépendance (*nazalejnost*) », invoquant, pour justifier la mesure, à la fois le « danger mortel » posé par le coup d'État du 19 août 1991 et la « tradition millénaire du développement étatique ukrainien ». *Akt progolochennia nazalejnosti Oukrani*, Adoptée par le Conseil Suprême de Kiev, 24 septembre 1991, http://gska2.rada.gov.ua/site/postanova/akt_nz.htm

⁸⁴ *O nazvanii Belarousskoi SSR i vnesenii izmenenii v Deklaratsiou Verkhovnovo Soveta Belarousskoi SSR o gosouarstvennom souverenitete Belarousskoi SSR i konstitoutsiou (osnovnoi zakon) Belarousskoi SSR*, (Sur l'appellation de la RSS de Biélorussie et la modification apportée à la Déclaration du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie sur la souveraineté étatique de la RSS de Biélorussie et la constitution (loi fondamentale) de la RSS de Biélorussie, loi de la République du Belarus n° 1085-XII, Minsk, 19 septembre 1991, <http://pravo.kulichki.net/zak2007/bz62/dcm62155.htm>.

⁸⁵ *O gosouarstvennom gerbe Respoubliki Belarus* (Sur les emblèmes étatiques de la République du Belarus, loi de la République du Belarus n° 1086-XII, Minski, 19 septembre 1991,

(blanche, rouge et blanche)⁸⁶, faisant symboliquement du Belarus le successeur de la République démocratique blanche-ruthénienne proclamée en mars 1918 et dissoute par les Bolcheviks quelques mois plus tard.

Bien que le Soviet suprême demeurât constamment sensible à la cause de l'Union, il lui fallut bien se rendre à l'évidence que le projet ne trouvait plus d'écho, ni en Russie, ni en Ukraine. Ainsi, le 10 décembre 1991, ce fut par dépit que l'assemblée législative ratifiait les accords de Belovej signés par Chouchkevitch deux jours plus tôt. Le président du Soviet Suprême biélorussien avait cru, comme Eltsine, que la création de la CEI serait un moyen de rester politiquement rattaché aux autres nations slavo-orientales⁸⁷. Cet espoir allait s'écrouler aussi vite que son soutien populaire.

Les ex-communistes qui dominaient encore les structures du pouvoir étaient certes déçus de la tournure des événements, mais ils n'étaient pas pour autant pressés de regagner le giron de cette nouvelle Russie libérale en thérapie de choc. Le processus d'affirmation nationale en cours était une concession qu'il fallait faire pour ne pas être condamné à suivre le chemin emprunté par Moscou. En gardant ses distances vis-à-vis du FPB, et en permettant au Premier ministre Kebitch de préserver les structures économiques existantes, le président Chouchkevitch put faire fonctionner le Parlement et asseoir la légitimité internationale de sa république.

Sur le plan diplomatique, la mise en œuvre rapide du projet de dénucléarisation de l'État semblait permettre au pays de faire une entrée harmonieuse et pacifiste comme nouveau partenaire étatique européen⁸⁸. Compte tenu des incidences de la catastrophe de Tchernobyl, il était facile pour le président d'avancer rapidement dans cette voie qui plaisait simultanément à la Russie et aux voisins occidentaux. Les armes tactiques (mobiles) avaient

<http://pravo.kulichki.net/zak2007/bz62/dcm62156.htm>.

⁸⁶ *O gosoudartvenom flage Respubliki Belarus* (Sur le drapeau de la République du Belarus), loi de la République du Belarus n° 1090-XII, Minsk, 19 septembre 1991,

<http://pravo.kulichki.net/zak2007/bz62/dcm62152.htm>.

⁸⁷ David Marples, *Belarus: a denationalized nation*, op. cit., p. 61.

⁸⁸ Ural Latypov, « Neutrality as a factor in Belorussian security policy », *European Security*, vol. 3, n° 3, 1994, p. 552-565.

déjà d'ailleurs quitté le territoire lorsque le président signa le protocole de Lisbonne d'accession au START, en mai 1992. Minsk réitérait alors l'engagement pris lors du sommet historique d'Alma-Ata le 21 décembre 1991, de joindre le TNP en tant qu'État non nucléaire⁸⁹. Ceci impliquait le démantèlement (aux frais de la Russie) de quelque 80 missiles balistiques intercontinentaux SS-25 encore enfouis dans leurs silos⁹⁰, pour lequel le Belarus ne demandait aucune compensation.

Sur le plan symbolique, l'espace nécessaire à l'émergence soudaine d'un État inespéré devait tout de même être dégagé par une historiographie autocentrée, dans laquelle le nouvel État aurait identifié ses origines propres. Sous sa présidence se multiplièrent les nouvelles publications contestant le mythe voulant que les Blancs-Ruthéniens constituent une « nation-sœur » des Russes et des Ukrainiens. On prétendait désormais qu'ils étaient en réalité les descendants de tribus baltes slavisées⁹¹. Faisant remonter leur histoire étatique à l'ancienne principauté de Polotsk (qui avait jadis tenté de maintenir son indépendance vis-à-vis de Kiev), des historiens présentaient le Grand-duché comme un État bélarussien, certains d'entre eux allant même jusqu'à soutenir que la ville de Vilnius devrait être incorporée au territoire du Belarus⁹². La relecture du passé constituait parfois un virage à 180 degrés, comme dans le cas de la guerre de 1654-1667 entre le Commonwealth polono-lituanien et la Russie, qui n'était plus décrite comme un effort de libération des orthodoxes, mais plutôt comme une tentative rapace d'annexion⁹³.

⁸⁹ Article 5, *Soglaschenie o sovместnykh merakh v otnochenii iadernogo oroujija* (Accord sur des mesures concertées contre les armes nucléaires), Alma-Ata, 21 décembre 1991, <http://pravo.kulichki.net/megd2007/bz04/dcm04855.htm>:

⁹⁰ Vyachaslau Paznyak, « Belarusian Denuclearization Policy and the Control of Nuclear Weapons », dans *The nuclear challenge in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de G. Quester, Armonk, M.E. Sharpe, 1995, p. 153-180.

⁹¹ Timothy Snyder, « The Polish-Lithuanian Commonwealth since 1989: national narratives in relations among Poland, Lithuania, Belarus and Ukraine », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 4, n° 3, 1998, p. 1-32.

⁹² Stephen Burant, « Belarus and the “Belarusian Irredenta” in Lithuania », *Nationalities Papers*, vol. 25, n° 4, 1997, p. 643-658.

⁹³ Jan Zaprudnik, « Development of Belarusian National Identity and Its Influence on Belarus' Foreign Policy Orientation », dans *National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia: The International Politics of Eurasia*, sous la dir. de R. Szporluk, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 132.

Le principal handicap de l'identité polono-lituanienne sous-jacente à cette relecture fut certainement causé par le fait qu'elle fut surabondamment instrumentalisée par les nationalistes farouchement antisoviétiques. En effet, ceux-ci ne se contentèrent d'évoquer des événements peu connus remontant au 17^e siècle. Figure marginale disposant d'un groupe de partisans très motivés, le chef charismatique de FPB s'acharnait à éveiller les consciences de ses compatriotes avec le récit morbide de l'anéantissement des élites biélorussiennes sous Staline, affirmant qu'entre 200 000 et 300 000 personnes auraient été liquidées par le NKVD dans les années 1930 et enterrées dans des fosses communes qu'il avait découvertes à Kouropaty⁹⁴. Or, pour la majorité de la population rurale et ouvrière, cette nouvelle historiographie diffusée par les intellectuels nationalistes avait un caractère aussi invraisemblable que désagréable.

Le désintérêt pour l'identité polono-lituanienne du Belarus était encore plus palpable chez les militaires, et pour cause. Le corps des officiers servant dans le district militaire biélorusse ne comptait dans ses rangs que 16 % d'officiers originaires de Biélorussie, la grande majorité étant des Russes et des Ukrainiens⁹⁵.

En janvier 1992, un sondage diffusé par le journal de l'armée *Krasnaia Zvezda* révélait que pas moins de 95 % de ces officiers étaient opposés à l'idée de diviser les forces armées soviétiques⁹⁶. Dans ces conditions, Minsk allait devoir attendre jusqu'au 20 mars 1992 avant de voter un décret sur la création des forces armées biélorussiennes⁹⁷. Or, à cette date, il était déjà clair que les efforts déployés par la Russie visant à maintenir un commandement unifié de la CEI ne seraient pas récompensés. La subordination formelle des troupes de l'ancien

⁹⁴ Marek Karp, « Escape from freedom », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 11, n° 4, 1998, p. 151.

⁹⁵ Anatolii Rozanov, « Belarusian Perspectives on National Security and Belarusian Military Policy », dans *State building and military power in Russia and the new States of Eurasia*, sous la dir. de B. Parrott, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 200.

⁹⁶ *Krasnaia Zvezda*, 22 janvier 1992, cité par Konstantin Sorokin, « The Belarus Military: A Loyal Segment of Society? ». dans *Civil-military relations in the Soviet and Yugoslav successor states*, sous la dir. de C. Danopoulos et D. Zirker, Boulder, Westview Press, 1996, p. 93.

⁹⁷ La loi sur les forces armées du Belarus n'est entrée en vigueur que le 3 novembre 1992, soit plusieurs mois après que la Russie elle-même ait créé ses propres forces armées.

O vooroujennykh silakh Respubliki Belarus (Sur les forces armées de la République du Belarus), loi de la République du Belarus n° 1904-XII, Minsk, 3 novembre 1992, <http://pravo.kulichki.net/zak/year1992/doc45639.htm>.

district militaire biélorussien au nouveau ministère de la Défense de la république ne fut réalisée que le 6 mai 1992.

Se sachant beaucoup trop grande pour les besoins d'un petit pays neutre, la nouvelle armée biélorusse craignait le pire pour son avenir. Sa seule planche de salut était l'intégration au sein d'une nouvelle armée de la CEI. Or, Chouchkevitch avait évoqué le principe de neutralité, formalisé dans la Déclaration de souveraineté de 1990, pour se dissocier du projet d'alliance militaire avec la Russie, refusant de signer l'adhésion du Belarus au Traité de sécurité collective signé à Tachkent, en mai 1992.

Qui plus est, il avait accepté, lors de ce même sommet, de lier sa république aux engagements prévus par le Traité sur les forces conventionnelles en Europe. Pour Minsk, ce traité impliquait la destruction de 1873 tanks, de 1224 véhicules blindés et de 130 avions de combats⁹⁸. Irrités par l'intensification du dialogue entre la Pologne et l'OTAN, les militaires se firent de plus en plus bruyants pour réclamer que le Belarus puisse continuer de jouer un rôle majeur dans le maintien d'un espace sécuritaire commun avec la Russie⁹⁹.

À l'automne 1993, alors que Moscou se montrait prêt à utiliser le spectre de la dépendance énergétique pour forcer la réintégration ce qu'il appelait désormais son « proche étranger », le président n'avait ni le soutien de son assemblée législative, ni celui de la population pour résister à de telles pressions. Depuis l'expulsion du pays de la zone rouble en novembre 1993, les arriérés de paiement pour le gaz et le pétrole s'étaient rapidement accumulés, plaçant le gouvernement dans une situation financière de plus en plus difficile¹⁰⁰. En janvier 1994, il dut se résigner à accepter de ratifier la Charte de la CEI et son Traité de sécurité collective¹⁰¹.

⁹⁸ Andrei Fedorov, « Belarus' relations with NATO and Russia in the context of European security », *Demokratizatsiya, op. cit.*, p. 301.

⁹⁹ Konstantin Sorokin, « The Belarus Military : A Loyal Segment of Society? », *op. cit.*, p. 102.

¹⁰⁰ Rawi Abdelal, « Interpreting Interdependence, National Security and the Energy Trade of Russia, Ukraine and Belarus », dans *Swords and Sustenance, The Economics of Security in Ukraine and Belarus*, sous la dir. de R. Legvold et C. Wallander, 2004, p. 113.

¹⁰¹ *Dogovor o kollektivnoi bezopasnosti* (Traité sur la sécurité collective), Traité du 15 mai 1992, Tachkent, Notification d'adhésion de la République du Belarus déposée le 3 janvier 1994, <http://pravo.kulichki.net/megd2007/bz04/dcm04715.htm>,

Isolé devant le Parlement, il allait succomber aux manœuvres de son Premier ministre et bientôt perdre un vote de non-confiance.

Son successeur, Metchislav Grib, un acolyte de Kebitch, fit voter une nouvelle constitution qui maintenait formellement le principe de neutralité¹⁰², mais il était désormais évident que la signification accordée à cette notion n'avait plus rien à voir avec celle qui prévalait du temps de la présidence de Chouchkevitch.

Durant les mois qui précédèrent la première élection présidentielle au suffrage universel dans la république, le Premier ministre Kebitch tenta de marquer des points en se faisant le chantre d'un rapprochement tout aussi économique que militaire avec la Russie. Compte tenu de l'échéancier électoral, il se montra fort actif dans la négociation d'un traité sur l'unification des systèmes monétaires, en échange duquel le Belarus devait obtenir d'importants crédits, à la hauteur de 200 milliards de roubles¹⁰³.

En réalité, ce traité signé en avril 1994 prévoyait de la part du Belarus des concessions tellement importantes à l'égard de sa souveraineté économique, que l'auteur Alex Danilovich soutient que les signataires savaient d'avance qu'il ne s'agissait que d'une manœuvre électoraliste qui ne passerait pas l'étape de la ratification¹⁰⁴. L'article 5 du traité prévoyait notamment que la Banque centrale de Russie aurait le monopole des droits et des pouvoirs en matière d'émission. De surcroît, il était question d'harmoniser les politiques tarifaires et

Oustav sodroujestva Nezavisimyykh Gosoudaystv (Charte de la Communauté des États Indépendants), Minsk, 22 janvier 1993, entrée en vigueur pour la République du Belarus le 18 janvier 1994, <http://pravo.kulichki.net/megd2007/bz04/dcm04503.htm>.

¹⁰² Article 18, *Konstitutsiia Respubliki Belarous* (Constitution de la République du Belarus), Loi n° 2875-XII adoptée lors de la 13^e session du Soviet Suprême de la République du Belarus, Minsk, 15 mars 1994, <http://www.zakanadaustva.narod.ru/constitution1994.html>.

¹⁰³ Article 12, *Ob obedinenii denejnoi sistemy Respubliki Belarous c denejnoi sistemoi Rossiiskoi Federatsii I ousloviyakh founksionirovaniia obchtchei denejnoi sistemy* (Sur l'unification du système monétaire de la République de Belarus avec le système monétaire de la Fédération de Russie et les conditions de fonctionnement du système monétaire commun), Moscou, 12 avril 1994, <http://laws-russia.narod.ru/fed1994/data03/tex14363.htm>.

¹⁰⁴ Alex Danilovich, *Russian-Belarusian integration: playing games behind the Kremlin walls*, op. cit. p. 36.

d'unifier le budget des deux États, ce qui revenait à donner à Moscou un droit de veto sur les décisions bélarussiennes en la matière¹⁰⁵.

L'ascendant que Kebitch avait sur l'assemblée législative était assez fort pour faire taire les critiques que la signature de ce traité suscitait discrètement en dehors des cercles politiques nationalistes. Or, malgré la popularité du traité qu'il venait de signer, l'image de bureaucrate corrompu qu'il arborait lui barra la route du pouvoir.

En juillet 1994, lors des premières élections présidentielles, devant un électorat fort mécontent de la dégradation de ses conditions de vie, Kebitch allait se faire battre à plate couture par un adversaire que le gratin politique de Minsk n'avait pas pris au sérieux. Ne disposant initialement d'aucune ressource administrative, Alexandre Loukachenko allait néanmoins réussir à faire émerger un véritable « îlot de populisme dans un océan de politiques claniques »¹⁰⁶.

¹⁰⁵ Voir les articles 7, 8 et 9 du traité *Ob obedinenii deneznoi sistemy (...)*, *op.cit.*

¹⁰⁶ Kimitaka Matsuzato, « A Populist Island in an Ocean of Clan Politics: The Lukashenka Regime as an Exception among CIS Countries », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 2, 2004, p. 235-261.

6.4 Le réunificateur des Slaves de l'Est

La réapparition du *pagonia* et de ce drapeau à trois bandes aux mêmes couleurs de la Pologne n'avait que rarement éveillé le souvenir bien enfoui de ces collaborateurs nazis qui les avaient arborés dans les dernières années de l'occupation allemande¹⁰⁷. Toutefois, l'adoption de ces symboles polono-litaniens avait coïncidé avec l'expérience traumatisante de la décroissance économique et de l'évaporation de l'épargne privée. Et cela suffisait à en diminuer dramatiquement l'attrait.

Ressemblant à un modèle vivant sorti d'une affiche de propagande dans le style du réalisme socialiste, le casting de Loukachenko agissait comme un baume sur cette blessure identitaire. Issu d'un village paysan orthodoxe, ce gaillard costaud se vantant d'avoir été le seul député à se lever contre la ratification en chambre des accords de Belovej¹⁰⁸ allait supplanter les trois principales figures politiques du Belarus¹⁰⁹, qui incidemment appartenaient tous à la minorité catholique-romaine¹¹⁰.

De l'avis de ce jeune candidat n'ayant pas encore franchi la quarantaine, la malhonnêteté de la veille nomenklatura n'était pas une raison pour rejeter en bloc la valeur des réalisations soviétiques :

¹⁰⁷ Ce drapeau avait aussi été utilisé par le Conseil central biélorussien, le gouvernement semi-autonome opérant à l'intérieur du Commissariat du Reich de l'Ostland, dirigé par Radoslav Ostrovskii (1943-1944).

¹⁰⁸ Dans leur ouvrage biographique, Pavel Cheremet et Svitlana Kalinkina contestent cette assertion voulant que Loukachenko ait été le seul à voter contre la ratification des accords de Belovej, *Sloutchaini prezident* (Le président accidentel), *op. cit.*, p. 21.

¹⁰⁹ Au premier tour du scrutin, Loukachenko obtint 44,8 %, contre 17,3 % pour le Premier ministre Kebitch, 12,8 % pour le leader nationaliste du FPB Pazniak, et 10 % pour le président du Soviet suprême Chouchkevitch.

¹¹⁰ Ce fait a été porté à mon attention par l'historien biélorussophone polonais Oleg Latyszzonek. À ma connaissance, il n'existe pas de sondage d'opinion prouvant la corrélation entre l'appartenance confessionnelle et le comportement des électeurs en 1994, mais l'importance du facteur religieux dans la composition du paysage politique biélorussien a été démontrée par Dina Beljajtseva, « Etnoreligiozniy faktor i stanovlenie regionalnykh osobennosti politicheskogo soznaniia v Belarousi (Le facteur ethno-religieux et la formation des particularités régionales dans la conscience politique au Belarus) », *Palitychnaya Sfera*, n° 3, 2004, p. 102-106, <http://palityka.org/pdf/03/0314.pdf>.

Ce que je sais des dirigeants soviétiques, en commençant par Vladimir Ilitch Lénine, Joseph Staline, jusqu'aux leaders contemporains, ne serait plus que mensonge de nos jours. On nous demande d'oublier tout ce que ces gens ont fait de grand, alors que leurs réalisations représentent les symboles de notre peuple¹¹¹.

Manifestement, la base électorale villageoise et ouvrière adhère encore aux mérites moraux et esthétiques des symboles soviétiques¹¹². Le 10 juillet 1994, sa victoire éclatante au second tour (avec 80,1 % des voix) démontre à quel point le discours s'inscrivant dans la continuité soviétique était un puissant outil de séduction.

Son arrivée au pouvoir marqua le début de ce que l'historien allemand Rainer Lindner appela la « campagne de dénationalisation » du passé biélorusse¹¹³. Le terme est discutable, mais résume bien la façon dont les nationalistes ressentirent la réhabilitation de l'historiographie soviétique qui s'en suivit¹¹⁴. En étouffant l'agitation autour de la catastrophe de Tchernobyl et en minimisant la signification des cadavres enfouis à Kouropaty, Loukachenko éliminait les principaux éléments antirusse de l'imaginaire national biélorusse. Et en magnifiant le rôle des partisans dans la lutte contre l'occupation nazie¹¹⁵, il aidait ses compatriotes à poser un regard positif sur leur histoire récente.

Dans la mesure où le Traité d'union monétaire négocié par Kebitch aurait forcé le pays à suivre le modèle de développement économique choisi par la Russie, Loukachenko fut opposé dès le départ à sa mise en œuvre. Pour ne pas affaiblir sa popularité, il lui fallait cependant minimiser l'importance du fossé idéologique qui séparait Minsk et Moscou en matière de politiques économiques. Dans la mesure où la population de Russie semblait alors

¹¹¹ Citation recueillie par Vladimir Podgol, et reproduite par Alyaxandr Lahvints, « Chto takoe tsytatnik Loukachenko », *Rukh za svabodu*, 24 novembre 2008, traduction libre. www.lahviniac.org/actual.../shto_takoe_cytatnik_lukashenki.

¹¹² La corrélation entre les facteurs géographiques et socio-économiques et le niveau de soutien à Loukachenko est mis en relief par Larissa Titarenko, dans « The Walls That Have Yet to Fall », *Demokratizatsiya*, vol. 8, n° 2, 2000, p. 244.

¹¹³ Rainer Lindner, « Besieged past: national and court historians in Lukashenka's Belarus », *Nationalities Papers*, vol. 27, n° 4, 1999, p. 631.

¹¹⁴ David Riach, « Nation building: Identity Politics in Belarus », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, vol. 27, n° 1-2, 2000, p. 49-63.

¹¹⁵ Alexandra Goujon, « Memorial Narratives of WWII Partisans and Genocide in Belarus », *East European Politics and Societies*, vol. 24, n° 6, p. 6-25.

regretter la thérapie de choc infligée par Eltsine, Loukachenko pouvait imaginer que les divergences de vues qui prévalaient n'étaient que temporaires. Pour cette raison, elles ne devaient pas servir de prétexte pour freiner les efforts dirigés vers la réunification des Slaves de l'Est.

L'élection presque simultanée du candidat pro-russe Léonid Koutchma en Ukraine a pu brièvement lui laisser croire qu'il aurait un nouvel allié dans l'aventure. Toutefois, un tel espoir ne pouvait surgir que d'une méconnaissance de la situation intérieure du pays voisin. Il est bien vrai qu'une proportion significative de la population ukrainienne a souhaité un programme similaire¹¹⁶, mais la concentration en Galicie d'une opposition féroce à un tel projet allait forcer tous les politiciens soucieux de préserver l'unité du pays d'écartier la possibilité. Seul le Parti communiste d'Ukraine et quelques autres groupes d'opposition plus ou moins marginaux se sont avancés à soutenir l'idée d'une union slave avec la Russie et le Belarus¹¹⁷.

Quoi qu'il en soit, une première étape de la reconstruction des liens entre les deux États fut franchie dès février 1995, lors de la signature du Traité d'amitié et de coopération avec la Russie¹¹⁸. En réalité, le document recéléait peu d'engagements contraignants précis, mais son

¹¹⁶ En 2002, une vaste enquête conduite par le Centre Razumkov révélait que 45,2 % de la population souhaitait voir l'Ukraine rejoindre l'Union de la Russie et du Belarus. Mais si cette option jouissait de l'appui de 62,2 % des personnes questionnées dans les régions de l'Est de l'Ukraine, seulement 18,4 % des électeurs des régions de l'Ouest partageaient cet avis. Chiffre cité par Mikhail Pashkov, « Ukraine's foreign policy: the positions and assessments of citizens », *National Security and Defense*, n° 2, 2002, p. 40-41, <http://pdc.ceu.hu/archive/00005402/>

¹¹⁷ O. Haran et S. Tolstov « Does "the slavic triangle" exist from Kyiv's perspective? », *Naoukovi zapiski HaOUKMA*, vol. 22, n° 2, 2003, p. 192-196, http://www.nbu.gov.ua/portal/soc_gum/naukma/Sn/2003_22-2/03_haran_o.pdf

¹¹⁸ *Dogovor o droujbe, dobrososedstve i sotroudnitchestve mejdou Respoublikoi Belarus i Rossiiskoi Federatsiei* (Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération entre la République du Belarus et la Fédération de Russie), Minsk, 21 février 1995, <http://www.pravoby.info/docum09/part33/akt33755.htm>. Ce traité était destiné à remplacer le traité entre la RSSF de Russie et la RSS de Biélorussie, conclu à Moscou le 18 décembre 1990 (*Dogovor Mejdou Rossiiskoi Sovietskoi Federativnoi sotsialistitcheskoi respoublikoi i belopousskoi sovietskoi sotsialistitcheskoi respoublikoi*, <http://lawru.info/base53/part2/d53ru2927.htm>), un mois après la signature d'un traité similaire entre la RSSF de Russie et la RSS d'Ukraine, à l'époque où Eltsine voulait encore accroître la souveraineté des autres républiques soviétiques de façon à affaiblir l'autorité de Gorbatchev.

programme déclaratoire donnait l'impression que les bases du rapprochement souhaité par les Bélarussiens étaient établies.

Le principe sous-jacent au rapprochement était que la fidélité militaire du Belarus serait récompensée de gains économiques tangibles. Par le biais des ententes signées précédemment le 6 janvier 1995, Loukachenko avait offert des conditions optimales pour permettre aux Russes d'utiliser ses deux bases de détection radar¹¹⁹. En contrepartie, Loukachenko avait reçu des garanties que les approvisionnements énergétiques destinés à la consommation intérieure ne seraient l'objet d'aucune taxe à l'exportation, et que les entreprises bélarussiennes jouiraient d'une égalité des chances sur le marché russe¹²⁰. Ces concessions offertes étaient confirmées par le Traité d'amitié et de coopération¹²¹.

Le 14 mai 1995, Loukachenko organisa et gagna haut la main un référendum à quatre questions lui donnant la légitimité nécessaire pour redresser les choix identitaires ayant conduit au démantèlement de l'URSS¹²². La première question (approuvée par 83,3 % des électeurs) portait sur l'égalité des langues bélarussienne et russe. Elle permit de faire immédiatement cesser les tentatives visant à faire respecter la loi linguistique de 1990¹²³. Quant à elle, la deuxième question portait sur l'adoption des nouveaux emblèmes étatiques

¹¹⁹ Voir note 47.

¹²⁰ Article 1, paragraphe 2.a et article 2, paragraphe 1.2, *Soglaschenie o tamojennom soyouze mejdou Rossiiskoi Federatsiei i Respubliki Belarus* (Accord sur l'union douanière entre la Fédération de Russie et la République du Belarus), Minsk, 6 janvier 1995, <http://www.evrazes.com/print/docs/31>.

¹²¹ Article 4 et 9, *Dogovor o droujbe (...)*, *op. cit.*

¹²² Tsentralnoi komissii Respubliki Belarus po vyboram i provedeniyou respublikanskikh referendumov, « Soobchtchenie ob itogakh golosovaniia na respublikanskom referendumme 14 maia 1995 goda (Communiqué sur les résultats du vote lors du référendum républicain du 14 mai 1995) », <http://www.rec.gov.by/refer/ref1995resdoc.html>.

¹²³ Le statut du russe sera officialisé dans la nouvelle constitution de 1996, mais il faudra attendre juillet 1998 pour que soient votées les modifications de la loi sur les langues de 1990 de façon à clarifier la place des deux langues officielles dans les différentes sphères d'usage publiques. *O vnesenii izmenenii i dopolnenii v Zakon Respubliki Belarous « O Iazykakh v Respubliki Belarous »* (Sur les modifications des décisions et les additions à la loi de la République du Belarus « Sur les langues dans la République du Belarus », Loi de la République du Belarus n° 187-3, Minsk, 13 juillet 1998, <http://pravo.kulichki.net/zak2007/bz43/dcm43961.htm>).

inspirés de l'époque soviétique (approuvée par 75,1 % des électeurs). Elle entraîna un changement rapide de l'aspect visuel de l'appareil étatique¹²⁴.

La troisième question portait sur le projet d'intégration économique avec la Russie (appuyée à 83,3 %). Elle pava la voie à la signature d'un traité sur la création d'une « communauté (*soobchtchesva*) » bi-étatique¹²⁵, chargée de superviser la construction d'une structure supranationale commune. En réalité, cette construction juridique ne pouvait aucunement affaiblir l'indépendance des parties, car, bien que le préambule parle de la « destinée historique commune de leurs peuples », le traité précise que les parties conservent tous les attributs reliés à leur statut d'État souverain¹²⁶. Signé en grande pompe à Moscou le 2 avril 1996, il s'agissait principalement d'une mise en scène devant aider Eltsine à se faire pardonner son rôle dans la disparition de l'URSS, en prévision des élections présidentielles russes de juin.

Si ce n'eût été de la commotion que la signature de ce traité provoqua auprès des forces nationalistes, il aurait été plus facile d'y déceler le même type de supercherie électoraliste qui caractérisait le Traité sur l'union monétaire d'avril 1994. D'emblée, il était clair que la « communauté » ne disposerait d'aucune autonomie institutionnelle. Que pouvait-on vraiment espérer d'un « Conseil Suprême » – composé des chefs d'État, de leurs leaders parlementaires respectifs, ou du secrétaire du comité exécutif – devant prendre toutes ses décisions à l'unanimité¹²⁷? Quelles responsabilités la Russie aurait-elle pu vraisemblablement transférer à une Assemblée parlementaire formée d'un nombre égal de députés russes et biélorussiens¹²⁸?

¹²⁴ Par un décret adopté dès juin 1995, les bâtiments gouvernementaux et les uniformes des forces de l'ordre furent redécorés aux nouvelles couleurs de l'État. *Ob outverjdenii etalona Gosoudarstvennogo gerba Respubliki Belarus i Polojeniia o Gosoudarstvennom gerbe Respubliki Belarus* (Sur l'approbation de la norme de l'emblème étatique de la République du Belarus et des dispositions de l'emblème étatique de la République du Belarus), Décret du président de la République du Belarus n° 213, Minsk, 7 juin 1995, <http://pravo.kulichki.com/zak2007/bz54/dcm54938.htm>.

¹²⁵ *Dogovor ob obrazovanii Rossii i Belarousi*, (Traité sur la formation de la communauté de la Russie et du Belarus), Moscou, 2 avril 1996, <http://www.soyuz.by/ru/?guid=10439>.

¹²⁶ Voir les articles 15, 16 et 17.

¹²⁷ Voir l'article 9.

¹²⁸ Voir l'article 10.

La vigueur du virage identitaire populiste que le traité symbolisait était si grande que la faiblesse institutionnelle de la communauté passa alors largement inaperçue. Sur la scène politique intérieure, c'est la quatrième et dernière question posée à ce référendum de mai 1995 qui fit le plus de vagues. Celle-ci ouvrait la voie à des modifications constitutionnelles conférant au pays un régime présidentiel très fort¹²⁹.

À l'aide d'un second référendum tenu dans la controverse en novembre 1996, Loukachenko fit plébisciter, par 70,45 % des électeurs¹³⁰, le texte d'une nouvelle loi fondamentale lui conférant des pouvoirs beaucoup plus vastes, ayant de surcroît pour effet de prolonger son mandat présidentiel jusqu'en septembre 2001.

La contestation des parlementaires ayant refusé la dissolution du parlement qui s'en suivit rappelait d'une certaine manière la crise constitutionnelle d'octobre 1993 en Russie. Seulement, Loukachenko n'a pas eu à demander l'aide de l'armée pour disperser les quelque 60 députés récalcitrants. Dans ce combat pour maintenir un contrepoids politique au président, ceux-ci disposaient d'un soutien négligeable. Le taux d'appuis décevant (7,93 %) qu'avait reçu la proposition d'amendements constitutionnels des députés agrariens et communistes leur enlevait toute légitimité populaire¹³¹.

Au fil des mois, plus ils se radicaliseront contre la construction « d'un État fasciste »¹³², plus ils s'aliéneront d'électeurs. En réponse à leurs accusations à l'effet que le président n'était qu'un agent du KGB russe¹³³, Loukachenko stigmatisera les partisans du BNF comme s'il

¹²⁹ La question touchait à la disposition de la constitution de 1994 (contenue à l'article 104), en vertu de laquelle le Soviet Suprême détenait la capacité de destituer le président dans l'éventualité où il y aurait violation de la constitution.

¹³⁰ Tsentralnoi komissii Respubliki Belarus po vyboram i provedeniiou respublikanskikh referendumov, « Soobchtchenie ob itogakh golosovaniia na respublikanskom referendoume 24 noiabria 1996 goda (Communiqué sur les résultats du vote lors du référendum républicain du 24 novembre 1996) », <http://www.rec.gov.by/refer/ref1996resdoc.html>.

¹³¹ Article 17, *Constitution of the Republic of Belarus (Draft)*, « Amendments proposed by the Agrarian and Communist groups of parliamentarians », http://www.belarus.net/parliame/c_com_e.htm.

¹³² Ces mots furent utilisés par le président de la 13^e législature, Simon Saretski, dans un article publié le 11 septembre 1996 dans le *Narodaya Volya*.

¹³³ Il s'agit de la thèse incessamment défendue par Zenon Pozniak, aujourd'hui leader d'une faction dissidente du FPB, le Parti conservateur chrétien du FPB. Cette interprétation se trouve sur le site officiel de son Parti, « Belarus is an eastern outpost », 16 août 2004,

s'agissait d'agents à la solde de la Pologne et de l'OTAN. Une ère de contrôle idéologique étatique unifié modérément répressive s'annonçait.

Après avoir consenti à une bienveillante opération de désarmement unilatéral, les Belarussiens n'avaient pas imaginé que l'OTAN s'étendrait jusqu'à leur frontière. En 1996, cette politique expansionniste devenait d'autant plus inquiétante que la Pologne dénonçait haut et fort le penchant du régime vers l'autoritarisme. Son inclusion imminente dans l'Alliance poussera même Loukachenko à regretter publiquement que le pays se soit engagé à se départir de l'arme nucléaire¹³⁴. La dégradation des liens entre Minsk et les capitales occidentales fera augmenter le soutien en faveur d'une intégration militaire toujours plus poussée avec la Russie.

Or, la réélection d'Eltsine n'augurait rien de bon pour le projet d'intégration politique et économique. Non seulement la Russie ne se montrait pas repentante de ses politiques néolibérales, mais elle récidivait avec une deuxième vague de privatisations. Compte tenu des divergences de vues économiques, l'intégration concrète ne pouvait qu'avoir une portée limitée. Un nouveau traité fut signé en avril 1997, mais il s'agissait ni plus ni moins d'une opération de maquillage destinée à dissimuler l'impossibilité de réaliser des avancées concrètes dans le projet d'intégration. En effet, ce court texte de 9 articles réaffirmait simplement des principes contenus dans le traité de 1996, incluant la souveraineté et l'égalité juridique des parties¹³⁵. La seule nouveauté concernait la structure langagière : il ne s'agissait plus d'une communauté, mais d'une « Union » (*Soiouz*) dont le premier rôle est de « solidifier les relations fraternelles (*oukraplenie otnochenii bratstva*) » des parties¹³⁶.

Il est certes tentant de parler de coquille vide lorsque l'on compare cette « Union » avec l'URSS ou même l'UE. En revanche, on aurait tort de négliger complètement l'impact de ce contingent de fonctionnaires ouvrant à la coordination de politiques dans un large éventail de

<http://www.pbpf.org/art.php?cat=3&art=1&lang=en>.

¹³⁴ « Belarus Threatens to Redeploy Nuclear Weapons », *Jametown Monitor*, vol. 2, n° 3, 19 janvier 1996, <http://www.jamestown.org>.

¹³⁵ Article 1, *Dogovor o soiouze Belarusi i Rossii* (Traité sur l'Union du Belarus et de la Russie), Moscou, 2 avril 1997, <http://www.soyuz.by/ru/?guid=10441>.

¹³⁶ Article 2, *Dogovor o soiouze (...)*, *op. cit.*

domaines, facilitant la mise en œuvre de certains projets économiques, et servant de cadre à une coopération parfois efficace, dans le secteur de la défense notamment. Malgré l'impatience exprimée plusieurs fois devant la lenteur des avancées politiques et économiques de l'Union, l'existence de ce dialogue étroit avec Moscou donna à Loukachenko la hardiesse nécessaire pour narguer l'Ouest. Des gestes symboliques, comme l'adhésion en 1998 au Mouvement des non-alignés, campèrent le Belarus dans ce rôle de résistant à l'impérialisme américain.

La guerre en Yougoslavie lui donna l'occasion de faire des déclarations provocantes dans lesquelles il ne cherche aucunement à minimiser son aversion pour l'Ouest : « The West has declared many people criminal; all those who disagreed with it were declared criminals by democracy. So were we »¹³⁷. La force de ce discours tient dans la distance qu'il impose entre le Belarus et l'OTAN, largement condamnée par la population. La Russie ne pouvait en faire autant, puisque le seul succès de sa politique étrangère dans ce dossier était d'avoir pu imposer à l'OTAN sa présence militaire au Kosovo.

Pour tenter de modifier cette image d'impuissance, Eltsine allait bientôt accepter de donner un second souffle à cette idée de réunification des peuples frères. Le 8 décembre 1999, 8 ans jour pour jour après les accords de Belovej, la réunion prit un nouveau visage, devenant cette fois, un État d'Union (*soiounnogo gosoudarstva*)¹³⁸. Ce traité beaucoup plus substantiel comprenant 71 articles détaille les principes devant guider la réalisation de cet ambitieux projet d'union bi-étatique à la fois militaire, douanière et monétaire. On y annonce un vaste programme de développement d'institutions politiques communes, et même l'idée d'une constitution devant être adoptée par référendum par les parties. L'une des nouveautés intéressantes était notamment l'instauration de la Cour de l'État d'Union. Ce tribunal pouvant être saisi à tout moment par les parties pour faire appliquer une interprétation uniforme du

¹³⁷ *Belarusian TV*, juin 1999, cité dans « Lukashenko, in quotes », *BBC News*, 10 juillet 2004, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/3881341.stm>.

¹³⁸ *Dogovor o sozdanii soiounnogo gosoudarstva* (Traité sur la formation de l'État d'Union), Moscou, 8 décembre 1999, <http://www.soyuz.by/ru/?guid=10447>.

traité et des actes légaux de l'État d'Union porterait des jugements qui auraient force obligatoire¹³⁹.

Malgré les mêmes faiblesses institutionnelles, la puissance symbolique de l'évènement servait efficacement l'image politique des présidents russes et biélorussiens. Porté à la présidence seulement quelques semaines après la conclusion de ce traité, Poutine se trouvait donc face à un président vigoureux et expérimenté qui jouait triomphalement son rôle de réunificateur des frères slaves, comme si l'Ukraine n'existait plus !

Loukachenko eut l'honneur de recevoir la première visite officielle de Poutine à titre de président en avril 2000. Il fit alors sensation en surprenant son homologue russe avec la proposition de créer un groupe de forces conjointes de 300 000 hommes pour faire contrepoids à l'élargissement de l'OTAN¹⁴⁰. La proposition fut accueillie avec certaines réserves, mais la nouvelle doctrine militaire russe signée par Poutine le 21 avril 2000 offrit des garanties de sécurité pour l'État d'Union¹⁴¹. Ceci venait alors confirmer que le Belarus jouissait de la couverture nucléaire de la Russie.

Fort de cette solide alliance avec la Russie, l'ambition de Loukachenko devenait de plus en plus audacieuse. Pendant que Poutine cherchait à amadouer Washington pour calmer les critiques de sa guerre en Tchétchénie, le Belarus proposait de lutter contre l'asymétrie des rapports interétatiques. En rencontre plénière à l'ONU, Loukachenko dénonce ainsi la politique du deux poids deux mesures :

¹³⁹ Articles 50 à 54, *Dogovor o soiouze*.

¹⁴⁰ Dimitrii Gordnostaev, « Pervyi visit Vladimira Poutina v soiouznyi Minsk prines sensatsiiou », *Nezavisimaya Gazeta*, 18 avril 2000, http://www.ng.ru/politics/2000-04-18/1_sensation.html.

¹⁴¹ Voir le septième paragraphe du point 7, « Voennaya doktrina Rossiiskoi Federatsii (Doctrine militaire de la Fédération de Russie) », publié dans *Nezavisimaya Gazeta*, 22 avril 2000, http://www.ng.ru/politics/2000-04-22/5_doktrina.html.

Having sacrificed the lives of one third of its citizens to the cause of victory in the war against fascism, Belarus is capable of determining its own destiny. Having fully experienced the horrors of devastating wars, Belarus cannot be indifferent to the attempts to break the stability of the emerging world order, to disrupt the geopolitical balance in the world, and bring back the times when States were divided into first- and second-rate countries¹⁴².

L'État imaginé par Loukachenko constitue une entité pacifiste qui est assaillie par l'arrogance étrangère et le militarisme. Sa bravoure historique devrait pouvoir inspirer la résistance moderne de la civilisation orthodoxe contre la théologie universaliste néolibérale. Il déclarait dans ce même discours à l'ONU :

For the time being, unfortunately, in international relations we are facing more frequent attempts of the bigger Powers to treat all alike and reject any national and regional features which do not fall into the customary framework of the "Western way of life"¹⁴³.

Dans les années qui suivront, le comportement de la Russie et de l'Ukraine lui feront toutefois mesurer le poids de l'isolement que vivent les États-nations jouant le rôle de mouton noir à l'intérieur d'un certain espace politique.

¹⁴² Address from the President of Belarus, United Nations, A/55/PV.4, 45th plenary meeting, 6 septembre 2000, http://www.undemocracy.com/generalassembly_55/meeting_4.

¹⁴³ *Ibid.*

6.5 La forteresse-héros de Brest

Située sur la grande artère ferroviaire et routière reliant Moscou à l'Europe, le Complexe mémorial de la forteresse-héros de Brest constitue non seulement l'une des principales attractions touristiques du pays, mais un lieu de prédilection pour les visites des chefs d'État étrangers¹⁴⁴. En tant que telle, la forteresse est une construction russe datant de la première moitié du 19^e siècle, mais le complexe mémorial, ouvert en 1971, est avant tout l'œuvre des élites bélarussiennes¹⁴⁵. Projetant l'image de combattants assiégés bravant des forces largement supérieures en nombre, le site représente aujourd'hui l'un des plus importants symboles identitaires¹⁴⁶.

L'importance accordée à ce symbole s'explique par la compréhension que Loukachenko se fait de la situation de son pays. Sabine Fischer ne saurait mieux résumer lorsqu'elle écrivait : « By pointing at the EU's and other Western actors' hostile policies, the Belarusian regime succeeded in creating an atmosphere of a besieged fortress »¹⁴⁷. Tout au long des années 1990, le président a prétendu protéger le flan ouest d'une civilisation unique dont le Belarus était le gardien le plus fidèle.

¹⁴⁴ David Marples et Per Rudling, « War and memory in Belarus: The annexation of the western borderlands and the myth of the Brest Fortress », 1939-1941, *Belarouski gistorytchny zbornik*, n° 32, 1999, p. 225-244.

¹⁴⁵ Le titre de forteresse-héros fut décerné à Brest en juin 1965, dans les mois qui suivirent l'arrivée de Macherov à la tête de la RSS de Biélorussie. Lors de l'inauguration du complexe mémorial, c'est lui qui alluma la flamme éternelle en compagnie de 600 vétérans ayant fait partie de la garnison de Brest de 1941. La plupart d'entre eux, après avoir été fait prisonniers de guerre par les Allemands, avaient été condamnés pour collaborationnisme et envoyés au goulag. Ce n'est qu'après la mort de Staline que fut découvert et décoré l'héroïsme de leur combat acharné contre l'ennemi. « Memorialnyi kompleks "Brestskaya Krepost-Geroi" », *Istoriya sozdaniya memorialnogo kompleksa*, 2008, <http://www.brest-fortress.by/?sec=4>.

¹⁴⁶ Financé par l'État d'Union, le premier film à grand budget tourné au Belarus, portant sur la bravoure des combattants isolés dans la forteresse, sera diffusé en première, le 22 juin 2010, à 4 heures du matin, heure du lancement de l'attaque du Reich contre l'URSS. « 22 liounya 4 tchasa outra sostoitsia premera filma "Brestkaia Krepost" », *Informatsionno-analiticheski portal Soiounogo Gosoudarstva*, 06 avril 2010, <http://www.soyuz.by/ru/?guid=80233>.

¹⁴⁷ Sabine Fischer, « Executive Summary », dans *Back from the cold? The EU and Belarus*, sous la dir. de S. Fisher, Paris, Institute for Security Studies, Chaillot Paper, n° 119, november 2009, p. 10.

Si la forteresse tient toujours bon, l'unité civilisationnelle slavo-orientale qu'elle devait protéger fut durement ébranlée depuis l'arrivée au Kremlin d'un jeune homme fort et frondeur, d'une virilité plus urbaine que celle de Loukachenko. Poutine devint si populaire au Belarus que le niveau de soutien au projet d'unification avec la Russie augmenta significativement après son arrivée¹⁴⁸. Pour celui qui incarnait le rôle de réunificateur des Slaves de l'Est, cette situation était intenable. Les rivalités entre les deux hommes n'allaient pas tarder à endommager les rapports entre les deux pays.

Après sa première réélection, qui coïncide avec les attentats du 11 septembre 2001, Loukachenko se montra ouvertement contrarié de la proposition de Poutine d'encourager les Américains à venir s'installer en Asie centrale, pour mieux intervenir en Afghanistan. Le dégoût partagé contre l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie fit place à la consternation : Poutine était devenu un collaborateur de la domination unipolaire. Dans ce nouveau contexte, Loukachenko dut bien reconnaître qu'il fallait adoucir le ton envers l'OTAN, mais il se montra tout de même cynique à l'égard du choix stratégique de ses homologues russes et ukrainiens : « Ce n'est pas parce que la situation a changé et que la Russie et l'Ukraine se sont mis à courir vers l'OTAN que nous devons courir derrière eux.¹⁴⁹ »

S'il n'était pas question de reconsidérer l'alliance militaire avec Moscou, le prétendu enthousiasme pour l'union douanière et monétaire n'était plus le même. À mesure qu'augmenta la pression exercée par Moscou pour accélérer la libéralisation de l'économie bélarussienne, Loukachenko se montra de plus en plus compréhensif envers le courant de pensée autonomiste. Pendant que se négociait les termes de l'harmonisation des tarifs douaniers et des politiques monétaires, le président réaffirmait qu'il entendait bien « tenir les leviers d'influence de tous les processus (de libéralisation) fermement dans ses mains¹⁵⁰. » Aux oligarques russes souhaitant étendre leurs activités au Belarus, il servait cette mise en

¹⁴⁸ *Interfax*, 18 décembre 2001, reproduit dans « Russia: Poll shows 54% of Belarusians favor unification with Russia », *FBIS-SOV-2000-1218*.

¹⁴⁹ « Belarus' leader softens anti-NATO stance », *International League for Human Right, Belarus Update*, vol. 5, n° 28, juillet 2002, http://www.ilhr.org/ilhr/regional/belarus/updates/2002/28_02.htm, traduction libre.

¹⁵⁰ *Interfax*, 26 octobre 2001, reproduit dans « Belarus: President Lukashenka Claims Readiness for Liberalization of Economy », *FBIS-SOV-2001-1026*.

garde : « les futurs investisseurs étrangers devront créer des emplois, et non effectuer des mises à pied¹⁵¹ .

En juin 2002, l'annonce du plan d'action conjoint laissait miroiter de nouvelles avancées vers le projet d'union monétaire, qui était cette fois prévu pour 2005. En théorie, le Belarus s'engageait à libéraliser son secteur énergétique. En contrepartie, il conservait des garanties d'approvisionnements énergétiques exempts de frais de douanes. L'importance de ce terrain d'entente n'était pas mince, mais la principale question touchant le contrôle des droits d'émission de la monnaie commune n'avait pas été résolue, ce qui laissait planer bien des doutes sur l'aboutissement final du projet¹⁵² .

L'obsession du Belarus à vouloir négocier comme si la Russie devait le traiter d'égal à égal finit par impatienter Poutine. À l'été 2002, il clarifia que jamais la Russie n'accepterait que ses politiques soient influencées par les décisions d'un État ne comptant que pour 3 % de son PIB. Il qualifia carrément « d'absurdités juridiques » les propositions constitutionnelles biélorussiennes¹⁵³ , et fit ainsi comprendre à Loukachenko qu'il n'était pas le réunificateur des peuples slaves, mais plutôt celui qui s'opposait à la seule unification réaliste, celle qui s'effectuerait à l'intérieur de la Fédération de Russie :

¹⁵¹ *Interfax*, 5 avril 2002, reproduit dans « Belarus: Lukashenka Vows Not to Follow Russia's Privatization Strategy », *FBIS-SOV-2002-0405*.

¹⁵² Thomas Richardson, « Russia-Belarus Union: Progress Report », in *Republic of Belarus: Selected Issues*, IMF country report, n° 03/119, avril 2003, p. 41-47.

¹⁵³ Taras Kuzio, « Putin pours cold water on Lukashenka's merger plan », *RFE/RL Poland, Belarus and Ukraine Report*, vol. 4, n° 24, 18 juin 2002, <http://www.rferl.org/content/article/1344081.html>.

J'envisage la question suivante et je crois qu'elle devrait être la même pour la Russie et la Biélorussie : Êtes-vous d'accord avec l'unification de la Biélorussie et de la Russie dans un seul État sur la base des principes suivants : 1) la garantie des droits et libertés des citoyens de l'État unifié, 2) l'égalité entre les régions russes et biélorusses et 3) la création d'une structure gouvernementale commune en conformité avec la constitution de la Fédération de Russie. J'insiste sur ce point, et je vous dis pourquoi. Ce n'est pas que je n'aime pas la constitution biélorusse. (...) Seulement, contrairement à la Russie, la Biélorussie est un État unitaire, alors que la Russie est un État fédéral, tout comme le futur État commun peut seulement l'être. Conséquemment, je ne peux imaginer que (l'unification) pourra se faire différemment¹⁵⁴.

La désinvolture avec laquelle Poutine annonçait aux Bélarussiens que la seule option possible était l'annexion à la Russie avait de quoi choquer. Elle pulvérisait le principe d'égalité des États-membres sur lequel l'édifice institutionnel prévu dans le Traité sur l'État d'Union de 1999 était érigé.

La montée du coût de l'énergie et l'importance politique grandissante des entreprises dans ce secteur d'activité avait décuplé les motivations du gouvernement russe d'intervenir. L'emprisonnement de l'oligarque Khodorkovski et la liquidation des actifs de Ioukos (qui avait des parts dans la raffinerie biélorussienne de Novopolotsk) illustrent la détermination du Kremlin.

Si l'on se fie au ton sombre que Loukachenko employa dans son discours inaugurant l'année 2004, la lutte pour la sauvegarde du modèle biélorussien s'annonçait difficile :

Each and every one of us has contradictory feelings — joy and sorrow, expectation and anxiety... Anxiety indeed! Because we see that our planet is not becoming more secure and merciful. We see how fragile the world is. How it needs protection from cruelty, violence and aggression¹⁵⁵.

¹⁵⁴ Traduction libre de l'anglais, « Quotes of the week », *RFE/RL Poland, Belarus and Ukraine Report*, vol. 4, n° 31, 20 août 2002, <http://www.rferl.org/content/article/1344088.html>.

¹⁵⁵ « New Year Greetings by President of the Republic of Belarus A. G. Lukashenko to the Belarusian People » 31 décembre 2003, <http://www.president.gov.by/en/press18843.html#doc>.

Cette inquiétude était tout à fait justifiée, puisque la mainmise du régime sur les compagnies de transport opérant les oléoducs, les gazoducs et les raffineries deviendra la cible des assauts coordonnés du gouvernement russe et des entreprises dont il est un des principaux actionnaires.

En février 2004, l'échec des pourparlers sur la négociation des prix du gaz et des frais de transit marqua une étape importante dans la dégradation des liens entre les deux pays. Par un temps glacial, la Russie fit découvrir à la population biélorussienne, pendant 24 heures, les effets d'un arrêt temporaire des livraisons de gaz. Bien que l'épisode fût de courte durée, cette répétition générale pour les « guerres du gaz » qui toucheront l'Ukraine en 2006 et 2009 fut un choc pour les gens qui s'imaginaient encore vivre en URSS¹⁵⁶. Loukachenko n'en était plus exactement à sa première tirade contre la Russie, mais celle-ci prenait un ton que l'on n'avait encore jamais entendu. Le voisin était alors défini comme un État capitaliste immoral coupable d'un « acte de terrorisme contre un peuple-frère »¹⁵⁷.

En bout de piste, Minsk dut se résigner à accepter une hausse des prix. Ceux-ci n'auraient toujours pas atteint les niveaux européens, loin de là, mais cette fois le pays s'était engagé à permettre à *Gazprom* de se porter acquéreur du transporteur gazier *Beltransgaz*, sans toutefois préciser les termes d'une telle transaction.

La reprise de ce scénario se déroula le 31 décembre 2006, à la suite d'une nouvelle ronde de négociations difficiles qui fit frémir l'Europe. Cette fois, Minsk consentit *in extremis* à une nouvelle hausse de prix, évitant de peu l'arrêt des livraisons. Or, pour s'assurer qu'ils demeurent en deçà des tarifs exigés aux pays avoisinants, il fallut cette fois aller plus loin en s'engageant à vendre graduellement au géant gazier russe 50 % des actions de *Beltransgaz* pour la somme de 2,5 milliards USD. Le propos du vice-Premier ministre en disait long sur le climat de tension ayant caractérisé les pourparlers :

¹⁵⁶ Askold Krushelnycky, « V 20 gradousnyi moroz prekrachtchna podatcha gaza v Belarus (coupure de gaz au Belarus par un froid de -20 °C », *Belaruskaya Gazeta*, n° 7, February 23, 2004, <http://www.belgazeta.by/20040223.7/010072142>.

¹⁵⁷ « Lukashenko Lambasts Kremlin for Terrorism », *RFE/RL Newslines*, vol. 8, n° 33, 20 février 2004, <http://www.rferl.org/content/article/1143101.html>.

When closer to midnight on December 31 we were still far from agreement I said to Miller (le président de Gazprom): “Not only the formation of a gas transporting JV or the price at which we will be buying gas depends on us. Relations between countries and the union are in question. After all there is only one step from love to hatred”

Après avoir remporté en octobre 2004 son référendum sur la modification de la constitution lui permettant de se présenter pour un troisième mandat constitutif, et ensuite gagner à 82,4 % les élections présidentielles de mars 2006, le président Loukachenko était bien en selle sur le pouvoir. Celui qui demandait en séance plénière à l’ONU : « Qui insistera pour que les États-Unis d’Amérique cessent leurs tentatives contre Cuba et le Venezuela? »¹⁵⁸ ne semblait pas redouter le déséquilibre des forces en présence. Il était prêt à mener la bataille à un autre niveau d’intensité.

Pour tenter de contrebalancer les effets de la hausse des prix de plus de 100 % que venait d’imposer Gazprom aux Bélarussiens, à compter du 1^{er} janvier 2007, Minsk mena dans les jours suivants une contre-attaque surprise, annonçant l’imposition d’un tarif supplémentaire de 45 \$ la tonne sur le transport du pétrole russe sur son territoire. Déclarée illégale par la Russie, la mesure fut immédiatement contrebalancée par des menaces à l’effet qu’une taxe à l’exportation du pétrole vers le Belarus de 180 \$ la tonne pourrait être imposée. Dans ce climat de tensions, l’éditorial du plus important journal pro-gouvernemental, le *Sovetskaya Belarus*, exprima des sentiments indépendantistes auxquels les lecteurs n’étaient pas habitués¹⁵⁹.

Le conflit fit vivre aux pays récipiendaires européens une nouvelle phase d’inquiétude lorsque *Transneft* dut fermer les vannes du *Droujba* pour empêcher que son pétrole, en route vers l’Europe, ne soit confisqué en guise de paiement des nouveaux frais de transit. L’entente conclue à l’arraché le 17 janvier 2007 éclaircit le cadre de la coopération dans le secteur

¹⁵⁸ Address from the President of Belarus, United Nations, A/60/PV.5, 4th plenary meeting, 15 septembre 2005, <http://daccess-ods.un.org/TMP/524599.t05119705.html>.

¹⁵⁹ « Ispytanie “droujboi” (Le test de “l’amitié”) », *Sovetskaya Belaroussiya*, 10 janvier 2007, <http://sb.by/article.php?articleID=56111>.

pétrolier¹⁶⁰. En échange de la levée de la surtaxe sur les frais de transit, la Russie consent à ne pas appliquer de taxe à l'exportation pour le pétrole destiné à la consommation intérieure du Belarus. En revanche, Moscou imposera de nouveaux frais de douane de 53 \$ la tonne sur le volume absorbé par les raffineries biélorusses pour la fabrication des produits pétroliers destinés aux marchés étrangers.

C'était un nouveau gain substantiel arraché au budget du Belarus. Mais la crise était à peine résorbée à l'avantage de la Russie que le président Poutine jetait de l'huile fraîche sur le feu en déclarant que les subsides au Belarus totalisaient encore 2.5 milliards USD annuellement pour le pétrole, et 3.3 UDS milliards pour le gaz¹⁶¹. Il laissait ainsi entendre que la pression sur le Belarus serait maintenue lors des prochaines rondes de négociation.

Le problème avec ce calcul effectué par Moscou, fondé à partir de l'écart entre le coût des hydrocarbures au Belarus et celui dans les républiques avoisinantes, c'est qu'il ne tient pas compte de la valeur de la collaboration militaire offerte par le Belarus. Or, à partir du moment où Moscou s'écarte ainsi du principe sous-jacent au Traité d'amitié de 1995, le Belarus pourrait être tenté de marchander son allégeance au plus offrant. L'expert russe Stanislav Belkovsky soulignait avec justesse : « Starting from 2007, Lukashenka will obviously have to embark on an alternative national project that would involve the building of a full nation state and the policy of the Belarussian state will become more nationalistic »¹⁶².

¹⁶⁰ *Soglasenie mejdou Pravitelstvom Rossijskoj Federatsii i Pravitelstvom Respubliki Belarous o merakh po ouregulirovaniou trgovno-ekonomitcheskogo sotroudnitchestva v oblasti eksporta nefiti i nefteproduktov* (Accord entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Belarus sur les mesures régulatrices de la coopération économique et commerciale dans le secteur de l'exportation du pétrole et des produits pétroliers), Moscou, 12 janvier 2007, www.consultant.ru/online/base/?req=doc;base=LAW;n=97074.

¹⁶¹ « Energy Subsidies for Belarus to hit \$5.8 billion in 2007 », *RIA-Novosti*, 15 janvier 2007, <http://en.rian.ru/world/20070115/59085196.html>.

¹⁶² Stanislav Belkovsky, « Russia's Foreign Policy in the Post-Soviet Space in 2006 », *Eurasian Home Analytical Resource*, 30 janvier 2007, <http://www.eurasianhome.org/xml/t/expert.xml?lang=en&nic=expert&pid=950>.

De l'avis des experts occidentaux et des opposants locaux, que ce soit à la suite d'une « révolution »¹⁶³ ou d'une « libération »¹⁶⁴, le régime sera inéluctablement vaincu par la supériorité idéologique du libéralisme politique et les forces implacables des lois du marché. Cette conclusion, qui repose sur des postulats théoriques discutables, ne s'est toutefois pas encore avérée. Bien au contraire, le système économique bélarussien est encore présenté comme supérieur à celui de la Russie. Dans une entrevue offerte à *Ekho Moskvy*, Loukachenko explique : « The media have convinced your people that the Russian authorities are pursuing the 'right policy'. But you keep afloat only because you have loads of greenbacks »¹⁶⁵. Inlassablement, il cherche à culpabiliser les Russes de s'approprier une rente gazière et pétrolière au détriment du Belarus :

« Je pose la question, j'ai déjà dit beaucoup à ce sujet en Russie, combien pendant deux ans les Russes ont-ils pompé hors de notre économie grâce à l'imposition illégale de droits sur le pétrole et à la triple augmentation des prix du gaz? Plus de 10 milliards ! »¹⁶⁶.

Quoi qu'il en soit de la « légalité » des exigences russes, le régime se trouve dans une situation des plus difficiles. S'il ne veut pas devenir une propriété russe, le pays doit trouver ailleurs les capitaux nécessaires à la modernisation et à l'amélioration de sa compétitivité. En août 2008, le régime a fait l'annonce d'un nouveau programme par lequel 90 % des entreprises d'État devront être éventuellement privatisées, ce qui devait, prévoit-on, attirer quelque 80 milliards US \$ d'ici 2011¹⁶⁷.

La mise en œuvre d'une nouvelle stratégie identitaire inclusive de l'église catholique romaine suggère que le régime entend poursuivre sa lutte pour sa survie. La réhabilitation des liens

¹⁶³ David Marples et Lyubov Pervushina, « Belarus: Lukashenko's Red October », *Problems of Post-Communism*, vol. 52, n° 2, 2005, p. 19-28.

¹⁶⁴ Stanislau Shushkevich, « Belarus Will Soon Be Liberated: Interview with Stanislau Shushkevich », *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, vol. 12, n° 1, 2004, p. 59-77.

¹⁶⁵ Dmitry Shusharin, « Alexander Lukashenko Allies Himself with Boris Yeltsin », *RIA Novosti*, 21 février 2007, <http://en.rian.ru/analysis/20070221/61044150.html>.

¹⁶⁶ Propos tenu à la chaîne *Obchtchenatsialnoe Televidenie*, le 4 septembre 2009, cité par Vladimir Podgol, « Narodnyi televisor: Tsitaty Loukachenko za 2009 god », *Belorousskie Novosti*, 14 janvier 2010, http://91.149.157.125/rubrics/opinion/2010/01/14/ic_articles_410_166221.

¹⁶⁷ Selon la documentation officielle diffusée sur le site du gouvernement, <http://www.belarus.by/en/invest/investment-climate/privatisation>.

entre Minsk et Rome pourrait-elle permettre d'aller chercher certains appuis financiers dans la vieille Europe? Cela suffira-t-il à contrebalancer la mainmise des capitaux russes sur son économie? La Chine pourrait-elle devenir un partenaire économique majeur? Il est encore trop tôt pour répondre à ces questions, mais l'on constate que l'évolution de rapports économiques avec la Russie s'accompagne d'un changement important dans le discours identitaire du Belarus. Reste à savoir s'il agit d'un autre soubresaut temporaire ou d'une tendance plus lourde.

CHAPITRE SEPTIÈME

L'ANALYSE COMPARATIVE COMME INSTRUMENT DE MESURE DE LA DYNAMIQUE FAMILIALE

Dans l'ensemble, les Bélarussiens sont les plus faibles des frères de la famille slavo-orientale. Leur langue détient encore moins le droit de se dire indépendante que l'ukrainien, ressemblant davantage à un dialecte, quoique avec une orthographe originale, presque illisible. Et pourtant les Bélarussiens sont une forme de « Haut-Russes (sverkhrousskii) ». Tout ce qui est bon et tragique, que l'on attribue traditionnellement aux Russes, se retrouve chez eux dans une plus grande mesure¹

Boris Didenko-Kravtchenko

À la lumière des synthèses historiques présentées dans les trois chapitres précédents, j'entends maintenant évaluer la valeur de mon hypothèse générale concernant l'existence d'une dynamique familiale particulière entre les États-nations slavo-orientaux postsoviétiques. Comme résumée en introduction, et subséquentement exposée étape par étape dans les trois premiers chapitres de ce travail, cette hypothèse porte sur les trois éléments suivants :

¹ Boris Didenko-Kravtchenko, « Zryachnyi platch po Oukraine (Complainte lucide à l'ukrainienne) », *Literaturnaia Gazeta*, n° 16, 19 avril 2002, <http://www.litrossia.ru/archive/87/culture/2052.php>, traduction libre.

- 1) l'existence matérielle et idéale d'un groupe ethnolinguistique slavo-oriental composé de trois États-nations ;
- 2) l'existence d'une (macro)structure intersubjective de type « familial » reliant les unités de ce sous-système interétatique/international ;
- 3) l'existence de structures cognitives permettant un processus d'apprentissage social par lequel les dirigeants étatiques-nationaux, en interagissant entre eux, cherchent par essais et erreurs à donner une identité qui soit tant gratifiante que viable à leur État-nation.

Réunis ensemble, les éléments matériels et idéels communs au groupe slavo-oriental forment les contours d'un sous-système ouvert, unique en son genre dans l'arène internationale, dont les effets sur les débats identitaires et les rapports interétatiques s'observent depuis le démantèlement de l'URSS. Toutefois, il ne s'agit là que de la première partie de ce qu'il faut vérifier. Car l'hypothèse d'une dynamique familiale présuppose que la métaphore de la famille serve de support interprétatif aux acteurs (de principe organisationnel au sous-système). En second lieu, il me faut donc vérifier si cette métaphore jette un éclairage pertinent sur l'évolution des rapports interétatiques et des discours identitaires dans chacun des États-nations.

Pour évaluer la valeur du premier volet de mon hypothèse concernant l'existence d'un groupe d'États-nations post-soviétiques particulier, il convient de juxtaposer les trois cas particuliers de la Russie, de l'Ukraine et du Belarus, et mettre en lumière leurs caractéristiques, matérielles et idéelles, à la fois communes et particulières au groupe. C'est ce que je propose de faire dans la première section du chapitre.

La deuxième dimension de mon hypothèse est théorique. Elle concerne le statut de la métaphore familiale slavo-orientale en Relations internationales. Afin de faire ressortir les

facteurs susceptibles d'affecter les rapports interétatiques et la façon dont chacun des membres développe sa personnalité nationale-étatique, la deuxième section compare leurs caractéristiques matérielles et idéelles avec pour objectif de faire ressortir leurs particularités respectives.

En dernière analyse, afin de tirer des conclusions sur la nature de l'interaction au sein de ce « triangle slave », la dernière section recompose de façon très synthétique la succession des réactions exprimées par les dirigeants lors des changements ayant le plus marqué la région. Par un examen comparatif et longitudinal, je tente de reconstruire la logique des processus interactifs d'apprentissage dans son ensemble. J'évaluerai ainsi dans quelle mesure la dynamique interétatique qui s'observe peut être effectivement interprétée à travers le prisme de la métaphore familiale.

7.1 Le groupe slavo-oriental comme fait matériel et idéal

Il importe peu que les réserves monétaires d'un pays soient catégorisées comme un fait matériel, compte tenu de la présence physique des billets (comme je l'ai fait au cours des trois chapitres précédents), ou plutôt comme un fait idéal, parce que sa valeur ne repose en bout de piste que sur la confiance que les gens accordent aux devises. En réalité, il n'existe pas d'opposition, mais bien des complémentarités d'intensité variable entre les éléments matériels, directement perceptibles par nos sens, et les éléments idéels, compris dans les jeux de langage et dont seuls les effets sont observables².

À ce sujet, Wendt se contente de souligner que toute structure sociale est constituée de trois éléments : de conditions matérielles, d'intérêts et d'idées³. La notion d'intérêt, qui se situe à la jonction des idées et des conditions matérielles, illustre à elle seule qu'il n'y a pas de ligne de démarcation entre les deux pôles, mais plutôt un vaste espace où elles se superposent dans des proportions variables.

Parce que le sous-système international/interétatique à l'étude possède des caractéristiques, tantôt plus matérielles qu'idéelles (une forte asymétrie démographique entre les unités), tantôt plus idéelles que matérielles (des législations renforçant le caractère civique ou ethnique des unités), il serait sans doute possible de classer ces caractéristiques selon leur « degré d'épaisseur ontologique »⁴. Si la linéarité du texte impose un certain ordre de présentation, il importe de préciser que cet ordre est arbitraire. Il ne présume pas d'une échelle d'importance entre les caractéristiques relevées.

² Andreas Bieler « Questioning Cognitivism and Constructivism in IR theory: Reflections on the Material Structure of Ideas », *Politics*, vol. 21, n° 2, 2001, p. 93-100.

³ Alexander Wendt, *Social Theory of International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 139.

⁴ Il s'agit d'un concept que j'emprunte directement à l'enseignement de Jean-Guy Prévost, qui ordonnait ainsi les façons de définir la « nation » dans son cours d'introduction à la méthodologie bi-disciplinaire, juridique et politique, offert par l'UQAM, dont j'ai eu la charge pendant quelques années.

Le groupe slavo-oriental comme fait matériel

L'adjectif slavo-oriental (*vostotchno-slavianskii*) tire son origine de la linguistique, science développée dans la deuxième moitié du 19^e siècle. C'est au cours de cette période qu'a été objectivée cette branche distincte de la famille des langues slaves, principalement formée du russe, de l'ukrainien et du biélorussien⁵. Les œuvres érudites d'un philologue comme Izmail Sreznevskii contribuèrent alors à mettre en relief l'unicité du groupe, réputé descendre du vieux ruthénien (*drevne-rousskii*), la langue d'usage au sein de la *Rous* entre le 11^e et le 14^e siècle⁶. Cette dernière n'a d'ailleurs pas complètement disparu au sein des États-nations à l'étude, puisqu'on peut encore parfois l'entendre sous forme de chants liturgiques dans les églises orthodoxes et uniates.

Se basant sur la recension des artefacts culturels associés au mode de vie agricole et aux récits folkloriques des populations locales, des ethnographes comme Dimitri Zelenin ont par ailleurs contribué à étoffer la thèse de l'unicité du groupe⁷. Bien que la plupart soient aujourd'hui condamnés au musée, ces artefacts confèrent au groupe une identité qui est même antérieure au baptême du prince Vladimir de Kiev (988) et au schisme entre la chrétienté romaine et byzantine (1044). Ainsi, même si les « Slaves de l'Est » constituent, en tant que catégorie analytique, une invention récente, leur existence repose sur une réalité matérielle ancienne.

L'unité du groupe n'est pas exclusivement fondée sur des coutumes et des particularités linguistiques communes. L'histoire millénaire de l'Église orthodoxe, dont les traces architecturales sont omniprésentes, joue un rôle fondamental dans le sentiment

⁵ Roland Sussex et Paul Cubberley, *The Slavic languages*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 638 p.

⁶ Izmail Sreznevskii est célèbre pour avoir consacré le dernier tiers de sa vie à la constitution d'un dictionnaire en trois tomes, totalisant plus de 5000 pages, établi sur la langue écrite subsistant dans les textes rédigés au cours de cette période. *Materialy dlya slovarya drevnerousskogo yazyka po pismennym pamyatnikam* (t. 1-3), Saint-Petersbourg, Tipografiya Imperatorskoi Akademii Naouk, 1893, 1902, 1912.

⁷ Membre influent de l'Académie russe des sciences, Dimitri Zelenin fut, de 1925 à 1940, directeur du département (*kabinet*) d'ethnographie européenne au musée d'anthropologie et d'ethnographie Pierre le Grand à Saint-Petersbourg. L'une de ses œuvres importantes fut rééditée juste avant le démantèlement de l'URSS. *Vostochno-slavyanskaia etnografiya*, Moscou, Nauka, 1991 (1927), 507 p.

d'appartenance à ce groupe ethnolinguistique fondateur de la *Rous* kiévienne⁸. Même détruites, les églises témoignant des liens avec Byzance peuvent réapparaître pour venir marquer l'imagination populaire, comme sur cette pièce commémorative de 20 roubles émise en 2005 par la Banque nationale du Belarus. La cathédrale Sainte-Sophie (1030-1060) de Polotsk, connue pour son style baroque du 18^e siècle, y retrouve son allure byzantine originelle.

Figure 7.1

Empreinte visuelle d'appartenance au groupe slavo-oriental⁹



⁸ Malgré la création en 1992 d'une nouvelle église orthodoxe ukrainienne autocéphale (non-reconnue par le patriarche de Constantinople), le nombre de paroisses orthodoxes ukrainiennes relevant du patriarcat de Moscou demeure à ce jour beaucoup plus important. Du nombre total des quelque 20 000 paroisses de l'Église orthodoxe russe, près de 1 500 sont situées au Belarus, et plus de 6 500 en Ukraine. Paul D'Anieri, Robert Kravchuk, Taras Kuzio, *Politics and society in Ukraine*, Boulder, Westview press, p. 87.

⁹ National Bank of the Republic of Belarus, « Commemorative coins "Vseslav of Polotsk" », 28 décembre 2005, <http://www.nrb.by/eng/Coinsbanknotes/CommCoin.asp?id=94>.

Quoi qu'il en soit de leurs convictions religieuses, les dirigeants post-soviétiques fréquentent régulièrement ces lieux de culte anciens lors des célébrations importantes. Compte tenu du vaste auditoire qu'elle rejoint, la télédiffusion des images de ces hommes modernes se prosternant devant les icônes de la chrétienté byzantine forme une composante significative du décor matériel des États-nations à l'étude.

Pour quiconque a voyagé dans ces pays, il va sans dire que l'image d'une unité créée par la présence des églises et des icônes est aussi grandement amplifiée par l'héritage esthétique soviétique. Les empreintes architecturales et les manifestations artistiques du réalisme socialiste renforcent le lien de parenté, si l'on peut dire. L'effet qu'elles produisent est d'autant plus fort que ces traces du passé soviétique s'étendent, d'un côté, au sein du monde musulman, au Caucase et en Asie centrale, et de l'autre, au sein du monde protestant et catholique, dans les pays baltes et les États satellites européens. Le gigantesque Palais de la culture et de la science de Varsovie (qui trône exactement où se trouvait jadis la cathédrale orthodoxe Alexandre Nevski, détruite sur ordre de Pilsudski) est encore là pour rappeler aux Polonais que les dirigeants d'un État slavo-oriental ont déjà tenté, au nom d'un système de croyances à vocation universelle, de dominer un espace dépassant largement les limites géographiques du groupe.

Figure 7.2

Empreinte architecturale de l'expansionnisme slavo-oriental¹⁰



¹⁰ Le Palais de la culture et de la science de Varsovie, dont la construction a débuté peu avant la mort de Staline, fut un cadeau de l'URSS à la Pologne. Il demeure à ce jour (avec sa tour radio au sommet) le plus haut édifice de toute la république. L'image reproduite tirée du site <http://www.sztuka-architektury.pl/>

Du fait justement de ce rôle dominant qu'ils jouèrent au sein de l'URSS, les multiples réalisations matérielles, comme l'exploration spatiale ou la construction d'une superpuissance militaire, conservent dans ces pays une signification plus importante et positive qu'auprès des autres nationalités post-soviétiques ou post-socialistes. Pour preuve, le « Jour de la victoire (*Den pobedy/Den peremogi/Dzen peramogi*) » célébré le 9 mai demeure l'un des plus importants jours fériés pour les membres du groupe. Eltsine lui-même est rapidement revenu sur son premier choix de ne plus organiser de grande parade militaire en ce jour commémoratif de la victoire soviétique¹¹. En contre-exemple, on pourrait mentionner le cas de l'Ouzbékistan, qui a cessé de célébrer cette « victoire », préférant depuis 1999 marquer le « Jour du souvenir et de l'honneur », de façon à souligner la souffrance humaine infligée aux jeunes conscrits ouzbeks¹².

En plus d'une forte empreinte architecturale, les institutions orthodoxes et soviétiques ont évidemment laissé derrière elles ce qui constitue, à coup sûr, la principale caractéristique commune au groupe, soit l'usage réel de la langue russe. Malgré l'espace non négligeable qu'occupent les langues biélorussienne et ukrainienne dans la sphère publique, le russe continue à ce jour d'être compris par la quasi-totalité de la population de ces trois États-nations (ce qui n'est déjà plus le cas ailleurs dans l'ex-Empire). Ensemble, ils forment donc un bassin de consommateurs relativement unifié pour les publications, les différents produits audiovisuels, sans oublier la mise en ligne de sites Internet¹³.

¹¹ Kathleen Smith, *Mythmaking in the new Russia: politics and memory under the Yeltsin era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, p. 85-91.

¹² Bobour Mirzoev, « Ouzbékistan: Prazdnik, kotoryi otnyali ou veteranov voyny (Ouzbékistan, la fête que l'on a retiré aux vétérans », *Fergana.ru*, 17 mai 2007, <http://www.ferghana.ru/article.php?id=5135>.

¹³ Il serait difficile de quantifier avec précision le pourcentage de pages russes consultées par les Ukrainiens et les Biélorussiens, par rapport au pourcentage de pages dont le contenu est produit localement ou dont la langue est, soit ukrainienne, soit biélorussienne. Certains indicateurs peuvent tout de même apporter un éclairage. Selon la firme Alexa, en avril 2010, parmi la liste des 100 sites les plus fréquentés au Belarus, 27 sont logés en Russie (42 sites internationaux et 31 sites biélorussiens). En Ukraine, 23 des 100 sites les plus consultés sont logés en Russie (45 sites internationaux et 32 sites ukrainiens), <http://www.alexa.com>.

Le groupe slavo-oriental comme fait idéal

Si la présence d'artefacts religieux provenant de la *Rous* est l'une des conditions nécessaires à l'identification slavo-orientale contemporaine, il ne s'agit évidemment pas d'une condition suffisante. Les divisions politiques apparues après les invasions tatares (islamiques) et polono-lituanienne (catholiques) ont laissé des traces susceptibles de servir de support matériel à des processus fragmentés d'identification collective.

Ce qui est particulier au groupe des Slaves de l'Est, qui est en fait, à ce jour, un cas unique en tant que sous-système interétatique-international, c'est la façon dont l'unicité du groupe, conjuguée avec la différenciation des membres, est synthétisée dans la métaphore de la famille. Au sein de l'espace à l'étude, l'usage de cette métaphore résulte de la superposition de trois phénomènes.

Le premier, déjà évoqué, dérive de la linguistique, où l'usage de la métaphore de la famille pour désigner une multitude de langues ou de dialectes provenant d'une descendance commune est omniprésent¹⁴. Bien entendu, il s'agit d'une pratique taxonomique ne reflétant qu'imparfaitement la réalité. Pour ce qui est de la famille des langues slaves de l'Est, les efforts du journaliste de *RFE/RL* Jan Maksimiuk visant à enjoindre à la minorité de Pologne, à laquelle il s'identifie, d'écrire en langue podlachienne¹⁵ ne constitue qu'un exemple parmi d'autres de contestations de ce portrait de famille à trois¹⁶. Pourtant, en aucun cas il n'est question de remettre en cause l'existence de la famille linguistique slavo-orientale comme telle.

Comment se fait-il alors que la métaphore utilisée en linguistique ait pour ainsi dire contaminé le champ politique? C'est ici qu'intervient le deuxième phénomène, en

¹⁴ Un exemple pourrait être ce site *Litsa Rossii* (Les visages de la Russie), une initiative du bureau de l'UNESCO à Moscou, qui publie des statistiques officielles sur les langues parlées en Russie, en les regroupant par famille. <http://www.rusnations.ru/language/>.

¹⁵ Un excellent site internet est dédié à ce projet. <http://svoja.org/>.

¹⁶ L'identité ukrainienne des Slaves de l'Est des Carpates ne fait pas l'unanimité notamment auprès des *Lemky* de Pologne et des *Rousiny* de Slovaquie.

l'occurrence la solidarité prolétarienne, théoriquement sous-jacente à la construction du peuple multinational soviétique. Puisque l'idée de fraternité dérive déjà étymologiquement de la notion de frère, la notion de famille se prêtait admirablement bien à une telle transposition en URSS. On ne craint d'ailleurs pas la tournure pléonastique en parlant de « famille fraternelle de peuples soviétiques (*bratskaia semia sovetskikh narodov*) », une expression qui s'impose dans le jargon officiel. Elle se superpose simplement à la triade slavo-orientale préexistante, de façon à lui donner une dimension nouvelle, caractérisée en l'occurrence par le devoir d'entraide.

C'est la mixture idéologique composée de la notion de parenté linguistique et de fraternité socialiste qui donne à la famille slavo-orientale sa dimension particulière au sein même de l'URSS. Le rôle prédominant de la langue russe « à l'image de la place du peuple russe dans la famille fraternelle » est formellement reconnu à compter des années 1970, ce qui illustre bien l'asymétrie des rapports entre les membres¹⁷. Pourtant, même en Ukraine, où l'on trouve le plus grand nombre de personnes contrariées de cette appartenance familiale, la métaphore fait partie du langage, comme dans ce témoignage du dissident ukrainien Danylo Shumuk, qui écrivait en 1984 :

Russians will never be free unless they overcome their chauvinist and expansionist spirit, for a nation which enslaves other nations; even if it is playing the role of an "elder brother" and guardian cannot allow its own people to enjoy true democratic freedoms and a tradition of humanism. But this can only occur when Ukraine stops seeing itself as an inferior "younger brother"¹⁸.

Au moment de la mise à mort de l'institution soviétique, il s'agit déjà moins d'une famille dirigeant une puissance politique mondiale, que d'une famille héritière d'une ancienne civilisation chrétienne. C'était là le cœur de l'idée de Soljenitsyne, exprimée en 1990, dont il a été fait mention en introduction. Le vide idéologique créé par l'effondrement du projet socialiste était comblé par un retour à la tradition littéraire romantique, où la valeur d'un

¹⁷ Alexandr Eliseev, « Grajdanstvennost ili ethnitchnost? », *Agentstvo Politicheskikh Novostei*, 4 novembre 2006, <http://www.apn.ru/publications/article1864.htm>

¹⁸ Danylo Shumuk, *Life sentence : memoirs of a Ukrainian political prisoner*, Edmonton, CIUS Press, 1984, p. 333.

peuple réside dans la richesse spirituelle de sa langue et dans ses traditions religieuses. Cela se confirme après 1991.

C'est dans ce contexte que l'on peut observer le troisième phénomène caractérisant la famille slavo-orientale, soit la réémergence de l'Église orthodoxe. En effet, dans les années 1990, elle fut rapidement mise à contribution pour empêcher la division entre les trois principaux morceaux de l'Empire¹⁹. Le Patriarcat de Moscou *et de toutes les Russies* assurera la survie de l'idée de famille en propageant sans relâche l'unité des trois peuples qui forment le cœur du « monde russe/ruthénien (*Rousskii mir*) ». Au lendemain de la signature du Commonwealth de la Russie et du Belarus, en avril 1996, le patriarche Alexis II déclara aux médias : « La nouvelle union naissante demeure tragiquement incomplète, puisqu'elle ne comble pas la volonté d'intégration de la part du peuple d'Ukraine, qui partage la même foi et le même sang »²⁰.

Bien entendu, cette voie ne fera pas l'unanimité auprès des principaux intéressés, loin de là. L'inconfort de Koutchma créé par la présence d'Alexis II lors d'une rencontre au sommet avec Vladimir Poutine en 2001 sera d'ailleurs bien noté par les journalistes²¹. Seulement, le poids historique de cette institution *de toutes les Russies* est tel que les dirigeants sont forcés de se positionner d'une façon ou d'une autre, influençant par le fait même la dynamique internationale/interétatique qui s'y observe.

¹⁹ Jonh Dunlop, « The Russian Orthodox Church as an "Empire-Saving" Institution », dans *The politics of religion in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de Michael Bourdeaux, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 14-40, 321 p.

²⁰ « *Narodaiouchchesia novoe obedinenie ostanetsia tragitcheski nezaverchennym, pokouda ne vospolnitsia volei k integratsii so storony edinokrovnogo i edinovernogo naroda Oukrainy* », cité par Iouriï Ryabykh, « Vnechnepolititcheskie orientiry Rousskoi pravoslavnoi tserkbi (1991-2000) (Orientations de politique internationale de l'Église orthodoxe russe) », *Pro et Contra*, vol. 6. n° 4, 2001, p. 118-135, p. 127.

²¹ « Concession time for Kuchma », *Jametown Monitor*, vol. 7, n° 211, 8 décembre 2001, http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=23722&tx_ttnews%5BbackPid%5D=215.

7.2 La comparaison comme mécanisme constitutif des identités

Pendant la période soviétique, c'est dans un double rapport avec l'Occident et l'Orient que les liens de solidarité familiale se sont développés entre les Slaves de l'Est. En regardant vers l'Ouest, c'est l'histoire de la domination exercée par une noblesse et une bourgeoisie étrangère (polonaise, allemande, ashkénaze) qui revient à l'esprit. Comment, dans ces conditions, ne pas ressentir une certaine fierté d'avoir ensemble fondé cet État socialiste, qui, pour un temps, a élevé les Slaves de l'Est au rang de superpuissance, corrigeant ainsi l'asymétrie défavorable de leurs rapports avec le reste de l'Europe? Malgré les défauts les plus horribles de l'URSS, on peut difficilement oublier qu'elle sut infliger une défaite militaire à l'Allemagne nazie.

Certes, les efforts visant à jeter un éclairage positif sur le rôle de l'OUN et de l'UPA en Ukraine ont contribué à nuancer le récit officiel de l'ère soviétique concernant l'entraide entre les républiques slaves. Or, malgré les efforts déployés par Iouchtchenko pour réhabiliter la mémoire des combattants nationalistes, on constate que le nombre de personne évaluant positivement la contribution historique de Stefan Bandera (qui se verra octroyer en 2010 le titre de Héros de l'Ukraine) n'a pas augmenté, demeurant à seulement 27 %²². Dans ce même sondage, on note que les leaders soviétiques, Nikita Khrouchtchev et Léonid Brejnev, voient leur taux d'approbation augmenter dans les années 2000 pour atteindre respectivement 48 % et 60 %, ce qui montre bien que l'URSS ne constitue pas pour tous une tache sombre dans l'histoire du pays.

En regardant vers l'Est, les colons slavo-orientaux qui sont partis s'installer en Asie centrale ont inversement expérimenté un rapport asymétrique dans lequel ils occupaient le haut du

²² Dans un rapport du *Institout Polityki* qui compare les données d'un même sondage effectué à trois reprises, soit en 2002, 2006 et 2010, non seulement la popularité de Bandera n'a pas augmenté, mais le nombre de personne évaluant négativement sa contribution historique est passé de 40 % à 51 %. « Stavlennia oukraintiv do diatchiv koul'touri, istoritchnikh ta polititchnikh diatchiv (veresen 2010 roku) Attitudes des Ukrainiens envers les personnalités du monde culturel, historique et politique (septembre 2010) », <http://polityka.in.ua/info/456.htm>

pavé²³. Au sein de l'URSS, ils ont œuvré pour « élever » ces populations musulmanes (dont beaucoup étaient encore nomades) au rang de nations²⁴. Avec la ferme conviction d'avoir remplacé les « geôliers des peuples »²⁵, ces techniciens, enseignants ou ingénieurs en provenance des républiques slaves ont lutté contre le sous-développement économique et la sous-scolarisation des populations²⁶. Ainsi réunis dans une mission de type civilisatrice, dans laquelle l'émancipation des femmes n'était pas l'élément le moins important²⁷, ces immigrants y ont propagé la langue russe avec l'assurance qu'il s'agissait de la langue supérieure du progrès. Là encore, donc, le passé soviétique renvoie aux Slaves de l'Est une image gratifiante de leur solidarité.

Ainsi, ce n'est pas un hasard si ces liens de solidarité commencent à s'effriter au moment même où le statut de superpuissance s'affaiblit, et où le bienfondé des énergies investies en Asie centrale (notamment en Afghanistan) est remis en cause. En regardant et en se comparant à l'Est et à l'Ouest, les membres de la famille tirent de moins en moins de gratification. À la fin des années 1980, ils semblent se replier sur eux-mêmes, regardant de plus près leurs problèmes internes respectifs. Dans ce contexte, ils sont plus tentés de se comparer l'un à l'autre.

On a rappelé dans le troisième chapitre que la construction de l'identité de l'État-nation suppose l'identification des éléments qui lui sont étrangers. Or, dans le contexte d'un sous-système à trois joueurs, le mécanisme par lequel la différence devient altérité affecte intimement les autres membres du groupe.

²³ À la veille de Révolution d'Octobre, ils étaient déjà près de 2 millions à s'être installés dans la steppe kazakhe et au Turkestan.

²⁴ Comment ne pas citer sur le sujet Olivier Roy, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Seuil, 1996, 332 p.

²⁵ La caractérisation de la Russie comme « prison des peuples », origine du carnet de voyage du Marquis de Custine, mais elle fut subséquentement popularisée par les écrits de Lénine.

²⁶ Dans la période de la plus forte de migration slave en Asie centrale (entre 1959 et 1969), le solde migratoire fut de 1 481 000 Russes, de 100 000 Ukrainiens et de 85 000 Bélarussiens. *Sotsiologicheskiye Issledovaniya*, n° 7, 1992, p. 38, cité par Oleg Shamshur, « Current Ethnic and Migration Issues in the Former USSR », dans *Ethnicity in Eastern Europe : questions of migration, language rights and education*, sous la dir. de Sue Wright, Exeter, Short Run Press, 1995, p. 14.

²⁷ Douglas Northrop, *Veiled Empire: gender and power in Stalinist Central Asia*, Ithaca, Cornell University Press, 2004, 392 p.

Au sein du sous-système de type familial, il s'agit d'un exercice périlleux. Car, bien que la nature des liens historiques sollicite la coopération entre les membres, la différenciation des intérêts en mine les lieux d'expression, créant du coup un fort sentiment de frustration. Ce mécanisme prend une tournure saisissante après le parricide de 1991. Afin de comprendre comment ces comparaisons ont influencé les choix identitaires et la configuration de leurs rapports interétatiques depuis le démantèlement de l'URSS, il convient maintenant de présenter une synthèse de ses principaux éléments constitutifs.

La différenciation matérielle des membres de la famille

Un survol comparatif des caractéristiques matérielles propres à chacune des unités du sous-système met d'emblée en relief l'existence d'une forte asymétrie. En tout premier lieu, celle-ci est démographique, car pour chaque Bélarussien, on compte environ cinq Ukrainiens et près de 15 Russes²⁸. Bien sûr, cette asymétrie s'observe aussi au niveau des caractéristiques géographiques, particulièrement en ce qui a trait à la superficie des territoires : celui de la Russie est plus de 80 fois plus grand de celui du Belarus²⁹. De façon générale, la Russie est donc démesurément avantagée dans la répartition des ressources naturelles.

En fait, il n'existe que deux éléments heureux pour l'Ukraine et le Belarus. Le premier est relié à la densité de leur population, considérablement plus élevée, qui réduit le coût des infrastructures de transport par capita. Le second est leur localisation frontalière, qui leur confère le contrôle sur des corridors de transport plus achalandés.

²⁸ Calculé à partir des données démographiques du tableau 7.1.

²⁹ *Idem.*

Tableau 7.1
Comparaison démographique et géographique

	Belarus	Ukraine	Russie
Population ³⁰ (en millions d'habitants)			
	9,68	46,26	141,95
Superficie ³¹ (en kilomètres carrés)			
	207 600	603 700	17 098 242
Infrastructure de transport ³² (en kilomètres)			
<i>Chemin de fer</i>	5 512	22 473	87 157
<i>Route</i>	79 990	169 679	537 289
<i>Gazoduc</i>	5 223	20 069	150 007
<i>Oléoduc</i>	2 433	4 540	75 539
Ressources en hydrocarbure ³³ (en millions de tonnes de pétrole et en milliards de mètres cubes de gaz naturel)			
<i>Réserves prouvées de pétrole</i>	27	54	1184
<i>Réserves prouvées de gaz naturel</i>	3	1092	47040

³⁰ Les chiffres concernent l'année 2008, selon les données publiées par la Banque mondiale, arrondis à la deuxième décimale, http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators?cid=GPD_WDI.

³¹ Les chiffres proviennent du *CIA World Book*, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/bo.html>.

³² *Ibid.*

³³ Les chiffres proviennent du *US Energy Information Agency*, convertis par l'auteur en format métrique, et arrondis à l'unité. <http://www.eia.doe.gov>.

Bien qu'ils varient sensiblement d'année en année, les différents indicateurs économiques et le niveau des dépenses militaires reflètent une asymétrie aussi très prononcée. On s'en doute, de tels écarts s'observent aussi dans les indicateurs les plus communs, comme la valeur de leurs produits intérieurs bruts, la valeur de leurs réserves monétaires, la valeur annualisée du budget consacré à la défense, et ce de manière à peu près constante pendant toute la période à l'étude.

Tableau 7.2

Comparaison économique et militaire

	Belarus	Ukraine	Russie
Produit intérieur brut³⁴			
<i>PIB (en milliard d'US\$) 2008</i>	60	180	1679
<i>PIB/habitant 2008</i>	5360	3210	9660
Réserves monétaires³⁵ (en millions de dollars américains)			
<i>Juin 2009</i>	2 888	28 000	413 401
Budget consacré à la défense³⁶ (en millions de dollars américains)			
<i>Dépenses militaires estimées pour 2005</i>	377	999	29 866
<i>en % du PIB 2005</i>	1.4%	1.4%	3.9%

³⁴ Les chiffres proviennent de la Banque mondiale. <http://data.worldbank.org/country>.

³⁵ IMF, *Time Series Data on International Reserves and Foreign Currency Liquidity Official Reserve Assets and Other Foreign Currency Assets*, <http://www.imf.org/external/np/sta/ir/802P816.pdf>.

³⁶ Selon les estimations de la CIA, https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/rawdata_2034.txt.

En ce qui concerne le volume des échanges commerciaux, le degré d'asymétrie est d'une amplitude comparable. Toutefois, la dégradation des liens économiques entre la Russie et l'Ukraine a modifié la donne au fil des ans. En effet, l'importance de l'Ukraine comme partenaire commercial de la Russie a considérablement diminué. En 2004, le pourcentage des importations en provenance du Belarus était même plus élevé que celui des importations en provenance d'Ukraine.

Tableau 7.3

Comparaison de l'importance relative des partenaires commerciaux

	Belarus	Ukraine	Russie
Importance relative en tant que destination des exportations (en % de la valeur totale des exportations) ³⁷			
<i>Exportations du Belarus en 1994</i>		10.1%	47.7%
<i>en 2004</i>		3.9%	47.1%
<i>Exportations de l'Ukraine 1994</i>	1.5%		37.7%
<i>en 2004</i>	1.7%		17.8%
<i>Exportations de la Russie 1994</i>	4.9%	10.6%	
<i>2004</i>	6.2%	5.9%	
Importance relative en tant que provenance des importations (en % de la valeur totale des importations)			
<i>Importations du Belarus en 1994</i>		5.1%	63.5%
<i>en 2004</i>		3.3%	68.0%
<i>Importations de l'Ukraine en 1994</i>	3.7%		54.7%
<i>en 2004</i>	1.9%		42.2%
<i>Importations de la Russie 1994</i>	5.4%	11.4%	
<i>en 2004</i>	8.6%	8.1%	

³⁷ IMF, *Russian Federation : Recent Economic Developments*, Staff country Report n° 99/100, septembre 1999, p. 116 et 118 ; IMF, *Belarus : Recent Economic Developments*, Staff country Report n° 97/111, novembre 1997, p. 115 ; IMF, *Ukraine : Recent Economic Developments*, Staff country Report n° 97/109, octobre 1997, p. 95-96, IMF, *Republic of Belarus : Statistical Appendix*, Country Report n° 07/311, septembre 2007, p. 35 ; IMF, *Ukraine Statistical Appendix*, Country Report n° 05/417, p. 43 et 45 ; IMF, *Russian Federation : Statistical Appendix*, Country Report n° 06/431, p. 34 et 36.

Cette asymétrie est grandement accentuée par le poids du secteur énergétique, qui condamne l'Ukraine et le Belarus à une très forte dépendance pour sa consommation intérieure. Certes, la RSS d'Ukraine a historiquement joué un rôle important dans le développement de l'industrie gazière soviétique, dont elle fut même le berceau, mais sa production actuelle ne compte même pas pour le quart de sa consommation. Au Belarus, l'écart entre la production et la consommation atteint presque les 100 %, ce qui en fait l'État le plus dépendant des ressources russes.

Tableau 7.4

Comparaison de l'autosuffisance pétrolière et gazière³⁸

	Belarus	Ukraine	Russie
Pétrole (en millions de tonnes par année)			
<i>Production</i> ³⁹	1,74	4,72	469,71
<i>Consommation</i>	8,81	18,35	142,20
<i>Exportation</i>	(7,1)	(13,2)	349,26
Gaz naturel (en milliards de m ³ par année)			
<i>Production</i>	0,17	19,51	653,10
<i>Consommation</i>	20,98	84,89	474,19
<i>Exportation</i>	(20,81)	(65,38)	178,91

³⁸ Cette compilation est effectuée à partir des données fournies sur les profils individuels des trois États pour l'année 2007 par le *US Energy Information Agency*, converties en mesure métrique par l'auteur, et arrondies à la deuxième décimale, <http://tonto.eia.doe.gov/country/>.

³⁹ Il est ici question de pétrole brut, incluant les condensats. Les légers écarts entre la production et la somme de la consommation et de l'exportation s'expliquent par les pertes occasionnées dans le processus de raffinage.

En plus de cette dépendance extrême, le Belarus est affligé d'une vulnérabilité supplémentaire en cas de conflits commerciaux. En effet, les capacités d'entreposage du pays représentant seulement 3 % de sa consommation annuelle sont beaucoup plus limitées que celles de l'Ukraine.⁴⁰ (en 2007).

S'il était possible de calculer avec précision la valeur du potentiel militaire de chaque pays, en incluant la valeur des technologies maîtrisées par leurs complexes militaro-industriels respectifs, alors il faudrait ajouter un autre tableau pour compléter cette synthèse des principales structures matérielles. Seulement, un tel calcul est impossible. La valeur des installations du port de Sébastopol est certes bien tangible⁴¹, mais ce n'est pas le cas de la technologie balistique ou thermonucléaire.

Ce dernier point sur la technologie est pourtant intéressant, car il constitue le seul élément dont la répartition n'est pas si fortement asymétrique. Dans plusieurs secteurs de pointe comme la détection radar, les Ukrainiens et les Bélarussiens possèdent des technologies comparables et parfois complémentaires à celles des Russes. En transmettant ces technologies à d'autres États, ils détiennent potentiellement un pouvoir de nuisance qui n'est pas significativement moins grand que celui de la Russie.

⁴⁰ Le monopole gazier bélarussien *Beltransgaz* opère deux sites d'entreposage : le plus ancien (situé à Osipovitchi, dans la région de Mogilev) possède une capacité saturée à 360 millions de m³, tandis que le plus récent (situé à Pribougski, dans la région de Brest), toujours en expansion, offrait en 2007 une capacité de 300 millions de m³. Tereza Khioutina, « "Skald" pod zemlie (Entrepôt sous-terrain) », *Beloruskoe Vremya*, 12 septembre 2007, <http://www.belarustime.ru/belarus/economy/trademark/fb715c3f0daa10e0.html>.

La construction d'un nouveau site d'entreposage, d'une capacité maximale de 400 millions de m³, a débuté en 2007. « Construction and installation works at Mozyr underground gas storage begun », *Belta*, 7 mai 2007, <http://www.belta.by/en/news/econom/?id=153466>.

⁴¹ En vertu de l'entente conclue en mai 1997, le prix de la location annuelle de la base de Sébastopol était fixé à 98 millions US \$. Or, selon les termes du nouvel accord conclu entre Medvedev et Yanukovitch en avril 2010 pour prolonger le contrat de location jusqu'en 2047, c'est quelque 40 milliards US \$ que l'Ukraine gagnera en économie gazière jusqu'en 2019. Anatoly Medetsky, « Deal Struck on Gas, Black Sea Fleet », *The Moscow Times*, 22 avril 2010, <http://themoscowtimes.com/mobile/article/404501.html>.

La différenciation idéale des membres de la famille

Pour schématiser, il est possible de dire que les éléments idéels différenciateurs des Slaves de l'Est sont de trois ordres :

- 1) éléments langagiers (les concepts) ;
- 2) éléments juridiques (les règles) ;
- 3) éléments idéologiques (les croyances).

À la base conceptuelle de la famille ethnolinguistique slavo-orientale se trouve un noumène millénaire commun : *Rous* (Ruthénie)⁴². Le nom se réfère non seulement à un espace, mais à l'idée mythique d'un vaste royaume qui fut en son temps la fine fleur de la civilisation européenne. Il occupe bien sûr une place centrale dans les processus d'identification de chacun des trois États-nations à l'étude.

Selon un texte du 12^e siècle, le noumène serait emprunté à un peuple provenant de l'autre côté de la Baltique⁴³. Trois frères originaires de Scandinavie auraient été invités par les tribus slaves, qui ne cessaient de se disputer l'une l'autre, pour venir à Kiev, régner sur elles et ainsi les réunir. Ironie de l'histoire, c'est le noumène lui-même qui se scindera au fil des siècles pour créer de nouvelles divisions entre les Slaves de l'Est.

D'abord, cette variante grecque, *Rossia* (Russie), qui se propage sous Pierre le Grand et révèle l'influence byzantine des ecclésiastes. Elle annonce la venue d'un nouvel Empire qui veut sortir d'Eurasie et rejoindre l'Occident. Mais cette identité partiellement étrangère allait longtemps continuer de sonner faux aux oreilles du peuple. La linguiste de renom, Nadine Jarintzov, expliquait au siècle dernier :

⁴² La traduction française « Ruthénie » dérive du nom latin *Ruthenia*, qui s'impose en Europe à compter du 12^e siècle,

⁴³ Je fais ici référence à la célèbre *Povest vremnikh let* (Chronique des années passées), compilée au début du 12^e siècle, dont l'une des versions est accessible en anglais. *The Russian Primary Chronicle, Laurentian Text*, trad. S. Cross et O. Sherbowitz-Wetzor, Cambridge, The Mediaeval Academy of America, 1953, 313 p.

« The ordinary, less enthusiastic, name is *Rossiya*; but it has come into being only since Peter the Great, who invented it in his zeal to do away with all the past of his country. But in this case he failed. The original name, *Rus'*, still breathes of something beloved and beautiful, more genuine and more crystal-like that *Rossiya* does. »⁴⁴

Si le nom de l'État semble l'en écarter, la filiation identitaire directe avec la *Rous* est tout de même préservée par l'adjectif *Rouskii* (russe/ruthénien), qui non seulement qualifie la langue, mais qui est substantifié pour désigner ceux qui la parlent, ce qui est en soi une anomalie grammaticale. En effet, pourquoi donc s'appellent-ils « *Rousskie* » et non « *Rousy* », comme les Bélarussiens (*Belarousy*) et jadis les Ukrainiens (*Malorousy*)?

À l'époque de Pierre le Grand, c'est le nomène *Malorossia* qui était utilisé pour désigner la région ukrainienne nouvellement intégrée à l'Empire, au milieu du 17^e siècle. Le terme évoquait la distinction historique faite jadis à Byzance entre la « *Mikra-rosia* », la *Rous* incluse dans le Grand-duché de Lituanie, et la « *Makra-rosia* », la *Rous* plus vaste sous occupation tatar⁴⁵. Or, à compter du milieu du 19^e siècle, son usage fut critiqué par les nationalistes locaux, qui refusaient d'être ainsi sémantiquement rattachés à une Russie qui ne reconnaissait plus la pertinence de maintenir cette distinction entre les deux Russies. On propose alors le nom *Oukraina* (Aux frontières), lequel figurait dans les textes datant de la période polono-lituanienne.

Alors que les élites locales dénonçaient la subordination de Kiev au sein de l'Empire, le substantif *Oukraintsi* (Ukrainiens) évoquait l'esprit de liberté des cosaques établis en périphérie. Sa popularité fut telle que le nom s'étendit dans l'Empire autrichien, sans toutefois parvenir à y déloger complètement l'ethnonyme *Rousiny* (Ruthènes), par lequel certains paysans se dénomment encore. Cet autre nomène dérivé de la *Rous* qui a survécu

⁴⁴ Nadine Jarintzov, *The Russians and Their Language*, Oxford, Blackwell, 1916, p. 68.

⁴⁵ Dmitrii Kiyanskii, « My bolche rousskie, tchem oni: istoriia bez mifos i sensatsii », *Zerkalo Nedeli* n° 4 (328), 27 janvier-2 février 2001, <http://www.zn.ua/3000/3150/29376/>.

dans les Carpates est même aujourd'hui devenu un marqueur identitaire rival sur le territoire ukrainien⁴⁶.

Enfin, il y a ce dernier noumène, « *Bela/Rous* (Ruthénie/blanche) », qui apparaît très tôt dans le Grand-duché de Lituanie sans que l'on sache exactement à quoi il faisait précisément référence⁴⁷. Son usage fut répandu à compter du 17^e siècle par la Moscovie pour justifier sa politique de reconquête au détriment de la Pologne. Après s'être un peu éclipsé au 18^e, il réapparaît dans la deuxième moitié du 19^e siècle pour désigner la région habitée par un peuple slavo-oriental présentant des particularités linguistiques distinctes.

Que l'origine de son caractère « immaculé » soit inconnue ouvre la porte à un large éventail de possibilités à celui qui veut en reconstituer le sens. Un jeune poète de Minsk expliquait à la journaliste américaine Anne Applebaum, peu après l'indépendance :

« Until now, we have been living here in a false culture. They gave us fake peasant culture: mass-produced dolls for tourists, cheap wooden spoons. And all the time they were destroying the real peasant culture, shutting down workshops, telling people to give up carving and join Communist party. And now it is time to discard the kitsch and replace it with something real (...) We were a part of Lithuania, a part of Poland, a part of Russia. Our history is theirs. Their symbols are ours »⁴⁸.

Manifestement, il en va même ainsi de leur nom.

En ce qui concerne la base juridique de la famille ethnolinguistique slavo-orientale, celle-ci semble plutôt faible à première vue. Pourtant, elle surgit de façon spectaculaire dans la soirée du 8 décembre 1991, lors de la signature d'un curieux traité international signé entre les concitoyens d'un même sujet de droit international. Les leaders de trois républiques fédérées accouchent alors d'un nouveau groupe, la CEI, que les commentateurs qualifient souvent

⁴⁶ Vasiliï Balouchok, « Kak rousiny stali oukraintsami », *Zerkalo Nedeli*, n° 27 (555), 16-29 juin 2005, <http://www.zn.ua/3000/3050/50610/>.

⁴⁷ Ales Biely, « Why is the Russia White? », *Pravapis.org*, 2001, http://www.pravapis.org/art_white_russia.asp.

⁴⁸ Anne Applebaum, *Between East and West, Across the borderlands of Europe*, Londres, MacMillan, 1994, p. 167.

d'union slave, du moins avant qu'elle ne s'étende le 21 décembre 1991 à sept autres républiques soviétiques.

Quoique très éphémère, le poids de cette union à trois joueurs fut suffisamment lourd pour faire juridiquement disparaître l'URSS. Même si ce ne fut que pour trouver un moyen de disposer convenablement de la dépouille, la naissance de cette organisation constitue l'expression tangible du lien de solidarité familiale. Les trois États-nations apparaissent simultanément, en se reconnaissant l'un l'autre, et en se soutenant pour se faire reconnaître comme tel à la face du monde.

Toutefois, le bagage conceptuel qu'ils emploient complique légèrement leur fonctionnement en qualité d'État-nation. N'y a-t-il pas une contradiction inhérente entre la notion d'État (*gosoudarstvo*), comprise comme un lieu sacré où s'exprime un verbe d'action (*soudit* – juger), et l'idée de nation-citoyenne, comprise comme l'aboutissement du projet émancipateur moderne? Comment la « Nation-citoyenne », comme projet temporel, pourrait-elle se constituer en un « État-juge », dont la sagesse serait intemporelle? Ici, l'agence et la structure se trouvent sous haute tension dialectique⁴⁹. Il n'est peut-être pas étonnant de constater les nouveaux États-nations seront de véritables champs de bataille entre, d'une part, les représentants de la fonction étatique (les présidents), et, d'autre part, les représentants de la nation (les élus)⁵⁰.

Or, ce problème commun à la famille slavo-orientale se présente différemment, en fonction de la façon dont chaque nation s'imagine. Les récits étatiques-nationaux sont étroitement reliés à l'histoire locale des rapports avec les groupes ethnolinguistiques du territoire. Une

⁴⁹ J'ai soutenu ce propos dans un texte présenté à la 12^e édition du congrès annuel de l'*Association for the Study on Nationalities*: « Establishing the Borders of the Collective Self: Lukashenka's Belarusian Policy for Foreignness (1994-2007) », New York, Columbia University, 14 avril 2007. Grigorii Ioffe a d'ailleurs tiré une citation de ce texte pour la mettre en exergue de son chapitre deuxième sur l'identité nationale: « When the state means action, and nation means a project, the identity of the nation-state is bound to be a lively battleground », dans *Understanding Belarus and how Western Foreign Policy misses the mark*, Rowman and Littlefield, 2008, p. 37.

⁵⁰ Pour une revue comparative des luttes entre les institutions présidentielles et les institutions parlementaires, Verena Fritz, *State-building: a comparative study of Ukraine, Lithuania, Belarus, and Russia*, New York, Central European University Press, 2007, 215 p.

différenciation en fonction de l'importance relative du rapport à l'Orient et à l'Occident va donc s'opérer rapidement entre les nouveaux pays après 1991. À la différence des Ukrainiens et des Bélarussiens, pour qui l'effondrement de l'URSS marque la fin de l'engagement colonial dans la périphérie de l'Empire, les Russes seront condamnés à interagir avec la diversité ethnolinguistique et religieuse de l'Orient.

Contrairement aux Ukrainiens et aux Bélarussiens, qui forment les peuples indigènes de leur territoire respectif (sauf en Crimée), les Russes doivent en effet composer avec les sujets de la Fédération établis sur le principe ethnique, devant lesquels ils ressentent fortement leur propre ethnicité. Parallèlement, ils ne peuvent épouser une définition ethnique de la Nation-citoyenne sans risquer de compliquer leurs rapports avec les peuples disposant de leur propre gouvernement local. La tension permanente entre, d'une part, l'authenticité du sentiment d'appartenance ethnique, et, d'autre part, le poids de l'architecture juridico-politique, nécessite une solution. Celle-ci réside dans une identité « multinationale » de type impériale, qui s'affirme dans la langue et la culture dominante russe.

Le cas de l'Ukraine présente un caractère très différent, puisqu'en l'absence d'une vigoureuse ukrainophonie s'étendant à tout le pays, c'est l'identité ethnique qui est devenue le principal outil de légitimation de l'indépendance politique. L'épithète ukrainien ne renvoie pas à la Nation-citoyenne inclusive des minorités, mais au « bassin génétique » de la principale ethnie de la république, et ce, indépendamment de sa langue d'usage. Progressivement, l'État-ethnie prend ses distances vis-à-vis de l'Empire en accordant au russe un statut identique à toutes les autres langues minoritaires parlées au pays, comme le roumain ou le tzigane. Le principal inconvénient de cette stratégie est que sur cette base légitimatrice ethnique, la Crimée n'est pas vraiment ukrainienne. Elle est historiquement tatare, et démographiquement russe, du moins encore à 58.3 % selon le dernier recensement de 2001⁵¹.

Le cas du Belarus, où la langue russe jouit légalement d'un statut égal au bélarussien, se présente encore autrement, puisque le pays n'est pas au prise avec une région où l'attitude

⁵¹ State Statistics Committee of Ukraine, « About number and composition population of Ukraine by data All-Ukrainian population census' 2001 data », <http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/>.

envers le russe est très négative. La sensibilisation à la valeur spirituelle du parler local y fut propagée à une période où le groupe était économiquement marginalisé. En encapsulant le biélorussien dans les rituels folkloriques, la population mesure mieux les progrès réalisés en russe. L'usage restreint et plus intime de la langue indigène ne signifie pas qu'elle soit en train de disparaître. Même symbolique, sa présence à titre de langue égale à la langue russe la protège comme ressource de mobilité identitaire. Dans l'éventualité où les conditions géopolitiques amèneraient le Belarus à vouloir se détourner de Moscou, l'importance du biélorussien pourrait probablement croître à nouveau, comme ce fut le cas en Ukraine depuis 1991.

On ne pourrait pas terminer cette analyse comparative synthèse des structures idéelles de chaque pays sans aborder la dimension religieuse de la famille. Car si l'on se fie à sa longévité, ce serait sans doute la plus importante. La présence de l'Église orthodoxe sous la tutelle du patriarche de Moscou remonte au Moyen-âge. Et pourtant, que le patriarcat autocéphale non-reconnu d'Ukraine fasse valoir que Moscou aurait usurpé le siège revenant jadis au patriarche de Kiev suscite à ce jour de graves tensions avec Moscou.

En Russie, malgré le faible taux de fréquentation des églises, la population slave ressent un fort attachement pour son héritage spirituel orthodoxe. La popularité de la reconstruction de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou (effectuée avec l'aide du maire Iouri Loujkov pendant les pires années de misère économique) révèle bien l'importance qu'occupe l'Église depuis l'abandon du projet cosmopolitique soviétique. Dirigeant la plus grande église autocéphale orthodoxe, le patriarche de Moscou se considère ni plus ni moins l'égal du patriarche de Rome. Ceci donne aux fidèles un sentiment de prestige que la stature internationale de la Russie n'offre plus.

En Ukraine, la centralité du rôle de Moscou et de la langue russe est contestée. Une part du clergé, soutenue par Kravtchouk, entreprit dès 1991 de recentrer l'héritage religieux de la *Rous* sur son cœur géographique. La fondation d'une église autocéphale ukrainienne, émancipée de la tutelle moscovite (non reconnue à ce jour par le patriarche de Constantinople), déchire la majorité orthodoxe du pays. Officiellement excommunié par

Moscou, le patriarche Filet, soupçonné (comme son homologue russe Alexis) d'avoir travaillé pour le KGB⁵², plaide en faveur d'une seule église orthodoxe ukrainienne, indépendante de Moscou⁵³.

Pendant ce temps, dans l'Ouest, l'Église uniate reprend possession de ses lieux de cultes confisqués depuis l'occupation stalinienne. Aussi, voit-elle le nombre de pratiquants grimper. Le rôle que joue l'ancienne liturgie ruthénienne comme facteur d'unité sociale en Ukraine est donc complètement inversé. Ici, la fusion Église-État que l'on retrouve en Russie apparaît pratiquement impossible.

Si cette fusion de l'Église orthodoxe et de l'État semble plus facilement réalisable au Belarus, c'est que le syncrétisme gréco-catholique concurrent, jadis largement dominant sur le territoire, fut pratiquement éradiqué au 19^e siècle⁵⁴. Épargné par la violence religieuse ayant marqué l'Ukraine sur la frontière entre le catholicisme romain et le gréco-catholicisme, le pays accueille mieux le discours sur la tolérance nationale. La première ligne du nouvel hymne national adopté par décret présidentiel à l'été 2002 table d'ailleurs sur cette idée pacifique : « *My Belarousy, mirnyia lioudzi* (Nous, Bélarussiens, peuple pacifique) »⁵⁵. Au sein d'un tel univers représentationnel, le rapprochement des deux traditions chrétiennes autour d'un idéal national post-soviétique commun représente un défi moins difficile à relever qu'en Ukraine.

⁵² Ces liens furent publiquement exposés par la journaliste d'opposition Yevgenia Albats, dans son ouvrage sur la survivance des services secrets soviétiques : *KGB The State within a State*, Londres, Tauris, 1995 (1992), p. 40-45.

⁵³ Klara Gudzyk, « The time has come for an independent church: Apropos of the Ukrainian patriarch's visit to the US », *The Day*, n° 38, 28 novembre 2006, <http://www.day.kiev.ua/173174/>.

⁵⁴ Darius Staliunas, *Making Russians: Meaning and Practice of Russification in Lithuania and Belarus after 1863*, Amsterdam, Éditions Rodopi, 2007, 465 p.

⁵⁵ *Palajenne ab Dziarjaouny gimne Respoubliki Belarous* (Position sur l'hymne étatique de la République du Belarus), Décret du président de la République du Belarus, n° 350, 02 juillet 2002, <http://www.president.gov.by/press15629.html>. C'est d'ailleurs cette idée qui remplace, sur la même musique, le premier vers de l'ancien hymne de la RSS de Biélorussie, datant de 1955. En usage jusqu'en 1991, l'ancien hymne soviétique faisait référence à ce chemin du bonheur, cherché avec la fraternelle Ruthénie : « *My Belarousy, z bratnyaiou Roussiyou – Razam choukali k chtchastsio darog* ».

De toute évidence, la bibliographie du Filaret Denysenko, l'ancien métropolite de Kiev et de toute l'Ukraine, révèle à elle seule l'aspect théâtral qui caractérise la dimension religieuse de la trilectique interétatique/internationale slavo-orientale. En son temps pressenti pour le poste de patriarche de Moscou, Filaret deviendra le principal artisan du schisme de l'Église orthodoxe de Kiev.

Que le « spectacle religieux » soit le produit hasardeux des joutes politiques individuelles au sein d'une véritable communauté de croyants, ou le produit concocté par une (ou même plusieurs) institution(s) héritée(s) des anciens services secrets soviétiques, cela ne change rien pour la dynamique à l'étude. Dans un cas comme dans l'autre, il révèle le problème de la hiérarchisation des membres d'une famille imaginée.

7.3 L'analyse d'une trilectique internationale/interétatique

L'observation d'un certain nombre de caractéristiques stables nous autorise donc à parler d'un sous-système interétatique/international slavo-oriental, uni par une structure intersubjective de type familial. Ce n'était là, toutefois, que la première partie de l'hypothèse à « vérifier ». Afin que l'existence d'un tel sous-système puisse éclairer les processus de redéfinition identitaire et de reconfiguration des rapports entre les membres de la famille, encore faut-il démontrer que la structure intersubjective de type familial génère une dynamique particulière entre les États-nations à l'étude.

Comme dans toute famille traditionnelle, il est raisonnable de soutenir que le rang influence simultanément la constitution de la personnalité des enfants et la configuration de leurs rapports. Il peut sembler burlesque de transposer ainsi, aux États, une psyché humaine, mais il ne s'agit pas, en Relations internationales, d'un grave écart de conduite. Le grand gourou du néo-réalisme, Kenneth Waltz, n'était-il pas lui-même coupable d'anthropomorphisme en écrivant : « States, like people, are insecure in proportion to the extent of their freedom. If freedom is wanted, insecurity must be accepted »⁵⁶?

Dans le cas à l'étude, nous ne sommes pas en présence d'un système anarchique, mais bien d'un groupe d'orphelins déchirés entre, d'une part, leur communion spirituelle et leur idéaux de solidarité familiale et, d'autre part, leurs intérêts particuliers et leurs rapports de force hiérarchiques. En l'occurrence, la famille slavo-orientale est composée d'un grand frère musclé qui souhaite remplacer la figure paternelle; d'un cadet érudit qui n'accepte pas l'autorité du plus vieux, et, finalement, d'un benjamin fragile que la querelle entre les deux autres pousse à réfléchir au point de lui faire croire qu'il détient une sorte de sagesse supérieure à ses aînés.

Il s'agit d'examiner si la dynamique qui découle d'un tel principe organisationnel s'observe de façon continue à travers le temps. Pour y parvenir, il faut avoir une image synthèse du

⁵⁶ Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, Reading, Addison-Wesley, 1979, p. 112.

synopsis. Tâchons donc de récapituler la séquence des réactions aux épisodes les plus significatifs de leur histoire postsoviétique.

1989-1993 : l'échec du projet sociopolitique soviétique

Les principales conditions permissives de l'échec du projet soviétique sont connues : les faibles taux de croissance économique des années 1980, les écarts grandissants entre les capacités militaires soviétiques et américaines, mais aussi cette croyance selon laquelle la valeur du socialisme pouvait se mesurer en dollars américains. Ce n'est toutefois qu'en conjugaison avec les structures cognitives d'une cinquième génération de dirigeants soviétiques que ces facteurs déclenchent le processus de redéfinitions identitaires et de reconfiguration des rapports interétatiques qui conduit au démantèlement de l'Union soviétique.

Commentateur respecté dans la blogosphère, Sergueï Roy résumait :

Why did the Soviet Union collapse? There were about a million factors, but two stand out, as more or less accepted by both the lay and the learned: the Soviet economy collapsed, and the national elites rebelled, aspiring for more goodies of life, like power and property, instead of serving communist ideals⁵⁷.

Résumés à leur plus simple expression, voilà sans doute ces deux principaux éléments, l'un matériel, l'autre idéal, constituant les conditions permissives de l'abandon du projet sociopolitique soviétique.

La succession événementielle qui s'enclenche alors se présente comme une chaîne de réactions qui respecte précisément l'ordre imposé par le rang familial. Cela s'observe en premier lieu dans les déclarations de souveraineté, qui furent proclamées d'abord en Russie (12 juin 1990), ensuite en Ukraine (16 juillet 1990), et seulement plus tard au Belarus (27 juillet 1990).

⁵⁷ Sergueï Roy, « A Rebuttal to Vlad Sobell's "The Putin-Medvedev tandem is a bad idea" », *Johnson Russia List*, n° 120, 28 juin 2008.

D'entrée de jeu, les dirigeants russes abandonnent le projet soviétique, non pas pour rompre avec leur identité de grand frère, mais simplement pour rejeter les membres adoptés. En mettant le socialisme de côté, les républiques d'Asie centrale et du Caucase ne faisaient plus partie de la famille, redéfinie dans sa dimension linguistique et religieuse. Le 8 décembre 1991, Eltsine s'imagine être en train de créer, avec les frères d'Ukraine et du Belarus, quelque chose de nouveau, qui les libèrerait de leur passé totalitaire et qui leur permettrait ensemble d'effectuer leur entrée dans le « monde civilisé ».

Seulement, le volontarisme avec lequel les dirigeants russes veulent éliminer le Parti communiste et libéraliser leur économie, amène l'Ukraine et le Belarus à vouloir s'éloigner de l'orbite de Moscou, ne serait-ce que pour tenter d'éviter d'être entraînés dans le chaos dont la tentative de putsch a éveillé le spectre. Plus irrités que les Bélarussiens par le rôle central que tenait Moscou dans ces transformations radicales lancées sans consultation, les Ukrainiens préfèrent le « divorce civilisé » à la constitution d'une union slavo-orthodoxe dans laquelle tout se déciderait encore au Kremlin.

Enfin, glacés devant la succession terrifiante des évènements, les dirigeants bélarussiens tentent de s'accrocher au cours de l'histoire en évitant de faire des vagues, imitant sans enthousiasme l'Ukraine dans l'adoption de symboles indépendants, tout en cherchant à maintenir de bons rapports avec Moscou. C'est par cette stratégie prudente et humble que les élites politiques espèrent demeurer en poste et amortir le choc du démantèlement précipité de l'URSS. Ainsi s'enclenche, en 1991, sans qu'il n'y ait eu de changements significatifs dans la composition des régimes, ce qu'il convient sans doute de nommer la trilectique familiale slavo-orientale post-soviétique.

1993-1996 : la dislocation sociopolitique

Les tensions autour de l'héritage militaire stratégique et des questions de sécurité collective, l'éclatement de la zone rouble et l'échec des accords pour une union douanière, conjugués à

la spectaculaire décroissance économique qui s'en suivit, furent les principaux éléments responsables de la déstabilisation des institutions politiques des nouveaux États-nations. La dislocation politique fut beaucoup plus rapide et prit une importance beaucoup plus grande que tout ce que l'on avait pu imaginer en décembre 1991. Le mécontentement populaire et l'instabilité sociale qui en résulta allait engendrer une nouvelle chaîne de réactions par laquelle se renforcent les régimes présidentiels et s'enfoncent les idéaux démocratiques. Cela se manifeste encore dans un ordre qui correspond au rang familial.

Le phénomène s'observe d'abord en Russie. L'attaque armée lancée par Eltsine contre un Parlement qui tente de le destituer se solde par la mise sur pied d'un système de gouvernance au sein duquel le président jouit de très larges prérogatives, dont celle de pouvoir destituer à sa guise le chef du gouvernement⁵⁸. Ce type de régime censé ramener la paix sociale est approuvé par voie de référendum en décembre 1993.

L'Ukraine procédera avec plus de douceur, car le Parlement lui-même reconnaît l'état de paralysie dans lequel le pays se trouve. Après avoir choisi d'emboîter le pas des réformes néolibérales, Koutchma durcit le ton à l'égard de Moscou, ce qui lui permet de rallier la frange nationaliste et de faire adopter une constitution qui lui confère des pouvoirs présidentiels pratiquement équivalents à ceux de la Russie. Ceux-ci incluent la possibilité de démettre le gouvernement lorsque bon lui semble⁵⁹.

Enfin, le Belarus termine la marche avec le référendum de novembre 1996, par lequel le président se fait, à son tour, octroyer des prérogatives semblables⁶⁰. Même s'il procéda d'une manière moins abjecte qu'Eltsine, Loukachenko allait devoir essuyer des critiques beaucoup plus dures de la part des chancelleries occidentales.

⁵⁸ Chapitre 6, article 117, paragraphe 2, *Constitution of the Russian Federation*, adoptée lors du vote national du 12 décembre 1993, <http://www.constitution.ru/en/10003000-07.htm> ;

⁵⁹ Chapitre 6, article 106, paragraphe 9. *Constitution of Ukraine*, adoptée à la 5^e session du Conseil Suprême le 26 juin 1996, <http://www.rada.kiev.ua/const/conengl.htm#r5>.

⁶⁰ Chapitre 4, article 84, paragraphe 7, *Constitution of the Republic of Belarus of 1994*, adoptée lors du référendum républicain du 24 novembre 1996, <http://www.law.by/work/EnglPortal.nsf/6e1a652fbefce34ac2256d910056d559/d93bc51590cf7f49c2256dc0004601db?OpenDocument>;

Les processus de centralisation du pouvoir confèrent aux présidents une plus grande liberté de manœuvre dans l'orientation de la politique étrangère et la composition du discours identitaire étatique/national. Frustrés d'avoir raté leur entrée dans la maison européenne, et militairement embourbés malgré eux dans l'éclatement des guerres en périphérie, les Russes commencent à s'alarmer de leur puissance étatique perdue. Le drame qu'il traverse en Tchétchénie amplifie le sentiment de détresse.

À l'aide de déclarations destinées à rassurer la population sur le fait que leur pays demeure une grande puissance, la défense de « la sphère exclusive d'influence russe » au sein de la CEI devient l'obsession de tous les politiciens. La vieille « idée russe » de Dostoïevski (selon laquelle c'est l'Empire russe qui sauvera un jour l'Europe de sa déchéance morale et spirituelle) est reprise par Guennadi Ziouganov, le principal concurrent politique d'Eltsine et grand favori pour l'élection présidentielle de 1996⁶¹.

Pour leur part, les Ukrainiens sont suffisamment ébranlés économiquement pour souhaiter une trêve avec Moscou, mais devant l'expression de cette menace néo-impérialiste russe, ils cherchent à balancer leurs relations en direction de l'EU et de l'OTAN. La notion de pont entre la Russie et l'Europe s'impose. Il faut rappeler que la motion votée en mars 1996 par la Douma sur l'illégalité des accords de Belovej avait instauré un climat pour le moins tendu⁶². S'étant engagé dans la voie de réformes néolibérales, le régime donnait l'illusion qu'un rapprochement vers l'Ouest s'amorçait. Seulement, ce mirage fut, là aussi, offert au prix

⁶¹ James Scanlan, « The Russian Idea from Dostoevskii to Ziuganov », *Problems of Post-Communism*, vol. 43, n° 4, 1996, p. 35-42.

⁶² Dans son ouvrage autobiographique dirigé par Vadim Medish, le leader du Parti communiste Ziouganov écrivait : « *The denunciation of the Belovezh Agreements was well deserved. These agreements brought grief and suffering to all peoples and inflicted much damage to the economies and the security of the fraternal republics. Five years of disunion have demonstrated that no single republic can climb out the crisis by itself. It is our political and moral duty to abrogate these agreements.* », dans *My Russia: the political autobiography of Gennagy Zyuganov*, Armonk, M. E. Sharpe, 1997, p. 16.

d'une détérioration des conditions de vie des travailleurs⁶³. Et de plus en plus, la stabilité du gouvernement requiert un mode de gestion autoritaire.

Les Bélarussiens s'alarment de la fragilité interne et de la vulnérabilité économique de ses deux grands frères, tous deux affaiblis par leurs réformes. Le chemin du renforcement des institutions présidentielles russe et ukrainienne est imité. Seulement, ce n'est pas pour se conformer aux diktats économiques de l'Ouest, mais plutôt pour leur résister et tenter de reprendre le flambeau de l'unité slavo-orientale :

Fearing the appearance of a powerful rival embodied by a union of Slavic states, influential forces in the West are trying to preclude establishment of any union on a civilized basis (incidentally, similar policy is being conducted toward other civilizations, particularly the Islamic one). It is in the global geopolitical context that the salvaging importance of the Union of the Republic of Belarus and the Russian Federation for the entire Slavic world can be seen⁶⁴.

Un peu comme Alexis Karamazov, le plus jeune des trois frères de la famille imaginée par Dostoïevski, le président bélarussien (que l'on surnomme justement *batshka* (prêtre)) tente d'incarner une sorte de personnage moralement supérieur. Le comportement des peuples-frères lui semble déplorable, mais il semble encore croire que ceux-ci pourraient être sauvés et ramenés dans le droit chemin, celle d'une troisième voie économique.

1996-2001 : les vagues de l'élargissement de l'OTAN

On se rappelle qu'en 1992, Eltsine avait ouvertement évoqué la possibilité que la Russie rejoigne l'alliance transatlantique⁶⁵. Il se voyait probablement déjà prendre à Gorbatchev la couronne du politicien qui aurait mis un point définitif à la guerre froide. Or, le refus de l'Occident de considérer cette offre fut d'autant plus dur à porter que l'OTAN profita de la

⁶³ David Mandel, *Labour after communism, Auto Workers and Their Unions in Russia, Ukraine, and Belarus*, Montréal, Black Rose Books, 2004, 283 p.

⁶⁴ « Belarus: Lukashenka Exhorts Slavs To Unite », *FBIS-SOV-98-161*, 10 juin 1998.

⁶⁵ Un fait que rappelait récemment Sergei Karaganov dans une allocution prononcée lors du séminaire « Russia in Europe : Partners or Challengers? », Prague, 9 avril 2010, reproduit par *RIA Novosti*, 29 avril 2010, http://en.rian.ru/valdai_op/20100429/158800852.html.

faiblesse passagère de Moscou pour briser les engagements qu'elle avait pris au moment de la chute de Berlin de ne pas chercher à s'étendre plus loin que l'Allemagne de l'Est⁶⁶. Le spectacle de l'alliance transatlantique qui s'avance jusqu'aux portes de la forteresse de Brest fut accueilli à Moscou comme une véritable gifle. La Russie semblait repoussée vers cette même Asie qu'elle avait souhaité quitter.

Les Russes ont bien manifesté avec émotivité leur opposition à cette première vague d'élargissement de l'OTAN, effective depuis mars 1999. Seulement, embourbés jusqu'au cou dans les troubles du Caucase, ils ont été complètement impuissants à stopper l'arrivée d'une seconde vague. À compter de l'année 2000 s'ouvrent formellement les pourparlers qui conduiront l'OTAN à s'étendre dans les Balkans et dans les pays baltes, et ce, dès mars 2004.

L'émotion reliée à ces vagues d'élargissement n'est pas reliée à la menace militaire qu'elle pose, mais bien à la façon dont elle affecte le sens profond de la fin de la guerre froide. Le pacifisme libérateur des Slaves de l'Est, qui a volontairement déconstruit l'ennemi et la raison d'être historique de l'OTAN, est noyé dans le sentiment d'une défaite géopolitique généralisée. Cette vision que porte avec enthousiasme les ex-États satellites provoque un malaise qu'Eltsine ne parviendra jamais à apaiser. Les deux grands échecs identitaires successifs de la Russie soviétique et de la Russie libérale-occidentale minent la possibilité (du moins à court et moyen terme) de réinventer une nouvelle « idée russe » que la population n'accueillerait pas avec cynisme⁶⁷.

Le malaise des Russes est accentué par le repli dans l'indifférence des Ukrainiens, qui abandonnent sans hésiter cette cause de la résistance à l'OTAN et qui entament des négociations sur un partenariat distinct avec l'Alliance. Comme ils s'inquiètent de la volonté

⁶⁶ Dans un discours prononcé devant le Bremer Tabaks Collegium, le secrétaire général de l'OTAN Manfred Wörner avait déclaré : « Nous sommes favorables à un désarmement d'envergure, allant jusqu'au minimum inaliénable pour notre propre sécurité. Cela vaut aussi pour une Allemagne unie, membre de l'OTAN. Cette affirmation et l'assurance que les troupes de l'OTAN ne dépasseront pas le territoire de la République fédérale d'Allemagne, offrent à l'Union soviétique de solides garanties de sécurité ». « L'Alliance Atlantique et la Sécurité Européenne dans les années 1990 », Bruxelles, 17 mai 1990, http://www.nato.int/docu/speech/1990/s900517a_f.htm

⁶⁷ C'est essentiellement la thèse de Tim MacDaniel, *The agony of the Russian Idea*, Princeton, Princeton University Press, 1996, 210 p.

de reprise en main par Moscou de leur territoire, Kiev voit même l'OTAN comme une sorte de bouée de sauvetage nécessaire. La notion de « proche étranger » si chère à la Russie est déjà gravement compromise en 1997 par l'établissement d'un partenariat stratégique entre l'Ukraine et l'OTAN.

En contrepartie, le malaise des Russes est partiellement apaisé par la réaction des Bélarussiens, qui voient dans les avancées de l'OTAN une raison supplémentaire de plaider en faveur d'une reconstruction des liens politiques avec Moscou. Les tirades sans conséquence d'un Loukachenko dénucléarisé forment une stratégie populiste efficace sur la scène intérieure. La légitimité des institutions indépendantes bélarussiennes est augmentée par l'adoption d'une telle politique étrangère, car la population partage entièrement la méfiance du président envers l'alliance transatlantique.

De l'été 1997 au printemps 1999, alors que la Russie d'Eltsine semble avoir baissé les bras et abandonné son opposition futile à l'élargissement, la position internationale du Belarus semble fragilisée par un isolement croissant. La conviction profonde d'agir en fonction d'un sens supérieur de la justice lui permet de traverser cette épreuve, avec le soutien de son armée et de son exarchat orthodoxe.

Or, l'attaque de l'OTAN contre la Yougoslavie en avril 1999 semble à ce stade-ci lui donner raison, puisque les intentions belliqueuses qu'il prête à l'OTAN depuis longtemps se manifestent enfin. Embarrassé par la situation de faiblesse dans laquelle se trouve la Russie, dont le veto onusien n'est même pas suffisant pour faire cesser l'agression, Moscou relance une seconde fois les pourparlers sur l'État d'Union avec le Belarus. Encore une fois, la bravoure et la fidélité du Belarus semble agir comme un baume sur la plaie ouverte de son humiliation géopolitique.

Même à Kiev on désapprouve fortement la politique de l'OTAN. Le régime semble alors coincé entre l'opinion des parlementaires et l'intérêt supérieur de son indépendance vis-à-vis de la Russie, dont les rapports particuliers avec l'Alliance en sont l'un des symboles importants. Si l'on tente de ménager le chou et la chèvre, on est déjà bien moins confortable

avec cette ambition avouée de pouvoir constituer un pont entre la Russie et l'Europe. Les déchirements caractérisant les scènes politiques intérieures se manifestent à nouveau, laissant derrière eux un État encore plus fragilisé.

2001-2005 : les guerres américaines en périphérie islamique

En septembre 2001, la réélection triomphale du réunificateur du monde slave et orthodoxe est rapidement ombragée par un autre choc systémique. Les attentats terroristes aux États-Unis et le lancement des guerres subséquentes en Afghanistan et en Irak vont en effet considérablement modifier la donne au sein du sous-système. Les rapports de collaboration que développeront la Russie et l'Ukraine envers les États-Unis vont faire perdre l'intérêt du Belarus pour l'union civilisationnelle ruthénienne.

Agissant comme un miroir des difficultés ayant affligé la Russie dans ses rapports avec le monde musulman au Caucase et en Asie centrale, les attentats contre les États-Unis soulèvent une certaine compassion à l'endroit du peuple américain. Seulement, la façon dont le prétexte terroriste sera subséquemment instrumentalisé par Washington pour entraîner le pays dans une nouvelle guerre en Irak réveille et renforce le cynisme déjà bien présent depuis l'attaque de la Yougoslavie. L'Occident ne représente plus le monde civilisé, mais bien une fosse aux lions dans laquelle l'État doit faire appel à toutes les ruses diplomatiques possibles, et ce, sans être embêté par une opinion publique défavorable. Dans chacun des États, le caractère autocratique des régimes s'en voit renforcé.

La Russie de Poutine lance le bal du cynisme en proposant, au lendemain des attentats du 11 septembre, que les troupes américaines viennent s'installer en Asie Centrale, cédant ainsi à Washington une partie du fardeau de la sécurisation de son flanc méridional. L'expert russe Viatcheslav Nikonov parle alors « du plus important rapprochement russo-américain depuis l'indépendance des États-Unis d'Amérique »⁶⁸.

⁶⁸ Viatcheslav Nikonov, « Back to the concert: global the time », *Russia in Global Affairs*, n° 1, décembre 2002, <http://eng.globalaffairs.ru/printver/447.htm>.

Conscient de l'absurdité des fondements juridiques égalitaires du traité signé par Eltsine pour accommoder le Belarus dans la construction de l'État unifié, Poutine saisit au vol l'occasion de se distancier de son homologue biélorussien, ce qui du coup améliore son image auprès de Georges Bush. Démontrant soudainement un intérêt moindre pour la coopération militaire avec le Belarus, la Russie espère négocier à un meilleur prix la prise de contrôle de son infrastructure économique.

Inquiétés par ce rapprochement soudain entre la Russie et l'OTAN, les Ukrainiens versent dans la surenchère transatlantique. Pour se faire pardonner d'avoir fait parvenir illégalement des armes à Saddam Hussein, Koutchma poussera l'audace jusqu'à faire de son pays la quatrième force d'occupation en Irak. À son tour, l'Ukraine donne ainsi l'impression de vouloir vendre son âme au plus offrant, quitte à revenir partiellement dans le giron de la Russie s'il le faut.

D'ailleurs, les signes de rapprochement auxquels on assiste entre Kiev et Moscou à la fin du règne de Koutchma n'augurent rien de bon pour la fraternité slave, puisqu'ils accélèrent la diminution de l'importance stratégique que le Belarus revêt aux yeux de la Russie. Ceci s'observe clairement lors de la guerre du gaz en février 2004. Le rapprochement affectif qui semblait s'être dessiné en 1999 autour d'un dégoût partagé pour les actions de l'OTAN en Yougoslavie semble déjà s'être dissipé.

2005-2008 : l'américanisation de la périphérie post-soviétique

Après l'installation de bases militaires américaines en Asie centrale, c'est la Géorgie qui devient le terrain privilégié des États-Unis. Le nouveau régime pro-américain de Mikhaïl Saakachvili reçoit dès le début une aide économique et militaire importante de Washington, qui soutient ardemment ses efforts visant à rejoindre à son tour l'OTAN.

À l'automne 2004, à la suite d'une autre révolution de couleur, c'est au tour de l'Ukraine de tomber dans l'orbite américaine. Contre le sentiment majoritaire de sa population, Kiev se relance à la conquête de l'OTAN. Quoi qu'il en soit de l'aide réelle des États-Unis dans cette surprenante « révolution orange », la prise de pouvoir ressemble au produit d'une campagne américaine planifiée visant à poursuivre sa politique d'encerclement de la Russie.

Devant l'intransigeance avec laquelle Washington cherche à faire avancer l'installation d'éléments de son bouclier antimissile en Pologne et République tchèque, le jeune partenariat stratégique entre les deux pays est mis à dure épreuve. À Munich, Poutine servit ce qui fut considéré comme la plus cinglante critique de la politique étrangère américaine depuis la fin de la guerre froide⁶⁹.

We are seeing a greater and greater disdain for the basic principles of international law. And independent legal norms are, as a matter of fact, coming increasingly closer to one state's legal system. One state and, of course, first and foremost the United States, has overstepped its national borders in every way. This is visible in the economic, political, cultural and educational policies it imposes on other nations. Well, who likes this? Who is happy about this?

En réponse au soutien de l'OTAN à l'indépendance du Kosovo, les Russes évoquent déjà la menace d'une nouvelle vague de conflits sécessionnistes. À défaut de pouvoir infléchir la volonté de Kiev et de Tbilissi de rejoindre l'OTAN, elle détient la possibilité d'exposer la faiblesse de la détermination de l'Alliance à s'immiscer dans une nouvelle guerre régionale, et c'est ce qu'elle prouvera bientôt en Géorgie. C'est d'ailleurs sur la base d'un nouveau rapport de force qu'elle entend renégocier avec l'Ukraine les termes de ses importations d'hydrocarbures.

Dans ce contexte, il est certain que les Bélarussiens commencent à craindre de plus en plus la Russie. Un journaliste de la *BBC* posait ainsi la question:

⁶⁹ « Putin Speech at the 43rd Munich Conference on Security Policy », Munich, 10 février 2007, traduction officielle, http://www.securityconference.de/archive/konferenzen/rede.php?menu_2007=&menu_konferenzen=&sprache=en&id=179&.

Is Moscow just tired of seeing its cheap oil being used to profit a regime that refuses to embrace economic reform and is increasingly unfriendly towards its erstwhile big brother? Or does the Kremlin have bigger political designs upon Belarus⁷⁰?

Pour se défendre, le Belarus insiste de plus en plus fortement sur la valeur de son indépendance et annonce sa détermination à la défendre. Sur l'une des nombreuses affiches de propagande qui tapissent les rues des grandes villes, on peut voir un vétéran de guerre qui fait office de support visuel au slogan « *Za Belarous, dlya naroda* (En faveur du Belarus, pour le peuple) »⁷¹. Dans un livre qui fait l'éloge du modèle de développement alternatif choisi par Minsk, l'économiste Iouri Godin parle du Belarus comme de « la forteresse de Brest de la Russie contemporaine »⁷². Serait-ce possible que la forteresse puisse un jour servir à défendre la Russie contre elle-même?

La réponse, évidemment, dépend de la façon dont on définit la « Russie ». Une chose est certaine, toutefois, la rivalité géopolitique qui se manifeste pendant le second mandat présidentiel de Poutine pour le contrôle de la « zone tampon » entre l'Europe et la Russie contribue à la dégradation des rapports entre les trois pays.

⁷⁰ Rupert Wingfield-Hayes, « Oil row highlights changing ties », *BBC News*, 8 janvier 2007, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6243157.stm>.

⁷¹ Photos mise en ligne par David Marples le 30 avril 2010 sur le site *Facebook* du North American Association for Belarusian Studies.

⁷² Iouri Godin, *Beloroussia - eto 'Brestskaya krepost' sovremennoi Rossii*, Moscou, ITRK, 2008, p. 107.

CONCLUSION

La construction d'un véritable royaume orthodoxe autocratique russe a commencé, par la volonté divine, avec la principauté du grand-duc Vladimir, sur les terres ruthènes éclairées par le saint baptême¹.

Ivan le Terrible

Retour sur l'hypothèse

L'hypothèse de ce travail portait sur l'existence d'un sous-système composé d'États-nations slavo-orientaux dont le principe organisationnel (la macrostructure intersubjective) serait de type familial. Présenté dans le dernier chapitre, l'outil d'évaluation de cette hypothèse consistait en une sorte d'analyse comparative longitudinale. Celle-ci devait servir à explorer dans quelle mesure l'existence du groupe et de son imaginaire familial nous permettait non seulement d'expliquer, mais aussi de comprendre les processus de transformations identitaires et de reconfiguration des rapports interétatiques entre la Russie, l'Ukraine et le Belarus.

¹ « *Ispolnennoe etogo istinnovo pravoslaviia samoderjavstvo Rossiiskogo tsarstva natchalos po Bojemou Izvoleniu ot velikogo knyazia Vladimira, prosvetivchego Rousskouiou zemliou svyatym Krechtcheniem* ». Extrait reproduit par Vladimir Balyazin « *Groznyi ob Izbrannoï rade I tsarskom samoderjavii* » dans *Ivan Groznyi I votsarenie Romanovykh*, Moscou, Olma-Press, 2006, p. 45.

Résultats de l'examen empirique

L'examen des faits matériels et idéels (suffisamment stables pour agir comme facteurs causaux) confirme l'existence d'un groupe particulier d'États-nations slavo-orientaux. En examinant les principaux concepts avec lesquels les acteurs décrivent leur propre espace, il appert que ceux-ci objectivent l'ethnicité d'une façon beaucoup plus forte que ce qui est aujourd'hui admis par la sociologie européenne². Pour s'en convaincre, on n'a qu'à penser au prestige qui entoure l'œuvre de l'ethnologue Lev Goumilev, dont Poutine lui-même a vanté les mérites³. Sans vouloir banaliser et réifier l'importation de la catégorie analytique ethnolinguistique à l'analyse sociopolitique⁴ il convient, pour une approche herméneutique, d'accorder à ce « fait » (simultanément matériel et idéal) une importance comparable à celle qu'elle a auprès des dirigeants. Tels qu'entendus dans l'espace postsoviétique, les Slaves de l'Est (*Vostotchnye Slaviane*) forment donc une collectivité humaine fondée sur une parenté ethnolinguistique et un héritage historique commun, dans laquelle l'Église orthodoxe joue un rôle fondamental.

Comme on l'a vu en cours de route, c'est par la métaphore de la famille, importée de la linguistique, que les dirigeants des trois États-nations à majorité slave comprennent et illustrent le caractère inaliénable du lien qui les unit. L'analyse des sources révèle l'omniprésence des allusions faites à une fraternité slave (*slavianskoe bratsvo*) ou à ces peuples frères (*bratskii narodi*) formant un *slavianski triougolnik* (triangle slave). Que l'usage de ces concepts puisse parfois servir à ironiser ou à dénoncer l'idée de famille n'en diminue pas pour autant son importance, puisqu'il situe alors quand même le débat identitaire au sein de cette même métaphore.

² Patrick Sériot « La pensée ethniciste en URSS et en Russie postsoviétique », *Strates*, n° 12, 2006, <http://strates.revues.org/document2222.html>.

³ Marlène Laruelle, *La quête d'une identité impériale. Le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Paris, PETRA Editions, 2007, p. 25.

⁴ À titre d'exemple, citons l'analyse de Sergueï Tchechko, *Raspad Sovietskogo Soiouza. Etnopolititcheskii analiz* (Démantèlement de l'Union Soviétique. Analyse ethno-politique), Moscou, Institutouta Etnologii i Antropologii RAN, 1996, 309 p.

Cela dit, la comparaison des caractéristiques matérielles et idéelles propres à chacun des États-nations génère un cadre différenciateur particulier. En l'occurrence, elle met en relief l'existence d'une tension permanente entre, d'une part, une sorte d'égalité spirituelle des nations provenant à la fois de l'héritage slavo-byzantin et de leur passé soviétique et, d'autre part, une asymétrie énorme dans la répartition des ressources matérielles. Au cœur de la lutte politique se trouve donc le choix des critères (matériels ou idéels) de hiérarchisation des membres.

La famille Karamazov imaginée par Dostoïevski offre un cadre interprétatif étonnamment pertinent pour décrire la dynamique qui s'observe entre les États-nations slavo-orientaux au lendemain du démantèlement de l'URSS. Le plus vieux aime le recours à la force brute, au point de revendiquer l'assassinat du père. Le cadet tente, pour sa part, de mettre en valeur son raffinement européen pour dénoncer la brutalité de l'aîné. Enfin, le benjamin se tourne vers la religion pour puiser la force d'intervenir en tant que médiateur et éventuellement pour trouver refuge dans un univers parallèle.

Depuis 1991, la création de nouveaux pouvoirs étatiques et financiers permet certes la constitution de groupes d'intérêts rivaux, dont la compétition laisse de moins en moins de place à l'idée de fraternité. Dans un contexte où l'économique prend le pas sur le politique, l'asymétrie des forces rend de moins en moins possible l'établissement de quelques liens de solidarité. D'ailleurs, comment pourrait-il y en avoir entre les nations, alors que ces liens se dégradent au sein même de chacune des sociétés?

Les crises gazières constituent probablement les épisodes les plus spectaculaires de la distanciation qui s'opère entre ces pays. Et pourtant, malgré les accusations les plus acerbes de part et d'autre, on assiste parfois à des déclarations où l'on fait mine de regretter ce qui a été fait ou ce qui a été dit, ce qui donne aux rapports interétatiques une allure peu commune dans la sphère diplomatique. « Peut-être est-ce l'amour? », répondra Poutine à la question

d'un citoyen qui lui demande pourquoi il n'a pas rendu à Loukachenko la monnaie de sa pièce après avoir fait publiquement l'objet de critiques virulentes⁵.

Si l'on se fie aux commentaires des dirigeants, il est certain que la dynamique des rapports familiaux est caractérisée par une intensité émotive particulièrement forte: « S'arracher du cœur le fait que les Ukrainiens existent en eux-mêmes est impossible. Nous sommes confinés par ce sort, ce sort commun »⁶, avait exprimé Eltsine dans les mois suivant la conclusion de l'entente historique sur le partage de la flotte de la mer Noire avec l'Ukraine. En ce sens, la compréhension intersubjective de type familial agit comme un facteur d'instabilité. En cultivant des attentes différentes qu'envers d'autres États, les dirigeants vivent des déceptions plus grandes lorsque se manifestent les désaccords. Et c'est justement par le cumul de ces déceptions que les dirigeants en arrivent à reconsidérer le rôle et la place de leur État-nation au sein de la famille.

De cette manière, le résultat du « test empirique » confirme l'hypothèse générale voulant que le processus de redéfinitions identitaires et de reconfiguration des rapports interétatiques chez les Slaves de l'Est (depuis le démantèlement du pouvoir soviétique) puisse être conceptualisé comme un mécanisme interactif d'apprentissage social où les dirigeants (issus d'une même famille imaginaire) cherchent à définir leurs nouveaux États-nations d'une façon qui soit à la fois viable et gratifiante.

La tendance à la dégradation des liens familiaux qui s'observe en dents de scie depuis décembre 1991 pourrait bien se poursuivre. Mais la quête identitaire n'est pas terminée pour autant. Les signes d'insatisfaction populaire se sont notamment multipliés en Ukraine sous la présidence d'Iouchtchenko, ce qui ouvrira la voie à de nouveaux changements. Après tout, rien n'empêche les conflits familiaux les plus féroces d'être suivis d'un repentir commun et d'une nouvelle période de solidarité entre les membres. Le sous-système demeure en outre

⁵ Propos cité dans « Putin: Money only in exchange for Belarus's independence », *Charter 97*, 3 décembre 2009, <http://charter97.org/ru/news/2009/12/3/24253/>.

⁶ Propos cité par Arkady Moshes dans « Slavyanskii treougolnik: Oukraina i Beloroussiya v rossiiskoi vnechnei politike 90-kh godov (Le triangle slave : l'Ukraine et le Belarus dans la politique internationale russe des années 1990) », *Pro et Contra*, vol. 6, n° 1 et 2, 2001, <http://archive.carnegie.ru/ru/print/56766-print.htm>.

ouvert à l'environnement mondial, et ce qui s'y passe continuera d'influencer les processus internes de redéfinitions identitaires et de reconfiguration des rapports interétatiques.

Retour sur les sous-questions initiales

On se rappellera que l'interrogation initiale de cette thèse portait, de façon très générale, sur l'avenir des rapports entre la Russie et sa périphérie européenne slavo-orthodoxe. Faudrait-il appréhender la possibilité d'une réunification politique, économique et militaire, éventuellement érigée en pôle d'opposition à la civilisation occidentale? Faudrait-il plutôt craindre l'apparition d'une nouvelle fracture entre, d'un côté, une Ukraine intégrée aux institutions européennes et transatlantiques et, de l'autre, une Russie isolée et repoussée vers l'Asie (avec ou sans le Belarus)? Afin d'évaluer les différents cas de figure possibles, il fallait pouvoir examiner et analyser le fonctionnement des processus de redéfinitions identitaires qui se sont déroulés dans cet espace sociétal depuis 1991.

L'articulation de cette interrogation générale appelait des réponses à six grandes questions, sur lesquelles il convient maintenant de revenir. Abordons-les ci-après, de la plus empirique à la plus théorique :

1. En quoi consistent les choix identitaires formulés par les élites dirigeantes des trois États à majorité slavo-orientale?
2. En quoi les débats identitaires au sein de chacun de ces États sont-ils reliés les uns aux autres?
3. Quel type de structure sociale semble vouloir émerger des actions récentes menées par chacun de ces États?
4. En quoi les trois États slaves forment-ils un sous-système ouvert distinct qu'il convient d'étudier séparément?

5. Quelle place occupe l'identité nationale par rapport à la définition d'une politique étrangère?
6. Comment se forment et se transforment les identités collectives au sein des systèmes interétatiques?

La **question n° 1**, portant sur les choix identitaires de la Russie, de l'Ukraine et du Belarus, m'a amené à examiner les multiples ingrédients qui entrent dans la composition des identités nationales-étatiques, et à les comparer d'un pays à l'autre. On peut affirmer de ces ingrédients qu'ils appartiennent à trois catégories, que l'on peut présenter ainsi, de la plus matérielle à la plus idéale :

1. Catégorie géographique : localisation spatiale, population, territoire, ressources naturelles, armements, industries, etc.
2. Catégorie institutionnelle : présidence, gouvernement, partis, armée, organisations internationales, Église, etc.
3. Catégorie conceptuelle : *gosoudarstvo* (État), *natsia* (ethnie), *narod* (peuple), *grajdanstvo* (citoyenneté), *iazyk* (langue), etc.

Réunis selon des combinaisons qui varient considérablement d'un État à l'autre, ces éléments de différentes natures ont généré des identifications à la fois étroitement reliées et fort distinctes. Car l'héritage commun, dont le poids est pourtant très lourd, doit désormais être réexaminé à travers de nouveaux prismes individualisés.

Il est certes possible que leurs choix en faveur de régimes présidentiels forts ou leur attitude négative envers l'attaque de l'OTAN contre la Yougoslavie découlent des similarités dans la conception de l'État et la place de l'Église orthodoxe. Au terme de ces deux premières décennies, on retiendra toutefois des différences très prononcées quant à la place et au rôle

qu'ils ont cherché à occuper, et ce, tant à l'intérieur du sous-système familial que dans le système interétatique mondial.

Ces trois chapitres historiques ont également permis de répondre à la **question n° 2**, portant sur la façon dont les débats identitaires s'influençaient mutuellement dans les États. Nous avons vu comment la Russie, en réaction à ce qu'elle perçoit comme un échec de ce qu'elle incarnait au sein de l'URSS, formule de nouveaux choix identitaires qui provoquent de vives réactions en Ukraine et au Belarus. Ces réactions, qui se traduisent par des velléités autonomistes inattendues, furent suffisamment fortes pour affecter le processus de transformations identitaires en cours en Russie. L'interaction entre les nouvelles unités prend alors la forme d'une « dialectique à trois », que j'ai ressenti le besoin de nommer « trilectique ».

Pour ce qui est de la **question n° 3**, l'examen empirique illumine le type de structure sociale qui émerge des interactions depuis 1991. L'analyse des discours confirme que le principe organisationnel issu de l'expérience soviétique est encore bien ancré dans la métaphore familiale. Dès lors que tombe le principe de solidarité prolétarienne, il ne reste toutefois plus que l'appartenance linguistique et religieuse pour donner un sens à la famille. Le parricide pose le problème de l'héritage, faisant entrer celle-ci dans une période de crise.

À la fin du règne de Poutine, l'arrivée d'une première génération d'adultes nés dans l'ex-URSS marque peut-être symboliquement la fin de l'enfance postsoviétique. Le passage à l'âge adulte des nations-sœurs se manifeste par un désir toujours plus fort d'affirmer des personnalités distinctes. Toutefois, la tendance à se comparer l'un et l'autre, de même que l'émotivité liée aux désaccords entre les membres demeurent des traits caractéristiques des rapports interétatiques au sein de l'espace à l'étude.

Concernant l'hypothèse d'un sous-système d'États-nations slavo-orientaux posée dans la **question n° 4**, il fallait vérifier si nous nous trouvons bien en présence d'*un ensemble d'unités interagissant selon des référents communs qui influencent les rapports entre elles et*

avec le reste du monde. Les référents communs mis en relief sont de trois ordres, que l'on peut encore une fois présenter du plus matériel au plus idéal.

Le premier concerne son existence pratiquement incontestée en tant que famille ethnolinguistique. Le deuxième est d'ordre institutionnel et est très éphémère puisqu'il n'a existé, en fait, que du 8 au 21 décembre 1991. L'ampleur du rôle que cette Communauté des États indépendants a joué dans le démantèlement de l'URSS a, en revanche, laissé une empreinte historique indélébile. Cette institution a à jamais posé la question de l'héritage soviétique, question ayant immédiatement donné le ton aux rapports interétatiques entre les trois nouveaux pays. Enfin, le dernier de ces référents communs est d'ordre conceptuel puisqu'il concerne le traitement réservé à la notion de famille, omniprésente dans les dialogues interétatiques et les analyses qu'en font les experts locaux.

Si l'appartenance à un groupe slavo-oriental doit être un fait significatif au regard des Relations internationales, c'est seulement dans la mesure où il permet de générer des hypothèses vérifiables sur la dynamique internationale/interétatique au sein de ce sous-système à trois. La **question n° 5** soulève ainsi la nécessité de théoriser la relation entre l'identité étatique/nationale et la formulation de la politique étrangère, ce que j'ai proposé dans le troisième chapitre. Fondée sur la littérature constructiviste⁷, ma réponse à cette question suggère qu'il y aurait co-constitution de l'identité étatique/nationale et de la politique étrangère. C'est cette réponse qui m'autorise à parler simultanément de « processus de transformations identitaires et de reconfiguration de rapports interétatiques ».

Au regard de la discipline, c'est certainement la **question n° 6** (la dernière) qui appelle une réponse originale susceptible de contribuer à l'avancement des débats théoriques. Comment se forment et se transforment les identités collectives au sein des systèmes interétatiques? Aussi mérite-t-elle que je m'y attarde un peu plus longuement.

⁷ Glenn Chafetz, Micheal Spirtas et Benjamin Frankel « Introduction: Tracing the Influence of Identity on Foreign Policy », dans *The Origins of National Interest*, sous la dir. de G. Chafetz, M. Spirtas et B. Frankel, Londres, Frank Cass, 1999, p. xi-xxii.

Telle que formulée, cette question abstraite semble appeler une réponse à une prétention universaliste que je ne suis pas en mesure de donner. En revanche, bien que limitée à un seul sous-système, cette étude permet d'examiner sous un angle particulier la valeur de la réponse offerte par le constructivisme stato-centrique d'Alex Wendt. Le « test empirique » que je fais subir à son modèle constitue la contribution de cette thèse à la discipline des Relations internationales.

Comme on l'a vu, l'État-nation est conceptuellement à la fois l'agent du système interétatique et la (micro)structure reliant les masses aux élites dirigeantes. Or, cette fusion dite « structurationniste » de l'agence et de la structure donne seulement l'illusion de pouvoir éviter les débats sur les niveaux d'analyse⁸. Le problème de l'importance relative entre les conditions matérielles (la répartition des richesses ou des forces stratégiques) et les conditions idéelles (la conception du rôle de l'État ou de la place des groupes ethniques) n'est absolument pas résolu.

C'est certainement la raison pour laquelle Wendt demeure très vague quant aux mécanismes de transformations affectant simultanément l'identité des unités étatiques (la microstructure) et le principe organisationnel du système interétatique (la macrostructure). Il se limite à souligner qu'un tel changement prendrait source dans les éléments de contestation présents au sein d'une "culture". Ces éléments de contestation identitaire pourraient selon lui surgir de cinq sources différentes qu'il convient de rappeler⁹ :

1. Des contradictions entre différentes logiques internes au sein d'une culture.
2. D'une socialisation imparfaite d'un agent qui entreprend un projet individuel.
3. D'une conséquence inattendue émanant des croyances partagées entre les États.
4. D'un choc exogène.
5. De la créativité et de l'émergence de nouvelles idées.

⁸ Martin Hollis et Steve Smith, « Beware of gurus: structure and action in international relations », *Review of International Studies*, vol. 17, n° 4, 1991, p. 393-410.

⁹ Alexander Wendt, *Social Theory of International Relations*, Cambridge, CUP, 1999, p. 188.

De son propre aveu, Wendt reconnaît que la dynamique non linéaire par laquelle se transforment mutuellement ces microstructures et macrostructures co-constituées est un élément crucial qui reste à explorer. Il écrit candidement en conclusion de son chapitre sur la question:

« By not addressing the causes of such aggregate effects (imitation and natural selection might play important roles here), I have left a crucial element in the explanation of structural change unspecified »¹⁰.

Or, les redéfinitions identitaires et la reconfiguration des rapports chez les Slaves de l'Est offrent justement la possibilité d'éclairer ce processus, tel qu'il se manifestait à l'intérieur d'un sous-système ouvert depuis le tournant des années 1990. Cet exercice révèle que les cinq sources de changements évoquées par Wendt peuvent *simultanément* être invoquées pour mieux expliquer et comprendre la transformation du sous-système.

En effet, une première source de changements peut être identifiée dans les contradictions qui existent entre les logiques identitaires propres à chacune des trois unités du système. L'État multinational russe, le bassin génétique ukrainien et l'orthodoxie a-nationale bélarussienne, formulent des choix identitaires destinés à réconcilier cette même tension entre les aspirations citoyennes universalistes (probablement héritées de l'héritage culturel chrétien), et la préservation d'un particularisme byzantin (en réaction à la supériorité envahissante du consumérisme occidental). Mais ces solutions identitaires se révèlent entre elles contradictoires et mutuellement inacceptables, ce qui déclenche entre elles des réactions en chaîne.

Ensuite, une deuxième source de changements résulterait possiblement selon Wendt de la mise en œuvre d'un projet individuel. Chez les Slaves de l'Est, cela apparaît d'autant plus probable que la culture chrétienne héroïse le sacrificiel personnel au profit de la multitude. Nous assistons à une succession d'initiatives volontaristes dont on ne mesure pas

¹⁰ *Ibid.*, p. 366

nécessairement les effets sur les autres membres de la famille. Ainsi, la Russie a indisposé l'Ukraine et le Belarus avec son discours de superpuissance énergétique. L'Ukraine a vexé la Russie en menaçant de devenir un avant-poste de l'OTAN. Quel impact la construction d'un nouveau lieu de réunification chrétienne au Belarus aurait-elle en Russie et en Ukraine? L'apparition d'un État bi-confessionnel pourrait provoquer des réactions inattendues à Moscou.

La présence d'une croyance partagée dont les effets seraient imprévus pourrait aussi bien constituer une troisième source de changements. En 2008, cette croyance partagée serait sûrement le cynisme politique et le retour à une conception réaliste de rapports internationaux. Dans le langage constructiviste, on pourrait peut-être parler de la propagation de la culture hobbesienne au sein du sous-système à l'étude. Avec l'échec de l'idéalisme de la génération de Gorbatchev et d'Eltsine, le devoir traditionnel de solidarité familiale tend à être de plus en plus négligé, ce qui affecte autant le processus de transformations identitaires au niveau des États que la reconfiguration de leurs rapports interétatiques.

La recherche des sources de changements peut aussi aisément nous conduire à une quatrième source identifiée par Wendt : le choc exogène. L'impact de la remontée des cours du brut illustre le caractère ouvert du sous-système, exposé aux contrecoups des changements économiques mondiaux. En l'occurrence, le revenu généré par ce secteur d'activité offre à la Russie, non seulement des capacités financières beaucoup plus grandes pour résister à l'implantation de l'OTAN au sein de la CEI, mais des motivations supplémentaires très convaincantes pour le faire.

La cinquième et dernière source de changements émane possiblement du produit de l'imagination des acteurs. Toutes les options sont possibles. Par exemple, il pourrait s'agir d'une sorte de « localisme », d'attachement à un lieu non circonscrit, comme le fut à l'origine le concept de la « maison européenne » martelé par Gorbatchev. Au Belarus, le concept de *toutaichnost* (substantif du mot « *tout* (ici) ») pourrait jouer un tel rôle. Il s'inscrirait ainsi dans une longue tradition d'aménagement défensif. Génératrice de sens pour la protection ethnolinguistique commune, le concept offrirait la possibilité d'un attachement à un lieu a-

national, dont l'appartenance à la famille linguistique serait complètement marginal au sein du discours identitaire.

La facilité avec laquelle les caractéristiques des changements sociopolitiques à l'étude collent à l'idée générale de Wendt sur les sources des transformations des identités collectives et de la reconfiguration des rapports interétatiques/internationaux ne doit pas nous leurrer quant au degré d'isomorphie de ce modèle avec la réalité sociopolitique à l'étude. Cette liste a l'avantage d'incorporer des éléments appartenant parfois à la macrostructure (un choc systémique exogène comme la hausse du prix de l'énergie), parfois à la microstructure (un produit de l'imagination d'un dirigeant). En revanche, elle n'offre pas de cadre interprétatif permettant de relier entre eux cette juxtaposition des sources provenant des différents niveaux d'analyse.

Bien entendu, l'État-nation est un « agent-structure ». L'État-nation est l'agent au sein de la (macro)structure intersubjective interétatique/international, mais l'État-nation est aussi la (micro)structure qui encadre la nation, c'est-à-dire les personnes concrètes qui prennent les décisions politiques. Il m'est apparu raisonnable d'utiliser ce concept central d'État-nation, qui est simultanément influencé par les personnes qui en font partie et par la nature du système international-interétatique dans lequel il se trouve. En revanche, il faut garder à l'esprit que l'hypothèse de l'égalité de leur statut ontologique n'est qu'un outil d'enquête. Le concept de « synthèse dialectique » ne résout en rien la question du poids relatif des structures contraignantes et de l'action individuelle des chefs, et encore moins la question du sens donné à leurs actions.

Originalité de la thèse

À l'égard de l'hypothèse transformationnelle de Wendt, l'examen des points ci-haut mentionnés dégage l'espace nécessaire pour formuler un éclaircissement. Examinons à quel niveau il se situe.

Dans ce qu'il appelle les cultures hobbesienne, lockéenne et kantienne, Wendt se réfère implicitement à trois métaphores interprétatives formant chacune l'essence d'une macrostructure systémique. Il s'agit en réalité de trois images simples : 1) la prédation, 2) la rivalité et 3) la coopération.

Sans déprécier la pertinence de ces schèmes interprétatifs, mon étude révèle l'existence d'une autre « culture » interétatique/internationale dont le principe organisationnel permet une succession rapide de rapports d'amitié et d'inimitié. Pour expliquer et comprendre les processus de transformations identitaires et de reconfigurations des rapports interétatiques, la seule métaphore interprétative qui passe le test du temps (postsoviétique) est celle de l'attachement familial . Cette image de pensée permet de donner un sens aux transitions rapides entre les moments de coopération enthousiaste et de rivalités impitoyables. Dans ce propos réside l'originalité théorique de la présente thèse.

En somme, cette thèse affirme trois choses :

1. La présence objective des concepts dérivés de l'idée de famille agit comme un facteur causal qui explique l'importance accordée aux comparaisons entre les trois États-nations à majorité slave.
2. Le mécanisme de comparaisons entre les membres de la famille leur confèrent des personnalités distinctes, unies par le mythe des origines, mais rivales dans l'établissement d'un principe de hiérarchisation.
3. L'évolution instable des rapports trouve un sens lorsqu'interprétée à travers le prisme de la métaphore familiale.

Tout comme la métaphore de la prédation, de la rivalité ou de la coopération, la métaphore de l'attachement familial est un système interprétatif parcimonieux. De plus, sa valeur est circonscrite dans le temps et dans l'espace à l'étude. Ceci pose problème pour établir les

critères de falsifiabilité. Le poids systémique de la métaphore familiale ne s'évalue pas sur le mode vrai ou faux, mais sur le mode plus ou moins lourd.

En théorie, l'analyse quantitative des concepts utilisés dans les discours ou les documents juridiques pourrait éclairer les augmentations et les diminutions de l'utilisation de la métaphore familiale. Seulement, considérant les changements survenus dans les réseaux de communication des 20 dernières années, la construction d'une telle preuve longitudinale pose des difficultés méthodologiques pratiquement insurmontables pour circonscrire adéquatement le bassin de documents devant être examinés. Si une analyse linguistique quantitative devait un jour démontrer une chute drastique et permanente de l'utilisation des concepts dérivés de l'idée de famille, alors il faudrait certainement réévaluer à la baisse la valeur de mon propos selon laquelle la métaphore de la famille à trois frères asymétriquement différenciés constitue une clef interprétative majeure.

Certes, la question de l'intentionnalité des acteurs est l'objet de réinventions multiples par l'Histoire. Mais compte tenu de la longue durée dans laquelle elle s'inscrit, la place de l'interprétation familiale pourrait difficilement s'évaporer définitivement. Si elle peut certainement disparaître, elle est aussi toujours susceptible de ressurgir, comme au temps de la Moscovie du 16^e siècle, qui se réapproprie l'histoire de Kiev et donne à son monarque le titre de Tsar de toutes les Russies (*Tsar vseia Roussi*).

Reste maintenant à savoir si la métaphore familiale offrira une interprétation cohérente pour la suite des choses dans un temps plus court. Deux décennies après le démantèlement de l'URSS, l'instrumentalisation de l'Église catholique par le régime biélorusse montre à quel point les querelles économiques ont déjà considérablement affecté la qualité des rapports entre les « frères orthodoxes », ce qui ouvre la voie à une nouvelle série en chaîne de questionnements identitaires. On aurait tort de supposer que la proximité identitaire agit comme un facteur pacificateur.

Les failles sismiques traversant l'espace familial ne doivent pas être prises à la légère. Après la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, la reconnaissance de l'indépendance de

l'Ossétie et de l'Abkhazie est venue compromettre une fois de plus le principe de l'intégrité territoriale des ex-républiques soviétiques¹¹. Si les relations entre la Russie et l'Ukraine devaient connaître une autre période conflictuelle comme celle qui caractérisa la présidence d'Iouchtchenko, de nouvelles perspectives d'évolution pourraient certainement s'ouvrir au sujet de l'avenir de la Crimée.

Choix méthodologique

Ce n'est pas sans ironie que je termine ses remarques conclusives sur mes choix méthodologiques. De quels types de réalités matérielles et idéelles fallait-il prioritairement tenir compte pour éclairer l'objet d'analyse? Quels niveaux d'analyse fallait-il privilégier? Souvent présentés sans controverse en introduction, ces choix demeureront toujours problématiques.

On a vu que, selon Wendt, les sources de changements se trouvent tantôt au niveau de la macrostructure, tantôt au niveau de la microstructure. Or, afin de se faire une idée de leur importance respective, il fallait pouvoir remonter en amont de chacune d'elles. Pour y arriver, il me fallait simultanément puiser dans les deux grandes traditions intellectuelles en sciences humaines : celle qui s'intéresse aux facteurs causaux explicatifs, et l'autre qui cherche à comprendre les phénomènes et recouvrant leur logique propre.

Il en résulte, comme l'ont bien résumé Martin Hollis et Steve Smith¹², quatre pôles analytiques : 1) expliquer le système (*i. e.* mettre en relief ses éléments constitutifs) ; 2) comprendre le système (*i. e.* mettre en relief la logique de son principe organisationnel) ; 3) expliquer l'unité (*i. e.* mettre en relief les facteurs causaux de son comportement) ; 4) comprendre l'unité (*i. e.* mettre en relief sa logique identitaire).

¹¹ Yann Breault et François Rock, « Russie-Europe : enjeux d'une guerre juridique autour de l'avenir des "conflits gelés" », texte présenté lors du Colloque annuel de la Société québécoise de science politique 2007, Université Laval, Québec, Canada, 24-25 mai 2007.

¹² Martin Hollis et Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations*, Oxford, Oxford University Press, 1989, 380 p.

Entre ces quatre pôles se trouve toutefois une multitude de combinaisons possibles permettant d'éclairer le *processus* à l'étude. J'ai bien tenté d'accumuler des données qui jettent un éclairage sur chacun de ces pôles, mais ma solution consistant à leur accorder, a priori, un poids égal, ne clôt pas le débat sur leur importance relative, et possiblement changeante dans le temps.

Pour examiner la dynamique internationale/interétatique dans son aspect tridimensionnel, il me fallait absolument accorder une importance égale à ces trois nouveaux sujets de droit international. Considérant les différences énormes de leur poids politique respectif dans l'arène mondiale, ceci n'est pas commun dans l'espace à l'étude. Il s'agit probablement de la plus importante originalité méthodologique de ce travail.

Si j'avais eu la notoriété académique suffisante, j'aurais certainement tenté de combler la principale lacune de cette thèse, qui à mon avis consiste à ne pas inclure d'entrevues formelles avec les acteurs directement concernés. L'entretien dirigé dans lequel on peut même lire les réactions non verbales qui accompagnent les réponses formelles constitue probablement la porte d'accès la plus large pour ressentir les motivations des dirigeants et examiner quelles furent pour eux les principaux facteurs contraignants¹³. C'est mon plus grand regret que de ne pas avoir pu enrichir ce travail en confrontant directement les principaux acteurs avec le propos de cette thèse.

Ai-je tout de même réussi à trouver le meilleur langage conceptuel pour questionner le fait social à l'étude? Je l'espère. Toutefois, cette question me reconduit ultimement à un examen réflexif, qui éclaire les raisons ayant motivé en premier lieu cet exercice académique. Et cela soulève la question de la contingence du savoir. Le lieu de parole qui est le mien affecte-t-il positivement ou négativement la valeur de ce propos? Le lecteur, heureusement, n'est pas dépourvu de pouvoir discrétionnaire pour en juger.

¹³ Jacques Lévesque, *1989 : la fin d'un empire : l'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presse de Science Po, 1995, 331 p.

BIBLIOGRAPHIE

a) Références sur les aspects théoriques

Livres

- Anderson, Benedict, *Imagined Communities: The Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1991, 224 p.
- Aron, Raymond, *Les désillusions du progrès*, Paris, Calman-Levy, 1969, 375 p.
- Baldwin, David (dir.), *Neorealism and Neoliberalism: The Contemporary Debate*, New York, Columbia University Press, 1993, 375 p.
- Baylis, John et Steve Smith (dir.), *Globalization of World Politics* (deuxième édition), Oxford, Oxford University Press, 2001, 690 p.
- Bhaskar, Roy, *The Possibility of Naturalism: a Philosophical Critique of the Contemporary Human Science*, Atlantic Highlands, Humanities Press, 1979, 228 p.
- Bloom, William, *Personal Identity, National Identity and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 194 p.
- Bourdieu Pierre et Loïc Wacquant, *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Paris, Éditions du Seuil, 1992, 267 p.
- Breuilly, John, *Nationalism and the State*, Chicago, University of Chicago Press, 1994, 474 p.
- Brubaker, Roger, *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 202 p.
- Brubaker, Roger, *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 270 p.
- Buzan, Barry et Richard Little, *International Systems in World History: Remaking the Study of International Relations*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 452 p.
- Campbell, David, *Writing Security: United States Foreign Policy and Politics of Identity*, Manchester, Manchester University Press, 1998, 289 p.

- Chafetz, Glenn, Micheal Spirtas et Benjamin Frankel (dir.), *The Origins of National Interests*, Londres, Frank Cass, 1999, 413 p.
- Cox, Robert, *Production, Power, and World Order*, New York, Columbia University Press, 1987, 500 p.
- Deutsch, Karl, *Nationalism and Social Communication: An Inquiry into the Foundations of Nationality*, Cambridge, MIT Press, 1966, 345 p.
- Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie?*, traduit par Y. Hoffmann, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1991 (1970), 152 p.
- Elias, Norbert, *La société des individus*, traduit par J. Etoré, Paris, Fayard, 1991 (1987), p. 182.
- Erickson, Erik, *Identity: Youth and Crisis*, New York, Norton, 1968, 336 p.
- Finnemore, Martha, *National Interest in International Society*, New York, Cornell University Press, 1996, 156 p.
- Gellner, Ernest, *Nations and Nationalism*, Oxford, Oxford University Press, 1983, 150 p.
- Guibernau, Montserrat, *Nations without States: Political communities in a Global Age*, Cambridge, Polity Press, 1999, 216 p.
- Green, Daniel (dir.), *Constructivism and Comparative Politics*, Armonk, M. E. Sharpe, 2002, 278 p.
- Habermas, Jürgen, *Après l'État-Nation : Une nouvelle constellation politique*, traduit par R. Rochlitz, Paris, Fayard, 1998, 149 p.
- Habermas, Jürgen, *Legitimation Crisis*, traduit par T. McCarthy, Boston, Beacon Press, 1973, 166 p.
- Hall, Rodney, *National Collective Identity: Social Constructs and International Systems*, New York, Columbia University Press, 1999, 397 p.
- Hollis, Martin et Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations*, Oxford, Oxford University Press, 1989, 380 p.
- Hobsbawm, Eric, *Nations and nationalism since 1870: programme, myth, reality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 (1990), 206 p.
- Hobson, John, *The State and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 258 p.

- Huntington, Samuel, *The Clash of civilizations and the remaking of world order*, New York, Simon and Schuster, 1996, 367 p.
- Jervis, Robert, *The logic of Images in International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1970, 281 p.
- Kant, Immanuel, *Projet de paix perpétuelle*, traduit par J. Gibelin, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 2002 (1795), 136 p.
- Katzenstein, Peter (dir.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996, 562 p.
- Keohane, Robert, *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1984, 290 p.
- Kubalkova, Vendulka, Nicholas Onuf et Paul Kowert (dir.), *International Relations in a Constructed World*, Armonk, M. E. Sharpe, 1998, 214 p.
- Kubalkova, Vendulka, *Foreign Policy in a Constructed World*, Armonk, M. E. Sharpe, 2001, 302 p.
- Kuhn, Thomas, *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1962, 172 p.
- Lapid, Yosef et Friederich Kratchowil (dir.), *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1996, 255 p.
- Lebow, Richard, *A Cultural Theory of International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 774 p.
- Lebow, Richard et Thomas Risse-Kappen (dir.), *International Theory and the End of the Cold War*, New York, Columbia University Press, 1995, 292 p.
- Le Prestre, Phillipe (dir.), *Role Quests in the Post-cold War Era*, Montréal, McGill-Queens' University Press, 1997, 318 p.
- McDermott, Rose, *Political Psychology in International Relations*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2004, p. 299.
- McSweeney, Bill, *Security, Identity and Interest: a Sociology of International Relations*, New York, Cambridge University Press, 1999, 239 p.
- Smith, Anthony, *The Ethnic Origin of Nations*, Oxford, Blackwell, 1986, 312 p.
- Weldes, Jutta, *Constructing National Interest. The United States and the Cuban Missile Crisis*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, 316 p.

Wendt, Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 419 p.

Wallerstein, Immanuel, *Capitalisme et économie-monde*, Paris, Flammarion, 1980, 331 p.

Waltz, Kenneth, *Theory of International Politics*, Reading, Addison-Wesley, 1979, 251 p.

Chapitres de livre et articles

Adler, Emanuel, « Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics », *European Journal of International Relations*, vol. 3, n° 3, 1997, p. 313-363.

Adler, Emanuel, « Imagined (Security) Communities: Cognitive Regions in International Relations », *Millennium*, vol. 26, n° 2, 1997, p. 249-277.

Agadjanian, Alexander, « Revisiting Pandora's Gifts: Religious and National Identity in the Post-Soviet Societal Fabric », *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n° 3, 2001, p. 473-488.

Agnew, John, « Borders on the mind, reframing border thinking », *Ethics and Global Politics*, vol. 1, n° 4, 2008, p. 175-191.

Bartelson, Jens, « Second Natures: Is the State Identical with Itself? », *European Journal of International Relations*, vol. 4, n° 3, 1998, p. 295-326.

Bieler, Andreas, « Questioning Cognitivism and Constructivism in IR theory: Reflections on the Material Structure of Ideas », *Politics*, vol. 21, n° 2, 2001, p. 93-100.

Brysk, Alison, Craig Parson et Wayne Sandholtz, « After Empire: National Identity and Post-Colonial Families of Nations », *European Journal of International Relations*, vol. 8, n° 2, 2002, p. 267-305.

Campbell, David, « Violent Performances: Identity, Sovereignty, Responsibility », dans *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, sous la dir de Y. Lapid et F. Kratchowil, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1996, p. 163-180.

Cerwonka, Allaine, « Constructed Geographies: Redefining National Identity and Geography in a Shifting International Landscape », *International Politics*, vol. 36, n° 3, 1999, p. 335-355.

Chafetz, Glenn, Micheal Spirtas et Benjamin Frankel « Introduction: Tracing the Influence of Identity on Foreign Policy », dans *The Origins of National Interest*, sous la dir. de G. Chafetz, M. Spirtas et B. Frankel, Londres, Frank Cass, 1999, p. xi-xxii.

- Checkel, Jeffrey, « The Constructivist Turn in International Relations Theory », *World Politics*, vol. 50, n° 2, 1998, p. 324-348.
- Copeland, Dale, « The Constructivist Challenge to Structural Realism », *International Security*, vol. 25, n° 2, 2000, p. 187-212.
- Cox, Robert, « Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory », *Millennium*, vol. 10, n° 2, 1981, p. 126-155.
- Dessler, David, « Constructivism within a positivist social science », *Review of International Studies*, vol. 25, n° 1, 1999, p. 123-137.
- Falk, Richard, « Culture, Modernism, Postmodernism: A Challenge to International Relations », dans *Culture and International Relations*, sous la dir. de J. Chay, 1990, New York, Preager, p. 268-270.
- Gaddis, John, « International Relations Theory and the End of the Cold War », *International Security*, vol. 17, n° 3, 1992-1993, p. 5-58.
- Herrmann, Richard, « Policy-Relevant Theory and the Challenge of Diagnosis: The End of the Cold War as a Case Study », *Political Psychology*, n° 15, 1994, p. 111-142.
- Hoffman, Matthew, « Social (De)Construction : The Failure of a Multinational State », dans *Making Sense of International Relations Theory*, sous la dir. de J. Sterling-Folker, Boulder, Lynne Rienner, p. 123-138.
- Hollis Martin et Steve Smith, « Beware of gurus: structure and action in international relations », *Review of International Studies*, vol. 17, n° 4, 1991, p. 393-410.
- Hopf, Ted, « The Promise of Constructivism in International Relations Theory », *International Security*, vol. 23, n° 1, 1998, p. 171-200.
- Huntington, Samuel, « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, 1993, p. 22-49.
- Jalali, Rita et Martin Lipset, « Racial and Ethnic Conflicts: A Global Perspective », *Political Science Quarterly*, vol. 107, n° 4, 1993, p. 585-606.
- Kowert, Paul, « National Identity: Inside and Out », dans *The Origins of National Interest*, sous la dir. de G. Chafetz, M. Spirtas et B. Frankel, Londres, Frank Cass, 1999, p. 1-34
- Kowert, Paul, « Agent versus Structure in the Construction of National Identity », dans *International Relations in a Constructed World*, sous la dir. de V. Kubalkova, N. Onuf et P. Kowert, Armonk, M. E. Sharpe, 1998, p. 101-122.

- Kratochwil, Friedrich, « Constructing a New Orthodoxy? Wendt's *Social Theory of International Politics* and the Constructivist Challenge », *Millennium*, vol. 29, n° 1, 2000, p. 73-101.
- Kubalkova, Vendulka, « Towards an International Political Theology », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 29, n° 3, 2000, p. 675-704.
- Laitin, David, « Culture and National Identity: « The East' and European Integration », dans *The Enlarged European Union: diversity and adaptation*, Londres, Frank Cass, 2002, p. 55-80.
- Lakatos, Imre, « Falsification and the Methodology of Progressive Research Programs », dans *Criticism and the Growth of Knowledge*, sous la dir. de I. Lakatos et A. Mulgrave, Cambridge, CUP, 1970, p. 91-196.
- Lapid, Yosef, « The Third Debate: On the Prospects of International Theory in a Post-Positivist Era », *International Studies Quarterly*, vol. 33, n° 3, 1989, p. 235-254.
- MacLeod, Alex, Isabelle Masson et David Morin, « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales », *Études Internationales*, vol. 35, n° 1, 2004, p. 7-24.
- Marcussen, Martin, Thomas Risse, Daniela Engelmann-Martin, Hans-Joachim Knopf et Klaus Roscher, « Constructing Europe? The Evolution of Nation-State Identities », dans *The Social Construction of Europe*, sous la dir. de T. Christiansen, K. Jorgensen et A. Wiener, Londres, Sage Publications, 2001, p. 101-120.
- Mearsheimer, John, « Back to the Future: Instability in Europe After the Cold War », *International Security*, vol. 15, n° 1, 1990, p. 5-56.
- Mennell, Stephen, « The Formation of We-Images: A Process Theory », dans *Social theory and the politics of identity*, sous la dir. de C. Calhoun, Cambridge, Blackwell, 1994, p. 175-197.
- Mercer, Jonathan, « Anarchy and Identity », *International Organization*, vol. 49, n° 2, 1995, p. 229-252.
- Michel, Patrick, « De la nature de la « transition » : Remarques épistémologiques », *Cahier internationaux de sociologie*, vol. 94, 1994, p. 213-224.
- Neufeld, Mark, « Reflexivity and International Relations Theory », *Millennium*, 1993, vol. 22, n° 1, p. 53-76.
- Neumann, Iver, « European Identity, EU Expansion, and the Integration/Exclusion Nexus », *Alternatives*, vol. 23, n° 3, 1998, p. 397-416.

- Onuf, Nicholas, « Constructivism: A User's Manual », dans *International relations in a constructed world*, sous la dir de V. Kubalkova, N. Onuf et P. Kowert, Armonk, M. E. Sharpe, 1998, p. 58-78.
- Margarita Petrova, « The End of the Cold War: a Battle or Bridging Ground Between Rationalist and Ideational », *European Journal of International Relations*, 2003, vol. 9, n° 1, p. 115-163.
- Price, Richard et Christian Reus-Smit, « Dangerous Liasons? Critical International Theory and Constructivism », *European Journal of International Relations*, vol. 4, n° 3, 1998, p. 259-294.
- Ruggie, John, « What Makes the World Hang Together? Neo-utilitarianism and the Social Constructivist Challenge », *International Organization*, vol. 52, n° 4, 1998, p. 855-885.
- Schimmelfennig, Frank, « NATO Enlargement: A Constructivist Explanation », *Security Studies*, vol. 8, n° 2-3, 1998-1999, p. 198-234.
- Shulman, Stephen, « Challenging the Civic/Ethnic and West/East dichotomies in the Study of Nationalism », *Comparative Political Studies*, vol. 35, n° 5, 2002, p. 554-585.
- Smith, Steve, « Positivism and Beyond », dans *International Theory: Positivism and Beyond*, sous la dir. de S. Smith, K. Booth et M. Zalewski, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 11-46.
- Smith, Steve, « Foreign Policy Is What States Make of It: Social Construction and International Relations Theory », dans *Foreign Policy in a Constructed World*, sous la dir. de V. Kubalkova, Armonk, M. E. Sharpe, 1999, p. 38
- Stein, Janice Gross « Image, Identity, and Conflict Resolution », dans *Managing Global Chaos*, sous la dir. de C. Crocker, F. Hampson and P. Aall, Washington, U.S. Institute of Peace Press, 1996, p. 93-111.
- Suny, Ronald, « Provisional Stabilities: The Politics of Identities in Post-Soviet Eurasia » *International Security*, vol. 24, n° 3, 1999-2000, p. 139-178.
- Walker, Stephen, « Symbolic Interactionism and International Politics: Role Theory's Contribution to International Organization », dans *Contending Dramas: A Cognitive Approach to International Organizations*, sous la dir. de M. Cottam et Chih-yu Shih, New York, Praeger, 1992, p. 19-38.
- Waltz, Kenneth, « Structural Realism after the Cold War », *International Security*, vol. 25, n° 1, 2000, p. 5-41.

- Waltz, Kenneth « The Emerging Structure of International Politics », *International Security*, vol. 18, n° 2, 1993, p. 44-79.
- Wendt, Alexander, « The Agent-Structure Problem in International Relations Theory », *International Organization*, vol. 41, n° 3, 1987, p. 335-370.
- Wendt, Alexander, « Anarchy is What State's Make of It: The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, vol. 46, n° 2, 1992, p. 391-425.
- Wendt, Alexander, « Identity and Structural Changes in International Politics », dans *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, sous la dir. de Y. Lapid et F. Kratochwil, Boulder, Lynner Rienner, 1996, p. 47-64.
- Williams, Michael et Iver Neumann, « From Alliance to Security Community: NATO, Russia, and the Power of Identity », *Millennium*, vol. 29, n° 2, p. 357-387.

b) **Références sur l'ex-URSS et la Russie**

Livres

- Albats, Yevgenia, *KGB The State within a State*, Londres, Tauris, 1995 (1992), 416 p.
- Aldis, Ann et Roger McDermott (dir.), *Russian Military Reform 1992-2002*, Londres, Frank Cass, 2003, 364 p.
- Allina-Pisano, Jessica, *The post-Soviet Potemkin village: politics and property rights in the black earth*, Cambridge, CUP, 2008, 215 p.
- Allison, Roy et Christoph Bluth (dir.), *Security Dilemmas in Russia and Eurasia*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1998, 358 p.
- Allensworth, Wayne, *The Russian question: nationalism, modernization and post-Communist Russia*, Lanham, Rowman and Littlefield, 1998, 351 p.
- Arbatov, Alexei, Karl Kaiser et Robert Legvold (dir.), *Russia and the West: the 21st century security environment*, Armonk, M. E. Sharpe, 1999, 258 p.
- Arbatov, Georgi, *The system: an insider's life in Soviet politics*, New York, Random House, 1993, 380 p.
- Aron, Léon, *Russia's Revolution. Essays 1989-2006*, Washington, AEI Press, 2007, 388 p.
- Aslund, Anders *How Russia Became a Market Economy*, Washington, Brookings, 1995, 378 p.
- Baev, Pavel, *The Russian Army in a Time of Troubles*, International Peace Research Institute, Londres, Sage, 1996, 204 p.
- Baker, Peter et Susan Glasser, *Kremlin rising: Vladimir Putin's Russia and the end of revolution*, New York, Scribner, 2005, 453 p.
- Barany, Zoltan, *Democratic Breakdown and the Decline of the Russian Military*, Princeton, Princeton University Press, 2007, 264 p.
- Beumers, Birgit (dir.), *Russia on Reels, the Russian idea in the post-Soviet cinema*, Londres, Tauris, 1999, 219 p.
- Billington, James, *Russia in Search of Itself*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2004, 256 p.

- Brzezinski, Zbigniew, *The Grand Chessboard*, New York, Basic Books, 1997, 223 p.
- Brzezinski Zbigniew, et Paige Sullivan, *Russia and the Commonwealth of Independent States: Documents, Data, and Analysis*, Armonk, M. E. Sharpe, 1997, 868 p.
- Breault, Yann, Pierre Jolicoeur et Jacques Lévesque, *La Russie et son ex-Empire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, 347 p.
- Bremmer, Ian, Ray Taras et Robert Conquest (dir.), *Nation and Politics in the Soviet Successor States*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 577 p.
- Breslauer, George, *Gorbachev and Yeltsin as Leaders*, New York, Cambridge University Press, 2002, 331 p.
- Brudny, Yitzhak, *Reinventing Russia: Russian Nationalism and the Soviet State, 1953–1991*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, 352 p.
- Carrère d'Encausse, Hélène *L'Empire éclaté : la révolte des nations en URSS*, Paris, Librairie générale française, 1990 (1978), 399 p.
- Checkel, Jeffrey, *Ideas and International Political Change. Soviet/Russian Behavior and the End of the Cold War*, New Haven, Yale University Press, 1997, 191 p.
- Eltisine, Boris, *Jusqu'au bout*, traduit par A. Stapanoff, Paris, Calman-Lévy, 1990, 282 p.
- Eltisine, Boris, *Sur le fil du rasoir*, traduit par D. Sesemann, A. Roubichou-Stretz, C. Zeytounian-Beloüs, et B. du Crest, Paris, Albin Michel, 1994, 435 p.
- Eltisine, Boris, *Mémoire*, traduit par R. Macia, Paris, Flammarion, 2000, 560 p.
- Chulos, Chris et Timo Piirainen (dir.), *The fall of an empire, the birth of a nation: national identities in Russia*, Aldershot, Ashgate, 2000, 227 p.
- Cohen, Stephen et Katrina Heuvel, *Voices of Glasnost: Conversations With Gorbachev's Reformers*, New York, Norton, 1989, 339 p.
- Coppieters, Bruno, Alexie Zverez et Dmitri Trenin (dir.), *Commonwealth and independence in post-Soviet Eurasia*, Londres, Frank Cass, 1998, 224 p.
- Cracraft, James et Daniel Rowland, *Architectures of Russian identity: 1500 to the present*, Ithaca, Cornell University Press, 2003, 253 p.
- Dawisha, Adeed et Karen Dawisha (dir.), *The Making of Foreign Policy in Russia and the New States of Eurasia*, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, 360 p.

- Dienes, Leslie, Istvan Dobozi et Marian Radetzki, *Energy and Economic Reform in the Former Soviet Union*, New York, St. Martin's Press, 1994, 246 p.
- Duncan, Peter, *Russian Messianism: Third Rome, Holy Revolution, Communism and After*, Londres, Routledge, 2000, 235 p.
- Dunlop, John, *The New Russian Nationalism*, New York, Praeger, 1985, 106 p.
- English, Robert, *Russia and the Idea of the West: Gorbachev, Intellectuals and the End of the Cold War*, New York, Columbia University Press, 2000, 420 p.
- Freeland, Chrystia, *Sale of the Century*, Toronto, Doubleday Canada, 2000, 370 p.
- Fritz, Verena, *State-building : a comparative study of Ukraine, Lithuania, Belarus, and Russia*, Budapest, Central European University Press, 2007, 215 p.
- Gaidar, Egor, *State and evolution: Russia's search for a free market*, traduit par J. Miller, 2003 (1994), Washington, University of Washington Press, 139 p.
- Garrard, John et Carol Garrard, *Russian Orthodoxy Resurgent: Faith and Power in the New Russia*, Princeton, PUP, 2008, 348 p.
- Garthoff, Raymond, *Deterrence and the Revolution in Soviet Military Doctrine*, Washington, Brookings, 1990, 210 p.
- Goldman, Marshall, *Petrostate: Putin, Power, and the New Russia*, Oxford, Oxford University Press, 2008, 244 p.
- Gorbatchev, Mikhaïl, *Perestroïka, Vues neuves sur notre pays et le monde*, traduit par J. Bonnefoy et W. Desmond, Paris, Flammarion, 1987, 374 p.
- Gorbatchev, Mikhaïl, *Mémoires, une vie et des réformes*, G. Ackermann, M. Secinski et P. Lorrain, Éditions du Rocher, Monaco, 1997, 940 p.
- Gorodetsky, Gabriel, *Russia between East and West: Russian foreign policy on the threshold of the twenty-first century*, Londres, Frank Cass, 2003, 202 p.
- Hahn, Gordon, *Russia's Islamic Threat*, New Haven, Yale University Press, 2007, 368 p.
- Hirsch, Francine, *Empire of nations: ethnographic knowledge and the making of the Soviet Union*, Ithaca, Cornell University Press, 2005, 367 p.
- Hoffman, David, *The Oligarchs: Wealth and Power in the New Russia*, New York, Public Affairs, 2003, 575 p.

- Hopf, Ted, *Social construction of international politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, 299 p.
- Hosking, Geoffrey et Robert Service (dir.), *Russian Nationalism, past and present*, New York, St. Martin's Press, 1998, 217 p.
- Ivanov, Igor, *The New Russian diplomacy*, Washington, Brookings Institution Press, 2002, 203 p.
- Kolsto, Pal, *Political Construction Sites Nation-Building in Russia and the post-Soviet states*, Boulder, Westview Press, 2000, 308 p.
- Kotz, David et Fred Weir, *Revolution from Above: The Demise of the Soviet System*, Londres, Routledge, 1997, 302 p.
- Kuchins, Andrew (dir.), *Russia after the fall*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2002, 324 p.
- Laruelle, Marlène, *La quête d'une identité impériale. Le néo- Eurasisme dans la Russie contemporaine*, Paris, PETRA Editions, 2007, 314 p.
- Lévesque, Jacques, *1989 : la fin d'un empire : l'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presse de Science Po, 1995, 331 p.
- Lévesque, Jacques, *L'URSS et sa politique internationale, de Lénine à Gorbatchev*, Paris, Armand Colin, 1987, 404 p.
- Lieven, Anatol et Dmitri Trenin (dir.), *Ambivalent neighbors: the EU, NATO and the price of membership*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2003, 331 p.
- Light, Margot, *The Soviet Theory of International Relations*, New York, St. Martin's Press, 1988, 376 p.
- Lynch, Dov *Russian Peacekeeping Strategies in the CIS: The Cases of Moldova, Georgia and Tadjikistan*, New York, St. Martin's Press, 2000, 265 p.
- MacDaniel, Tim, *The agony of the Russian Idea*, Princeton, Princeton University Press, 1996, 210 p.
- Mandel, David, *Labour after communism, Auto Workers and Their Unions in Russia, Ukraine, and Belarus*, Montréal, Black Rose Books, 2004, 283 p.
- Marcou, Lilly, *Les Héritiers*, 2004, Paris, Pygmalion, 345 p.
- Motyl, Alexander, *Sovietology, Rationality, Nationality: Coming to Grips with Nationalism in the USSR*, New York, Columbia University Press, 1990, 263 p.

- Mirsky, Georgyi *On ruins of empire: ethnicity and nationalism in the former Soviet Union*, 1997, Westport, Greenwood Press, 185 p.
- O'Connor, Kevin, *Intellectuals and apparatchiks: Russian nationalism and the Gorbachev revolution*, Lanham, Lexington Books, 2006, 321 p.
- Parrott, Bruce (dir.), *State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia*, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, 319 p.
- Petro, Nicolai et Alvin Rubinstein, *Russian foreign policy: from empire to nation-state*, New York, Longman, 1997, 324 p.
- Plokhyy, Serhii, *The Origins of the Slavic Nations: Premodern Identities in Russia, Ukraine and Belarus*. Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 379 p.
- Poutine, Vladimir, *Razgovor s Rossiei : Stenogramma priamogo tele- i radioefira (Priamaia liniia s Prezidentom Rossii) 18 dekabria 2003 goda*, Moscou, Olma-Press, 2003, 126 p.
- Putin, Vladimir, Nataliya Gevorkya, Natalya Timakova et Andrei Kolesnikov, *First Person: An Astonishingly Frank Self-Portrait by Russia's President Vladimir Putin*, New York, Perseus Book Group, 2000, 208 p.
- Primakov, Evgenii *Mir bez Rossii ? K tchemou vedet politicheskaia blizoroukost*, Moscou, Rossisskaia Gazeta, 2009, 238 p.
- Primakov, Evgueni, « Turning back over the Atlantic », *International Affairs*, vol. 48, n° 6, 2002, p. 65-74.
- Primakov, Evgueni, *Gody v bolchoi politike (Mes années dans la haute politique)*, Moscou, Soverchenno sekretno, 1999, 448 p.
- Reddaway Peter et Dmitri Glinski, *The tragedy of Russia's reforms: market bolshevism against democracy*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2001, 749 p.
- Prizel, Ilya, *National Identity and Foreign Policy: Nationalism and Leadership in Poland, Russia, and Ukraine*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 442 p.
- Rancour-Laferrriere, Daniel, *Russian Nationalism from an Interdisciplinary Perspective: Imagining Russia*, Lewiston, E. Mellen Press, 2000, 349 p.
- Roy, Olivier *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Seuil, 1996, 332 p.
- Sakwa, Richard, *Putin: Russia's choice*, New York, Routledge, 2008 (2004), 388 p.

- Shevstova, Lilia, *Russia Lost in Transition : The Yeltsin and Putin Legacies*, Moscow, Carnegie Endowment for International Peace, 368 p.
- Smith, Graham (dir.), *The Nationalities Question in the Post-Soviet States*, New York, Longman, 1996, 524 p.
- Smith, Graham , Vivien Law, Andrew Wilson, Annette Bohr et Edward Allworth, *Nation-building in the Post-Soviet Borderlands. The Politics of National Identities*, Cambridge, University of Cambridge Press, 1998, 312 p.
- Smith, Kathleen, *Mythmaking in the New Russia: Politics and Memory during the Yeltsin Era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, 223 p.
- Starr, Frederick et Svente Cornell (dir.), *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline : Oil Window to the West*, Washington, Johns Hopkins University, 2005, 152 p.
- Stern, Jonathan *The Future of Russian Gas and Gazprom*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 298 p.
- Sussex, Roland et Paul Cubberley, *The Slavic languages*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 638 p.
- Szproluk, Roman (dir.), *National identity and ethnicity in Russia and the new states of Eurasia*, Armonk, M. E. Sharpe, 1994, 328 p.
- Tchechko, Serguei, *Raspad Sovetskogo Soiouza. Etnopoliticheskie analiz*, Moscou, Institutouta Etnologii i Antropologii RAN, 1996, 309 p.
- Tolz, Vera, *Inventing the Nation: Russia*, Londres, Arnold, 2001, 307 p.
- Trenin, Dmitri, *The end of Eurasia: Russia on the border between geopolitics and globalisation*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2002, 354 p.
- Tsygankov, Andrei, *Pathways after Empire: National Identity and Foreign Economic Policy in the Post-Soviet World*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2001, 236 p.
- Tsygankov, Andrei, *Russia's Foreign Policy: Change and Continuity in National Identity*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2006, 217 p.
- Wallander, Celeste (dir.), *The Sources of Russian foreign policy after the Cold War*, Boulder, Westview Press, 1996, 233 p.
- Walker, Edward, *Dissolution, Sovereignty and the Breakup of the Soviet Union*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2003, 224 p.

- Webber, Mark, *The international politics of Russia and the successor states*, Manchester, Manchester University Press, 1996, 366 p.
- Webster, William, Arnaud De Borchgrave et Frank Cillufoo, *Russian organized crime and corruption : Putin's challenge*, Washington, Center for Strategic and International Studies, 2000, 73 p.
- Williams, Christopher et Thanasis Sfikas (dir.), *Ethnicity and Nationalism in Russia, the CIS and the Baltic States*, Aldershot, Ashgate, 1999, 386 p.
- Wilson, Andrew *Virtual politics: faking democracy in the post-Soviet world*, New Haven, Yale University Press, 2005, 332 p.
- Younkyoo, Kim, *The Resource Curse in a Post-communist Regime: Russia in Comparative Perspective*, Burlington, Ashgate, 2003, 181 p.
- Zevelev, Igor, *Russia and its new Diasporas*, Washington: US Institute of Peace Press, 2001, 219 p.
- Zyuganov, Gennady et Vadim Medish, *My Russia : the political autobiography of Gennady Zyuganov*, Armonk, M. E. Sharpe, 1997, 198 p.

Chapitres de livre et articles

- Allison, Roy, « The network of new security policy relations in Eurasia », dans *Security Dilemmas in Russia and Eurasia*, sous la dir. de R. Allison et C. Bluth, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1998, p. 12-31.
- Arel, Dominique, « Fixing Ethnicity in Identity Documents: The Rise and Fall of Passport Nationality in Russia », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, vol. 30, n° 1-2, 2003, p. 125-136.
- Aron, Leon, « The Foreign Policy Doctrine of Postcommunist Russia and Its Domestic Context », dans *The new Russian foreign policy*, sous la dir. de M. Mandelbaum, New York, Council on Foreign Relations, 1998, p. 23-63.
- Balzer, Harley, « The Putin Thesis and Russian Energy Policy », *Post-Soviet Affairs*, vol. 21, n° 3, 2005, p. 210-225.
- Beauvois, Daniel, « La Russie et les frontières du monde slave », *Esprit*, n° 1, 2000, p. 15-21.

- Becker, Abraham, « Russia and economic integration in the CIS », *Survival*, vol. 38, n° 4, 1996-97, p. 117-136.
- Binette, Pierre et Jacques Lévesque, « La Russie à la recherche d'un nouveau système international et d'une nouvelle politique extérieure », *Revue québécoise de science politique*, n° 24, 1993, p. 45-73.
- Blank, Stephen, « Russia's Real Drive to the South », *Orbis*, vol. 39, n° 3, 1995, p. 369-386.
- Bremmer, Ian et Samuel Charap, « The Siloviki in Putin's Russia: Who They Are and What They Want », *The Washington Quarterly*, vol. 30, n° 1, 2006-2007, p. 83-92.
- Brooker, David « Founding Presidents of Soviet Successor States: A Comparative Study », *Demokratizatsiya*, vol. 12, n° 1, 2004, p. 133-145.
- Chafetz, Glenn, « The Struggle for a National Identity in Post-Soviet Russia », *Political Science Quarterly*, vol. 111, n° 4, 1996-97, p. 661-688.
- Checkel, Jeffrey, « Structure, Institutions, and Process: Russia's Changing Foreign Policy », dans *The making of foreign policy in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de A. Dawisha et K. Dawisha, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 42-65.
- Chuprov, Vladimir et Julia Zubok, « The Ethnic Consciousness of Russian Youth », dans *Ethnicity and Nationalism in Russia, the CIS and the Baltic States*, sous la dir. de C. Williams et T. Sfikas, Aldershot, Ashgate, 1999, p. 103-119.
- Claveau, Dimitri, *La Russie dans la CEI : défis et ambitions d'une puissance régionale*, Lille, ANRT, 2005, 701 p.
- Dixon, Simon, « The Russians and the Russian Question », dans *The Nationalities Question in the Post-Soviet States*, sous la dir. de G. Smith, Londres, Longman, 1996, p. 47-74.
- English, Robert « The Sociology of New Thinking: Elites Identity Change, and the End of the Cold War », *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 43-80.
- Dick, Charles, « Initial thoughts on Russia's draft military doctrine », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 5, n° 4, décembre 1992, p. 552-566.
- Dubien, Arnaud, « Russie-CEI : Une hégémonie contestée », *Revue internationale et stratégique*, n° 38, 2000, p. 159-168.
- Garrard, John et Carol Garrard, *Russian Orthodoxy Resurgent: Faith and Power in the New Russia*. Princeton, Princeton University Press, 2008, 348 p.

- Guroff, Gregory et Alexander Guroff, « The Paradox of Russian National Identity », dans *National identity and ethnicity in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de Roman Szproluk, Armonk, M. E. Sharpe, 1994, p. 78-100.
- Hahn, Gordon, « The Past, Present, and Future of the Russian Federal State », *Demokratizatsiya*, vol. 11, n° 3, 2003, p. 343-362.
- Hopf, Ted, « Russian Identity and Foreign Policy In Estonia and Uzbekistan », dans *The Source of Russian foreign policy after the Cold War*, sous la dir. C. Wallander, Boulder, Westview Press, 1996, p. 147-172.
- Karaganov, Sergei, « Russia and the Slav vicinity », dans *Russia and Europe: the emerging security agenda*, sous la dir. de V. Baranovsky, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 289-300.
- Kharkhordin, Oleg, « What Is the State? The Russian Concept of Gosudarstvo in the European Context », *History and Theory*, 2001, vol. 40, n° 2, p. 206-240.
- Khazanov, Anatoly, « A State without a Nation? Russia after Empire », dans *The Nation-State in Question*, sous la dir. de T. Paul, J. Ikenberry et J. Hall, Princeton, Princeton University Press, 2002, p. 79-105.
- Kremen, Vasily, « The East Slav triangle », dans *Russia and Europe: the emerging security agenda*, sous la dir. de V. Baranovsky, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 271-288.
- Kubalkova, Vendulka, « Soviet "New Thinking" and the End of the Cold War: Five Explanations », in *Foreign Policy in a Constructed World*, sous la dir. de V. Kubalkova, Armonk, M. E. Sharpe, 2001, p. 99-145.
- Kuzio, Taras, « National Identities and Virtual Foreign Policies among the Eastern Slavs », *Nationalities Papers*, vol. 31, n° 4, 2003, p. 430-452.
- Kuzio, Taras, « History, Memory and Nation Building in the Post-Soviet Colonial Space », *Nationalities Papers*, vol. 30, n° 2, 2002, p. 241-264.
- Kuzio, Taras, « NATO enlargement: the view from the East », *European Security*, vol. 6, n° 1, 1997, p. 48-62.
- Laruelle, Marlène, « Le Néo-Eurasianisme russe : L'Empire après l'Empire? », *Cahier du monde russe*, vol. 42, n° 1, 2001, p. 71-94.
- Lester, Jeremy, « Russian political attitudes to Ukrainian independence », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 10, n° 2, 1994, p. 193-233.

- Lévesque, Jacques, « The Messianic character of “New Thinking” Why and What for ? », dans *The last decade of the Cold War: from conflict escalation to conflict transformation*, sous la dir. de Olav Njølstad, New York, Frank Cass, 2004, p. 159-176.
- Lévesque, Jacques, « Le grand dessein international de Gorbatchev et l’effondrement du communisme en Europe de l’Est », dans *L’effondrement de l’Empire soviétique*, sous la dir. de A. de Tinguay, Bruxelles, Bruylant, 1998, p 331-346.
- Lieven, Anatol, « The Weakness of Russian Nationalism », *Survival*, vol. 41, n° 2, 1999, p. 53-70.
- Lieven, Anatol, « The Secret Policemen’s Ball: the United States, Russia and the international order after 11 September », *International Affairs*, vol. 78, n° 2, 2002 p. 245-259.
- Light, Margot, « Débats sur la politique étrangère russe et l’évolution de la doctrine, 1991-1999 », *Revue Internationale et Stratégique*, n° 38, 2000, p. 122-131.
- Lynch, Allen, « The realism of Russia’s Foreign Policy », *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n° 1, 2001, p. 7-31.
- Lynch, Dov, « ‘The Enemy is at the Gate’: Russia after Beslan », *International Affairs*, vol. 81, n° 1, 2005, p. 141-161.
- Minatchev, Andrei et Jacques Lévesque, « L’identité et la sécurité de la Russie : Les crises internationales comme miroir de la guerre de Tchétchénie », *Études internationales*, vol. 35, no 1, 2004, p. 49-72.
- Motyl, Alexander, « Structural Constraints and Starting Points: The Logic of Systemic Change in Ukraine and Russia », *Comparative Politics*, vol. 29, n° 4, 1997, p. 433-448.
- Novikov, Guennadi, « La CEI en 1997 : un point de vue russe », *Courrier des pays de l’Est*, n° 417, 1997, p. 102-106.
- Olcott, Martha, « Sovereignty and the Near Abroad », *Orbis*, vol. 39, n° 3, 1997, p. 353-367.
- O’loughlin, John, Gearoid O Tuathail et Vladimir Kolossov, « A ‘Risky Westward Turn’ Putin’s 9-11 Script and Ordinary Russians », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 1, 2004, p. 3-34.
- Oracheva, Oksana, « The Ideology of Russian nationalism », dans *Ethnicity and Nationalism in Russia, the CIS and the Baltic States*, sous la dir. de C. Williams et T. Sfikas, Aldershot, Ashgate, 1999, p. 47-63.

- Parrott, Bruce, « State-Building and Post-Soviet Military Affairs: From the Past to the Future », dans *State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia*, sous la dir. de Bruce Parrott, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 276-306.
- Patomaki, Heikki et Christer Pursianinen, « Western Models and the 'Russian Idea': Beyond 'Inside/Outside' in Discourses on Civil Society », *Millennium*, vol. 28, n° 1, 1999, p. 53-77.
- Piirainen, Timo, « The Fall of an Empire, The Birth of a Nation: Perceptions of the New Russian National Identity », dans *The fall of an empire, the birth of a nation: national identities in Russia*, sous la dir. de C. Chulos et T. Piirainen, Aldershot, Ashgate, 2000, p. 161-197.
- Petro, Nicolai et Alvin Rubinstein, « Russia and the Commonwealth of Independent States », dans *Russian foreign policy: from empire to nation-state*, New York, Longman, 1997, p. 113-130.
- Petrova, Margarita « The End of the Cold War: a Battle or Bridging Ground Between Rationalist and Ideational », *European Journal of International Relations*, vol. 9, n° 1, 2003, p. 115-163.
- Pipes, Richard, « The Establishment of the Union of Soviet Socialist Republics », in *The Soviet Nationality Reader: The Disintegration in Context*, sous la dir. Rachel Denber, Westview Press, 1992, p. 35-86.
- Pikayev, Alexander, « The Russian Domestic Debate on Policy Towards the 'Near Abroad' », dans *Peacekeeping and the Role of Russia*, sous la dir. de L. Jonson et C. Archer, Boulder, Westview Press, 1996, p. 51-66.
- Prazauskas, Algimantas, « The Influence of Ethnicity on the Foreign Policies of the Western Littoral States », dans *National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia. The International Politics of Eurasia*, sous la dir. de R. Szporluk, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 150-184.
- Radu, Michael, « Why Eastern and Central Europe Look West », *Orbis*, vol. 41, n° 1, 1997, p. 39-57.
- Richter, James, « Russian Foreign Policy and the Politics of National Identity », dans *The Source of Russian foreign policy after the Cold War*, sous la dir. de C. Wallander, Boulder, Westview Press, 1996, p. 69-93.
- Rowley, David, « Imperial versus national discourse: the case of Russia », *Nations and Nationalism*, vol. 6, n° 1, 2000, p. 23-42.
- Russell, John, « Improbable unions: The draft union treaties in the USSR, 1990-1991 », *Review of Central and East European Law*, vol. 22, n° 4, 1996, p. 389-416.

- Russell, Wayne, « Russian Relations with the 'Near Abroad', dans *Russian Foreign Policy Since 1990*, sous la dir. de P. Shearman, Boulder, Westview Press, 1995, p. 53-70.
- Sandle, Mark, « Searching for a National Identity: Intellectual Debates in Post-Soviet Russia », dans *Ethnicity and Nationalism in Russia, the CIS and the Baltic States*, sous la dir. de C. Williams et T. Sfikas, Aldershot, Ashgate, 1999, p. 64-90.
- Scanlan, James, « The Russian Idea from Dostoevskii to Ziuganov », *Problems of Post-Communism*, vol. 43, n° 4, 1996, p. 35-42.
- Shevzov, Vera « Scripting the Gaze, Liturgy, Homilies, and the Kazan Icon of the Mother of God in Late Imperial Russia », dans *Sacred Stories: Religion and Spirituality in Modern Russia* sous la dir. de M. Steinberg et H. Colman, Indianapolis, Indiana University Press, 2007, p. 61-92.
- Sergounin, Alexander, « In Search of National Identity : Foreign Policy Schools of Thought in Post-Communist Russia », *Medunarodni problemi*, vol. 49, n° 2-3, 1997, p. 297-336.
- Simonia, Nodari, « Priorities of Russia's Foreign Policy and the Way It Works », dans *The making of foreign policy in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de A. Dawisha et K.Dawisha, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 17-41.
- Smith, Graham, « The Soviet State and Nationalities », dans *The Nationalities Question in the Post-Soviet States*, sous la dir. de Graham Smith, New York, Longman, 1996, p. 2-21.
- Smith, Kathleen, « Searching for a New Russian Idea », dans *Myth in the New Russia: Politics and Memory during the Yeltsin Era*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, p. 158-184.
- Snyder, Timothy, « The Polish-Lithuanian Commonwealth since 1989: national narratives in relations among Poland, Lithuania, Belarus and Ukraine », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 4, n° 3, 1998, p. 1-32.
- Splidsboel-Hansen Flemming, « Russia's Relations with the European Union: A Constructivist Cut », *International Politics*, vol. 39, n° 4, 2002, p. 399-421
- Stent, Angela, « National Identity and Foreign Policy after Communism », dans *Russia and Germany reborn: unification, the Soviet collapse, and the new Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1999, 185-203 p.
- Szporluk, Roman, « Introduction: Statehood and Nation Building in Post-Soviet Space », dans *National identity and ethnicity in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de R. Szporluk, Armonk, M. E. Sharpe, 1994, p. 3-17.

- Tishkov, Valery et Martha Olcott, « From Ethnos to Demos: The Quest for Russia's Identity », dans *Russia after Communism*, sous la dir. de A. Aslund, et M. Olcott, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1999, p. 61-90.
- Tolz, Vera, « Forging the Nation: National Identity and Nation Building in Post-Communist Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 50, n° 6, 1998, p. 993-1022.
- Trenin, Dmitri, « Russian and Western Interests in Preventing, Managing and Settling Conflicts in the Former Soviet Union », dans *Commonwealth and independence in post-Soviet Eurasia*, sous la dir. de B. Coppieters, A. Zvezetov et D. Trenin, Londres, Frank Cass, 1998, p. 171-190.
- Tumez, Astrid, « Russian Nationalism and the National Interest in Russian Foreign Policy », dans *The Source of Russian foreign policy after the Cold War*, sous la dir. de C. Wallander, Boulder, Westview Press, 1996, p. 41-172.
- Urban, Michael, « Remythologizing the Russian State », *Europe-Asia Studies*, vol. 50, n° 6, 1998, p. 969-992.
- Valdez, Jonathan, « The Near Abroad, the West, and National Identity in Russian Foreign Policy », dans *The making of foreign policy in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de A. Dawisha et K. Dawisha, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 84-109.
- Wilson, Andrew, « The Post-Soviet States and the Nationalities Question », in *The Nationalities Question in the Post-Soviet States*, sous la dir. de G. Smith, New York, Longman, 1996, p. 23-45.
- Zevelev, Igor, « The Redefinition of the Russian Nation, International Security, and Stability », dans *Russia in the new century: stability or disorder?*, sous la dir. de V. Bonnell et G. Breslauer, Boulder, Westview Press, 2001, p. 265-289.
- Zlotnik, Marc « Yeltsin and Gorbachev: The Politics of Confrontation », *Journal of Cold War Studies*, vol 5, n° 1, 2003, p. 128-164.

c) **Références sur l'Ukraine et les relations russo-ukrainiennes**

Livres

Arel, Dominique et Blair Ruble (dir.), *Rebounding Identities: the politics of identity in Russia and Ukraine*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2006, 365 p.

Aslund, Anders et Michael McFaul, *Revolution in orange: the origins of Ukraine's democratic breakthrough*, Washington, Canergie Enfowment for International Peace, 2006, 216 p.

Balmaceda, Margarita, *Energy Dependency, Politics and Corruption in the Former Soviet Union, Russia's Power, Oligarchs' Profits and Ukraine's Missing Energy Policy, 1995-2006*, Londres, Routledge, 2007, 240 p.

Besters-Dilger, Juliane, *Ukraine on Its Way to Europe: Interim Results of the Orange Revolution*, Oxford, Peter Lang, 2009, 332 p.

Bukkvoll, Tor, *Ukraine and European Security*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1997, 129 p.

Bugajski, Janusz, Steven Pifer, Keith Smith et Celeste Wallander, *Ukraine: a net assessment of 16 years of independence*, Washington, CSIS Press, 2008, 34 p.

D'Anieri, Paul, Robert Kravchuk et Taras Kuzio, *Politics and Society in Ukraine*, Boulder, Westview Press, 1999, 344 p.

D'Anieri, Paul, *Economic Interdependence in Ukrainian-Russian Relations*, Albany, State University of New York Press, 1999, 278 p.

De Tinguy, Anne (dir.), *Ukraine nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Émile Bruylant, 2001, 322 p.

Garnett, Sherman, *Keystone in the Arch: Ukraine in the Emerging Security Environment of Central and Eastern Europe*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1997, 145 p.

Hajda, Lubomyr (dir.), *Ukraine in the World: Studies in the International Relations and Security Structure of a Newly Independent State*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, 384 p.

Koshiw, Jaroslav, *Beheaded, The killing of a journalist*, Reading, Artemia Press, 280 p.

- Koutchma, Leonid, *Ukraina Ne Rossiya*, Moscou, Vremya, 2003, 516 p.
- Kravtchouk, Leonid, *Maemo te, chtcho maemo: spogadi i rozdoumi*, Kiev, Stolittia, 2002, 392 p.
- Kuzio, Taras et Paul D'Anieri (dir.), *Dilemmas of state-led nation building in Ukraine*, Westport, Praeger, 2002, 218 p.
- Kuzio, Taras et Andrew Wilson, *Ukraine: Perestroika to Independence*, New York, St Martin's Press, 1994, 260 p.
- Kuzio, Taras (dir.), *Contemporary Ukraine: dynamics of post-Soviet transformation*, Armonk, M. E. Sharpe, 1998, 290 p.
- Kuzio, Taras, Robert Kravchuk et Paul D'Anieri (dir.), *State and Institution Building in Ukraine*, New York, Palgrave, 1999, 364 p.
- Lieven, Anatol, *Ukraine and Russia: A Fraternal Rivalry*, Washington, United States Institute of Peace, 1999, 182 p.
- Molchanov, Mikhail, *Political Culture and National Identity in Russian-Ukrainian Relations*, College Station, Texas University Press, 2002, 350 p.
- Moroney, Jennifer, Taras Kuzio et Mikhail Molchanov (dir.), *Ukrainian foreign and security policy: theoretical and comparative perspectives*, Westport, Praeger, 298 p.
- Motyl, Alexander, *Dilemmas of independence: Ukraine after totalitarianism*, New York, Council on Foreign Relations Press, 1993, 217 p.
- Myagkov, Mikhail, Peter Ordeshook et Dimitri Shakin, *The Forensics of Election Fraud: Russia and Ukraine*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 304 p.
- Plokyh, Serhii, *Ukraine and Russia: Representations of the Past*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, 391 p.
- Plokyh, Serhii, *Unmaking Imperial Russia, Mykhailo Hrushevsky and the writing of Ukrainian History*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 614 p.
- Potichnyl, Peter, Marc Raeff, Jaroslaw Pelenski et Gleb Zekul (dir.), *Ukraine and Russia in their Historical Encounter*, Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 1992, 346 p.
- Solchanyk, Roman *Ukraine and Russia, The Post-Soviet Transition*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2001, 237 p.

- Sherr, James, *At the crossroads or the precipice? The fate of Ukraine's Orange Revolution and its implication for Europe*, Zurich, Advanced Research and Assessment Group, 2006, 21 p.
- Shumuk, Danylo *Life sentence : memoirs of a Ukrainian political prisoner*, Edmonton, CIUS Press, 1984, p. 333
- Subtelny, Orest, *Ukraine: A History*, Toronto, University of Toronto, 2000 (1988), 736 p.
- Spillmann, Kurt, Andreas Wenger et Derek Muller (dir.), *Between Russia and the West: Foreign and Security Policy of Independent Ukraine*, Lang, Peter Publishing, 1999, 352 p.
- Stepanenko, Victor, *The Construction of Identity and School Policy in Ukraine*, Commack, Nova Science, 1999, 212 p.
- Wanner, Catherine, *Burden of Dreams, History and identity in Post-Soviet Ukraine*, University Park, Pennsylvania State University, 1998, p. 255.
- Wilson, Andrew, *Ukraine's orange revolution*, New Haven, Yale University Press, 2005, 232 p.
- Wilson, Andrew, *The Ukrainians: Unexpected Nation*, New Haven, Yale University Press, 2000, 357 p.
- Wilson, Andrew, *Ukrainian nationalism in the 1990s: a minority faith*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 322 p.
- Wolchik, Sharon et Volodymyr Zviglyanich (dir.), *Ukraine: the search for a national identity*, Oxford, Rowman and Littlefield, 2000, 310 p.
- Wolczuk, Kataryna, *The moulding of Ukraine: the constitutional politics of state formation*, Budapest, Central European University Press, 2002, 315 p.
- Yekelchik, Serhy, *Stalin's empire of memory: Russian-Ukrainian relations in the Soviet Historical Imagination*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, 231 p.

Articles et chapitres de livre

- Alexandrova, Olga, « The NATO-Ukraine Charter: Kiev's Euro-Atlantic integration », *Aussenpolitik*, vol. 48, n° 4, 1997, p. 325-334.

- Alexandrova, Olga, « Russia as a factor in Ukrainian security concepts », *Aussenpolitik*, vol. 45, n° 1, 1994, p. 68-78.
- Arel, Dominique, « Interpreting “Nationality” and “Language” in the 2001 Ukrainian Census », *Post-Soviet Affairs*, vol. 18, n° 3, 2002, p. 213-49.
- Arel, Dominique « Demography and Politics in the First Post-Soviet Censuses: Mistrusted State, Contested Identities », *Population*, vol. 57, n° 6, 2002, p. 801-828.
- Arel, Dominique et Valeri Khmelko, « The Russian Factor and Territorial Polarization in Ukraine », *Harriman Review*, vol. 9, n° 1-2, 2002, p. 81-91.
- Arel, Dominique, « Kuchmagate and the Demise of Ukraine’s ‘Geopolitical Bluff’ », *East European Constitutional Review*, vol. 10, n° 2-3, 2001, p. 54-59.
- Arel, Dominique, « Does Culture Matter », *Paper presented at the 29th Annual AAASS Convention*, Seattle, automne 1997.
- Arel, Dominique, « Ukraine: The temptation of the Nationalizing State », dans *Political Culture Culture and Civil Society in Russia and the New States of Eurasia*, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 157-188.
- Armstrong, John, « Whither Ukrainian nationalism? », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, vol. 23, n° 12, 1996, p. 111-124.
- Aalund, Anders, « Ukraine’s turnaround », *Foreign Policy*, n° 100, 1995, p. 125-143.
- Balmaceda, Margarita Mercedes, « Gas, oil and the linkages between domestic and foreign policies: the case of Ukraine », *Europe-Asia Studies*, vol. 50, n° 2, 1998, p. 257-286.
- Belitser, Natalia et Oelg Bodruk, « Conflicting Loyalties in the Crimea », dans *Conflicting loyalties and the state in post-Soviet Russia and Eurasia*, sous la dir. de M. Waller, B. Coppieters et A. Malashenko, Londres, Frank Cass, 1998, p. 53-79.
- Bilinsky, Yaroslav, « Basic Factors in the Foreign Policy of Ukraine: The Impact of the Soviet Experience », dans *The legacy of History in Russia and the New States of Eurasia*, sous la dir. de F. Starr, Armonk, M. E. Sharpe, 1994, p. 171-192.
- Birch, Sarah, « Interpreting the regional effect in Ukrainian politics », *Europe-Asia Studies*, vol. 52, n° 6, 2000, p. 1017-1041.
- Bukkvoll, Tor, « Off the cuff politics: Explaining Russia’s lack of a Ukraine strategy », *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n° 8, 2001, p. 1141-1157.

- Bukkvoll, Tor, « Ukraine and NATO: the politics of soft cooperation », *Security Dialogue*, vol. 28, n° 3, 1997, p. 363-374.
- Burant, Stephen, « Foreign Policy and National Identity: A Comparison of Ukraine and Belarus », *East-Asia Studies*, vol. 47, n° 7, 1995, p. 1125-1144.
- Bremmer, Ian, « The Politics of Ethnicity: Russian in the New Ukraine », *Europe-Asia Studies*, vol. 46, n° 2, 1994, p. 261-283.
- Brzezinski, Zbigniew, « The Premature Partnership », *Foreign Affairs*, vol. 73 n° 2, 1994, p. 67-82.
- Campana, Aurélie, « Affrontement politique et systèmes de représentations différenciés : l'ethnisation du champ politique en Crimée depuis 1991 », *Cahiers d'études sur la Méditerranée et le monde turco-iranien*, n° 37, 2004, p. 79-104.
- Chandler, Andrea, « State-building and political priorities in post-Soviet Ukraine: the role of the military », *Armed Forces and Society*, vol. 22, n° 4, 1996, p. 573-597.
- Chudowsky, Victor et Taras Kuzio, « Does public opinion matter in Ukraine? The case of Foreign policy », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 36, n° 3, 2003, p. 273-290.
- Covert, Kevin, « Overlapping imagined communities: the Black Sea Fleet negotiations between Russia and Ukraine, 1992-1996 », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, vol. 24, n° 12, 1997, p. 21-31.
- Darden, Keith, « Blackmail as a tool of state domination: Ukraine under Kuchma », *East European Constitutional Review*, vol. 10, n° 3, 2001, p. 67-71.
- D'Anieri, Paul, « Nationalism and international politics: identity and sovereignty in the Russian-Ukrainian conflict », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 3, n° 2, 1997, p. 1-28.
- D'Anieri, Paul, « International cooperation among unequal partners: the emergence of bilateralism in the former Soviet Union ». *International Politics*, vol. 34, n° 4, 1997, p. 417-448.
- D'Anieri, Paul, « Constructivist Theory and Ukrainian Foreign Policy », dans *Ukrainian Foreign and Security Policy: Theoretical and Comparative Perspectives*, sous la dir. de J. Moroney, T. Kuzio et M. Molchanov, Westport, Praeger, 2002, p. 37-56.
- Duncan, Peter, « Ukraine and the Ukrainians », dans *The Nationalities Questions in the post-Soviet States*, sous la dir. de G. Smith, Londres, Longman, 1996, p. 188-209.

- Dumoulin, André, « Le contentieux russo-ukrainien de la flotte de la mer Noire », *Relations internationales et stratégiques*, n° 16, 1994, p. 17-29.
- Furtado, Charles, « Nationalism and foreign policy in Ukraine », *Political Science Quarterly*, vol. 109, n° 1, 1994, p. 81-104.
- Graziosi, Andrea, « Les famines soviétiques de 1931-1933 et le Holodomor ukrainien : une nouvelle interprétation est-elle possible et quelles en seraient les conséquences? », *Cahiers du monde russe*, n° 46, vol. 3, 2005, p. 453-472.
- Grillot, Suzette, « Explaining Ukrainian denuclearization: material interests or liberal identity », *International Politics*, vol. 37, n° 2, 2000, p. 185-212.
- Horlubin, Volodymyr, « Ukraine's contribution to security and stability in Europe », *NATO Review*, 1998, p. 9-12.
- Joshi, Nirmala, « Ukraine and the Commonwealth of Independent States », *Strategic Analysis*, vol. 16, n° 10, 1994, p. 1367-1376.
- Karatnycky, Adrian, « Meltdown in Ukraine », *Foreign Affairs*, vol. 80, n° 3, 2001, p. 73-86.
- Kincade, William et Cynthia Nolan, « Troubled triangle: Russia, Ukraine and the United States », *Journal of Strategic Studies*, vol. 24, n° 1, 2000, p. 104-142.
- Kincade, William et Natalie Melnychuk, « Eurasian Letter : Unneighborly Neighbors », *Foreign Policy*, n° 94, 1994, p. 84-104.
- Kohut, Zenon, « History as a Battleground: Russian-Ukrainian Relations and Historical Consciousness in Contemporary Ukraine », dans *The legacy of History in Russia and the New States of Eurasia*, sous la dir. de F. Starr, Armonk, M. E. Sharpe, 1994, p. 123-145.
- Koutchma, Leonid, « Ukraine: cap à l'ouest » (entretien avec J.-C. Thiabaud), *Politique internationale*, n° 74, 1996-1997, p. 161-183.
- Kubicek, Paul, « Regional polarisation in Ukraine: public opinion, voting and legislative behaviour », *Europe-Asia Studies*, vol. 52, n° 2, 2000, p. 273-294.
- Kubicek, Paul, « What happened to the nationalists in Ukraine? », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 5, n° 1, 1999, p. 29-45.
- Kulyk, Volodymyr, « The Search for Post-Soviet Identity in Ukraine and Russia and Its Influence on the Relations between the Two States », *The Harriman Review*, vol. 9, n° 1-2, 1996, p. 16-27.

- Kuzio, Taras « Ukraine's Relations with the West: Disinterest, Partnership, Disillusionment », *European Security*, vol. 12, n° 2, 2003, p. 21-44.
- Kuzio, Taras, « Nationalism in Ukraine: towards a new theoretical and comparative framework », *Journal of Political Ideologies*, vol. 7, n° 2, 2002, p. 133-161.
- Kuzio, Taras, « The national factor in Ukraine's quadruple transition », *Contemporary Politics*, vol. 6, n° 2, 2000, p. 143-164.
- Kuzio, Taras, « The domestic sources of Ukrainian security policy », *Journal of Strategic Studies*, vol. 21, n° 4, 1998, p. 18-49.
- Kuzio, Taras, « Ukraine and NATO: the evolving strategic partnership », *Journal of Strategic Studies*, vol. 21, n° 2, 1998, p. 1-30.
- Kuzio, Taras, « National Identity and Foreign Policy: The East Slavic Conundrum », dans *Contemporary Ukraine*, sous la dir. de T. Kuzio, Armonk, M. E. Sharpe, 1998, p. 221-246.
- Kuzio, Taras, « Borders, symbolism and nation-state building: Ukraine and Russia », *Geopolitics and International Boundaries*, vol. 2, n° 2, 1997, p. 36-56.
- Kuzio, Taras, « National identity in independent Ukraine: an identity in transition », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 2, n° 4, 1996, p. 582-608.
- Larrabee, Stephen, « Ukraine's balancing act », *Survival*, vol. 38, n° 2, 1996, p. 143-165.
- Lieven, Anatol, « Restraining NATO: Ukraine, Russia, and the West », *Washington Quarterly*, vol. 20, n° 4, p. 55-77.
- Light, Margot, White, Stephen et John Lowenhardt, « A wider Europe: the view from Moscow and Kyiv », *International Affairs*, vol. 76, n° 1, 2000, p. 77-88.
- Marples David et David Duke, « Ukraine, Russia and the Question of Crimea », *Nationalities Papers*, vol. 23, n° 2, 1995, p. 261-289.
- Mearsheimer, John, « The case for a Ukrainian nuclear deterrent », *Foreign Affairs*, n° 72, 1993, p. 50-66.
- Miller, Steven, « The case against a Ukrainian nuclear deterrent », *Foreign Affairs*, n° 72, 1993, p. 67-80.
- Molchanov, Mikhail, « Borders of Identity: Ukraine's Political and Cultural Significance for Russia », *Canadian Slavonic Papers*, vol. 38, n° 1-2, 1996, p. 177-193.

- Molchanov, Mikhail, « Post-communist nationalism as a power resource: a Russia-Ukraine comparison », *Nationalities Papers*, vol. 28, n° 2, 2000, p. 263-288.
- Motyl, Alexander, « State, Nation, and Elites in Independent Ukraine », dans *Contemporary Ukraine*, sous la dir. de T. Kuzio, New York, M. E. Sharpe, 1998, p. 3-16.
- Motyl, Alexander et Bohdan Krawchenko, « Ukraine: from empire to statehood », dans *New states, new politics: building the post-Soviet nations*, sous la dir. de I. Bremmer et R. Taras, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 235-275.
- Motyl, Alexander « The Conceptual President: Leonid Kravchuk and the Politics of Surrealism », dans *Patterns in Post-Soviet Leadership*, sous la dir. de T. Colton and R. Tucker, Boulder, Westview, 1995, p. 103-121.
- Morrison, John, « Pereyaslav and after: the Russian-Ukrainian relationship », *International Affairs*, vol. 69, n° 4, 1993, p. 677-703.
- Moroz, John Edwin et Oleksandr Pavliuk, « Ukraine: Europe's linchpin », *Foreign Affairs*, n° 75, 1995, p. 52-62.
- Moshes, Arkady, « Russian-Ukrainian rapprochement of 2001: how viable? », *Security Dialogue*, vol. 33, n° 2, 2002, p. 157-170.
- Moshes, Arkady, « Russia-Ukraine: Entering a New Phase », dans *Ukraine on the Road to Europe*, sous la dir. de L. Hoffmann et F. Möllers, New York, Physica-Verlag, 2001, p. 24-31.
- Moshes, Arkady, « Conflict and Co-operation in Russo-Ukrainian Relations », dans *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia*, sous la dir. de B. Coppieters, A. Zverev et D. Trenin, Londres, Frank Publishers, 1998, p. 125-140.
- Mroz, John et Oleksandr Pavliuk, « Ukraine: Europe's Linchpin », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 3, 1996, p. 52-62.
- Mychajlyszyn, Natalie, « From Adversaries to partners: NATO and Ukraine in the Post-Cold War Era », *NATO Fellowship Program 2001-2003*, Final Report, juin 2003.
- Olszanski, Tadeusz, « Ukrainian people or Ukrainian nation? », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, vol. 27, n° 1-2, 2000, p. 45-48.
- Pavliuk, Oleksandr, « Ukraine and regional cooperation in Central and Eastern Europe », *Security Dialogue*, vol. 28, n° 3, 1997, p. 347-361.
- Perepelitsa, Hrihoriy, « Belarusian-Russia Integration and its Impact on the Security of Ukraine », dans *Belarus at the Crossroads*, sous la dir. de S. Garnett et R. Legvold, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1999, p. 81-103.

- Pirie, Paul, « National Identity and Politics in Southern and Eastern Ukraine », *Europe-Asia Studies*, vol. 48, n° 7, 1996, p. 1079-1104.
- Polyakov, Leonid, « Current Russian-Ukrainian Rapprochement: Forward or Backward? A Rejoinder », *Security Dialogue*, vol. 33, n° 2, 2002, p. 171-176.
- Plokyh, Serhii, « The Ghosts of Pereyaslav: Russo-Ukrainian Historical Debates in the Post-Soviet Era », *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n° 3, 2001, p. 489-505.
- Plokyh, Serhii, « Historical Debates and Territorial Claims: Cossack Mythology in the Russian-Ukrainian Border Disputes », dans *The legacy of History in Russia and the New States of Eurasia*, sous la dir. de F. Starr, Armonk, M. E. Sharpe. 1994, p. 147-170.
- Prizel, Ilya, « Nation-Building and Foreign Policy », dans *Ukraine: the search for a national identity*, sous la dir. de S. Wolchik et V. Zviglyanich, Oxford, Rowman and Littlefield, 2000, p. 11-30.
- Prizel, Ilya, « The Influence of Ethnicity on Foreign Policy: The Case of Ukraine », dans *National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia: The International Politics of Eurasia*, sous la dir. de R. Szporluk, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 103-128.
- Puglisi, Rosaria, « Clashing Agendas? Economic Interests, Elite Coalitions and Prospects for Co-operation between Russia and Ukraine », *Europe-Asia Studies*, vol. 55, n° 6, 2003, p. 827-845.
- Pyskir, Bohdan, « The Silent Coup: The Building of Ukraine's Military », *European Security*, vol. 2, n° 2, 1993, p. 149-155.
- Rumer, Eugene, « Will Ukraine return to Russia? », *Foreign Policy*, n° 96, 1994, p. 129-144.
- Sherr, James, « Russia-Ukraine rapprochement? The Black Sea Fleet accords », *Survival*, vol. 39, n° 3, 1996, p. 33-50.
- Shulman, Stephen, « The Contours of Civic and Ethnic National Identification in Ukraine », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 1, 2004, p. 35-56.
- Shulman, Stephen, « Competing versus complementary identities: Ukrainian-Russian relations and the loyalties of Russians in Ukraine », *Nationalities Papers*, vol. 26, n° 4, 1998, p. 615-632.
- Shulman, Stephen, « Cultures in competition: Ukrainian foreign policy and the "cultural threat" from abroad », *Europe-Asia Studies*, vol. 50, n° 2, 1998, p. 287-303.

- Shulman, Stephen, « Asymmetrical international integration and Ukrainian national disunity », *Political Geography*, vol. 18, n° 8, 1999, p. 913-939.
- Shulman, Stephen, « Competing versus complementary identities: Ukrainian-Russian relations and the loyalties of Russians in Ukraine », *Nationalities Papers*, vol. 26, n° 4, 1998, p. 615-632.
- Shulman, Stephen, « The Contours of Civic and Ethnic National Identification in Ukraine », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 1, 2004, p. 35-56.
- Solchanyk, Roman, « Russia, Ukraine, and the Imperial Legacy », *Post-Soviet Affairs*, vol. 9, n° 1, 1993, p. 337-365.
- Stepanenko, Victor et Sergie Sorokopud, « The construction of National Identity: A Case Study of the Ukraine », dans *Ethnicity Nationalism and in Russia, the CIS and the Baltic States*, sous la dir. de C. Williams et T. Sfikas, Aldershot, Ashgate, 1999, p. 184-210.
- Subtelny, Orest, « Imperial Disintegration and National-State Formation: The Case of Ukraine », dans *The Successor States to the USSR*, sous la dir. de J. Blaney, Washington, Congressional Quarterly, 1994, p. 184-195.
- Szporluk, Roman, « Nation Building in Ukraine: Problems and Prospects », dans *The Successor States to the USSR*, sous la dir. de J. Blaney, Washington, Congressional Quarterly, 1994, p. 173-184.
- Szporluk, Roman, « Nationalism after communism: reflections on Russia, Ukraine, Belarus and Poland », *Nations and Nationalism*, vol. 4, n° 3, 1998, p. 301-320.
- Szporluk, Roman, « Ukraine: from an imperial periphery to a sovereign state », *Daedalus*, vol. 126, n° 3, 1997, p. 85-119.
- Taras, Ray, « Redefining National Identity After Communism: A Preliminary Comparison of Ukraine and Poland », dans *National identities and ethnic minorities in Eastern Europe: Selected papers from the Fifth World Congress of Central and East European Studies, Warsaw, 1995*, sous la dir. de R. Taras, New York, St. Martin's Press, 1998, p. 84-112.
- Tolz, Vera, « Rethinking Russian-Ukrainian relations: a new trend in nation-building in post-communist Russia? », *Nations and Nationalism*, vol. 8, n° 2, 2002, p. 235-253.
- Torbakov, Igor, « Apart From Russia or a Part of Russia: A Sad Saga of Ukrainian-Russian Relations », *Review of International Affairs*, vol. 1, n° 1, 2001, p. 70-84.
- Tymoshenko, Yulia « Containing Russia », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 3, 2007, p. 69-82.

Wolczuk, Kataryna, « History, Europe and the “national idea”: the “official” narrative of national identity in Ukraine », *Nationalities Papers*, vol. 28, n° 4, 2000, p. 671-694.

Wolczuk, Roman, « The evolution of Ukrainian foreign and security policy, 1990-1994 », *Journal of Slavic Military Studies*, vol. 12, n° 3, 1999, p. 18-37.

Wolczuk, Roman, « Ukrainian-Polish relations between 1991 and 1998: from the declarative to the substantive », *European Policy*, vol. 9, n° 1, 2000, p. 127-156.

8.4 Références sur le Belarus

Livres

- Ackerman, Galia, Guillaume Grandazzi et Frédérick Lemarchand, *Les silences de Tchernobyl*, Paris, Autrement, 2006, p. 299.
- Balmaceda, Margarita, James Clem et Lisbeth Tarlow (dir.), *Independent Belarus: Domestic Determinants, Regional Dynamics, and Implications for the West*, Cambridge, Harvard University Press, 2002, p. 483.
- Bulhakau, Valer (dir.), *The geopolitical place of Belarus in Europe and the world*, Varsovie, Elipsa, 2006, p. 240 p.
- Cheremet, Pavel et Svetlana Kalinkina, *Sloutchainei prezident*, Limbus Press, Saint-Pétersbourg, 2004, 236 p.
- Danilovich, Alex, *Russian-Belarusian integration: playing games behind the Kremlin walls*, Burlington, Ashgate, 2006, 234 p.
- Dépelteau, François et Aurélie Lacassagne (dir.), *Le Bélarus, L'État de l'exception*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 386 p.
- Garnett, Sherman et Robert Legvold (dir.), *Belarus at the Crossroads*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1999, p. 199.
- Gimpelevich, Zina, *Vasil Bykau: His Life And Works*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2005, 260 p.
- Godin, Iouri, *Beloroussia - eto 'Brestskaya krepost' sovremennoi Rossii*, Moscou, ITRK, 2008, p. 107.
- Goujon, Alexandra, Jean-Charles Lallemand et Virginie Symaniec (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*. Paris, L'Harmattan, 2001, 351 p.
- Ioffe, Grigory, *Understanding Belarus and How Western Foreign Policy Misses the Mark*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2008, 259 p.
- Korosteleva, Elena, Colin Lawson and Rosalind Marsh (dir.), *Contemporary Belarus: Between democracy and dictatorship*, Londres, Routledge Curzon, 2003, p. 201.
- Lallemand, Jean-Charles et Virginie Symaniec, *Biélorussie : Mécanique d'une dictature*, Paris, Les petits matins, 2007, 254 p.

- Legvold, Robert et Celeste Wallander (dir.), *Swords and sustenance: the economics of security in Belarus and Ukraine*, Cambridge, MIT Press, 2004, 266 p.
- Lewis, Ann (dir.), *The EU and Belarus: Between Moscow and Brussels*, Londres, Kogan Page, 2002, 429 p.
- Marples, David, *Belarus: a denationalized nation*, Amsterdam, Harwood Academic Publisher, 1999, 139 p.
- Marples, David, *From Soviet Rule to Nuclear Catastrophe*, New York, St. Martin's Press, 1996, 179 p.
- Urban, Michael, *An algebra of Soviet power: elite circulation in the Belorussian Republic*, Cambridge, CUP, 1989,
- Richard, Yann, *La Biélorussie: une géographie historique*, Paris, Harmattan, 2002, 310 p.
- Staliunas, Darius, *Making Russians: Meaning and Practice of Russification in Lithuania and Belarus after 1863*, Amsterdam, Éditions Rodopi, 2007, 465 p.
- Vakar, Nicholas, *Belorussia: The Making of a Nation*, Cambridge, Harvard University Press, 1956, 297 p.
- White, Stephen, Elena Korosteleva et John Löwenhardt (dir.) *Post-communist Belarus*, Lanham, Rowman and Littlefield Publisher, 2005, 192 p.
- Zaprudnik, Jan, *Belarus, At the Crossroads in History*, Boulder, Westview Press, 1993, 278 p.

Chapitres de livre et articles

- Alexandrovna, Olga et Heinz Timmermann, « Russie-Biélorussie-CEI: efforts d'intégration et tendances à la désintégration », *Politique étrangère*, vol. 63, n° 1, 1998, p. 93-108.
- Ambrosio, Thomas, « The geopolitics of Slavic Union: Russia, Belarus, and multipolarity », *Geopolitics*, vol. 4, n° 3, 1999, p. 73-90.
- Balmeceda, Margarita, « Myth and Reality in the Belarusian-Russian Relationship: What the West Must Know », *Problems of Post Communism*, vol. 46, n° 3, 1999, p. 3-14.
- Burant, Stephen, « Belarus and the "Belarusian Irredenta" in Lithuania », *Nationalities Papers*, vol. 25, n° 4, 1997, p. 643-658.

- Burant, Stephen, « Foreign Policy and National Identity: A Comparison of Ukraine and Belarus », *Europe-Asia Studies*, vol. 47, n° 7, 1995, p. 1125-1147.
- Chafetz, Glenn, Hillel Abramson et Suzette Grillo, « Culture and National Role Conception: Belarusian and Ukrainian Compliance with the Nuclear Nonproliferation Regime », dans *Culture and Foreign Policy*, sous la dir. de V. Hudson, Londres, Lynne Rienner, 1997, p. 169-200
- Clem, Ralph, « Belarus and the Belarusians », dans *The Nationalities Questions in the post-Soviet States*, sous la dir. de Graham Smith, Londres, Longman, 1996, p. 210-222.
- Crosnier, Marie-Agnès, « Biélorussie », *Courrier des pays de l'est*, n° 417, 1997, p. 21-30.
- Dabrowski, Marek et Rafat Antczak, « Economic Transition in Russia, Ukraine, and Belarus: A Comparative Perspective », dans *Economic transition in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de B. Kaminski, Armonk, M. E. Sharpe, 1996, p. 42-80.
- Deyermond, Ruth, « The State of the Union: Military Success, Economic and Political Failure in the Russia-Belarus Union », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 8, 2004, p. 1191-1205.
- Eke, Steven et Taras Kuzio, « Sultanism in Eastern Europe: The Socio-Political Roots of Authoritarian Populism in Belarus », *Europe-Asia Studies*, vol. 25, n° 3, 2000, p. 523-547.
- Fedorov, Andrei, « Belarus' relations with NATO and Russia in the context of European security », *Demokratizatsiya*, vol. 8, n° 3, 2000, p. 300-310.
- Furman, Dmitrii et Oleg Bikhovets, « Belorussian self-awareness and Belorussian politics », *Russian Politics and Law*, vol. 34, n° 6, 1996, p. 5-29.
- Goujon, Alexandra, « Memorial Narratives of WWII Partisans and Genocide in Belarus », *East European Politics and Societies*, vol. 24, n° 6, 2010, p. 6-25.
- Goujon, Alexandra, « Biélorussie: une dictature aux portes de l'Europe », *Politique internationale*, n° 87, 2000, p. 55-58.
- Goujon, Alexandra, « Language, nationalism, and populism in Belarus », *Nationalities Papers*, vol. 27, n° 4, 1999, p. 661-677.
- Goujon, Alexandra, « Le processus de formation d'une opposition politique et nationale en Biélorussie: le Front populaire biélorussien (1988-1991) », *Revue d'Études comparatives Est-Ouest*, vol. 29, n° 1, 1998, p. 69-96.
- Havlik, Peter « Belarus Between Russia and the European Union – Some Reflections on Belarus' "Economic Miracle" and Future Prospects », dans *Belarus zwischen*

- Russland und der EU*, sous la dir. de W. Feichtinger et M. Malek, Wien, Schriftenreihe der Landesverteidigungsakademie, 2008, p. 53-74.
- Jocelyn, Ed, « Nationalism, Identity and the Belarusian State », dans *National Identities and Ethnic Minorities in Eastern Europe*, sous la dir de R. Taras, New York, St. Martin's Press, 1998, p. 73-83.
- Karatnycky, Adrian, « The 'Nearest Abroad': Russia's Relations with Ukraine and Belarus », dans *Russia: a return to imperialism?*, sous la dir. de U. Ra'anan et K. Martin, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 69-85.
- Karbalevich, Valerii, « The Belarusian Model of Transformation: Alyaksandr Lukashenka's Regime and the Nostalgia for the Soviet Past », *International Journal of Sociology*, vol. 31, n° 4, 2001, p. 7-38.
- Karp, Marek, « Escape from freedom (in Belarus) », *Journal of Slavic Military Studies*, vol. 11, n° 4, 1998, p. 146-163.
- Khvostov, Mikhail, « The Foreign Policy of the Republic of Belarus: Meeting the Needs of the Time », dans *The EU and Belarus: Between Moscow and Brussels*, sous la dir. de A. Lewis, Londres, Kogan Page, 2002, p. 187-198.
- Kuzio, Taras et Mark Nordberg, « Nation and State Building, Historical Legacies and National Identities in Belarus and Ukraine: A Comparative Analysis », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, vol. 26, n° 2, p. 69-90.
- Lapatniova, Aléna et Amandine Regamey, « Biélorussie, Ukraine : La politique des symboles », dans *Les confins de l'OTAN : L'espace mer Baltique, mer Noire*, sous la dir. de J.-C. L'Allemand, Paris, Éditions L'Inventaire, 1999, p. 37-60.
- Latypov, Ural, « Neutrality as a Factor in Belarusian Security Policy », *European Security*, vol. 3, n° 3, 1994, p. 552-566.
- Latyszzonek, Oleg, « Belarusian Nationalism and the Clash of Civilisation », *International Journal of Sociology*, vol. 31, n° 3, 2001, p. 62-77.
- Levyash, I. Ya., « Rousskie v Belarousi: doma ili v gostyakh? », *Sotsiologicheskie Issledovaniya*, vol. 21, n° 8-9, 1994, p. 139-142.
- Lindner, Rainer, « Besieged past: national and court historians in Lukashenka's Belarus », *Nationalities Papers*, vol. 27, n° 4, 1999, p. 631-647.
- Lindner, Rainer, « Domestic and foreign policy conditions behind structural changes in the Ukraine and Belarus », *Aussenpolitik*, vol. 46, n° 4, 1995, p. 365-375.

- Main, Steven, « Geopolitics and Security: Belarusian-Russia Military Co-operation 1991-2002 », dans *The EU and Belarus: Between Moscow and Brussels*, sous la dir. de A. Lewis, Londres, Kogan Page, 2002, p. 229-248.
- Marples, David et Lyubov Pervushina, « Belarus: Lukashenko's Red October », *Problems of Post-Communism*, vol. 52, n° 2, 2005, p. 19-28.
- Marples, David, « National awakening and national consciousness in Belarus », *Nationalities Papers*, vol. 27, n° 4, 1999, p. 565-578.
- Marples David, et Per Rudling, « War and memory in Belarus: The annexation of the western borderlands and the myth of the Brest Fortress », 1939-1941, *Belarouski Gistarychny zbornik*, n° 32, 1999, p. 225-244.
- Marples, David, « Belarus : The Illusion of Stability », *Post-Soviet Affairs*, vol. 12, n° 3, 1993, p. 249-264.
- Matsuzato, Kimitaka, « A Populist Island in an Ocean of Clan Politics: The Lukashenko Regime as an Exception among CIS Countries », *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 2, 2004, p. 235-261.
- Mihalisko, Kathleen, « Belarus: retreat to authoritarianism », dans *Democratic changes and authoritarian reactions in Russia, Ukraine, Belarus, and Moldova*, sous la dir. de K. Dawisha et B. Parrot, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 223-281.
- Moshes, Arkady, « Russia's Belarus Dilemma », *Program on New Approaches to Russia Security* (sous la dir. de Celeste Wallander), Policy Memo Series n° 182, décembre 2000.
- Nesvetailova, Anatasia, « A Friend in Need... or a Friend in Need? Russia and the Belarusian Economy », dans *The EU and Belarus: Between Moscow and Brussels*, sous la dir. de A. Lewis, Londres, Kogan Page, 2002, p. 215-228.
- Nordberg, Marc, « Interdependence and national identity in Ukraine and Belarus », *Southeastern Political Review*, vol. 25, n° 4, 1997, p. 611-640.
- Nikonov, Vyacheslav, « The Place of Belarus on Russia's Foreign Policy Agenda », dans *Belarus at the Crossroads*, sous la dir. de S. Garnett et R. Legvold, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1999, p. 105-130.
- Oldberg, Ingmar, « Sunset over the swamp the independence and dependence of Belarus », *European Security*, vol. 6, n° 3, 1997, p. 110-130.
- Paznyak, Vyacheslau, « The Customs Union of Five and the Russia-Belarus Union », dans *Building Security in the new states of Eurasia*, sous la dir. de R. Dwan et O. Pavliuk. Armonk, M. E. Sharpe, 2000, p. 57-85.

- Paznyak, Vyacheslau, « Belarus: In Search of a Security Identity », dans *Security Dilemmas in Russia and Eurasia*, sous la dir. de R. Allison et C. Bluth, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1998, p. 163-169.
- Paznyak, Vyachaslau, « Belarusian Denuclearization Policy and the Control of Nuclear Weapons », dans *The nuclear challenge in Russia and the new states of Eurasia*, sous la dir. de G. Quester, Armonk, M.E. Sharpe, 1995, p. 153-180.
- Radzik, Ryszard, « Belarus Between the East and the West: The Soviet-Russian Option Versus the Nationalist Option in Belarusian Society », *International Journal of Sociology*, vol. 31, n° 3, 2001, p. 11-45.
- Riach, David, « Nation building: identity politics in Belarus », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, vol. 27, n° 1-2, 2000, p. 49-63.
- Rich, Vera, « An East Slavic Union? » *World Today*, vol. 51, n° 3, 1995, p. 48-51.
- Rontoyanni, Clelia, « The Union of Belarus and Russia: The role of NATO and the EU », dans *Security Dynamics in the Former Soviet Bloc*, sous la dir. H. De Graeme et J. Moroney, London, RoutledgeCurzon, 2003, p. 112-129.
- Rontoyanni, Clelia, « Belarus and Russia: Ever Closer Allies? », dans *The EU and Belarus: Between Moscow and Brussels*, sous la dir. de A. Lewis, Londres, Kogan Page, 2002, p. 199-213.
- Rozanov, Anatoly, « Belarusian Perspectives on National Security and Belarusian Military Policy », dans *State Building and Military Power in Russia and the New States of Eurasia*, sous la dir. de B. Parrott, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 193-206.
- Rozanov, Anatoly, « Belarus: Foreign Policy Priorities », dans *Belarus at the Crossroads*, sous la dir. de S. Garnett et R. Legvold, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1999, p. 19-36.
- Sanford, George, « Nation, state and independence in Belarus », *Contemporary Politics*, vol. 3, n° 3, 1997, p. 225-245.
- Sanford, George, « Belarus on the road to nationhood », *Survival*, vol. 38, no 1, 1996, p. 131-153.
- Sahm, Astrid, « Political culture and national symbols: their impact on the Belarusian nation-building process », *Nationalities Papers*, vol. 27, n° 4, 1999, p. 649-660.
- Smith, Graham, Vivien Law, Andrew Wilson, Annette Bohr et Edward Allworth, « National history and national identity in Ukraine and Belarus », dans *Nation-building in the Post-Soviet Borderland*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 23-47.

- Sorokin, Konstantin, « The Belarus Military: A Loyal Segment of Society? », dans *Civil-military relations in the Soviet and Yugoslav successor states*, sous la dir. de C. P. Danopoulos et D. Zirker, Boulder, Westview Press, 1996, p. 93-106.
- Snyder, Timothy, « The Polish-Lithuanian Commonwealth since 1989: national narratives in relations among Poland, Lithuania, Belarus and Ukraine », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 4, n° 3, 1998, p. 1-32.
- Shushkevich, Stanislau, « Belarus: self-identification and statehood », *Demokratizatsiya*, vol. 8, n° 3, 2000, p. 293-299.
- Shushkevich, Stanislau, « Belarus Will Soon Be Liberated: Interview with Stanislau Shushkevich », *Demokratizatsiya*, vol. 12, n° 1, 2004, p. 59-77.
- Symaniec, Virginie « L'académisation du biélorussien : une question politique », *Cahiers de l'ILSL*, n° 14, 2003, p. 209-228.
- Symaniec, Virginie, « Le mythe des confins », *Cultures d'Europe centrale*, n° 4, 2004, p. 206-224,
- Timmermann, Heinz, « The Union of Belarus and Russia in the European Context », dans *The EU and Belarus: Between Moscow and Brussels*, sous la dir. de A. Lewis, Londres, Kogan Page, 2002, p. 277-299.
- Titarenko, Larissa « Belarus: A Borderland Civilization or Civilization Outskirts? Sociological Reflection », *Limes: Cultural Regionalistics*, n° 1, 2009, p. 64-81.
- Titarenko, Larissa « Religion and politics in neighboring Belarus and Poland: Gender dimensions », *Demokratizatsiya*, 2001, vol. 9, n° 4, p. 603-612.
- Titarenko, Larissa, « The walls that have yet to fall: Belarus as a mirror of CIS transition », *Demokratizatsiya*, vol. 8, n° 2, 2000, p. 232-249.
- Titarenko, Larissa, « Post-Soviet youth: engagement in civil society: Belarus and beyond », *Demokratizatsiya*, vol. 7, n° 3, 1999, p. 413-436.
- Titarenko, Larissa, « Globalisation, nationalism and Ethnic Relations in Belarus », dans *Ethnicity and in Russia, the CIS and the Baltic States*, sous la dir. de C. Williams et T. Sfikas, Aldershot, Ashgate, 1999, p. 150-183.
- Tochitskaya, Irina, « Foreign trade policymaking in Belarus: current practices and problems », *Demokratizatsiya*, vol. 8, n° 2, 2000, p. 250-259.
- Tsygankov, Andrei, « Defining state interests after empire: national identity, domestic structures and foreign trade policies of Latvia and Belarus », *Review of International Political Economy*, vol. 7, n° 1, 2000, p. 101-137.

- Woolhiser, Curt, « Discours sur la langue, idéologie et 'édification linguistique' dans la RSS de Biélorussie », *Cahiers de l'ILSL*, n° 14, 2003, p. 299-337.
- Zaprudnik, Jan, « Development of Belarusian National Identity and Its Influence on Belarus's Foreign Policy Orientation », dans *National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia*, sous la dir. de R. Szporluk, Armonk, M. E. Sharpe, 1995, p. 129-149.
- Zaprudnik, Jan et Michael Urban, « Belarus: from statehood to empire? », dans *New states, new politics: Building the post-Soviet nations*, sous la dir de I. Bremmer et R. Taras, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 276-315.
- Zaleski, Mikhail, « An Almost Doomed Country: The Economic and Demographic Situation of Belarus in the Past Decade », *International Journal of Sociology*, vol. 31, n° 4, 2001, p. 39-63.